

Université de Montréal

La politique étrangère du Canada envers la Chine de 1984 à 2015 : L'impact de la
centralisation de la prise de décision et l'influence des élites

par Eric Lefrançois

Département de science politique, Faculté des arts et sciences

Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de
Philosophiae doctor (Ph.D.) en science politique

Février 2018

© Eric Lefrançois, 2018

Université de Montréal

Cette thèse intitulée

La politique étrangère du Canada envers la Chine de 1984 à 2015 : L'impact de la
centralisation de la prise de décision et l'influence des élites

présentée par
Eric Lefrançois

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Frédéric Mérand
Président rapporteur

David Ownby
Représentant du doyen

Dominique Caouette
Directeur de recherche

Théodore McLauchlin
Membre du jury

Jeremy Paltiel
Examineur externe

Résumé en français

Cette thèse présente une analyse en profondeur de la formulation de la politique étrangère du Canada envers la Chine de 1984 à 2015. À travers un travail de reconstitution de processus, appuyé par plus d'une trentaine d'entrevues, l'analyse de sources documentaires primaires et secondaires et un découpage chronologique et historique des relations sino-canadiennes, cette thèse postule que les élites économiques, politiques et sociales ainsi que les dirigeants étrangers ayant des liens directs avec les premiers ministres canadiens ont influencé leurs représentations des relations sino-canadiennes, représentations qui ont guidé la formulation de la politique étrangère du Canada envers la Chine.

Alors que le Canada entreprit à partir des années 1970 une politique envers la Chine orientée vers l'objectif d'engager de manière constructive le gouvernement chinois, le Canada développa plus activement dès 1986 une stratégie axée sur le commerce, avant d'être contraint à une interruption temporaire de cet engagement suite à la crise de Tiananmen au printemps 1989. L'arrivée du gouvernement libéral de Jean Chrétien en 1993 marqua une ère de relations gouvernementales accrues entre les deux pays. Les relations avec la Chine sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper furent beaucoup plus difficiles de 2006 à 2008 et de 2012 à 2015, malgré une période plus positive de 2008 à 2012.

Cette évolution de la politique du Canada envers la Chine et la chronologie exacte des changements et ajustements opérées à celle-ci sont le résultat de décisions de politique étrangère que dominant les premiers ministres canadiens. L'une des contributions importantes de cette thèse est de démontrer que cette importance du premier ministre dans la prise de décision confère à des élites canadiennes ayant un accès direct au premier ministre la capacité d'influencer la politique étrangère du Canada envers la Chine. En plus de contribuer à la littérature sur les relations sino-canadiennes en présentant une reconstruction détaillée de la politique du Canada envers la Chine, cette thèse s'insère dans la littérature en analyse de politique étrangère et en politique canadienne offrant un modèle théorique original basé sur l'impact des idées et la théorie des élites en politique étrangère.

Mots-clés : Canada, Chine, politique étrangère, prise de décision, premier ministre, élites

English Abstract

This thesis offers an in-depth process tracing analysis of Canada's foreign policy towards China from 1984 to 2015. Based on more than thirty semi-structured interviews, primary documents and secondary sources, it is shown that foreign leaders and political, social and business elites with close ties to Canadian prime ministers have been able to influence their foreign policy ideas. These ideas in turned shaped Canada's foreign policy towards China.

Canada established official relations with the government of China in 1970 with a policy of positive engagement. In the mid-1980s, Brian Mulroney's progressive-conservative government developed a new strategy to help Canadian firms benefit from China's economic reform and open-door policy. After an interruption of this policy in the wake of the Tiananmen Square crisis, Jean Chrétien's and Paul Martin's Liberal governments implemented a policy based on trade, constructive engagement on human rights issues and high-level political contacts between leaders of both countries. Influenced by new elites with a negative view of China, Stephen Harper's Conservative government brought an abrupt change in Canada's policy towards China in 2006. From 2008 to 2012, Chinese leaders and Canadian business elites developed new ties with Stephen Harper in order to bring back a more positive approach. However from 2012 to 2015, right-wing conservative elites that feared Chinese involvement in the Canadian economy would encroach on Canadian sovereignty complicated once more relations with China.

The evolution of Canada's policy towards China is the consequence of foreign policy decisions dominated by the premier minister. An important contribution of this thesis is to demonstrate how certain Canadian elites were able to secure an influence on Canada's China Policy by developing and maintaining close ties with Canadian prime ministers. As part of the Foreign policy analysis (FPA) literature, this thesis also contributes to Sino-Canadian relations studies and Canadian political studies by offering a theoretical model embedded in Elite theory and making use of foreign policy ideas as an analytical tool for understanding political decision-making.

Keywords: Canada, China, foreign policy, decision-making, prime minister, elites, ideas

Table des matières

Résumé en français	iii
English Abstract.....	ivv
Table des matières	v
Liste des sigles et des abréviations	x
Liste des tableaux	xii
Liste des figures	xiii
Liste des entrevues	xiv
Remerciements	xix
Introduction.....	1
L'objectif de la thèse.....	3
L'état de la question et la contribution de la thèse.....	5
L'approche méthodologique	9
La structure de la thèse :	14
Chapitre 1 – L'analyse de politique étrangère et les variables idéationnelles :	
La construction du cadre théorique	16
1.1 – La politique étrangère et l'approche réaliste des relations internationales	16
1.2 – L'analyse de la politique étrangère canadienne	18
1.3 – L'analyse de politique étrangère (APE) et le rôle central des décideurs	20
1.3.1 – L'APE et le contexte bureaucratique	23
1.3.2 – L'analyse de la politique étrangère chez les réalistes néo-classiques	24
1.3.3 – Les acteurs humains selon le réalisme néo-classique : Le Foreign Policy Executive.....	25
1.4 – Les variables idéationnelles en politique étrangère	26
1.4.1 – Les variables idéationnelles et le réalisme néo-classique	27
1.4.2 – Les types de variables idéationnelles dans la littérature	29
1.4.3 – Les croyances causales comme variables idéationnelles	32
1.5 – La représentation idéationnelle : entrevoir les idées des décideurs politiques sur une politique étrangère bilatérale	33
1.6 – Le dirigeant : le leader primus inter pares	37
1.6.1 – Le décideur en politique étrangère canadienne : Le premier ministre avant tout	39
1.6.2 – La concentration du pouvoir dans la prise de décision gouvernementale au Canada	41

1.7 – Les hommes derrière le leader : La théorie des élites	45
1.7.1 – Le rapport entre la représentation idéationnelle du premier ministre et les élites	48
1.8 – Les hypothèses du cadre théorique	50
Conclusion	52
Chapitre 2 – Les relations sino-canadiennes sous le gouvernement Mulroney de 1984 à 1989 :	
Du statu quo à la stratégie de 1987 envers la Chine	54
2.1 – Survol historique des relations sino-canadiennes de 1949 à 1984.....	55
2.1.1 – Les relations sino-canadiennes de 1949 à 1968.....	55
2.1.2 – La reconnaissance de la RPC de 1968-1970 : L’impact de Pierre Elliot Trudeau.....	58
2.1.3 – Le début des relations du Canada avec la RPC de 1970 à 1984.....	61
2.2 – Les relations sino-canadiennes de 1984 à 1989 : Du statu quo à une priorité	64
2.2.1 – L’arrivée du gouvernement Mulroney et le statu quo de 1984 à 1986	65
2.2.2 – La visite de Brian Mulroney en Chine de 1986	66
2.2.3 – La stratégie Canada-Chine de 1987	69
2.3 – L’implication du Premier ministre : Du statu quo à une nouvelle stratégie.....	71
2.3.1 – La première phase : Le statu quo face à la Chine avant mai 1986.....	71
2.3.2 – La seconde phase : la transformation de la représentation idéationnelle du premier ministre lors de sa visite en Chine en 1986.	75
2.3.3 – L’influence des élites commerciales canadiennes sur le premier ministre	80
Conclusion	85
Chapitre 3 – L’impact de la crise de Tiananmen sur les relations sino-canadiennes	87
3.1 – La crise de Tiananmen et la réaction du Canada de mai à juillet 1989.....	88
3.2 – La période d’attente suite à la crise de Tiananmen en 1990-1993.....	94
3.2.1 – Le Canada conserve ses distances face à la Chine.....	94
3.2.2 – La reprise des contacts à haut niveau en 1992-1993.....	97
3.3 – L’influence des élites et l’importance de la représentation idéationnelle du premier ministre avant et après la crise de Tiananmen	98
3.3.1 – L’impact de Tiananmen sur la représentation idéationnelle du premier ministre.....	99
3.3.2 – Le rôle du premier ministre et celui du secrétaire des Affaires étrangères.....	104
3.3.3 – La réaction du Canada avant celle du G7	105
3.3.4 – Le statu quo sans l’intervention du premier ministre.....	107
3.4 – La relance des contacts à haut niveau et la réimplication de Brian Mulroney	109
3.4.1 – Le rôle des élites et des dirigeants chinois dans la relance de la relation	109

3.4.2 – La représentation idéationnelle de Brian Mulroney après ses interactions avec les élites de la communauté d'affaires canadienne et les dirigeants chinois.....	113
Conclusion	115
Chapitre 4 – L'établissement de la politique du gouvernement Chrétien envers la Chine	118
4.1 – La relance de la relation sino-canadienne en 1993-1994	119
4.2 – La politique envers la Chine du Canada : l'affaire des libéraux et de Jean Chrétien	124
4.2.1 – La centralité de Jean Chrétien dans les relations sino-canadiennes	126
4.2.2 – La représentation idéationnelle de Jean Chrétien envers la relation sino-canadienne	128
4.3 – L'influence des élites sur la vision de Jean Chrétien envers la Chine	134
4.3.1 – Le rôle du CCBC auprès de Jean Chrétien et du gouvernement.....	134
4.3.2 – Power Corporation, la famille Desmarais et Jean Chrétien	139
4.3.3 – Le mentor : Mitchell Sharp	141
Conclusion	143
Chapitre 5 – La mise en œuvre de la politique du Parti libéral du Canada envers la Chine de 1994 à 2005	145
5.1 – Les relations sino-canadiennes sous Jean Chrétien de 1994 à 2003	146
5.2 – Les relations sino-canadiennes sous le gouvernement Martin en 2004 et 2005	151
5.3 – Le contrôle continu du premier ministre.....	153
5.3.1 – La prépondérance du premier ministre face au ministre des Affaires étrangères	153
5.3.2 – L'implication de Jean Chrétien dans divers dossiers concernant la Chine	156
5.3.3 – Jean Chrétien et la question des droits de la personne	159
5.3.4 – Jean Chrétien limite l'impact en Chine de son ministre activiste, Lloyd Axworthy	161
5.4 – La boucle de rétroaction à travers les contacts avec les dirigeants chinois	164
5.5 – Les élites commerciales et la représentation idéationnelle de Paul Martin	167
Conclusion	171
Chapitre 6 – La confrontation sous le gouvernement Harper de 2006 à 2008	174
6.1 – Les tensions entre la Chine et le Canada de 2006 à 2008	174
6.2 – Un changement du contexte politique domestique ou institutionnel canadien ?	179
6.3 – Une position idéologique jamais articulée officiellement.....	181
6.4 – La vision de Stephen Harper ?	183
6.4.1 – Stephen Harper et le contrôle de la relation sino-canadienne de 2006 à 2008	183

6.4.2 – Les propos de Stephen Harper sur la Chine de janvier 2006 au printemps 2008	186
6.4.3 – La représentation idéationnelle de la Chine de Stephen Harper	189
6.5 – La base idéologique de Stephen Harper : Les élites de la droite religieuse canadienne et de l'École de Calgary.....	191
6.5.1 – L'entourage idéologique de Stephen Harper et la politique étrangère canadienne.....	196
6.5.2 – Les élites de l'entourage de Stephen Harper et leur vision de la Chine.....	200
6.6 – La perte d'influence de groupes éloignés de l'entourage du premier ministre	203
6.6.1 – La marginalisation des Conservateurs favorable à la Chine	203
6.6.2 – La marginalisation de la fonction publique des affaires étrangères.....	205
6.6.3 – La marginalisation des élites de la communauté d'affaires favorable à la Chine.....	206
6.6.4 – La faiblesse des liens avec les dirigeants chinois	208
Conclusion	209
Chapitre 7 – Le virage de la politique étrangère du Canada envers la Chine 2008-2012	212
7.1 – Premiers signes de transformation au printemps et à l'été 2008	213
7.2 – Transformation de la politique envers la Chine de l'automne 2008 à l'hiver 2012.....	217
7.2.1 – Les visites ministérielles de 2009 et la fin de la politique affirmée envers la Chine	218
7.2.2 – La visite de Stephen Harper en Chine et la visite retour de Hu Jintao.....	221
7.2.3 – La consolidation du rapprochement avec la Chine de 2011 à l'hiver 2012.....	222
7.3 – La nouvelle vision de Stephen Harper et le virage des relations avec la Chine.....	224
7.3.1 – Les premiers signes d'un changement chez Stephen Harper en 2008-2009	225
7.3.2 – La concrétisation du changement chez Stephen Harper en 2010-2012	227
7.3.3 – La nouvelle représentation idéationnelle de Stephen Harper envers la Chine.....	230
7.4 – L'influence de nouveaux liens tissés par Stephen Harper	232
7.4.1 – La construction de liens de confiance avec les dirigeants chinois.....	233
7.4.2 – Les ministres favorables à la Chine et proches des élites d'affaires canadiennes.....	236
7.4.3 – Le retour de la communauté d'affaires et du CCBC auprès du premier ministre.....	241
7.4.4 – Des liens directs entre Stephen Harper et la famille Desmarais ?.....	245
Conclusion	249
Chapitre 8 – La position ambivalente de Stephen Harper envers la Chine de 2012 à 2015	252
8.1 – Les tensions entre le gouvernement Harper et la Chine de 2012 à 2014	253
8.2 – Visites et promotion du commerce malgré les tensions.....	257
8.3 – L'ambivalence de Stephen Harper envers la Chine de 2012 à 2014 :	259

8.3.1 – La représentation idéationnelle de Stephen Harper de 2012-2015	262
8.4 – Les tensions entre des élites de deux communautés dans l'entourage de Stephen Harper.....	265
8.4.1 – Les factions opposées au rapprochement envers la Chine	265
8.5 – La politique du Canada envers la Chine, la politique de Stephen Harper ?.....	274
Conclusion	276
Chapitre 9 – 30 ans de politique étrangère du Canada envers la Chine, 30 ans d’influence du premier ministre et des élites de son entourage.....	279
9.1.1 – 1984-1986 : Le statu quo face à la Chine sous Mulroney	281
9.1.2 – La stratégie Canada-Chine de 1987 sous le gouvernement Mulroney :.....	282
9.1.3 – La crise de Tiananmen en juin 1989.....	283
9.1.4 – 1990-1992 : L’attente suite à la crise de Tiananmen	284
9.1.5 – La reprise des contacts de haut niveau sous Mulroney en 1992-1993	285
9.1.6 – La mise en place de la politique envers la Chine sous Jean Chrétien.....	286
9.1.7 – 1994-2003 : L’application de la politique envers la Chine sous Jean Chrétien.....	287
9.1.8 – Le partenariat stratégique sous Paul Martin en 2004 et 2005	288
9.1.9 – Les relations tendues de 2006-2008 sous Stephen Harper.....	289
9.1.10 – Le rapprochement Canada-Chine sous Stephen Harper	291
9.1.11 – L’ambiguïté dans les relations Canada-Chine sous Harper de 2012 à 2015.....	292
9.2 – Un modèle théorique pertinent	294
Conclusion – Contribution de la thèse: centralité des premiers ministres, influence des élites ..	296
Références.....	300

Liste des sigles et des abréviations

ACDI	Agence canadienne de développement internationale
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
APE	Analyse de politique étrangère
APEC	<i>Asia Pacific Economic Cooperation forum</i> (Forum de coopération économique de l'Asie Pacifique)
APFC	<i>Asia-Pacific Foundation of Canada</i> (Fondation Asie-Pacifique du Canada)
BCP	Bureau du Conseil privé de la Reine du Canada
CANDU	<i>CANada Deuterium Uranium reactor</i> (Réacteur nucléaire à l'uranium naturel (non enrichi) à eau lourde pressurisée du Canada)
C-B	Colombie-Britannique
CCBC	<i>Canada-China Business Council</i> (Conseil de commerce Canada-Chine)
CITIC	<i>China International Trust and Investment Corporation</i>
CNRC	Conseil national de recherche du Canada
CPM	Cabinet du Premier ministre du Canada – Bureau du Premier ministre
MAE	Ministère des Affaires extérieures/étrangères
MAECI	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada
DPÉ	Décision de politique étrangère
EDC	Exportation et développement Canada
É-U	États-Unis
FIPPA	<i>Foreign Investment Protection and Promotion Agreement</i> (Accord sur la protection et la promotion des investissements étranger).
FPE	<i>Foreign Policy Executive</i> (Groupe exécutif en politique étrangère)
GATT	<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i> (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)
IPCAP	l'Initiative de la porte et du corridor de l'Asie Pacifique
NPD	Nouveau parti démocratique du Canada
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisations des Nations Unies
PC	Parti progressiste-conservateur du Canada
PCC	Parti communiste chinois
PM	Premier ministre
RI	Représentation idéationnelle
ROC	<i>Republic of China</i> (République de Chine – Taiwan)
RPC	République Populaire de Chine
SCRS	Service canadien de renseignement et de sécurité
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

Liste des tableaux

Tableau I — Liste des chapitres et du découpage historique	15 et 281
Tableau II — Les cas de changement et les hypothèses du cadre théorique.....	295

Liste des figures

Figure 1 : Le contexte bureaucratique, les décideurs et la prise de décision.....	23
Figure 2 : Les facteurs contextuels et le réalisme néo-classique.....	25
Figure 3 : Le FPE et la politique étrangère selon les réalistes néo-classiques.....	26
Figure 4 : Inclusion des variables idéationnelles dans le modèle théorique.....	29
Figure 5 : La représentation idéationnelle.....	34
Figure 6 : La représentation idéationnelle (RI) dans le cadre théorique.....	36
Figure 7 : Le leader et les autres membres du FPE.....	38
Figure 8 : Cadre théorique complet.....	50 et 280
Figure 9 : Composantes de la représentation idéationnelle de Brian Mulroney en 1986.....	80
Figure 10 : L'influence des élites et des dirigeants chinois sur la représentation idéationnelle de Brian Mulroney et la stratégie de 1987 envers la Chine.....	85
Figure 11 : Composantes de la représentation idéationnelle de Brian Mulroney en 1989.....	103
Figure 12 : Composantes de la représentation idéationnelle de Brian Mulroney en 1992.....	114
Figure 13 : L'influence des élites et des dirigeants chinois sur la représentation idéationnelle de Brian Mulroney de 1989 à 1993.....	116
Figure 14 : Composantes de la représentation idéationnelle de Jean Chrétien en 1993.....	133
Figure 15 : L'influence des élites et des dirigeants chinois sur la représentation idéationnelle de Jean Chrétien et la politique des quatre piliers en 1993-1994 ...	144
Figure 16 : Composantes de la représentation idéationnelle de Paul Martin en 2004.....	170
Figure 17 : L'influence des élites et des dirigeants chinois sur la représentation idéationnelle de Jean Chrétien et de Paul Martin de 1994 à 2006.....	172
Figure 18 : Composantes de la représentation idéationnelle de Stephen Harper en 2006-2008	190
Figure 19 : L'influence des élites sur la représentation idéationnelle de Stephen Harper en 2006-2008.....	210

Figure 20 : Composantes de la représentation idéationnelle de Stephen Harper en 2008-2012	231
Figure 21 : La transformation de la représentation idéationnelle de Stephen Harper de 2008 à 2012.....	251
Figure 22 : Composantes de la représentation idéationnelle de Stephen Harper de 2012-2015.....	264
Figure 23 : L'influence des élites sur la représentation idéationnelle de Stephen Harper de 2012-2015.....	277

Liste des entrevues

Entrevues concernant l'époque de Brian Mulroney :

- ACDI Mulroney Entrevues et discussions avec des employés séniors au programme de l'ACDI sur la Chine présents lors de la crise de Tiananmen et les années suivantes réalisées lors d'un stage de l'auteur au programme de la Chine de l'ACDI à Ottawa de mars à septembre 2007.
- Bild: Entrevue réalisée le 5 janvier 2012 avec Fred Bild, ambassadeur du Canada en Chine de l'automne 1990 à décembre 1994. M. Bild a connu une longue carrière au sein de la diplomatie, ayant été ambassadeur également du Canada pour le Laos, le Myanmar, la Thaïlande, la République socialiste du Vietnam. Il occupa également des postes diplomatiques au Japon, en Corée du Sud et en France. M. Bild est également professeur invité au Centre d'études de l'Asie de l'Est de l'Université de Montréal.
- Burney Entrevue réalisée le 13 mars 2014 avec Derek Hudson Burney, Chef du cabinet de Brian Mulroney de 1987 à 1989. M. Burney a connu une longue carrière au sein de la diplomatie canadienne, ayant été entre autres ambassadeur du Canada en Corée du Sud, ambassadeur du Canada aux É-U de 1989 à 1993. Il fut également sur l'équipe de transition de Stephen Harper en 2005-2006.
- Clark: Entrevue réalisée le 12 octobre 2014 avec le très honorable Charles Joseph (Joe) Clark, 16^{ème} Premier ministre du Canada (1979-1980) et secrétaire des Affaires extérieures du Canada de 1984 à 1991.
- DAN Mulroney Entrevue réalisée en octobre 2014 avec l'un des directeurs de la division de l'Asie du Nord-Est au ministère des Affaires extérieures du Canada sous le gouvernement Mulroney. Cet individu a demandé que son nom ne soit pas associé à ses propos ou certains de ceux-ci.
- Drake Entrevue réalisée le 24 novembre 2013 avec Earl Gordon Drake, ambassadeur du Canada en Chine de l'automne 1987 à l'automne 1990 et ayant occupé une multitude de postes séniors dans la diplomatie canadienne.
- Heinbecker Entrevue réalisée le 9 juin 2013 avec Paul Heinbecker, qui fut directeur de la division des É-U du MAE et ambassadeur aux É-U et en Allemagne. Il fut rédacteur de discours pour P.E. Trudeau, Joe Clark et Brian Mulroney, en plus d'être le conseiller aux affaires étrangères et à la défense de Brian Mulroney. Il fut également sous-ministre du ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy.

- Mulroney Entrevue réalisée le 19 août 2014 avec le très honorable Martin Brian Mulroney, 18^{ème} Premier ministre du Canada (1984-1993).
- SAMAE Mulroney Entrevues réalisées en septembre et octobre 2014 avec deux sous-ministres adjoints du ministère des Affaires étrangères du Canada sous le gouvernement progressiste-conservateur de Brian Mulroney. Ces individus ont demandé que leur noms ne soient pas associés à leurs propos ou certains de ceux-ci.
- SCPM Mulroney Entrevue avec un membre sénior du Cabinet du Premier ministre Brian Mulroney (bureau du Premier ministre) réalisée le 8 juin 2013. Cet individu a demandé que son nom et son poste exact ne soient pas associés à ses propos.
- SMAE Mulroney Entrevues avec trois membres séniors du ministère des Affaires étrangères du Canada sous le gouvernement progressiste-conservateur de Brian Mulroney. Lors de ces entrevues réalisées de janvier 2012 à octobre 2014, ces trois individus ont demandé à ce que leurs propos, ou certains de ceux-ci ne soient pas associés avec leur nom et leur poste exact.

Entrevues concernant l'époque Chrétien et Martin :

- AP Entrevue réalisée le 12 septembre 2015 avec un analyste de politique du ministère des Affaires étrangères de 1992 à 1998 ayant demandé que son nom et sa fonction exacte ne soient pas associés à ses propos.
- Austin Entrevue avec le sénateur Jack Austin réalisée le 31 mars 2013. M. Austin a été sous-ministre sous le gouvernement de P.E. Trudeau avant de devenir son chef de Cabinet puis d'être nommé sénateur libéral en 1975. Il avait été l'un des champions des relations entre le Canada et l'Asie alors qu'il avait accompagné Trudeau lors de ses visites en Chine et avait été l'un des artisans de la création de la Fondation Asie Pacifique du Canada en 1984. Il a servi à titre de ministre d'État dans le cabinet de Pierre Trudeau de 1981 à 1982 et puis ministre d'État pour le développement social jusqu'à la retraite de Trudeau en 1984. Il fut nommé président du CCBC en 1992 avec le mandat de reconstruire les bonnes relations entre le Canada et la Chine. Il est revenu au cabinet du Canada en 2003 lorsque le premier ministre Paul Martin l'a nommé leader du gouvernement au Sénat, poste qu'il a occupé jusqu'à la défaite des libéraux lors de l'élection de 2006.
- Balloch Entrevue réalisée le 2 octobre 2014 avec Howard Balloch, ambassadeur du Canada en Chine de février 1996 à juillet 2001. M. Balloch fut également sous-ministre adjoint des Affaires étrangères et sherpa de Jean Chrétien lors du sommet de l'APEC de 1993 et conseiller sur l'unité nationale au Bureau du Conseil privé lors de la campagne référendaire de 1995.

- Cabinet Chrétien Entrevues avec trois ministres et secrétaires d'État sous le gouvernement libéral de Jean Chrétien et Paul Martin réalisées de janvier 2013 à juin 2017 et ayant requis que leur nom et leurs postes ne soient pas associés à leurs propos.
- Caron Entrevue réalisée le 29 mars 2013 avec Joseph Caron, ambassadeur du Canada en Chine de 2001 à 2005. M. Caron a aussi connu une longue carrière dans la fonction diplomatique canadienne ayant été haut commissionnaire en Inde, ambassadeur au Japon, en plus d'avoir eu différents postes au MAE et MAECI lié à l'Asie.
- CPM Chrétien Entrevues réalisées en janvier 2013 et septembre 2015 avec deux membres du Bureau du Premier ministre Jean Chrétien ayant requis que leurs noms et leurs postes ne soient pas associés à leurs propos ou certains de ceux-ci.
- CPM Martin Entrevue réalisée en janvier 2013 avec un membre du Bureau du Premier ministre Paul Martin ayant demandé que son nom et sa fonction exacte ne soient pas associés à ses propos.
- Goldenberg Entrevue réalisée le 14 décembre 2013 avec Eddie Goldenberg, conseiller sénior au Bureau du Premier ministre Jean Chrétien. Il fut également le dernier chef de cabinet de Jean Chrétien.

Entrevues concernant l'époque Harper

- ACDI Harper Discussions et observations avec plusieurs employés membres du programme de la Chine de l'ACDI, dont certaines lors d'un stage de l'auteur au programme de la Chine de l'ACDI à Ottawa de mars à septembre 2007.
- BCP Harper Entrevue réalisée en avril 2017 avec un membre du Bureau du Conseil privé de la Reine du Canada ayant requis que son nom et son poste exact ne soient pas associés à ses propos.
- Cabinet Harper Entrevues réalisées de janvier 2013 à juin 2017 avec trois membres du Cabinet Harper ayant requis que leur nom et leurs postes ne soient pas associés à leurs propos ou certains de ceux-ci.
- D. Mulroney Entrevue réalisée le 4 avril 2014 avec David Mulroney, ambassadeur du Canada en Chine de 2009 à 2012. David Mulroney avait été le conseiller de Stephen Harper au BCP pour les affaires étrangères et la défense et son représentant personnel lors de sommets du G8. Par la suite Stephen Harper le nomma sous-ministre responsable du groupe de travail sur l'Afghanistan du BCP. Précédemment, il avait été sous-ministre adjoint du MAECI, représentant sénior du Canada à l'APEC et plusieurs postes en Asie au sein

du MAECI. Il avait également été directeur exécutif du CCBC de 1995 à 1998.

- Day Entrevue réalisée le 4 juin 2013 avec Stockwell Day. M. Day fut d'abord ministre au sein du gouvernement albertain dans les années 1980 et 1990. Il fut ensuite élu chef de l'Alliance canadienne à l'an 2000 avant d'être battu à sa propre succession par Stephen Harper en 2002. Au sein du gouvernement Harper, il fut ministre de la Sécurité publique de 2006 à 2008, ministre du Commerce international et de la Porte d'entrée du Pacifique de 2008-2010 et ministre du Trésor en 2010 et 2011.
- Emerson Entrevue réalisée le 24 avril 2014 avec David Emerson, ministre du Commerce international et ministre des Affaires étrangères sous le gouvernement Harper. Il fut élu en 2004 en tant que membre du Parti libéral du Canada et occupa le poste de ministre de l'Industrie. Le 6 février 2006, il traverse la Chambre des Communes et rejoint le cabinet conservateur de Stephen Harper. Il fut dans les années 1970 et 1980 dans la fonction publique de la Colombie-Britannique, notamment sous-ministre aux finances. Il fut également président-directeur général de la Banque de l'Ouest et du Pacifique du Canada, président de la B.C. Trade Development Corporation, directeur de l'administration de l'aéroport international de Vancouver et président-directeur général de Canfor Corporation.
- Harder Entrevue réalisée le 21 avril 2017 avec le sénateur Peter Harder, sous-ministre du MAECI sous le gouvernement Martin et Harper, président du CCBC et sénateur non affilié. Peter Harder a une expérience de près de 30 années dans la fonction publique fédérale. Il fut adjoint de la ministre du MAE Flora MacDonald et chef de cabinet de Joe Clark.
- Saint-Jacques Entrevue et discussion en mars et avril 2014 avec Guy Saint-Jacques qui fut ambassadeur du Canada en Chine pour le gouvernement de Stephen Harper dès octobre 2012. M. Guy Saint-Jacques est entré au ministère des Affaires étrangères en 1977 et a été affecté à Pékin, à Hong Kong, à Kinshasa, à Washington et à Londres. Il a occupé plusieurs postes à l'administration centrale, y compris comme directeur adjoint de la Direction de l'énergie et de l'environnement, directeur des Affectations, et directeur général de la Gestion du personnel.
- SCPM Harper Entrevues réalisées en mars 2013 et avril 2017 avec deux membres du Bureau du Premier ministre Harper et de l'équipe de transition de 2005-2006 ayant requis que leurs noms et leurs postes ne soient pas associés à leurs propos ou certains de ceux-ci.
- SMAECI Harper Entrevues réalisées de janvier 2013 à juin 2017 avec quatre membres séniors du ministère des Affaires étrangères du Canada et membres du

corps diplomatique du Canada en Chine ayant requis que leurs noms et leurs postes ne soient pas associés à leurs propos ou certains de ceux-ci.

Wright Entrevue réalisée le 9 avril 2014 avec Robert Wright, ambassadeur du Canada en Chine. M. Wright a connu une longue carrière dans la diplomatie canadienne, ayant été entre autres sous-ministre du commerce international et ambassadeur du Japon.

Autres entrevues

Evans Entrevue réalisée le 30 octobre 2012 avec Paul Evans, spécialiste des relations internationales du Canada avec l'Asie et professeur titulaire à l'Université de Colombie-Britannique. Il fut sous le gouvernement Martin directeur du comité exécutif et codirecteur général de la Fondation Asie-Pacifique du Canada jusqu'en 2008, ayant vécu de près la transition du gouvernement de Paul Martin à celui de Stephen Harper.

Kutulakos Entrevue réalisée le 24 novembre 2014 avec Sarah Kutulakos, Directrice exécutive du CCBC.

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier mes parents qui m'ont donné tous les atouts pour poursuivre mes études. Mon père pour avoir été un modèle de résilience jusqu'à la fin de sa vie et ma mère pour m'avoir entre autres aidé pendant toutes ces années à améliorer la qualité de mes trop nombreux textes. Sans vous, cette réalisation n'aurait jamais été possible.

Je remercie Dominique Caouette (Département de science politique de l'Université de Montréal), mon directeur de thèse, pour ces judicieux conseils, son support et sa patience au courant des dernières années et qui m'a permis de me rendre jusqu'ici. Je remercie également les membres de mon jury de thèse pour avoir accepté et apprécié ma thèse : Théodore McLaughlin (évaluateur interne) et Frédéric Merand (président) du Département de science politique de l'Université de Montréal, David Ownby (représentant du doyen) Département d'histoire de l'Université de Montréal ainsi que Jeremy Paltiel (évaluateur externe) du Département de science politique de l'Université Carleton. Vos conseils seront fort importants pour la suite. De plus, je remercie Paul Evans, de l'Institut de recherche asiatique et de l'Institut Liu pour les enjeux globaux pour m'avoir offert de précieux conseils qui auront influencé l'orientation de mes recherches.

Je remercie aussi France Rochette et Jean-Claude Cosset de HEC Montréal qui m'ont encouragé et supporté dans mon choix de poursuivre des études doctorales tout en ayant un emploi à plein-temps dans une institution universitaire.

Je remercie mon beau-père pour sa patience et ses conseils et aussi son aide avec ma famille. Surtout, je remercie mes deux enfants, André et Antoine, qui ont subi mes longues heures de travail les soirs et week-ends pour me permettre de rédiger cette thèse et qui sont source de bonheur et d'inspiration inépuisable. Finalement, je dois énormément à ma conjointe qui a trop souvent dû prendre le relais alors que j'étais submergé de lectures et de travail. Elle qui fut mon support moral pour me permettre de persévérer durant toutes ces années et qui m'a introduit à la culture millénaire de la Chine, merci.

**« À l'homme rien de plus utile que l'homme »
(Baruch Spinoza)**

**« Dis-moi qui tu aimes, je te dirai qui tu es ».
(Victor Hugo)**

**« Government is always government by the few, whether in the name
of the few, the one, or the many ».
(Lasswell and Lerner 1952, 7)**

Introduction

Aucun pays n'a connu une croissance économique et politique aussi fulgurante à la fin du 20^{ème} siècle que la Chine¹. En 1970 la Chine se remettait péniblement des grands troubles politiques, sociaux et économiques du Grand Bond en avant et de la révolution culturelle (Jiaqi et Gao 1996). La Chine est maintenant la première économie mondiale en fonction de son PIB², a connu une croissance économique de plus de 10 % par année en moyenne de 1985 à 2015 et regroupe la plus grande population nationale avec 1,3 milliard de citoyens (Hsia et Lin 2009; Schwartz 2015). Lorsque le Canada a établi ses relations diplomatiques avec la Chine en 1970, la Chine n'était pas membre de l'ONU, n'était pas reconnue par les É-U et était essentiellement un pays isolé économiquement et politiquement de la communauté internationale (Frolic 1985). Son ouverture économique sur le monde et sa montée sur la scène politique internationale n'a débuté qu'à la fin des années 1970 avant de s'intensifier dans les années 1980 et 1990³.

De son côté, le Canada entreprit à partir des années 1970 une politique étrangère envers la Chine orientée vers l'objectif d'engager de manière constructive le gouvernement chinois (Evans 2014). Alors que la Chine entama ses réformes économiques dans les années 1980, le Canada tenta d'engager plus activement la Chine avec une stratégie axée sur le commerce, avant d'être contraint à une interruption temporaire de cet engagement suite à la crise de Tiananmen au printemps 1989 (Frolic 1999; 2011; Evans 2014). L'arrivée du gouvernement libéral de Jean Chrétien marqua une ère de très bonnes relations entre les deux pays, alors que deux grandes missions commerciales furent organisées en 1993 et 2001 et que la multiplication des échanges et contacts institutionnels entre les deux pays se développèrent rapidement de 1993 à 2006. Largement positives dans les années 1990, les relations avec la Chine ont connu plus de difficultés dans la seconde moitié des années 2000 sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper avant de connaître des hauts et des bas dans les années 2010 (Evans 2014; Nossal et Saron 2014).

¹ La Chine fera référence dans ce texte à la République Populaire de Chine. Le sigle RPC sera utilisé dans certains passages pour permettre une distinction entre celle-ci et la République de Chine (ROC) soit le gouvernement en exil à Taiwan après la guerre civile chinoise.

² En fonction de la parité du pouvoir d'achat : *CIA World Factbook* <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html> (page consultée le 24 septembre 2017).

³ Pour une explication du modèle économique chinois, voir : *China's Economic Growth : A Miracle with Chinese Characteristic* de Yanrui Wu (Wu 2004). Pour une analyse plus approfondie des réformes économiques entreprises en Chine, voir le rapport compilé par le comité conjoint sur l'économie du Congrès des É-U (É-U 2016).

La gestion de la politique étrangère face à cette nouvelle puissance, parfois considérée comme révisionniste (Mearsheimer 2003; 2006; 2010; Ikegami 2009) devrait en principe être une préoccupation importante pour le Canada et devrait faire l'objet de nombreuses réflexions et analyses stratégiques au sein de l'appareil gouvernemental. Selon les approches théoriques holistiques ou systémiques, la politique du Canada envers la Chine devrait être relativement stable et suivre les intérêts canadiens, comme le prétendent certains auteurs (Burton 2015).

Or, la politique du Canada envers la Chine a parfois subi des périodes de continuité et parfois des périodes de changements importants et rapides (Gecelovsky et Keenleyside 1995; Paltiel 1995; Frolic 1997; Potter 2003; Potter and Adams 2011; Nossal et Sarson 2011; Labrecque 2015; 2016)⁴. Certains changements de parti politique au pouvoir n'ont pas donné lieu à des transformations importantes dans la politique du Canada envers la Chine, alors que d'autres ont causé des changements significatifs. Certaines périodes de continuité ont survécu à des changements de gouvernements alors que d'autres changements significatifs eurent lieu sans changement de parti ou de premier ministre. Comment expliquer que la politique du Canada envers la Chine demeura similaire lors des transitions entre les gouvernements Turner-Mulroney, Chrétien-Martin et même Mulroney-Chrétien ? Qu'est-ce qui a motivé le gouvernement Harper à créer une rupture dans la politique du Canada envers la Chine et à ajuster deux fois celle-ci par la suite ? Comment expliquer que les gouvernements Mulroney et Harper ont vécu des variations importantes dans leur politique envers la Chine au contraire du gouvernement Chrétien ? Certains changements de l'environnement international et du contexte chinois coïncident avec des changements dans l'orientation de la politique du Canada envers la Chine, alors que d'autres non. Comment expliquer les délais dans l'ajustement de la politique du Canada envers la Chine face à certains changements importants, tels que le début des réformes économiques en Chine, la reprise de ces réformes après la crise de Tiananmen et l'essor international de la Chine à la fin des années 1990 ? Comment expliquer ces changements alors que d'autres réactions ont été immédiates, telles que suite à la crise de Tiananmen et que d'autres encore semblent avoir été le résultat de considérations partisans, telles que la politique du gouvernement Harper envers la Chine en 2006 et en 2012 ?

⁴ La dernière section de ce chapitre présente un tableau décrivant ces périodes.

Afin de répondre à ces questions, il est nécessaire de scruter la chronologie des relations sino-canadiennes et d'ouvrir la boîte noire du processus de prise de décision. Comment et par qui sont prises les décisions importantes concernant la politique du Canada envers la Chine ? Est-ce que ces décisions sont prises par les professionnels de la fonction publique au sein du ministère des Affaires étrangères du Canada (ci-après MAE et MAECI⁵) ? Sont-elles prises par les parlementaires, les membres du Cabinet du gouvernement, certains ministres, le premier ministre ? Est-ce que la politique du Canada envers la Chine est déterminée par les contraintes de la position du Canada comme puissance moyenne ou est-elle le résultat de décisions ponctuelles du premier ministre ? Qui peut influencer le premier ministre et les décisions de politique étrangère ?

L'objectif de la thèse

En réponse aux questions précédentes, cette thèse postule que les élites économiques, politiques et sociales ayant des liens directs avec le premier ministre influencent largement sa vision des relations sino-canadiennes, vision qui guide la formulation de la politique étrangère du Canada envers la Chine. Le premier ministre ne détermine pas la politique étrangère seul, sans contraintes et sans influence des contextes international, domestique et institutionnel⁶. Le premier ministre ne peut pas à lui seul déterminer chacune des composantes de politique étrangère du Canada envers la Chine. Toutefois, les décisions importantes de politique étrangère sont le résultat d'un processus de prise de décision que domine ultimement le premier ministre canadien (Michaud 2006; 2011). Évidemment, la vision du premier ministre est contrainte par la place du Canada et de la Chine sur la scène internationale et certains facteurs domestiques et internationaux, mais une compréhension des changements de la politique du Canada envers la Chine à l'intérieur de ces contraintes exige l'étude de la motivation idéationnelle du premier ministre du Canada dans sa prise de décision envers la Chine.

⁵ Le ministère des affaires extérieures (MAE) a officiellement été nommé le ministère des Affaires étrangères et du commerce international (MAECI) lors des premiers mois au pouvoir de Jean Chrétien. Le ministère a par la suite changé de nom à plusieurs reprises dans les années 1990 et 2000, mais pour des raisons de simplicité le sigle MAECI sera utilisé pour la période de novembre 1993 à 2015. Le MAECI a aussi été connu comme le ministère des Affaires internationales et du Commerce extérieur et plus récemment comme Affaires mondiales Canada.

⁶ Pour une description de ces types de contextes, voir : *The politics of canadian foreign policy*. Troisième édition (Nossal 1997).

Autrement dit, la réaction du Canada envers la Chine lors de la crise de Tiananmen, le rétablissement des relations après cette crise, les multiples tensions entre le Canada et la Chine sous le gouvernement conservateur de 2006 à 2015, n'auraient pas été les mêmes si d'autres individus s'inscrivant dans des communautés d'élites différentes avaient été premier ministre du Canada. La politique étrangère du Canada n'est donc pas uniquement les résultats de grandes forces impersonnelles, mais plutôt le résultat des idées des individus qui gouvernent le pays et surtout des idées qui influencent les individus derrière ceux qui gouvernent; des idées de ces individus portant sur ce que sont les enjeux, les problèmes et les solutions face aux relations de leur pays avec les autres. Le but premier de cette thèse est donc de comprendre autant le comment que le pourquoi des décisions majeures prises par le gouvernement du Canada dans le cadre de sa politique étrangère envers la Chine de 1984 à 2015.

En ce sens, cette étude n'est pas une analyse des relations internationales du Canada dans son ensemble ni une analyse exhaustive des relations sino-canadiennes, ni une analyse de l'efficacité ou de la mise en œuvre de la politique étrangère du Canada envers la Chine. L'objectif recherché est d'analyser les décisions majeures prises par le gouvernement du Canada dans le cadre de sa politique étrangère bilatérale envers la Chine. À cette fin, l'évolution de la politique étrangère du Canada envers la Chine sera analysée de manière inductive et historique afin d'identifier les périodes de transformations et de continuités de 1984 à 2015. Alors que les relations entre le Canada et la Chine furent très modestes entre 1949 et 1968, le processus d'ouverture de relation diplomatique avec le gouvernement du Parti communiste chinois (PCC) établit une politique envers la Chine qui resta relativement stable jusqu'en 1986, tel qu'il sera démontré au chapitre 2. Toutefois, six changements significatifs eurent lieu de 1986 à 2015, en plus de l'intensification des relations politiques et commerciales de 1993 à 2006 qui firent de la Chine l'une des destinations les plus souvent visitées par les premiers ministres canadiens. Détaillé dans la section suivante, le choix de cette période de 1984 à 2015 s'explique donc autant par la richesse des données disponibles, une majorité des acteurs étant encore vivant contrairement à la période de 1949 à 1984, que par l'importance des relations avec la Chine pour le Canada durant cette même époque et le nombre de changements significatifs de la politique du Canada envers la Chine durant celle-ci. L'objectif principal est ainsi de comprendre la prise de décision et l'impact de celle-ci dans la formulation de la politique étrangère bilatérale du Canada envers la Chine de 1984 à 2015.

L'état de la question et la contribution de la thèse

L'analyse de la politique étrangère bilatérale n'est pas équivalente à une étude de la politique étrangère générale d'un État ou une analyse de la position d'un État dans le système international. La politique étrangère peut se définir comme les activités délibérées d'un État agissant sur la scène internationale (Hill 2003). La politique étrangère peut donc se manifester à travers les objectifs, les stratégies, les méthodes, les politiques officielles, les accords et les divers moyens par lesquels un État interagit avec d'autres (Jackson et Sorenson 2007, 222-247). Ainsi, une étude de la politique étrangère vise à comprendre le comportement d'États en particulier et non la nature du système international (Rose 1998, 145). Toutefois, cette conception fait référence à l'orientation générale de la politique étrangère d'un État. Or, cette orientation est le résultat d'une multitude de politiques et de relations qu'entretiennent les États entre eux. Plusieurs actions des États sur la scène internationale sont multilatérales, c'est-à-dire qu'elles renvoient à la coordination de l'action sur la scène internationale de groupes de trois États ou plus, ou d'actions de gouvernance internationale (Keohane 1990, 731; Michael 2013, 12-16; Kahler 1992, 681).

Les États interagissent également entre eux de manière bilatérale, c'est-à-dire d'un pays directement à un autre selon une méthode de « cas par cas »⁷ et selon les exigences de situations particulières (Thompson et Verdier 2014, 15). Une politique étrangère bilatérale peut donc être conçue comme les activités délibérées d'un gouvernement envers le gouvernement d'un autre pays de manière spécifique. Comme plusieurs autres États, le Canada élabore fréquemment ses relations avec d'autres pays de manière bilatérale, avec une préoccupation minimale des liens d'une relation bilatérale à une autre (Delvoie 1996). Ainsi, le Canada négocia de manière bilatérale avec la Chine sa reconnaissance en 1970 (Frolic 1985). Puis, les relations diplomatiques entre les deux pays se développèrent de manière essentiellement bilatérale dans les années 1970 et 1980 en raison principalement de l'absence de la Chine de la plupart des organisations internationales multilatérales (Evans 2014). Malgré l'accession de la Chine à l'APEC en 1991, à l'OMC dix ans plus tard et à l'ASEAN Forum dans les années 1990, le Canada a continué dans les années 1990, 2000 et 2010 à concevoir sa relation avec la Chine de manière essentiellement bilatérale (Potter 2011; Huhua Cao 2011, 2-4). Cette thèse ne vise donc pas à analyser comment la politique du Canada envers la Chine s'inscrit analytiquement dans la politique étrangère du

⁷ Traduction par l'auteur de l'expression anglaise « case-by-case basis ».

Canada en général, mais plutôt à comprendre comment la politique étrangère bilatérale du Canada envers la Chine a été formulée de 1984 à la défaite électorale du gouvernement Harper en 2015.

En ce qui concerne la politique du Canada envers la Chine, il est utile d'établir un bref survol de la littérature à ce sujet. Une majorité des études à ce sujet se sont concentrées sur des aspects précis de la relation, tels que les questions de droits de la personne (Gecelovsky et Keenleyside 1995; Paltiel 1995; Frolic 1997; Zhu 2001; Potter 2003; Burton 2006a;b; Labrecque 2014; 2015;), les relations avec la diaspora chinoise (Zhang 2011; Mujahid 2011; Shan 2016) ou l'analyse d'évènements ou de périodes précises (Evans 2005; 2006; 2008a; Frolic 1997; 1999; 2000; 2011; Gecelovsky 2001; Paltiel 1990; 2010; Nossal et Sarson 2011; Burton 2015). Par exemple, plusieurs articles traitent de l'impact de la crise de Tiananmen sur la politique du Canada envers la Chine (Paltiel 1990; Frolic 1999; 2000; Gecelovsky 2001) ou l'impact de l'arrivée de Stephen Harper et du Parti conservateur sur cette même relation (Nossal et Sarson 2011; Burton 2015). Ceux-ci ne présentent pas de véritables analyses historiques comparées ou longitudinales de la formulation de la politique canadienne envers la Chine. Plusieurs chapitres de la série de livres *Canada Among Nations* abordent de courtes analyses et descriptions de la relation sino-canadienne à un moment historique précis (Paltiel 1990; Paltiel 1995; Frolic 1997; McDorman 1997; Fraser 2004; Evans 2005; Wenran 2006; Ping 2010). Ces chapitres représentent une source d'information incontournable pour permettre de dresser un portrait des relations sino-canadiennes, mais de par la nature même de cette série qui présente un état annuel des relations internationales du Canada, ces articles ne sont pas construits vers une analyse historique et théorique de la politique étrangère du Canada envers la Chine.

La thèse de Charles Labrecque ainsi qu'un article publié dans un ouvrage collectif par le même auteur couvre la même période historique que celle de la présente thèse (Labrecque 2014; 2015). Sa thèse (Labrecque 2014) présente un cadre théorique qui place aussi les premiers ministres au cœur de la prise de décision. Par contre, ses recherches portent sur la politique des droits de la personne et non la politique étrangère globale du Canada envers la Chine et ne présentent pas une analyse des processus de prise de décision et de la formulation de la politique du Canada envers la Chine. En se basant sur une analyse de discours, l'auteur tente plutôt de voir si certains traits de personnalité des premiers ministres peuvent être corrélés avec la politique des droits de la personne de leur gouvernement. Non seulement la méthodologie utilisée est différente,

mais en plus l'auteur ne démontre pas de manière empirique si le premier ministre a réellement un impact sur la prise de décision et comment s'opère cet impact.

Quelques ouvrages présentent des portraits historiques des relations sino-canadiennes (Evans et Frolic 1985; Cao and Poy 2011a; Potter and Adams 2011; Evans 2014; Cao et Paltiel 2016). De ces ouvrages, celui de Evans et Frolic (1985) présente une analyse approfondie des relations du Canada avec la Chine de 1949 jusqu'au début des années 1980. Combiné avec quelques autres ouvrages et articles (Kinsman 2002; Troy et Macdonald 2011; Sharp 1969; 1972; Hérvouet 1981; Evans et Taras 1985), ceci confère à cette période, particulièrement lors des négociations entourant la reconnaissance de la Chine par le Canada de 1968 à 1970, une place déjà bien garnie dans la littérature. De plus, puisqu'une grande majorité des acteurs impliqués à cette époque sont aujourd'hui décédés, une analyse de cette période doit se baser essentiellement sur des sources documentaires, ce qui rend difficile un nouvel éclairage par rapport aux analyses déjà réalisées dans les ouvrages cités précédemment. Il s'agit des raisons pour laquelle la présente thèse s'intéresse particulièrement à la période débutant en 1984. À ce titre, il est important de noter que cette période coïncide avec la montée fulgurante de la Chine sur la scène internationale et la multiplication des échanges et des contacts de toute nature entre le Canada et la Chine. Alors que de 1949 à 1970 le Canada et la Chine n'avaient pas de relation officielle et que dans les années 1970 les relations entre les deux pays étaient modestes, cette situation se transforma complètement dès la deuxième moitié des années 1980, comme en témoigneront les nombreux faits saillants dans la relation sino-canadienne rapportés dans cette thèse. Malgré tout, afin de s'assurer que le lecteur puisse avoir suffisamment de repères historiques, un bref survol de la politique du Canada envers la Chine de 1949 à 1984 sera présenté au chapitre 2 avec une attention particulière aux éléments qui réfèrent au cadre théorique de la thèse.

Pour ce qui concerne la période de 1984 à 2015, peu d'études présentent une analyse historique des relations sino-canadiennes. Paul Evans, dans son ouvrage *Engaging China : Myth, Aspiration, and Strategy in Canadian Policy from Trudeau to Harper* (Evans 2015), présente une analyse historique de 1970 à 2014 qui retrace les moments clés des relations sino-canadiennes. Reposant sur ses écrits précédents, des analyses documentaires, des entrevues et l'expérience personnelle de l'auteur (Evans 2015, XVII), cet ouvrage permet de bien comprendre les éléments marquants de l'évolution de la politique du Canada envers la Chine. Toutefois, en grande partie en raison de son format qui s'adresse à un public plus large que le domaine académique et son

objectif de présenter une description concise de l'évolution de la politique du Canada envers la Chine (Evans 2015, I), cet ouvrage ne présente pas un cadre théorique permettant d'identifier un ensemble de facteurs précis expliquant cette évolution.

L'ouvrage collectif de Huhua Cao et Vivienne Poy, *The China Challenge : Sino-Canadian Relations in the 21st Century* (Cao et Poy 2011a), présente des textes portant sur la diaspora chinoise au Canada, l'interdépendance économique du Canada et la Chine et sur l'évolution de la relation sino-canadienne. De ceux-ci, celui de Charles Burton, *The Canadian Policy Context of Canada's China Policy since 1970* (Burton 2011), présente l'évolution de la politique du Canada envers la Chine depuis 1970 en une dizaine de pages. Toutefois, ce chapitre ne présente pas une analyse théorique de la formulation de la politique du Canada envers la Chine, mais plutôt un résumé des grandes orientations de la politique du Canada envers la Chine. D'autres textes dans cet ouvrage portent sur la formulation de la stratégie de 1987 envers la Chine (Frolic 2011), la visite de Stephen Harper en Chine et à Hong Kong en décembre 2009 (Lo 2011), les liens entre Hong Kong et le Canada (Chan 2011) et la collaboration universitaire entre la Chine et le Canada (Zha 2011). L'ouvrage collectif de Pitman B. Potter et Thomas Adams, *Issues in Canada – China Relations 2011* (Potter and Adams 2011), présente également un ensemble d'articles dont plusieurs portent sur certains aspects de la relation du Canada avec la Chine, mais selon le point de vue des autorités chinoises, de l'entreprise et de la diaspora chinoise au Canada. Paul Evans y présente un article sur l'état des relations avec la Chine sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper en 2010 (Evans 2011). Toutefois, cet ouvrage ne présente pas une analyse conceptuelle de la formulation de la politique du Canada envers la Chine de manière historique.

De même, l'ouvrage collectif de Jeremy Paltiel et Huhua Cao, *Facing China as a New Global Superpower Domestic and International Dynamics from a Multidisciplinary Angle* (Cao et Paltiel 2016), présente des articles portant sur différents aspects de la relation sino-canadienne, tels que les relations des sociétés civiles canadiennes et chinoises. La présente thèse s'inscrit dans la foulée d'un travail sur l'évolution de la politique du Canada envers la Chine qui fut publié dans cet ouvrage collectif (Lefrançois 2016). Toutefois, alors que ce travail précédent avait comme objectif de dresser un large portrait de l'évolution de l'objectif général de la politique étrangère du Canada envers la Chine, la présente thèse vise plutôt à étudier le processus de prise de décision et l'influence de certaines élites sur le premier ministre du Canada et sur la formulation de cette politique étrangère. Ainsi, la littérature actuelle sur la politique du Canada envers la Chine ne

comporte pas d'analyse de la formulation de celle-ci selon une perspective historique et utilisant un cadre théorique précis. Il s'agit vraisemblablement de la première étude à présenter un tel travail d'analyse historique couvrant en détail la période de 1984 à 2015.

Ainsi, une première contribution est d'offrir une analyse historique de la formulation de la politique étrangère du Canada envers la Chine. La littérature sur les relations sino-canadiennes présente certains facteurs des contextes domestique et international comme étant des déterminants idiosyncrasiques de la politique du Canada envers la Chine. Cette thèse tente plutôt de démontrer qu'il faut aussi regarder au niveau des élites influençant la vision du premier ministre pour comprendre l'évolution de cette politique. Ainsi, une contribution importante sera de fournir une perspective théorique ancrée dans le champ d'études de l'analyse de la politique étrangère à la littérature sur les relations sino-canadiennes et de la politique étrangère canadienne en général⁸. L'objectif est d'identifier quels sont les déterminants dans la politique étrangère du Canada qui ont affecté l'ensemble des décisions dans la formulation de cette politique depuis 1984. Ainsi, les grandes causes structurelles ou sociales de l'orientation générale de la politique étrangère du Canada ne seront pas étudiées. Il ne s'agit pas non plus d'évaluer la pertinence ou l'efficacité de la politique du Canada envers la Chine, mais il s'agit plutôt de comprendre comment les décisions concernant la politique étrangère du Canada envers la Chine ont été prises.

Il s'agit également d'une contribution au champ de l'analyse de politique étrangère, domaine qui demeure sous-développé dans le champ général des relations internationales (Rose 1998, 145). Le cadre théorique qui sera proposé incorpore des éléments du réalisme néo-classique, de la prise de décision en politique étrangère, du constructivisme et du champ de la politique canadienne et de la théorie des élites politiques provenant de la sociologie politique. Cette thèse cherche à participer à l'effort de théorisation et de démonstration de liens causaux nécessaires dans le champ de l'analyse de la politique étrangère canadienne (Hawes; 1984; Appel Molot 1990; Black et Smith 1993; Bow 2010; Bow et Boucher 2014).

L'approche méthodologique

L'analyse qualitative est appropriée puisqu'il s'agit de reconstruire le processus de formulation de la politique étrangère du Canada envers la Chine. Cette compréhension « riche »

⁸ Une explication du champ de l'analyse de la politique étrangère et de la politique étrangère canadienne est présentée au chapitre 1.

(*thick*) est pertinente pour des études de cas historique, le développement et le raffinement théorique (Eisenhardt 1989 et Yin, 2009; 2015). L'étude de cas longitudinale qualitative est pertinente pour démontrer les processus de prise de décision (Eisenhardt et Graebner 2007; Yin 2009; 2015). Afin de comprendre et de démontrer l'implication centrale du premier ministre dans la prise de décision, il est nécessaire de créer une « histoire narrative » de la relation sino-canadienne en considérant entre autres l'importance de la chronologie des événements et des décisions (Polkinghorn 1995; Rose 1998, 154; Pierson 2004; Capoccia et Kelemen 2007). Ceci est conforme à l'appel de Bow et Black qui considèrent que pour comprendre la formulation de la politique canadienne il est nécessaire d'examiner des enjeux et des décisions spécifiques (Bow et Black 2009, 23). Une analyse de la formulation de la politique étrangère nécessite donc une compréhension du contexte et l'identification des acteurs et de leur rôle concret dans la prise de décision. (Rose 1998, 152; Husdon 2005). Comme l'explique Gideon Rose :

Understanding the links between power and policy requires close examination of the contexts within which foreign policies are formulated and implemented by states (Rose 1998, 152).

En fait, une compréhension qualitative est nécessaire afin de comprendre le processus de prise de décision des acteurs politiques et non pas seulement un exposé de quelques événements (Schafer et Crichlow 2010, 39). Ce type d'analyse qualitative historique détaillée exige l'utilisation de la reconstitution de processus (*process tracing*) comme méthodologie qualitative principale (George et Bennett 2005). La reconstitution de processus est en effet un outil permettant de reconstruire une description séquentielle d'événements afin de permettre des inférences causales (Collier 2011). Comme l'explique David Collier, cette méthode est particulièrement appropriée pour des études de cas exigeant une compréhension très « fine » de séquences d'événements :

Given the close engagement with cases and the centrality of fine-grained case knowledge, process tracing can make decisive contributions to diverse research objectives, including: [...] evaluating prior explanatory hypotheses, discovering new hypotheses, and assessing these new causal claims. (Collier 2011).

L'analyse de la prise de décision en politique étrangère ne permet pas d'avoir recours à des échantillons probabilistes, le nombre de personnes impliquées étant restreint et déterminé. À ce titre, la reconstitution de processus est particulièrement appropriée pour des recherches ayant recours à des données provenant d'entrevues avec des élites politiques et économiques, telles que

les leaders politiques, les ministres, les ambassadeurs et les hauts fonctionnaires, les gens d'affaires influents, car ces études se basent sur une description pertinente du contexte et non une recherche probabiliste orientée vers une très grande généralisation (Oisin 2007).

Ainsi, la démarche nécessite le recours à une reconstitution de processus afin de créer une chronologie des relations sino-canadiennes et d'identifier les grandes périodes de celles-ci de 1984 à 2015. Ces périodes se retrouvent essentiellement dans la structure des chapitres et seront comparées dans le chapitre final qui présente une synthèse en fonction du cadre théorique. La reconstitution de processus s'est amorcée en faisant l'étude des sources secondaires, dont les nombreux articles et ouvrages académiques cités dans cette thèse. Ces analyses, souvent concentrées sur des périodes précises tel qu'indiqué dans la section précédente, se sont avérées essentielles pour délimiter les grandes périodes historiques analysées dans cette thèse.

Puis, des recherches exhaustives auprès des Archives du Canada, la Bibliothèque du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et la Bibliothèque du Parlement du Canada ont été réalisées. Dans bien des cas, plusieurs sources documentaires confirment certaines informations présentées dans cette thèse, mais seules les plus pertinentes sont citées, notamment pour éviter d'alourdir la thèse déjà volumineuse. Une recherche jusqu'à saturation dans des bases de données des quotidiens canadiens (Factiva, Eureka.cc, BanQ numérique, Press Reader) a également été menée pour construire la chronologie des relations sino-canadienne et la reconstitution de processus. Plusieurs des recherches concernant l'actualité médiatique, particulièrement, pour la période de 2006 à 2015, ont été réalisées autant avec des moteurs de recherche web que dans des bases de données de journaux, ces derniers contenant progressivement moins d'informations que ce qui est disponible directement sur le web⁹. Il est important de mentionner que les hyperliens référencés dans la bibliographie étaient dans une très grande majorité fonctionnels au moment du dépôt de cette thèse, y compris pour plusieurs liens datant déjà de plus d'une dizaine d'années.

⁹ Il est à noter que le virage électronique et la multiplication de sites web d'information, tels que La presse.ca, Radio-Canada.ca, CBC news.ca, Thestar.com, Reuters, TVA nouvelles, Huffington, etc. fait en sorte que plusieurs références de sources journalistiques se retrouvent en ligne. Dans plusieurs cas, des articles de quotidiens se retrouvent uniquement en ligne ou sont plus détaillés dans leur version électronique que papier.

Des entrevues semi-structurées ont été menées auprès de 38 individus pour réaliser cette thèse, dont la liste est fournie précédemment¹⁰. Ces entrevues ont d'abord permis de raffiner la chronologie et le découpage des périodes historiques. Ces entrevues réalisées entre 2012 et 2017 constituent des sources primaires de premier plan, car elles ont permis de réaliser la reconstitution de processus concernant la prise de décision politique et l'implication des premiers ministres, des ministres, des employés de la fonction publique et des élites influençant les premiers ministres. Ces entrevues ont été menées suite à l'identification des acteurs politiques et gouvernementaux ayant été impliqués dans la formulation de la politique étrangère. Afin d'assurer une reconstitution de processus adéquate, une analyse jusqu'à saturation des données a été utilisée afin de déterminer le niveau de profondeur historique nécessaire pour présenter un narratif cohérent et pertinent des relations sino-canadiennes et de la formulation de la politique étrangère (Mason 2010; O'reilly et Parker 2013). Cette saturation des données fait référence non seulement à la quantité d'informations obtenues par le biais des entrevues, mais également à sa qualité. En effet, quelques acteurs peuvent décrire très précisément le déroulement d'évènements si bien que leur description est suffisante pour faire une reconstitution de processus adéquate (Morse 1995). La saturation des données fut également effectuée en rapport aux évidences factuelles disponibles dans les sources documentaires primaires et secondaires permettant de valider les propos des acteurs interrogés (Bowen 2009)¹¹.

De plus, le virage numérique a fait diminuer la quantité de documents papier de communications entre acteurs gouvernementaux, les échanges étant maintenant faits à l'aide de courriels et de messages électroniques difficilement accessibles pour la recherche. À ce niveau,

¹⁰ Certains individus ont demandé à ce que seule leur fonction soit associée à leurs propos, alors qu'ils ont occupé plus d'une fonction. De plus, quelques-uns ont demandé à ce que certains de leurs propos ne soient pas associés à leur nom ou fonction d'une quelconque manière. Ceci explique que 42 entrevues (en plus des discussions informelles avec des employés de l'ACDI) sont répertoriées.

¹¹ Concrètement, une trame narrative fut d'abord construite à partir des sources documentaires. Par la suite, une première liste d'acteurs clés issue de ces sources fut associée à cette trame narrative. Puis, à l'aide des entrevues avec les acteurs, la trame narrative et les acteurs impliqués furent précisés davantage afin de permettre une reconstruction chronologique de la formulation de la politique du Canada envers la Chine. Lorsqu'une information fut donnée par des acteurs, celle-ci fut comparée avec les informations provenant d'autres acteurs et aussi d'autres sources documentaires primaires et secondaires. Quelques informations peuvent avoir été seulement offertes par une seule source, mais elles peuvent avoir été retenues dans l'analyse en raison du niveau de détails fourni par celle-ci et la crédibilité de la source. Lorsque des différences significatives se retrouvent dans les informations provenant de plusieurs sources, ces versions différentes ont été exposées dans les chapitres, telles que lors de la création des missions d'Équipe Canada ou lors de la reprise des relations en 1992-1993 après la crise de Tiananmen.

l'accès aux acteurs politiques et gouvernementaux et leur grande collaboration ont été indispensables. Toutefois, en raison de la nature relativement sensible politiquement des informations partagées, plusieurs personnes interrogées ont demandé à ce que leur nom et fonctions exactes ne soient pas dévoilés, certains ayant même souhaité qu'aucun enregistrement audio des conversations ne soit fait. Ainsi, une analyse de contenu systématique par codage extensif des entrevues n'a pas été utilisée. La méthode de reconstitution de processus selon une approche de théorie ancrée (*grounded theory analyses*) a plutôt été retenue à partir des entrevues et des documents publics (Anadón et Guillemette 2006; Guillemette 2006; Pillé 2010; Luckerhoff et Guillemette 2012; Charmaz et Belgrave 2012)¹². Il est à noter qu'une majorité des mémoires au Cabinet¹³ et des correspondances officielles impliquant le premier ministre, le Cabinet du Premier ministre (ci-après CPM)¹⁴, le Bureau du Conseil privé (ci-après BCP)¹⁵ et les bureaux des ministres demeurent toujours inaccessibles aux chercheurs, même à travers des demandes d'accès à l'information, car plusieurs de ces documents possèdent encore une cote de sécurité.

Un autre enjeu méthodologique important a été l'identification de la représentation idéationnelle des premiers ministres du Canada concernant la relation sino-canadienne. Sans entrer dans la conceptualisation de celle-ci, puisque présentée au chapitre 1, la représentation idéationnelle constitue un instrument théorique représentant la vision du premier ministre sur la relation sino-canadienne. Afin de construire celle-ci, une analyse qualitative des discours officiels, des politiques (*policy statement*), des interventions dans les médias et à la Chambre des communes des premiers ministres et autres acteurs y référant a été réalisée afin de collecter l'ensemble des déclarations de ceux-ci concernant la Chine. Suivant le principe de saturation, seulement les plus pertinents et saillants sont rapportés dans les chapitres de cette thèse (Mason

¹² Les informations provenant des entrevues ont donc été comparées entre elles et incluses dans la trame narrative issue de la reconstitution de processus. Les questions des entrevues semi-dirigées ont également été ajustées en fonction des interrogations émergeant de cette trame narrative.

¹³ À noter que « Cabinet » fait référence au Cabinet des ministres et ne doit pas être confondu avec le CPM.

¹⁴ Fait référence au Cabinet du Premier ministre (*PMO, Prime Minister's Office*) qui regroupe les plus proches conseillers politiques du premier ministre. En ce sens, le terme Bureau du Premier ministre et Cabinet du Premier ministre réfère à la même entité. Le sigle CPM sera principalement utilisé dans le texte.

¹⁵ Fait référence au Bureau du Conseil privé (*PCO, Privy Council Office*), dont la responsabilité officielle est d'être le secrétariat du Conseil privé et du Cabinet, chargé de conseiller de manière impartiale le premier ministre et de coordonner le travail des ministères et agences du gouvernement fédéral. Le sigle BCP sera principalement utilisé dans le texte. En somme, le CPM est le « ministère » du premier ministre alors que le BCP est davantage son « bureau politique partisan » (Weller 1983; Hodgetts 2007; Bourgault 2007; Noble 2008).

2010; Charmaz et Belgrave 2012; O'reilly et Parker 2013). De plus, des entrevues ont été réalisées auprès de certains premiers ministres, ministres, proches conseillers politiques, hauts fonctionnaires et intervenants dans les relations sino-canadiennes afin de construire une interprétation valide des représentations idéationnelles présentées pour chacun des premiers ministres étudiés¹⁶. Les représentations idéationnelles décrites dans cette thèse ont toutes été considérées par une majorité des intervenants rencontrés comme illustrant de manière réaliste la vision des premiers ministres. Ainsi, la chronologie présentée dans cette thèse, les représentations idéationnelles des premiers ministres étudiés et les liens des premiers ministres avec des élites et des dirigeants étrangers sont issus d'un travail inductif.

La structure de la thèse

Le premier chapitre présente une revue de la littérature pertinente concernant l'analyse de politique étrangère et la construction du cadre théorique. Les hypothèses de recherche, la représentation idéationnelle, le rôle central du premier ministre canadien et le rôle des élites ayant des liens avec le premier ministre sont expliqués. Les chapitres 2 à 8 présentent l'analyse de la formulation de la politique du Canada de 1984 à 2015. Le tableau 1 à la page suivante présente la liste du découpage des périodes présentées dans chacun des chapitres. Le découpage des chapitres a été construit afin de présenter de manière suffisamment détaillée les différentes périodes chronologiques identifiées lors de la reconstitution de processus. Une attention particulière a été apportée aux périodes qui dénotent un changement dans les relations sino-canadiennes. Le niveau de détails du récit chronologique des relations entre les deux pays présenté en début de chaque chapitre, ainsi que l'analyse qui s'ensuit en fonction du cadre théorique, expliquent le choix de présenter sept chapitres empiriques différents et la taille de la thèse. Le chapitre 2 porte sur l'impact de l'arrivée de Brian Mulroney à titre de premier ministre et le changement entamé à partir de 1986 vers le déploiement d'une nouvelle politique étrangère du Canada envers la Chine. Le chapitre 3 présente une analyse détaillée de la réponse du gouvernement du Canada suite à la crise de Tiananmen, la période d'attente qui suivit et la reprise progressive des relations avec la Chine sous le gouvernement Mulroney. Le chapitre 4 présente une analyse de la formation de la politique du gouvernement Chrétien envers la Chine durant la

¹⁶ Pour des explications détaillées de reconstruction interprétative nécessaire à l'utilisation de variables idéationnelles, voir entre autres : Golstein et Keohane 1993; Charmaz 1995; Walsham 1995; Andrade 2009.

première année de son mandat de novembre 1993 à novembre 1994. Le chapitre 5 porte sur le déploiement de la stratégie du gouvernement libéral envers la Chine de 1994 à 2003 et la tentative de création d'un partenariat stratégique avec la Chine entre 2004 et 2005. Les trois derniers chapitres présentent chacun une période distincte des relations du gouvernement conservateur de Stephen Harper avec la Chine, soit la première phase de tensions entre les deux pays de l'hiver 2006 au printemps 2008, le rapprochement envers la Chine entamé à l'été 2008 et le retour vers une période plus difficile et ambiguë lors des dernières années du mandat de ce gouvernement de 2012 à 2015. Le dernier chapitre propose une synthèse des résultats en lien avec les hypothèses de recherche et le cadre théorique. Un résumé des tendances lourdes émanant des analyses des différentes périodes historiques et la portée théorique de l'analyse avancée dans la thèse sont présentés en guise de conclusion.

Tableau I — Liste des chapitres et du découpage historique

Chapitre 2 — Les relations sino-canadiennes sous le gouvernement Mulroney	1. 1984-1986 :	Le statu quo à l'arrivée du gouvernement Mulroney
	2. 1986-1989 :	La stratégie Canada-Chine de 1987
Chapitre 3 — L'impact de la crise de Tiananmen sur les relations sino-canadiennes	3. 1989 :	La réaction du Canada à la crise de Tiananmen
	4. 1990-1992 :	L'attente suite à la crise de Tiananmen
	5. 1992-1993 :	La reprise des contacts de hauts niveaux
Chapitre 4 — L'établissement de la politique du gouvernement Chrétien envers la Chine	6. 1993-1994 :	La mise en place de la politique des quatre piliers sous Jean Chrétien
Chapitre 5 — La mise en œuvre de la politique du Parti libéral du Canada envers la Chine	7. 1994-2003 :	L'application de la stratégie libérale
	8. 2004-2005 :	La tentative du partenariat stratégique sous Paul Martin
Chapitre 6 — La confrontation sous le gouvernement Harper	9. 2006-2008 :	Les tensions avec la Chine sous le gouvernement Harper
Chapitre 7 — Le virage de la politique étrangère conservatrice envers la Chine	10. 2008-2012 :	Le rapprochement avec la Chine du gouvernement Harper
Chapitre 8 — Une position ambivalente envers la Chine	11. 2012-2015 :	L'ambiguïté envers la Chine du gouvernement Harper et la fin du mandat du gouvernement conservateur

Chapitre 1 – L’analyse de politique étrangère et les variables idéationnelles : La construction du cadre théorique

À l’aide des concepts utilisés dans le champ de l’analyse de politique étrangère dans lequel s’insère cette étude, ce chapitre présente la construction du cadre théorique de la thèse. Dans un premier temps, le champ de l’analyse de politique étrangère sera situé par rapport au néo-réalisme et les principales approches en relations internationales ainsi qu’en lien avec l’étude des politiques étrangères canadiennes. Le cadre théorique qui sera proposé conçoit que les décideurs de politiques étrangères sont d’abord des individus dont le libre arbitre peut avoir une influence significative sur les décisions de politique étrangère d’un État. Si les facteurs internationaux et domestiques tout comme le contexte institutionnel ont des effets sur la formulation des politiques étrangères, ces facteurs ont des impacts à travers l’influence d’individus impliqués dans la prise de décision ou exerçant une influence sur les décideurs. Le concept de représentation idéationnelle sera présenté comme une variable idéationnelle alternative à celles utilisées dans l’analyse de politique étrangère et pouvant être un instrument conceptuel utile pour évaluer l’impact des idées du premier ministre en politique étrangère canadienne. Suivant la construction du cadre théorique proposé, les hypothèses de cette étude seront par la suite exposées.

1.1 – La politique étrangère et l’approche réaliste des relations internationales

Pour les néo-réalistes, les États sont principalement préoccupés par leur survie et donc par des considérations de pouvoir, d’intérêts matériels et de sécurité nationale (Waltz 1979; Mearsheimer 2003, 3). Dans son ouvrage classique, *Man, the State and War : A Theoretical Analysis*, Kenneth Waltz (Waltz 1959) identifie trois images, ou trois niveaux d’analyses, que sont l’individu, l’État et le système international. Le néo-réalisme structurel, issu du troisième niveau, avance que les décisions particulières des États sont principalement l’effet de la configuration du système international. Ainsi, les interactions entre les États sont conditionnées par les éléments du système international, anarchique dans sa nature (Waltz 1979; Mearsheimer 2003). Cette perspective théorique a largement influencé le champ d’études des relations internationales et une grande quantité des ouvrages dans ce domaine s’inscrivent dans un débat entre les partisans et les opposants à cette théorie (Powell 1994, 313; Rose 1998, 145).

Cette vision systémique qui traite de la configuration des grandes puissances entre elles ne permet pas une analyse de la politique étrangère des États prise de manière singulière ou du comportement précis de puissances moyennes et de pays moins puissants (Rose 1998, 144-148; Shin 2015, 4). La distinction dichotomique entre les trois niveaux d'analyse obscurcit également les liens entre ceux-ci. En effet, la politique étrangère est construite au nom d'un État qui agit dans un environnement international, mais la politique étrangère est pensée, décidée et appliquée par un ensemble d'individus (Hudson 2005). En ce sens, les trois niveaux, l'individu, l'État et le système international sont tous liés et ce découpage obscurcit les liens importants et constitutifs entre ceux-ci. De plus, certaines perspectives théoriques issues du courant réaliste, telles que le réalisme offensif ou le réalisme défensif, sont davantage utiles pour analyser les actions des grandes puissances sur la scène internationale et sont peu pertinentes pour analyser les actions des puissances moyennes ou des petits États qui disposent de ressources limitées sur la scène internationale (Rose 1998, 146, 148–150; Snyder 1991, 11–12; Mearsheimer 1994; Frankel 1995, 185-87; Schweller 1996, 114-15; Desch 1996, 365; Labs 1997; Walt 1998, 37; Kaufman, 1994, 683; Glaser 1996; Brooks 1997; Grieco, 1997).

Plusieurs des grands courants des relations internationales, tels que le néo-libéralisme, le constructivisme, l'École anglaise et le marxisme s'intéressent d'abord à la configuration du système international et aux interactions systémiques des États (Ruggie 1998, 855; Sterling-Folker 2002; Jackson 2004). En effet, le néo-libéralisme, qui s'est développé en réaction au néo-réalisme, étudie principalement l'interdépendance complexe des États, leur coopération multilatérale au sein de régime international et leurs intérêts communs, considérant que les relations internationales ne sont pas un jeu à somme nulle (Keohane 1984; Keohane et Nye 1989, 20-25; Russett 1994; Russett et Oneal 2001; Mousseau 2001). L'École anglaise étudie les relations internationales sous l'angle de « société d'États » qui partagent des normes et des institutions qui régulent leurs actions (Bull 1977/1995; Bull et Watson 1984; Dunn 1998), alors que le constructivisme s'intéresse principalement au processus de construction sociale et idéationnelle de la structure et de la gouvernance du système international (Kratowil 1991; Wendt 1992; 1999; Finnemore 1996; Weiss 2011). Les théories associées aux courants marxistes s'intéressent plutôt aux effets des échanges économiques asymétriques sur les relations de pouvoir entre les États développés et ceux qui ne le sont pas (Wallerstein 1974; So 1990; James 1997; Iseri 2007). Ces courants davantage holistes peuvent prétendre s'intéresser aux comportements des États,

mais ils le font sans laisser de place pour comprendre la formulation et la prise de décision au sein des États, voyant plutôt ceux-ci comme réagissant aux forces systémiques, qu'elles soient de nature structurelle, économique ou sociale, à la manière de « balles de billard » et traitant les États ou à tout le moins les gouvernements de ces États comme des boîtes noires (Wolfers 1965, 21-24; Hudson 2005, 2; Battistella 2015, 11-48).

Lorsque des études s'inspirent de ces courants théoriques qui traitent du comportement des États sur la scène internationale, celles-ci prennent la position théorique que l'État est l'unité d'analyse de base (Freire et Koivisto 2012). L'État, incluant les décideurs qui prennent les décisions en son nom, est plus souvent qu'autrement théorisé comme étant un acteur rationnel unitaire (Hudson 2005, 2). Or, l'approche proposée s'intéresse aux individus impliqués dans la formulation de la politique étrangère. Ces individus seront considérés comme l'unité d'analyse de base. Toutefois, les acteurs ne seront pas considérés simplement comme des agents rationnels agissant selon des paramètres prédéfinis par des prescriptions théoriques. Plutôt que d'adopter une approche holistique, l'approche proposée sera « mitoyenne » (*middle-range*), combinant plusieurs niveaux d'analyse et s'inscrivant dans la tendance actuelle dans les études concernant les relations internationales et la politique étrangère. En effet, comme constaté par Robert Keohane et Jeff Colgan dans leur recension des recherches en relations internationales, plusieurs études délaissent les grandes théories au profit d'une approche sociologique fondée sur une analyse riche de la politique étrangère (Keohane 2009; Colgan 2016).

1.2 – L'analyse de la politique étrangère canadienne

Alors que les grandes théories des relations internationales se penchent principalement sur le système international et voient le comportement des États de manière holistique, il existe tout de même en science politique canadienne un domaine de l'analyse de la politique étrangère du Canada. La position du Canada dans le système international a souvent été analysée sous l'angle d'une puissance moyenne ayant intérêt à se joindre aux institutions multilatérales et à s'assurer de minimiser les impacts négatifs des politiques internationales de son allié principal que sont les États-Unis (Neufeld 1995; Andrew 1993; Dymond et Hart 2003; Harvey 2005; Nossal, Roussel et Paquin 2015, 61-96). La Chine étant une puissance régionale en Asie faisant face à la puissance hégémonique des États-Unis, la politique du Canada envers la Chine devrait théoriquement se conformer à la position américaine. En effet, selon une perspective réaliste, le Canada devrait

simplement tirer profit sans effort, faire du « *free riding* », dans la sphère sécuritaire des É-U (Cohen 2003; Greenhill 2005). Une approche inspirée par le néo-libéralisme entrevoit le Canada comme faisant partie du club des nations démocratiques et capitalistes et prédit que le Canada ne tentera pas de créer une alliance avec un pays non démocratique et communiste (Cooper 1997)¹⁷. En fait, selon cette vision, le Canada devrait promouvoir ses intérêts commerciaux auprès de ses alliés et projeter ses valeurs démocratiques sur la scène internationale (Georger et D'Aquino 2003; Simpson 2005; Welsh 2005).

Des études ont tenté d'identifier les courants de pensée ayant marqué la politique étrangère du Canada. Par exemple, Kim Richard Nossal explique que le Canada a été influencé dans les années 1950 et 1960 par une vision qu'il qualifie de « réaliste libérale », une position « à mi-chemin entre le libéralisme et le réalisme » (Nossal 2007, 268-272). Il explique que selon cette vision, le Canada reconnaissait la nature anarchique et conflictuelle de l'environnement international, mais rejetait la vision pessimiste des réalistes au profit d'une vision davantage optimiste et pragmatique. Ce « réalisme libéral » considérait qu'il est possible d'utiliser la négociation et la diplomatie pour augmenter la coopération entre États et réduire les risques de conflits (Nossal 2007, 268-272). Sous Brian Mulroney, Jean Chrétien et Paul Martin, la politique étrangère du Canada glissa progressivement vers une vision « idéaliste » des relations internationales qui obscurcit complètement la nature anarchique du système international et la nécessité de défendre les intérêts canadiens (Nossal 2007, 273-277). Cette vision idéaliste, voire « naïve », fut également définie comme étant une vision « romanesque » par Allan Gotlieb (Gotlieb 2005). Instaurée par le gouvernement Chrétien et incarnée principalement par le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy dans les années 1990, cette vision suppose qu'il est possible d'encourager les États à prendre des décisions pour le « bien commun » de la communauté internationale dans son ensemble au nom de valeurs universelles, telles que les droits de la personne et la démocratie (Gotlieb 2005). Selon Denis Stairs (Stairs 2003), ce serait cette vision qui empêche les Canadiens de réaliser que leur influence internationale et la défense de leurs intérêts se sont affaiblies :

The shamelessly didactic conclusion that flows from this analysis is that Canadians need to get a grip on themselves. They may need to consider the possibility that their rhetorical display, delivered in a style at once tiresome and self-serving, may actually

¹⁷ Voir aussi *Grasping the Democratic Peace : Principles for a Post-Cold War* (Russett 1993) et *Triangulating peace: Democracy, interdependence, and international organizations* (Russett et Oneal 2001).

reflect their declining influence and growing incapacity in the world at large.
(Stairs 2003)

D'autres auteurs, tels que Jean-François Rioux et Robin Hay, considèrent plutôt que le Canada passa d'une vision inspirée par l'internationalisme à une vision isolationniste, ou à tout le moins un internationalisme sélectif qui prêche des interventions plus limitées et motivées par des considérations essentiellement économiques (Rioux et Hay 1998).

Ces études correspondent davantage à de grandes analyses des tendances générales dans la politique étrangère canadienne plutôt que l'impact de ces idées dans des cas précis de politique étrangère. Ces analyses idéationnelles tentent de donner un sens général à la politique internationale du Canada, plutôt que la recherche de facteurs idéationnels ayant eu un impact sur les décideurs de politique étrangère. Ces analyses heuristiques considèrent que certaines décisions de politiques étrangères canadiennes correspondent à ces visions des relations internationales du Canada, mais sans nécessairement chercher à démontrer que ces visions ont agi sur les décideurs et que leurs décisions ont réellement été orientées par ces variables idéationnelles (Bow et Boucher 2014). Bien qu'il existe quelques études consacrées à des cas précis d'analyse de formulation de la politique étrangère du Canada (Lentner 1976; Manulak 2009; Salimah 2012; Bell et Molloy 2013; Chapnick et Kukucha 2016)¹⁸, plusieurs auteurs considèrent qu'il existe un manque de théorisation dans l'analyse de la politique étrangère canadienne afin d'aller au-delà de certaines idées reçues et de grandes lignes générales de pensées qui ne permettent pas des analyses rigoureuses de cas précis (Hawes; 1984; Appel Molot 1990; Black et Smith 1993; Bow 2010).

1.3 – L'analyse de politique étrangère (APE) et le rôle central des décideurs

L'approche proposée n'est donc pas holistique, mais s'inscrit plutôt dans le champ de l'analyse de politique étrangère (ci-après APE¹⁹). L'APE considère l'analyse de la prise de décision en politique étrangère comme le processus central pour comprendre la formulation et la mise en œuvre de celle-ci et regroupe des études jumelant l'analyse des comportements des États sur la scène internationale aux facteurs de la politique interne des États influençant ce même comportement (Snyder, Bruck, Sapin 1954; 2002; Frankel 1963; Rose 1998, 145; Hudson 2002; Hudson 2005; Beasley et Snarr 2011, 345). L'APE conçoit la politique étrangère comme étant

¹⁸ Il s'agit ici d'un échantillon d'études qui portent sur l'analyse de la politique étrangère du Canada, principalement lors de crises, de changements importants ou d'une période historique précise.

¹⁹ Le champ est dénommé en langue anglaise comme *foreign policy analysis (FPA)*.

sous la responsabilité de décideurs agissant individuellement ou en groupe et non comme le comportement des États en tant qu'acteurs unitaires en soi, tel que l'explique Valérie Hudson :

The description and explanation of national behavior has suffered from the common fallacy of misplaced concreteness or reification, exemplified chiefly by the subtle transformation of the word state from a proper analytical abstraction into a symbol allegedly standing for a concrete entity, that is, an object or person having an existence of its own apart from real persons and their behaviors (Hudson 2002, 4).

Ce champ d'études a été développé dans les années 1960 à travers des ouvrages plaçant des individus comme variables clés dans la formulation de politiques étrangères (Snyder, Bruck et Sapin 1954; 2002; Sprout et Sprout 1957; Rosenau 1964; Frankel 1963). L'APE considère que les leaders dans les institutions politiques et sociales agissent directement sur la formulation des politiques étrangères (Beasley et Snarr 2011, 345). Ceci permet de considérer la volonté humaine comme un facteur explicatif des relations internationales :

Foreign policy analysis is characterized by an actor-specific focus, based upon the argument that all that occurs between nations and across nations is grounded in human decision makers acting singly or in groups. [...]. A renewed emphasis on actor-specific theory will allow international relations to more fully reclaim its ability to manifest human agency, with its attendant change, creativity, accountability, and meaning. (Hudson 2005, 1)

Les décideurs politiques sont influencés autant par l'environnement international, l'environnement bureaucratique et l'environnement domestique, que par des facteurs individuels, tels que leurs perceptions, leurs expériences, leurs processus cognitifs et leurs émotions (Hudson 2005, 2). L'agent principal de changements et d'actions (la variable indépendante) est en quelque sorte le libre arbitre des individus :

Only human beings can be true agents, and it is their agency that is the source of all international politics and all change therein. Going further, FPA theory is also profoundly actor specific in its orientation [...], unwilling to "black box" human decision makers under study. (Hudson 2005, 2-3)

Ceci permet de lier la volonté ou le libre arbitre des êtres humains (*human agency*) aux comportements des États en tant que concept instrumental²⁰ pour comprendre la politique étrangère. Cet accent sur les individus signifie que la spécificité des acteurs est également

²⁰ Il s'agit ici d'un concept instrumental dans le sens où l'État en soi n'existe pas fondamentalement. Il est plutôt un concept utile et partagé conceptuellement par des individus, individus qui demeurent donc l'unité ultime d'analyse. L'État est un concept dont l'existence épistémologique relève d'une vision instrumentaliste de la science, en ce sens qu'il est utile pour l'analyse de parler de comportements étatiques bien que ce phénomène est agnostique à la « réalité ». Pour une description de l'instrumentalisme comme position épistémologique, voir : Dewey [Boydston] 1984 et Stanford 2006.

importante, puisque les acteurs ne sont pas des unités homologues et substituables, mais font partie eux-mêmes des facteurs explicatifs. Valérie Hudson décrit en ces termes cette spécificité en illustrant le tout à travers le cas de la crise des missiles cubains entre les É-U et l'URSS :

The humans involved in the Cuban Missile Crisis, for example, were not interchangeable generic rational utility maximizers and were not equivalent to the states for which they served. Not just general and abstract information, but specific and concrete information about the decision makers in all three countries (the Soviet Union, the United States, and Cuba) would be necessary to explain that crisis. Actor specificity, then, is FPA's hallmark. (Hudson 2005, 3)

Ainsi, l'APE propose une approche théorique multidisciplinaire qui regroupe des facteurs provenant de plusieurs niveaux d'analyses :

Explanatory variables from all levels of analysis, from the most micro to the most macro, are of interest to the analyst to the extent that they affect the decision-making process. As a result, insights from many intellectual disciplines, such as psychology, sociology, organizational behaviour, anthropology, economics, and so forth, will be useful to foreign policy analysts in their efforts to explain foreign policy decision-making, making multi/interdisciplinarity a hallmark of FPA [foreign policy analysis]. Thus, of all subfields of IR, FPA is the most radically integrative theoretical enterprise, [...] for it integrates a variety of information across levels of analysis and spanning numerous disciplines of human knowledge. (Hudson 2005, 2)

Ce caractère multidisciplinaire et multiniveau permet de lier aux relations internationales d'autres champs de la science politique, tels que la politique comparée et la politique publique et offre une fondation théorique situant la politique étrangère à l'intersection des sciences sociales et de la science politique (Hudson 2005, 5-21). En ce sens, un modèle théorique qui positionne des individus au centre des facteurs causaux ne permet pas de prédiction sans une connaissance des motivations des acteurs exacts impliqués dans un cas précis.

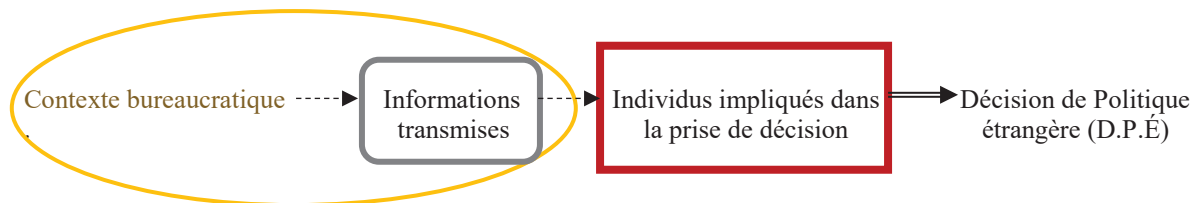
L'approche de l'analyse de politique étrangère s'insère donc en science sociale sans chercher à créer des généralisations mécanistiques ou des « lois naturelles » (Hudson 2005, 4). Le comportement des États, voire même le système international, est le résultat de comportement de groupes complexes dont le dénominateur commun demeure l'être humain. Le processus de formulation de la politique étrangère est donc en grande partie attribuable aux acteurs humains et aux enjeux qu'ils considèrent saillant lors de la prise de décision (Allison et Zelikow 1999, 255-256). D'un point de vue ontologique, le cadre théorique développé pour cette thèse se conforme à la position selon laquelle les individus impliqués dans la prise de décision sont au « cœur » de la politique étrangère.

1.3.1 – L’APE et le contexte bureaucratique

Les décideurs ont nécessairement besoin d’avoir accès à des informations pertinentes et objectives, en principe du moins, pour prendre des décisions. La qualité du processus de transmission de cette information par l’appareil bureaucratique peut avoir une incidence sur la politique étrangère. Un processus de transmission d’informations défailant, tel que ceux identifiés lors de la crise des missiles cubains par Allison et Zelikow, peut affecter directement l’information et la perception des décideurs (Allison et Zelikow 1999). De plus, la politique étrangère est aussi le résultat d’un processus bureaucratique impliquant plusieurs organisations (Allison et Halperin 1972, 42-43; Halperin 1974; Yeliv 2004; Halperin et Clapp 2006). Selon le modèle bureaucratique ou organisationnel, les politiques étrangères sont affectées par les interactions d’organisations bureaucratiques peuplées par des individus qui répondent à la logique interne de chacune de celles-ci (Allison et Halperin 1972, 42-43)²¹.

L’identité des individus présents dans les processus organisationnels peut également avoir un impact sur la prise de décision. En effet, les positions occupées dans la fonction publique par certains individus attribuent à ceux-ci une influence dans la prise de décision à travers leur rôle dans les processus administratifs formels et informels en politique étrangère (Schafer et Crichlow 2010, 38-39). Par exemple, la présence de représentants des forces armées sur des comités formels impliqués dans la formulation de politique étrangère peut avoir une incidence sur celle-ci à travers la qualité de leurs relations interpersonnelles avec les décideurs et de l’information qu’ils leur fournissent. La figure 1 illustre cette influence du contexte bureaucratique sur les individus impliqués dans la prise de décision de politique étrangère à travers la nature de l’information relayée aux décideurs et l’identité des personnes impliquées.

Figure 1 : Le contexte bureaucratique, les décideurs et la prise de décision



²¹ En effet, certaines procédures, règles et contraintes institutionnelles, de même que la culture organisationnelle influencent la prise de décision qui impliquent différentes institutions gouvernementales telles que le ministère des affaires étrangères, les agences de renseignements, les forces armées et ainsi de suite (Allison et Halperin 1972, 42-43; Halperin 1974; Allison et Zelikow 1999; Yeliv 2004; Halperin et Clapp 2006).

Puisqu'il est possible que les processus gouvernementaux impliquent une multitude de décideurs, un décideur central unique, un décideur central entouré de quelques « informateurs » clés et ainsi de suite, une connaissance du contexte institutionnel de la prise de décision est pertinente dans l'analyse de politique étrangère. Toutefois, il est important de noter que bien que la bureaucratie a également un impact sur la mise en œuvre des politiques étrangères (Halperin 1974; Allison et Zelikow 1999; Halperin and Clapp 2006; Nossal, Roussel et Paquin 2015, 279–285), l'objet de cette thèse n'est pas d'analyser l'efficacité et les processus de mise en œuvre de la politique étrangère du Canada, puisque l'objectif est plutôt concentré sur l'analyse de la formulation de la politique étrangère.

1.3.2 – L'analyse de la politique étrangère chez les réalistes néo-classiques

Contrairement au néo-réalisme, le réalisme néo-classique considère qu'il est pertinent d'étudier la formulation des politiques étrangères des États et s'inscrit donc dans le champ de l'APE (Rose 1998; Lobell, Ripsman et Taliaferro 2009). Pour les réalistes néo-classiques, les contraintes domestiques influencent les choix de politiques étrangères, les décideurs politiques devant ainsi réconcilier les intérêts domestiques et internationaux (Lobell, Ripsman et Taliaferro 2009, 4). Selon ce modèle, tout État se retrouve confronté aux forces structurelles du système international, mais celles-ci ne sont pas suffisantes à elles seules pour expliquer les comportements spécifiques des États, tel que l'explique Gideon Rose :

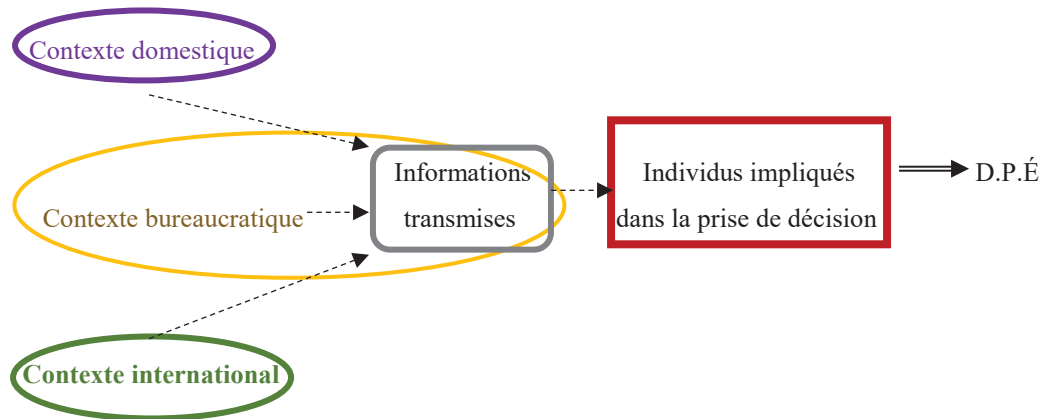
Systemic pressures and incentives may shape the broad contours and general direction of foreign policy without being strong or precise enough to determine the specific details of state behavior. (Rose, 1998, 152)

Les décideurs politiques bénéficient d'une marge de manœuvre significative à l'intérieur des contraintes dictées par les facteurs systémiques liés à la position des États sur la scène internationale. Le système politique et la politique domestique des États sont donc des variables significatives dans ce modèle (Rose 1998, 152). Conformément au concept du « jeu à deux niveaux » (*two-level games*), le réalisme néo-classique inclut l'interaction entre les intérêts liés à la politique domestique et les intérêts internationaux des États (Putnam 1988). De plus, conformément au champ de l'APE, le réalisme néo-classique ne considère pas que la politique étrangère se construit au niveau abstrait d'un État, mais bien au niveau des décideurs politiques :

Foreign policy choices are made by actual political leaders and elites, and so it is their perceptions of relative power that matter, not simply relative quantities of physical resources or forces in being. (Rose 1998, 147)

La figure 2 illustre cette interaction entre les facteurs domestiques et internationaux qui s'ajoute à l'influence du contexte bureaucratique auprès des décideurs de la politique étrangère.

Figure 2 : Les facteurs contextuels et le réalisme néo-classique



Le modèle théorique proposé empruntera au réalisme néo-classique l'idée des préoccupations envers les contraintes domestique et internationale. À bien des égards, les informations transmises aux décideurs par l'appareil bureaucratique concernent ces deux contextes.

1.3.3 – Les acteurs humains selon le réalisme néo-classique : *Le Foreign Policy Executive*

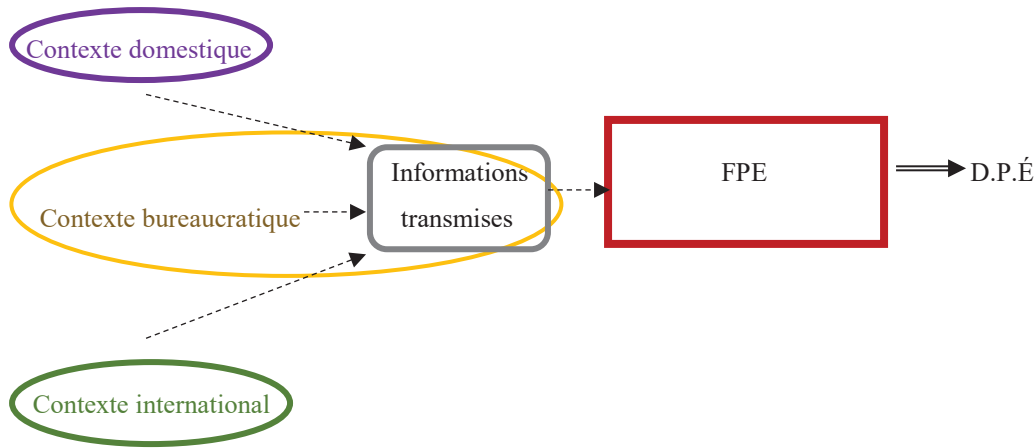
Si les acteurs humains sont centraux pour le champ de l'APE, le réalisme néo-classique offre une proposition théorique identifiant le rôle joué par ceux-ci. Le concept du « groupe exécutif en politique étrangère » (*Foreign Policy Executive* ci-après FPE), développé par les réalistes néo-classiques, identifie un groupe d'individus au sommet de l'appareil d'État consacré à la prise de décision de la politique étrangère (Lobell 2009; Lake 1988). Steven Lobell explique en ces termes le FPE :

FPE has responsibility for grand strategic planning, including the identification of changes in the global or regional balance of power and stands at the intersection of international and domestic politics (Lobell 2009, 33).

Selon les réalistes néo-classiques, le FPE est l'organe central de la prise de décision en politique étrangère et est composé du dirigeant du gouvernement, des ministres et des membres de la fonction publique responsables d'établir la politique étrangère :

The FPE comprise the head of the government and the ministers and officials responsible for making foreign and security policy. The FPE occupy critical positions in an administration and are the authoritative foreign policy maker. (Lobell 2012, 83)

Figure 3 : Le FPE et la politique étrangère selon les réalistes néo-classiques



Ce groupe conduit la politique étrangère en fonction de son évaluation de la puissance relative de leur État et des intentions des autres États, en plus de considérations de politique domestique (Taliaferro, Lobell et Ripsman 2009, 25-26). Les réalistes néo-classiques reconnaissent que les dirigeants des États et certaines personnes dans leur entourage politique et gouvernemental ont un impact sur les décisions de politique étrangère et sa formulation. Les individus impliqués dans la prise de décision sont donc considérés comme faisant partie de ce groupe exécutif en politique étrangère qu'est le FPE, tel qu'illustré à la figure 3.

1.4 – Les variables idéationnelles en politique étrangère

Dans son ouvrage classique *Politics Among Nations*, Hans Morgenthau décrit en ces termes le travail d'un chercheur en analyse de politique étrangère :

To retrace and anticipate the steps a statesman—past, present or future—has taken on the political scene, we look over his shoulder when he writes his dispatches; we listen in on his conversation with other statesmen; we read and anticipate his very thoughts (Morgenthau 1948, 5).

Est-il possible d'entrevoir le rôle central des dirigeants des États sans considérer les idées qui guident leurs décisions ? Toutefois, définir ce qu'est une idée, en tant que variable explicative, n'est pas une mince tâche. Alors que l'APE place la volonté des décideurs politiques au centre de la prise de décision et que le réalisme néo-classique considère que les perceptions des leaders politiques et des individus membres du FPE sont significatives, l'effort de théorisation nécessaire pour définir cette variable idéationnelle demeure une tâche cruciale afin d'éviter que ce concept devienne galvaudé.

1.4.1 – Les variables idéationnelles et le réalisme néo-classique

Les réalistes néo-classiques demeurent plutôt timides face à la présence de facteurs idéationnels puisqu'ils conservent les postulats matérialistes du réalisme. Admettre que les variables idéationnelles jouent un rôle central dans la politique étrangère remettrait en cause ces postulats. Or, plusieurs études appartenant au réalisme néo-classique font appel à des concepts tels que la rationalité limitée (*bounded rationality*), les préférences des acteurs, leurs perceptions stratégiques, leurs expériences, leurs idéologies et leurs systèmes de croyances (Rose 1998; Brawley 2009; Lobell 2009; Sterling-Folker 2009; Schweller 2009). Ce type d'explications fait implicitement référence à des variables idéationnelles, sans les considérer comme tels et surtout sans les définir de manière cohérente et falsifiable. Comme Moravcsik et Legro (1999), plusieurs réalistes, particulièrement les réalistes néo-classiques, incluent dans leur argumentation des éléments empruntés au constructivisme. Ces variables idéationnelles sont même parfois centrales dans leurs analyses, mais elles demeurent cachées dans l'argumentation des auteurs sous le couvert de leur fidélité au paradigme réaliste (Legro et Moravcsik 1999). Les réalistes néo-classiques considèrent qu'il existe une réalité objective, mais le lien entre cette réalité objective et la perception des décideurs politiques demeure flou (Rose 1998, 163). De plus, bien que les réalistes néo-classiques concèdent que les perceptions des décideurs puissent avoir un rôle clé, ils considèrent que l'objectif de la politique étrangère est exogène et déterminé par la nature du système international, c'est-à-dire la maximisation de la puissance relative des États.

Cette prémisse présuppose que les membres du FPE agissent essentiellement eux-mêmes comme des réalistes, c'est-à-dire qu'ils considèrent que le but de la politique étrangère est de maximiser la puissance relative de leur État. Toutefois, il est possible de douter que les membres du FPE cherchent nécessairement à maximiser la puissance de leurs États. Pourquoi est-ce que les membres du FPE ne pourraient-ils pas chercher à maximiser les intérêts économiques de leur État, ou à minimiser les conflits à l'échelle internationale, ou à contrer le réchauffement climatique? Le point étant ici que le but recherché par les décideurs est en soi une variable idéationnelle qui ne doit pas être prise comme donnée par le modèle théorique lui-même. Les théories réalistes présentent donc une vision normative et prédéfinie de la réalité, ce qui devrait être évité dans une analyse rigoureuse de la prise de décision en politique étrangère.

Par contre, les mécanismes pointés par les réalistes néo-classiques selon lesquels les croyances et les perceptions du FPE sont les conduits par lesquels les variables structurelles

influencent la politique étrangère peuvent être un point de départ théorique pertinent pour comprendre l'importance des idées (Legro et coll. 2000, 181). Selon les réalistes néo-classiques, les variables structurelles ne permettent pas d'expliquer à elles seules la variation des politiques étrangères. D'une part, l'environnement international est *perçu* par les décideurs et non donné directement de manière objective (Der Derian et Shapiro 1989). Ainsi, même si un décideur politique est un réaliste et cherche à maximiser la puissance relative de son État, il ne peut que percevoir la réalité du système international qu'à travers l'information qu'il reçoit et de ses propres biais cognitifs (Goldstein et Keohane 1993). En plus, l'individu placé au centre de la prise de décision de politique étrangère n'a pas accès à une définition stable de « l'intérêt national ». Au contraire, le décideur en politique étrangère possède ses propres biais et ses propres idées sur la conduite de la politique étrangère. En fait, un acteur rationnel devrait vouloir prendre des décisions conformes à ses idées (Goldstein et Keohane 1993). Les réalistes néo-classiques considèrent donc que les forces structurelles n'affectent pas parfaitement les décisions de politique étrangère puisque celles-ci sont modulées par les perceptions des membres du FPE et les impératifs de la politique domestique des États.

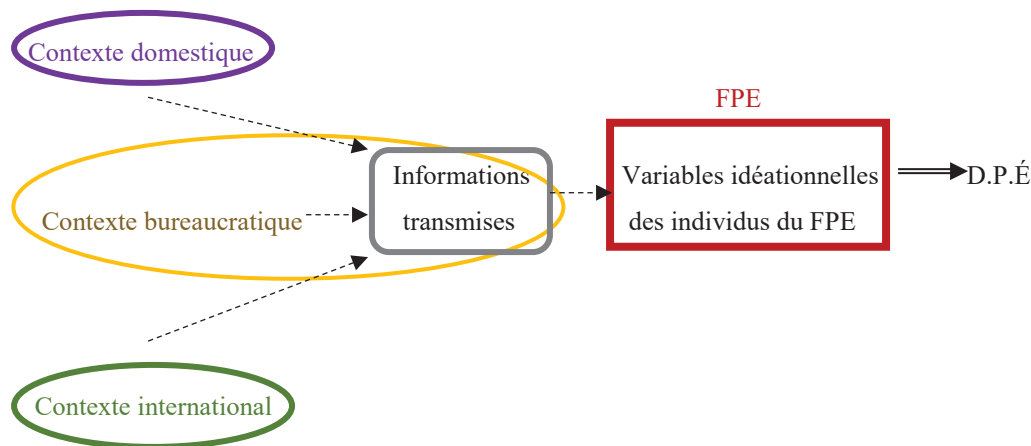
Or, les concepts de l'État, des intérêts nationaux, des intérêts économiques, la coopération, les valeurs démocratiques, la puissance militaire sont des exemples de construits idéationnels qui influencent la manière de pensée des acteurs. (Wendt 1999; Palan 2000, 579). Certes, certains de ces éléments sont basés sur une réalité matérielle concrète, mais ils s'expriment la plupart du temps à travers des concepts idéationnels qui permettent de structurer la réalité de manière cohérente dans la pensée des individus. Comme l'explique Giorgi Gvalia (et al. 2011), les idées influencent directement la politique étrangère et viennent moduler la compréhension du monde chez les décideurs politiques :

Ideas are real and not merely epiphenomenal: they influence foreign policy as much as the distribution of power and threat. In fact, we argue that material factors often influence foreign policy through shared ideas that give meaning to material variables (Gvalia, Lebanidze et Iashvili. 2011, 53)

Alors que les réalistes néo-classiques identifient la maximisation de la puissance relative comme l'objectif recherché par les décideurs politiques, le cadre théorique de ce projet considère plutôt que l'objectif de la politique étrangère telle que conçue par un chef d'État et les personnes participant à la prise de décision en politique étrangère est en soi une variable idéationnelle. De même, la réalité du contexte international et domestique n'est pas accessible aux décideurs

politiques, mais est plutôt perçue à travers l'information limitée à laquelle ils ont accès par l'entremise des personnes qui fournissent ces informations aux décideurs. Ainsi, non seulement les décideurs influencent la politique étrangère, mais leurs décisions sont le reflet de facteurs idéationnels qui agissent sur leur compréhension de la réalité dans laquelle ils prennent ces décisions. La figure 4 présente l'ajout de ces facteurs dans la construction du modèle théorique.

Figure 4 : Inclusion des variables idéationnelles dans le modèle théorique



En ce sens, les variables idéationnelles agissent sur la politique étrangère à travers les personnes impliquées dans la prise de décision, car elles affectent leur compréhension des informations qui leur sont transmises sur le contexte domestique et international. Les objectifs de la politique étrangère sont donc influencés par les variables idéationnelles propres aux décideurs politiques.

1.4.2 – Les types de variables idéationnelles dans la littérature

Les facteurs idéationnels ont souvent été associés dans la littérature de l'analyse de politique étrangère avec les processus cognitifs des individus impliqués dans la prise de décision (Jervis, Lebow, et Stein, 1985; Cottam, 1986; George et Smoke, 1989; Holsti 1989; Lebow and Stein, 1990; Larson, 1985, 1993; Walt, 1992; Khong 1992; Mercer, 1996; Goldgeier 1997). L'ouvrage de Robert Jervis, *Perception and Misperception in international Politics* (Jervis 1976) ainsi que *Foreign Policy Motivation: A General Theory and a Case Study* de Richard Cottam (Cottam 1977) ont été parmi les premiers à adresser les conséquences négatives de perceptions erronées émanant de biais cognitifs et psychologiques propres à des leaders politiques spécifiques (Hudson 2005, 11). Plusieurs travaux ont tenté de voir comment les décideurs politiques peuvent

être affectés par des processus cognitifs. Les concepts de rationalité limitée (*bounded rationality*), de biais cognitif, d'erreurs heuristiques, de cartes cognitives, de schémas cognitifs et d'expérience de vie des leaders font tous référence à des variables idéationnelles utilisées dans le champ de l'APE (Shapiro and Bonham 1973; Axelrod 1976; Stewart 1977; Simon 1985; Heuer 1999; Kahneman, Slovic, et Tversky 1982). En effet, toute information nécessaire à la prise de décision doit d'abord passer par une forme de « traitement humain » de l'information (*human agent information processing*) avant d'être utile. Ces modèles offrent des mécanismes cognitifs pouvant expliquer la prise de décision. Par exemple, celui de la prise de décisions poliheuristique postule qu'en raison de la rationalité limitée des acteurs, une décision éliminatoire en deux étapes s'opère selon des raccourcis cognitifs et un niveau de tolérance préétabli à certains risques politiques (Mintz 2004; Dacey et Carlson 2004; Schafer et Crichlow 2010, 38). Assimilé à des biais cognitifs et aux perceptions des leaders politiques, ce type de facteurs relève davantage de la psychologie et exige une connaissance approfondie des leaders souvent difficile à obtenir, en plus d'être difficile à isoler méthodologiquement afin de déterminer leurs effets sur la politique étrangère (Tetlock et McGuire 1986, 170; Rapport 2017). En plus, la prise de décision en politique étrangère est souvent le résultat d'un processus de délibérations incrémentales et souvent interféré par plusieurs considérations non rationnelles (Allison et Zelikow 1999), contrairement à ces modèles basés sur des processus cognitifs formalisés théoriquement.

Les facteurs idéationnels peuvent également être considérés de manière collective (Wendt 1987; Garrett et coll. 1993; Hays 1994; DiMaggio 1997; Archer 1999). Ainsi conçus, les facteurs idéationnels font le lien entre les structures matérielles et la cognition des individus (Legro 1996). En effet, les idées collectives sont des des représentations du monde matériel qui permettent aux acteurs d'aborder le monde à travers des symboles, un langage, des stratégies, des croyances, des axiomes, des images et des cultures partagées (Goldstein et Keohane 1993; Lapid et Kratochwil 1996 ; Johnston 1996; Katzenstein 1996; Nye 2004; Legro 2005). Par exemple, les facteurs idéationnels peuvent être définis comme des éléments provenant d'une culture stratégique. Ian Johnston définit la culture stratégique comme un système symbolique qui définit les préférences stratégiques dans les choix des acteurs :

Strategic culture is an integrated system of symbols that acts to establish pervasive and long-lasting grand strategic preferences by formulating concepts of the role and efficacy of military force in interstate political affairs, and by clothing these

conceptions with such an aura of factuality that the strategic preferences seem uniquely realistic and efficacious. (Johnston 1995a, 36)

La culture stratégique est un repère cognitif socialement partagé qui permet de comprendre et de prévoir la stratégie générale adoptée par un État (Dittmer 1997; Elkins et Simeon 1979). Selon cette conception, les préférences des acteurs politiques sur le plan de la stratégie et de l'utilisation de la force sont fortement conditionnées par des symboles intégrés dans la culture politique interne du pays. Ceci pourrait expliquer pourquoi une situation stratégique similaire peut créer deux différentes politiques étrangères si deux États ont des cultures stratégiques différentes (Johnston 1995a; Johnston 1996). Puisque la culture stratégique est une variable socialisante lourde, sa constance dans le temps empêche des changements significatifs de stratégies de politique étrangère malgré les modifications de l'environnement structurel (Desch 1998). La culture stratégique concerne les idées liées à la défense militaire, l'utilisation de la force militaire et la pratique de la stratégie en regard au positionnement d'un État face à ces alliés et ces ennemis (Snyder 1977; Gray 1981; 1986; 1990; 1999; Lord 1985; Jacobsen 1990; Johnston 1995a; Johnston 1995b; Johnston 1996; Desch 1998, 58).

Toutefois, ce ne sont pas toutes les politiques étrangères qui sont orientées en fonction de la grande stratégie d'un État. La culture stratégique est davantage utile pour analyser de manière globale la politique étrangère générale d'un État. Selon Ian Johnston, il faut d'abord tenter de comprendre comment ont été prises des décisions de politiques étrangères précises et quelles idées ont influencées les décideurs lors de ces décisions avant d'étudier l'existence d'une culture stratégique (Johnston 1995b). Ce n'est que par la suite, avec un large éventail de cas, qu'il est possible de généraliser sur la présence d'une culture stratégique. Par exemple, Kim Richard Nossal a tenté de démontrer que la culture stratégique canadienne a un impact dans la grande stratégie et la politique de défense générale du Canada et sur « la communauté politique » à laquelle s'identifient les Canadiens sur la scène internationale en analysant plusieurs politiques étrangères canadiennes (Nossal 2004). De plus, la culture stratégique liée à l'analyse de la politique étrangère du Canada fait principalement référence à la politique de défense et militaire (Nossal 2004; Roussel 2007; Tremblay et Bentley 2015). Or, L'objectif de cette thèse n'est pas à ce niveau et est plus modeste, puisque l'objectif n'est pas de déterminer si l'ensemble des politiques étrangères bilatérales et multilatérales du Canada suivent une même culture stratégique. L'objectif est plutôt de comprendre le processus de formulation de la politique du Canada envers

la Chine et de voir quels facteurs sont déterminants dans ce processus. De plus, il est difficile d'expliquer les changements dans la politique envers la Chine en fonction d'une culture stratégique canadienne qui aurait un impact relativement uniforme sur la communauté politique canadienne. L'objectif n'est donc pas d'évaluer si la politique du Canada envers la Chine s'inscrit dans une culture stratégique canadienne, mais bien de voir quels facteurs ont influencé sa formulation. Ce ne serait qu'une fois ce travail terminé qu'il sera possible de joindre cette analyse à d'autres études pour évaluer l'impact de la culture stratégique canadienne sur les décideurs.

1.4.3 – Les croyances causales comme variables idéationnelles

Le concept de croyances causales (*causal beliefs*) constitue un autre type de variables idéationnelles pouvant affecter la prise de décision en politique étrangère sans être de nature psychologique. Les croyances causales regroupent en un seul concept une idée qui vient guider les acteurs politiques sur les *moyens* nécessaires pour atteindre leurs *objectifs* (Goldstein et Keohane 1993; Legro 2005). Les croyances causales sont des idées précises partagées par des décideurs politiques et qui font référence à des moyens effectifs pour répondre aux objectifs liés aux intérêts d'une nation en particulier (Legro 2005 : 4). Ces croyances causales ont une influence sur les décisions à court terme et permettent à des acteurs de construire un repère commun pour orienter leurs efforts stratégiques (Goldstein et Keohane 1993). Goldstein et Keohane décrivent en ces termes les croyances causales :

Cause-effect relationships that derive their legitimacy from recognized authority and provide guides for how to achieve desired objectives. (Goldstein et Keohane 1993, 3)

Le modèle développé par Jeffrey Legro (Legro 2005) explique comment les conditions nécessaires pour la transformation des croyances causales se déclinent en un processus à deux phases que sont les étapes du « choc » et de la « consolidation ». Lorsqu'une politique étrangère d'un État n'obtient pas les résultats escomptés, particulièrement lors de chocs négatifs importants, une fenêtre de transformation des croyances causales s'ouvre et une nouvelle croyance dominante peut se consolider (Legro 2005, 13-17). Selon Jeffrey Legro, les croyances causales sur la politique étrangère guident les décisions des acteurs politiques des grandes puissances et ce sont leurs transformations qui expliquent les changements majeurs en politique étrangère. Ainsi, les stratégies des grandes puissances sont le résultat des croyances causales qui peuvent être transformées lorsque les conditions externes créent une situation de dissonance entre les attentes

et les résultats effectifs de ces stratégies (Legro 2005, 8-10). Plus précis que le concept de culture stratégique et mieux adapté à une politique étrangère ayant peu de considérations militaires, le modèle développé par Jeffrey Legro permet d'interpréter de manière relativement simple les idées ayant eu une influence sur les décisions des leaders politiques.

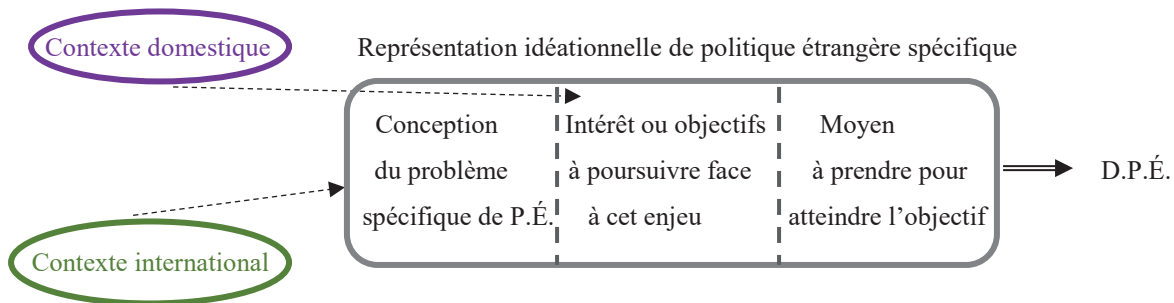
En effet, les croyances causales qui guident les décideurs politiques peuvent être conceptualisées comme une construction logique regroupant la « solution », ou les « moyens » à être utilisés pour répondre à un « objectif » ou des « intérêts » précis en politique étrangère. Lorsqu'une politique étrangère n'atteint pas ses objectifs, situation que décrit Legro comme « l'effondrement » (*collapse*) de la croyance causale, les décideurs politiques doivent choisir entre le statu quo fondé sur la croyance causale déjà en place ou la consolidation d'une nouvelle croyance causale (Legro 2005, 14-15, 29-41). Ces processus d'effondrement et de consolidation peuvent être illustrés comme un processus de boucle de rétroaction par lequel les leaders politiques jugent de l'efficacité de leurs idées sur la politique étrangère et peuvent considérer ou non une modification de celles-ci. Une modification de politique étrangère exige donc d'abord une modification des croyances causales des décideurs (Legro 2005, 14-41).

1.5 – La représentation idéationnelle : entrevoir les idées des décideurs politiques sur une politique étrangère bilatérale

Les croyances causales concernent les idées des décideurs sur les objectifs et les moyens généraux en politique étrangère. Le cadre théorique de ce projet propose d'adapter ce concept pour l'analyse d'une politique étrangère bilatérale précise. Plusieurs auteurs distinguent trois types d'idées : les idées concernant la nature de la réalité ou la perception de celle-ci, les idées concernant l'État et ses intérêts ou ses objectifs, ainsi que les idées concernant les stratégies ou la manière d'obtenir certains résultats à l'aide de la politique étrangère (Goldstein and Keohane 1993, 10; Weldes, 1996; Blyth, 1997 Legro 2005; Williams 2005; Thorun 2009, 23). Alors que le concept de croyance causale réunit les idées sur les objectifs et les moyens, le présent cadre théorique propose d'y ajouter les idées sur la conceptualisation de la réalité, soit un troisième type d'idées. Le concept de « représentation idéationnelle » d'une relation bilatérale propose d'inclure les idées des décideurs sur la nature et la conceptualisation de cette relation sous la forme d'un problème spécifique de politique étrangère aux idées concernant les objectifs et les moyens en rapport à ce même problème. La représentation idéationnelle proposée dans le

présent cadre théorique conceptualise donc ces trois éléments en un axiome logique regroupant ces trois composantes qui guideront les décisions de politique étrangère.

Figure 5 : La représentation idéationnelle



La représentation idéationnelle est une proposition logique regroupant une définition simple d'un problème, l'objectif à être poursuivi face à ce problème et le moyen général pour y arriver. La transmission de l'information vers les décideurs se fait à travers le prisme de la représentation idéationnelle qui affecte la compréhension des décideurs sur les enjeux de politique étrangère. La représentation idéationnelle ne correspond pas à une conception générale des intérêts d'un État comme devant simplement maximiser leurs puissances relatives, mais bien à une conception d'un enjeu de politique étrangère en particulier. Le contexte international n'est pas une variable qui est accessible objectivement aux acteurs, il est plutôt filtré par la représentation idéationnelle et particulièrement par la compréhension de la problématique précise de l'enjeu auquel fait face le décideur politique. Le contexte domestique, qui vient particulièrement informer l'intérêt national et les objectifs à poursuivre face à un enjeu de politique étrangère est également perçu à travers la représentation idéationnelle. Ainsi, la représentation idéationnelle concerne les croyances et les représentations de la réalité qui affectent les décisions de politiques étrangères, tel qu'une variable idéationnelle devrait le faire selon Goldstein et Keohane (Goldstein and Keohane 1993, 3-6).

En effet, le cadre théorique proposé postule que les préférences et les intérêts poursuivis au nom de l'État ne sont pas déterminés à l'avance, mais sont plutôt endogènes au contexte (Wendt 1992; Tannenwald 2005, 17-20). Ce qui rend la représentation idéationnelle encore plus saillante est le fait que la réalité matérielle dans laquelle se retrouve un État peut être réduite analytiquement à l'interprétation qu'en font les leaders politiques, puisque c'est celle-ci qui informe leurs décisions et non une réalité objective à laquelle ils auraient accès (Telhami et

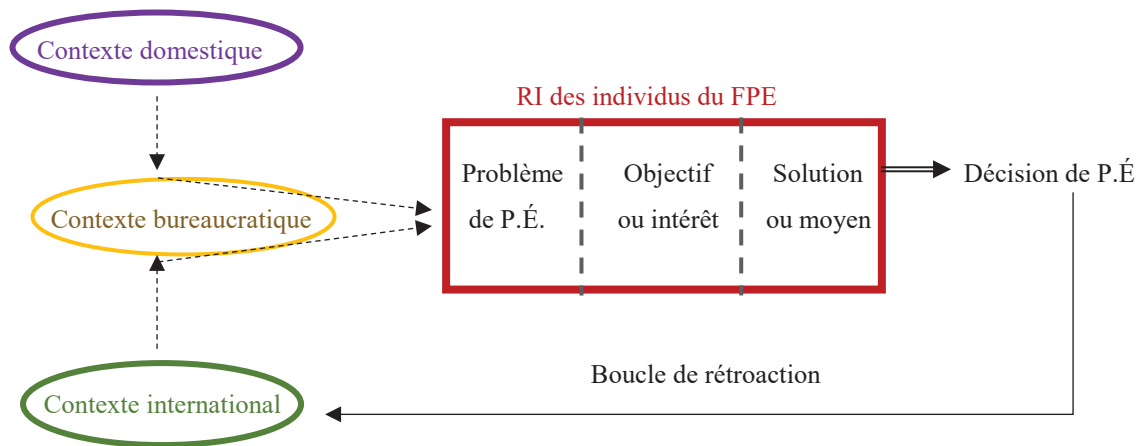
Barnett 2002, 2; Williams 2005; Thorun 2009, 22). Comme l'explique Christian Thorun, les réalistes ne peuvent pas entrevoir comment un État détermine ses intérêts et choisit parmi les alternatives de politiques étrangères, puisqu'ils considèrent les intérêts comme déterminés normativement par la nature supposément anarchique du système international (Thorun 2009, 24). Or, comme l'affirme Alexander Wendt, l'anarchie est en fait seulement une idée qu'ont les décideurs politiques sur le système international (Wendt 1992).

De plus, la complexité des relations internationales fait en sorte qu'il n'est pas possible pour un acteur réel, un individu, d'entrevoir de manière constante la recherche de la maximisation d'un objectif général et universel. L'intérêt recherché peut difficilement être détaché du contexte du problème précis auquel font face les décideurs au moment de prendre une décision. Cette limite cognitive chez l'individu fait en sorte qu'il doit utiliser des raccourcis cognitifs et certains types de raisonnements heuristiques pour entrevoir la réalité (Bazerman, 2017). Un individu n'a à sa disposition qu'une quantité limitée d'informations et une capacité encore plus limitée d'entrevoir les conséquences d'une décision, ce qui fait que ses décisions sont davantage liées à un problème immédiat qu'une appréciation complète du contexte plus large dans lequel elles s'inscrivent (Kahneman et Klein 2009). Pour ces raisons, la représentation idéationnelle considère que l'intérêt ou l'objectif recherché, de même que la compréhension du problème et les solutions privilégiées sont variables et appartiennent aux idées des décideurs. Ces trois composantes ne sont donc pas le fruit du système international ou de tout autre concept théorique prédéterminant.

La représentation idéationnelle des décideurs est une variable causale en soi et un changement de celle-ci peut générer un changement significatif de politique étrangère. Les contextes international et domestique demeurent présents dans le modèle, car les informations concernant cette réalité transitent par les individus au sein du gouvernement qui transmettent ces informations aux décideurs politiques. Toutefois, c'est véritablement à travers le prisme de la RI que les décideurs entrevoient ces contextes, tout comme ils entrevoient la boucle de rétroaction suite à leurs décisions précédentes. Les avantages du concept de la représentation idéationnelle sont multiples. D'une part, elle permet d'identifier une variable idéationnelle relativement simple sous la forme d'une proposition logique unifiée. Ainsi, il n'est pas nécessaire de plonger dans la psychologie du leader pour comprendre ses décisions, simplement de déduire sa représentation idéationnelle en «regardant au-dessus de son épaule» pour reprendre la figure de style de Morgenthau. L'identification du contenu de la représentation idéationnelle demeure un exercice

inductif à être réalisé à travers l'étude des écrits, des discours et des informations concernant les dirigeants obtenues auprès de leur entourage. Contrairement aux idées collectives, telles que la culture stratégique qui est partagée par une nation ou un large groupe au sein de celle-ci, la représentation idéationnelle s'incarne chez les décideurs politiques. La figure 6 illustre l'inclusion de la représentation idéationnelle dans la construction du cadre théorique jusqu'ici.

Figure 6 : La représentation idéationnelle (RI) dans le cadre théorique



La représentation idéationnelle est donc propre aux individus qui sont en position de prendre des décisions de politique étrangère²² et permet ainsi de remettre la volonté humaine au centre de la prise de décision en politique étrangère, conformément aux exigences du champ de l'APE. En effet, bien qu'il soit possible de tenter d'identifier comment s'est construite une représentation idéationnelle chez un leader politique, celle-ci demeure malléable selon sa propre volition; personne ne peut obliger un décideur à penser d'une certaine façon malgré les contraintes domestique et internationale auxquelles il doit faire face. Toute explication et compréhension de l'évolution d'une politique étrangère basée sur ce modèle dépend du contenu de la représentation idéationnelle, de sa substance. Les idées sont importantes pour interpréter les causes de la politique étrangère, mais c'est l'identification de ces idées qui compte pour comprendre ces causes (Gvalia et al. 2011, 31). Alors que l'idéologie d'un individu est une variable imprécise, la représentation idéationnelle offre un outil théorique identifiant précisément la vision d'un individu sur un enjeu précis de politique étrangère. Certes, identifier la représentation

²² De la même manière que les croyances causales représentent des idées des décideurs politiques (Goldstein et Keohane 1993; Weldes 1996; Legro 2005; Williams 2005; Thorun 2009, 23).

idéationnelle d'un acteur politique pose un défi de nature méthodologique. Il n'est évidemment pas possible d'observer celle-ci, seulement de la déduire.

Toutefois, afin qu'une théorie soit pertinente, l'utilité des concepts dans une explication logique peut être suffisante (Clarke et Primo 2012). Ainsi, le concept de représentation idéationnelle s'appuie sur une vision instrumentaliste des théories en sciences humaines, approche selon laquelle les instruments théoriques doivent être jugés en fonction de leur utilité pour décrire le monde de manière rationnelle. L'instrumentaliste ne prétend pas avoir accès à la « vérité » qui de par la nature « humaine » des sciences sociales n'est pas stable, précise et atteignable (Dewey [Boydston] 1984; Stanford 2006). Malgré tout, une attention particulière fut accordée lors de la conduite des entrevues et l'analyse des sources documentaires primaires et secondaires aux éléments permettant d'identifier les trois composantes de la représentation idéationnelle. En ce sens, les RI qui seront identifiés dans les chapitres suivants sont le fruit d'un travail d'interprétation inductif réalisé principalement à travers l'analyse des informations recueils lors d'entrevues avec les acteurs rencontrés²³.

1.6 – Le dirigeant : le leader *primus inter pares*

Dans une majorité des régimes politiques contemporains, les gouvernements sont dirigés avec à leur tête un leader, un chef d'État. Qu'ils soient présidents, premiers ministres, chanceliers ou despotes, ils sont au sommet de l'appareil gouvernemental et sont normalement responsables de la branche exécutive de leurs pays; ils sont premiers parmi leurs pairs (Prindle 1991). Certes, leur importance provient de leur fonction à la tête de l'institution qui possède le pouvoir politique ou la légitimité d'utiliser la force légitime (Weber 1919/2015), mais ils personnifient ce pouvoir plus que tout autre individu (Prindle 1991, 56; Savoie 2010, 217-222).

Les leaders d'un gouvernement, même dans un régime autocratique ou totalitaire, ne sont pas tous puissants et sont contraints par nombres de facteurs, ne serait-ce que la nécessité de conserver une certaine légitimité politique. Toutefois, lorsque des décisions gouvernementales doivent être prises, ils sont les décideurs ultimes, les derniers arbitres qui tranchent le débat et

²³ Lors des entrevues semi-dirigées, le chercheur porta une attention particulière à la conception des problèmes, des intérêts et des moyens imaginée par les acteurs afin de guider la politique étrangère du Canada envers la Chine. Tout particulièrement, le chercheur interrogea les acteurs afin de comprendre qu'elle était la conception des relations sino-canadiennes des premiers ministres, tout en cherchant à comprendre comment la vision du premier ministre et de certains autres décideurs ont pu influencer les décisions de politiques étrangères envers la Chine.

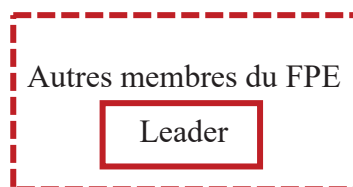
dirigent l'action du gouvernement (Krasno et Lapidés 2015). Les contraintes sur ces leaders dans les régimes démocratiques sont nombreuses : leur légitimité provient de leur élection par un processus électoral spécifique à leur État, leur pouvoir est encadré par une constitution et des lois et dans plusieurs régimes leur pouvoir est contraint par le pouvoir législatif et judiciaire. Toutefois, le pouvoir du chef d'État est particulièrement accru dans la sphère de la formulation de la politique étrangère, l'action d'un État sur la scène internationale étant moins à la merci du pouvoir législatif et de la légitimité populaire que l'action sur la sphère domestique (Hermann, Margaret, Preston, Korany, et Shaw 2001; Levy 2013).

Le concept de FPE permet aux réalistes néo-classiques de regrouper au sein d'un même outil conceptuel l'ensemble des acteurs impliqués dans la prise de décision et de leur attribuer à eux, et non au concept de l'État, le comportement sur la scène internationale d'une nation :

In addition to the president or prime minister, the FPE includes elected politicians, bureaucrats chiefs and tenured officials. These individuals [...] possess private information and a monopoly on intelligence about foreign countries. In focusing on the FPE I do not distinguish among political systems, though there is no doubt that they offer different political access. (Lobell 2012, 83)

Lorsque le dirigeant est impliqué dans la prise de décision, il est celui qui prend ultimement la décision finale et non le FPE dans son ensemble. Son autorité et son imputabilité demeurent plus élevées que les autres membres du FPE. De plus, le FPE met un voile théorique sur la réalité de la prise de décision en politique étrangère. En effet, les acteurs dans le FPE ne sont pas tous égaux et il n'est pas certain que l'identité de ces acteurs soit stable. Les individus au sein des FPE envers lesquels le dirigeant a le plus confiance ont fort probablement plus d'influence que les autres. Il est donc nécessaire d'ouvrir cette boîte noire pour en faire sortir un processus d'influence autour d'un acteur central. Ainsi, à la place d'un exécutif de politique étrangère, le cadre théorique de ce projet conçoit plutôt que celui-ci est composé d'un décideur central, le dirigeant effectif de l'État, entouré d'individus qui grâce à leur relation formelle ou informelle avec le dirigeant peuvent influencer ce dernier et participer à divers degrés à la prise de décision.

Figure 7 : Le leader et les autres membres du FPE



Si plusieurs études ont tenté d'analyser la prise de décision chez le chef d'État dans le champ de l'APE, c'est justement en raison de cette reconnaissance de décideur ultime de celui-ci. En décomposant le concept de FPE, on retrouve dans une majorité des contextes nationaux la présence d'un leader, normalement le chef du gouvernement élu par sa population dans les régimes démocratiques, qui détient le dernier mot en politique étrangère, qui doit porter la responsabilité des choix de politique étrangère de son État (Hudson 2002; 2005). Certes, ce leader prend des décisions entouré de conseillers. Dans bien des cas, ces personnes ne forment pas un exécutif formel et bien défini, mais plutôt un groupe d'influence autour du dirigeant.

1.6.1 – Le décideur en politique étrangère canadienne : Le premier ministre avant tout

Alors que plusieurs des études en analyse de politique étrangère concernent les É-U et quelques autres grandes puissances (Gvalia et al. 2011, 20-28), une analyse de la formulation de la politique étrangère canadienne envers la Chine nécessite d'identifier les acteurs principaux dans un contexte canadien. Le système politique canadien est particulièrement en proie à une centralisation du pouvoir autour du premier ministre, de son bureau (CPM) et du Bureau du Conseil privé (BCP) (Savoie 1999a; 1999b; 2008; 2010; Simpson 2001). De plus, cette concentration de pouvoir aux mains du premier ministre et la perte de pouvoir progressive de l'administration publique octroient des influences accrues aux membres de l'élite canadienne entretenant des liens de confiance personnels avec les premiers ministres (Savoie 2010, 129-151).

Le premier ministre du Canada, souvent qualifié de *primus inter pares*²⁴, occupe un rôle central en politique canadienne et chacun des premiers ministres du Canada ont laissé leur marque personnelle sur la politique étrangère canadienne (Nossal, Roussel et Paquin 2015, 184-185). De plus, l'importance des sommets diplomatique oblige une implication du premier ministre dans la politique étrangère même s'il souhaitait laisser davantage de place à son ministre des Affaires étrangères (Nossal 1997, 206-231). Certainement, le premier ministre domine le processus de formulation de la politique étrangère au Canada, comme l'explique Kim Richard Nossal :

Summitry combines with the authority of the office itself and with the power of appointment shape a premier minister's dominance of the policy process. [...] The pre-eminence of prime ministers is manifested in the general policy direction the government as a whole takes. [...] Prime ministers are not toy automata, responding

²⁴ En entrevue, Brian Mulroney cita lui-même ce concept pour illustrer son rôle dans la prise de décision en politique étrangère (entrevue Mulroney).

in mechanistic and deterministic fashion to the forces of international, domestic and governmental politics. Their personal qualities and idiosyncrasies, and their moods and emotions cannot be dismissed as unimportant, for diplomacy, where words are actions, such traits invariably bear on policy outcomes. (Nossal 1997, 2012-213)

Ainsi, non seulement le premier ministre est le leader (ou le décideur final) tel que représenté dans le cadre théorique de ce projet, mais en plus son contrôle sur le processus de décision, l'appareil bureaucratique et l'action générale du gouvernement lui confère une position centrale dans la politique canadienne en général. Donald Savoie a démontré dans son ouvrage *Governing from the Center* tout le pouvoir que le poste de premier ministre du Canada a accumulé au fil des ans (Savoie 1999a). Depuis la publication de cet ouvrage en 1999, rien n'indique que ce pouvoir central n'ait diminué, bien au contraire (Savoie 1999a; 1999b; 2008; 2010, 129-151, 193-212). Cette concentration du pouvoir exécutif au sein du CPM et du BCP est venue réduire le pouvoir décisionnel du Cabinet, des ministres et des ministères (Savoie 1999a; 1999b; 2008, 228-232; 2010 193-212). Cette perte de pouvoir de la fonction publique et des ministres au profit du premier ministre a créé une sorte de « gouvernement de cour », où les processus formels et les postes officiels occupés par les individus au sein du gouvernement sont maintenant moins importants que la proximité et la confiance qu'entretient le premier ministre envers certains individus, comme l'explique Donald Savoie :

Individual now rule, starting with the prime minister and his most trusted courtiers, carefully selected ministers and senior civil servants, and they have more power in a court-style government than they do when a formal policy and decision-making processes tied to Cabinet making are respected. It explains why the most powerful individual in government, starting with the prime minister, has in recent years put aside formal decision-making processes on things that matter to them. (Savoie 2008, 231)

Les membres clés de son entourage, notamment ses plus proches conseillers du CPM (Cabinet du Premier ministre) et du BCP (Bureau du Conseil privé), sont devenus plus importants que la hiérarchie gouvernementale classique. Il vaut mieux aujourd'hui avoir une relation de confiance avec le premier ministre que de monter les échelons au sein du gouvernement pour obtenir une influence dans la formulation des politiques les plus importantes menées par le parti politique au pouvoir. Cela est valide pour les employés de l'État, mais également pour les ministres et autres membres du caucus et du Cabinet²⁵.

²⁵ Non seulement cet état de fait est décrit dans plusieurs ouvrages sur la politique canadienne (Savoie 1999a; 1999b; 2008; 2010; Stairs 2001; Simpson 2001; Gecelovsky 2006; Ellis and MacIvor 2009), cela fut mentionné par

1.6.2 – La concentration du pouvoir dans la prise de décision gouvernementale au Canada

Cette centralité du premier ministre dans la politique canadienne a créé une sorte de système à deux vitesses concernant la formulation des politiques du gouvernement en général, venant déposséder d'autres acteurs et institutions de leur influence dans la formulation de la politique étrangère canadienne. Dans la mesure où une initiative ou une politique est défendue par le premier ministre, celle-ci sera prise en charge par le CPM et le BCP et trouvera son chemin rapidement à travers l'appareil bureaucratique et deviendra plus tôt que tard une politique du gouvernement. À l'opposé, une initiative qui n'a pas le support direct du premier ministre, qui ne lui tient pas à cœur, devra prendre le long chemin des processus bureaucratiques formels et risque de n'être jamais appliqué ou d'être fortement dilué par les compromis et les méandres de la bureaucratie canadienne (Savoie 2010, 129-151). Pour la formulation de la politique étrangère, ceci signifie qu'en l'absence d'une implication décisive du premier ministre, la politique étrangère du Canada face à un enjeu en particulier ou envers un autre pays suivra essentiellement le statu quo. Il est en effet peu probable que la position du Canada sur un enjeu international puisse changer significativement sans l'apport du premier ministre (Michaud 2006; 2011). Ceci ne signifie pas que le gouvernement ignorera cet enjeu et qu'aucune action ne sera prise par la fonction publique, le MAECI ou les ambassades, mais plutôt que ces actions ne seront que la mise en œuvre de la dernière orientation politique approuvée par le premier ministre.

En ce sens, la bureaucratie est essentiellement responsable du statu quo, poursuivant les politiques instaurées par le CPM et le BCP jusqu'à ce qu'elle obtienne de nouvelles instructions. (Savoie 2008, 175-6, 241-318; Savoie 2010, 202-2011). De même, les plus hauts fonctionnaires, tels que le *greffier* du conseil privé, le sous-ministre des Affaires étrangères, le conseiller aux affaires étrangères du conseil privé sont nommés par le premier ministre lui-même pour assurer que l'appareil de MAECI suit ses positions sur les affaires étrangères (Savoie 202-204)²⁶. Ce déclin de l'appareil bureaucratique du MAECI fait en sorte que Paul Martin et Stephen Harper se sont même tournés à l'extérieur du ministère pour construire des analyses et de grandes

plusieurs des intervenants interrogés de manière ou d'une autre (entrevues Cabinet Chrétien; Cabinet Harper; SMAECI Harper; CPM Chrétien; SCPM Harper; ACIDI Harper; ACIDI Mulroney; Goldenberg; Burney; Clark; Balloch; Emerson; Evans; Harder).

²⁶ Un haut fonctionnaire responsable de produire des analyses d'options de politique selon la description de son emploi affirma même qu'il travaillait exclusivement à « justifier les décisions politiques » déjà prises sans s'appuyer l'expertise de la fonction publique, son rôle « n'étant plus de formuler des options, mais de justifier les décisions en communiquant le moins d'informations au public » (entrevue SMAECI Harper).

orientations stratégiques (Savoir 202-204). Cette situation a même été décrite comme ayant créé une crise existentielle au sein du MAECI, une absence de ressources et une grande diminution de la qualité du travail de ce ministère (Ditchbun 2008).

Le ministre des Affaires étrangères (secrétaire des Affaires étrangères avant 1993) joue un rôle secondaire dans la politique étrangère du Canada par rapport à celui du premier ministre. Jusqu'en 1942, il n'y avait pas de ministre des Affaires étrangères au Canada, ce rôle appartenant au premier ministre directement (Nossal 1997, 219). Depuis, pour reprendre l'expression de Kim Richard Nossal, le ministre des Affaires étrangères doit partager son territoire avec le premier ministre; un premier ministre qui demeure bien plus puissant politiquement que le sont les ministres des Affaires étrangères (Nossal 1997, 220). Si le premier ministre laisse parfois le ministre des Affaires étrangères gérer certains dossiers, le premier ministre s'assure tout de même que les actions de son ministre sont étroitement en accord avec ses propres intentions. C'est ainsi que sous le gouvernement Mulroney, le premier ministre fut principalement impliqué dans les relations avec les É-U, la question de l'apartheid et ses relations avec ses homologues du G7, alors que Joe Clark et Barbara McDougall²⁷ furent impliqués dans des questions davantage périphériques (Nossal 1997, 222; Rieckpf 1987, 22; Michaud 2006; 2011). Jean Chrétien de son côté fut impliqué directement dans les missions économiques de *Team Canada* et les sommets internationaux, laissant ces ministres des affaires étrangères quelques initiatives multilatérales, telles que le traité sur les mines antipersonnel (Nossal 1997, 223; Jockel et Sokolsy 2001; Hilmer et Chapick 2001; Axworthy 2002; Michaud 2006; 2011).

Lorsqu'ils sont nommés, en plus de la lourde tâche d'administrer la bureaucratie du MAECI, ces ministres reçoivent généralement un mandat précis sur la forme d'une lettre de mandat qui contraint ces ministres à œuvrer dans des paramètres déterminés par le premier ministre et le BCP, alors que toute déviation de ces mandats doit être développée en collaboration avec le premier ministre et le BCP (Zussman, 2013; entrevues Cabinet Harper; Cabinet Chrétien; entrevues SMAECI Harper; Burney)²⁸. C'est ainsi que plusieurs décisions majeures du Canada sur la scène internationale dans les trente dernières années furent vraisemblablement prises par le premier ministre et sa garde rapprochée, comme ce fut le cas des décisions sur la participation du

²⁷ Les deux secrétaires aux Affaires étrangères de Brian Mulroney entre 1984 et 1993.

²⁸ Selon certains intervenants, le ministre des Affaires étrangères est à bien des égards le porte-parole du premier ministre sur les questions internationales (entrevues Cabinet Chrétien; Cabinet Harper).

Canada à la première guerre du Golfe persique, le refus de la participation à la deuxième guerre contre l'Irak et la prolongation de la mission en Afghanistan (Chrétien 2008; Moens 2008; Goldenberg 2009, 286-308; Mulrone 2011; Massie 2013, 281-287; Rochette 2013).

De même, les comités et sous-comités du Cabinet sur les affaires étrangères ont également une influence moindre sur la politique étrangère au Canada. Bien que la nature secrète des délibérations de ces comités rend difficile de juger de l'influence de ces instances, il semble que les premiers ministres utilisent ceux-ci pour informer les ministres, et non les consulter, afin d'assurer l'application adéquate des politiques (Nossal 1997, 230-231; Savoie 2008, 238-239; Savoie 2010, 200-2002; entrevues Cabinet Harper). En fait, Donald Savoie indique que le Cabinet n'a une influence que sur quelques questions périphériques que lui laisse le premier ministre :

It seems that only minor policy issues and decision are submitted to the formal requirements of the Cabinet and Cabinet committee system. [Cabinet members] are thus often left on the outside looking in, as the most important issues are resolved in the prime minister's court. [...] It is no exaggeration to write that Canadian prime ministers, particularly in recent years, have all but given up on Cabinet as an effective decision-making body. (Savoie 2008, 239; Savoie 2010, 200)

De même, de par la nature du système parlementaire canadien et du fait que le contrôle de la politique étrangère demeure au sein de l'exécutif, l'implication des parlementaires est relativement faible, malgré les comités parlementaires dédiés aux affaires étrangères (Nossal, Roussel, Paquin 2015, 291-316). Les partis d'opposition jouent un rôle davantage tourné vers l'influence de l'opinion publique, bien plus qu'une influence dans la prise de décision elle-même. À titre d'exemple, même lorsque le gouvernement Harper fut minoritaire, l'impact du parlement en politique étrangère fut très modeste, selon les résultats rapportés par Chapnick et Kukucha dans leur ouvrage collectif *The Harper Era in Canadian Foreign Policy* (2016). La nature du système électoral canadien et la présence de deux partis qui alternent le pouvoir créent l'apparition de partis de « coalition » (*Brokorage Parties*) offrant peu de pouvoir au parti politique eux-mêmes dans la formulation de la politique étrangère canadienne (Bow et Black 2008, 17, 20-22)²⁹.

Ainsi, le gouvernement canadien a connu un mouvement d'une démocratie parlementaire vers une démocratie « primeministérielle » (Ellis and MacIvor 2009) qui octroie au premier ministre un rôle déterminant dans la prise de décision en politique étrangère (Gecelovsky 2006). Cette centralisation vient accroître l'influence du premier ministre en politique étrangère

²⁹ Seul le Parti unioniste en 1917 a interrompu l'alternance entre Libéraux et les Conservateurs depuis 1867.

(Stairs 2001). Selon le modèle théorique proposé, la représentation idéationnelle du premier ministre sur un enjeu de politique étrangère sera donc significative dans la mesure où ce dernier est impliqué dans la formulation de cette politique. Quelques études ont d'ailleurs démontré cette centralité dans la formulation de la politique étrangère du Canada du premier ministre (Berry et McChesny 1988; Michaud 2006; 2011; Barrat 2006; Kirton 2007; Noble 2008)³⁰. Par exemple, Berry et McChesny affirment que la « vision du monde du premier ministre peut être déterminante » dans le choix des efforts du gouvernement du Canada en ce qui concerne les droits de la personne sur la scène internationale (Berry et McChesny 1988; Labrecque 2015). Nelson Michaud (2006; 2011) explique comment le premier ministre, soutenu par le CPM et le BCP, prend largement les devants sur les questions de politique étrangère (*policy lead*). Puis, John Noble décrit comment l'appareil bureaucratique du Conseil privé, du MAECI et le personnel politique du Bureau du Premier ministre servent principalement l'agenda du premier ministre en matière de politique étrangère, alors que ce dernier garde une main mise importante sur les actions de son gouvernement sur la scène internationale (Noble 2008).

L'importance du premier ministre vient également accroître grandement l'influence de l'entourage du premier ministre. Non seulement est-ce que le premier ministre ne considérera que les opinions des ministres auxquelles il fait confiance (Savoie 2008, 233-243; 2010, 200-202), mais en plus des membres de son entourage partisans, ses organisateurs politiques, les membres du CPM, ces supporteurs du monde des affaires et ces autres individus provenant de différents groupes de la société pourront l'influencer davantage que les processus formels du gouvernement (Savoie 2008, 238-239; 2010, 239-241). Dans la mesure où la fonction publique, le Cabinet et le parlement sont en perte de pouvoir décisionnel, alors que le premier ministre augmente le sien et s'entoure d'individus non élus et non issus de la fonction publique, l'importance des liens de confiance et de loyauté avec le premier ministre, des individus qui forment son entourage informel s'accroît. En ce sens, les liens du premier ministre avec d'autres membres de l'élite politique, économique, sociale et intellectuelle du Canada deviennent cruciaux. Le premier ministre se retrouve au sommet de la pyramide du pouvoir exécutif et législatif, mais non pas entouré principalement d'individus qui s'y retrouvent en raison de leur statut d'élus ou de haut-fonctionnaire, mais plutôt en raison de leur statut d'élite de la société.

³⁰ Cette tendance semble aussi se reproduire dans les systèmes parlementaires européens (Lehn 2015).

1.7 – Les hommes derrière le leader : La théorie des élites

Comme expliqué précédemment, le concept de FPE réfère plus particulièrement à des membres d'un groupe relativement formel au sommet de l'appareil gouvernemental qui sont responsables de la formulation de la politique étrangère. Le modèle se base en autres sur des individus qui sont directement impliqués dans la prise de décisions en politique étrangère américaine, comme ce fut le cas à la Maison-Blanche lors de la crise des missiles cubains (Allison et Zelikow 1999). Ce modèle présuppose que le FPE est facilement identifiable en raison des postes relativement formels occupés par ces membres. Or, le cadre théorique de ce projet postule plutôt que mis à part le leader du gouvernement, les autres intervenants, peu importe leur position formelle, possèdent un pouvoir d'influence auprès du leader que dans la mesure où ils ont « l'écoute » de celui-ci. Par exemple, lors de la crise des missiles cubains, le frère du président Kennedy, qui pourtant de par sa position comme procureur général des É-U n'est pas normalement impliqué dans la formulation de politique étrangère, eut une influence plus grande que certains représentants des forces armées américaines (Allison et Zelikow 1999).

La théorie des élites indique que ce sont les liens interpersonnels entre des individus contrôlant certaines institutions clés dans une société qui confère de l'influence et du pouvoir à ces élites; nul doute que la capacité de rejoindre le premier ministre du Canada personnellement et directement permettra une influence accrue à ces individus. Comme l'explique Donald Savoie, la personnification du pouvoir chez les élites des sociétés fait en sorte que les relations interpersonnelles entre les leaders des institutions, aussi bien politiques qu'économiques sont maintenant la clé pour comprendre la distribution du pouvoir et des influences dans la société moderne (Savoie 2010, 213-230). En fait, la théorie des élites permet d'entrevoir que certains individus au sommet de certains groupes de la société sont en position stratégique afin d'influencer significativement les changements sociaux et politiques (Pareto 1935; Higley 2010, 163; Pakulski 2008). Selon une perspective similaire à celle développée par Schumpeter, où le peuple est gouverné dans les démocraties par une élite politique et économique (Schumpeter 1974), la théorie des élites examine l'identité des individus ayant réussi à accumuler un certain pouvoir au sein d'institutions et de groupes, mais surtout les connexions interpersonnelles de ces individus qui leur permettent de mobiliser leur pouvoir et d'élargir grandement la portée de leur influence. Pour avoir accès à ce niveau d'influence et être considérés des élites, ces individus doivent posséder un certain pouvoir économique, social ou politique,

mais leur pouvoir d'influence provient principalement de leur intégration au sein d'un réseau de connexions interpersonnelles nationales et mondiales, ce qui leur confère la possibilité d'un ascendant sur les leaders politiques³¹. Ces élites sont au « sommet de la pyramide du pouvoir politique, social et économique » (Putnam 1976, 14). John Higley définit en ces termes ces élites :

Elites are persons with the organized capacity to make real political trouble without being promptly repressed. They consist not only of prestigious and “established” leaders — top politicians, important businessmen, high-level civil servants, senior military officers — but also, in varying degrees in different societies, relatively transitory and less individually known leaders of mass organizations such as trade unions, important voluntary associations, and politically consequential mass movements. (Higley 2010, 163)

Ces élites se partagent le contrôle des institutions les plus importantes et sont capables de mobiliser leurs réseaux pour moduler les activités de ces institutions, l'action politique et même pour certains l'opinion publique grâce à leur influence au sein de conglomerats médiatiques (Domhoff et Dye 1987; Domhoff 2006). Selon une perspective inspirée du marxisme, ces élites ne partagent pas nécessairement les mêmes objectifs particuliers, mais ils partagent les intérêts dominants du capitalisme, œuvrant dans une même « conscience de classe » leur accordant une action de groupe cohérente (Useem 1982). Des études ont démontré que quelques milliers de personnes composent les élites de pays tels que l'Angleterre, les É-U, la France, l'Australie et l'Allemagne et au plus quelques centaines dans les pays plus petits comme le Danemark et la Norvège (Parry 1969; Dye 2002; Dogan 2003a;b; Higley et al. 1979; Hoffman-Lange 1992; Christiansen et al. 2001; Gulbrandsen et al. 2002). Ces personnes proviennent de domaines d'activités variées, tels que le commerce, des groupes de pression, des élus, des bureaucrates, des chefs religieux et ainsi de suite (Mills 1956; Robbins 2002; Paseta 1999). Thomas R. Dye considère que les élites de la société américaine provenant des secteurs du commerce, de la finance, des médias, des organisations politiques (les lobbys, les organisations partisans), du secteur judiciaire, de l'éducation et des institutions législatives, regroupant ainsi environ quatre mille personnes qu'il considère comme étant les élites possédant le pouvoir de la société américaine (Dye 2015, 9-11). Ces élites peuvent parfois avoir accès à des postes dans les hautes sphères gouvernementales, telles que chef de cabinet, conseiller sénior, responsable des transitions gouvernementales et parfois être élues

³¹ Plusieurs ouvrages traitent de la théorie des élites de cette manière, en voici une sélection : (Pareto 1935; Parry 1969; Lukes 1974; Putnam 1976; Higley et al. 1979; Useem 1982; Isaac 1987; Domhoff et Dye 1987; Hoppe 2001; Dye 2002; 2015; Dogan 2003a;b; Domhoff 2006; Pakulski 2008; Savoie 2008; 2010; Higley 2010).

au gouvernement. Le pouvoir de nomination conféré au chef de gouvernement fait en sorte qu'ils nomment fréquemment des personnes issues de l'élite à des postes publique ou parapublique significatifs (Savoie 2008; 2010).

Toutefois, ce qui compte davantage que leur provenance ou leur position officielle est le pouvoir d'influence que ces individus commandent grâce à leurs ressources économiques, politiques, organisationnelles et médiatiques qui leur sont accessibles à travers les réseaux de connexions interpersonnelles qu'ils ont développés (Besley and Reynal-Querol 2011; Galasso and Nannicini 2011; Hafner-Burton et coll. 2013, 369). Dans un récent ouvrage, Dicko (2012) démontre comment Power Corporation du Canada peut mobiliser des ressources dans le monde des affaires et le monde politique canadien et international grâce aux réseaux interpersonnels des membres de son conseil d'administration. Ces contacts conduisent à une domination politique par un cercle restreint de personnes faisant partie de cette élite et qui sont en mesure d'influencer les institutions sociales, économiques et politiques (Mills 1956). Ainsi, le contrôle de ressources par ces élites leur permet d'influencer le pouvoir politique de manière bien plus extensive et durable que des personnes ne faisant pas partie de l'élite (Lukes 1974; Isaac 1987; Hoppe 2001). Ce phénomène est accentué par la centralisation des bureaucraties modernes et le sentiment généralisé de leur incapacité à se renouveler en tant qu'institution efficace (Savoie 2010, 2018-220; Domhoff 2006). Comme l'explique Donald Savoie, la désuétude des organisations publiques jumelée à la concentration de l'influence sociale, politique et économique au sein d'une élite composée d'un nombre restreint de personnes accentue la personnification du pouvoir :

Personalism became the answer because political leaders gave up on a fundamental reform of political institutions and the machinery of government. [...] The public service becoming just one voice among many in the policy advisory process has enabled personalism to take root. [...] Personalism holds considerable appeal for the powerful because it promises change, getting things done, and overcoming a lethargic bureaucratic machine. What matters is what works. (Savoie 2010, 219, 221 et 223)

Cette perte de pouvoir des institutions gouvernementale permet aux élites faisant partie des réseaux de connexions interpersonnelles des chefs d'État de gagner une influence directe sur la prise de décision (Savoie 2008, 147-171; 2010, 193-212; Simpson 2001). Comme l'explique Thomas R. Dye, le fait que quelques milliers de personnes contrôlent le pouvoir dans un pays comme les É-U n'est pas le résultat d'un complot contre le peuple, mais la conséquence du besoin de l'ordre dans la société dans laquelle quelques-uns doivent faire les choix pour le groupe, « *the few must govern the many* » (Dye 2015, 2-5). Selon la théorie des élites, toute société qui n'est

pas anarchique sera oligarchique; il ne peut pas exister de grandes institutions sans que le pouvoir soit concentré dans les mains des quelques-uns au sommet de celles-ci (Dye 2015, 2-5).

Ce ne sont pas nécessairement les positions formelles des individus qui leur confèrent du pouvoir, mais la capacité à mobiliser leur réseau social pour influencer et parfois participer activement à la prise de décision (Dye 2015, 6). Le pouvoir politique se situe donc au-delà des institutions et plutôt au sein des personnes qui influencent directement les décideurs politiques. Comme l'explique Donald Savoie, ceci fait du pouvoir d'influence une denrée instable, dynamique et informelle fortement liée aux connexions entre individus et leur capacité à mobiliser de ressources humaines, organisationnelles et économiques pour atteindre des objectifs définis :

Power today is more fluid and transient than before. Personalism can never house power with the same degree of stability as institutions, organizations and formal process, and power in the hands of an individual can be fleeting. [...] The powerful know who they are and, whenever the need arises, will engage in power swaps. They will connect directly or through hired hands to share information and pursue their agenda. [...] Those wishing to locate power now need to look beyond organization and formal process. They need to look to networks, lobbyists, key personalities in the private sector and government, key actors in the global economy and the media. In short, they need to look to personalism for answers. (Savoie 2010, 227-228)

Le cadre théorique du présent projet postule qu'à la place d'un groupe de décision exécutif en politique étrangère canadienne, il existe plutôt un réseau informel d'individus qui grâce à leur position au sommet de la pyramide sociale, de certaines institutions économiques ou politiques de la société peuvent développer des liens personnels avec le premier ministre et influencer indirectement ou directement la prise de décision en politique étrangère.

1.7.1 – Le rapport entre la représentation idéationnelle du premier ministre et les élites

Le chef d'État étant lui-même un membre de l'élite, sa perception de la réalité est affectée par ses liens avec ces élites. Les personnes faisant partie de la bureaucratie, de l'appareil d'État, ne gagnent de l'influence que s'ils sont des membres de cette même élite ayant réussi à forger un certain lien interpersonnel avec le leader. Ce n'est pas leur position formelle au sein de la fonction publique ou de l'appareil législatif qui compte, mais bien leur inclusion dans la communauté d'élites ayant accès au premier ministre, dans le réseau interpersonnel du leader. Ainsi, l'appareil bureaucratique ne devient qu'une voix parmi d'autres transmettant de l'information au leader, celui-ci étant enclin à écouter principalement les membres de son réseau (Savoie 2008, 147-171).

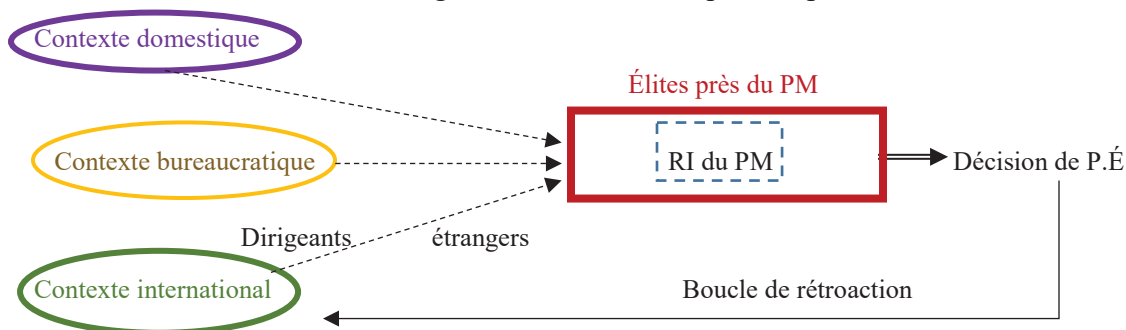
De plus, une position particulière est occupée dans le réseau du leader par les autres chefs du gouvernement étrangers. En effet, de par leur position de chef d'État, les dirigeants des pays développent fréquemment des relations interpersonnelles particulières puisqu'il partage le poids politique de leur pays, position qu'ils occupent seuls au sein de leur nation (Hermann 1998). Combiné à l'importance de la diplomatie des sommets sur la scène diplomatique (Milissen 2003; Dunn 2016), cela confère aux dirigeants des autres pays une place particulière dans la transmission d'informations ou la boucle de rétroaction de la politique étrangère envers le premier ministre. Cette importance des liens entre leaders a été soulignée par la grande majorité des acteurs rencontrés pour cette thèse, mais ne semble pas être considérée à sa juste valeur dans la littérature sur l'analyse de politique étrangère (Dyson et Briggs 2017).

La représentation idéationnelle du premier ministre n'est pas désincarnée de la réalité. Les idées d'un individu sont affectées par des facteurs contextuels, selon un rapport constitutif. Pour reprendre une distinction élaborée par Alexander Wendt, les représentations idéationnelles sont constituées, et non causées, par les facteurs structurels, domestiques et institutionnels (Wendt 1997, 83-88). La distinction est importante. Les représentations idéationnelles sont constituées par les interactions intersubjectives des acteurs politiques en rapport, entre autres, avec leur compréhension de la structure internationale. Ainsi, ce n'est pas qu'un arrangement « X » du système international cause une représentation idéationnelle « Y », mais plutôt qu'un arrangement « X » contribue potentiellement à la constitution d'une représentation idéationnelle « Y ». Il n'est donc pas possible de prévoir efficacement la valeur de Y simplement en connaissant la valeur de X, comme cela est le cas dans une relation causale directe ou probabiliste. Le rapport constitutif ici indique simplement qu'il existe un lien, mais indirect et indéterminé. Les représentations idéationnelles sont donc influencées par les intérêts, les idéologies et la vision des relations internationales de la communauté d'élite particulière dans laquelle s'insère le premier ministre à travers les individus de son entourage. Ces élites influencent la représentation idéationnelle du premier ministre qui elle-même dicte sa perception des enjeux, des intérêts et des solutions de politique étrangère. Les idées du premier ministre sur l'intérêt de son État, sa conception des enjeux de politique étrangère et ses idées sur les moyens pour faire face à ces enjeux sont considérées dans ce modèle théorique comme étant constitué par un processus de socialisation du premier ministre auprès des élites de son entourage. Une fois constituée, c'est cette représentation idéationnelle qui devient la cause première de la politique étrangère.

1.8 – Les hypothèses du cadre théorique

Le modèle théorique proposé ici postule que la représentation idéationnelle du premier ministre sera principalement influencée par un groupe restreint de personnes faisant partie de l'élite du pays et ayant des liens directs avec le premier ministre canadien. Certains de ces individus seront des élus, des ministres et des membres de la fonction publique, d'autres seront des conseillers au CPM, mais certains seront des membres influents dans la société canadienne sans rôle formel au sein du gouvernement, tels que des dirigeants de grandes entreprises, des représentants de groupes religieux, etc.

Figure 8 : Cadre théorique complet



Ces personnes auront davantage d'influence que les processus formels, que ce soit ceux de la fonction publique ou du Cabinet, sur la représentation idéationnelle du premier ministre. En fait, le premier ministre aura comme source primaire de conseils et d'informations concernant le contexte domestique et international son réseau interpersonnel de personnes faisant partie de la communauté d'élites à laquelle il appartient. Le modèle théorique complet prévoit que la politique étrangère du Canada envers la Chine sera formulée principalement selon la volonté du premier ministre du Canada en fonction de sa représentation idéationnelle de la relation sino-canadienne, elle-même modulée par ses liens avec certaines élites et les dirigeants chinois. Selon ce modèle, les changements de politique envers la Chine devraient être causés par un changement dans cette représentation idéationnelle et non directement par des modifications de l'environnement international, domestique ou bureaucratique. Cette conceptualisation permet de formuler deux hypothèses principales et une hypothèse secondaire.

Hypothèse 1 : Une modification de la représentation idéationnelle du premier ministre est nécessaire et suffisante pour créer un changement significatif de la politique étrangère du Canada.

Cette hypothèse suggère que l'alignement entre la politique étrangère du Canada et la représentation idéationnelle du premier ministre et une condition *sine qua non* en politique étrangère du Canada. À l'inverse, l'absence d'une modification de la représentation idéationnelle du premier ministre ou sa non-implication sont suffisantes pour expliquer le statu quo. Dans ce modèle, le premier ministre du Canada est celui qui prend la décision de politique étrangère et celle-ci est faite selon ces convictions, selon ses objectifs, sa compréhension du problème et les moyens généraux qu'il croie pertinents pour arriver à ses fins. La différence entre la politique étrangère en elle-même et la représentation idéationnelle en est donc une de nuance et de mise en œuvre. Il va de soi que le premier ministre ne va pas rédiger la structure, les objectifs précis, les stratégies, les rapports et les analyses de la politique étrangère. De même, il ne pourra pas prendre part à toutes les décisions et actions quotidiennes qu'impliquent une relation bilatérale. Toutefois, les décisions qui modifient l'orientation d'une politique étrangère bilatérale seront prises par le premier ministre en fonction de sa représentation idéationnelle de la relation bilatérale. La représentation idéationnelle est une idée relativement simple qui résume la position du premier ministre sur une politique étrangère précise. Celle-ci guidera les décisions plus précises mettant en pratique sa pensée et l'action de son gouvernement par rapport à cette politique étrangère. Selon ce modèle, toute décision qui ne se conforme pas à l'orientation des décisions précédentes devrait être causée par une modification de la représentation idéationnelle du premier ministre. De même, tout autre facteur, tel qu'une crise internationale, ne peut amener un changement que dans la mesure où le premier ministre modifie sa représentation idéationnelle.

Hypothèse 2 : La représentation idéationnelle du premier ministre ne subira de modification que sous l'influence des élites de l'entourage du premier ministre ou des dirigeants d'autres pays ayant tissé des liens avec celui-ci.

Cette hypothèse présente un argument constitutif concernant la représentation idéationnelle du premier ministre selon laquelle sa réflexion sur les intérêts, les enjeux et les moyens de politique étrangère est grandement modulé par les élites et les dirigeants étrangers avec lesquels il a des contacts personnels et directs. Ainsi, un changement de premier ministre n'amène pas nécessairement une modification significative de la représentation idéationnelle déterminant l'orientation d'une politique étrangère bilatérale puisque si les deux premiers ministres

appartiennent à la même communauté d'élites, l'influence de ces élites sera similaire et la politique étrangère ne subira pas de modifications majeures. La représentation idéationnelle sera significativement affectée seulement si les personnes appartenant à une communauté d'élites différentes amènent à influencer un changement de vision du premier ministre.

Hypothèse secondaire : L'implication directe du premier ministre est nécessaire pour qu'il y ait une modification significative de politique étrangère, sans quoi seulement des ajustements incrémentaux seront possibles ou le maintien du statu quo.

Conséquence de la centralité du premier ministre dans la formulation de la politique étrangère, seule une implication du premier ministre peut créer une modification significative d'une politique étrangère. En effet, le premier ministre est considéré comme le décideur principal en politique étrangère canadienne et assume la responsabilité des décisions significatives qui dictent l'orientation des politiques étrangères du gouvernement. Les autres acteurs, tels que le ministre des Affaires étrangères et le personnel du MAECI n'ont pas l'autorité politique pour amener des changements significatifs de politique étrangère selon ce modèle. Conséquence de la centralisation du pouvoir politique au centre du gouvernement canadien, ceci signifie également qu'en l'absence d'une implication directe du premier ministre, le statu quo ou seulement des ajustements incrémentaux seront possibles.

Conclusion

Selon le modèle proposé, seule une nouvelle représentation idéationnelle de la part du premier ministre suite à des informations obtenues directement auprès de certaines élites causera un changement significatif d'une politique étrangère. Par exemple, la chute de l'URSS, un conflit au sujet d'un ressortissant, le déclenchement d'un conflit armé entre d'autres États, un incident domestique chez une grande puissance, une crise politique domestique, un changement drastique d'opinion publique, la présence d'un gouvernement majoritaire ou minoritaire, sont des exemples d'évènements pouvant modifier le contexte domestique ou international. Ces évènements en soi ne devraient pas être suffisants pour causer une modification immédiate, alors qu'une attention particulière à la chronologie de la prise de décision via une reconstitution de processus détaillée devrait révéler que le premier ministre doit modifier sa représentation idéationnelle via ses liens avec certaines élites avant de prendre une décision amenant une modification significative d'une politique étrangère bilatérale.

Par exemple, la chute de l'URSS semble suffisante pour expliquer un rapprochement entre le Canada et la Russie. Mais en fait, le modèle postule que le premier ministre du Canada devrait être convaincu que la fin de l'empire soviétique l'oblige à revoir sa pensée face à la Russie et que celle-ci sera fortement influencée par les informations qu'il obtiendra par son groupe d'influence. Il est intéressant de noter que certains auteurs ont identifié les contacts directs entre Ronald Reagan avec Mikhaïl Gorbatchev comme explication de la grande modification de la position américaine face à l'URSS au milieu des années 1980 (Oberdorfer 1998; Fischer 2000; Fitzgerald 2001, 314-460; Matlock 2005; Edwards 2010), alors qu'une majorité de ses conseillers avaient une vision de la relation envers l'URSS qui les amenait à tort à sous-évaluer la menace perçue par les dirigeants soviétiques que posait les actions américaines envers l'URSS (Hoffman 2009, 167-358). Ici, des liens avec de nouvelles élites pour Reagan, dont un dirigeant étranger, Gorbatchev lui-même, ont été un élément déclencheur de modification de la représentation idéationnelle de Reagan sur l'URSS et vice-versa, ayant ultimement contribué à mettre un terme à la guerre froide avant même la chute de l'URSS (Hoffman 2009, 327-401). En ce sens, l'identité des personnes influençant les leaders, dans le cas qui sera étudié le premier ministre du Canada, et donc l'arrivée de nouvelles élites près du premier ministre ou de nouveaux liens de confiance avec des dirigeants étrangers ont le potentiel d'avoir un impact important sur la politique étrangère du Canada envers la Chine.

Les prochains chapitres présenteront l'analyse de l'évolution de la politique du Canada envers la Chine en détaillant d'abord la reconstitution de processus réalisée pour chacune des périodes étudiées, pour ensuite offrir une analyse ancrée dans le cadre théorique développé dans ce chapitre. Ces chapitres détermineront si les représentations idéationnelles des premiers ministres eurent un impact déterminant sur la politique du Canada envers la Chine et si ces représentations idéationnelles furent le résultat des liens des premiers ministres avec certaines élites.

Chapitre 2 – Les relations sino-canadiennes sous le gouvernement Mulroney de 1984 à 1989 : Du statu quo à la stratégie de 1987 envers la Chine

L'élection du Parti progressiste-conservateur (*PC*) dirigée par Brian Mulroney mit fin définitivement à l'époque Trudeau. La vague conservatrice qui défila sur le pays annonçait une série de changements politiques importants. La stratégie globale de la politique étrangère canadienne devait se transformer sous la gouverne de Brian Mulroney : Le Canada allait se rapprocher de son allié naturel, les É-U, et allait mettre plus d'accent sur les questions des droits de la personne dans ses relations avec les pays non occidentaux (Parti progressiste-conservateur du Canada 1984a, 91-96; 1984b, 14, 44; Canada, Department of External Affairs 1985). Plusieurs changements furent en effet apportés à la position internationale du Canada durant le règne des progressistes-conservateurs, alors que la signature du traité de libre-échange avec les É-U fut l'une des réalisations majeures de ce gouvernement (Nossal 2003). Les pressions insistantes du Canada et la fermeté de Brian Mulroney face à Margaret Thatcher pour l'abolition du régime d'Apartheid en Afrique du Sud furent l'exemple le plus probant de la nouvelle position canadienne sur les enjeux des droits de la personne (Black 2000). Le positionnement international du Canada fut donc affecté significativement par ce changement de l'environnement domestique provoqué par la prise de pouvoir du gouvernement conservateur.

Toutefois, une analyse de la politique du Canada envers la Chine de 1984 à 1989 démontre que la position du gouvernement progressiste-conservateur envers la Chine subit une première modification significative qu'après la visite de Brian Mulroney en Chine en 1986. En effet, la politique étrangère du Canada envers la Chine suite à l'élection du PC fut essentiellement l'extension de la politique d'engagement constructif développé sous le règne des gouvernements libéraux dirigés par P.E. Trudeau et resta inchangée lors des deux premières années du gouvernement conservateur (Evans 2014, 32-33). Ce chapitre démontra comment l'absence d'une implication du premier ministre dans la prise de décision créa une situation de statu quo de la politique canadienne envers la Chine, tel que prévu par l'hypothèse secondaire du cadre théorique développé au chapitre 1. Afin d'entrevoir ce statu quo, il est toutefois nécessaire de débiter ce chapitre par court survol historique des relations sino-canadiennes de 1949 à 1984. Il sera démontré que ce ne fut qu'après une prise de conscience du premier ministre de l'importance de la relation avec la Chine que le gouvernement Mulroney décida de développer sa propre politique

envers ce pays. Brian Mulroney forma sa représentation idéationnelle envers la Chine à travers ses contacts directs avec les dirigeants chinois et les élites canadiennes favorables à la promotion des relations commerciales avec la Chine. La visite de Brian Mulroney en Chine en 1986 fut l'élément déclencheur qui poussa le gouvernement à mettre un terme au statu quo.

2.1 – Survol historique des relations sino-canadiennes de 1949 à 1984

Bien que la période qui sera étudiée dans cette thèse concerne les relations sino-canadiennes de 1984 à 2015 pour les raisons évoquées précédemment, un survol historique des relations sino-canadiennes de 1949 à 1984 est utile afin de placer les analyses des chapitres suivants dans un contexte historique. En effet, les bases historiques de cette relation demeurent saillantes jusqu'à aujourd'hui et auront une certaine influence sur les décisions des gouvernements progressiste-conservateur, libéral et conservateur. Dans cette première section de ce chapitre, qui se veut une description historique et non analyse en profondeur, les événements saillants des 35 premières années des relations entre la République populaire de Chine (RPC) et le Canada seront brièvement exposés. Ceci est particulièrement pertinent afin de comprendre l'objectif initiale poursuivie par le gouvernement du Canada en 1970 lors de la reconnaissance officielle de la RPC. De plus, ce chapitre permettra de comprendre l'origine de certains aspects de la relation, tels que la création du programme de l'ACDI en Chine, la création du Conseil d'affaires Canada-Chine (ci-après le CCBC) et l'importance historique des liens entre le Canada et la Chine de manière plus générale.

2.1.1 – Les relations sino-canadiennes de 1949 à 1968

Le 1er octobre 1949, Mao Zedong proclama sur la place Tiananmen de Beijing la fondation de la République Populaire de Chine. Dès lors, une question se pose au Canada : doit-on reconnaître la RPC, un régime communiste allié au Soviétique, au détriment du parti nationaliste chinois maintenant réfugié sur l'île de Taiwan ? Le 16 novembre 1949, le Cabinet du premier ministre St-Laurent envisagea avec ses diplomates de négocier les termes d'une reconnaissance de la RPC (Beecroft 1985, 43). En fait, autant Lester B. Pearson, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qu'une majorité des diplomates canadiens en Asie considéraient que reconnaître le gouvernement de Mao au détriment du gouvernement nationaliste en exile de Jiang Jieshi³² était

³² 蔣介石 (Jiang Jieshi en *pinyin* mandarin officielle, d'autres orthographes, Tchang Kai-Chek, Chiang Kai-chek et Chang Kai-chek sont aussi utilisés) fut président du gouvernement central de la République de Chine de 1928 à 1948 et du gouvernement en à Taiwan de 1948 à 1975.

la position raisonnable (Beecroft 1985, 45-53). La reconnaissance de la RPC n'était pas considérée par le gouvernement libéral comme une légitimation morale du régime communiste chinois, mais simplement comme la reconnaissance d'un état de fait; le contrôle politique de la Chine par ce régime. Le gouvernement canadien considérait ainsi que l'ouverture de relations diplomatiques avec la RPC était nécessaire pour assurer des voies de communication stable et réduire les risques de conflits qui viennent avec l'isolement (Beecroft 1985, 45-53).

Malgré cette position initiale, les efforts du Canada en vue d'entreprendre une reconnaissance de la RPC furent interrompus lorsqu'éclata la guerre de Corée en 1950. La RPC fut condamnée à l'ONU comme étant un agresseur (ONU 1951) et les É-U décidèrent alors de protéger militairement le gouvernement nationaliste réfugié à Taiwan. Impliquant indirectement la Chine dans un conflit armé avec les É-U et par extension le Canada, le gouvernement libéral considérait alors que le Canada ne pouvait entreprendre dans ce contexte des démarches envers la Chine afin d'éviter de froisser son allié américain (Beecroft 1985, 53-55).

De 1957 à 1963, le gouvernement conservateur de John Diefenbaker, près des positions américaines, décida de ne pas poursuivre l'option de l'ouverture des relations diplomatiques avec la Chine, malgré les recommandations produites par le ministère des Affaires extérieures (ci-après MAE) et le Secrétaire d'État de l'époque Sydney Smith (Evans 1985, 65-67). Ce choix était justifié notamment par le refus de Washington de reconnaître le gouvernement communiste à Beijing et son opposition à tout débat concernant l'accession de la RPC à l'ONU. John Diefenbaker, motivé par ses positions idéologiques et par les bases conservatrices religieuses de son parti, avait une vision sur la relation avec la Chine assez simple : l'intérêt du Canada face à la question chinoise est de suivre étroitement la position de son allié américain. L'objectif à poursuivre était donc de ne pas donner de la légitimité politique à ce régime communiste. Ceci fut d'ailleurs clairement énoncé lors d'un premier discours de Diefenbaker à ce sujet à titre de premier ministre.

L'attitude du gouvernement actuel du Canada n'a pas changé à cet égard et tant que le gouvernement communiste de Chine, n'aura pas expié ses infractions, aux termes du droit international, rien ne justifiera, selon nous, que nous lui accordions la reconnaissance. En vertu du droit international, la reconnaissance a toujours été considérée dans le passé comme un acte juridique, mais, d'après les renseignements que nous avons aujourd'hui, la reconnaissance serait considérée par divers pays d'Asie qui ont résisté au communisme comme un acte dépassant la reconnaissance juridique; de fait, elle serait considérée comme une reconnaissance du communisme en tant que tel et enlèverait à ceux qui résistent encore au communisme un motif puissant qui les

a incités jusqu'ici à résister vigoureusement à l'extension du communisme à travers une partie de l'Asie (Canada, Chambre des Communes 1957, 689).

Dans les cas du gouvernement Pearson, malgré une volonté de rompre l'isolement de la RPC, les conflits successifs entre Beijing et Washington ont freiné de véritables négociations avec la RPC. En fait, ce fut davantage par principe de prudence, voire de peur de représailles américaines, que s'explique la retenue des gouvernements St-Laurent et Pearson de ne pas reconnaître unilatéralement la RPC (St-Amour 1985, 121-123).

Est-ce que le Canada fut limité dans sa politique étrangère envers la Chine de 1949-1968 en raison simplement de son alliance et de sa dépendance aux É-U ? Le gouvernement Pearson était certainement préoccupé par l'accroissement de son influence auprès des É-U afin de favoriser une détente de la politique américaine et augmenter la légitimité morale et politique de l'alliance occidentale et capitaliste (St-Amour 1985, 123). Les documents historiques et les récits de ces acteurs de l'époque démontrent que le Canada n'a jamais cherché à connaître très précisément quelles seraient ces conséquences (St-Amour 1985). D'ailleurs, la position américaine officielle de support au gouvernement de Jiang Jieshi et d'isolement de la Chine se poursuivra alors même que le Canada entama et conclut la reconnaissance de la Chine quelques années plus tard, sans que le Canada ait à subir des représailles américaines. Bien qu'une reconnaissance par le Canada aurait été considérée comme une « défaite diplomatique », il est fort probable que peu de conséquences négatives s'en seraient suivies pour le Canada (Gwyn 1985, 103-106). La crainte de voir cette décision du Canada se traduire par des sanctions quelconques contre le Canada ou de causer un vote en faveur de l'accession de la RPC à l'ONU suivie d'un retrait des É-U de cette institution était essentiellement infondé (Gwyn 1985, 103-106). Essentiellement, la position de prudence canadienne était imposée par la vision des premiers ministres St-Laurent et Pearson qui craignait aussi des représailles américaines, plutôt que par de véritables pressions ou menaces américaines ou les recommandations des professionnels du MAE (Gwyn 1985, 103-106). Le Canada n'était pas nécessairement dépendant des É-U dans sa politique envers la Chine, mais son désir d'influencer son voisin et sa crainte de voir son allié prendre des mesures concrètes contre une décision de reconnaissance de la RPC a teinté la politique de prudence et de statu quo envers la Chine. La situation interne en Chine à l'époque était également particulièrement instable en cette période qui fut marquée par la révolution culturelle, ce qui compliquait davantage la capacité du Canada à faire bande à part face aux É-U.

Il est important de noter que le secrétaire d'État sous Pearson, Paul Martin (père), a défendu et articulé à plusieurs reprises l'option selon laquelle le Canada devait en faire plus pour permettre l'accession de la Chine à l'ONU, y compris envisager une reconnaissance unilatérale, allant même jusqu'à prendre certaine initiative concrète en ce sens, tel l'envoi d'un conseiller spécial auprès d'une délégation américaine et chinoise³³. Mais tout comme son prédécesseur Sydney Smith, sa position ne fut pas mise en œuvre par le premier ministre de l'époque (St-Amour 1985). Ainsi, le rôle central du premier ministre se faisait déjà sentir dans la formulation de la politique canadienne envers la Chine par le poids des idées du premier ministre et de son entourage immédiat. La principale réalisation du Canada dans ses relations avec la Chine à cette époque se résume essentiellement à la vente de blé du Canada à la Chine, sous les efforts de Alvin Hamilton, alors ministre de l'Agriculture, lors de crise alimentaire successive causée par la politique maoïste (Donaghy 2009). Cette décision prise par le gouvernement conservateur de Diefenbaker, pourtant farouchement anticommuniste, donna tout de même bonne impression du Canada aux dirigeants chinois. Ce geste résonnera longtemps chez les Chinois dans leur vision du Canada, au côté du mythe du docteur franco-ontarien Normand Bethune selon l'avis même de plusieurs diplomates et ministres canadiens (entrevues Clark; Emerson; Day; Bild; Drake; Balloch; Caron; Allan et Gordon 2009). De 1946 à 1968, le Canada opta donc pour le statu quo.

2.1.2 – La reconnaissance de la RPC de 1968-1970 : L'impact de Pierre Elliot Trudeau

Avant même son accession comme chef du Parti libéral, P.E. Trudeau avait déjà affirmé sa position sur la question chinoise. Suite à une visite en Chine, lui et son compagnon de voyage, Jacques Hébert, publièrent un livre dans lequel le futur Premier ministre affirmait qu'il était « de l'intérêt de la communauté internationale de sortir la Chine de son isolement » (Hébert et Trudeau 1961, 150-151). Une fois élu, il mit sa pensée à exécution, donnant un mandat clair au MAE de négocier la reconnaissance de la RPC. Lors de la campagne électorale du printemps 1965, Trudeau avait affirmé son intention de formuler une politique étrangère canadienne indépendante de celle de son voisin américain et avait annoncé son intention d'ouvrir les négociations avec la Chine dans la foulée de cet objectif (Sharp 1969; 1972). La victoire électorale des libéraux confirmait le soutien populaire à une indépendance d'Ottawa face aux

³³ Paul Martin organisa une mission pour ouvrir un dialogue entre la RPC et les É-U. Chester Alvin Ronning, diplomate canadien, fut envoyé à Hanoï entre autres, mais sans grand succès (English 1985 et Evans et Taras 1985).

politiques américaines. En mai 1968, lors d'une conférence de presse conjointe avec le secrétaire des Affaires extérieures, P.E. Trudeau énonça ce qui allait devenir l'objectif principal de la politique canadienne envers la Chine.

La Chine doit devenir un membre à part entière de la communauté internationale puisque plusieurs des enjeux mondiaux présents et futurs ne pourront être résolus complètement et de manière définitive sans une accommodation avec la nation chinoise. La situation actuelle où un gouvernement qui représente un quart de la population mondiale est diplomatiquement isolé, même de pays avec qui il entretient des relations économiques, est évidemment insatisfaisante. Ainsi, le gouvernement du Canada serait en faveur de n'importe quelles mesures, incluant la reconnaissance de la RPC selon des modalités acceptables, qui puissent permettre d'intensifier les contacts entre nos deux pays et ainsi permettre de normaliser nos relations et contribuer à la stabilité de l'ordre international (Canada, Department of External Affairs 1968).

Face à la Chine, P.E. Trudeau voyait l'intérêt du Canada comme étant de réduire le risque de conflits et favoriser une plus grande stabilité en Asie. La problématique chinoise était particulièrement probante, car ce pays était à la fois isolé de la plus grande partie du bloc capitaliste, en raison de son absence à l'ONU entre autres, mais aussi de plus en plus isolé de son allié idéologique, l'URSS (Lüthi 2010). Le Canada devait favoriser un rapprochement avec la Chine en profitant de l'éloignement de Pékin et Moscou. À cela s'ajoutait l'objectif plus large établi par Trudeau de distinguer la politique étrangère canadienne en général de celle de Washington afin de mieux défendre et promouvoir les intérêts du Canada (Frolic 1985, 189-90; Kinsman 2002; Troy et MacDonald 2011, 31-32). Or, si officiellement du moins Washington souhaitait isoler la Chine pour des motifs stratégiques et militaires, l'intérêt du Canada tel que défini sous le gouvernement Trudeau était justement le contraire.

En avril 1969, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de l'époque, Mitchell Sharp, expliqua la décision du gouvernement Trudeau d'ouvrir les négociations en vue de la reconnaissance en ces termes :

In recent months, the Canadian Government has undertaken a complete review of Canadian policy towards China. [...] The Canadian Government's plans stem from the public statement made on May 29, 1968, by our Prime Minister, Mr. Trudeau, to the effect that, if his Government was reelected, it was his intention to open discussions leading to recognition of the government in Peking. [...] The decision was taken to have our Embassy in Stockholm approach the Chinese Embassy in that city with a proposal that we enter into substantive discussions. [...] Briefly, the reason is not unlike that offered by a distinguished mountaineer when asked why he continued to attempt the conquest of Mount Everest: "Because it is there!" The effective Government of China is, and has been for almost 20 years, the Government in Peking. [...] But if China is important to Canada, one only has to open a newspaper almost

any day to appreciate that China has come to occupy an important, perhaps even critical, position in today's world. If a stable basis for peace in the world can be found, it is clear that China must participate in the finding. If Asian problems are to be solved, China must take part in their solution. Given these facts, and the growing importance of China both to Canada and to the world, the question is not really "Why should Canada recognize Peking?" but "Why should Canada not seek diplomatic relations with the world's most populous nation?" In our view, the normal, logical and reasonable thing would be to have diplomatic relations with a country of such importance. (Sharp 1969)

Comme l'explique Mitchell Sharp, la volonté du premier ministre était à la source de la décision du Canada de reconnaître la Chine. Le premier ministre considérait que la Chine était suffisamment importante pour être incontournable dans la résolution d'une majorité de contentieux internationaux. L'ouvrage relatant la visite en Chine de P.E. Trudeau avant sa vie politique, *Deux innocents en Chine rouge*, témoigne d'une affection, voire d'une fascination, pour ce pays dont les valeurs officielles étaient pourtant si éloignées de ses valeurs démocratiques et républicaines (Hébert et Trudeau 1961). La décision de reconnaître la Chine avait été prise par P.E. Trudeau lui-même, alors que le rôle du secrétaire des affaires extérieures de l'époque, Mitchell Sharp, avait été de gérer la reconnaissance et de faire le lien entre les négociateurs canadiens et le premier ministre (Wright 2004, 606). Les négociations entre les deux pays se sont déroulées 1968 à 1970 (Frolic 1985). Le gouvernement Trudeau était conscient qu'il devrait éventuellement sacrifier ses relations officielles avec Taipei pour obtenir un accord :

Clearly, the nature of our relations with Taiwan must change if we enter into diplomatic relations with Peking, for one cannot maintain diplomatic relations with two regimes both claiming to speak for the same country. What exactly those subsequent relations might be I cannot say, for this does not depend on the decision of the Canadian Government only. As for the status of Taiwan, it would be presumptuous for the Canadian Government to pronounce upon it one way or the other. The status of Taiwan is essentially something for the Chinese to work out, for both Peking and Taipei now regard Taiwan as a province of China. (Sharp 1969)

Les négociations aboutirent donc le 13 octobre 1970 avec la publication d'une déclaration commune. À propos de Taiwan, celle-ci utilisait une formule qui plaçait le Canada dans une position relativement neutre :

Le gouvernement chinois réaffirme que Taiwan fait partie inaliénable du territoire de la République populaire de Chine. Le gouvernement du Canada prend note de cette position du gouvernement de la République Populaire de Chine (Hervouet 1981, 79).

En reconnaissant la RPC comme le gouvernement légitime de la Chine, le gouvernement canadien avait choisi d'accepter l'idée de la Chine unique. Cela obligea Taiwan à mettre fin à toute activité

diplomatique en sol canadien, bien que sa légitimité sur l'île de Formose ne fût pas officiellement remise en question par le Canada. Sans surestimer l'importance de la décision canadienne, le Canada participa significativement à l'ouverture diplomatique de la Chine, étant l'initiateur d'un mouvement de reconnaissance de la RPC dans les années 1970. En effet, cette position innovatrice a été par la suite adoptée en principe par l'Assemblée générale de l'ONU et servie de modèle à plusieurs pays qui entreprirent des négociations subséquentes pour reconnaître la RPC³⁴.

2.1.3 – Le début des relations du Canada avec la RPC de 1970 à 1984

En 1973, P.E. Trudeau visita la Chine à titre de premier ministre du Canada avec pour but de sceller les bases de cette nouvelle ère des relations sino-canadiennes. Des accords dans les domaines diplomatique, culturel, commercial, académique, sportif ainsi que dans ceux de la science et de la technologie et de l'immigration furent signés entre les deux pays. L'octroi réciproque du statut de la nation la plus favorisée fut également signé, ainsi que quelques accords de nature commerciale (Wylie 1973, 137-58). L'accord le plus significatif fut certainement celui concernant les rapports diplomatiques et consulaires, permettant aux deux pays d'établir ambassades et consulats sur leur territoire (Hervouet 1981, 75-105). Le Canada s'offrait également comme une terre d'immigration pour la population chinoise, en ouvrant notamment ses universités aux jeunes Chinois. Il s'agissait de la première visite d'un premier ministre canadien en sol chinois. Plusieurs observateurs jugeaient alors que le Canada et la Chine entretenaient une relation spéciale (Evans 1985). En élaborant une série d'accords portant sur l'immigration, la diplomatie et le commerce, le Canada exprimait haut et fort son intention d'entretenir des relations complètes avec la RPC conformément à sa nouvelle politique étrangère.

L'objectif de cette politique, soit d'entretenir des relations multiples et continues avec la RPC afin de la « socialiser » à la communauté internationale, avait donc été concrétisé. Cette position qui perdura de 1968 à 1984, soit sous l'ensemble du règne de Trudeau et les quelques mois au pouvoir de Joe Clark et John Turner, influença profondément autant la classe politique canadienne que les officiels du MAE. Comme le mentionna Fred Bild, plus tard ambassadeur du Canada en Chine, « cette idée fit époque » (entrevue Bild). En effet, un large consensus s'établit rapidement au sein du gouvernement canadien, même si la Chine était toujours dominée par

³⁴ Italie, Autriche, Allemagne de l'Ouest, Belgique, Mexique, Brésil, Argentine, Japon, Australie, Espagne, Portugal et les É-U ont renversé lors position suite à la reconnaissance canadienne de la RPC (Lefrançois 2016).

l'idéologie maoïste, selon lequel la politique étrangère du Canada envers la Chine devait être constructive et conciliante (Evans et Tars 1985; Frolic 1985). Le problème de la Chine était celui d'une nation sous le joug d'un gouvernement totalitaire certes, mais qui devait faire face aux défis d'une population énorme et d'un retard agricole et industriel tout aussi imposant.

Suivant la mort de Mao Zedong en 1976, le gouvernement chinois tenta de relancer son économie et d'ouvrir progressivement ses frontières aux investissements étrangers. Ainsi, le gouvernement canadien organisa des visites et pourparlers à ce sujet. Le ministre des affaires étrangères chinois, Huang Hua, visita d'abord le Canada en 1977, puis le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères du Canada, Don Jamieson, visita la Chine l'année suivante. En 1978 et 1979, les ministres du Commerce extérieur des deux pays firent de même. Ces pourparlers aboutirent à la création d'un comité mixte visant à étudier les échanges commerciaux entre les deux pays et promouvoir les échanges scientifiques et technologiques³⁵. Le Canada consentit à la Chine une marge de crédit de 2 milliards de dollars pour encourager les exportations canadiennes en Chine (Wilson 2001). De plus, le *Canada-China Trade Council* fut créé par Power Corporation grâce au support du MAE et suite à une demande du premier ministre Trudeau, institution qui changea de nom quelques années plus tard pour le *Canada-China Business Council* (Conseil d'affaires Canada-Chine, ou CCBC).

En 1978, P.E. Trudeau avait demandé à Paul Desmarais, président de Power Corporation, d'aller en Chine pour y tisser des contacts économiques lors d'une visite du ministre Don Jamieson en Chine (Samet 2011)³⁶.

Edward Johnson, ex-vice-président de Power Corporation explique que rien n'avait en effet été tenté pour développer les affaires depuis l'ouverture des relations diplomatiques entre le Canada et la Chine au début des années 1970. Paul Desmarais s'est mis alors à aller régulièrement en Chine. (Samet 2011)

Le CCBC était un pionnier dans l'ouverture des relations commerciales des entreprises canadiennes en Chine et l'influence de cette organisation, de Power Corporation et de la famille Desmarais se fera sentir dans les relations avec la Chine dans les décennies suivantes.

Les quelques mois aux pouvoirs de Joe Clark n'ont pas amené de modifications significatives aux relations sino-canadiennes, alors que la politique du Canada envers la Chine

³⁵ Selon des documents du MAECI consulté directement sur place à la bibliothèque du bâtiment Lester B. Pearson.

³⁶ Selon Peter C. Newman, Paul Desmarais s'est occupé activement de la candidature de P.E. Trudeau à la tête du Parti libéral du Canada à la fin des années 1960. Dans son livre *The Canadian Establishment*, Newman décrit l'organisation de cette campagne lors de réunions, chaque vendredi soir, dans les bureaux de Power Corporation à Montréal (Newman 2014, 80).

continua à suivre les grandes lignes développées par le gouvernement Trudeau (entrevues Clark; Drake, Balloch). Au retour de P.E. Trudeau, les programmes de coopération dans les domaines de la science et de la technologie ont continué à croître, ainsi que ceux dans les domaines de la culture et du sport, permettant une dizaine d'échanges par années et de visites par années (Wilson 2001). En 1979, un accord fut conclu permettant des échanges et l'inscription de chercheurs chinois dans les institutions postsecondaires canadiens, en plus de permettre l'inscription d'étudiants chinois à des universités canadiennes. Le développement le plus saillant du début des années 80 fut l'instauration du programme d'aide au développement de l'ACDI en Chine sous la décision du Cabinet en 1981³⁷. Cette décision fut le fruit de discussion entamée sous l'égide du CCBC et de pourparlers entre les ministères des Affaires étrangères des deux pays (Wilson 2001). Puis, P.E. Trudeau visita la Chine en 1983, tentant d'obtenir en vain le support de la RPC pour une initiative de désarmement nucléaire (CBC News 1983). Finalement en janvier 1984, le premier ministre chinois Zhao Zhiyang devint le premier haut dirigeant chinois à s'adresser au parlement canadien (Kaufman 1984). Ainsi, de 1970 à 1984, la politique du Canada envers la Chine en demeura une de recherche d'engagement constructif et de balbutinement des échanges commerciaux. Certainement, la fin de l'époque maoïste est venue accélérer la quantité et la fréquence des échanges entre les deux pays. Toutefois, le premier ministre canadien s'était rendu seulement deux fois en Chine et les représentants chinois s'étant présentés au Canada n'étaient pas les plus puissants du Politburo chinois, mis à part Zhao Zhiyang en 1984. Le premier ministre Trudeau, et les premiers ministres Clark et Turner n'avaient pas fait de la Chine une priorité du Canada sur la scène internationale. Après les efforts du P.E. Trudeau en 1970 pour la reconnaissance de la Chine, il semble que ce dernier considérait qu'il avait largement atteint son objectif et se retira largement de la gestion de cette relation, si ce ne fut que lors de l'épisode des Jeux olympiques de Montréal en 1976, assurant une progression incrémentale des relations entre les deux pays.

La première phase de ces relations ne peut être perçue comme ayant été de nature commerciale. La situation économique de la Chine était loin de garantir un accroissement du commerce avec le Canada. Faisant face à des famines successives, la Chine, bien plus que le

³⁷ Record of Cabinet Decision: Report of the Committee on Foreign Aid and Defence Policy — Meeting of June 29, 1981, Ratified by the Priorities and Planning Committee — Meeting of July 7, 1981 — China and Canadian Aid Policy, July 16, 1981.

Canada, pouvait tirer profit de cette reconnaissance. Sans nuire à ses relations commerciales, cette décision n'eut qu'un impact mineur sur celles-ci à l'époque. Alors que les gouvernements précédents s'étaient essentiellement rangés à la position américaine en raison principalement de la crainte de voir les relations avec les É-U souffrir si le Canada avait choisi de reconnaître le gouvernement de la RPC en Chine, ce fut l'arrivée au pouvoir de P.E. Trudeau qui créa l'élément déclencheur pour permettre au Canada d'ouvrir des relations diplomatiques officielles avec le gouvernement chinois. Par la suite, les relations entre le Canada et la Chine furent relativement modestes et suivirent essentiellement la politique développée sous P.E. Trudeau en 1970. Alors que la Chine entama très progressivement l'abandon des politiques maoïste à la fin des années 1970 et au début des années 1980, le gouvernement du Canada entama aussi l'inclusion d'objectif économique dans sa politique envers la Chine. Il est à noter que la création du CCBC en 1978 et par extension l'introduction de la communauté d'affaires canadiennes à la Chine fut réalisée en partie grâce à la collaboration en P.E. Trudeau et l'une des élites canadiennes proche de P.E. Trudeau, Paul Desmarais (entrevues Bild, Caron, Kutulakos; Wilson 2001; Newman 2014). Par la suite, l'implication des premiers ministres Trudeau, Clark et Turner fut minimale et la relation continua à se développer de manière incrémentale. Cette section a donc permis d'introduire brièvement les relations sino-canadiennes de 1949 à 1984, soulignant l'importance de l'initiative du gouvernement Trudeau pour permettre au Canada de reconnaître la Chine et d'entamer des relations officielles avec le gouvernement de la RPC dirigé par le PCC.

Contrairement à cette section qui ne fit qu'esquisser certains des événements saillants des 35 premières années de politique étrangère du Canada envers la Chine, les prochaines sections de ce chapitre et les six chapitres suivants présenteront en détail l'évolution de la politique étrangère du Canada envers la Chine lors des 30 années suivantes grâce à de nombreuses sources documentaires primaires, des entrevues avec les acteurs impliqués, des sources journalistiques, médiatiques et des sources académiques publiées à ce sujet au cours des 30 dernières années.

2.2 – Les relations sino-canadiennes de 1984 à 1989 : Du statu quo à une priorité

En 1984, le Canada exportait pour 1,2 milliard de dollars de produits en Chine et en importait pour seulement 403 millions, loin derrière les É-U et l'ensemble de l'Europe de l'Ouest et même derrière le Japon (Canada, Prime Minister's Office 1986, 40-45). Le Canada était alors la cinquième source d'importations de produits et service pour la Chine, mais avec seulement 4 %

du volume total de leur importation, dont près du quart sous la forme de vente de blé (Canada, Prime Minister's Office 1986, 40-45). D'un point de vue géopolitique, si la reconnaissance et l'ouverture des relations diplomatiques avec la RPC avaient été réalisées par le Canada malgré les réticences américaines près de 15 ans plus tôt, les É-U avaient maintenant des relations relativement positives avec la RPC (Sinha 2003, 74). La politique mise en place par Trudeau, voir le pari que le reste de la communauté internationale suivrait les traces du Canada avait largement été atteint. Le Parti conservateur avait hérité d'une politique envers la Chine qui favorisait l'engagement constructif sur le plan politique et l'exploration timide de liens économiques.

2.2.1 – L'arrivée du gouvernement Mulroney et le statu quo de 1984 à 1986

Les initiatives déjà en cours au moment de l'élection de 1984 se poursuivirent sans dérangement suite à l'arrivée du gouvernement conservateur (Evans 2014, 32-33; entrevue Clark). Par exemple, le programme d'aide au développement à la Chine de l'ACDI se mit en œuvre comme prévu en 1985 (Canada, Agence canadienne de développement international 1985; entrevues SMAE Mulroney; Clark)³⁸. Du point de vue économique, les informations fournies par le MAE au nouveau secrétaire des Affaires extérieures Joe Clark indiquaient que les programmes mis en place répondaient aux besoins des deux pays (entrevue avec Clark; SMAE Mulroney). La majorité des programmes gouvernementaux avec la Chine au début des années 1980 était orientée par le besoin de la Chine de découvrir, ou redécouvrir des savoirs perdus lors de l'isolation du pays sous l'emprise de Mao (Canada, Agence canadienne de développement international 1985; Wilson 2001). De plus, le programme de réunification familiale instauré en 1973 avait permis l'immigration d'environ 25 000 Chinois au Canada (Canada, Prime Minister's Office 1986, 40).

Le gouvernement Mulroney ne modifia significativement aucun de ces programmes entre 1984 et 1986. Les initiatives du Canada envers la Chine, notamment la ligne de crédit qui avait été attribuée à la RPC pour encourager l'importation de produits canadiens et les accords en matière de vente de blé à la RPC, le programme de réunification des familles, les programmes d'échanges en matière de sciences et technologie, de médecine, de culture et de sport ainsi que le

³⁸ Évidemment, les détails de ce programme avaient été largement établis par l'appareil de l'ACDI sous l'approbation du gouvernement précédent. Toutefois, puisque les objectifs de ce programme n'étaient pas liés à des efforts de lutte contre la pauvreté, mais plutôt à une assistance pour aider la Chine à atteindre ses objectifs de réformes et de réajustement dans le domaine de l'agriculture, de la gestion et du secteur de l'énergie, le programme avait quand même été développé sous « haute surveillance » de la part du secrétaire des Affaires étrangères sous les libéraux (Canada, Agence canadienne de développement international 1985).

programme de l'ACDI ne furent pas affectés par le changement de gouvernement (Canada, Agence canadienne de développement international 1985; Canada, Prime Minister's Office 1986, 40; Wilson 2001). Comme le mentionne l'un des membres du MAE de l'époque, « c'était *business as usual* » au niveau des relations entre les deux pays (entrevue SMAE Mulroney).

Dès la transition entre les gouvernements Turner et Mulroney, autant le premier ministre que le secrétaire des Affaires étrangères Joe Clark ont été informés officiellement à ce sujet (entrevue Clark). Le premier ministre et le secrétaire des Affaires étrangères ont tous deux rapidement conclu que les initiatives en cours étaient satisfaisantes (entrevues Clark; Mulroney). Brian Mulroney affirme qu'il était en accord avec la politique développée par P.E. Trudeau envers la Chine et qu'il ne considérait pas que celle-ci devrait être une priorité dans la révision plus globale du positionnement international que son gouvernement voulait entreprendre (entrevue Mulroney). Toujours en continuité avec la politique instaurée sous Trudeau, la tradition de visite officielle entre ministres des deux pays se poursuit en 1985. Le premier ministre chinois, Zhao Ziyang, avait visité le Canada en janvier 1984, accueilli par John Turner lors de son court mandat à titre de premier ministre du Canada. En juillet 1985, Li Xiannian, le président de la RPC, fut cette fois accueilli par Brian Mulroney. Il s'agissait de la première visite d'un président de la RPC au Canada, alors que ce dernier affirma que la Chine considérait le Canada comme un partenaire digne de confiance (Evans 2014, 33). À la suite de cette visite, un accord avec le gouvernement chinois fut aussi conclu en vue d'organiser une visite du premier ministre canadien en Chine (United Press International 1985).

2.2.2 – La visite de Brian Mulroney en Chine de 1986

La dernière visite d'un premier ministre canadien en Chine avait été faite par P.E. Trudeau en 1983, ce dernier ayant visité la Chine deux fois en dix ans. Toutefois, le contexte entre sa première et sa seconde visite avait drastiquement changé. Alors que la première visite fut la consécration de l'ouverture des relations diplomatiques avec la Chine maoïste, la seconde fut faite dans le contexte de pourparlers entre les puissances nucléaires pour des accords de désarmements (CBC News 1983). À la suite de cette seconde visite, des membres du MAE ont créé un groupe de travail informel sur la Chine donc l'objectif était de tenter de créer une stratégie globale envers la Chine (Frolic 2011, 52-53; entrevue SMAE Mulroney).

Toutefois, ces initiatives du MAE restèrent largement lettre morte avant 1986, alors que la première visite de Joe Clark en Asie ne fut pas organisée avec un passage en Chine. Puis, ce n'est que lors de la visite de Li Xiannian au Canada en 1985 que le Canada s'engagea à une visite du premier ministre canadien en Chine en 1986. Toutefois, cette visite n'était pas prévue comme le point saillant d'un voyage de Mulroney en Asie, alors qu'elle était organisée comme le second arrêt d'un voyage en Asie dans le cadre du sommet du G7 à Tokyo en mai 1986. Cette visite en Chine du 9 au 12 mai 1986 n'était pas perçue comme le moment important du passage de Mulroney en Asie et aucune discussion significative au sujet de la visite du premier ministre n'avait été soulevée lors des rencontres du Cabinet (entrevues SCPM Mulroney; Burney; Mulroney; Clark). Essentiellement, le Japon et la Corée étaient perçus comme les pays ayant une importance en Asie et la modeste économie chinoise n'en faisait pas encore une priorité pour le gouvernement Mulroney (entrevues SCPM Mulroney; Burney; Mulroney; Clark).

La visite était donc simplement l'occasion de réaffirmer les liens développés entre les deux pays par l'annonce de quelques mesures additionnelles³⁹. Ces mesures avaient déjà été préparées et émanaient du travail de coulisse de l'ACDI et de MAE et n'étaient que des extensions de politiques déjà existantes (entrevues Clark, SMAE Harper; Canada, Department of External Affairs 1986a). Les représentants du Canada se firent rappeler à de nombreuses reprises que la Chine vouait un respect certain au Canada, pays qui était en partie responsable de sa reconnaissance à l'ONU et pays d'origine de Norman Bethune qui continuaient à faire partie de la mythologie communiste de l'époque (entrevues Drake; Clark; Bild). Le gouvernement Chinois considérait la visite de Brian Mulroney comme importante, puisqu'il s'agissait d'un chef d'État d'un des pays du G7 (entrevues Drake; Clark; Mulroney; Burney). C'est dans ce contexte que Brian Mulroney put s'entretenir avec les dirigeants du régime communiste chinois de l'époque, Li Xiannian, Zhao Ziyang, Hu Yaobang, et Deng Xiaoping. Ces discussions révélèrent à Brian Mulroney la détermination des dirigeants chinois de permettre à leur population de sortir de la pauvreté et de faire de la Chine une puissance économique mondiale. Derrière le caractère protocolaire de plusieurs des rencontres avec ces dirigeants, les discussions étaient candides et

³⁹ Celles-ci étant : 1) Le prolongement de l'accord de réunification des familles; 2) le développement des services consulaires canadiens en Chine; 2) l'extension d'une ligne de crédit de 350 millions de dollars pour 5 ans pour financer l'achat de biens canadiens par la Chine (s'ajoutant à une ligne de crédit de 2 milliards déjà accordé par Exportation et Développement Canada - EDC); 3) le doublement des fonds du programme bilatéral de l'ACDI avec la Chine, soit un investissement de 200 millions de dollars (Canada, Department of External Affairs 1986).

franches (entrevues Mulroney; SMAE Mulroney; Mulroney; Burney). Brian Mulroney s'est montré en accord avec la vision de réformes progressives expliquées par les dirigeants chinois (entrevues Mulroney SMAE Mulroney; SCPM Mulroney).

Au niveau des questions de droits de la personne, aucune initiative formelle n'avait été prévue à l'époque dans les objectifs de la visite. Le *briefing book* remis par le MAE au premier ministre indiquait à ce sujet qu'il était préférable d'aborder la question de manière respectueuse et constructive en privé lors de rencontre avec les dirigeants chinois et d'éviter une attitude dénonciatrice (Evans 2014, 34). Lorsque la question des droits de la personne en Chine avait été soulevée une première fois l'année précédente dans le contexte de la visite de Li Xiannian, la même approche avait été décidée. En fait, cette position avait été décidée dans les mois suivants l'accession au pouvoir du Parti progressiste-conservateur alors que le BCP (Bureau du Conseil privé) avait indiqué au MAE que la politique du Canada envers la Chine ne devait pas changer suite au changement de gouvernement (entrevues SMAE Mulroney; SCPM Mulroney; DAN Mulroney; Clark). Le contexte d'ouverture de la Chine dans les années 1980 rendait cette position relativement confortable, alors que de l'aveu même d'un haut fonctionnaire du MAE à l'époque, un optimiste certain, voire une certaine naïveté, s'était installé dans l'appareil gouvernemental à propos de la Chine (entrevues DAN Mulroney; Bild).

Alors que le gouvernement avait les yeux rivés sur le Japon et la Corée du Sud, la visite de Brian Mulroney en Chine initia un intérêt renouvelé envers la Chine, son séjour à Beijing devenant même le fait saillant de son voyage en Asie au printemps 1986 (entrevues SCPM Mulroney; SMAE Mulroney). Ses discussions avec Deng Xiaoping tout particulièrement semblent avoir influencé significativement la position de Brian Mulroney envers la Chine, puisque celles-ci lui ont permis d'entendre de vive voix l'orientation des dirigeants chinois dans leurs réformes et de discuter avec eux du rôle que pouvait y jouer le Canada (entrevue Mulroney). En fait, cette visite a été l'occasion pour Brian Mulroney de mesurer l'importance stratégique d'entretenir de bonnes relations avec les dirigeants chinois dans le but d'influencer le développement de la Chine vers des orientations davantage près des valeurs canadiennes (entrevues SCPM Mulroney; SMAE Mulroney; Clark; Mulroney). De plus, Brian Mulroney considérait que cette visite était une opportunité pour le Canada de tirer avantage de l'opinion favorable des dirigeants chinois envers le Canada pour tenter de permettre aux entreprises canadiennes de percer le marché chinois (entrevue Mulroney).

2.2.3 – La stratégie Canada-Chine de 1987

À la suite de cette visite, le Cabinet du Premier ministre (CPM) demanda à l'automne 1986 au MAE de lancer un travail de révision de sa politique envers la Chine (Frolic 2011, 51-52). L'objectif premier de cette révision était de réunir tous les éléments de la relation bilatérale sous une stratégie cohérente et centralisée. Le second objectif était de permettre au gouvernement Mulroney de laisser son empreinte sur la relation sino-canadienne (Frolic 2011), alors que Brian Mulroney considérait suite à sa visite que cette relation était prioritaire pour le Canada (entrevue Mulroney). Cette politique devait permettre d'accroître le positionnement des entreprises canadiennes en la Chine (Frolic 2011). Ce travail de création d'une stratégie globale pour engager la Chine se basa d'abord sur les idées du groupe de travail sur la Chine créé deux ans plutôt. Toutefois, ce n'est qu'à la suite de la décision officielle du CPM de s'impliquer dans ce travail de réflexion que le groupe commença à avoir une véritable influence. Dès ce moment, le groupe de travail entra en discussion direct avec l'ambassade à Beijing et les différents départements et ministères impliqués dans les relations avec la Chine (Frolic 2011, 52-54). Le CPM demanda au MAE de préparer un mémoire au Cabinet qui fut également réalisé en collaboration avec le sous-comité ministériel sur les affaires étrangères et la défense (Canada, Cabinet of Canada 1987).

En avril 1987, le document intitulé *Memorandum to the Cabinet of Canada : Canadian Strategy for China* (Canada, Cabinet of Canada 1987) fut approuvé par le Cabinet. Cette stratégie énonce une série de mesure visant à structurer davantage les relations avec la Chine. Le document prévoyait que toutes les visites ministérielles devaient s'aligner avec des priorités établies sous l'approbation explicite du BCP. L'une de ses priorités serait d'engager activement un dialogue avec la Chine au sujet de la sécurité en Asie Pacifique. Une seconde était d'encourager la multiplication des échanges académiques, culturels, sportifs et professionnels pour maximiser le nombre de Canadiens présents en Chine et vice-versa. Puis, la stratégie prévoyait une concertation continue entre le monde des affaires canadien, la diaspora chinoise et le MAE pour assurer un consensus dans la conduite de relations avec la Chine et maximiser l'atteinte des besoins de la communauté d'affaires canadiennes. À ce titre, la stratégie recommandait d'assurer que toutes les actions prises en Chine par le Canada soient prises de manière à assurer que le gouvernement canadien puisse supporter activement les entreprises canadiennes désirant œuvrer en Chine. En plus, la stratégie prévoyait d'étendre les activités de l'ACDI en Chine afin de bâtir de la capacité commerciale qui serait aussi profitable aux entreprises canadiennes (Canada, Cabinet of

Canada 1987; Frolic 2011). Il s'agissait à l'époque d'une initiative unique en son genre, alors que même les relations avec les É-U n'avaient pas bénéficié d'une telle réflexion stratégique bilatérale, malgré les négociations sur l'accord de libre-échange (Frolic 2011, 62). De manière presque prophétique, le document indiquait que la stratégie visait à déterminer :

How to capitalize on Canada's fascination with China to seize opportunities created by its modernization drive and to position ourselves for the year 2000, when China should have the world's third largest GDP after the United States and Japan (Canada, Cabinet of Canada 1987).

Afin d'assurer le succès des entreprises canadiennes voulant œuvrer en Chine, le document soulignant l'importance de créer une stratégie axée sur la promotion du commerce. À cette fin, le document prévoyait que la relation avec la Chine soit gérée de manière consultative et coopérative avec la communauté d'affaires canadiennes (Canada, Cabinet of Canada 1987; Frolic 2011). Ce document représentait un ambitieux projet pour mettre la relation sino-canadienne à l'avant-plan de la stratégie commerciale canadienne (Frolic 2011). L'accent sur l'augmentation des échanges commerciaux avec la Chine et le développement d'une stratégie de coopération entre les activités politiques et commerciales du gouvernement faisait grandement contraste avec le peu de place accordée aux enjeux des droits de la personne, un seul passage y faisait référence⁴⁰ (Frolic 2011).

Cette nouvelle stratégie et cet engouement du gouvernement progressiste-conservateur ne tarderont pas à produire des résultats. Quelques mois après la visite de Brian Mulroney en Chine, Power Corporation obtient en septembre 1986 un premier accord avec le gouvernement chinois permettant un investissement conjoint avec une firme d'État chinoise, la *China International Trust and Investment Corporation* (CITIC), suite à huit longues années d'attentes (Bergeron 2013; Greber 1987, 266). Paul Desmarais, à la tête de Power Corporation, considérait cette participation avec CITIC comme étant majeure :

CITIC, c'est énorme, c'est beaucoup d'argent. Sans compter que cela donne une position d'influence. Dans le conglomérat CITIC, il y a un peu de tout, de l'électricité, des routes, de l'immobilier, des lignes aériennes, des fabricants d'acier et une mine de fer. (cité dans Bonazza 2008)

Puis SNC-Lavalin obtient le contrat pour la première étude de faisabilité en vue du barrage des trois gorges dans la province du Sichuan sur le Changjiang, l'un des trois principaux fleuves

⁴⁰ Voici cet extrait : Several NGOs are increasingly active in pursuing human rights and other questions in China. Continued consultation are under way with them to ascertain the appropriate means to conduct a useful dialogue on such sensitive issues with the Chinese government (Canada, Cabinet of Canada 1987).

chinois (Gibbens 1987). La nouvelle orientation du gouvernement envers la Chine créa une explosion des visites ministérielles canadienne en Chine dans les mois qui ont suivi la visite de 1986 (Balloch 2013, 262-264). Alors que seulement quelques visites ministérielles entre 1980 et 1986 avaient été organisées en Chine, plus d'une trentaine de visites ministérielles furent organisées entre 1987 et 1989. Le Conseil privé exigea à tous les ministères d'obtenir l'approbation du secrétaire des Affaires extérieures avant de se rendre en Chine, si bien que Joe Clark refusa certaines demandes de visite à certains de ses collègues pour éviter un engorgement administratif à l'Ambassade de Beijing (Balloch 2013, 263-264).

La politique du Canada envers la Chine demeura modeste et stable initialement suite à l'élection du gouvernement progressiste-conservateur en septembre 1984. la visite de Brian Mulroney en Chine en mai 1986 vint lancer un travail de révision complète de cette politique qui aboutit à la vision pangouvernementale déployée en 1987. Maintenant une priorité du gouvernement Mulroney, le nombre de visites ministérielles, les efforts pour aider les entreprises commerciales en Chine et la visibilité des relations sino-canadiennes ont grandement augmenté dès le printemps 1986 (entrevue SMAE Mulroney; Clark; DAN Mulroney; SCPM Mulroney; Canada, Cabinet of Canada 1987; Greber 1987, 266; Frolic 2011; Bergeron 2013).

2.3 – L'implication du Premier ministre : Du statu quo à une nouvelle stratégie

La politique canadienne envers la Chine lors du premier mandat du gouvernement Mulroney doit donc être comprise en deux phases distinctes. La première phase concerne la période de statu quo suivant l'élection du gouvernement progressiste-conservateur (1984-1986) et la seconde la période suivie la visite de Brian Mulroney en Chine (1986-1988). Alors que le statu quo lors de la première phase s'explique essentiellement par l'absence d'une implication politique dans la formulation de l'approche du Canada envers la Chine, le développement de la nouvelle stratégie de 1987 fut principalement dû à l'implication du premier ministre suite à sa visite en Chine de 1986. Cette visite transforma la représentation idéationnelle des relations sino-canadiennes de Brian Mulroney, motivées par ses contacts directs avec les dirigeants chinois et des élites de la communauté d'affaires canadienne favorable à la Chine.

2.3.1 – La première phase : Le statu quo face à la Chine avant mai 1986

Durant les 20 premiers mois du gouvernement Mulroney, de septembre 1984 à mai 1986, le statu quo de la politique canadienne face à la Chine faisait contraste avec le renouvellement de

la politique étrangère canadienne dans son ensemble que voulait instaurer le gouvernement Mulroney. Dès leur arrivée au pouvoir, les progressistes-conservateurs avaient mis en marche une série d'initiatives visant à transformer la politique étrangère canadienne, visant à se démarquer de l'ère Trudeau et créer un héritage « conservateur » sur la politique étrangère canadienne (Kirton 1985; Bell 1986). Le choix de Brian Mulroney pour son secrétaire des Affaires étrangères, Joe Clark, avait été largement dicté par cette volonté. Nommer un ancien premier ministre et surtout un ancien rival politique à ce poste pour piloter ces réformes, indiquait que la tâche était perçue comme significative. En fait, Joe Clark fut considéré par Brian Mulroney comme jouant un rôle significatif dans ce poste et il considérait sérieusement ses conseils et les options qu'ils apportaient en matière de politique étrangère (Kirton 1985; Newman 2006, 344-344; Mulroney 2011, 791; entrevue SCPM Mulroney). Ainsi, du point de vue de la politique étrangère, Joe Clark faisait certainement partie de « l'entourage » de Brian Mulroney et jouissait d'une influence certaine sur les décisions de politiques étrangères du gouvernement.

Joe Clark dirigea lors de son arrivée comme secrétaire des Affaires étrangères un exercice de réflexion ayant pour but la création d'une stratégie globale du Canada sur la scène internationale et qui fut complété dans les premiers mois après son entrée en fonction (entrevue Clark; Canada, Department of External Affairs 1985). Le document intitulé *Competitiveness and Security* (Canada, Department of External Affairs 1985) visait à lancer les bases d'une transformation de la politique étrangère canadienne. Alors que le gouvernement Trudeau avait eu une orientation basée sur les intérêts canadiens en cherchant à se distancer des enjeux de sécurité confrontant les camps capitalistes et communistes, ce document concluait plutôt à l'importance d'augmenter la compétitivité économique du pays, de participer davantage à l'alliance de sécurité de l'Occident auprès des É-U et à jouer un rôle plus actif dans les enjeux de pauvreté et de droits de la personne. La « nouvelle » politique étrangère canadienne se voulait donc davantage centrée sur une perspective occidentale, voire américaine (Canada, Department of External Affairs 1985).

Toutefois, la Chine n'était pas au centre de cette stratégie, n'étant mentionnée qu'à quatre endroits dans le rapport. Le Japon, moteur économique de l'époque en Asie, était plutôt la cible de la vision stratégique du gouvernement Mulroney en Asie Pacifique en 1984 (Frolic 2011, 49; entrevues Clark; SMAE Mulroney). Joe Clark fit son premier voyage à titre de secrétaire des Affaires étrangères en Asie au Japon et en Corée du Sud, mais sans visiter la Chine (entrevue Clark; Canada, Department of External Affairs 1984). Joe Clark et Brian Mulroney ont confirmé

qu'en 1984, leurs efforts en termes de politique étrangère en Asie étaient essentiellement concentrés vers un renforcement des relations économiques avec le Japon, et en deuxième lieu avec la Corée du Sud, puisque les opportunités d'affaires y étaient perçues comme beaucoup plus importantes selon les analyses du MAE (entrevue Mulroney; Clark). Évidemment, le Japon était alors au sommet de son expansion économique et possédait une économie mature, alors que la Chine ne faisait qu'entamer sa marche vers les réformes économiques.

Les relations avec la Chine entre 1984 et 1986 ne subirent aucune modification significative puisqu'elle n'était pas à l'agenda politique du gouvernement Mulroney. Les différentes initiatives déjà en cours se poursuivirent à la normale, pilotée par l'appareil gouvernemental et essentiellement par les mêmes fonctionnaires qui étaient présents sous le gouvernement précédent (Frolic 2011, 49). En fait, avant la révision de 1986-1987, la politique du gouvernement conservateur envers la Chine était essentiellement dictée par les décisions déjà prises par les gouvernements précédents et qui orientaient les actions de l'appareil diplomatique. En ce sens, la priorité envers le Japon et la position envers la Chine s'insérait sous la juridiction du MAE et suivait l'évolution incrémentale de l'appareil gouvernementale et non l'impulsion politique venant des ministres et du premier ministre. Comme l'a expliqué Joe Clark en 2009 :

In my case in 1984, when I became secretary of state for external affairs, there is no doubt that the driving force on our orientation to Asia came from the department. It didn't come from my political party because it was never an election issue, nor did it come from the business community or its various representations to any significant degree. (cité dans Woo et al. 2009, 956)

Ce statu quo dans les relations sino-canadiennes adoptées par le gouvernement Mulroney ne fut pas sans créer un certain mécontentement au sein même du Parti progressiste-conservateur, notamment en raison de l'importance de la droite religieuse en Alberta (entrevue Clark; DAN Mulroney). L'une des ministres du gouvernement Mulroney, Barbara McDougall, avait même mentionné « qu'elle ne poserait jamais les pieds [en Chine] sans qu'ils se mettent à respecter les droits de la personne » (cité dans Evans 2014, 36). Toutefois, Brian Mulroney et Joe Clark avaient déterminé que la position du Canada envers la Chine ne ferait pas l'objet d'un débat interne. Les intervenants rencontrés ont confirmé qu'une remise en question de la politique canadienne envers la Chine ne fut jamais évoquée au Cabinet et que le premier ministre avait clairement indiqué lors au caucus conservateur que la relation avec la Chine serait gérée par le MAE selon les principes déjà en place (entrevues Mulroney; Clark; Burney; SMAE Mulroney; SCPM Mulroney).

Brian Mulroney confirma cette position le 11 octobre 1985 à la Chambre des communes. Après avoir mentionné que la politique de son gouvernement serait plus exigeante sur les droits de la personne dans un contexte plus large que l’Afrique du Sud, il précisa toutefois l’intention de son gouvernement de poursuivre la politique de P.E. Trudeau envers la Chine et avec laquelle il était d’accord (Canada, Chambre des Communes 1985; Frolic 2011, 49; Evans 2014, 33). Brian Mulroney ne considérait pas alors qu’il devait s’impliquer activement dans la gestion de la relation sino-canadienne, étant satisfait de la politique déjà en vigueur (entrevues Mulroney; Clark, SCPM Mulroney; SMAE Mulroney). Ainsi, la représentation idéationnelle de Brian Mulroney sur la relation sino-canadienne était simple : *maintenir le statu quo*⁴¹.

Selon l’hypothèse secondaire du cadre théorique, puisque la Chine ne faisait pas partie de l’agenda politique du premier ministre et qu’il considérait que la position du Canada était déjà acceptable, la gestion de la relation par le MAE devait nécessairement conduire au statu quo. En l’absence d’une volonté du premier ministre de s’impliquer dans la prise de décision concernant cette politique étrangère, seules des modifications incrémentales pilotées par l’appareil gouvernemental étaient possibles. La conduite de la politique canadienne envers la Chine entre 1984 et 1986 fut essentiellement remise entre les mains du bureau de l’Asie du Nord de MAE. Le premier ministre considérait que l’état de relations sino-canadiennes était satisfaisant et que la politique du gouvernement Trudeau était acceptable pour son propre gouvernement. Il en était de même pour Joe Clark, qui lors de son bref passage au 24 Sussex avait aussi choisi de ne pas modifier la position héritée du gouvernement Trudeau (entrevues Mulroney; Clark).

Cette position initiale du gouvernement Mulroney se distingue des changements de politiques étrangères envisagées par ce gouvernement à son arrivée au pouvoir, du moins par rapport au discours officiel (Parti progressiste-conservateur du Canada 1984a;1984b; Canada 1986). Alors que le gouvernement Mulroney fut élu avec une écrasante majorité en 1984 avec les promesses de se détacher des positions du gouvernement libéral et mettre davantage d’accent sur les enjeux moraux et les droits de la personne (Parti progressiste-conservateur du

⁴¹ Questionnés à savoir si cette position reflétait bien celle de Brian Mulroney entre 1984 et 1986, les intervenants rencontrés ont tous affirmé qu’il s’agissait d’une qualification fidèle de ce qu’il avait remarqué (entrevue Burney; Drake; SCPM Mulroney; SMAE Mulroney; DAN Mulroney; Clark). Brian Mulroney affirma : « J’étais d’accord avec la reconnaissance à l’époque de Trudeau et les gestes posés par différent gouvernement canadien. En 1984 j’ai décidé de bâtir sur ce qui avait été fait par les gouvernements antérieurs, alors j’ai donc autorisé des visites de mes ministres en Chine et la préparation de ma visite en mai 1986 » (entrevue Mulroney).

Canada 1984a;1984b; Frizzell et Westell 1985), le gouvernement choisit de ne prendre aucune mesure pour changer le politique du Canada envers la Chine. Ainsi, malgré une situation de politique domestique favorable à une modification de la politique étrangère canadienne, la non-implication du premier ministre et l'absence de volonté politique créèrent le statu quo.

2.3.2 – La seconde phase : la transformation de la représentation idéationnelle du premier ministre lors de sa visite en Chine en 1986.

La visite du premier ministre en Chine en 1986 vint changer ce statu quo, car la relation sino-canadienne arriva alors à l'agenda du gouvernement Mulroney pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir. Cette visite amena le premier ministre à prendre connaissance activement des différents aspects de la politique étrangère du Canada envers la Chine ainsi que des transformations importantes en cours dans ce pays. Les contacts entre Brian Mulroney et les dirigeants chinois eurent un impact significatif sur le premier ministre. Brian Mulroney fut impressionné par l'ampleur des réformes économiques et l'expansion économique déjà débutée en Chine. Il put constater le changement de climat politique et économique entre son premier séjour à titre personnel en Chine en 1979 et sa visite officielle de 1986. Les propos suivants de Brian Mulroney rapporté le 13 mai 1986 dans le quotidien anglophone *The Globe and Mail* au lendemain de son séjour en Chine illustrent cette transformation de sa vision concernant la Chine :

I was struck by the tremendous changes in the last six or seven years, tremendous progress that we can see visibly on the streets [...] There is a greater sense of well-being, a greater consumer reality that is there, that seems to be shared by the Chinese population [...] As Chairman Deng said the other day, the Chinese are trying to be realistic. They have an enormous problem, unique in the world, in terms of inherent difficulties that arise because of the size of the population itself. The Chinese are trying to avoid disappointment by being more realistic in the assessment of the situation and I think it's a wise course. (Rusk 1986)

Au dire de Derek Burney, qui était à l'époque le représentant sénior du MAE accompagnant Brian Mulroney et présent lors de la rencontre entre Mulroney et Deng Xiaoping, cette visite en Chine eu « un profond impact sur Brian Mulroney », alors qu'il réalisa « l'ampleur des défis pour la société chinoise afin de réaliser les réformes économiques » (entrevue Burney). Selon les informations recueillies auprès de Derek Burney, Deng Xiaoping confia à Brian Mulroney que l'ouverture économique était un énorme défi pour son pays. Brian Mulroney demanda alors directement à Deng Xiaoping quel était le plus grand défi pour la Chine. Ce dernier répondit simplement, « l'envie ». Pointant les différents conseillers chinois présents, il illustra que « l'un

avait un réfrigérateur, mais un autre non, l'un une télé, et un autre non, l'un une voiture, mais pas les autres » (entrevue Burney; Burney 2005, 82). Le point était d'illustrer comment il était difficile de gérer la distribution de la richesse dans un pays où la majorité des citoyens n'ont presque rien, mais aspirent maintenant à un avenir plus prospère (entrevue Burney). Le défi pour les dirigeants chinois était de gérer les attentes de leurs citoyens sans créer une révolution sociale qui viendrait replonger le pays dans une situation instable.

Brian Mulroney était d'avis que les réformes économiques et sociales devaient se réaliser avant les réformes politiques (entrevues SCPM Mulroney; SMAE Mulroney; entrevue Mulroney). Le premier ministre exprima cette vision explicitement lors d'une rencontre ultérieure avec Mickaël Gorbachev, durant laquelle il exhorta ce dernier à accélérer les réformes économiques afin qu'elles deviennent plus importantes que les réformes politiques. Devant le vent de réforme politique de la *perestroïka*, Mulroney fit valoir qu'un peuple libre demanderait rapidement des réformes économiques que le régime soviétique ne pourrait pas livrer en temps opportun (entrevues SCPM Mulroney; SMAE Mulroney). En fait, pour Mulroney, les peuples chinois et russes étaient d'abord préoccupés par l'atteinte d'un plus grand niveau de confort et de libertés économiques. Des réformes démocratiques précipitées seraient probablement synonymes de grands troubles sociaux et politiques (entrevues SCPM Mulroney; SMAE Mulroney).

Lors de l'entretien de Brian Mulroney à Beijing avec le premier ministre chinois Zhao Ziyang, il fut rapporté dans les médias que la conversation porta essentiellement sur la question des droits de la personne. Il fut rapporté par les médias le 13 mai 1986 que Mulroney affirma :

My meeting with Premier Zhao was entirely devoted, by and large, to the human rights issue. [...] No one can challenge the right of a duly elected government to raise any issue with a friend, even though I recognize the traditional Chinese position that this is an internal matter. I didn't raise it in a spirit of hostility. I raised it as the kind of subject that can be discussed between friends whose friendship is maturing and open to that kind of discussion. (Rusk 1986)

En fait, selon plusieurs conseillers présents à cette rencontre et le premier ministre, la discussion avait plutôt été orientée sur les étapes à prendre par la Chine avant de penser aux réformes politiques (entrevues SCPM Mulroney; SMAE Mulroney; Mulroney; Mulroney 2011, 439-445). Brian Mulroney cherchait à savoir quelle était la feuille de route des réformes prévues par le gouvernement chinois. Le premier ministre chinois expliqua que la Chine devait d'abord régler ses problèmes de pauvreté et rebâtir son économie avant de se lancer dans de grandes réformes politiques. Il expliqua également que la liberté en Chine était déjà beaucoup plus grande

que lors de l'époque maoïste et que celle-ci continuerait de croître, pourvu qu'il n'y ait pas d'opposition au régime communiste pour assurer la stabilité et la croissance du pays. Sans être d'accord avec le système à parti unique, Brian Mulroney concéda que la priorité devait être le passage à un modèle économique davantage capitaliste tout en assurant la stabilité sociale du pays (SCPM Mulroney; SMAE Mulroney; Mulroney; Mulroney 2011, 439-445). Brian Mulroney fut donc convaincu que la Chine, avec son milliard de citoyens, devait d'abord créer une classe moyenne avant de se lancer dans de grandes réformes politiques, bien que celles-ci soient éventuellement nécessaires (entrevues SCPM Mulroney; Mulroney; SMAE Mulroney; Burney).

Pourquoi cette visite fut-elle si cruciale ? D'abord, les contacts directs entre le premier ministre canadien et les hauts dirigeants chinois eurent un impact significatif sur Brian Mulroney lui-même. Brian Mulroney affirme avoir été impressionné par la candeur de ses conversations avec ses homologues chinois. Mulroney affirme qu'il cherchait à être rassuré de la détermination du PCC à poursuivre les réformes économiques et tout indique qu'il a obtenu cette réassurance (entrevues Mulroney; Mulroney 2011, 339-345). Le style de leadership de Brian Mulroney eut également un impact sur le lien de confiance qui s'était tissé entre ce dernier et les dirigeants chinois. Brian Mulroney était davantage concerné à comprendre les « hommes derrière le régime politique » que de comprendre leur fondement idéologique (entrevue SCPM Mulroney). Il considérait que les liens entre leaders étaient aussi importants, sinon plus, que la collaboration entre les appareils gouvernementaux, ceux-ci agissant selon « la volonté des leaders » (entrevue Mulroney). Pour Brian Mulroney, il était essentiel de comprendre ses interlocuteurs internationaux d'un point de vue humain pour bien saisir les valeurs qui les animaient :

Il n'est pas possible de comprendre la politique étrangère sans comprendre l'importance des liens entre eux les chefs d'État qui sont d'une importance stratégique pour la politique étrangère du Canada. (entrevue Mulroney)

À ce titre, Brian Mulroney fut reconnu comme ayant tissé des liens personnels avec plusieurs dirigeants étrangers, notamment François Mitterrand, Margaret Tacheter et Ronald Reagan (Freeman 2004; Labelle 2006; Michaud 2006, 40-41; Mulroney 2011). Or, ce style s'arrime bien avec l'importance des relations interpersonnelles dans la culture chinoise, le *guanxi*⁴², qui est d'ailleurs nécessaire pour comprendre les processus décisionnels dans toutes les

⁴² Ce terme fait référence à l'importance culturelle en Chine de cultiver des relations entre individus et de la dynamique des réseaux interpersonnels et de leurs influences sur la vie professionnelle chinoise. Littéralement, le

organisations chinoises (Pye 1995; Guo 2001; Fan 2002; Wei et coll. 2010). Cette importance des liens de confiance interpersonnels s'arrimait bien avec l'importance de ces mêmes liens pour Brian Mulroney. Brian Mulroney fut impressionné par le pragmatisme des dirigeants chinois et leur franchise dans leurs explications des défis et problèmes passés et futurs de leur nation (entrevues Mulroney; SCPM Mulroney; SMAE Mulroney; Burney; Mulroney 2011, 444-445).

Par ces interactions, Brian Mulroney réussit à obtenir l'écoute des dirigeants chinois. Il tenta d'expliquer comment les relations entre les pays occidentaux n'étaient pas aussi impérialistes qu'ils pouvaient le croire (entrevues Mulroney; SCPM Mulroney; Burney; Mulroney 2011, 439-445). L'un des chefs de Cabinet de Mulroney, Derek Burney, rapporte que tentant d'illustrer comment la Chine pourrait gagner à se rapprocher davantage des É-U, il demanda à ses homologues chinois combien de militaires américains étaient postés à la frontière canado-américaine. Ceux-ci ne connaissant évidemment pas la réponse, il leur dit « aucun, alors que plus d'un million de militaires russes sont stationnés le long de votre frontière » (entrevue Burney). Brian Mulroney expliquait ainsi à Deng Xiaoping que la Chine ne serait pas menacée en entrant dans les institutions occidentales contrairement aux tensions qu'elles vivaient face à l'URSS (entrevue; Burney; Mulroney 2011, 339-345). Il réussit donc durant cette visite à tisser des liens avec les leaders chinois pour assurer une meilleure collaboration entre les deux pays.

À travers cette relation directe entre le premier ministre et les dirigeants chinois, une boucle de rétroaction de politique étrangère fut opérée qui transforma la vision de Brian Mulroney concernant les relations sino-canadiennes. Brian Mulroney écrit dans son journal à ce propos :

Much remains to be done in expanding the relationship but persistent work by successive Canadian Prime ministers, principally Pierre Trudeau, is clearly paying off. I think the extent and quality of my meetings with Chairman Deng, the premier the president and the general secretary clearly indicate the value of this highly advantageous relationship. (Mulroney 2011, 444-445)

Selon les propos de Brian Mulroney, il souhaitait que son gouvernement développe une nouvelle stratégie envers la Chine suite à cette visite. Il considérait que la Chine était alors d'une importance stratégique pour le Canada :

Je croyais qu'il fallait bâtir des ponts dans tous les domaines avec la Chine, car elle deviendrait l'économie numéro un au monde, une puissance politique et économique comme les É-U. Alors, on ne pouvait pas se tenir à l'écart d'une réalité aussi vitale. Je voulais bâtir des ponts au niveau commercial, politique, militaire, scientifique, culturel

« guan (关) » signifie en mandarin « connexions » et « xi (系) » signifie « relations interpersonnelles » (Gold, Thomas, Doug Guthrie et David Wank 2002).

et personnel. Les relations personnelles étaient vitales pour construire une bonne relation avec la Chine. Alors, j'ai demandé et autorisé à mon retour des initiatives dans tous ces domaines avec la Chine et c'est devenu notre politique étrangère et commerciale à l'égard de la Chine. [...] Il fallait que je développe une bonne relation avec les dirigeants pour assurer les relations fortes avec la Chine. Même après et encore aujourd'hui, quand je vais en Chine, j'ai de bonnes relations avec eux. (entrevue Mulroney)

À son retour à Ottawa, Brian Mulroney demanda à Joe Clark de conduire une révision complète de la politique du Canada envers la Chine (entrevue Clark; Evans 2014, 35). Il demanda à son secrétaire d'État aux Affaires étrangères d'initier une stratégie pour que le Canada puisse développer davantage ses relations avec la Chine (entrevue Mulroney). Joe Clark a confirmé que dans les jours suivant cette visite de Brian Mulroney en Chine, il eut une discussion avec le premier ministre, alors que ce dernier lui demanda de travailler avec son ministère à la préparation d'une nouvelle stratégie envers la Chine (entrevue Clark).

La représentation idéationnelle de la relation sino-canadienne du premier ministre fut donc transformée par cette visite. Alors que la position de Brian Mulroney était précédemment simplement de préserver le statu quo et de poursuivre les relations établies par ses prédécesseurs, il considérait maintenant que le Canada avait intérêt à développer une stratégie globale avec la Chine, car ce pays deviendrait incontournable sur la scène politique et économique internationale. Si ce besoin d'une nouvelle stratégie pour créer des liens encore plus forts avec la Chine était le moyen privilégié par Brian Mulroney, ce dernier considérait que le Canada devait poursuivre la promotion des intérêts économiques canadiens en Chine afin de capitaliser sur le contexte des réformes économiques chinoises et les liens déjà bâtis avec la Chine depuis 1970 (entrevues Mulroney; SMAE Mulroney; Burney; SCPM Mulroney; Clark). Essentiellement, le message qu'a retenu Brian Mulroney était que le Canada pouvait en faire davantage pour pousser l'interdépendance économique entre les deux pays et à la fois aider aux succès des réformes économiques chinoises et mousser les opportunités d'affaires pour les entreprises canadiennes en Chine. Malgré certaines différences idéologiques évidentes, Brian Mulroney jugea que les dirigeants chinois étaient résolus dans leur choix de permettre à la Chine de devenir une puissance économique mondiale tout en assurant un développement pacifique avec l'Ouest. À travers les propos de Brian Mulroney à l'époque et depuis, ainsi que les informations obtenues auprès d'intervenants proches du premier ministre à l'époque, il est possible d'inférer que la représentation idéationnelle de Brian Mulroney envers les relations sino-canadiennes après la

visite de 1986 pouvait s'articuler ainsi : *L'importance grandissante de la Chine oblige le Canada à bâtir des liens à haut niveau avec ce pays afin de maximiser les intérêts commerciaux du Canada et l'ouverture progressive de la Chine sur le monde.*⁴³

Figure 9 : Composantes de la représentation idéationnelle de Brian Mulroney en 1986



Ce changement de la représentation idéationnelle du premier ministre amena une réflexion stratégique dans l'appareil gouvernemental et la production d'une nouvelle stratégie du Canada envers la Chine. Certes, des efforts internes avaient été entamés au sein d'un groupe de travail sur la Chine, mais ce n'est qu'à la suite de l'implication directe du premier ministre canadien dans la prise de décision de la politique du Canada envers la Chine en 1986 que les idées de ce groupe de travail purent avoir un impact significatif sur la conduite des relations sino-canadiennes.

2.3.3 – *L'influence des élites commerciales canadiennes sur le premier ministre*

La visite du premier ministre canadien en Chine ne fut pas seulement l'occasion pour Brian Mulroney de prendre contact avec les dirigeants chinois, mais aussi l'occasion de faire connaissance de manière directe avec un groupe de gens d'affaires canadiens pionniers dans les relations commerciales entre la Chine et le Canada. Le CCBC (*Canada-China Business Council*) avait été créé en 1978 par Paul Desmarais et Power Corporation suite à la demande de P.E. Trudeau afin que Paul Desmarais accompagne le secrétaire des Affaires étrangères lors d'une visite en Chine (Wilson 2001; Samet 2011)⁴⁴. Neuf compagnies se chargeront originalement du

⁴³ Questionnés à savoir si cette position reflétait bien celle de Brian Mulroney entre 1986 et 1989, les intervenants rencontrés ont tous affirmé qu'il s'agissait d'une qualification fidèle à ce qu'ils avaient remarqué (entrevues Burney; Drake; SCPM Mulroney; SMAE Mulroney; DAN Mulroney; Clark; Heinbecker).

⁴⁴ Paul Desmarais créa suite à sa visite le Conseil d'échange commercial Canada Chine (Canada-China Trade Council) qui fut renommé plus tard le Conseil d'affaires Canada-Chine (Canada-China Business Council - CCBC) (Samet 2011).

financement de cet organisme sans but lucratif, dont les objectifs étaient de stimuler les relations commerciales et l'investissement entre la Chine et le Canada, promouvoir de meilleures relations bilatérales entre les deux pays, offrir du soutien et des conseils d'affaires à ces membres ainsi qu'être la voix de la communauté d'affaires canadienne en matière de commerce entre le Canada et la Chine (Canada China Business Council 2014; entrevue Kutulakos)⁴⁵. Plusieurs des chefs d'entreprises les plus importantes siégeaient sur le conseil d'administration de cette organisation ou y étaient impliqués d'une manière ou d'une autre, le CCBC étant composé d'individus faisant partie de l'élite du commerce canadien (entrevues Balloch; SMAE Mulrone; D. Mulrone; Harder; Zweig 2002, 242-244; Samet 2011; Canada China Business Council 2014).

Paul Desmarais, lui-même une élite importante du commerce canadien, était un pionnier du commerce international en Chine et s'efforça de tisser des liens personnels avec les dirigeants chinois et ceux qui allaient devenir progressivement les magnats des entreprises d'État selon le modèle de l'économie de marché communiste de la Chine (Greber 1987; Bonazza 2008; Samet 2011; Dicko 2012; Bergeron 2013; Breton 2013; Harper 2013; Lundy 2013; Martin 2013; Vastel 2013; La Presse Canadienne 2013b). Paul Desmarais considérait qu'une vision à long terme et la patience dans l'établissement de ces contacts étaient essentielles pour conquérir le marché chinois (Samet 2011). Le CCBC s'est imposé comme un moteur incontournable dans la création de liens d'affaires entre la Chine et le Canada. Paul Desmarais et son fils, André, sont d'ailleurs crédités d'avoir introduit plusieurs grandes entreprises et leurs dirigeants à la Chine, tels que Alcan, Petro Canada, la Banque Scotia, le Canadien Pacifique et Bombardier au marché chinois (Bergeron 2013). L'un des premiers impacts notables du CCBC fut la recommandation acceptée par le gouvernement Trudeau d'encourager des discussions entre la Chine et le Canada au sujet de l'établissement d'un programme d'aide au développement en Chine dont l'un des objectifs serait d'offrir un soutien financier aux entreprises canadiennes voulant s'établir en Chine (Wilson 2001). En 1986, le CCBC avait réussi à établir une relation de travail avec l'ambassade du Canada en Chine, l'ambassade de la Chine à Ottawa, le Conseil chinois de promotion des échanges commerciaux et l'entreprise chinoise CITIC (Prime Canada, Minister's Office 1986). L'importance de ce type d'organisation était cruciale en Chine communiste en raison de la

⁴⁵ Les entreprises fondatrices du CCBC étaient Barrick Gold, Banque de Montréal (BMO Financial Group), Bombardier, CITIC Group (China International Trust and Investment Corporation), Export Development Canada (EDC), Manulife Financial, Power Corporation of Canada, Sun Life Financial, SNC-Lavalin.

structure corporative qui se bâtissait à l'époque, où les grandes entreprises chinoises étaient en fait des entreprises d'État conduites par des hauts placés ou des proches du pouvoir (Ralston et coll. 2006; Chen 2013; Wu 2017). Ainsi, la présence de la famille Desmarais, déjà l'une des plus influentes au Canada, venait aider à l'efficacité du CCBC.

Toutefois, le CCBC considérait que le gouvernement du Canada devait en faire davantage pour assurer que les entreprises canadiennes puissent profiter de l'essor du marché chinois (Wilson 2001)⁴⁶. Le CCBC s'assura avec la coopération du MAE et du CPM d'organiser la conférence annuelle du CCBC lors de la visite de Brian Mulroney en Chine de mai 1986. Le premier ministre avait donc à son horaire une importante soirée où nombre de dignitaires chinois et gens d'affaires canadiens furent présents. Ce fut l'occasion pour le premier ministre de prendre connaissance autant du rôle du CCBC, que des besoins et intérêts de grandes corporations canadiennes dans leur démarche en Chine à travers ses discussions avec les élites de la communauté d'affaires présentes lors de cette soirée (entrevue SMAE Mulroney; Mulroney; Canada, Prime Minister's Office 1986; Canada, Department of External Affairs 1986a; 1986b).

En plus de cette rencontre avec les représentants du CCBC et plusieurs chefs d'entreprises membres de l'élite commerciale canadienne, Brian Mulroney put entendre cette position d'un ami qu'il connaissait bien depuis le début des années 1970, Paul Desmarais lui-même. Alors que Brian Mulroney était avocat pour la firme montréalaise Howard, Cate, Ogilvy, Paul Desmarais avait demandé à Brian Mulroney de dénouer un conflit de travail au journal *La Presse*, propriété de Power Corporation. Il avait choisi de solliciter Brian Mulroney en raison de son expérience fructueuse dans la négociation de la convention collective au *Journal de Montréal* quelques années plus tôt⁴⁷. Brian Mulroney et Paul Desmarais eurent par la suite de nombreux contacts professionnels et personnels. Paul Desmarais a affirmé à ce sujet que :

He was very helpful. He related well to the negotiating teams, both ours and the labour side. I think he had some influence on the labour leaders, such as [late Quebec Federation of Labour president] Louis Laberge. He got to know them and they trusted him. We used him as a labour lawyer from time to time. But really he was more of a friend you would talk to whenever you had an idea you needed to bounce off someone. He's a pretty wise guy. He knew a lot of people, too. He got around a lot more than I ever did. [...] We always stayed in touched after that. (cite dans Yakabuski 2004)

⁴⁶ Une part significative du financement additionnel du gouvernement Mulroney au programme de la Chine de l'ACDI en 1986 fut en fait utilisée pour financer certaines activités du CCBC, alors qu'en 1991 près de la moitié des revenus du CCBC provenaient de financement de l'ACDI (Zweig 2002, 242-244).

⁴⁷ Le conflit de travail fut réglé dans les semaines après l'intervention de Brian Mulroney (Sawatsky 1992, 208).

Paul Desmarais et Brian Mulroney conserveront ces liens pendant toute leur carrière, alors que la famille Desmarais est considérée comme le noyau des contacts de Brian Mulroney dans le monde des affaires internationales (Vastel 1999; Yakabuski 2004; 2006; Décarie 2013). À ce titre, Brian Mulroney put tirer profit de son réseau dans sa carrière après son passage au 24 Sussex alors qu'il fut impliqué dans de nombreuses négociations commerciales, dont en Chine, pour le compte de la firme d'avocats Norton Rose Fulbright et les entreprises liées à Power Corporation (Vastel 1999; Yakabuski 2004; 2006; Décarie 2013). Brian Mulroney affirma même qu'il a souvent demandé conseil à Paul Desmarais et qu'il le considérait comme un frère (Leduc 2013).

Brian Mulroney put donc entendre par l'entremise de Paul Desmarais la position du CCBC et de la communauté d'affaires canadienne. Le CCBC espérait davantage d'efforts structurés du gouvernement pour coordonner les initiatives du Canada avec celle du secteur privé (entrevue SMAE Harper). Plus encore, Brian Mulroney put profiter des contacts de Paul Desmarais auprès du gouvernement chinois. Paul Desmarais expliqua dans une rare entrevue accordée au magazine français *Le Point* l'importance et l'étendue de ses contacts en Chine :

J'avais lu un livre de Pearl Buck sur la Chine. On y parlait de la misère, des années sans récolte. La première fois que je suis allé en Chine, c'était en 1978, à une époque où, au Canada, on l'ignorait. Personne ne fréquentait l'ambassadeur de Chine à Ottawa. Sauf moi. Les Chinois ont été très sensibles au fait que j'organise, en 1978, une visite à Pékin avec une vingtaine d'hommes d'affaires canadiens. Très souvent aussi j'invitais ici, à La Malbaie, des officiels (*sic*) chinois. J'ai eu la chance de rencontrer tous les dirigeants qui comptaient, en particulier les membres du comité central. (cité dans Bonazza 2008)

Brian Mulroney obtint donc des informations cruciales des dirigeants chinois et des gens d'affaires canadiens, mais surtout d'un membre de son entourage faisant partie de l'élite commerciale canadienne. Il put prendre connaissance directement des limites de la politique du Canada avec la Chine qui était jusque-là considérée comme satisfaisante par son gouvernement. Considérant son expertise sur le commerce du Canada en Chine et sa relation personnelle avec le premier ministre, Paul Desmarais a contribué à cristalliser l'opinion de Brian Mulroney sur la nécessité d'accroître la présence commerciale et politique du Canada en Chine. Les contacts de Brian Mulroney avec les dirigeants chinois et la communauté d'affaires canadienne ont donc largement contribué à modifier sa représentation idéationnelle de la relation sino-canadienne.

2.3.4 – L’impact de la représentation idéationnelle de Brian Mulroney sur la stratégie de 1987

Conformément à la position du CCBC, le document présentant la nouvelle stratégie du gouvernement canadien envers la Chine déposé au Cabinet en 1987, nota que la communauté d’affaires canadienne avait besoin que le gouvernement soutienne ses efforts (Frolic 2011, 60; Canada, Cabinet of Canada. 1987). Comme l’explique Michael Frolic, le document fut le fruit d’une étroite collaboration entre le BCP, le CPM et le groupe de travail sur la Chine du MAE (Frolic 2011, 50-55). Sous la recommandation du premier ministre et de Joe Clark, le MAE consulta le CCBC et chacune de ses entreprises membres lors de sa rédaction (Frolic 2011, 60). Cette consultation assura que la nouvelle stratégie recommande explicitement des visites ministérielles stratégiques et à haut niveau pour créer une synergie entre les initiatives gouvernementales et commerciales (Frolic 2011, 60; Canada, Cabinet of Canada. 1987).

Le document qui sera produit pour le Cabinet envisageait une vision pangouvernementale de la relation avec la Chine avec l’accent sur l’importance des relations politiques pour favoriser le développement économique des entreprises canadiennes en Chine (Canada, Cabinet of Canada. 1987). De plus, il avait été entendu que des visites à haut niveau entre les deux pays seraient organisées chaque année dès 1988 (entrevue DAN Mulroney). La politique canadienne envers la Chine venait donc de passer d’une politique d’engagement constructif vers une politique « agressive » pour maximiser les intérêts du Canada dans une relation commerciale orchestrée à haut niveau (Frolic 2011, 61-65). Évidemment, le document présenté au Cabinet fut rédigé par le MAE en collaboration avec divers intervenants gouvernementaux. Malgré tout, le CPM fut consulté activement dans la rédaction du document afin d’assurer que le document représentait bien les souhaits du premier ministre (entrevues SMAE Mulroney; SCPM Mulroney; Frolic 2011, 52-54, 64). Ce document en soi fut certes le fruit d’un travail interne, mais l’orientation qu’il présentait, la transformation de la politique du Canada en Chine et du support consulaire pour les entreprises canadiennes était le résultat de la représentation idéationnelle du premier ministre, elle-même influencée par ses contacts avec les dirigeants chinois et les élites de la communauté d’affaires canadienne qu’il avait rencontrés lors de sa visite en Chine.

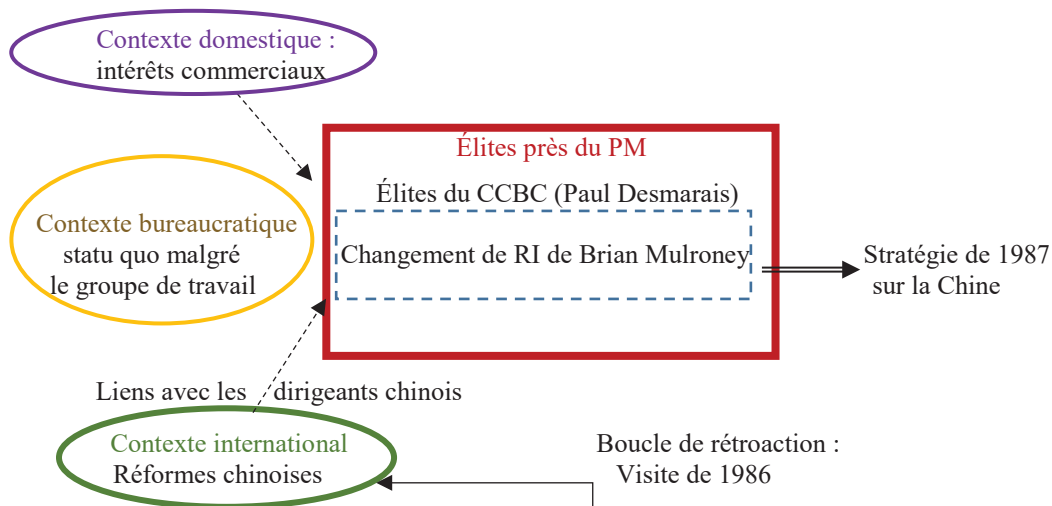
Suite au développement de cette nouvelle stratégie, la Chine faisait maintenant partie des destinations de choix pour les ministres du gouvernement. Le programme de l’ACDI en Chine se vit octroyer plus du double de fonds additionnels, des initiatives de support au développement du commerce d’entreprises canadiennes dans le sud de la Chine furent développées conjointement

par l'ACDI et le CCBC et des ententes sur des échanges culturels, scientifiques et éducationnels furent également signées (Canada, Department of External Affairs 1986a; Canada, Cabinet of Canada. 1987). Selon les dires des intervenants à l'époque, il y avait alors entre 1986 et 1989 un engouement palpable au sein du gouvernement envers les relations et le commerce avec la Chine (entrevues DAN Mulroney; Clark; SMAE Mulroney; Drake; Bild; SCPM Mulroney).

Conclusion

Les réformes économiques chinoises du début des années 1980 peuvent expliquer cet engouement du Canada pour la Chine. Toutefois, ces réformes avaient été entamées avant l'arrivée au pouvoir de Brian Mulroney et près de sept ans avant le développement de la stratégie de 1987. En 1984, le MAE était déjà bien au fait des réformes économiques chinoises et de l'opportunité que cela représentait pour les entreprises canadiennes (entrevues DAN Mulroney; SMAE Mulroney; Frolic 2011). Une analyse de la chronologie des événements démontre que l'élément déclencheur de l'établissement de la nouvelle stratégie du Canada envers la Chine en 1987 fut la visite du premier ministre dans ce pays, tel qu'illustré à la figure 10.

Figure 10 : L'Influence des élites et des dirigeants chinois sur la représentation idéationnelle de Brian Mulroney et la stratégie de 1987 envers la Chine



Sous l'influence de ses contacts avec les dirigeants chinois et les élites commerciales membres du CCBC, tout particulièrement Paul Desmarais, Brian Mulroney s'impliqua dans la formulation de la politique envers la Chine, sa représentation idéationnelle exigeant alors un accroissement de la promotion des intérêts commerciaux en Chine. Ce n'est qu'après

l'implication de Brian Mulroney et sa demande à Joe Clark pour la préparation d'une stratégie ambitieuse que le groupe de travail sur la Chine put avoir un impact significatif sur la politique du Canada envers ce pays (Frolic 2011, 52-54). Selon les informations obtenues auprès de Brian Mulroney et d'autres intervenants de l'époque, lorsque le document intitulé *Canadian Strategy for China* (Canada, Cabinet of Canada 1987) fut approuvé par le cabinet en avril 1987, celui-ci fut accepté sans débat interne (entrevues Mulroney; Clark; Burney; SCPM Mulroney; SMAE Mulroney; DAN Mulroney).

Ultimement, les oppositions potentielles au sein du Cabinet et du caucus du Parti progressiste-conservateur étaient peu importantes puisqu'aux dires de Brian Mulroney lui-même, « c'est le premier ministre qui détermine le consensus au sein de son Cabinet, c'est tout » (entrevue Mulroney). La décision de Brian Mulroney était sans appel le MAE et les autres ministères se devaient d'appliquer cette nouvelle politique. De l'été 1986 à mai 1989, une effervescence envers la Chine était palpable au sein du gouvernement (entrevues DAN Mulroney; Clark; SMAE Mulroney; Drake; Bild; SCPM Mulroney).

Ainsi, ce chapitre a permis d'établir que de 1984 à 1986, la politique du Canada envers la Chine était sur la voie du statu quo en l'absence d'une implication du premier ministre dans la formulation de celle-ci. La politique envers la Chine subit une transformation significative après la visite de Brian Mulroney en Chine en mai 1986 en raison principalement de la prise de conscience par le premier ministre de la situation commerciale chinoise et de l'intérêt des entreprises canadiennes à s'établir dans le marché chinois. La stratégie du Canada envers la Chine de 1987 fut l'opérationnalisation de la nouvelle représentation idéationnelle du premier ministre qui fut construite par l'influence de ses contacts personnels avec l'élite des gens d'affaires canadiens et les dirigeants chinois. Toutefois, comme expliqué dans le chapitre suivant, le déploiement de cette nouvelle stratégie fut interrompu soudainement en juin 1989 en raison de la crise de Tiananmen.

Chapitre 3 – L’impact de la crise de Tiananmen sur les relations sino-canadiennes

Le 4 juin 1989, les forces armées de la RPC se déployèrent sur la place Tiananmen à Beijing pour mettre fin à une manifestation étudiante longue de plusieurs semaines réclamant des réformes démocratiques au régime communiste. La brutalité de cette répression, doublée par une couverture médiatique sans précédent, créa une vague d’émotion et de dénonciation mondiale. Le 5 juin 1989, avant même les réactions officielles des É-U et du Japon, le Canada dénonça cet acte par la voix unie de tous les élus de la Chambre des Communes (Clark 1989b; Paltiel 1990). Puis, le 30 juin 1989, le Canada annonça une série de sanctions contre la Chine incluant la suspension de plusieurs programmes de l’ACDI, la suspension des visites officielles de hauts dignitaires, la formation d’un comité de surveillance des droits de la personne en Chine et la prolongation des visas pour les étudiants chinois au Canada (Frolic 1999; Clark 1989c). Le secrétaire des Affaires étrangères, Joe Clark, présenta la réponse de son gouvernement :

First, Tiananmen Square and the subsequent campaign of repression have changed the relationship between Canada and China. The Chinese authorities have called for “business as usual”; this cannot be accepted. Second, we value the friendship between our two people, we have not become, and will not become “anti-china”. (Clark 1989c)

La position adoptée par le gouvernement canadien stipulait que la relation devait être suspendue, mais que le Canada ne voulait pas mettre fin à toutes les initiatives développées avec la Chine. Le gouvernement canadien considérait que seuls des contacts fréquents avec l’extérieur pouvaient garantir le développement pacifique de la Chine, jugeant que l’ordre international serait mieux servi par un dialogue avec la Chine que par son isolement (Frolic 1999; 2000). La crise de Tiananmen est venue momentanément refroidir la relation entre le Canada et la Chine. De juin 1989 à l’hiver 1992, aucune rencontre à haut niveau ne fut organisée entre les dirigeants des deux pays, les programmes de l’ACDI visant la formation de membres du régime chinois furent suspendus, les efforts de l’ambassade, des consulats et des bureaux commerciaux furent grandement réduits et le personnel diplomatique canadien devait rappeler à chaque rencontre à leur homologue chinois le désaccord du Canada envers les agissements du gouvernement communiste (entrevues Bild; Drake; SMAE; Mulrone; Clark; Clark 1989b;c Gecelovsky et Keenleyside 1995; Drake 1999; Frolic 1999; 2000; Gecelovsky 2001; Balloch 2013;). Malgré les nombreuses critiques formulées autant par des élus du gouvernement et de l’opposition, par les groupes de pression et les citoyens canadiens de toutes catégories, les relations reprirent

progressivement en 1992 (Gecelovsky 2001, 86-87). En fait, bien que les mesures prises par le Canada en réponse aux actions de la Chine étaient substantielles et ont eu un impact immédiat sur la qualité des relations entre les deux pays elles n'eurent qu'un impact modeste sur les relations sino-canadiennes à moyen terme (Gecelovsky et Keenleyside 1995, 589; Gecelovsky 2001, 75).

Ce chapitre examine l'impact de cette crise sur la politique du Canada envers la Chine en fonction de trois périodes distinctes : 1) la réaction et la gestion de la crise par le gouvernement canadien de mai à juillet 1989; 2) la période d'attente suite à la crise de l'été 1989 à l'hiver 1992; 3) la reprise progressive des relations à haut niveau avec la Chine de l'hiver 1992 au printemps 1993. Dans un premier temps, ce chapitre présente une reconstruction chronologique de la gestion de la crise par le Canada en fonction des trois périodes mentionnées précédemment. Par la suite, il sera démontré comment le rôle central du premier ministre eut un impact décisif sur la gestion de cette situation par le gouvernement canadien et comment la période d'attente fut en partie la conséquence de l'absence du premier ministre du processus de prise de décision après l'application de sanctions contre la Chine à l'été 1989. Il sera aussi démontré comment la représentation idéationnelle du premier ministre Mulroney, autant au moment de la crise qu'au moment de la reprise des relations normales, fut en grande partie le résultat de ses contacts avec les dirigeants chinois et les élites de la communauté d'affaires canadienne.

3.1 – La crise de Tiananmen et la réaction du Canada de mai à juillet 1989

Le 15 avril 1989, la mort du réformateur Hu Yaoban provoqua une réaction émotive de plusieurs millions de personnes, dont plusieurs milliers décidèrent de se rendre sur la Place Tiananmen à Beijing (Drake 1999, 232-247). Ce qui était originalement un hommage à l'un des dirigeants respecté par les étudiants chinois, prit progressivement de l'ampleur et se transforma en mouvement quasi révolutionnaire afin de demander davantage d'ouverture démocratique au régime communiste. Ce mouvement se déroulait dans un contexte international où même l'Union soviétique commençait à montrer des signes d'ouverture. De même, un mouvement de démocratisation des régimes politiques aux Philippines venait de se produire quelques années auparavant (Cheng et Zheng 1990; Feigon 1999; Drake 1999, 2006; Baum 2012).

L'attention grandissante des médias occidentaux, les signaux contradictoires envoyés par les dirigeants chinois, notamment par celui qui sera pointé par le régime chinois comme instigateur de la crise, Zhao Ziyang, ont progressivement amené le mouvement étudiant à se sentir

invulnérable et à se croire être une opposition « officielle » au régime (Drake 1999, 206-208). Lorsque les protestations prirent plus d'ampleur le 4 mai, date d'anniversaire du mouvement de protestation contre le pouvoir impérialiste occidental et japonais après la fin de la 1^{re} guerre mondiale, les protestations commencèrent à poser un risque à la stabilité du régime chinois. Lorsque Michaël Gorbatchev fit une visite officielle à Beijing, la traditionnelle garde d'honneur sur la place Tiananmen ne put pas avoir lieu. Perdant la face, incapable de mettre fin à une manifestation depuis plus de 50 jours, la loi martiale fut décrétée le 20 mai 1986. Refusant de céder sous espoir d'obtenir des transformations du régime, les manifestants refusèrent d'obtempérer et l'inévitable se produit le 4 juin 1989 (Balloch 262-283; Drake 1999, 232-247).

À l'ambassade du Canada, dès l'éditorial de la fin avril dans le *Quotidien du peuple*⁴⁸ condamnant les manifestants comme étant manipulé par un complot contre-révolutionnaire, les diplomates canadiens alertèrent Ottawa de la situation (Drake 1999, 234; Balloch 265). Le ministère de l'Asie du Nord du MAE et l'ambassade du Canada mirent sur pied une cellule de crise le 13 mai 1989 (Balloch 2013, 264-266). En raison de l'implication du premier ministre dans la relation sino-canadienne et des délais liés à la transmission de documents officiels, le ministère de l'Asie du Nord du MAE mit sur pied un « bulletin chinois » qui était mis à jour au quotidiennement. Ce document était transmis directement aux sous-ministres impliqués dans la relation avec la Chine, mais aussi au CPM (Cabinet du premier ministre), au BCP (Bureau du Conseil privé) et au secrétaire des Affaires étrangères (Balloch 2013, 265-274). De plus, le groupe de travail sur la Chine qui avait pris un rôle plus actif depuis 1987 fut également tenu au courant de l'évolution des événements. Grâce au bulletin chinois produit par la cellule de crise, Joe Clark, Brian Mulroney, les membres du CPM et du BCP ainsi que les ministères et organismes impliqués dans le groupe de travail sur la Chine étaient au courant du développement de la situation en temps réel (Balloch 2013, 265-274; entrevues DAN Mulroney; Clark).

Suite à la décision d'imposer la loi martiale à Beijing, Joe Clark réclama un entretien avec l'ambassadeur de la Chine à Ottawa, Zhang Wenpu (Balloch 2013, 272-274). La rencontre n'avait pour but que de permettre au gouvernement canadien de dire publiquement qu'il avait tenté de faire entendre raison au PCC, sachant que cette crise se décida bien loin des préoccupations diplomatiques (Balloch 2013, 274). D'ailleurs, lors d'une rencontre non officielle suite à son

⁴⁸ Le journal officiel du régime chinois contrôlé par l'État (*Renmin ribao*).

rappel au Canada, l'ambassadeur du Canada en Chine Earl Drake et Zhang Wenpu, ambassadeur de la Chine au Canada, s'accordaient pour déplorer la gestion de la crise par la Chine. Zhang Wenpu fut rappelé par Beijing et sa carrière diplomatique prit fin en raison de sa position face à la crise (Drake 1999, 243; Balloch 2013, 274).

Lorsque l'armée chinoise prit d'assaut les manifestants sans défense tôt dans la nuit du 4 juin 1989 en Chine, Joe Clark et Brian Mulroney furent rapidement mis au courant, alors qu'ils étaient déjà au fait des développements des derniers jours et des préparations du MAE⁴⁹. Brian Mulroney avait déjà donné son accord à Joe Clark pour que son gouvernement condamne le plus rapidement possible toute forme de violence contre les civils (Balloch 2013, 272-275; entrevues SMAE Mulroney; Clark). Ainsi, Joe Clark approuva le premier communiqué officiel de MAE dans les heures qui ont suivi le début de la répression armée, communiqué qui fut rendu public tard le 3 juin 1989⁵⁰ (Balloch 2013, 272). Il rencontra une seconde fois l'ambassadeur Zhang Wenpu pour condamner le geste du gouvernement chinois. Un second communiqué du Canada qualifia « d'horrible et d'outrageux les meurtres contre les civils » (Balloch 2013, 272-274).

La réponse brutale des autorités aux manifestations de sa population a fait comprendre au monde entier que le régime n'était pas ouvert aux réformes démocratiques. La réaction des médias et des citoyens canadiens fut viscérale. Plusieurs demandaient la fin des crédits à l'exportation, l'opposition du Canada à l'accès de la Chine au GATT, la fin des vols commerciaux directs entre les deux pays, voire la suspension des relations diplomatiques (Paltiel 1990; Frolic 1999; 2000; Gecelovsky 2001, 86-87; Balloch 2013, 242-243). Le Conseil national chinois du Canada demandait le rappel de l'ambassadeur canadien et la fin du programme de l'ACDI en Chine (Gecelovsky 2001, 87; Balloch 2013, 275). Les médias canadiens, ayant joué un rôle important dans la transmission des images de cette triste journée, furent dès lors plus négatifs dans leur reportage sur la Chine. Comme l'explique Michael Frolic, tous les reportages sur la Chine dans les années qui suivront ces événements auront un ton très critique envers le gouvernement chinois (Frolic 1999; 2000). Les événements de Tiananmen changèrent considérablement l'opinion publique au sujet de la Chine et une pression se fit alors sentir pour réviser la politique étrangère

⁴⁹ La préparation du MAE et de l'ambassade canadienne permit au Canada d'évacuer près de 1400 Canadiens en Chine dans les jours suivants les heurts (Balloch 2013, 274-275).

⁵⁰ Alors qu'il était déjà le 4 juin en Chine en raison du décalage horaire.

canadienne face à la Chine (Paltiel 1990; Frolic 1999; 2000). Lors d'un débat d'urgence à la Chambre des communes le 5 juin 1989, une série de mesures immédiates furent annoncées afin de permettre au Canada de réévaluer sa politique envers la Chine⁵¹. Puis, Joe Clark organisa rapidement avec sa collègue ministre de l'immigration, Barbara McDougall, une amnistie autorisant les étudiants chinois en sol canadien à demeurer au Canada après la fin de leur visa d'étude (Balloch 2013, 277). Plus tard, alors qu'elle était devenue à son tour ministre des Affaires étrangères, une procédure accélérée d'obtention du statut d'immigrant leur fut également offerte.

Le MAE organisa une table ronde nationale présidée par Joe Clark afin de permettre aux Canadiens de faire entendre leurs opinions. Le 22 juin 1989, plus de 40 personnes représentant la communauté d'affaires, la diaspora chinoise, des ONG et des universitaires canadiens se réunirent à Ottawa pour exprimer leur position sur la voie à prendre par le Canada (Gecelovsky 2001, 88-90; Balloch 2013, 277-279). La communauté d'affaires, les producteurs de blé de l'Ouest canadien pour lesquels la Chine représentait le deuxième marché d'exportation après les É-U et certaines ONG œuvrant en Chine souhaitaient minimiser les conséquences de sanctions canadiennes sur leurs activités avec la Chine. Les groupes de la diaspora chinoise, les groupes défendant les droits de la personne et plusieurs représentants du monde académique argumentaient pour une réponse sévère du Canada (entrevue DAN; O'Brien 1992; Balloch 2013, 277-279). À la fin de l'exercice, Joe Clark conclut que le régime chinois devait subir les conséquences de sa décision, mais que la population chinoise elle-même ne devrait pas subir les conséquences des sanctions qui seraient adoptées par le Canada (Balloch 2013, 244-47; Gecelovsky 2001, 88-90; entrevues DAN Mulroney; Clark; SMAE Mulroney).

3.1.2 Une réponse officielle nuancée entre dénonciation et prudence

La décision de la RPC de lancer son armée contre ses propres citoyens ne pouvait pas être reçue par le gouvernement Mulroney sans une réaction ferme et immédiate. Le Canada s'était positionné fermement comme un ardent défenseur des questions des droits de la personne et des mouvements de démocratisation sous le gouvernement Mulroney, tout particulièrement avec les

⁵¹ Le secrétaire des Affaires étrangères annonça la suspension des visites à haut niveau, l'annulation d'évènements officiels entre les deux pays prévus dans les jours suivants, la suspension de signatures d'ententes entre l'ACDI et la Chine, l'annulation de discussions de coopération concernant l'énergie nucléaire prévue pour juin 1989, la suspension de coopération militaire et la vente d'armes entre les deux pays, le prolongement des visas des étudiants chinois au Canada pour une période indéfinie et la suspension de toute déportation prévue de réfugiés chinois en sol canadien (Clark 1989b).

initiatives concernant l’Afrique du Sud (Black 2000; Gecelovsky 2001, 90). Le Canada faisait aussi pression conjointement avec ses alliés de l’OTAN pour que l’URSS entame de profondes réformes dans les républiques soviétiques. En fait, quatre jours avant le massacre sur la place Tiananmen, Joe Clark réaffirmait devant ses homologues européens l’engagement du Canada à promouvoir les droits de la personne sur la scène internationale (Clark 1989a). La politique envers la Chine ne pouvait pas se permettre d’être en complète contradiction avec la politique plus globale de son gouvernement.

D’autre part, les Canadiens furent grandement horrifiés par cette démonstration de cruauté des autorités chinoises et réagirent instantanément aux horribles images relayées par les médias du monde entier. Une faction importante de la diaspora chinoise, et particulièrement celle provenant de Hong Kong, entra pour une première fois de manière apparente dans la sphère politique canadienne (Evans 1993). Des manifestations de quelques milliers de personnes eurent lieu à Vancouver le 6 juin 1989 au consulat général de la RPC (The Province 1989). Puis, 13 000 personnes manifestèrent dans le quartier chinois de Vancouver le 12 juin, alors que le NPD réclamait le rappel immédiat de l’ambassadeur du Canada en Chine (McLellan 1989). Le premier ministre lui-même se déclara « outré » et « consterné » (Gecelovsky 2001, 85). Dans une lettre transmise au secrétaire de l’ONU, il se disait prêt à travailler de concert avec l’ONU pour prendre les mesures appropriées (Canada, Prime Minister’s Office 1989). Malgré ces fortes pressions pour demander une restructuration de la relation sino-canadienne, le gouvernement Mulroney décida de ne pas sacrifier l’ensemble des liens, programmes et initiatives prises entre les deux pays depuis l’époque de P.E. Trudeau. Le Canada dénonça vigoureusement les gestes du régime chinois par la voix de Joe Clark, mais la décision de politique étrangère qui fut prise s’apparente davantage à un « arrêt de jeu » qu’à « un changement de jeu ».

Ainsi, moins de trois ans après le dépôt d’une nouvelle politique canadienne envers la Chine, les tristes événements du 4 juin 1989 obligèrent le Canada à modifier cette politique à nouveau. Le 30 juin 1989, dans un document intitulé *Canada and China : The Months Ahead*, le gouvernement canadien présentait sa réaction complète et officielle selon les sept points suivants :

- La confirmation de la suspension des visites à haut niveau pour une durée indéterminée;
- La suspension des activités festives entre les deux pays;
- La création de nouveaux critères pour l’octroi de projets d’aide au développement

et de crédits d'exportation pour assurer qu'il n'y ait aucun support pouvant aider la propagande chinoise ou des mesures antidémocratiques⁵²;

- La suspension de toute coopération militaire;
 - La formation d'un comité afin de surveiller les droits de la personne en Chine;
 - La réduction de la délégation commerciale à l'ambassade de Beijing;
 - Le prolongement jusqu'à un an des visas des étudiants chinois déjà au Canada.⁵³
- (Clark 1989c)

Le document précisait également que les crédits d'exportation et l'aide au développement qui respecteraient les nouveaux critères seraient octroyés comme prévu. De plus, les liens d'affaires, culturels, académiques et personnels qui avaient été construits entre la population canadienne et la population chinoise seraient protégés. En fait, selon les principes énoncés dans ce document, bien que la relation venait d'être affectée par les événements de Tiananmen et que le Canada voulait minimiser les contacts avec les ministères du gouvernement chinois qui avaient été actifs dans la répression des manifestants, le gouvernement précisait ne pas être « antichinois » et souhaitait conserver les liens bâtis entre les deux pays et les contacts de « personnes à personnes » (Clark 1989c; Frolic 1999; 2000).

Certaines des mesures annoncées, telles que le refus d'accorder des crédits d'exportation pour un projet de développement économique à Shanghai et l'arrêt des coopérations militaires, étaient davantage des opérations de relations publiques que de véritables sanctions (entrevue DAN Mulroney). Par exemple, le rejet d'un projet de soutien de développement économique annoncé après la crise sur les bases de nouveaux critères qui exigeaient de ne pas supporter l'appareil gouvernemental chinois avait déjà été rejeté quelques semaines avant le début des manifestations étudiantes en Chine. De plus, malgré la suspension de coopération militaire, le Canada n'avait pas réellement de tels programmes avec la Chine (entrevue DAN Mulroney). Certains projets de l'ACDI qui étaient en cours d'évaluation n'ont pas été financés, mais la grande majorité des projets continuèrent leur cours (entrevues DAN; ACDI Mulroney; Bild; SMAE Mulroney). En fait, ces programmes visaient déjà à faire du *capacity building* pour la société civile chinoise et l'ACDI était déjà très prudente de ne pas fournir de l'aide à la Chine qui pouvait être interprétée comme un support à son l'appareil de propagande et de répression (entrevues ACDI Mulroney; Canada, Agence canadienne de développement international 1985). Lorsqu'en septembre 1989 de nouveaux crédits d'exportation furent accordés pour des projets en Chine, des

⁵² Trois projets en cours d'élaboration furent mentionnés comme ayant été refusés en raison de ces critères.

⁵³ Une procédure accélérée pour permettre à ses étudiants d'immigrer au Canada fut élaborée plus tard.

critiques se firent entendre au Canada, mais à la demande du premier ministre et du CPM, le MAE expliquèrent aux médias que le Canada ne faisait que suivre ce qu'il avait promis de faire dans le document rendu public le 30 juin 1989 (Balloch 2013, 280-281).

3.2 – La période d'attente suite à la crise de Tiananmen en 1990-1993

Le Canada avait choisi de se mettre en mode d'attente et de limiter les contacts officiels entre les deux pays. Pour l'ambassadeur Fed Bild, il s'agissait d'une période « décourageante », lui qui devait répéter les mêmes critiques à chaque rencontre avec ses homologues chinois (entrevue Bild). Les mesures prises envers la Chine affectèrent les entreprises canadiennes voulant œuvrer en Chine puisque le support à haut niveau crucial pour développer des liens d'affaires avec les Chinois venait d'être suspendu (entrevue Bild; SMAE Mulrone). Des doutes importants subsistaient quant à l'avenir économique et politique du pays. Les analyses que produisaient l'ambassade du Canada en Chine concluaient qu'une lutte de pouvoir interne se jouait en coulisses concernant le futur des réformes économiques chinoises (entrevue Bild).

3.2.1 – Le Canada conserve ses distances face à la Chine

La Chine accorda au Canada le privilège d'être le premier pays à pouvoir envoyer de son personnel diplomatique au Tibet suite à la crise de Tiananmen dès l'hiver 1990 (Drake 1999, 187-190, 212-214)⁵⁴. Cette visite accordée au Canada dans le cadre d'un projet d'aide de lutte à la pauvreté de l'ACDI envoya un signal certain que le gouvernement chinois considérait sa relation le Canada d'une certaine importance (Drake 1999, 187-190, 212-214). L'ambassadeur du Canada put se rendre également en 1990 à Chong Ching⁵⁵ et Wuhan⁵⁶ où il put discuter assez ouvertement des conséquences de la crise avec les maires de ces municipalités (Drake 1999, 212-214). En fait, la Chine souhaitait que le Canada reprenne rapidement ses contacts à haut niveau afin de poursuivre la relation établie lors des deux décennies précédentes. Les mesures prises par le Canada envers la Chine n'étaient donc pas accueillies avec indifférence, mais étaient plutôt considérées sérieusement par le gouvernement chinois, preuve de l'importance accordée à cette

⁵⁴ Grâce à un projet financé par l'ACDI pour aider de petites communautés tibétaines à avoir accès à de l'eau potable et à une plus grande variété de produits alimentaires, l'ambassadeur et quelques membres de l'ambassade et de l'ACDI purent se rendre à Lhassa et dans quelques villages éloignés du Tibet au printemps 1990 (Drake 1999, 187-190, 212-214).

⁵⁵ L'une des villes les plus importantes de la Chine après Beijing et Shanghai située dans la province du Sichuan.

⁵⁶ Capitale de la province de Hu Bei.

relation bilatérale à l'époque (Drake 1999, 214; entrevues Bild SMAE Mulroney). Les ambassadeurs du Canada en Chine, Fred Bild et son prédécesseur Earl Drake, durent expliquer à plusieurs reprises que selon les valeurs canadiennes le rétablissement de l'ordre public ne va pas de pair avec le massacre de citoyens non armés par des militaires (Drake 1999, 212-214; entrevue Bild). Plusieurs de leurs homologues chinois se disaient surpris de l'ampleur de la réaction internationale et ne comprenaient pas pourquoi le gouvernement chinois n'était pas perçu comme dans son droit de rétablir l'ordre dans sa capitale (entrevues Bild; Drake). Les deux ambassadeurs purent constater que la décision d'accorder de manière accélérée la citoyenneté canadienne aux étudiants chinois, même ceux arrivés après la crise de 1989, était particulièrement irritante pour le gouvernement chinois (entrevues Drake; Bild). Plusieurs représentants du gouvernement chinois considéraient que la formation obtenue par ces étudiants au Canada était cruciale dans la poursuite des réformes de leur pays et qu'un exode vers le Canada de ceux-ci nuirait à l'ouverture de l'économie chinoise et aux chances de réformes démocratiques (entrevue Bild). À l'automne 1991, Joe Clark tenta de convaincre la ministre de l'Immigration, Barbara McDougall, de mettre fin à la procédure accélérée d'obtention de la citoyenneté canadienne, mais sans succès. Joe Clark avait choisi à l'époque de ne pas en informer Brian Mulroney, car il attendait que ce dernier se manifeste pour mettre fin aux mesures prises envers la Chine (entrevue SAMAE Mulroney; Balloch 2013, 327-328).

Malgré ces efforts du gouvernement chinois et les communications de l'ambassadeur du Canada à Beijing vers Ottawa enjoignant le gouvernement canadien à tenter de reprendre la relation là où elle avait été laissée avant la crise (entrevue Bild; SMAE Mulroney), le Canada fut plutôt lent à reprendre ses relations à haut niveau avec la Chine comparativement aux autres pays du G7. Les É-U, le Japon, la France, l'Australie et l'Angleterre, particulièrement en raison de l'échéance de la rétrocession de Hong Kong à la Chine, reprirent progressivement des contacts politiques avec la Chine dès la fin de 1990 (Balloch 2013, 326-328).

Certaines pressions du milieu des affaires canadien commencèrent à se faire entendre à la fin de 1990. Le CCBC publia également un document intitulé « *Special Report : Assessing Canada's China Policy: Is it Time for a Change?* » qui argumentait pour la fin des mesures restrictives contre la Chine afin d'assurer aux entreprises canadiennes de ne pas perdre leur accès au marché chinois (Canada China Trade Council 1990; Balloch 2013, 327). Toutefois, Joe Clark considéra que le moment n'était pas propice pour permettre la reprise des relations à haut niveau,

en raison notamment du début de la guerre du Golfe persique (Balloch 2013, 326-328). Selon Joe Clark, le gouvernement conservateur voulait s'assurer que le gouvernement chinois prenne sérieusement la condamnation des gestes posés le 4 juin et ne voulait pas perdre sa crédibilité concernant son engagement à défendre les questions de droits de la personne sur la scène internationale (entrevue Clark). D'ailleurs, il évita de s'arrêter en Chine lors de sa visite au Japon et à Hong Kong en mars 1991 (entrevue Clark).

En avril 1991, Brian Mulroney procéda à un remaniement ministériel qui envoya Joe Clark au ministère des Affaires constitutionnelles afin de travailler sur le dossier de l'unité nationale canadienne. La remplaçante de Joe Clark, Barbara McDougall, était farouchement opposée à toute relaxation des mesures prises par le gouvernement conservateur à l'endroit de la Chine (entrevue SAMAE Mulroney). Selon Brian Mulroney, cette décision de nommer Mme McDougall à ce poste n'avait aucun lien avec la position de cette dernière envers la Chine (entrevue Mulroney)⁵⁷. Selon les propos de Brian Mulroney, le rôle de Barbara McDougall, comme tout autre ministre, était de diriger son ministère et d'appliquer les politiques issues du consensus final décidé par le premier ministre lui-même et non la position d'un ministre en particulier (entrevue Mulroney).

Toutefois, il est clair que cette dernière avait peu d'appétit pour travailler à la reprise des relations avec la Chine. Lorsqu'elle rencontra à Ottawa le ministre des Affaires étrangères de la Chine, Qian Qichen, elle déclara avoir consacré la majorité de la rencontre à critiquer le bilan des droits de la personne de la Chine (Sallot 1991). Le sous-ministre à l'Asie-Pacifique du MAE et son adjoint⁵⁸ tentèrent sans succès de convaincre la ministre de faire des démarches auprès du BCP pour permettre la reprise des contacts à haut niveau avec la Chine (Balloch 2013, 327-328). Pourtant, les premiers ministres du Japon, d'Italie et du Royaume-Uni ainsi que le secrétaire d'État des É-U s'étaient rendus en Chine de manière officielle en 1991 (Balloch 2013, 328). Du côté canadien, seul le ministre de l'Agriculture du Canada s'était rendu en Chine durant cette période⁵⁹, visite qui n'était pas considérée comme un contact à haut niveau (Balloch 2013, 328; SMAE Mulroney). À travers le CCBC, plusieurs entreprises canadiennes tentaient de faire pression discrètement sur le gouvernement pour la reprise des contacts avec la Chine (entrevue

⁵⁷ Brian Mulroney affirme que cette nomination n'avait « aucun » rôle à jouer dans la position de son gouvernement envers la Chine (entrevue Mulroney).

⁵⁸ Il s'agissait à l'époque de Demontigny Marchand et Jean McCloskey.

⁵⁹ La visite était pour l'élaboration d'une initiative de l'ACDI dans une communauté rurale (Balloch 2013, 328).

Bild), mais Barbara McDougall ne voulait pas autoriser d'autres visites ministérielles suite à sa nomination, laissant le Canada prendre du retard dans sa relation économique avec la Chine (Canada China Trade Council 1990; Balloch 2013, 327-330 ; Balloch 2013, 327; entrevues SAMAE Mulroney; Bild). Sa position fut renforcée suite à l'expulsion de la Chine de trois députés canadiens ayant organisé une dénonciation publique du bilan des droits de la personne de la Chine lors d'une visite organisée par l'Assemblée nationale populaire de la Chine en décembre 1991⁶⁰, Barbara McDougall affirmant qu'il s'agissait d'un « affront à l'institution du parlement ». Par la suite, elle prit soin d'organiser une révision en comité parlementaire de la relation avec la Chine. (Oliver 1998, 111-112; Balloch 2013, 328-329). Lors d'une séance de ce comité en mars 1992, le représentant du ministère fut interrogé par Svend Robinson du NPD et Lloyd Axworthy du Parti libéral. Le représentant du gouvernement⁶¹ expliqua que :

Only one other G7 country has not had its foreign minister in China. We are not uncomfortable with that position, Minister McDougall made this very clear a week ago. The foreign minister (of China) is not being invited to Canada. (Balloch 2013, 331)

La position de Barbara McDougall était, selon ce représentant, plus près de la position des deux députés de l'opposition que de la position prise par Brian Mulroney et Joe Clark en 1989 (Balloch 2013, 330-331).

3.2.2 – La reprise des contacts à haut niveau en 1992-1993

À l'hiver 1992, le gouvernement Mulroney choisit finalement de reprendre les relations à haut niveau avec la Chine. D'abord, l'ambassadeur de la Chine au Canada put s'entretenir directement avec le premier ministre pour une première fois depuis l'été 1989 et deux ministres seniors du gouvernement firent chacun une visite officielle en Chine au printemps 1992 et à l'hiver 1993 respectivement (Balloch 2013, 334-336). Lors de sa visite en Chine, le ministre du Commerce international, Michael Wilson, assura que le Canada soutiendrait la candidature de la Chine au GATT. Il rappela également aux dirigeants chinois que la voie de l'ouverture économique sur le monde et les réformes économiques, sociales et politiques seraient en mesure d'assurer prospérité et stabilité à la Chine (entrevues SAMAE Mulroney; SCPM Mulroney).

⁶⁰ Le député néo-démocrate Svend Robinson avait organisé une rencontre avec la conjointe d'une des têtes de proue du mouvement de protestation de 1989, Wang Juntao, afin de tenir une conférence de presse et une manifestation sur la Place Tiananmen. Ayant eu écho des intentions de Svend Robinson, le gouvernement chinois expulsa les trois députés canadiens (Kristof 1992).

⁶¹ Il s'agissait de Howard Balloch, alors sous-ministre adjoint du MAE (Balloch 2013, 331).

Joe Clark fit une visite à Beijing dans le cadre d'une tournée asiatique à Hong Kong et à New Delhi (entrevue Clark). Bien qu'il n'était plus secrétaire des Affaires étrangères, Joe Clark était vice-premier ministre et sa visite envoyait un signal positif au gouvernement chinois (entrevue Clark). La question des droits de la personne avait été officiellement mise à l'ordre du jour de cette visite et Joe Clark put s'entretenir avec le ministre des Affaires étrangères Qian Qichen, le ministre du Commerce étranger Li Lanqing et le vice-premier ministre Zhu Rongji (entrevue Clark; Balloch 2013, 336-337). Bien que le gouvernement chinois n'ait pas affirmé que la crise de Tiananmen avait été une erreur, certains d'entre eux, dont Qian Qichen, fit référence à cet épisode comme étant « les événements regrettables de 1989 » (Balloch 2013, 336-337).

En mai 1993, Zhu Rongji, vice-premier ministre de la Chine et réformateur dont l'influence était grandissante, fit une visite non officielle au Canada. Il se rendit à Toronto, Ottawa et Montréal, notamment pour rencontrer un groupe de gens d'affaires influents du Canada, dont Paul Desmarais, au siège social de Power Corporation à Montréal (Balloch 2013, 336-340). Lors de son passage à Ottawa, il fut reçu à la résidence du premier ministre canadien, marquant la première rencontre entre le premier ministre canadien et un haut dirigeant chinois depuis la crise de Tiananmen (entrevues SAMAE Mulroney; SCPM Mulroney; Mulroney; Clark; Balloch 2013, 336-340). Brian Mulroney informa personnellement Zhu Rongji que le Canada était prêt à un « réengagement à haut niveau, mais qu'il souhaitait également débiter un dialogue sur les questions des droits de la personne » (cité dans Balloch 2013, 337). Cette rencontre indiquait symboliquement la fin de la politique d'attente après Tiananmen (Balloch 2013, 337-340; entrevue Mulroney; SAMAE Mulroney).

3.3 – L'influence des élites et l'importance de la représentation idéationnelle du premier ministre avant et après la crise de Tiananmen

Les sections précédentes ont présenté la conséquence de la crise de Tiananmen sur la politique étrangère du Canada de 1989 à 1993. Dans cette section, il sera démontré comment la représentation idéationnelle du premier ministre est venue largement contraindre la réponse du Canada à la crise de Tiananmen. En partie due à l'influence des élites de la communauté d'affaires canadienne, Brian Mulroney voulut s'assurer que les efforts déployés depuis 1986 ne soient pas réduits en vain. La réponse du Canada fut donc davantage une mise en suspens de sa politique envers la Chine, créant une période d'attente, plutôt qu'une transformation durable de la politique

envers la Chine. Malgré tout, la reprise des relations dut attendre la réimplication du premier ministre sous l'impulsion de ses contacts avec les élites de la communauté d'affaires canadienne et des représentants du régime chinois. Ainsi, malgré une forte contrainte externe sur la politique canadienne envers la Chine, l'analyse de la séquence des événements et du processus de prise de décision permettra de voir comment la représentation idéationnelle du premier ministre Mulroney est venue modérer la réponse du Canada face à la crise.

3.3.1 – L'impact de Tiananmen sur la représentation idéationnelle du premier ministre

Tel qu'indiqué précédemment, lorsque les manifestations prirent de l'ampleur au milieu du mois d'avril, le MAE mit en place une cellule de crise pour suivre attentivement le déroulement des événements (entrevues Bild; Drake; DAN Mulroney; Balloch 2013, 234-237). En raison des contacts constants entre le personnel de MAE, l'ambassade du Canada à Beijing, Joe Clark, le CPM, le BCP et le premier ministre, une série de mesures à court terme a pu être annoncée dès le 5 juin 1989 (Balloch 2013, 262-280; entrevues DAN Mulroney; Clark). Alors que la cellule de crise de MAE s'activait pour assurer l'évacuation coordonnée des Canadiens et pour produire un portrait cohérent de la situation à travers la Chine, des discussions impliquant le CPM et Brian Mulroney avaient lieu afin de déterminer quelle serait la position du Canada à long terme (Balloch 2013, 262-280; entrevues Clark; DAN Mulroney). Selon un haut fonctionnaire du MAE à l'époque, Brian Mulroney « voulait recevoir des informations et analyses exactes » concernant la situation en Chine et assurer un « fil continu d'information » (Balloch 2013, 265-266). Ces discussions à haut niveau dans les semaines qui suivirent les événements du Tiananmen, particulièrement entre Joe Clark et Brian Mulroney, ont permis au premier ministre de déterminer l'orientation générale de la réponse canadienne à la crise (entrevue SAMAE Mulroney; Clark).

Dès le 4 juin, Joe Clark avait considéré demander le rappel immédiat de son ambassadeur en Chine, mais l'ambassadeur Earl Drake considérait qu'il devait rester en Chine pour travailler à l'évacuation des Canadiens présents là-bas (Gecelovsky 2001, 79; Balloch 2013, 276-277; entrevue SMAE Mulroney). Plusieurs membres de l'appareil gouvernementale considéraient que son rappel était nécessaire afin d'envoyer un message univoque de désapprobation des actions du PCC (Balloch 2013, 276-277; entrevues SMAE Mulroney). Conscient qu'un rappel pouvait être considéré comme un signe de rupture des relations diplomatiques, ce fut Brian Mulroney qui approuva explicitement la formule selon laquelle l'ambassadeur du Canada en Chine, Earl Drake,

fut « convoqué »⁶² à Ottawa le 13 juin pour consultation, mais seulement temporairement (Nossal 1994, 174; Balloch 2013, 277; entrevue SMAE Mulroney; Clark). Cette décision permettait d'envoyer un message de désapprobation au régime chinois, mais sans envoyer un signal de rupture de relation diplomatique (Nossal 1994, 174; entrevue DAN Mulroney). Cette « visite » d'Earl Drake à Ottawa était également nécessaire en raison de la révision complète de la relation sino-canadienne que voulait opérer le MAE. Earl Drake rencontra alors en privé autant Joe Clark que le premier ministre (Gecelovsky 2001, 79; entrevue SMAE Mulroney).

Les analyses relayées par le corps diplomatique du Canada à Beijing indiquaient que bien qu'il y ait eu décision de répression politique du mouvement étudiant par le Politburo chinois, un débat interne concernant la suite y faisait rage (entrevue SMAE Mulroney). Les pressions publiques sur le gouvernement Mulroney et la nécessité d'une cohérence dans ses politiques internationales sur les questions de droits et de libertés appelaient le gouvernement à prendre une ligne plus dure contre la Chine (Gecelovsky 2001, 85-90). Certains membres du Cabinet et du caucus progressiste-conservateur souhaitaient également une rupture officielle des relations afin de démontrer l'engagement du Canada à défendre les droits de la personne et les libertés fondamentales (entrevues DAN Mulroney; SMAE Mulroney; SCPM Mulroney). L'une des ministres influentes du Cabinet, Barbara McDougall, était partisane de la ligne dure (entrevue DAN Mulroney). Certains fonctionnaires de l'ACDI, dont le vice-président section Asie, David Holdsworth, étaient particulièrement froids à l'idée de devoir poursuivre des projets en collaboration avec le gouvernement chinois (Balloch 2013, 280-281). À l'opposé, d'autres membres de l'appareil gouvernemental, incluant l'ambassadeur, souhaitaient assurer que la réponse du Canada ne vienne pas compromettre à long terme toutes les initiatives bâties depuis près de vingt ans avec la Chine (Gecelovsky 2001, 84; Balloch 2013, 262-280; entrevues SAMAE Mulroney; Clark; SMAE Mulroney). Alors que Joe Clark relayait les perspectives issues de son ministère, ce fut selon plusieurs intervenants le premier ministre qui déterminait ultimement la position à prendre (entrevues DAN Mulroney; SCPM Mulroney; Clark; Mulroney).

Brian Mulroney avait adopté un style politique « d'accommodation des intérêts » et non un style d'application de grands principes idéologique (Aucoin 1986, 17). Son passé de négociateur de relations de travail faisait de lui un « *deal maker* » (Cooper 1997, 188).

⁶² Le terme « *brought* » fut utilisé au lieu du terme « *recall* » qui aurait suggéré un rappel de l'ambassadeur et un signal beaucoup plus fort et problématique au niveau des relations diplomatiques avec la Chine

Son leadership était basé sur le pragmatisme et le compromis ancré dans la réalité politique (Aucoin 1986; Cooper 1997; DAN Mulroney; Burney; SCPM Mulroney). En raison de ce style, il est logique que Brian Mulroney voulût trouver une position qui serait acceptable politiquement et pouvait réconcilier la dénonciation, exposant clairement l'opposition du Canada envers la répression de civils par l'armée populaire chinoise, ainsi que la sauvegarde de l'intérêt du Canada à conserver des liens substantiels avec la Chine (entrevues Clark; Mulroney).

Brian Mulroney considérait que les événements de Tiananmen étaient catastrophiques pour la Chine (entrevue Mulroney; Clark; DAN Mulroney; SCPM Mulroney). Il affirma devant les médias à l'époque que c'était « une abomination pour eux [les Chinois] et une calamité pour cette bouffée d'air frais [qu'était] un élan démocratique qui parcourait toute la Chine » (Mulroney 2011, 791). Il affirma quelques jours plus tard dans une allocution à Vancouver :

Des tirs aveugles ont brusquement mis un terme à de précieuses vies humaines, mais ils ne pourront jamais éteindre le besoin fondamental de liberté et de démocratie des êtres humains. (Mulroney 2011, 791)

Toutefois, il n'est pas aussi certain que les demandes des manifestants chinois étaient perçues comme réellement raisonnables et opportunes par Brian Mulroney. Suite à sa visite de 1986 en Chine, Brian Mulroney était conscient que le PCC n'avait aucune intention de procéder à une ouverture démocratique à l'occidentale de manière subite (entrevue Mulroney; SCPM Mulroney). En fait, Deng Xiaoping avait clairement expliqué qu'afin de gérer les attentes de sa population et d'éviter les troubles politiques auxquels s'exposait l'URSS, les réformes économiques avaient « préséance sur toute initiative démocratique » (Mulroney 2011, 525; entrevues SCPM Mulroney; SMAE Mulroney). Brian Mulroney était d'accord avec cette position puisqu'il affirme avoir été convaincu de la détermination des dirigeants qu'ils avaient rencontrés, incluant Deng Xiaoping, dans leur engagement à mettre en œuvre ces réformes économiques quoiqu'il advienne (entrevues Mulroney; SCPM Mulroney; SMAE Mulroney). Or, au fil des semaines où se déroulaient les manifestations dans la capitale chinoise, les demandes des manifestants s'étaient transformées en demandes d'ouverture démocratique soudaine (entrevues DAN Mulroney; Drake; Drake 1999, 234). L'érection d'une statue de la liberté de fortune sur la place Tiananmen illustre bien ces demandes audacieuses du mouvement étudiant jugé inacceptable par les dirigeants chinois (The Guardian 2014).

Brian Mulroney avait été convaincu par les dirigeants chinois de leur détermination à élever le niveau de vie de leurs citoyens et de lutter contre la pauvreté et les profondes cicatrices que l'époque maoïste avait laissées sur toute une génération de citoyens de la Chine (entrevues SMAE Mulroney; SCPM Mulroney; Mulroney). Lors de la crise de Tiananmen, le premier ministre espérait que la Chine poursuive dans cette veine de réforme, espérant que la crise de Tiananmen ne soit « qu'une grave erreur de parcours » (entrevues Mulroney; Clark; DAN Mulroney; SCPM Mulroney). Sans cette conviction de la part de Brian Mulroney obtenue grâce à ses contacts directs avec les dirigeants chinois, il est possible de douter si la réaction du gouvernement canadien aurait été aussi nuancée.

En fait, le premier ministre considérait toujours que le Canada devait entretenir de bonnes relations politiques avec la Chine autant pour ses propres intérêts commerciaux que pour encourager les réformes chinoises (entrevues Clark; Mulroney; DAN Mulroney; SCPM Mulroney; SMAE Mulroney). Brian Mulroney ne voulait pas encourager indirectement un retour vers le totalitarisme en Chine par une politique l'isolant politiquement à nouveau (entrevue DAN; SCPM Mulroney). Selon Joe Clark, Brian Mulroney considérait qu'une réaction trop stricte de la communauté internationale contre la Chine, telle qu'un abandon des relations diplomatiques, nuirait non seulement aux intérêts canadiens, mais contribuerait à renforcer le pouvoir des factions les plus réfractaires aux réformes chinoises (entrevue Clark). Brian Mulroney voulait s'assurer que la politique de défense des droits de la personne de son gouvernement soit respectée, mais il souhaitait également que le Canada puisse conserver ses liens privilégiés avec la Chine si elle demeurait sur le chemin des réformes (entrevue Clark; Mulroney; SCPM Mulroney; DAN Mulroney). En fait, Brian Mulroney considérait qu'une position trop antagoniste nuirait davantage à l'ouverture de la Chine que le contraire (entrevues Mulroney; SMAE Mulroney; SCPM Mulroney; DAN Mulroney; Clark).

Ainsi, en fonction des propos recueillis auprès de Brian Mulroney lui-même, Joe Clark et des membres du MAE et du Bureau du Premier ministre Mulroney, en plus de ses déclarations de l'époque et des informations contenues dans ses mémoires, il semble que Brian Mulroney concevait que la crise de Tiananmen exigeait une réponse rapide et dénonciatrice envers la Chine, mais nuancée. Le Canada devait trouver un équilibre entre une dénonciation des agissements du régime communiste chinois et le besoin de sauvegarder les intérêts commerciaux du Canada en Chine. La solution privilégiée par Brian Mulroney était donc de suspendre les relations

« normales », mais sans rompre tous les liens entre les deux pays, espérant que la Chine reprenne la voie des réformes. En ce sens, la représentation idéationnelle de Brian Mulroney au lendemain de la crise de Tiananmen peut être représentée ainsi : *La répression du gouvernement chinois envers sa population exige la mise en place de mesures temporaires pour condamner le régime communiste, mais le Canada ne doit pas rompre complètement la relation afin de ne pas sacrifier ses intérêts économiques et les progrès réalisés auprès de la Chine.*⁶³

Figure 11 : Composantes de la représentation idéationnelle de Brian Mulroney en 1989

Enjeu envers la Chine :	Intérêts ou objectifs :	Moyen pour atteindre les objectifs
La répression du gouvernement chinois envers sa population viole les principes de base des droits de la personne défendus par le Canada.	le Canada doit condamner les agissements du PCC sans sacrifier les liens construits avec la Chine depuis 1970 pour protéger les intérêts commerciaux canadiens	Le Canada doit suspendre mais pas abolir sa stratégie envers la Chine jusqu'à ce qu'il soit clair que la Chine poursuivra ses réformes.

Brian Mulroney demande à Joe Clark et au MAE de préparer une réponse formelle à la crise et approuve le document intitulé *Canada and China : The Months Ahead* (Clark 1989c), déposé au Parlement par Joe Clark.

Brian Mulroney adopta cette position entre le 4 et le 16 juin 1989 suite à ses discussions avec ses proches conseillers au CPM et au BCP, Joe Clark, quelques autres ministres, l'ambassadeur Earl Drake, ainsi que des représentants de l'élite de la communauté d'affaires canadienne (entrevues Clark; DAN Mulroney; SCPM Mulroney; Mulroney; Gecelovsky 2001, 85-86). En effet, des membres du CCBC eurent certaines discussions avec des membres du gouvernement afin de réduire le risque que la réaction du Canada à cette crise ait un impact négatif sur les activités commerciales de ses 120 membres corporatifs (Gecelovsky 2001, 88; entrevues SMAE; SCPM Mulroney). Par la suite, la communauté d'affaires put s'exprimer officiellement lors d'un exercice de consultation du MAE (Gecelovsky 2001, 88;). Les mesures prises par le Canada envers la Chine se devaient donc d'être nuancées afin d'envoyer un message subtil à la Chine. Le Canada ne pouvait pas accepter ce type de comportement autocratique, mais souhaitait continuer à encourager les réformes économiques et le commerce avec la Chine (entrevue DAN). Si le Canada a choisi de suspendre certains éléments de sa relation avec la Chine, la position

⁶³ Les intervenants rencontrés ont tous affirmé qu'il s'agissait d'une qualification fidèle de ce qu'ils avaient remarqué être la position du premier ministre Brian Mulroney suite à la crise de Tiananmen (entrevues Burney; Drake; SCPM Mulroney; SMAE Mulroney; DAN Mulroney; Clark; Heinbecker).

préalable du gouvernement de favoriser les échanges commerciaux et sociaux avec la Chine n'était pas abandonnée (entrevue avec Clark; Clark 1989c; Frolic 1999; 2000).

3.3.2 – Le rôle du premier ministre et celui du secrétaire des Affaires étrangères

Le premier ministre délégua à Joe Clark la responsabilité de gérer la réponse du Canada et d'assurer que les détails de celle-ci soient conformes à la sienne. Brian Mulroney considérait à cette époque que son secrétaire aux Affaires étrangères était en mesure de jouer un rôle clé (Mulroney 2011, 791). Joe Clark put ainsi gérer à l'intérieur de son ministère les détails présentés dans le document du 30 juin 1989 (Gecelovsky 2001, 85-86; entrevues Burney; SMAE Mulroney; DAN Mulroney; Clark). Brian Mulroney se fit relativement discret publiquement sur cet enjeu en juin 1989 et laissa son ministre prendre les devants au niveau des relations avec les médias et des interventions à la Chambre des communes (Gecelovsky 2001, 85-86). Toutefois, il serait erroné de voir dans ce rôle de Joe Clark un rôle prépondérant au niveau de la prise de décision.

Les détails exacts contenus dans le document du 30 juin 1989 furent le fruit de discussions intensives entre le MAE, l'ambassade du Canada en Chine, le groupe de travail sur la Chine, Joe Clark et son personnel politique et ses sous-ministres, le CPM, le BCP et impliquant directement Brian Mulroney (entrevue DAN Mulroney; Balloch 2013, 262-280; Gecelovsky 2001, 85-86). Joe Clark présenta personnellement les détails des mesures développés par MAE à Brian Mulroney quelques jours avant leur annonce le 30 juin (entrevues Clark; Mulroney; DAN Mulroney; SMAE Mulroney; SCPM Mulroney). Joe Clark avait un accès direct au premier ministre et pouvait ainsi obtenir rapidement l'accord de celui-ci sans devoir passer par un processus de décisions collectives au sein du Cabinet (Bakvis et Macdonald 1994, 62). Le rôle substantiel de Joe Clark était la conséquence à la fois de sa présence dans le cercle d'influence du premier ministre en matière de politique étrangère ainsi que la conviction du premier ministre que Joe Clark pouvait faire en sorte que les mesures détaillées en réponse à la crise seraient développées en conformité avec sa perspective sur la question (entrevue Mulroney).

Bien que Brian Mulroney ne fut pas celui qui développa les détails de cette réponse au niveau opérationnel, ce dernier voulait s'assurer que celle-ci reflétait clairement sa position, telle que décrite par sa représentation idéationnelle. C'est ainsi que Mulroney donna son assentiment aux mesures annoncées dans le document du 30 juin 1989 et informa le Cabinet de la position officielle de son gouvernement la veille de l'annonce officielle (entrevues Clark; Mulroney; DAN

Mulroney; SCPM Mulroney). Exactement comme le premier ministre l'avait fait lors de son retour de Chine en 1986, il décida de l'orientation générale de la politique du Canada envers la Chine et chargea son ministre Joe Clark de gérer les détails et la mise en œuvre de ces mesures (entrevue DAN Mulroney). Sans nier l'influence et l'importance du rôle de Joe Clark, ce ne fut pas sa vision de la situation qui a dicté la réponse canadienne à Tiananmen, mais plutôt celle du premier ministre. À cet égard, Brian Mulroney affirma en 1991, critiqué sur l'apparente retenue de son gouvernement à prendre des sanctions plus sévères contre le gouvernement chinois, « que rompre les relations avec la Chine serait l'équivalent de fermer nos frontières avec les É-U » (Canada, Chambre des Communes 1991).

Le leadership politique de Brian Mulroney basé sur le compromis (*Brokerage politics*) exigeait qu'il soit au centre de décisions majeures de son gouvernement. Ce style de leadership exigeait son implication personnelle dans la prise de décision de politiques significatives de son gouvernement (Aucoin 1986, 21-23). Étant donné que cette crise était un enjeu politique majeur et très visible, la décision revenait au premier ministre. Conformément à l'hypothèse 1 et l'hypothèse secondaire du cadre théorique⁶⁴, la réponse du Canada à la crise de Tiananmen fut la conséquence de la représentation idéationnelle de Brian Mulroney qui chercha à balancer les exigences de dénonciations et la sauvegarde des intérêts canadiens en Chine. L'implication directe du premier ministre assura que la réponse fut substantielle, nuancée et rapide.

3.3.3 – La réaction du Canada avant celle du G7

Certains commentateurs ont considéré que la réponse du Canada à cette était le résultat des limites imposées par la communauté internationale (Nossal 1994; Gecelovsky 2001; Labrecque 2016). Cette explication se base sur la position théorique selon laquelle le Canada, comme puissance moyenne, doit se conformer aux normes imposées par les puissances majeures. Une analyse chronologique démontre toutefois que ce ne fut pas le cas. Il est remarquable que les mesures prises par les membres du G7 en juillet 1989 soient fortement similaires à celles prises quelques semaines auparavant en juin 1989 par le Canada : suspension des contacts militaires, modifications des critères pour les projets financés par la Banque mondiale, procédure

⁶⁴ H1 : Une modification de la représentation idéationnelle du premier ministre est nécessaire et suffisante pour créer un changement significatif d'une politique étrangère du Canada. HS : L'implication directe du premier ministre est nécessaire pour qu'il y ait une modification significative de politique étrangère, sans quoi seulement des ajustements incrémentaux seront possibles ou le maintien du statu quo.

d'immigration pour les étudiants chinois présents dans les sept pays, condamnation des violations des droits de la personne, mais aucune coupure des relations diplomatiques ou sanctions économiques punitives (Bastide 1996). Brian Mulroney fit d'importants efforts pour s'assurer que la position des puissances du G7 ne contraigne pas le Canada à modifier à son tour sa propre position (entrevue DAN Mulroney; Mulroney; Clark). Selon certains des intervenants interrogés, Brian Mulroney a fait des efforts pour convaincre ses homologues d'adopter ces mesures alors que les membres du G7 n'avaient pas encore élaboré une réponse aussi élaborée que celle du Canada (entrevues DAN Mulroney; SCPM Mulroney; BCP Mulroney).

En fait, alors que Brian Mulroney se fit discret sur la scène publique domestique après la crise de Tiananmen, laissant Joe Clark être le visage public de la réaction à la crise, il a travaillé en coulisses pour convaincre les pays du G7 de condamner officiellement la Chine lors du sommet de Paris en juillet 1989 (Mulroney 2011, 791). Brian Mulroney eut quelques conversations avec Georges Bush à ce sujet et François Mitterrand avant même la tenue du sommet (Mulroney 2011, 791; entrevues Clark; DAN Mulroney; SCPM Mulroney; SMAE Mulroney; Mulroney). Lors des discussions au G7 de juillet 1989, Brian Mulroney réussit à convaincre ses homologues français et japonais de l'importance d'émettre un communiqué conjoint de tous les membres du G7 condamnant les gestes du 4 juin et d'adopter des mesures similaires à celles annoncées par le Canada (Balloch 2013, 279; entrevues DAN Mulroney; SCPM Mulroney). Alors que le Japon, la France et même les É-U hésitaient à parler de sanctions ou de condamnations, Brian Mulroney considérait qu'il était essentiel d'envoyer un message clair à la Chine pour éviter que ce genre d'évènements ne se reproduise, mais aussi d'assurer de ne pas envoyer un message d'isolement envers la Chine (entrevues DAN Mulroney; SMAE Mulroney; SCPM Mulroney; Mulroney). Brian Mulroney voulait également présenter une réponse unie des pays du G7 afin d'aider son homologue américain à réduire les chances du Congrès américain de prendre le contrôle de la réponse américaine, congrès qui contrairement à la présidence souhaitait des sanctions économiques et diplomatiques sévères contre la Chine (Gecelovsky 2001, 80-81). Brian Mulroney argumenta pour que les sanctions soient prises au niveau des ventes d'armes, des relations à haut niveau et de la création de nouveaux critères pour les allocations de prêts de la Banque Mondiale à la Chine, mais pas de sanctions économiques ou diplomatiques (entrevues DAN Mulroney; Burney; SCPM Mulroney; Mulroney). Le premier ministre utilisa ses bonnes relations avec plusieurs de ses homologues, dont George Bush et François Mitterrand, pour

s'assurer que la position du G7 serait conforme à la position déjà adoptée par le Canada (entrevues Mulroney; DAN Mulroney; Burney). Brian Mulroney participa activement à définir la réponse du G7 (entrevues DAN Mulroney; SMAE Mulroney; SCPM Mulroney; Mulroney).

Les informations recueillies auprès des acteurs canadiens de l'époque sont corroborées par la chronologie des événements. En effet, non seulement la position canadienne fut essentiellement la même que celle du G7, mais elle fut annoncée autant dans sa perspective initiale du 5 juin que dans les mesures détaillées du 30 juin plusieurs jours avant les autres pays du G7⁶⁵, le Canada était le premier pays du G7 à réagir officiellement à la crise et à annoncer des mesures concrètes (Bastide 1996; Gecelovsky 2001, 80-8; Balloch 2013, 272, 279-280). La réponse du Canada à Tiananmen ne peut donc pas être considérée comme ayant été dictée par la réponse des É-U ou de la communauté internationale. Non seulement la réponse du Canada fut construite et annoncée avant la réponse internationale, mais celle-ci fut à bien des égards plus substantielle que celle de ses alliés (Gecelovsky 2001, 75). De plus,

Ainsi, la réaction du Canada à la crise de Tiananmen fut le résultat d'une révision rapide de la politique envers la Chine où quelques hauts fonctionnaires de MAE, l'ambassadeur du Canada en Chine, quelques conseillers du CPM, Joe Clark et Brian Mulroney étaient les principaux acteurs. Malgré les pressions populaires pour rompre les relations avec la Chine, le gouvernement décida plutôt de prendre des mesures temporaires et dans certains cas « chirurgicales ». Cette décision fut prise explicitement par le premier ministre et était fidèle à sa représentation idéationnelle de la relation sino-canadienne suite aux événements de Tiananmen. Certes, les détails de la réponse canadienne furent élaborés par le MAE, mais l'objectif de celle-ci fut dictée par la position du premier ministre activement impliqué dans les discussions à ce sujet.

3.3.4 – Le statu quo sans l'intervention du premier ministre

De 1990 à 1992, le Canada respecta les mesures annoncées le 30 juin 1989 envers la Chine. Les contacts avec la Chine furent principalement sous la forme de liens entre les fonctionnaires de l'appareil gouvernemental des deux pays et les quelques nouvelles initiatives économiques respectaient les nouvelles normes mises en place (Balloch 2013; Gecelovsky 2001; entrevues Clark; Mulroney; DAN Mulroney). La visite de l'ambassadeur du Canada au Tibet en 1990

⁶⁵ Le sommet du G7 eut lieu du 14 au 16 juillet 1989 à Paris.

témoigne bien de cet engagement du Canada à ne pas laisser tomber ses relations avec la Chine tout en ayant suspendu les relations normales (Drake 1999, 212-214).

En juin 1989, Brian Mulroney et Joe Clark s'étaient entendus pour laisser « le temps faire son œuvre » et attendre que la Chine démontre à nouveau son engagement pour ses réformes (entrevue Joe Clark). Toutefois, il n'était pas clair combien de temps serait suffisant ou quels signes attendre pour déclencher une reprise des relations normales. Or, de l'automne 1989 à l'hiver 1992, le premier ministre Mulroney ne fut plus impliqué aussi directement dans la prise de décision concernant la politique envers la Chine. En effet, comme mentionné précédemment, Joe Clark choisit à deux reprises de ne pas informer directement le premier ministre de situations qui auraient pu l'encourager à mettre fin à la période d'attente. Le gouvernement chinois indiquait au personnel diplomatique canadien que les réformes économiques reprenaient progressivement et qu'il était prêt à oublier ce triste événement, mais l'information ne se rendit vraisemblablement pas jusqu'à Brian Mulroney (entrevues SAMAE Mulroney; Bild; Mulroney; Balloch 2013, 326-333). Après la crise de Tiananmen, le canal d'informations informelles qui avait été ouvert entre le MAE, le BCP et le CPM se referma, alors que le premier ministre était particulièrement préoccupé par les questions constitutionnelles, la guerre du Golfe et la négociation de l'ALENA (entrevue SAMAE Mulroney; Balloch, 2013 326-329).

Alors que le premier ministre affirmait en octobre 1991 que le Canada devait éventuellement poursuivre plus intensivement ses relations avec la Chine, la nouvelle secrétaire aux Affaires étrangères, Barbara McDougall, avait de son côté choisi d'adopter une position ferme envers la Chine. Alors que l'ambassadeur Fred Bild et son sous-ministre adjoint tentaient de lui faire part d'une certaine urgence dans la reprise des relations, elle ne crut pas nécessaire de transmettre cette information au premier ministre (entrevues SMAE Mulroney; SAMAE Mulroney; Balloch 2013, 329-332). Elle ne fut pas directement impliquée dans la décision de permettre à ceux-ci de se rendre en Chine ni dans la décision du premier ministre d'envoyer le signal d'une reprise de la relation normale avec la Chine (entrevue SAMAE Mulroney; Mulroney; Balloch 2013, 329-332). Bien que sa position ait pu être motivée par des raisons politiques, sa circonscription comptait un nombre important d'immigrants hongkongais particulièrement hostiles à la RPC, il semble aussi qu'elle croyait que ce n'était pas à elle de modifier la décision prise par le premier ministre (entrevues SCPM Mulroney; SMAE Mulroney; SAMAE Mulroney; Keith 1992, 330; Balloch 2013, 326-333; Evans 2014, 41).

Essentiellement, sans le leadership politique du premier ministre, l'appareil gouvernemental, incluant la secrétaire des Affaires étrangères et le vice-premier ministre, ne fut pas en mesure de mettre fin à la période d'attente établie en 1989. Le fait que d'autres membres du G7 aient déjà progressivement repris les relations « normales » avec la Chine et que le gouvernement chinois tenta d'émettre plusieurs signaux indiquant que leur volonté de travailler à nouveau avec le Canada ne fut pas suffisante pour permettre une reprise des relations.

3.4 – La relance des contacts à haut niveau et la réimplication de Brian Mulroney

La réimplication du premier ministre fut nécessaire afin de permettre la fin de la suspension des relations après la crise de Tiananmen. Alors que la secrétaire des Affaires étrangères tenait publiquement de durs propos contre la Chine en janvier et mars 1992 et que l'ambassadeur du Canada en Chine se faisait questionner en comité parlementaire sur la position du Canada envers la Chine, la reprise des relations à haut niveau s'organisait en coulisses en toute connaissance de cause du premier ministre (entrevues SAMAE; Clark; Balloch 1993, 328-335). En effet, ce fut lors de cette période que Brian Mulroney autorisa les visites de Michael Wilson et Joe Clark en Chine pour permettre une reprise des contacts à haut niveau. Cette décision faisait suite à une rencontre entre l'ambassadeur de la Chine, André Desmarais et le premier ministre canadien à l'hiver 1992. Durant cette même période, des pourparlers préliminaires non officiels débutèrent sous l'initiative de la Chine pour discuter d'un achat possible de réacteurs CANDU (Balloch 1993, 328-335).

3.4.1 – Le rôle des élites et des dirigeants chinois dans la relance de la relation

André Desmarais, fils de Paul Desmarais, est devenu président et chef des opérations de Power Corporation du Canada en 1991 et prit progressivement la relève de son père au sein du CCBC (Dicko 2012, 46; Balloch 2013, 331–333). À l'hiver 1992, André Desmarais rencontra personnellement le sous-ministre adjoint à l'Asie-Pacifique du MAE, Howard Balloch à l'époque, pour tenter de le convaincre que le Canada devait reprendre ses contacts à haut niveau avec la Chine (Balloch 2013, 333). André Desmarais l'informa que plusieurs des membres du CCBC, tels que Bombardier, Nortel, Manuvie, la Banque Royale et la Banque de Montréal, considéreraient que la lenteur dans la reprise des relations politiques normales avec la Chine mettait en péril leurs activités en Chine (Balloch 2013, 332). Or, le sous-ministre adjoint expliqua que sa ministre, Barbara McDougall, était opposée à toute reprise des relations avec la Chine

(Balloch 2013, 332-333). André Desmarais et le sous-ministre adjoint décidèrent alors de trouver un moyen pour outrepasser Barbara McDougall et contacter directement le premier ministre Mulroney à ce sujet (entrevue Balloch).

À l'hiver 1992, André Desmarais approcha donc Brian Mulroney afin de lui transmettre directement les inquiétudes des gens d'affaires canadiens œuvrant en Chine. Il lui suggéra d'inviter le nouvel ambassadeur chinois, Zhang Yijun, pour un repas à la résidence du premier ministre (Balloch 2013, 333-334; entrevue Balloch). Lors de cette rencontre, André Desmarais, le sous-ministre adjoint à l'Asie du Nord-Est du MAE, et l'ambassadeur de la Chine discutèrent de la possibilité de reprendre discrètement et progressivement les contacts à haut niveau entre les deux pays. L'ambassadeur chinois affirma qu'il considérait « personnellement que l'utilisation de la force lors de la crise de Tiananmen comme étant en violation de la tradition chinoise », mais que cet événement devait être « oublié » (Balloch 2013, 334-335). Il se montra d'accord avec les démarches de Brian Mulroney sur les questions de l'Apartheid et il considérait que la relation entre un membre du G7 comme le Canada et un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU (la Chine) était trop importante pour ne pas être « robuste » (Balloch 2013, 334-335).

Suite à cette rencontre, Brian Mulroney informa le Cabinet qu'il autoriserait graduellement la reprise contacts à haut niveau avec la Chine (Balloch 2013, 334-335; entrevues SAMAE Mulroney; SCPM Mulroney; Clark). Selon Joe Clark, le premier ministre considérait à l'époque que le Canada devait alors reprendre les contacts avec les dirigeants chinois afin d'éviter une perte de compétitivité des entreprises canadiennes en Chine (entrevue Clark). Ainsi, le ministre du Commerce international, Michael Wilson, fit une visite officielle à Beijing en avril 1992, marquant la première visite à haut niveau entre les deux pays depuis les événements de Tiananmen (Balloch 2013, 334-335; entrevues SAMAE Mulroney; SCPM Mulroney; Clark). Joe Clark, alors vice-premier ministre, fit aussi une visite remarqué en Chine en février 1993.

Lorsqu'en mai 1993, Zhu Rongji fit une visite non officielle au Canada, aucune rencontre avec le gouvernement du Canada n'avait été officiellement prévue à son agenda (entrevues Mulroney; SAMAE). Toutefois, Brian Mulroney affirme avoir reçu un appel téléphonique de Paul Desmarais, qui venait quelques mois plutôt d'être nommé sur le prestigieux Conseil privé de la Reine (entrevue Mulroney; Dicko 2012). Paul Desmarais l'informa que Zhu Rongji était à Ottawa et que « personne ne voulait le voir » (entrevue Mulroney). Brian Mulroney affirme alors qu'il était d'accord avec la position de Paul Desmarais voulant que l'interruption des contacts

entre les deux pays « avait assez duré » (entrevue Mulroney). Ayant été mis au courant par Paul Desmarais de l'importance de Zhu Rongji comme réformateur n'étant nullement impliqué dans la décision de la répression armée lors de la crise de Tiananmen, il décida alors d'inviter ce dernier à sa résidence du 24 Sussex, accompagné d'André Desmarais (entrevue Mulroney). Selon Brian Mulroney, cette rencontre était le symbole de la fin du « *deep freeze* » entre la Chine et le Canada et annonçait le retour à une intensification des relations entre les deux pays.

Selon le sous-ministre adjoint à l'Asie Pacifique du MAE, il avait été prévu un an plus tôt, lors de la rencontre entre André Desmarais, l'ambassadeur de la Chine et Brian Mulroney, que le premier ministre canadien serait prêt à recevoir un haut dirigeant chinois si celui-ci était de passage au Canada pour une visite non officielle (entrevue Balloch). De connivence avec André Desmarais et l'ambassadeur chinois, le sous-ministre adjoint aurait alors organisé un événement à Toronto où Zhu Rongji était invité afin de justifier sa présence à titre personnel au Canada (entrevue Balloch). Le CPM et le premier ministre étaient au courant que Zhu Rongji serait de passage au Canada, puisque Michael Wilson, lors de son passage en Chine, avait informé Zhu Rongji qu'il pourrait se rendre au Canada pour cet événement sans obstruction de la part de son gouvernement (entrevue Balloch; Charles 2006).

Que Brian Mulroney ait été au courant ou non de la visite de Zhu Rongji au Canada avant l'appel de Paul Desmarais, le premier ministre fut dans tous les cas sollicité par des élites de la communauté d'affaires canadienne avec qui il entretenait des contacts privilégiés, en l'occurrence Paul et André Desmarais. Ce ne fut qu'après ces discussions que le premier ministre prit la décision en février 1992 de reprendre progressivement les relations normales avec la Chine et en 1993 de poser un geste public annonçant la fin de la période d'attente après Tiananmen (entrevues Mulroney; Balloch; SAMAE Mulroney; SMAE Mulroney; Balloch 2013, 333-334). En effet, selon les dires des intervenants rencontrés, incluant Brian Mulroney lui-même, la discussion entre Brian Mulroney et André Desmarais à l'hiver 1992 eut lieu avant l'autorisation par le premier ministre de la visite de Michael Wilson en Chine et la rencontre de Zhu Rongji avec le premier ministre fut rendue possible grâce à l'intervention d'André et Paul Desmarais (entrevues Mulroney; Balloch; SAMAE Mulroney; SMAE Mulroney; Balloch 2013, 333-334).

À travers leur implication avec le CCBC et la CITIC, la famille Desmarais faisaient partie des contacts de Zhu Rongji, ce dernier ayant collaboré avec CITIC et Power Corporation pour le développement de la zone économique spéciale de Pudong alors qu'il était maire de Shanghai.

Zhu Rongji étant devenu en 1992 vice-premier ministre, gouverneur de la Banque de Chine et membre du Politburo chinois; les Desmarais avaient accès à un membre du cercle interne du pouvoir du PCC (Greber 1987; Callick 1998, 94-95; Walter et Howie 2012, 173-175; Wong 2016, 203; entrevues SDEA Mulroney; Mulroney). Grâce ce contact, Paul et André Desmarais étaient au courant dès l'été 1991 que les factions proréformatrices en Chine étaient sur le point de reprendre le contrôle de la destinée du pays (entrevue SMAE Mulroney). En effet, la tournée de Deng Xiaoping dans le sud de la Chine du 8 janvier au 21 février 1992, où il prononça plusieurs discours en faveur de la poursuite des réformes économiques et de l'entrepreneuriat chinois, annonçait la victoire des réformateurs chinois (Zhao 1993; Bergère 2004). Zhu Rongji était donc non seulement un réformateur, mais comme membre du Politburo était au courant des derniers développements politiques en Chine. Ces liens entre la famille Desmarais et les dirigeants chinois avaient permis au premier ministre canadien d'obtenir des informations de première main, par la voix de la famille Desmarais, concernant le retour des réformes chinoises en Chine et la volonté des dirigeants chinois de reprendre des relations avec le Canada. Brian Mulroney considère d'ailleurs que la famille Desmarais, particulièrement André Desmarais, est le « Nord-Américain le plus connecté en Chine » (entrevue Mulroney). En fait, selon Brian Mulroney :

Puisque certains dirigeants chinois furent reçus par la famille Desmarais au Canada, ils purent constater la générosité, la loyauté et la grandeur d'âme des Desmarais. Paul et André Desmarais ont bâti des relations absolument exceptionnelles avec ces dirigeants et ont eu une influence énorme sur l'évolution de la pensée des dirigeants chinois. Paul et André Desmarais ont contribué de manière particulière et énormément (*sic*) aux relations bilatérales entre la Chine et le Canada. (entrevue Mulroney)

En mars 1992, André Desmarais confia au sous-ministre à l'Asie-Pacifique de l'époque que les contacts privilégiés de son père et lui-même avec le gouvernement chinois lui assuraient que la Chine voulait reprendre la voie des réformes et la relation positive avec le Canada :

He [André Desmarais] pointed out that the CCBC had been informed by his father [Paul Desmarais] actually before Deng Xiaoping had made his famous speech kicking off China's opening up and reform process. Since Tiananmen, he and his father had been to Beijing on several occasions and they were getting a very clear message that China values its relationship with Canada and wants to get back on a path towards normalcy. [...] We could not bring a shift in our China policy in through the front door and began to discuss how we could do so through the back. (Balloch 2013, 332)

Cette volonté de trouver un chemin « par la porte arrière » vers le premier ministre Brian Mulroney pour permettre une reprise des relations faisait écho aux demandes grandissantes d'entreprises comme Nortel, Manuvie, la Banque de Montréal, la Banque Royal et Bombardier

qui voyaient leurs objectifs commerciaux compromis par le prolongement de la période d'attente après Tiannanmen par rapport aux actions des autres pays du G7 (Balloch 2013, 331-332). Ce fut donc dans ce contexte que Brian Mulroney vit sa représentation idéationnelle se transformer à nouveau grâce à ces discussions avec des élites de la communauté d'affaires canadienne, l'ambassadeur de la Chine au Canada et le vice-premier ministre et futur premier ministre de la Chine, Zhu Rongji, en 1992 et 1993.

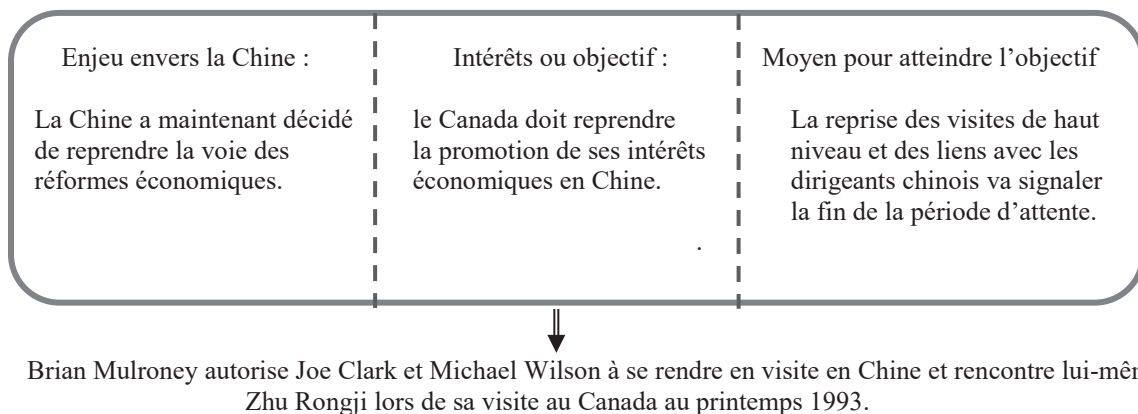
3.4.2 – La représentation idéationnelle de Brian Mulroney après ses interactions avec les élites de la communauté d'affaires canadienne et les dirigeants chinois

Grâce aux informations fiables qu'il pouvait obtenir de la part d'un membre fort influent de son entourage, le premier ministre canadien put donc agir avec certitude lorsqu'il entreprit de relancer les relations avec la Chine en 1992 et lorsqu'il accueillit Zhu Rongji en 1993. La boucle de rétroaction fut incarnée par des contacts directs de Brian Mulroney avec un dirigeant chinois grâce à la famille Desmarais. Avec la victoire des réformateurs en Chine qu'il apprit par l'entremise de la famille Desmarais, Brian Mulroney put alors se sentir plus à l'aise de reprendre des relations à haut niveau avec le gouvernement chinois. Selon les propos de Brian Mulroney, sa préoccupation première était alors de ne pas nuire aux intérêts commerciaux et politiques du Canada dans sa relation privilégiée avec la Chine (entrevue Mulroney).

Selon Brian Mulroney, ses discussions avec l'ambassadeur chinois, Zhu Rongji, André et Paul Desmarais lui ont confirmé que, pour reprendre son expression exacte, « le temps était venu de mettre fin au *deep freeze* entre les deux pays » (entrevue Mulroney). Brian Mulroney affirma qu'il croyait que les réformistes étaient pour reprendre le contrôle de la Chine et qu'il attendait le signal pour reprendre ces relations. Malgré les tentatives du CCBC, des ambassadeurs Drake et Bild, de plusieurs membres du MAE afin de faire savoir au premier ministre que la Chine était sur le point de reprendre les réformes et souhaitait reprendre la relation avec le Canada (entrevues Drake; Bild; SMAE Mulroney; Balloch; Canada-China Business Council 1990), le premier ministre décida du moment opportun qu'après ses contacts avec Paul et André Desmarais qu'il considérait comme les mieux placés pour juger de la situation en Chine (entrevue Mulroney). Alors qu'en 1989 l'enjeu de la relation avec la Chine pour le premier ministre était la crise de Tiananmen, ses contacts avec les élites canadiennes qu'étaient Paul et André Desmarais et l'ambassadeur chinois ainsi que plus tard Zhu Rongji lui fit comprendre que l'enjeu était

maintenant la reprise des réformes chinoises en Chine (entrevue Mulroney; SCPM Mulroney). Brian Mulroney voulait éviter de nuire aux relations commerciales des entreprises canadiennes en Chine et souhaitait donc encourager la reprise des contacts à haut niveau avec les dirigeants chinois (entrevues Mulroney; Clark; SAMAE Mulroney; SCPM Mulroney). Il est donc possible de considérer que Brian Mulroney changea sa représentation idéationnelle pour celle-ci : *En raison de la reprise des réformes économiques chinoises, le Canada doit reprendre la poursuite de ses intérêts commerciaux en Chine en réhabilitant les relations entre les deux pays grâce au renouvellement des contacts à haut niveau*⁶⁶.

Figure 12 : Composantes de la représentation idéationnelle de Brian Mulroney en 1992



Ceci explique sa décision d'autoriser les visites de Michael Wilson et Joe Clark et sa rencontre avec Zhu Rongji, ce qui amena la reprise de plusieurs initiatives interrompues après la crise de Tiananmen (entrevues SAMAE Mulroney; Balloch; Balloch 2013, 337-340). Tout comme cela avait été le cas suite à sa visite de 1986 en Chine, la position personnelle de Brian Mulroney sur la Chine était en accord avec celle des élites influentes de son entourage. Ainsi, en collaboration avec l'ambassadeur de la Chine, le sous-ministre à l'Asie Pacifique du MAE et la famille Desmarais, Brian Mulroney put reprendre contact avec le gouvernement chinois et mettre fin à la période d'attente que son gouvernement avait mise en œuvre en 1989. Non seulement la relation ne put reprendre sans l'implication du premier ministre, mais ce dernier semble avoir

⁶⁶ Questionnés à savoir si cette position reflétait bien celle de Brian Mulroney en 1992-1994, les intervenants rencontrés ont tous affirmé qu'il s'agissait d'une qualification fidèle à ce qu'ils avaient remarqué (entrevues Burney; Drake; SCPM Mulroney; SMAE Mulroney; DAN Mulroney; Clark; Heinbecker).

davantage été influencé par des élites avec qui il entretenait des liens directs que par la position de sa secrétaire des Affaires étrangères ou les efforts du personnel du MAE.

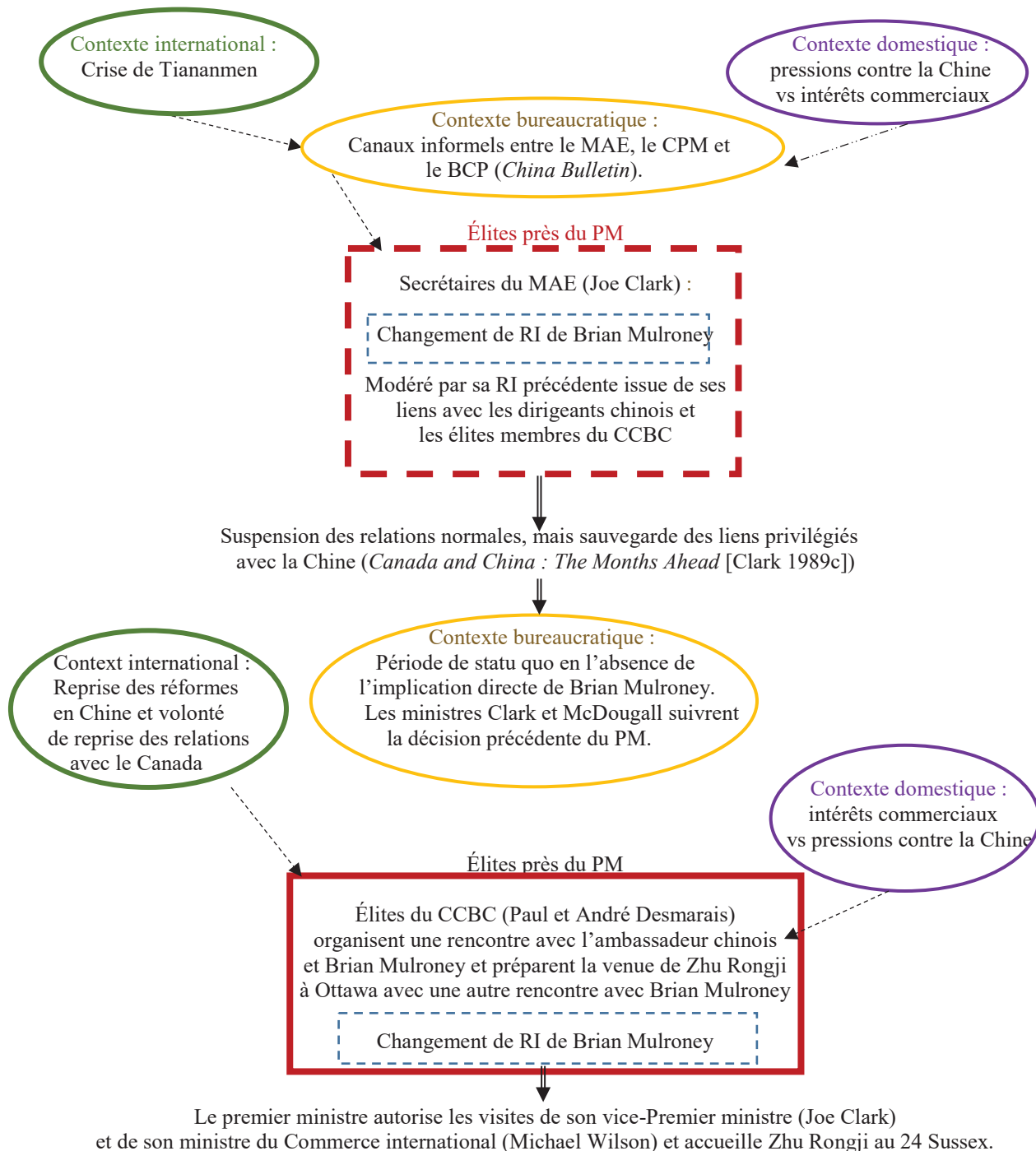
Conclusion

Ce chapitre a examiné comment la crise de Tiananmen a obligé le gouvernement Mulroney à adopter certaines mesures pour prendre ses distances temporairement face au le régime communiste. La représentation idéationnelle de Brian Mulroney après la crise fut influencée par ses liens antérieurs avec les élites favorables au commerce avec la Chine et ses discussions passées avec les dirigeants chinois. À bien des égards, il semble que la représentation idéationnelle de Brian Mulroney de 1986 à 1989 est venue modérer sa réaction face à la crise de Tiananmen. Les mesures annoncées par Joe Clark le 5 juin 1989 et le 30 juin 1989 étaient conformes à la position du premier ministre qui souhaitait une réaction concrète contre la Chine, mais sans mettre en péril les efforts déjà mis en place par son gouvernement envers ce pays. Conformément à la représentation idéationnelle de Brian Mulroney en réaction à la crise de Tiananmen, la réponse du Canada fut prompte, mais nuancée. La figure 13 (page suivante) illustre comment la crise de Tiananmen a obligé Brian Mulroney à revoir sa représentation idéationnelle (RI) envers la Chine.

Suite aux décisions de 1989, la relation entre le Canada et la Chine fut dans une position d'attente, où les contacts à haut niveau furent très limités et où les nouvelles initiatives le furent tout autant. Cette période perdura pendant plus de deux ans, malgré la reprise des relations plus normales d'autres pays du G7 et de l'Occident avec la Chine. Ce fut par l'intermédiaire de ses contacts personnels avec des élites de la communauté d'affaires et ses discussions avec les représentants du gouvernement chinois que Brian Mulroney fut convaincu de la pertinence de reprendre les relations avec la Chine en 1992 et 1993. Certaines personnes au sein du MAE ont joué un rôle dans cette reprise des relations, mais ce rôle s'incarne principalement dans leur capacité à atteindre personnellement le premier ministre à travers ses liens avec des élites et non par la voie des canaux officiels de communications de l'appareil gouvernemental. Comme cela avait été le cas en 1986, les contacts privilégiés du premier ministre avec des élites canadiennes ont permis de court-circuiter les processus plus formels. Certainement, la période de relations plus froides entre les deux pays qui s'ensuivit fut la conséquence de la crise Tiananmen elle-même. Toutefois, la vision du premier ministre Mulroney envers la Chine est venue tempérer la

réaction de son gouvernement et à assurer que la modification dans la politique envers la Chine était davantage une période de suspension temporaire de la stratégie élaborée en 1986-1987 et non le remplacement de celle-ci par une nouvelle politique intransigeante envers la Chine.

Figure 13 : L'influence des élites et des dirigeants chinois sur la représentation idéationnelle de Brian Mulroney de 1989 à 1993.



Puis, ce ne fut qu'à la suite de la réimplication du premier ministre Mulroney à l'hiver 1992 dans la formulation de la position de son gouvernement envers la Chine, suite à ses contacts directs des membres de l'élite canadienne dans son entourage, en l'occurrence Paul et André Desmarais, que la période d'attente fit place à une reprise progressive de la stratégie établie en 1987.

En mai 1993, la politique canadienne envers la Chine était en voie de reprendre les caractéristiques qu'avaient voulu lui donner le gouvernement Mulroney en 1986. Toutefois, l'annonce de la démission de Brian Mulroney, effective le 25 juin 1993, et la débâcle du Parti conservateur aux élections de l'automne suivant ont fait en sorte que la reprise des relations à haut niveau entre les deux pays a été davantage créditée au gouvernement libéral de Jean Chrétien. Malgré tout, le gouvernement Mulroney en 1992 et 1993 avait mis la table à cette reprise des relations qui sera incarnée particulièrement par la mission de « *Team Canada* » sous l'ère Chrétien.

Chapitre 4 – L'établissement de la politique du gouvernement Chrétien envers la Chine

Le 25 octobre 1993, le Parti libéral du Canada dirigé par Jean Chrétien remporte l'élection fédérale canadienne de manière décisive contre ses adversaires progressistes-conservateurs dirigés par la première ministre sortante Kim Campbell. Cette dernière était devenue la première femme première ministre du Canada le 25 juin 1993 suite à sa victoire à la course à la chefferie du Parti progressiste-conservateur déclenché après la démission de Brian Mulroney⁶⁷. La plateforme électorale du Parti libéral indiquait un souhait de renoncer à une approche de « boy scout » (*camp follower*) face aux É.U et souhaitait conduire une nouvelle révision de la politique étrangère canadienne dans son ensemble, ce qui est courant lors d'un changement de gouvernement (Liberal party of Canada 1993; Hogg 2004).

Le gouvernement libéral de Jean Chrétien ne tarda pas à mettre la relation sino-canadienne à son agenda et à mettre un accent marqué sur les relations économiques entre les deux pays. La table ayant été mise par la rencontre entre Brian Mulroney et Zhu Rongji en mai 1993, le gouvernement Chrétien fit de sa relation avec la Chine l'une de ses priorités (Evans 2014, 42; entrevues Goldenberg; CPM Chrétien; Balloch; Cabinet Chrétien). De nombreuses initiatives telles que des visites officielles de haut niveau à chaque année, deux missions commerciales majeures d'Équipe Canada (*Team Canada*), la vente de technologie nucléaire civile, la facilitation des échanges commerciaux, l'ouverture d'un dialogue sur les droits de la personne, des investissements dans les programmes d'aide au développement et de support aux réformes économiques et légales chinoises, témoignèrent de l'intensité des relations entre les deux pays entre 1993 et 2005. Cette décennie qui vit l'essor de la Chine sur la scène mondiale, sa croissance économique fulgurante et son accession à l'OMC, fut qualifiée par plusieurs experts comme l'âge d'or des relations sino-canadiennes (entrevues Frolic; Evans).

En effet, les échanges commerciaux du Canada avec la Chine ont augmenté considérablement durant cette période, passant de 6,1 milliards en 1994 à 42,1 milliards de dollars en 2006 (Holden 2008). La Chine est progressivement devenue un partenaire économique majeur du Canada, devenant le second partenaire en matière de valeurs d'échanges commerciaux en

⁶⁷ Le court passage de Kim Campbell à la tête du gouvernement canadien n'a pas eu d'impact sur la relation sino-canadienne et la position du Canada face à la Chine ne fut pas un enjeu de la campagne électorale (entrevue Balloch; SMAE Mulroney).

2003. Bien que le déficit commercial se soit accru en faveur de la Chine durant cette même période, le Canada a tout de même plus que triplé la valeur de ses exportations vers la Chine entre 1997 et 2006 (Khondaker 2007; Holden 2004). Cette période amena également un rapprochement politique entre les deux pays. Alors que la relation sino-américaine fut en dents de scie durant la même époque, marquée par de difficiles négociations sur l'entrée de la Chine à l'OMC, le bombardement accidentel de l'ambassade de Chine à Belgrade lors de la guerre du Kosovo et de nombreux accrochages concernant la mer de Chine du Sud (Radha 2003; Wang 2013), le Canada et la Chine ont connu un rapprochement constant et sans précédent durant cette même période. Le premier ministre chinois Zhu Rongji alla même jusqu'à affirmer en 1998 que le Canada était « le meilleur ami de la Chine », sous le regard approbateur de Jean Chrétien, témoignant de cet « âge d'or » des relations sino-canadiennes (Evans 2014, 50).

Ce chapitre examinera le processus de prise de décision et de formulation de la politique étrangère du Canada envers la Chine du gouvernement Chrétien de novembre 1993 à novembre 1994. L'approche du Canada envers la Chine sous le gouvernement libéral de Jean Chrétien fut développée dans les premiers mois au pouvoir de ce gouvernement à travers les interactions entre le premier ministre et quelques individus faisant partie de l'élite de la communauté d'affaires et politique canadienne. Ces élites ayant des liens privilégiés avec Jean Chrétien avaient pour beaucoup d'entre eux également des liens avec le CCBC et la communauté d'affaires canadienne œuvrant en Chine. L'implication directe de Jean Chrétien dans ce processus et la rapidité dans la formulation de cette politique démontre que celle-ci fut largement le résultat de la représentation idéationnelle de Jean Chrétien concernant la relation sino-canadienne. À travers ses liens avec le CCBC, Power Corporation et la famille Desmarais, Jean Chrétien adopta une vision largement positive envers la Chine et axée sur la promotion des intérêts économiques canadiens.

4.1 – La relance de la relation sino-canadienne en 1993-1994

Avant même son élection, le Parti libéral de Jean Chrétien avait déjà annoncé son intention de tenter de réduire la dépendance du Canada au commerce et à la politique internationaux des É-U (Liberal Party of Canada 1993). L'un des moyens d'y parvenir avait été identifié comme étant de supporter les entreprises canadiennes à la recherche de marché hors de l'Amérique et

particulièrement en Asie Pacifique⁶⁸. La première présence du nouveau premier ministre du Canada à un forum international suite à son élection fut le sommet de l'APEC en novembre 1993, ce qui obligea le gouvernement Chrétien à se pencher rapidement sur sa position face à l'Asie (Chrétien 2010, 353-354; Balloch 2013, 359-365). Il prit alors la décision de mettre l'accent sur le développement des relations commerciales avec les pays de l'Asie Pacifique (entrevues Goldenberg; Balloch; Bartleman 2005, 37-50). Le gouvernement libéral adopta une vision orientée fortement vers le développement des intérêts commerciaux du Canada en Asie. L'objectif était d'utiliser autant les canaux gouvernementaux, la société civile et l'aide internationale pour permettre aux entreprises canadiennes de mieux s'implanter en Asie-Pacifique. Développé conjointement par le MAECI, l'ACDI et la Fondation Asie-Pacifique du Canada (APFC), le document *Canada and the challenge of Asia Pacific*, publié en juin 1994, mis sur papier ces idées (DFAIT, ACDI et APFC 1994). Cette stratégie n'était pas entièrement nouvelle, le gouvernement précédent ayant déjà développée une stratégie vers l'Asie Pacifique, mais de manière moins prononcée du point de vue commercial et un peu plus axée vers la sécurité régionale et l'arrimage à ce niveau avec les É-U (Canada. Department of External Affairs 1990; 1992; Keith 1992).

Ce tournant vers l'Asie Pacifique se voulait l'un des éléments principaux de la politique internationale du Parti libéral qui culminerait avec « l'année du Pacifique » en 1997 (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1997a). Le gouvernement Chrétien souhaitait ainsi se détacher du gouvernement précédent et former une politique plus indépendante de celle des É-U, ce qui était non sans rappeler la position voulue par P.E. Trudeau lors de son accession au pouvoir en 1968 (Liberal Party of Canada 1993; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1995a). Concernant la Chine plus précisément, le gouvernement Chrétien voulait reprendre la relation là où elle avait été laissée avant les événements de Tiananmen. La stratégie de 1987 envers la Chine avait été interrompue en 1989 et la reprise progressive des relations en 1991 à 1993 n'avait pas encore permis au Canada d'être aussi engagé envers la Chine que souhaité dans cette stratégie, alors que la période d'attente s'était étirée comparativement aux autres pays du G7 (Gecelovsky 2011).

En marge du sommet de l'APEC de 1993, Jean Chrétien put s'entretenir une première fois avec le président de la Chine, Jiang Zemin, les médias rapportant que la question des droits de la

⁶⁸ Selon un discours de Roy McLaren, ministre du Commerce international, à Vancouver le 13 novembre 1993 et à la Chambre de commerce de Vancouver le 16 novembre 1993 (MAECI, CIDA et APFC 1994, i).

personne avait été discutée brièvement et que la rencontre fut « polie » (The Daily News 1993; La Presse Canadienne 1993a). Très rapidement, les libéraux de Jean Chrétien ont développé une politique envers la Chine axée sur la promotion des échanges commerciaux (Frolic 1999; Burton 2011; Evans 2014, 42-43). Toujours en novembre 1993, le ministre du Commerce international, Roy McLaren, déclara que le gouvernement libéral allait promouvoir le commerce et les investissements en Chine (Crane 1993). Le ministre chinois du Commerce fit une visite au Canada où il rencontra plusieurs ministres canadiens, dont le ministre des Affaires étrangères André Ouellet ainsi que le président du CCBC et sénateur libéral Jack Austin (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1993). Puis, en janvier 1994, le secrétaire d'État pour l'Asie Pacifique du Canada, Raymond Chan, fit une visite en Chine dont les objectifs étaient essentiellement commerciaux (Paltiel 1995). Du 18 au 27 avril 1994, le vice-président de la Chine, Zou Jiahua, fit une importante visite au Canada qui le mena à Vancouver, Toronto, Saguenay, la Baie-James, Montréal et Ottawa. Il visita entre autres des installations hydro-électriques, une centrale nucléaire et rencontra le ministre des Affaires étrangères du Canada, trois premiers ministres provinciaux, le premier ministre Jean Chrétien et fut accueilli à Montréal par le CCBC lors d'une réception au siège social de Power Corporation (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1994b). Sa visite des installations nucléaires canadiennes était le premier signe public de négociations concernant la vente de réacteurs CANDU qui avaient démarré discrètement sous le gouvernement précédent (Balloch 2013, 329, 337, 341).

Le 15 mars 1994, le gouvernement libéral annonça qu'une visite officielle du premier ministre canadien serait conduite en Chine au courant de cette même année afin de promouvoir les échanges commerciaux entre les deux pays (The Daily News 1994). Le ministre des Affaires étrangères, André Ouellet, expliqua également que le Canada ne lierait plus directement les échanges commerciaux avec les questions des droits de la personne :

Nous pensons que les conservateurs ont compromis dangereusement les très bonnes relations qui existaient entre la Chine et le Canada. Il y a un travail de rattrapage à faire et nous sommes déterminés à l'accomplir. C'est pourquoi non seulement le ministre du Commerce extérieur [Roy MacLaren], mais aussi le gouverneur général [Ray Hnatyshyn] et le premier ministre Jean Chrétien visiteront la Chine cette année. [...] Nous avons dit que nous tournions la page et que nous n'en parlions plus publiquement. Les représentations que nous voudrions faire auprès des autorités chinoises dans le dossier des droits de la personne, nous les ferons privément. (cité dans La Presse Canadienne 1994a)

André Ouellet exprimait clairement que le gouvernement libéral avait déjà choisi à ce moment de promouvoir agressivement les relations commerciales avec la Chine par l'entremise de visites de haut niveau. Le gouvernement Chrétien avait aussi choisi d'éviter que les questions de droits de la personne fassent obstacle aux bonnes relations avec la Chine, celles-ci étant maintenant reléguées à la « diplomatie discrète » (Evans 2014, 43; Labrecque 2016, 134-136). Tout comme le gouvernement Mulroney en 1992 et 1993, le gouvernement Chrétien était prêt à accepter la reprise des réformes économiques chinoises comme signe que la Chine avait tourné la page sur Tiananmen, malgré l'absence d'un véritable *mea culpa* (Melakopides 1998, 172).

Le 31 mai 1994, le ministre André Ouellet annonça la mise en place de « quatre piliers » dans les relations avec la Chine qui étaient : (1) le partenariat économique (2) le développement durable, (3) la paix et la sécurité, ainsi que (4) la primauté du droit (Gillies 1996, 275). Grâce à ces piliers, le gouvernement libéral pouvait présenter ses initiatives avec la Chine sous une politique cohérente orientée vers le principe de l'engagement constructif. La stratégie de 1987 qui avait été adoptée par le gouvernement conservateur était quasiment orientée exclusivement vers le développement d'initiatives commerciales pour les entreprises canadiennes en Chine. Or, la crise de Tiananmen avait obligé le gouvernement progressiste-conservateur à suspendre cette politique. La nouvelle politique du gouvernement libéral, avec ces quatre piliers, prenait maintenant officiellement en compte les questions des droits de la personne. Ceci permettait au gouvernement libéral d'inscrire le commerce avec la Chine dans une stratégie plus globale qui incluait autant les relations diplomatiques à haut niveau que des initiatives dans le domaine des droits de la personne. La politique du Canada envers la Chine du gouvernement libéral était fin prête pour son « lancement officiel » lors de la mission d'Équipe Canada en Chine de novembre 1994 (entrevue Balloch; Bartleman 2005, 50-51; Balloch 2013, 619).

La 1^{re} mission d'Équipe Canada, ou *Team Canada*, fut considérée à l'époque comme un succès (La Presse Canadienne 1994 b; Cox 1994). Jean Chrétien fit ainsi une première visite en Chine accompagnée de tous les premiers ministres provinciaux et territoriaux à l'exception de celui du Québec⁶⁹ et de représentants de plus de 150 compagnies canadiennes. Avec plus de 500 dignitaires, il s'agissait de la plus imposante mission commerciale à s'être présentée en Chine (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1995b; Burton 2011). Lors de la

⁶⁹ Le premier ministre du Québec étant Jacques Parizeau et qui préparait à l'époque le 2^{ème} référendum sur la souveraineté du Québec.

réception principale de la visite au Palais de l'Assemblée du Peuple à Beijing, organisée conjointement par les autorités chinoises et le CCBC, 188 ententes et contrats ont été signés officiellement pour une valeur estimée à près de 9 milliards de dollars (Head et Ries 2010)⁷⁰. La valeur de ces ententes était supérieure à la valeur totale des échanges entre les deux pays pour l'entièreté de l'année 1994 (Frolic 1997). La mission a également permis la signature d'une entente de coopération au niveau de l'énergie nucléaire civile qui aboutira à la vente de 2 réacteurs nucléaires CANDU à la Chine en 1996. Évidemment, ces ententes n'ont pas toutes abouti sur de véritables projets et l'impact réel de ce type de mission commerciale demeure contestable (Head et Ries 2010; Rose 2007; Nitsch 2007; Gil-Pareja, Llilorca-Vivero et Serr 2008).

Malgré tout, au-delà des bénéfiques commerciaux, l'aspect politique et symbolique était également important. Cette visite envoyait le signal que le Canada voulait « normaliser » les relations et se rapprocher de Beijing, signifiant du même coup que le temps était venu pour les entreprises canadiennes de se relancer à la conquête du marché chinois (Frolic 1997). À ce titre, il fut rapporté que la réception de Jean Chrétien par le ministre chinois du Commerce intérieur, Zhang Haoruo, était exceptionnelle puisque c'était normalement le vice-premier ministre, poste moins important, qui recevait les dignitaires étrangers (Cox 1994). Jean Chrétien put également s'entretenir en privé avec le premier ministre chinois, Li Peng ainsi que le président Jiang Zemin (Cox 1994; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1994d). Lors de la visite, plusieurs ententes gouvernementales furent annoncées, dont six accords pour la formation de juges, la promotion du droit des femmes, le développement de statistiques et le développement de liens entre universités canadiennes et chinoises (Vastel 1994b). Cette synergie entre l'aspect politique, diplomatique et commercial de la visite s'illustra particulièrement lors de la conférence annuelle du CCBC qui regroupait alors quelque 1700 participants chinois et canadiens (Department of Foreign Affairs and International Trade 1994d). Lors de cet événement, dirigeants chinois, dirigeants canadiens, premiers ministres provinciaux canadiens et gens d'affaires des deux pays purent célébrer la signature des ententes commerciales et travailler à tisser des contacts privilégiés pour les intérêts des deux pays (entrevues Balloch; Goldenberg).

⁷⁰ Des ententes furent signées dans le domaine de la potasse, de l'hydro-électricité et pour la création de plusieurs coentreprises sino-canadiennes en Chine, dont une pour la construction de wagons de trains rapides avec Bombardier et Power Corporation (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1995b).

En quelques mois, de novembre 1993 à mai 1994, le gouvernement Chrétien annonça la fin de la période « d'attente » suite à Tiananmen, décida de ne plus lier les échanges commerciaux aux droits de la personne, élabora sa politique des quatre piliers visant l'engagement constructif envers la Chine et prépara la tenue d'une visite officielle majeure en Chine. Le tout fut couronné par cette visite diplomatique doublée d'une mission commerciale d'envergure exceptionnelle que fut Équipe Canada 1994.

4.2 – La politique envers la Chine du Canada : L'affaire des libéraux et de Jean Chrétien

La remise en œuvre d'une politique d'engagement constructif envers la Chine en moins d'un an par le gouvernement libéral de Jean Chrétien semble indiquer que celle-ci était relativement prévue avant même l'accession au pouvoir du Parti libéral du Canada. Alors que près de deux années s'étaient écoulées avant que le gouvernement Mulroney puisse déterminer sa politique étrangère envers la Chine après son accession au pouvoir (voir chapitre 2).

Suite à la crise de Tiananmen, le personnel du MAE affecté à l'élaboration de la politique canadienne envers la Chine fut placé en état « d'attente ». Après la publication du document *China and Canada : The Months Ahead* (Clark 1989c), aucun autre document stratégique ne fut publié officiellement par le gouvernement Mulroney concernant sa relation avec la Chine⁷¹ (entrevue SAMAE Mulroney). Lorsque Brian Mulroney accueillit Zhu Rongji en mai 1993, le tout fut organisé afin de « contourner » la secrétaire des affaires étrangères (voir chapitre 3). Ainsi, lors de l'arrivée au pouvoir du gouvernement Chrétien en novembre 1993, l'articulation de la nouvelle politique canadienne envers la Chine par le MAECI⁷² n'avait pas encore été faite.

Les discussions internes pour l'élaboration de la politique du gouvernement libéral se firent assez rapidement et essentiellement au niveau politique (entrevues AP; Balloch; Goldenberg; CPM Chrétien). Le conseiller aux relations diplomatiques (*diplomatic advisor*) de Jean Chrétien,

⁷¹ Une recherche auprès de la bibliothèque de MAECI, des archives nationales et de la bibliothèque du parlement n'a pas permis d'identifier des documents élaborant une stratégie de reprise des relations avec la Chine entre 1990 et 1994. Le seul document qui a circulé dans les sphères gouvernementales à ce sujet fut élaboré par le CCBC, *Special Report : Assessing Canada's China Policy: it is Time for a Change* (CCBC 1990). Certains documents toujours classifiés en ce moment ont probablement circulé concernant l'état de la situation en Chine, puisque l'un des mandats de l'ambassadeur de l'époque était de faire rapport sur la situation politique en Chine suite à Tiananmen.

⁷² Le ministère des affaires extérieures/étrangères (MAE) prit officiellement le nom de ministère des Affaires étrangères et du commerce international (MAECI) lors des premiers mois au pouvoir de Jean Chrétien. Le ministère a par la suite changé de nom à plusieurs reprises dans les années 1990 et 2000, mais pour des raisons de simplicité, le sigle MAECI sera utilisé pour la période de novembre 1993 à 2015.

James K. Bartleman, n'arriva en poste qu'au mois de mars 1994 (Bartleman 2005 21-31)⁷³. Or à son arrivée en poste en mars 1994, il fut rapidement mis au courant par le premier ministre et son chef de Cabinet, Jean Pelletier, que le premier ministre souhaitait mettre davantage d'accent sur l'Asie Pacifique (Bartleman 2005, 41-51). Puis, il apprit que la visite du premier ministre en novembre 1994 sous forme d'une mission commerciale et la stratégie du gouvernement envers la Chine avaient déjà été décidées (Bartleman 2005, 50; entrevues CPM Chrétien). Ainsi, seulement quatre mois après sa prise de pouvoir et avant même que son conseiller aux relations diplomatiques soit entrés en fonction, Jean Chrétien avait déjà pris sa décision concernant sa stratégie envers la Chine. De plus, la politique gouvernementale envers la Chine fut articulée par le MAECI seulement après qu'elle fut annoncée par le ministre des Affaires étrangères.

En effet, la politique du gouvernement Chrétien envers la Chine avait été élaborée en collaboration entre des employés et des contacts externes des bureaux politiques du premier ministre et du ministre des Affaires étrangères et seulement quelques employés du MAECI (entrevues PA; Balloch; CPM Chrétien; Goldenberg). Pour preuves, deux documents ayant été produits en mai et juin 1994 concernant la politique étrangère du Canada avec l'Asie pacifique et la Chine ne mentionnaient pas la nouvelle politique des quatre piliers ou l'importance des contacts à haut niveau avec les dirigeants chinois (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1994a; Canada, DFAIT, CIDA and APFC 1994). L'annonce avait pourtant déjà été faite publiquement dans un discours du ministre des Affaires étrangères à la fin mai 1994 (Gillies 1996, 275). La première apparition de la politique des quatre piliers provient d'un document politique préparé par le personnel du bureau politique du ministre des Affaires étrangères, André Ouellet, et non une source gouvernementale interne au MAECI (Canada, Cabinet of the Honorable André Ouellet. 1994). La politique des quatre piliers se retrouva officiellement dans la documentation du MAECI seulement à la fin juillet 1994 (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1994c), avant d'être articulée plus en détail dans la documentation produite par le MAECI à l'aube de la visite de *Team Canada* en novembre 1994 (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1994d)⁷⁴.

⁷³ James K. Bartleman était un diplomate professionnel issu du DFAIT/MAECI et promu à titre de conseiller diplomatique du premier ministre au sein du CPM sous recommandation de Raymond Chrétien, neveu de Jean Chrétien et lui-même un professionnel du MAECI (Bartleman 2005, 21-27).

⁷⁴ Il est à noter que dans ces deux cas, l'explication des quatre piliers de la politique du Canada envers la Chine est à toute fin pratique la même que celle fournie par le ministre Ouellet lors de son discours en mai 1994.

Du point de vue de la politique domestique, les pressions sur le gouvernement du Canada pour conserver une certaine distance face au régime communiste chinois ne s'étaient pas estompées après la crise de Tiananmen (Dion 1994; La Presse 1996; Toupin 1997; Frolic 1999). Dès que le gouvernement Chrétien annonça sa nouvelle politique envers la Chine en mars 1994, il dut se défendre de laisser tomber les questions de droits de la personne aux profits de gains commerciaux (Whittington 1994; Dion 1994; Canada, Chambre des Communes 17 et 22 mars 1994). Toutefois, le gouvernement Chrétien avait déjà choisi de ne plus lier la promotion des échanges commerciaux avec ces questions. Cette politique tenait à cœur au premier ministre et elle ne fut pas débattue entre les élus libéraux, ni au Cabinet ni dans des discussions internes du MAECI (entrevues Goldenberg; Balloch; PA; entrevue CPM Chrétien; Bartleman 2005, 40-53).

De plus, l'annonce de la visite de Jean Chrétien en Chine et de la fin du lien entre droits de la personne et relations commerciales annoncée par en mars 1994 se produisit au même moment où les É-U menaçaient de lever le statut d'état préférentiel au niveau des échanges commerciaux de la Chine afin de contraindre le gouvernement chinois à réduire sa répression de la liberté d'expression (La Presse Canadienne 1994b). Le président américain, Bill Clinton, avait même critiqué le laxisme de son prédécesseur face à la question des droits de la personne en Chine (Walsh 1992). En fait, alors que le gouvernement Chrétien décida de poursuivre une politique de proximité avec la Chine dès son accession au pouvoir, le contraire se produisit à Washington. Seulement deux semaines après l'assermentation du président Clinton, le président américain forma un comité spécial sur la question de la Chine qui lui recommanda d'émettre un décret exécutif (émis en mars 1994) liant le renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée à sept conditions reliées aux droits de la personne (Wang 2013). Malgré leur rencontre lors du sommet de l'APEC de novembre 1994, les dirigeants canadiens et américains avaient choisi des positions opposées concernant la Chine. La décision du gouvernement Chrétien de faire des efforts en vue d'un rapprochement avec la Chine et mettre fin à l'interruption des contacts à haut niveau suite à la crise de Tiananmen résiste donc à une explication par l'influence des É-U.

4.2.1 – La centralité de Jean Chrétien dans les relations sino-canadiennes

Alors que son prédécesseur, Brian Mulroney, accéda au pouvoir en 1984 avec peu d'expérience gouvernementale, Jean Chrétien arriva au pouvoir en 1993 avec un large bagage

d'expérience ministérielle⁷⁵. Élu rne première fois en 1963 sous les libéraux de Lester B. Pearson, il a occupé successivement les postes de ministre de la Fiscalité, des Affaires indiennes, du Conseil du trésor, de l'Industrie et du Commerce, des Finances, de la Justice, de l'Énergie et des Ressources en plus d'être brièvement secrétaire aux Affaires extérieures sous le gouvernement de John Turner en 1984. Jean Chrétien n'était donc pas un néophyte du pouvoir et avait déjà développé des opinions sur plusieurs questions (Chrétien 1994; 2008, 30-32). Alors que Brian Mulroney conserva le statu quo pendant deux ans envers la Chine, Jean Chrétien avait déjà une idée de sa position envers la Chine en 1993 et ne tarda pas à agir pour mettre sa marque sur les relations sino-canadiennes (entrevues Austin, Goldenberg; Balloch; Cabinet Chrétien; CPM Chrétien).

À l'instar du gouvernement de Brian Mulroney, l'orientation de la politique du gouvernement libéral envers la Chine sous Jean Chrétien fut aussi déterminée en large partie par le premier ministre lui-même. L'un de ses plus proches et fidèles conseillers, Eddie Goldenberg, qui fut au CPM durant toute la tenue de Jean Chrétien comme premier ministre et qui fut son dernier chef de Cabinet affirma que :

Cette vision de l'importance de la Chine n'est pas venue de l'intérieur du gouvernement, du Conseil privé, du CPM, du MAECI ou du Cabinet. C'était quelque chose qui venait de Jean Chrétien lui-même. Bien des décisions et des dossiers étaient les résultats d'analyses, de discussions, de mémoires au Cabinet, mais la Chine, ça venait de lui. C'était son dossier. (entrevue Goldenberg)

Les détails de la politique étrangère du gouvernement Chrétien envers la Chine ne peuvent pas tous avoir été le résultat simplement des vœux du premier ministre. Par contre, comme ce fut le cas pour son prédécesseur, ce fut le premier ministre qui fut à l'origine de l'orientation de cette politique. De plus, il s'engagea personnellement à entretenir lui-même des relations avec les dirigeants chinois pour soutenir la politique envers la Chine élaborée sous son gouvernement.

Jean Chrétien était particulièrement à l'aise avec les enjeux économiques et avec la communauté d'affaires (Bartleman 2005, 41-43). Dans cette optique, il souhaitait mousser les intérêts économiques du Canada en dirigeant des missions commerciales à l'étranger pour « faire mieux connaître le Canada à l'international et pour attirer l'attention des citoyens ordinaires sur

⁷⁵ Élu pour une première fois en 1963 sous les libéraux de Lester B. Pearson, Jean Chrétien a occupé successivement les postes de ministre de la Fiscalité, des Affaires indiennes, du Conseil du trésor, de l'Industrie et du Commerce, des Finances, de la Justice, de l'Énergie et des ressources en plus d'être brièvement secrétaire aux Affaires extérieures sous le gouvernement de John Turner en 1984 (Chrétien 1994; 2008, 30-32).

les nouveaux marchés accessibles grâce à la mondialisation » (Bartleman 2005, 46-47). Malgré son opposition à l'accord de libre-échange avec les É-U lorsqu'il était chef de l'opposition officiel, Jean Chrétien a embrassé le mouvement de globalisation des années 1990. Il avait fait campagne en 1993 sur le thème de l'emploi (*Jobs, jobs, jobs !*) et de la reprise économique et il comptait utiliser la politique étrangère du Canada pour servir les intérêts économiques du pays (Liberal Party of Canada 1993). Ainsi, Jean Chrétien était certainement un champion de l'ouverture économique qu'il voyait comme une manière pour le Canada d'accroître sa prospérité (Keating 2004). Cette position ne tarda pas à teinter sa vision des relations sino-canadienne.

4.2.2 – La représentation idéationnelle de Jean Chrétien envers la relation sino-canadienne

Quelques jours après la prise du pouvoir par son parti, Jean Chrétien participa à une soirée auprès de gens d'affaires à Vancouver en prévision du sommet de l'APEC qui se tenait à Seattle le lendemain. Jean Chrétien affirma lors de cette soirée que ce n'était pas une coïncidence si la première rencontre internationale à laquelle il avait choisi de participer lui-même portait sur l'Asie (Balloch 2013, 360-362). Il ajouta qu'il avait nommé un ministre junior spécialement pour s'occuper de cette région (Raymond Chan) et qu'il comprenait l'importance de bâtir des liens personnels avec les dirigeants des pays asiatiques (Balloch 2013, 360-362). Lors du sommet de l'APEC, Jean Chrétien affirma que le Canada devait contempler les marchés en croissance de l'Asie, tels que la Chine, comme les marchés de l'avenir (La Presse Canadienne, 1993). Selon Eddie Goldenberg, Jean Chrétien a toujours cru que le Canada était un pays du Pacifique et il croyait que cela était nécessaire pour l'essor du Canada à long terme, d'où ses efforts importants pour bâtir des ponts durables avec la Chine. Il aurait même voulu que son fils puisse parler le mandarin (entrevue Goldenberg). Il confia à son conseiller aux affaires étrangères en mars 1994 « qu'il souhaitait prendre l'avantage complet de la situation géographique du Canada dans le Pacifique » (Bartleman 2005, 46).

En marge de ce sommet de l'APEC, Jean-Chrétien eut une première rencontre avec le président chinois Jiang Zemin. Jean Chrétien fut informé par l'un des sous-ministres adjoints du MAECI, Howard Balloch, qu'en raison de la mémoire encore bien vivante de la crise de Tiananmen « qu'il était requis de soulever les inquiétudes des Canadiens concernant la situation des droits de la personne en Chine » (Balloch 2013, 362-364). Jean Chrétien lui répondit qu'il ne se sentait pas très à l'aise de faire de tels commentaires, car il considérait que la Chine avait déjà

fait de bons progrès et que ce type de commentaires aurait peu d'impact, mais il était d'accord qu'il devait quand même soulever ces questions. Toutefois, le premier ministre oublia de faire ces remarques durant la rencontre. Le sous-ministre adjoint a dû prendre entente avec l'un de ses vis-à-vis chinois pour assurer que les représentants de la Chine corroborent par la suite que les questions des droits de la personne furent lors de la rencontre (Balloch 2013, 362-364). Les médias canadiens rapportèrent en effet que Jean Chrétien avait brièvement soulevé cette question auprès du dirigeant chinois (La Presse Canadienne 1993a). Déjà à ce moment, le sous-ministre adjoint était conscient que le premier ministre Chrétien voulait faire des « efforts pour bâtir une relation plus forte avec la Chine », d'où son empressement d'éviter qu'il soit critiqué pour ne pas avoir mentionné la question des droits de la personne avec le président chinois et éviter de créer une controverse dès leur première rencontre (Balloch 2013, 362-364).

Dans les mois suivants, la position du premier ministre envers la Chine fut exprimée à quelques reprises. Le 17 mars 1994, questionné par le chef de l'opposition de l'époque, Lucien Bouchard, Jean Chrétien affirma qu'il ne fallait pas abandonner les relations avec la Chine en raison de leur problème concernant les droits de la personne :

[...] j'ai eu l'occasion de parler avec le président de la Chine et chaque fois que le Canada a des relations diplomatiques avec les Chinois, on leur rappelle qu'on n'est pas satisfaits de la situation de la protection des droits de l'homme dans ce pays-là. Mais ça ne veut pas dire qu'on ne fera pas affaire avec eux. [...] si l'on refuse de faire affaire avec tous les pays qui ont des régimes politiques qu'on n'aime pas, on ne fera pas affaire avec beaucoup de monde. C'est pourquoi je dois vous dire qu'on note la situation des droits de l'homme, mais on sait aussi qu'il est important, et que peut-être la meilleure façon d'aider à l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans des pays comme ceux-là, c'est de faire affaire avec eux, d'ouvrir ces pays au monde. C'est ainsi que la démocratie viendra. (Canada, Chambre des Communes 17 mars 1994, p.2432)

Jean Chrétien exprimait ainsi l'idée selon laquelle engager constructivement la Chine, particulièrement du point de vue commercial, était la meilleure manière d'encourager des réformes dans ce pays. Jean Chrétien considérait que la relation avec la Chine était une priorité pour les intérêts canadiens et que ce n'était pas au Canada de tenter de prendre une position conflictuelle avec la Chine, comme le faisaient les É-U au même moment, pour infliger des changements politiques internes dans ce pays :

Par exemple, nous avons été le premier pays, bien avant les É-U, à reconnaître la Chine. Ce n'est qu'après que le Canada eut reconnu la Chine que les É-U l'ont fait. [...] Même si je disais (*sic*) au président de la Chine, qui représente 1 milliard 200 millions de personnes, le premier ministre du Canada vous donne des ordres, il va rire

de moi. Et je pense que la meilleure façon d'y parvenir, c'est d'aider ce pays à se développer et, lorsqu'ils auront de nombreux échanges avec le monde occidental, ils verront les avantages de la démocratie, du respect des droits et du progrès économique, dans une économie de marché. (Canada, Chambre des Communes 22 mars 1994, p.2620)

Ces prises de position de la part du premier ministre se firent dans le contexte de l'annonce de son gouvernement de la reprise des relations à haut niveau avec la Chine. Le gouverneur général, le ministre du Commerce international, le ministre de l'Agriculture et le ministre des Affaires étrangères étaient tous sur le point de se rendre en Chine durant le printemps et l'été 1994 en prévision de la visite du premier ministre lui-même à l'automne (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1994d). Dans sa manière colorée bien à lui, Jean Chrétien expliqua au média le 22 mars 1994 :

China has 1.2 billion people, compared to Canada's 28 million. [...] I can't even tell the premiers of Saskatchewan or Quebec what to do. Am I supposed to tell the president of China what to do? (Whittington 1994)

Jean Chrétien ne croyait donc pas qu'il fallait s'opposer à entretenir des liens commerciaux avec la Chine en raison de son bilan problématique concernant les droits de la personne et la liberté d'expression. Selon plusieurs intervenants de l'époque, cette position de Jean Chrétien était belle et bien la sienne et non pas une position développée par l'appareil gouvernemental, ni même lors de réflexions avec ses ministres ou ses conseillers les plus proches (entrevues Goldenberg; Balloch; Austin; Caron; CPM Chrétien; Cabinet Chrétien). Selon Paul Evans, l'expérience de Jean Chrétien avec la Chine était la raison principale expliquant l'importance qu'il accorda aux relations sino-canadiennes dès son accession au pouvoir :

Jean Chrétien's government quickly jettisoned its criticisms of the Mulroney government [...] and ushered in a decade of high-profile commitment to full-scope engagement. Chrétien had extensive experience in China based on various ministerial trips and close family connections with Quebec corporations with major commercial interests in China. China was a priority that he and his government approached assertively. (Evans 2014, 42)

Il faut considérer que Jean Chrétien avait fait partie d'un gouvernement qui avait entamé les relations diplomatiques avec la Chine, alors que celle-ci était en pleine révolution culturelle. Le contraste entre la Chine maoïste et celle de Jiang Zemin à ce niveau était éloquent, malgré la crise de Tiananmen (Li 1996; Fewsmith 2001). Considérant que le gouvernement chinois avait choisi de reprendre la voie des réformes économiques et que l'épisode de Tiananmen pouvait être considéré comme clos suite à la visite de Zhu Rongji à Ottawa en mai 1993, Jean Chrétien

considérerait que « la Chine avait déjà fait de bons progrès », comme il l'affirma à son *sherpa*⁷⁶ Howard Balloch lors du sommet de l'APEC en novembre 1993 (Balloch 2013, 363).

Dans ses mémoires, Jean Chrétien relate ses relations avec la Chine avec ses dirigeants. Il explique que celles-ci étaient une priorité pour lui et qu'il développa même des liens d'amitié avec Jiang Zemin :

For better or for worse, there was no stopping more than a billion hard-working people, and it seemed only a matter of time before China's economy would surpass those of the United States and Europe. [...] From the moment I was elected, I made China a priority. My first international meeting as prime minister was the APEC summit in Seattle in 1993; my first Team Canada trip was to China a year later; and I met Chinese President Jiang Zemin so many times that he used to refer to me as his English Teacher! (Chrétien 2008, 339)

Certains observateurs ont considéré que Jean Chrétien avait sacrifié la question des droits de la personne au profit du commerce dans les relations du Canada avec la Chine et d'autres pays d'Asie⁷⁷. D'autres considèrent que la position de Jean Chrétien n'était pas conçue en opposition avec les questions de progrès démocratique et les avancées sur les questions de droits de la personne selon Jean Chrétien. Jack Austin, sénateur libéral et président du CCBC de 1993 à 2000, explique à propos de la vision de Jean Chrétien sur la Chine :

The scope of Chrétien's view of China was more than just economic relations. He had a strong interest in the commercial aspect of the relation, but he wanted his government to do a "multiengagement" with China. It was multiface, he wanted to build strong relationships in many areas. (entrevue Austin)

Jean Chrétien considérait que la Chine était incontournable pour le développement économique du Canada (entrevue Austin) et se disait prêt à faire les efforts nécessaires pour assurer la promotion des échanges commerciaux avec la Chine et un développement de ses institutions compatibles avec les intérêts du Canada (entrevues Austin; Goldenberg; Balloch; Cabinet Chrétien; CPM Chrétien). Afin d'atteindre cet objectif, Jean Chrétien considérait qu'il devait obtenir l'écoute des dirigeants chinois (entrevues Caron; Austin; Goldenberg) et souhaitait un engagement constructif de tous les intervenants canadiens en Chine, comme l'expliquait son conseiller aux affaires étrangères :

⁷⁶ Le *sherpa* est le surnom donné au haut-fonctionnaire de l'État, souvent issu du MAECI ou du PCO, qui accompagne le premier ministre lors de presque toutes ses rencontres durant des sommets internationaux tels que ceux des G8, G20, APEC, etc.

⁷⁷ Pour un exposé de ce point de vue, voir : Droits et démocratie 2001; Zhu 2001, 105; Woodman et Samdup 2005; Gilley 2008; Webster 2012, 46-50.

Prime Minister Chrétien sought a constructive and practical way to engage the Chinese. He encouraged CIDA to become more involved in projects such as training of judges, promoting the rights of women, and assisting the National People's Congress in codification of laws to reduce arbitrary nature of China's legal system. He was able to discuss human rights with them [chinese leaders] in a practical, non-confrontational manner. (Bartleman 2005, 231-232)

Pour Jean Chrétien, la question des droits de la personne et l'avancement des libertés et des conditions de vie des Chinois devaient être abordés de manière « constructive » (entrevue CPM Chrétien). Selon ses conseillers seniors au CPM, dont Eddie Goldenberg et James Bartleman, le premier ministre a même donné un surnom à sa position envers la Chine, « la doctrine Shédiac » (entrevue Goldenberg; Bartleman 2005, 232), du nom de la ville au Nouveau-Brunswick où Jean Chrétien expliqua ainsi à des médias sa position concernant la Chine :

China is a huge country and Canada is a small one. Canada does not have the power to force a change in China's human rights behaviour. Change will, however, come to China as it becomes exposed to the main currents of the outside globalized world through trade. Engagement rather than an attempt at isolating China is the long-term key to the eventual humane treatment of their population. (cité dans Bartleman 2005, 232)

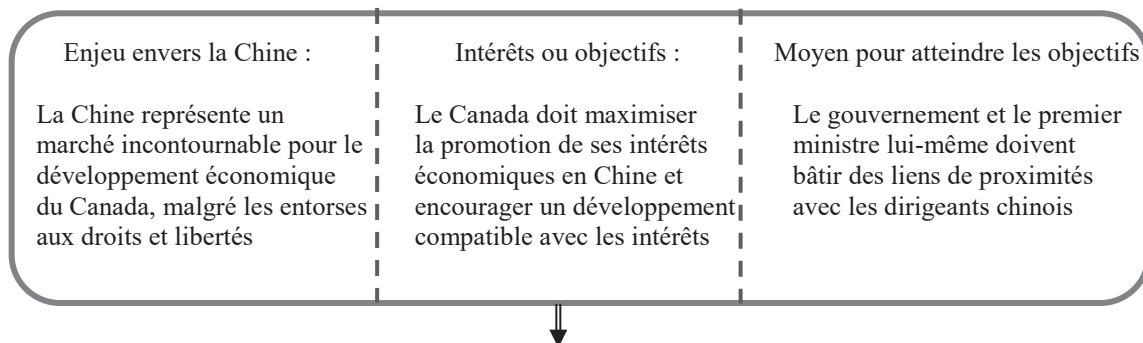
Cette vision de la Chine de Jean Chrétien demeura essentiellement intacte pendant les dix années qu'il passa au pouvoir. Jean Chrétien expliqua lors d'une rencontre du CCBC où Zhu Rongji était présent en 1998 :

We believe that a free and open expression of opposing views is not a threat to anyone or any nation. Indeed, our openness to new ideas has been essential to Canada's becoming the modern, prosperous nation it is today. In a spirit of friendship and understanding, we will continue to share our experiences and engage constructively with China. (Chrétien 1998)

À ce titre, le fait que le changement de la politique canadienne envers la Chine fut presque immédiat en 1993-1994 s'accorde bien avec l'argument que le premier ministre Chrétien voulait lui-même définir l'agenda des relations avec la Chine. Selon Eddie Goldenberg, avant de devenir premier ministre, Jean Chrétien avait déjà une vision de la Chine comme une puissance majeure et incontournable. De plus, il croyait que le développement d'une bonne relation avec la Chine permettait de diversifier les options économiques du Canada et de ne pas être toujours à la « remorque » des É-U (entrevue Goldenberg). En fait, tous les intervenants proches du premier ministre, ainsi que Jean Chrétien lui-même, affirment qu'il avait déjà décidé que ceci serait sa position envers la Chine s'il devenait premier ministre (Sirois 2008; entrevues Balloch; Goldenberg; Austin; Caron; CPM Chrétien; Cabinet Chrétien).

Ainsi, à partir des propos recueillis auprès des intervenants de l'époque et les propos de Jean Chrétien lui-même tenus en 1993 et 1994 et depuis, il semble que Jean Chrétien concevait la relation avec la Chine principalement selon la dimension des intérêts économiques du Canada, les autres aspects de la relation étant complémentaires. L'importance du marché chinois était incontournable et le Canada devait selon lui promouvoir proactivement ses intérêts commerciaux en Chine et tenté d'aider le développement de ses institutions de manière à être compatible avec les intérêts canadiens. Le moyen qu'il privilégia pour atteindre cet objectif fut de développer des liens étroits avec les dirigeants chinois. Tel qu'illustré à la figure 14, Il est possible d'inférer que la représentation idéationnelle de Jean Chrétien concernant les relations sino-canadiennes était la suivante : *La Chine est une puissance économique incontournable avec laquelle le Canada doit entretenir des contacts au plus haut niveau afin d'y faire la promotion des échanges commerciaux et influencer positivement les réformes chinoises*⁷⁸ .

Figure 14 : Composantes de la représentation idéationnelle de Jean Chrétien en 1993



Jean Chrétien choisit de ne plus lier le commerce aux droits humains et demande l'organisation d'une mission commerciale importante en Chine et le développement d'une stratégie axé sur le commerce

Cette représentation idéationnelle du premier ministre eut un impact direct sur la politique étrangère du Canada envers la Chine, alors que la politique mise en œuvre par le gouvernement Chrétien était justement basée sur l'argumentaire que les contacts à haut niveau et l'intensification du commerce avec la Chine pouvaient élever le niveau de vie de la population chinoise et amener progressivement à l'idée de réformes politiques (Frolic 1999, 329; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade, 1994c;d; 1995a;b). L'anecdote de la première rencontre

⁷⁸ Questionnés à savoir si cette position reflétait bien celle de Jean Chrétien, les intervenants rencontrés ont tous affirmé qu'il s'agissait d'une qualification fidèle de la pensée qu'exprimait publiquement et privément le premier ministre Jean Chrétien à l'époque (entrevues Goldenberg; Balloch; Austin; Caron; CPM Chrétien, Cabinet Chrétien).

entre Jean Chrétien et Jiang Zemin à Seattle en novembre 1993 démontre bien que Jean Chrétien était convaincu personnellement de cette position avant même d’être convaincu par ses ministres des Affaires étrangères, du Commerce international ou par le personnel de MAECI, du CPM ou du BCP. Tout indique que la représentation idéationnelle sur la Chine de Jean Chrétien était déjà bien formée au moment de sa prise de pouvoir. Jean Chrétien avait une vision favorable de la Chine, axée sur les bénéfices commerciaux pour le Canada et le développement de bonnes relations avec ses dirigeants, voyant que les questions de droits de la personne comme ne devant pas interférer avec les intérêts commerciaux du Canada envers la Chine. Or cette vision qui était la sienne s’arrimait très bien avec la position des élites commerciales du Canada.

4.3 – L’influence des élites sur la vision de Jean Chrétien envers la Chine

Cette représentation idéationnelle ne s’éloigne pas tant de celle de Brian Mulroney en 1986-1989 et 1992-1993. Plusieurs analystes considèrent que Brian Mulroney défendit plus activement les valeurs « canadiennes » et adopta un style plus activiste et affirmé sur la scène internationale que son successeur (Black 2000; Keating 2004; Gotlieb 2005, 21–22; Webster 2010). Pourtant, la représentation idéationnelle de Brian Mulroney envers la Chine est similaire à celle de Jean Chrétien, ayant seulement été obligé par la crise de Tiananmen de suspendre les relations normales avec la Chine, mais sans jamais avoir abandonné l’idée de l’importance de la Chine sur la scène mondiale et pour les intérêts économiques canadiens (voir chapitre 3). Malgré la crise de Tiananmen, Mulroney relança sa politique axée sur le commerce et les liens entre les dirigeants des deux pays en 1992. Après son départ de la politique active, Brian Mulroney s’est rendu en Chine à plusieurs reprises durant les années 1990 et 2000 pour aider les intérêts de compagnies canadiennes (entrevue Mulroney; Yakabuski 2004), travaillant au même objectif que son ancien adversaire politique devenu premier ministre. Considérant les objectifs de la stratégie de 1987, il y a fort à parier que sans la crise de Tiananmen, les relations à haut niveau avec la Chine auraient connu une progression similaire sous le gouvernement Mulroney à celle connue sous le gouvernement Chrétien. Malgré leurs divergences partisans, Brian Mulroney et Jean Chrétien ont été tous les deux été influencés par les mêmes élites canadiennes.

4.3.1 – Le rôle du CCBC auprès de Jean Chrétien et du gouvernement

Le CCBC et ses membres étaient d’ardents défenseurs de l’importance des liens entre le gouvernement chinois et canadien pour promouvoir les intérêts des firmes canadiennes en Chine.

L'implication du CCBC, particulièrement de Jack Austin et d'André Desmarais auprès de Jean Chrétien et de son gouvernement, dès les premiers jours de sa prise de pouvoir, démontre qu'ils ont eu une certaine influence sur la vision du premier ministre envers la Chine.

En avril 1993, alors que Brian Mulroney s'apprêtait à renouer les rencontres à haut niveau avec les dirigeants chinois, le sénateur libéral Jack Austin fut nommé nouveau président du CCBC (entrevue Austin)⁷⁹. Jack Austin avait été sous-ministre sous le gouvernement de P.E. Trudeau avant de devenir son chef de Cabinet puis d'être nommé sénateur libéral en 1975 (Korbin 2007). Au côté de P.E. Trudeau, il avait été l'un des champions des relations entre le Canada et l'Asie alors qu'il avait accompagné Trudeau lors de ses visites en Chine et avait été l'un des artisans de la création de la Fondation Asie Pacifique du Canada en 1984 (Asia Pacific Foundation of Canada 2010)⁸⁰. Influent sénateur avec une longue expérience dans la fonction publique fédérale, il fut nommé président du CCBC avec le mandat de reconstruire les bonnes relations entre le Canada et la Chine (entrevue Austin). Cette nomination venait également peu de temps après que Paul Desmarais ait quitté le siège de directeur du conseil d'administration du CCBC au profit de son fils André (entrevue Austin, entrevue Balloch).

Jean Chrétien connaissait bien Jack Austin, alors que les deux avaient été de proches collaborateurs de P.E. Trudeau. Sachant que le sénateur Austin avait été nommé président du CCBC avec la mission de reconstruire les relations avec la Chine, Jean Chrétien lui demanda personnellement s'il pouvait le conseiller afin d'établir une stratégie pour réengager la Chine (entrevue Austin). Jean Chrétien confia au sénateur vouloir bâtir une relation commerciale solide avec la Chine et élaborer une politique cohérente et complète envers ce pays (entrevue Austin). Puisque le mandat de Jack Austin était de travailler à rebâtir les ponts avec la Chine, ce dernier expliqua à Jean Chrétien qu'il travaillait justement sur une telle stratégie :

I told him [Chrétien] that he should commit to participate to a senior level event every year in order to rebuilt the relation, and he said yes. He [Chrétien] said that he would commit to this, that his focus on China was substantial and that China was important for Canada, for the World, and that I should [Austin] tell him what to do and he will do it. If the events are well planned, he will do it and he did it (*sic*). (entrevue Austin)

⁷⁹ Voir aussi : <http://www.royalroads.ca/news-events/convocation/awards/hon-jacob-jack-austin-pc-cm-obc-qc> (page consultée le 15 septembre 2017).

⁸⁰ Voir aussi Jack Austin Centre for Asia Pacific Business Studies. En ligne : <http://beedie.sfu.ca/jack-austin-centre/> (page consultée le 15 septembre 2017).

Selon Jack Austin, ce fut son idée de créer une mission commerciale en Chine de en invitant un nombre important de politiciens fédéraux, provinciaux et surtout des gens d'affaires influents canadiens à s'y joindre (entrevue Austin). Le sénateur Austin a en effet été crédité de la « paternité » de *Team Canada* comme il l'expliqua en 2010⁸¹ :

Team Canada was largely my invention. When Chrétien took office, at an early caucus meeting, he came to me and said, "You're president of the Canada-China Business Council. I would like to build a new relationship with China on a commercial level. I'd like you to produce some ideas and bring them to us." It was quite fascinating that Helmut Kohl had just led a small business delegation to China and the Chinese had reacted very positively in terms of contracts and so forth. The idea developed that if Canada were to rise on the Chinese radar, we needed to make a very large impact because we are not a very large and important country on their horizon. The proposal was for then-Prime Minister Chrétien to lead a business delegation of the largest possible size to China. Mike Harcourt was the premier of BC, the chair of the premiers' council, and my tennis partner. I spoke with Harcourt about our plans and he said, "Well, why don't you invite the premiers?" I responded, "Well, why don't you pick up the phone and call Mr. Chrétien; that's his decision, not my decision." And that is what happened. Chrétien was very excited and the premiers were on to it. (Woo, Austin, Campbell, Clark et Dobson 2009)

Selon le sous-ministre adjoint à l'Asie-Pacifique de l'époque, Howard Balloch, le concept de *Team Canada* avait été élaboré conjointement par Jean Chrétien, Jack Austin, André Desmarais et lui-même en marge du sommet de l'APEC à Seattle en 1993 :

Team Canada concept was dreamt up first when the Prime Minister Chrétien, André Desmarais, Jack Austin, Chairman and President of the Canada China Business Council respectively, and I [Howard Balloch] were together in Seattle just after the Liberal victory in 1993. [...] During the early months of 1994 it was decided that it was politically impossible to only invite a select number of provinces to come, and so the Prime Minister wrote to all premiers and, to demonstrate the value of such a trip to the Canadian economy, told them that our objective was to invite firms from across the country and to collectively witness a large commercial signing ceremony. (Balloch 2013, 619)

Selon d'autres sources encore, lors de la réunion des premiers ministres provinciaux avec Jean Chrétien le 21 décembre 1993, il y aurait eu des discussions concernant la visite de Jean Chrétien en Chine prévue pour l'automne 1994 et de l'intention du premier ministre d'être accompagné d'une large délégation de gens d'affaires canadiens et de représentant des provinces. C'est à ce moment que l'idée d'inclure tous les premiers ministres provinciaux aurait été discutée

⁸¹ Voir aussi les annonces de ses diplômes honorifiques de la Royal Roads University : <http://www.royalroads.ca/news-events/convocation/awards/hon-jacob-jack-austin-pc-cm-obc-qc> ; <http://graduation.ubc.ca/event/honorary-degrees/2011-honorary-degree-recipients/jack-austin/> (page consultée le 20 mars 2017).

pour la première fois (entrevue Goldenberg; Canada, SCIC 2004; Goldenberg 2006, 313). Peu importe l'origine exacte, l'idée de doubler la visite officielle de Jean Chrétien d'une mission commerciale fut développée progressivement entre novembre 1993 et mars 1994. De plus, il semble clair que Jack Austin et le CCBC étaient impliqués de près dans la création de celle-ci. Jean Chrétien adopta rapidement ce concept de mission commerciale pour en faire l'un de ses *modus operandi* afin de signaler l'importance aux investisseurs canadiens et à la population canadienne l'importance de l'Asie-Pacifique pour le Canada :

Team Canada was the prime minister's chosen instrument to compensate for generations of political neglect. Between 1994 and 1998, three missions would be launched into the Asia-Pacific. The goal was political—to use a “mother of all trade missions” approach to blast awareness of the world outside North America into the consciousness of Canadians, and to expose Asians to Canada. (Bartleman 2005, 217)

L'élaboration de la première visite de Jean Chrétien en Chine se fit donc en collaboration avec le CCBC et l'entourage du premier ministre, au même moment où la politique des quatre piliers était également élaborée entre le CPM, le BCP et le MAECI (Bartleman 2005, 220). Howard Balloch, explique qu'il collabora régulièrement avec le directeur du conseil d'administration du CCBC pour la préparation de cette visite :

It was decided in early 1994 that the first Team Canada trip would be in November in combination with the first state visit of Prime Minister Chrétien to China. André Desmarais and I set a target of having one billion dollars' worth of agreements signed. In March, André called and told me that he thought our target was too low and that he was getting a great response from CCBC member companies. (Balloch 2013, 619)

Il est à noter que suite au sommet de l'APEC où Howard Balloch rencontra une première fois Jean Chrétien, son chef de cabinet Jean Pelletier et Eddie Goldenberg (Balloch 2015, 353-355), ce haut fonctionnaire entra par la suite dans l'entourage élargi du premier ministre. Il était alors considéré comme l'un des « mandarins » proches de Jean Chrétien (Vastel 1994a). Grâce à ce voyage à l'APEC et en raison de l'apport que fournit Howard Balloch directement au premier ministre durant ce sommet, ce dernier put entretenir, selon ses propres mots, une relation franche et ouverte avec Jean Chrétien (Balloch 2013, 361). En 1994, Jean Pelletier lui indiqua que le premier ministre avait apprécié le temps passé avec lui à Seattle et qu'il souhaitait qu'il se joigne au BCP pour gérer la question de l'unité nationale (Balloch 2013, 365-367). Howard Balloch fut donc promu au BCP et devint le haut fonctionnaire responsable de gérer l'important dossier de l'unité nationale à la veille du référendum de 1995, pour ensuite être nommé ambassadeur du Canada en Chine par Jean Chrétien en 1996 (Balloch 2013). Selon Howard Balloch, ce lien

privilegié avec le premier ministre lui permet d'avoir un accès privilégié et déterminant pour assurer la bonne conduite de la relation avec la Chine dans les années 1990 (entrevue Balloch).

En fait, il est possible de déduire que cette collaboration continue entre le MAECI, particulièrement à travers Howard Balloch, le CCBC, le sénateur libéral Jack Austin, André Desmarais ainsi que Jean Chrétien a influencé la représentation idéationnelle de Jean Chrétien envers la Chine. L'annonce de la politique des quatre piliers faite par le ministre André Ouellet en mai 1994 fut faite en coordination avec le CPM et le CCBC à travers les contacts de Jack Austin et André Desmarais auprès du premier ministre et de l'appareil gouvernemental (entrevue CPM Chrétien). En effet, les quatre piliers de la politique du Canada envers la Chine ont été élaborés entre novembre 1993 et mai 1994, alors que le premier ministre lui-même avait confié à Jack Austin l'élaboration d'une stratégie pour réengager la Chine au niveau des échanges commerciaux (entrevue Austin). Jack Austin croyait que le premier ministre devait s'engager à établir des liens directs avec les dirigeants chinois (entrevue Austin) et Jean Chrétien croyait que ces liens devaient soutenir les intérêts commerciaux canadiens, mais aussi assurer un engagement constructif envers la Chine dans tous les domaines (entrevues Austin; Balloch; Goldenberg).

De plus, les quatre piliers de la politique envers la Chine convenaient certainement aux idées et intérêts partagés par le CCBC. En plus des questions commerciales, le CCBC était impliqué dans les projets de bonne gouvernance et du développement durable à travers des initiatives financées par l'ACDI (Canada, Canadian International Development Agency 1994; 1999; 2005a;b 2006; Zweig 2002, 242-244)⁸². Puis, la paix et la sécurité faisaient référence aux discussions diplomatiques à haut niveau avec la Chine sur les enjeux de coopération internationale, de multilatéralisme, de commerce international et de la rétrocession de Hong Kong (Frolic 1997, 329). Ces enjeux faisaient partie des discussions fréquentes entre Jean Chrétien et les dirigeants chinois, particulièrement Jiang Zemin, Zhu Rongji et Li Peng, ce qui venait augmenter la visibilité de ceux-ci auprès du gouvernement chinois (entrevue Balloch; Frolic 1997, 330). Les entreprises canadiennes avaient certainement intérêt à voir les règles de droit en Chine, le dernier pilier de la relation, s'améliorer pour mieux protéger leurs investissements et leurs propriétés intellectuelles en Chine. Comme le présente la documentation remise aux participants canadiens de la visite de novembre 1994, les quatre piliers de cette relation

⁸² Pour une description et une analyse des impacts sur l'économie canadienne des programmes de l'ACDI, voir : Morrison 1994 et 1998 ; Rudner 1994.

faisaient partie des objectifs des visites à haut niveau (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1994c;d). En fait, selon l'entourage de Jean Chrétien, la seule manière d'influencer le gouvernement chinois pour le Canada était d'avoir des conversations franches, mais en privé sur ces enjeux (entrevue Goldenberg; Austin; Balloch; CPM Chrétien).

Ainsi, les rapports professionnels de Jean Chrétien avec Jack Austin, André Desmarais et Howard Balloch, entre autres, donnèrent une voix au CCBC auprès du premier ministre. Toutefois, au-delà des relations professionnelles de Jean Chrétien, ses contacts personnels avec des élites de la communauté d'affaires membre du CCBC ont de toute vraisemblance également eu une influence sur sa vision des relations sino-canadiennes.

4.3.2 – Power Corporation, la famille Desmarais et Jean Chrétien

Power Corporation a toujours eu des liens étroits avec le CCBC, ayant été fondé par Paul Desmarais et ayant toujours eu un directeur du conseil d'administration issu de cette entreprise⁸³. Power Corporation a réussi à entretenir des liens d'affaires en Chine à travers sa participation à des entreprises conjointes dès 1986 (Greber 1987; Bonazza 2008; Dicko 2012, 45-50).

Jean Chrétien lui-même avait des liens avec Power Corporation depuis la fin des années 1970. John Rae, un associé de longue date de Jean Chrétien, a fait carrière chez Power Corporation et en fut l'un des vice-présidents exécutifs (Dicko 2012, 70-73)⁸⁴. Il a été l'un des principaux architectes des victoires électorales de Jean Chrétien, fut l'un des rédacteurs de discours de Jean Chrétien, le président de ses campagnes à la chefferie du Parti libéral en 1984 et en 1990, le coordonnateur des campagnes électorales victorieuses de Jean Chrétien en 1993, 1997 et 2000, le chef de l'équipe de transition de Jean Chrétien en 1993 et l'un des représentants du Parti libéral sur le comité du « Non » au référendum de 1995 (Yakabuski 2006; Dicko 2012, 70-73; Zussman 2013, 46; Kingston 2014). Jean Chrétien et John Rae se sont d'abord croisés en 1967, lorsque M. Rae fut embauché au sein du personnel politique de Jean Chrétien alors qu'il était ministre des Affaires indiennes sous le gouvernement Trudeau. John Rae quitta le bureau

⁸³ En effet, Paul Desmarais occupa cette position de 1978 à 1992, André Desmarais de 1992 à 2003, alors que Peter Kruyt a pris la relève en 2003, lui qui est vice-président de Power Corporation depuis 1996 (Dicko 2012, 45-50). Voir aussi la documentation de Power Corporation du Canada en ligne : <https://www.powercorporation.com/fr/gouvernance/conseil-d-administration/> (page consultée le 20 mars 2017).

⁸⁴ Voir aussi : <https://www.bloomberg.com/research/stocks/people/person.asp?personId=2688696&privcapId=873842> (page consultée le 25 janvier 2018).

politique de Jean Chrétien en 1971 pour entrer chez Power Corporation (Dicko 1992, 70-71)⁸⁵. Lorsque Jean Chrétien quitta la politique active en 1986 suite à sa défaite contre John Turner, il fut nommé directeur du conseil d'administration de la compagnie Consolidated-Bathurst, propriété de Power Corporation (Yakabuski 2006 ; Lundy 2013). Alors que Jean Chrétien était le directeur du Conseil d'administration de cette compagnie, Paul Desmarais obtint sa première percée commerciale d'envergure en Chine. En effet, le gouvernement chinois souhaitait à cette époque investir dans des usines de pâtes et papiers pour acquérir l'expertise nécessaire pour en construire par la suite sur leur territoire. À travers leurs liens avec le CCBC, le gouvernement chinois se tourna vers Paul Desmarais et Power Corporation pour investir dans des usines canadiennes et établir une usine en Chine. La chinoise CITIC se joignit à Power Corporation pour créer la coentreprise Power Consolidated. Cette coentreprise se chargea des premières initiatives conjointes entre l'industrie chinoise et canadienne à travers la Consolidated-Bathurst, alors que Jean Chrétien venait d'y être nommé président du conseil d'administration et qu'elle possédait des intérêts importants dans la région natale de Jean Chrétien, la Mauricie (Greber, 1987).

Alors que Paul Desmarais venait de créer le CCBC suite à une visite en Chine en 1978 sous les recommandations de P.E. Trudeau (Samet 2011; Bergeron 2013), son fils, André Desmarais, devint en 1980 le secrétaire de presse du ministre de la Justice, Jean Chrétien (Yakabuski 2006). L'année suivante, André Desmarais épousa la fille de Jean Chrétien (Yakabuski 2006 ; Vastel 1997; Chrétien 2008, 92-93), devenant un proche de Jean Chrétien (Chrétien 2008, 23). Or, Paul Desmarais avait choisi son fils André pour être celui qui porterait les relations de Power Corporation en Chine, le nommant président du Conseil d'administration du CCBC en 1992. Dans une rare entrevue accordée à un média, Paul Desmarais affirma que « c'est mon fils André qui s'occupe de la Chine, il y est très bien reçu, même mieux que je ne l'étais » (Bonazza 2008). Jean Chrétien se trouva donc à avoir dans son entourage personnel immédiat un ardent défenseur du commerce sino-canadien. L'ex-ambassadeur du Canada en Chine, Howard Balloch, décrit en ces termes la relation entre Jean Chrétien et son gendre, André Desmarais :

André [Desmarais] was also very close to Chrétien, as he was married to his daughter, France, and undoubtedly a strong behind-the-scene proponent for making the Chinese relationship a very high priority for the new government. (Balloch 2013, 350)

⁸⁵ Voir également la documentation de Power Corporation du Canada en ligne : <https://www.powercorporation.com/fr/gouvernance/equipe/> (page consultée le 20 mars 2017).

Le proche conseiller de Jean Chrétien, Eddie Goldenberg, est du même avis, affirmant « qu'André [Desmarais] a discuté de la Chine longuement avec son beau-père [Jean Chrétien] ». En fait, Eddie Goldenberg affirme sans hésitation qu'il fut l'une des deux influences les plus importantes sur la vision de la Chine de Jean Chrétien, l'autre étant son mentor Mitchell Sharp (entrevue Goldenberg). Jean Chrétien a lui-même révélé l'importance de son gendre pour comprendre son intérêt envers la Chine lors d'une entrevue réalisée en novembre 2008 pour le *La Presse* :

À chaque réunion de famille, on parlait des voyages en Chine. [...] Je prévoyais que ça allait devenir un très grand pays, d'autant plus que je connaissais beaucoup l'activité économique de la Chine par l'intermédiaire de mon gendre, André Desmarais, qui était président du conseil commercial Canada-Chine [sic]. La famille Desmarais a toujours été engagée là-dedans et c'était un des dossiers d'André à Power Corporation. Quand je suis devenu premier ministre, mes petits-fils étaient allés en Chine. J'ai décidé d'y aller et on a commencé les fameuses [missions] Équipes Canada. (Sirois 2008)

Lorsque Jean Chrétien rencontra une première fois le Jiang Zemin à Seattle en novembre 1993, il était accompagné d'André Desmarais (Balloch 2013, 360-363; entrevue Balloch). André Desmarais fut impliqué dans la mise au point de la mission de *Team Canada* et fut présent lors des assemblées du CCBC auquel assistèrent annuellement Jean Chrétien et les dirigeants chinois (Balloch 2015, 619; entrevues Balloch; Austin; Goldenberg). André Desmarais pouvait faire bénéficier à Jean Chrétien des contacts établis par son père et qu'il a entretenus à son tour avec les dirigeants chinois (Bonazza 2008; entrevues Mulrone; Balloch; Goldenberg). Des élites commerciales membre de la famille Desmarais et de Power Corporation étaient ainsi très près du premier ministre. La représentation idéationnelle de Jean Chrétien envers la Chine fut influencée par ses liens avec des élites de la communauté d'affaires impliquées de près avec le CCBC.

4.3.3 – Le mentor : Mitchell Sharp

Il est également important de souligner que Jean Chrétien avait un conseiller personnel qu'il conserva jusqu'en 2003, Mitchell Sharp. Au salaire symbolique de un dollar par jour, Mitchell Sharp était probablement le plus proche conseiller du premier ministre, alors que Jean Chrétien lui-même le considérait comme étant l'une des personnes les plus influentes de son entourage, le considérant comme son mentor (Chrétien 2008, 34-36, 96-97; entrevue Goldenberg). Mitchell Sharp était certainement parmi les élites politiques les plus influentes du Parti libéral, sinon de la classe politique canadienne (Wright 2004; Chrétien 2008, 34-36; Lunman 2017; entrevues Goldenberg; CPM Chrétien). En effet, Mitchell Sharp se hissa comme l'un des plus importants

hauts fonctionnaires du MAE dès 1947, avant d'être élu député libéral en 1963. Il eut une influence significative sous les gouvernements Diefenbaker, Pearson, Trudeau et Chrétien, étant le défenseur de la diminution de la dépendance canadienne aux É-U, ayant été successivement sous-ministre du commerce, sous-ministre du commerce extérieur, ministre du Commerce, des Finances, secrétaire des Affaires étrangères, président du Conseil privé, et directeur adjoint de la Commission trilatérale (Sharp et Miller 1994).

L'influence de Mitchell Sharp sur Jean Chrétien fut qualifiée comme étant plus forte que celle de ses ministres et ses conseillers au CPM, ayant même une influence dépassant les questions de politique étrangère (entrevues Goldenberg; CPM Chrétien; Cabinet Chrétien; Wright 2004; Chrétien 2008, 34-36)⁸⁶. Lorsque Mitchell Sharp avait annoncé son intention de se porter candidat à la succession de Lester B. Pearson en 1968, Jean Chrétien fut l'un des membres du Cabinet libéral à le supporter publiquement. Les liens entre Mitchell Sharp et Jean Chrétien continuèrent tout au long de la carrière des deux hommes, si bien que Jean Chrétien confia suite au décès de son collègue en mars 2004 :

I'm very sad, and my wife is, too. He [M. Sharp] was such a good friend for the both of us. He was for me a mentor. I was like a son to him, you know. He was a man of great integrity. (cité dans Lunman 2017)

Mitchell Sharp avait également une vision positive des relations sino-canadiennes puisqu'il fut aux premières loges lors de la reconnaissance officielle de la Chine par le Canada en 1970 (Lunman 2017; Wright 2004). Il était alors secrétaire des Affaires extérieures et était responsable de la négociation avec le gouvernement communiste (Sharp et Miller 1994, 205-206; Wright 2004). La position de Mitchell Sharp sur la Chine était en accord avec celle de P.E. Trudeau et il considérait l'ouverture des relations diplomatiques avec la Chine avant même la reconnaissance américaine et l'accession à l'ONU comme sa plus grande réalisation (Sharp 1969; 1972; Sharp et Miller 1994, 205-206; Lunman 2017). Mitchell Sharp était une personne influente de l'entourage de Jean Chrétien qui comme André et Paul Desmarais, John Rae et Jack Austin faisaient partie de l'élite canadienne. Selon Eddie Goldenberg, Mitchell Sharp fut certainement l'un des deux hommes, l'autre étant André Desmarais, qui eut la plus grande influence sur la position de Jean Chrétien envers la Chine et sur ses décisions concernant cette relation durant ses trois mandats

⁸⁶ Mitchell Sharp fut entre autres responsable d'interviewer chacun des candidats aux postes de ministres (Chrétien 2008, 32-34) et Jean Chrétien mentionne à une dizaine de reprises dans sa biographie avoir suivi les conseils judicieux de Mitchell Sharp (Chrétien 2008).

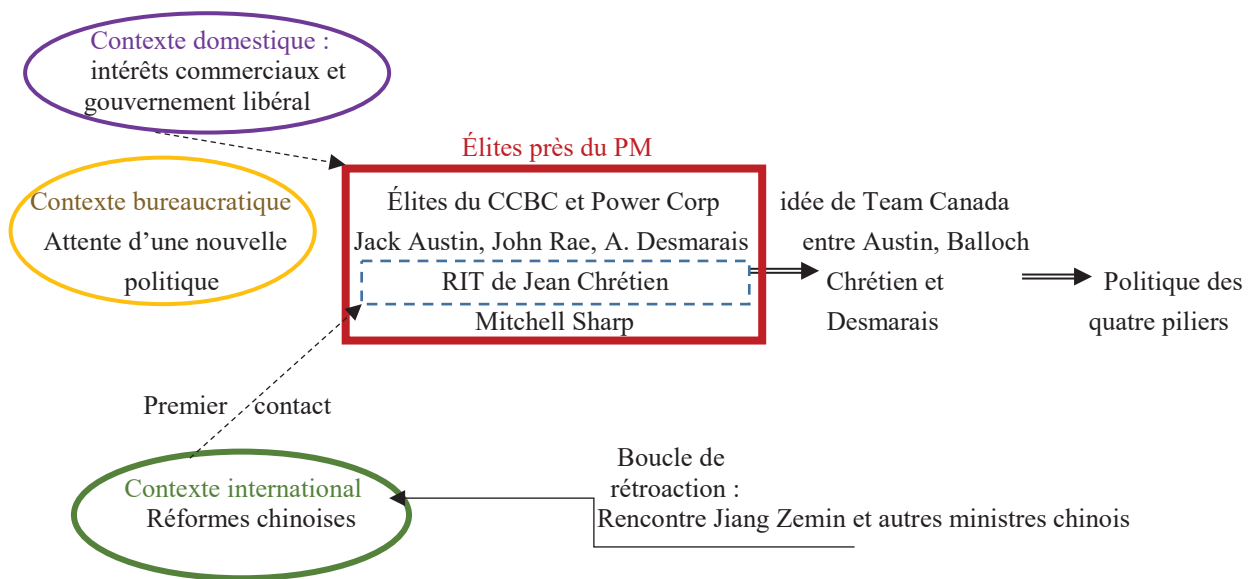
(entrevue Goldenberg). Or, autant André Desmarais que Mitchell Sharp considéraient que le Canada se devait d'entretenir de bonnes relations avec la Chine, notamment pour réduire la dépendance économique au marché américain (entrevue CPM Chrétien; Cabinet Chrétien).

Conclusion

La chronologie de la prise de décision de novembre 1993 à novembre 1994 permet de démontrer qu'en très peu de temps le gouvernement de Jean Chrétien élaborait sa politique envers la Chine. Le premier ministre canadien fut impliqué dès novembre 1993 dans l'élaboration de cette politique et voulut en faire l'une de ses priorités à l'internationale. L'élaboration de la mission commerciale de *Team Canada*, l'annonce de la fin des liens entre commerce et droits de la personne et l'engagement de Jean Chrétien à établir des contacts privilégiés avec les dirigeants chinois s'établirent avant mars 1994. Bien que l'opérationnalisation de la politique était sous la responsabilité du MAECI, son orientation était déterminée par l'implication du premier ministre et respectait sa représentation idéationnelle des relations sino-canadiennes, conformément à l'hypothèse 1 et l'hypothèse secondaire du cadre théorique⁸⁷. La représentation idéationnelle de Jean Chrétien s'est traduite directement dans la formulation de la politique de son gouvernement envers la Chine, mais cette vision s'est largement construite sous l'influence des élites de la communauté d'affaires canadienne membres de son entourage. Ayant des liens personnels et professionnels avec Power Corporation, la famille Desmarais et le CCBC, en plus de son mentor Mitchell Sharp, Jean Chrétien était entouré d'élites canadiennes qui voyaient le commerce avec la Chine et l'établissement de liens positifs avec ce pays d'un très bon œil. En fait, l'idée de rencontres à haut niveau sur une base annuelle et l'idée de *Team Canada* sont venues de ses discussions avec Jack Austin et André Desmarais principalement. Dès novembre 1993, Jean Chrétien s'efforça à entretenir des liens avec les dirigeants chinois. Ses rencontres en 1993 et 1994 avec le président Jiang Zemin, la ministre des Affaires étrangères Wu Yi et le vice-président de la Chine Zou Jiahua ont également agi comme boucle de rétroaction confirmant l'ouverture de la Chine à entretenir de bonnes relations avec le Canada et leur réceptivité à voir le premier ministre canadien promouvoir les intérêts économiques canadiens en Chine.

⁸⁷ H1 Une modification de la représentation idéationnelle du premier ministre est nécessaire et suffisante pour créer un changement significatif de la politique étrangère du Canada. HS : L'implication directe du premier ministre est nécessaire pour qu'il y ait une modification significative de politique étrangère, sans quoi seulement des ajustements incrémentaux seront possibles ou le maintien du statu quo.

Figure 15 : L'influence des élites et des dirigeants chinois sur la représentation idéationnelle de Jean Chrétien et la politique des quatre piliers en 1993-1994.



Alors que le MAECI fut en charge d'articuler les décisions prises par Jean Chrétien et son entourage, les informations recueillies n'indiquent pas que le ministre des Affaires étrangères ait été très présent dans l'élaboration de cette politique. En fait, « l'input » des membres du Cabinet semble avoir été très faible, non seulement en fonction de leur absence dans les propos des intervenants rencontrés, mais aussi en raison du développement très rapide de la politique envers la Chine, laissant très peu de temps aux nouveaux ministres d'influencer la prise de décision du premier ministre Chrétien. Au-delà des rôles et postes officiels que pouvaient ou non avoir ces individus, les liens qu'entretenaient le premier ministre avec quelques personnes clés influencèrent clairement sa position face à la Chine. L'anecdote sur la rencontre entre Jean Chrétien et Howard Balloch démontre bien que les relations personnelles du premier ministre avaient un impact certain sur l'identité des personnes qui justement pouvait l'influencer. *A contrario*, le conseiller officiel du premier ministre sur les questions de relations internationales, James K. Bartleman, avait de son propre aveu moins d'influence que les personnes nommées précédemment (Bartleman 2005, 333). Si le premier ministre est devenu dans les dernières décennies le « joueur central dans la prise de décision en politique étrangère canadienne » (Zussman 2013, 87), l'accès direct au premier ministre octroie aux élites de son entourage une influence sur la politique étrangère canadienne qui peut être sur certains dossiers plus importante que celle de plusieurs membres du Cabinet.

Chapitre 5 – La mise en œuvre de la politique du Parti libéral du Canada envers la Chine de 1994 à 2005

La politique du gouvernement Chrétien envers la Chine fut élaborée en moins d'un an dès la victoire électorale de Jean Chrétien à la fin octobre 1993. Par la suite, le gouvernement libéral suivit largement l'orientation donnée à celle-ci par le premier ministre Jean Chrétien durant les douze années ininterrompues du règne libéral jusqu'en janvier 2006. Durant cette période, la politique du Canada envers la Chine fut d'abord orientée vers la promotion des relations commerciales avec la Chine et le dialogue constant entre les hauts dirigeants des deux pays. La vision de Jean Chrétien face à la Chine resta essentiellement la même de 1993 à 2003, si ce n'est que le renforcement de sa conviction de l'importance de maintenir de forts liens politiques et économiques avec celle-ci. Il est certainement possible d'argumenter que l'approche de Jean Chrétien envers la Chine n'a pas obtenu les résultats escomptés d'un point de vue économique (Burton 2009a, 2011; Gilley 2008; Manicom et O'Neil 2012). Il en demeure pas moins que la Chine resta une priorité pour Jean Chrétien, les questions de droits de la personne n'ayant jamais pris une place plus importante à ses yeux que les efforts pour entretenir une relation positive avec les dirigeants chinois. (Burton 2011; Evans 2014, 43-50). Son successeur, Paul Martin, choisit aussi de faire de la relation sino-canadienne une priorité de son gouvernement sur la scène internationale, tentant d'élaborer un nouveau partenariat stratégique avec la Chine avant de perdre prématurément le pouvoir en janvier 2006 (Evans 2014, 51-59).

Ce chapitre démontrera qu'en l'absence d'une modification significative de la représentation idéationnelle du premier ministre Jean Chrétien, la politique des quatre piliers développée en 1993-1994 restera en vigueur jusqu'au départ de celui-ci en 2003, conformément à la première hypothèse du présent cadre théorique qui stipule qu'un changement de la représentation idéationnelle du premier ministre est nécessaire pour créer un changement de politique étrangère. Durant cette période, ni les pressions publiques, ni les ministres des Affaires étrangères ou d'autres membres de son gouvernement ne purent amener un changement dans la politique du Canada envers la Chine. Par la suite, Paul Martin élaborera une politique s'inscrivant dans la continuité, tentant d'élargir le champ et l'importance des relations canadiennes avec la Chine. Paul Martin et Jean Chrétien, en plus d'être deux libéraux, partagèrent plusieurs liens avec des élites issues de la même communauté d'affaires canadienne et avaient ainsi des entourages

similaires, malgré leur querelle politique. Influencés par les mêmes élites, les deux leaders s'impliquèrent personnellement dans la prise de décision et la mise en œuvre de la politique canadienne envers la Chine, guidés par des représentations idéationnelles similaires des relations sino-canadiennes. Pour ces raisons, la politique du Canada envers la Chine ne subit pas de changement d'orientation majeur au départ de l'un et à l'arrivée de l'autre, alors que tous deux firent de la Chine l'une de leurs priorités personnelles sur la scène internationale.

5.1 – Les relations sino-canadiennes sous Jean Chrétien de 1994 à 2003

La politique officielle du gouvernement Chrétien envers la Chine a été exposée en détail une première fois dans la documentation officielle de la mission commerciale de 1994 en Chine (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1994d). Ce document présentait les quatre piliers de cette politique qui était : (1) le partenariat économique ; (2) le développement durable; (3) le bon gouvernement, le respect des droits de la personne et de la règle de droit; (4) la paix et la sécurité. Toutefois au-delà de ces piliers, il était également indiqué que :

Le Canada souhaite avant tout obtenir la coopération des dirigeants chinois et estime que seuls les contacts systématiques et diversifiés sont susceptibles de favoriser plus d'ouverture et de liberté en Chine. [...] Les contacts à haut niveau resteront un outil important pour ouvrir les portes de la Chine aux sociétés canadiennes. (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1994d, 24)

Les contacts à haut niveau pour favoriser les intérêts commerciaux canadiens et sensibiliser le gouvernement chinois aux questions de bonne gouvernance et de paix et sécurité étaient en fait le *modus operandi* de la politique du gouvernement libéral envers la Chine. Durant toutes ses années passées à titre de premier ministre du Canada, Jean Chrétien s'efforcera d'entretenir de bonnes relations avec les dirigeants chinois (Chrétien 2008, 337-340). Ces efforts de Jean Chrétien et son implication continue dans la relation avec la Chine peuvent être illustrés par plusieurs épisodes dans la relation entre le premier ministre canadien et les dirigeants chinois.

Évidemment, l'un des buts de la visite de *Team Canada* en Chine en 1994 était justement de tisser des liens entre Jean Chrétien et ses homologues. Lors de la première rencontre de Jean Chrétien avec Li Peng⁸⁸, alors premier ministre chinois, Jean Chrétien s'impliqua directement pour obtenir l'assurance de ce dernier que la rétrocession de Hong Kong se ferait sans heurts et sans pertes de liberté pour les résidents hongkongais (Bartleman 2005, 222-223). De plus, Jean

⁸⁸ Li Peng fut identifié par certains commentateurs comme l'un des principaux responsables politiques derrière la crise de Tiananmen (Chu 2001).

Chrétien assura au premier ministre chinois qu'il serait impliqué personnellement pour permettre l'éventuelle vente de technologie nucléaire canadienne à la Chine. Contrairement à ce que croyait Li Peng, il expliqua que le Canada pouvait procéder à cette entente sans une quelconque approbation de Washington (Bartleman 2005, 221). Le Canada put signer une première entente sur la coopération nucléaire entre les deux pays durant la visite de 1994 (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade, 1995b). L'engagement personnel du premier ministre à entretenir des relations avec les dirigeants chinois commençait alors déjà à porter fruit.

Jean Chrétien fut également reçu par le président Jiang Zemin lors de cette visite (Bartleman 2005, 222-223). En fait, de bonnes relations personnelles commencèrent à s'établir entre Jiang Zemin et Jean Chrétien, ce dernier affirma d'ailleurs en 2008 que :

Aux réunions de l'APEC, le Canada était généralement assis à côté de la Chine, ou près de la Chine, selon l'ordre alphabétique. Alors Jiang Zemin, je l'ai bien connu. D'ailleurs, quand je retourne en Chine, deux ou trois fois par année, il me reçoit toujours. (cité dans Sirois 2008)

Puis, en octobre 1995, Li Peng fit une visite au Canada, soulignant les 25 ans de l'ouverture des relations diplomatiques entre les deux pays. Li Peng venait d'être confronté à des manifestations lors de sa visite précédente au Mexique. Il fit savoir par l'entremise de l'ambassadeur chinois au Canada qu'il ne voulait pas voir « une seule protestation anti-chinoise au Canada » sans quoi il quitterait le pays (Bartleman 2005, 227). Il faut savoir que Li Peng était considéré comme celui ayant officiellement ordonné à l'armée de libération du peuple de dégager la place Tiananmen en juin 1989, d'où son sobriquet du « boucher de Tiananmen » (Chu 2001; Mackerras, McMillen et Watson 1998, 136-137). Or, il n'était évidemment pas possible ni même acceptable pour les autorités canadiennes d'empêcher de telles protestations. Le CPM, le ministre des Affaires étrangères et le MAECI durent préparer la visite du premier ministre chinois de sorte à minimiser les possibilités qu'il soit confronté à des manifestants, préparant ses réunions à Ottawa loin des fenêtres donnant sur la rue (Bartleman 2005, 230-234). Une fois à Montréal toutefois, l'inévitable se produisit. De nombreux manifestants s'étaient massés devant l'hôtel où il résidait. Li Peng, indisposé pour peu dire, était prêt à quitter le pays. Jean Chrétien qui l'accompagnait au moment où les deux devaient se rendre à l'assemblée annuelle du CCBC où l'attendaient plusieurs gens d'affaires qui avaient participé à la mission commerciale un an plus tôt, expliqua avec sa manière bien à lui : « Oh non, vous vous trompez, ils sont en colère après moi » (Bartleman 2005, 232). Jean Chrétien faisait référence aux manifestations à quelques jours

du référendum sur la souveraineté du Québec. Selon les dires de Jean Chrétien et Eddie Goldenberg et James Bartleman, cette blague contribua à détendre l'atmosphère et Li Peng termina son voyage au Canada sans problème par la suite (entrevue Goldenberg ; Chrétien 2008, 354-355; Bartleman 2005, 232). Cette anecdote illustre les liens de confiance tissés par Jean Chrétien avec les dirigeants chinois, alors qu'il put aborder la question des droits de la personne avec Li Peng l'année suivante (entrevue Goldenberg; Balloch 2013, 469-471).

En avril 1996, Jean Chrétien eut également des discussions approfondies avec le président du Congrès national du peuple de la Chine et la ministre des Affaires étrangères de la Chine (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1996a). Jean Chrétien aborda les questions de droits de la personne et discuta des progrès au niveau des relations commerciales et du processus de vente des réacteurs CANDU (Bartleman 2005, 232; Balloch 2013, 430-431). En novembre 1996, Jean Chrétien fit une courte visite à Shanghai avant de se rendre au sommet de l'APEC à Manille où il put discuter à nouveau avec Jiang Zemin (La Presse Canadienne 1996). Le premier ministre fut reçu par Li Peng et discuta sans heurts des questions de droits de la personne en abordant les programmes de l'ACDI sur la réforme du système judiciaire et la formation des juges (Balloch 2013, 459). Ce fut également le moment où l'entente pour la vente des réacteurs CANDU fut officialisée et où une première entreprise canadienne fut autorisée à œuvrer dans le domaine de l'assurance en Chine⁸⁹.

En marge du sommet de l'APEC de 1997 à Vancouver, le président chinois fit une visite d'État au Canada (Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade, 1997a). Les discussions entre Jean Chrétien et Jiang Zemin furent substantielles, alors qu'il s'agissait de leur septième rencontre en moins de cinq ans (Balloch 2013, 541-544). Ce fut l'occasion de signer des ententes consulaires, le développement de nouvelles initiatives de l'ACDI, en plus de discussions sur un partenariat Canada-Chine pour le 21^{ème} siècle (Balloch 2013, 541-544; La Presse Canadienne 1997). Les deux leaders participèrent à nouveau à l'assemblée annuelle du CCBC (Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2005).

En novembre 1998, Jean Chrétien fit une troisième visite en Chine. Jean Chrétien rencontra Zhu Rongji, maintenant premier ministre, et Jiang Zemin à nouveau, en plus de visiter un petit village de la province du Gansu où l'ACDI avait un programme d'aide de lutte contre la pauvreté

⁸⁹ Entente entre le gouvernement du Canada, la Chine et la compagnie canadienne Manuvie (Canada, Atomic Energy of Canada Limited 1997; Frolic 1997, 332; Balloch 2013, 467-472).

(Balloch 2005, 556, 565-569). Jean Chrétien et Zhu Rongji eurent des discussions concernant l'entente entre le Canada et la Chine en vue de l'accession de cette dernière à l'OMC et les leaders des deux pays furent présents lors d'une autre rencontre annuelle du CCBC (entrevue Balloch; Balloch 558-560). Lors de cet événement, le premier ministre chinois termina son discours en affirmant que « le Canada est le meilleur ami de la Chine », ce qui témoignait du rapprochement entre les deux pays (Evans 2014, 50; Balloch 2013, 563-564).

En avril 1999, Zhu Rongji fit à son tour une visite au Canada. À ce moment, les négociations entre les É-U et la Chine sur l'entrée de cette dernière à l'OMC étaient ardues, les discussions entre Zhu et Chrétien furent donc orientées sur cet enjeu. Jean Chrétien tenta d'expliquer la complexité du système politique américain à son homologue et les deux hommes se sont entendus pour régler les derniers détails de l'entente entre le Canada et la Chine en vue de l'entrée de celle-ci à l'OMC, bien que l'annonce officielle dut attendre la conclusion de l'entente entre la Chine et les É-U (Balloch 2013, 576-584). D'autres ententes furent signées⁹⁰ et les deux dirigeants continuèrent la tradition de participer à une réunion du CCBC (Balloch 2013, 576-584; Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2005). Toujours en 1999, le président du congrès national du peuple, Li Ruihuan, fit une visite au Canada où il rencontra aussi Jean Chrétien (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1999).

Une nouvelle mission d'Équipe Canada Chine fut organisée en 2001 (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1997c; Head et Ries 2010; Balloch 2013, 618-637)⁹¹. Jean Chrétien tenait à refaire une mission d'envergure en Chine et celle-ci fut la plus importante organisée sous son règne (Balloch 2013, 619-626). La délégation canadienne était composée de plus de 600 personnes, dont 8 premiers ministres provinciaux et plus de 400 entreprises, ayant signé près de 230 ententes d'une valeur de 5,7 milliards de dollars. (Head et Ries 2010; Lai 2001; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 2001, 88). Des ententes gouvernementales furent signées dans les domaines de la coopération universitaire, de l'énergie, des ressources naturelles, de la réforme judiciaire en Chine, de l'aide au développement de l'ouest de la Chine. (Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2005;

⁹⁰ Ententes en matière de coopération sur la protection environnementale et en matière de justice et pour l'importation de produits animaliers canadiens en Chine (Balloch 2013, 576-584; MAECI 1999; Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2005).

⁹¹ La deuxième mission d'Équipe Canada était initialement prévue pour l'automne 2000, mais elle fut tenue en février 2001 en raison des élections déclenchées au Canada à l'automne 2000 (Balloch 2013, 619-626).

Department of Foreign Affairs and International Trade 2000; 2001 88-91). Les 30 ans des relations diplomatiques entre les deux pays furent célébrés lors d'une soirée du CCBC durant cette visite (Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2005; Department of Foreign Affairs and International Trade 2000; 2001 88-91). La question de Lai Changxing, ressortissant chinois accusé de corruption et réfugié au Canada depuis 1999, fut abordée par Jean Chrétien et Zhu Rongji lors de cette visite. Jean Chrétien expliqua à son homologue que le premier ministre du Canada ne pouvait pas intervenir sur des questions juridiques. Toutefois, il obtint l'assurance de la part des autorités chinoises que Lai ne serait pas condamné à mort suivant un éventuel retour en Chine, ce qui aurait empêché le Canada de procéder à son extradition. Lai épuisa ses recours judiciaires en 2011 et fut extradé en Chine et condamné à la prison à perpétuité sans peine de mort (Balloch 2013, 624; Mackinnon 2012a).

En 2002, l'association parlementaire du Canada accueillit Tian Jiyun, le vice-président du Conseil national de l'Assemblée du peuple de la Chine, suivie par une visite d'une délégation de parlementaires canadiens en Chine (entrevue Austin; Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2003). Jean Chrétien fit sa dernière visite en Chine en octobre 2003, lors de laquelle les deux pays renouvelèrent des ententes d'échanges universitaires et de coopération environnementale et agricole (entrevue Caron; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 2003a). Le premier ministre chinois Wen Jiabao fit une visite à Ottawa en décembre 2003 lors des derniers jours au pouvoir de Jean Chrétien. Lors de ces deux dernières rencontres, les deux pays commencèrent à élaborer une stratégie de coopération afin de tenir compte du nouveau contexte économique chinois, la Chine étant maintenant membre de l'OMC. Des groupes de travail ministériel entre les deux pays furent mis en place⁹² (Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2005; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 2003). Lors de cette dernière rencontre officielle de Jean Chrétien avec un dirigeant chinois, ce dernier réaffirma l'engagement du gouvernement du Canada à poursuivre sa coopération avec la Chine, annonçant la continuité dans les relations entre les deux pays malgré son départ et l'arrivée de Paul Martin à la barre du gouvernement :

Le Canada et la Chine agissent rapidement pour poursuivre et élargir tous les aspects de leurs relations. Les accords d'aujourd'hui renforceront davantage le commerce bilatéral, le bien-être international et les relations de personne à personne, et ils

⁹² Ces groupes avaient pour objectif de faciliter les échanges et négociations des représentants de ministères canadiens et chinois impliqués dans les domaines, de l'énergie, du commerce et de l'investissement.

contribueront à une meilleure compréhension des systèmes judiciaires des deux pays.
(cité dans Canada 2003)

Huit ententes furent signées également dans les domaines de l'agriculture, des transports et en matière de coopération judiciaires⁹³. Wen Jiabao fut donc le dernier dirigeant étranger rencontré par Jean Chrétien à titre de premier ministre, sa rencontre avec Wen se déroulant lors de la dernière journée avant la passation des pouvoirs à son successeur Paul Martin.

5.2 – Les relations sino-canadiennes sous le gouvernement Martin en 2004 et 2005

À l'aube du départ de Jean Chrétien, les relations entre la Chine et le Canada étaient excellentes. Les contacts fréquents entre les leaders des deux pays étaient presque devenus institutionnalisés et l'implication du CCBC dans les visites de ces dirigeants était également devenue coutume. Les exportations canadiennes en Chine avaient doublé en dix ans, tout comme les investissements canadiens en Chine, alors que les exportations de la Chine vers le Canada étaient passées de 2,5 à 16,6 milliards de 1992 à 2002. Plusieurs entreprises canadiennes avaient accédé au marché chinois, de Bombardier à SNC-Lavalin, de Manuvie à la Banque Nationale (Potter 2003; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 2001, 88-91).

Toutefois, le pourcentage relatif du commerce entre les deux pays n'augmenta pas autant qu'espéré. Les exportations canadiennes en Chine ne représentaient qu'à peine 1 % des exportations totales du Canada et l'investissement étranger à peine 0.15 %. La balance commerciale du Canada avec la Chine demeura négative durant l'ère Chrétien, remettant en cause l'efficacité de la stratégie commerciale envers la Chine (York 2003; Evans 2006; Burton 2011). Lorsque Paul Martin prit la succession de Jean Chrétien comme chef du Parti libéral et 21^{ème} premier ministre canadien le 12 décembre 2003, il choisit de s'engager sur la voie de la continuité en tentant d'accentuer encore davantage le commerce et la coopération entre les deux pays. Paul

⁹³ Listes de ces ententes : 1) Entente sur la vente de potasse et de blé à la Chine, 2) protocole sur la coopération phytosanitaire à l'importation et à l'exportation, 3) établissement d'un groupe de travail sur les exigences microbiologiques et relatives aux résidus chimiques applicables aux produits alimentaires d'origine animale, 4) protocole sur la coopération en matière de technologie laitière, 5) protocole entre Transport Canada et le ministère des Communications de la Chine sur le transport routier et le transport par eau, 6) lettre d'intention sur les projets de coopération pour le développement des services de vulgarisation en matière de santé animale, 7) ententes de 5 millions de dollars sur une période de cinq ans pour la réalisation de projets de l'ACDI pour appuyer le processus de réforme judiciaire de la Chine et 20 millions de dollars pour renforcer la capacité des régions de l'ouest de la Chine à dispenser des services durables de santé animale aux ménages ruraux pauvres, 8) lettre d'intention entre l'industrie laitière canadienne et la Société nationale chinoise d'importation et d'exportation des céréales, des huiles et des produits alimentaires (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 2005).

Martin souhaitait permettre au Canada de diminuer le déficit de sa balance commerciale avec la Chine et d'augmenter substantiellement les investissements entre les deux pays (Jiang 2006, 252-255; entrevue Evans). Tout comme Jean Chrétien au début de son mandat, Paul Martin et son ministre du Commerce international, Jim Peterson, participèrent à une délégation commerciale en Chine en janvier 2005, moins d'un mois après la prise de pouvoir de Paul Martin. De moindre envergure que les missions de *Team Canada*, mais tout de même imposante, la visite de Paul Martin permit à une délégation de 280 entreprises de conclure une centaine d'ententes (Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2005; Evans 2014, 52-53).

Le gouvernement Martin souhaitait augmenter les contacts avec la Chine à tous les niveaux pour favoriser le multilatéralisme et assurer l'inclusion sans conflit de la Chine à la nouvelle chaîne de production mondiale (Martin 2005; entrevues Evans). Faisant croître l'importance des groupes de travail sous-ministériels créés deux ans auparavant, le gouvernement Martin souhaitait encourager les ministères à augmenter leur coopération avec la Chine (Evans 2014, 53; entrevues Evans; CPM Martin). En fait, la relation avec la Chine était alors au centre d'une stratégie commerciale tournée vers le Pacifique, selon le projet de la porte d'entrée canadienne du Pacifique (*Pacific Gateway*). Cette stratégie avait pour objectif d'accélérer les échanges commerciaux et de faciliter le transport de marchandises afin de mieux connecter l'ensemble des régions canadiennes au Pacifique. Cette stratégie visait une meilleure intégration économique entre le Canada et l'Asie, particulièrement la Chine (entrevues Evans; Caron; Austin; Evans 2006, 289; 2014, 52; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 2005).

Ces initiatives culminèrent à la proposition du gouvernement chinois pour la création d'un «partenariat stratégique» lors de la première visite du président Hu Jintao au Canada en septembre 2005. Ce partenariat était censé permettre le développement d'ententes dans les secteurs du transport, de la sécurité alimentaire, des sciences de la santé, de l'énergie nucléaire et fossile, des sciences et la technologie, des changements climatiques et des énergies renouvelables. (Evans 2014, 54; entrevue Caron). Ce partenariat devait s'articuler au sein de groupes de travail ministériels visant à établir une meilleure fluidité des biens, des personnes et des idées entre les deux pays (entrevues Caron; Austin; CPM Martin). Tout comme cela avait été le cas lors de l'ère Chrétien, Paul Martin choisit de poursuivre une approche de diplomatie discrète sur la question des droits de la personne, alors qu'il expliqua avoir soulevé la question des droits de la personne

lors de ses rencontres privées avec les dirigeants chinois (Martin 2005; Martin 2008, 363-364; Evans 2014, 52-57; Labrecque 2016, 136-137;).

De novembre 1993 à décembre 2005, les gouvernements libéraux de Jean Chrétien et de Paul Martin ont entretenu des relations largement cordiales avec le gouvernement chinois et ont multiplié les efforts pour promouvoir le commerce et les investissements entre les deux pays. Bien que l'intensification des relations entre les deux pays multiplia le nombre d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux impliqués dans cette relation, les premiers ministres Chrétien et Martin conservèrent un rôle central. En effet, les deux premiers ministres eurent au moins une rencontre bilatérale officielle par année avec leurs homologues chinois, alors que plusieurs rencontres secondaires eurent également lieu en marge de sommets multilatéraux (entrevues Balloch; Austin; Caron; CPM Chrétien; CPM Martin; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1994b;c;d; 1995 b;c; 1996; 1997a; 1998; 1999; 2000; 2003; 2005). La politique du Canada envers la Chine évolua de manière incrémentale de 1994 à 2003, alors que les ajustements apportés par le gouvernement Martin s'orientaient vers l'accroissement des échanges entre les deux pays et non un changement d'orientation majeure.

5.3 – Le contrôle continu du premier ministre

La politique envers la Chine du gouvernement libéral resta essentiellement la même durant l'ensemble des dix années passé au pouvoir par Jean Chrétien. Le Canada continua à engager directement les dirigeants chinois afin de promouvoir les quatre piliers de la relation tels qu'élaborés en 1994. Le premier ministre respecta son engagement d'entretenir des relations directes avec les dirigeants chinois sur une base annuelle, comme suggéré par Jack Austin en 1993. Cette situation ne fut pas modifiée par Paul Martin qui continua les visites à haut niveau, cherchant même à accélérer les relations entre les deux pays et en faire une stratégie prioritaire pour le Canada (entrevues Cabinet Chrétien; Austin; Evans). Cette section démontrera comment la stabilité de la représentation idéationnelle de Jean Chrétien et la similitude de la représentation idéationnelle de Paul Martin à celle de son prédécesseur expliquent l'absence de transformation majeure dans la politique du Canada envers la Chine de 1994 à 2005.

5.3.1 – La prépondérance du premier ministre face au ministre des Affaires étrangères

La comparaison des rôles des ministres des Affaires étrangères à ceux de Jean Chrétien et Paul Martin illustre bien l'importance du premier ministre canadien dans la politique du Canada

envers la Chine. Les ministres des Affaires étrangères qui se sont succédés de 1993 à 2005 n'avaient pas le mandat de gérer la relation avec la Chine ni de participer activement à sa conception et ils n'étaient pas à l'avant-plan des relations avec la Chine, ce rôle étant celui du premier ministre (entrevues Goldenberg; Balloch; CPM Chrétien; Cabinet Chrétien; CPM Martin). Jean Chrétien était celui qui rencontrait officiellement les hauts dirigeants chinois et ces rencontres ne furent jamais déléguées à l'un ou l'autre de ses ministres des Affaires étrangères. Jean Chrétien s'est personnellement rendu cinq fois en Chine. Il s'est entretenu officiellement plus d'une vingtaine de fois avec Jiang Zemin, une dizaine de fois avec Li Peng et Zhu Rongji et au moins trois fois avec Wen Jiabao, lors de visites ou de forums internationaux⁹⁴.

Ces contacts officiels entre Jean Chrétien et les dirigeants chinois ont porté le nombre de rencontres de Jean Chrétien avec le président ou le premier ministre chinois à plus de deux par année durant ses trois mandats à titre de premier ministre. De plus, Jean Chrétien eut des discussions téléphoniques non officielles à plusieurs reprises avec les dirigeants chinois sur des enjeux bien précis (entrevues Goldenberg; CPM Chrétien; Balloch). Lors de ces discussions privées entre Jean Chrétien et les dirigeants chinois, les questions de sécurité internationale, de droits de la personne, de développement des capacités institutionnelles chinoises et des enjeux commerciaux furent apparemment abordées de manière honnête et franche, davantage que les discussions publiques aient pu le laisser croire (Evans 2005; entrevues Goldenberg; entrevues CPM Chrétien; Balloch). Paul Martin, premier ministre pour un peu plus de deux ans, fit une visite en Chine et reçut le président Hu Jintao au Canada en 2005, en plus de s'être rendu en Chine à quelques reprises et d'avoir eu plusieurs discussions avec ses homologues chinois lors de ses neuf années à titre de ministre des Finances du Canada (Martin 2008).

De leurs côtés, les différents ministres des Affaires étrangères du Canada sous Jean Chrétien et Paul Martin ne firent jamais plus d'une visite en Chine chacun sans la présence du premier ministre canadien⁹⁵. Le rôle qui était attendu de ceux-ci à l'égard de la Chine était davantage de poursuivre lorsque nécessaire les relations telles que construites par le premier ministre et de

⁹⁴ Entrevues Goldenberg; Caron; Balloch; CPM Chrétien; Austin; Cabinet chrétien; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1993; 1994 b;d; 1995 b; 1996a;b; 1997a;b;c; 2000; 2001; 2003a; 2003 b; 2005; Canada, Équipe Canada Inc. 1996; Chine. Embassy of the People's Republic of China in Canada. 2003; Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2003; 2005; Bartleman 2005; Chrétien 2008; Balloch 2013.

⁹⁵ *Ibid.*

s'assurer que les dossiers dirigés par le MAECI dans la relation sino-canadienne suivaient leurs cours. Ils n'avaient pas le mandat de tenter de créer une dynamique selon leur propre initiative (entrevues Balloch; Goldenberg; CPM Chrétien; Cabinet Chrétien). Par exemple, le ministre Lloyd Axworthy, en charge du MAECI de 1996 à l'an 2000, tenta d'élever l'importance des questions de droits de la personne, de la sécurité humaine et des libertés en Chine, mais sans grand succès, devant se contenter de forums bilatéraux plus ou moins efficaces (Labrecque 2015, 145). André Ouellet, Lloyd Axworthy, John Manley et Bill Graham se succédèrent au MAECI sans avoir laissé leur marque sur la politique du Canada envers la Chine. En fait, les mandats de Manley et Graham se concentraient davantage sur les relations canado-américaines dans le contexte de l'après 11 septembre 2001 (Labrecque 2015, 145-146; Fraser 2004). Jean Chrétien et Paul Martin encourageaient leurs ministres à se rendre en Chine et à développer leurs propres contacts avec leurs homologues chinois, comme en témoignent les nombreuses visites ministérielles entre les deux pays de 1993 à 2005. Toutefois, l'orientation de la politique envers et les initiatives significatives avec la Chine étaient sous le contrôle du premier ministre (entrevues Goldenberg; Balloch; Caron; Cabinet Chrétien). Selon James K. Bartleman, Jean Chrétien décidait lui-même quels enjeux devaient être gérés par lui ou ses ministres :

[Jean Chrétien] would decide on a case-by-case basis which matters he would handle and which he would leave to others. A head of government could not in good conscience simply delegate issues in these sensitive fields to others; the public expected their prime minister to be in charge and to be seen to be in charge. A head of government could not in good conscience simply charge and to be seen to be in charge. The ministers who served him in these years respected these rules while focusing on areas of their specific interests, carving out space and reputations for themselves in the process. (Bartleman, 51–52)

Jean Chrétien laissait une certaine marge de manœuvre à ses ministres des Affaires étrangères pour poursuivre leurs propres objectifs, mais la relation avec la Chine demeura « un espace réservé » au premier ministre (entrevue CPM Chrétien). L'ambassadeur Joseph Caron abonde dans le même sens lorsqu'il affirme que les décisions importantes concernant la Chine étaient prises « dans le bureau du premier ministre (*sic*) et n'étaient pas réellement menées par des processus bureaucratiques, mais beaucoup plus au niveau politique » (entrevue Caron). Un exemple de cette centralisation de la prise de décision concernant la Chine fut la nomination de l'ambassadeur canadien à Beijing en 1995. Suite au décès de l'ambassadeur John Lawrence

Paynter⁹⁶, Jean Chrétien nomma Howard Balloch comme ambassadeur, malgré la sélection d'un autre candidat par le ministre des Affaires étrangères de l'époque. Jean Chrétien nomma ce dernier sous la recommandation de Jack Austin et André Desmarais (Balloch 2013, 415-417; entrevues Balloch; Austin). Comme indiqué précédemment, Jean Chrétien connaissait Howard Balloch suite à sa nomination au BCP et à son travail lors de la conférence de l'APEC en 1993.

De même, il ne semble pas que le MAECI était responsable de produire de grandes réflexions sur l'orientation de la politique du Canada envers la Chine. Par exemple, le « Livre blanc » qui présente la révision de la politique étrangère canadienne sous le gouvernement libéral en 1995, *Canada in the World*, ne présentait pas la nouvelle politique canadienne envers la Chine (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1995a). En 1996, le MAECI élaborait un document stratégique sur la Chine, mais celui-ci était en fait un plan de mise en œuvre des efforts pour supporter les entreprises canadiennes en Chine et non une analyse d'option politique pour les relations sino-canadiennes⁹⁷.

Selon Eddie Goldenberg, le ministre du Commerce international « était parfois plus influent que le ministre des Affaires étrangères » concernant la relation avec la Chine. Le ministre du Commerce international pouvait mettre le premier ministre au courant d'enjeux commerciaux avec la Chine « que le premier ministre pouvait régler rapidement avec les Chinois » (entrevue Goldenberg). Toute de même, l'orientation et les objectifs de la politique canadienne étaient bel et bien conduits par le premier ministre et le CPM bien plus que par le MAECI (entrevues Goldenberg; Balloch; Caron; CPM Chrétien).

5.3.2 – L'implication de Jean Chrétien dans divers dossiers concernant la Chine

En plus de ses deux missions commerciales en 1994 et 2001, Jean Chrétien participait annuellement aux assemblées annuelles ou aux événements majeurs organisés par le CCBC⁹⁸ et fut impliqué directement dans la négociation de certains dossiers commerciaux majeurs. Par exemple, Jean Chrétien aborda la question de la vente des réacteurs CANDU avec Li Peng en

⁹⁶ M. Paynter est décédé le 31 octobre 1995, quelques mois après sa nomination à titre d'ambassadeur en 1994.

⁹⁷ Ce document fut écrit en collaboration avec le CCBC (Canada, Canadian Center for Foreign Policy Development 1996; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1996b; 1998; 2000).

⁹⁸ Entrevues Goldenberg; Caron; Balloch; CPM Chrétien; Austin; Cabinet chrétien; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1993; 1994 b;d; 1995 b; 1996a;b; 1997a;b;c; 2000; 2001; 2003a; 2003 b; 2005; Canada, Équipe Canada Inc. 1996; Chine. Embassy of the People's Republic of China in Canada. 2003; Chine, Bartleman 2005; Chrétien 2008; Balloch 2013.

1994 (Bartleman, 223-224). L'implication de Jean Chrétien dans ce dossier et son acharnement à poursuivre les relations sur cette question avec Li Peng explique la conclusion rapide de la vente de ces réacteurs à la Chine (entrevue Goldenberg; Frolic 1997, 332). Le président d'Énergie atomique du Canada de l'époque déclara :

For a project of this size, the deal came together very quickly. The fact that there was good political support really helps. Canada and China have an excellent relationship these days, you can't underappreciate the significance of that. We depended on it a lot. (cité dans Mickelburg 1996)

Bien que le premier ministre n'avait pas ficelé tous les détails, ce fut le ton donné par celui-ci qui permit d'en arriver à une entente. De même, Jean Chrétien fut impliqué dans les négociations concernant l'entente bilatérale sur le commerce en vue de l'entrée de la Chine à l'OMC. Jean Chrétien aborda cette question à plusieurs reprises avec Jiang Zemin et Zhu Rongji. Bien que l'entente fût annoncée qu'en novembre 1999, celle-ci avait été essentiellement réglée lors de pourparlers entre Zhu Rongji et Jean Chrétien à Ottawa en avril 1999, avant la signature de l'entente avec les É-U (Balloch 2013, 581-596 ; CNN 1999).

En 1996, le MAECI rédigea une stratégie commerciale spécifiquement pour la Chine et Hong Kong. Cette stratégie prévoyait la coordination des efforts entre l'ambassade, les consultants, les bureaux commerciaux en Chine, les représentants de la communauté d'affaires canadienne et le CCBC afin de fournir de l'aide stratégique aux entreprises canadiennes voulant œuvrer en Chine (Canada, Équipe Canada inc. 1996; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1996b 1998; 2000). Cette stratégie fut renouvelée en 1998 et en 2000 et fut utilisée pour préparer la mission de *Team Canada* de 2001. (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 2001). La Chine était alors le seul pays pour lequel le Canada avait préparé une stratégie commerciale spécifique, les autres stratégies étant régionales (Balloch 2013, 619-626). Cette stratégie était une réponse du MAECI à la demande du CPM pour créer un plan d'actions coordonnant le déploiement commercial du Canada en Chine, alors que Jean Chrétien souhaitait personnellement que les efforts canadiens soient coordonnés de manière avancée dans ce pays (entrevues Balloch, AP; CPM Chrétien; (Canada, Équipe Canada inc. 1996; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1996b 1998; 2000).

Jean Chrétien entretenait également des contacts fréquents avec le CCBC pour assurer que les enjeux commerciaux puissent être abordés adéquatement avec les dirigeants chinois (entrevue

Balloch; Austin; Sirois 2008). En fait, l'influence du CCBC ne cessa de croître entre 1993 et 2003. Par exemple, la stratégie commerciale du Canada envers la Chine en 2000 précisait que :

This partnership approach has been formalized through the Canada's International Business Strategy (CIBS) process, and the network of Trade Team Canada sectors that integrate public and private-sector views in trade development strategies. In China, the Canadian government works in close association with the Canada China Business Council (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 2000).

Parallèlement à ces liens avec le CCBC, Jean Chrétien appréciait sa relation avec les dirigeants chinois et y voyait un avantage stratégique pour le Canada. (Sirois 2008; entrevue Balloch). Cette relation privilégiée était particulièrement importante avant l'accession de la Chine à l'OMC en 2001, alors que la Chine n'avait pas nécessairement à respecter les règles du commerce international et pouvait favoriser les échanges commerciaux avec certains pays plutôt que d'autres (entrevue Balloch). Ces discussions permirent au Canada et à la Chine de discuter d'abord d'un « partenariat complet du nouveau siècle » lors de la visite de Jiang Zemin en 1997 au Canada, puis éventuellement de la création de « groupe de travail stratégique » lors de la rencontre entre Jean Chrétien et Wen Jiabao en 2003 pour aboutir « au partenariat stratégique » en 2005 lors de la rencontre entre Hu Jintao et Paul Martin au Canada (Paltiel 2010, 5).

Jean Chrétien aborda à quelques reprises la question de la rétrocession de Hong Kong, entre autres en marge du sommet de l'APEC de 1995 avec Jiang Zemin, puis à nouveau en 1996 et en 1997 et auprès du ministre des Affaires étrangères de la Chine en septembre 1996 (Frolic, 333-337; entrevue Balloch). Le premier ministre indiqua à ces homologues chinois que ce dossier était « important pour les Canadiens », donnant une légitimité aux démarches entreprises par l'appareil gouvernemental canadien auprès du gouvernement chinois dans ce dossier (Frolic, 333-337; entrevues CPM Chrétien; Cabinet Chrétien). Lorsque Qiao Shi, président du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire de Chine visita le Canada en septembre 1996, les discussions de Jean Chrétien et de son ministre des affaires étrangères portèrent notamment sur le désamorçage des tensions avec Taiwan. Le Canada fit également pression pour que la Chine cesse ses essais nucléaires et joigne le forum régional de l'ASEAN (Frolic, 333-337).

D'autres initiatives firent appel à la deuxième voie de la diplomatie (*track two diplomacy*) afin d'engager la Chine sur les questions des changements climatiques, de l'armement de l'espace, du trafic humain, de coopération en matière criminelle et autres enjeux (McDorman, 1997; Evans 2005; 2009; 2014, 49). Bien que l'ensemble de ces dossiers ne pouvait pas être sous

le contrôle continu du premier ministre et de son bureau, ce dernier était tenu au courant de ces dossiers et n'hésitait pas à s'impliquer lorsque nécessaire (entrevues Goldenberg; entrevue CPM Chrétien; Balloch; Austin; Cabinet Chrétien).

Les efforts du Canada envers la Chine pour influencer sa croissance économique vers un modèle de développement durable étaient sous la responsabilité opérationnelle de l'ACDI (Canada, Canadian International Development Agency 2005b). De 1994 à 2005, l'ACDI finança plus d'une centaine de projets concernant des questions de gestion environnementale, de gestion de l'agriculture et des questions de développement social⁹⁹. Étant à un niveau davantage technique, ces initiatives du gouvernement canadien n'étaient évidemment pas sous le contrôle du premier ministre. Toutefois, celui-ci avait encouragé les ministres responsables de l'ACDI à développer le programme en Chine et à conserver une orientation dans les domaines de la bonne gouvernance et de l'état de droit et du développement durable (Bartleman 2005, 232). Jean Chrétien se déplaça même dans un village des plus pauvres de la Chine où l'ACDI avait une initiative de lutte à la pauvreté pour démontrer clairement au régime chinois l'importance qu'accordait le premier ministre à ces projets (Chrétien 2008, 345; Balloch 2013, 563-566).

5.3.3 – Jean Chrétien et la question des droits de la personne

Toutefois, alors que Jean Chrétien considérait que la politique du Canada envers la Chine était l'un de ses dossiers personnels, la question des droits de la personne était l'aspect de cette relation qui soulevait le plus de difficultés au premier ministre Chrétien (Droits et démocratie 2001; 2005; Human Rights in China 2004; Woodman et Samdup 2005; Labrecque 2016; entrevues Goldenberg; Balloch).

Jean Chrétien voulait favoriser les relations commerciales et le dialogue avec le gouvernement chinois et il ne voulait pas se confronter aux questions des droits de la personne directement (Burton 2011). Toutefois, la problématique des droits de la personne en Chine pouvait difficilement être ignorée, d'autant plus qu'elle faisait partie des quatre piliers de la relation telle que présentée par le MAECI. Les discussions de Jean Chrétien avec ses homologues

⁹⁹ Par exemple, l'expertise canadienne dans le domaine de l'agriculture fut transmise à travers des projets liés à l'utilisation de fertilisants et à la gestion de déchets agricoles dans plusieurs provinces chinoises, dont le Tibet. Le Canada développa aussi des projets de formation dans le domaine de la réglementation environnementale, en plus d'offrir plusieurs projets d'aide au développement économique, par la formation de gestionnaires pour des entreprises familiales (Canada, Canadian International Development Agency 1994; 1999; 2005a; 2005 b, 2006; 2007).

chinois se concentraient essentiellement au niveau des initiatives de l'ACDI relié à la bonne gouvernance et l'état de droit (entrevue Balloch; Evans 2006; Bartleman 2005, 231-232). Comme Jean Chrétien le mentionnait en 1994 le Canada ne voulait pas lier le commerce aux droits de la personne, mais plutôt « créer un dialogue ouvert » (Melakopides 1998, 172). Ces questions étaient abordées « respectueusement » lors des rencontres entre dirigeants canadiens et chinois (Evans 2006, 160). Ainsi, Jean Chrétien opta pour un argumentaire voulant que le dialogue constructif avec les dirigeants chinois sur des enjeux reliés aux droits de la personne, mais pas directement sur ceux-ci, était préférable (Melakopides 1998, 179-180).

Trois instances ont été utilisées par le Canada afin d'entrer en dialogue avec la Chine sur ces questions : 1) le Comité conjoint Canada-Chine sur les droits de la personne créé en 1997 à l'initiative de Lloyd Axworthy ; 2) le Symposium plurilatéral sur les droits de la personne, financé en coopération par le Canada et la Norvège; 3) les initiatives dans le cadre du programme de l'ACDI en Chine (Woodman et Samdup 2005). L'ACDI supporta plusieurs projets concernant les droits de la personne, la bonne gouvernance et les réformes judiciaires et légales en Chine¹⁰⁰. Ces initiatives eurent des impacts mitigés, mais la Chine accepta de participer à des audiences de la Commission des droits de la personne de l'ONU pour la première fois en 1996 suite à une visite d'une délégation canadienne du Ministère des Affaires étrangères (Melakopides 1998, 180). Le Canada fut le premier pays à financer un projet bilatéral d'aide au développement dans la région administrative autonome du Tibet (Canada, Canadian International Development Agency 1994; 1999). Le gouvernement Chrétien avait choisi de poursuivre la voie de la diplomatie discrète par rapport à ces enjeux (Melakopides 1998, 179-180; Labrecque 2016, 133-137). Jean Chrétien fit bien quelques remarques en Chine à ce sujet lors de ses visites de 1994, 1996 et 1998, mais devant des audiences soigneusement sélectionnées par le gouvernement chinois (Vastel 1994b; Balloch 2013; Labrecque 2016, 134). Jean Chrétien indiqua dans une lettre à Li Peng en 1995:

I believe genuine dialogue, co-operation, and mutual respect are fundamental starting points for addressing differing perceptions concerning adherence to international obligations. I therefore welcome the commitment you have expressed to developing further our bilateral dialogue on human rights. (cité dans Chrétien 2008, 354)

¹⁰⁰ Dès 1994, cette catégorie de projets fut rajoutée au curriculum de ce programme qui comprenait également l'environnement, le développement durable et la lutte à la pauvreté. Plusieurs projets, tels la formation d'avocats et de juges sur les questions des droits de la personne et des droits des travailleurs, l'égalité des genres en milieu de travail, le développement d'organisations non gouvernementales furent financés par l'ACDI (Canada, Canadian International Development Agency 1994; 1999).

En 2001, Jean Chrétien affirma devant le collège national des juges à Beijing que :

There could be no justice without a fair trial overseen by a competent, independent, impartial and effective judiciary that applies the law equally for all citizens. (cité dans Laghi 2001b)

Puis, devant des étudiants en politique et en droit à Shanghai, il affirma que :

Canadians are concerned when they hear reports from China of interference in the right of free expression, or that people are imprisoned and badly treated for observing their spiritual and religious beliefs. (cité dans Laghi 2001a;b).

Toutefois, ces discours de Jean Chrétien ne furent jamais rapportés dans les médias chinois (entrevues Balloch; Goldenberg). Jean Chrétien utilisa le capital de sympathie obtenu auprès des dirigeants chinois pour soulever ces questions devant ces mêmes dirigeants, mais en s'assurant que ces remarques ne viendraient pas nuire aux relations avec la Chine (Labrecque 2016, 136), Celles-ci ne pouvant pas être considérées comme de grandes critiques envers la Chine. Jean Chrétien considérait qu'en fonction du poids du Canada, les efforts de son gouvernement envers la Chine étaient louables. Dans ses mémoires, Jean Chrétien explique :

Canada had to live with the reality that we're not a big, powerful player. You just have to go to Shanghai to understand at a glance that the entire population of Canada doesn't equal that of one Chinese province. [...] Some of our lawyers and professors worked to train Chinese judges and to advise on reforms in contract law, criminal procedures, women's rights, open trials, and legal aid. China signed the United Nations Covenant on Civil and Political Rights and affirmed the principle of the rule of law in its constitution. [...] As a sign of progress, it may not have been all that Canadians wanted, but it clearly demonstrated how far China had come in less than five years. I believe that such progress will endure, as China continues to grow economically, to receive television and the Internet from around the globe, to elect mayors and other officials, and to develop its legal system. (Chrétien 2010, 354-357)

Tout au long de sa décennie au pouvoir, Jean Chrétien conserva comme outils privilégiés pour traiter de la question des droits de la personne et des libertés civiles en Chine l'utilisation de la diplomatie discrète et la promotion des programmes d'aide au développement de l'ACDI (Labrecque 2016, 133-136; Burton 2011). L'utilisation de ces outils lui permettait de conserver une relation positive avec la Chine et à assurer que l'épineuse question des droits de la personne ne nuise pas aux intérêts économiques du Canada en Chine (Burton 2011).

5.3.4 – Jean Chrétien limite l'impact en Chine de son ministre activiste, Lloyd Axworthy

En 1996, Jean Chrétien nomma Lloyd Axworthy ministre des Affaires étrangères. Ce dernier avait une vision plus proactive de la politique étrangère canadienne et souhaitait mettre davantage l'accent sur les « valeurs canadiennes » et les droits de la personne plutôt que sur le

commerce (Frolic 1997, 324; Axworthy 2002). Cette vision « idéaliste » de la politique étrangère s'éloignait de la vision pragmatique de Jean Chrétien (Jockel et Sokolsky 2001; Hillmer et Chapnick 2001; Stairs 2001a; Gabriel et Macdonald 2014; Labrecque 2016). Le ministre Axworthy fut considéré comme ayant été le ministre des Affaires étrangères des années 1990 à avoir laissé la plus grande marque sur la politique étrangère canadienne. Selon certains commentateurs, Axworthy modifia largement la politique étrangère canadienne et définit à lui seule la vision de celle-ci du gouvernement Chrétien (Jockel et Sokolsky 2001; Hillmer et Chapnick 2001; Chapnick 2012). En effet, il fut le ministre libéral qui mit le plus d'accent sur les questions des droits de la personne (Evans 2014, 45) et il fut très actif sur le plan international, travaillant à mettre sur pied la Cour criminelle internationale, combattre le marché international de vente d'armes et l'utilisation des enfants-soldats (Jockel et Sokolsky 2001; Evans 2014, 45). Axworthy et Chrétien collaborèrent de près pour l'initiative du Canada afin d'obtenir la signature de 122 pays du traité contre les mines antipersonnel en 1997 (Bartleman 2005, 159-163).

Lloyd Axworthy a affirmé, concernant la politique étrangère envers la Chine, que Jean Chrétien et lui avaient une entente implicite : le premier ministre défendait les questions commerciales et le ministre était responsable des questions des droits de la personne, supportant les initiatives de l'ACDI dans ce domaine et tentant d'établir un dialogue à ce niveau avec ses homologues chinois (Axworthy 2002, 57). À cet effet, il organisa en 1998 une consultation auprès de différents groupes canadiens pour établir une stratégie afin que le Canada puisse « mieux promouvoir la stabilité politique, la sécurité et les droits de la personne en Chine » (Canada, Canadian Centre for Foreign Policy Development 1996). Le document conclut que le gouvernement canadien devait présenter une liste des détenus politiques aux autorités chinoises à « chaque opportunité » et que le Canada devait « étudier et rapporter au gouvernement chinois les cas de violations de leurs propres procédures judiciaires » (Canada, Canadian Centre for Foreign policy Development 1996). Toutefois, de telles critiques ne furent jamais formulées directement au gouvernement chinois (entrevues Balloch; CPM Chrétien). Puis en 1997, le comité conjoint Canada-Chine sur les droits de la personne fut formé, se réunissant neuf fois entre 1997 et 2005 (Evans 2014, 45). Cette initiative bilatérale fut initiée alors que le Canada abandonnait le support aux condamnations annuelles contre la Chine à la commission sur les droits de la personne des Nations Unies. De plus, le comité conjoint eut peu d'effet sur la situation des droits de la personne en Chine (Burton 2006a;b). Les interlocuteurs de chaque côté n'étaient pas de haut

niveau et les mêmes enjeux étaient discutés à chaque réunion sans grand enthousiasme des participants (Burton 2006a;b). À bien des égards, ces initiatives étaient périphériques à la relation entre le Canada et la Chine (entrevues Balloch; Caron; CPM Chrétien; Burton 2006a;b; 2011).

Or, le ministre Axworthy n'a jamais obtenu le soutien du premier ministre pour poursuivre un agenda proactif sur les questions des droits de la personne en Chine (entrevues Balloch; CPM Chrétien). Alors que le premier ministre souhaitait que les questions des droits de la personne soient abordées de manière constructive, principalement à travers le support du Canada à des initiatives chinoises concernant le développement de l'État de droit et de la bonne gouvernance, Axworthy souhaitait plutôt que le Canada soit plus ferme sur ces enjeux et laisse plus de place aux ONG canadiennes pour faire part de leurs doléances face au régime communiste chinois (Balloch 2013, 428-432). Jean Chrétien souhaitait mettre l'accent sur l'importance des initiatives de l'ACDI et de mesures constructives pour ouvrir la Chine sur le monde via l'ouverture économique, alors que les efforts de Lloyd Axworthy étaient mis au second plan et n'avaient pas la même importance opérationnelle ni pour le gouvernement chinois ni pour le gouvernement canadien (entrevues Balloch; CPM Chrétien). Cette situation fit en sorte que le Jean Chrétien et Lloyd Axworthy poursuivaient des objectifs différents. Selon l'ambassadeur du Canada en Chine à l'époque, ces positions différentes firent en sorte que le ministre Axworthy n'était pas en position pour influencer significativement la relation sino-canadienne (entrevue Balloch).

Les liens privilégiés de l'ambassadeur du Canada en Chine, Howard Balloch, avec le CPM ne furent pas sans causer certaines tensions, alors que le ministre des Affaires étrangères souhaitait poursuivre une politique différente sur le plan des droits de la personne en Chine que celle du premier ministre. Au printemps 1997, l'ambassadeur canadien put se rendre au Tibet pour constater les résultats d'initiatives canadiennes afin de combattre la pauvreté dans de petits villages éloignés de Lhassa, la capitale régionale. À son retour, il prépara un rapport faisant état de la situation qu'il avait pu constater au Tibet. Ce rapport présentait selon l'ambassadeur une « vision équilibrée de ce qui avait été constaté lors de cette visite » (Balloch 2013, 487-502). Or, le bureau du ministre des Affaires étrangères ne voulait pas accepter le rapport dans la forme présentée. Howard Balloch explique que :

Axworthy's people, who even wanted to leave an implication that we did not accept that Tibet was an integral part of China, which was fundamental to our recognition of China, saw human rights issues in black and white and I did not, and I simply would not have my report rewritten. This exchange went back and forth and I was at one

point told that the Minister himself wanted my report changed, or else it could not be released. Ministerial authority to prevent the report's release, I accepted. (Balloch 2013, 500–502)

Selon Howard Balloch, lors de la seule visite de Lloyd Axworthy en Chine continentale¹⁰¹, Li Peng demanda abruptement au ministre Axworthy qui insistait pour discuter des retombées de la crise de Tiananmen : « pourquoi ne suivez-vous pas les ordres de votre patron ? » (Balloch 2013, 545-547). Lloyd Axworthy aurait souhaité que le Canada et son ambassadeur en Chine soient davantage proactifs sur la question des droits de la personne, ce qui n'était pas dans le mandat reçu du premier ministre (entrevues Balloch; CPM Chrétien; Cabinet Chrétien). Ceci créa de un différend entre le ministre des Affaires extérieures et son ambassadeur en Chine, mais ce dernier a obtenu l'assurance du chef de Cabinet du premier ministre qu'il ne devait pas changer sa manière d'aborder la relation avec la Chine (entrevue Balloch). Malgré les nombreux dossiers pilotés par Axworthy et sa volonté de mettre davantage de pression et d'efforts concernant la question des droits de la personne, Jean Chrétien continua de limiter ses déclarations au sujet du bilan des droits de la personne en Chine et son gouvernement continua, à tort ou à raison, à refuser d'être ouvertement critique à ce niveau (Labrecque 2016, 133-137; entrevue Goldenberg). Malgré les tentatives du ministre Lloyd Axworthy, la politique du Canada en ce qui concerne les droits de la personne demeura inchangée, puisque la représentation idéationnelle du premier ministre ne permettait pas un tel changement de ton du Canada sur ces questions.

5.4 – La boucle de rétroaction à travers les contacts avec les dirigeants chinois

Le style de Jean Chrétien, plutôt informel, lui permit de tisser des liens avec les leaders chinois, comme avec d'autres leaders asiatiques. Par exemple, lors de la toute première rencontre de l'APEC à laquelle il participa en 1993, il fut le premier à briser les discours formels pour permettre des discussions plus en profondeur avec ses homologues lors de leur rencontre privée. Jean Chrétien demanda aux autres leaders de laisser tomber leurs discours formels pour discuter franchement, mentionnant au passage que Bill Clinton et lui ne seraient jamais réélus sans utiliser le commerce avec l'Asie Pacifique pour créer de la croissance et des emplois au Canada et au É-U et rendre l'Asie pertinente aux yeux de leurs électeurs (entrevue Balloch).

¹⁰¹ Ce dernier s'est rendu à quelques reprises à Hong Kong, mais qu'une seule fois en Chine continentale, en 1998 (Axworthy 2002).

Les intervenants interrogés ont souligné qu'à sa façon, Jean Chrétien avait réussi à forger des liens de confiance avec les dirigeants chinois grâce à sa franchise et sa candeur (entrevues Balloch; Austin; Goldenberg; Caron; Drake; Wright; CPM Chrétien; Cabinet Chrétien). Les nombreuses rencontres entre Jean Chrétien et ses homologues chinois et le fait que ceux-ci ont continué à le recevoir en Chine après son départ de la politique, se rendant même en Chine seulement deux mois après son départ de la politique canadienne avec une équipe de Power corporation, tendent à démontrer que Jean Chrétien avait effectivement tissé des liens privilégiés avec ceux-ci (York 2004; Sirois 2008; Chrétien 2008; Vanderklippe et Fife 2016; Hanny et Gilroy 2016). Les contacts à haut niveau n'étaient pas seulement une rhétorique politique, mais une réalité annuelle dans la conduite de la politique étrangère du Canada envers la Chine de 1993 à 2003. Ces relations permirent au Canada d'avoir une place bien plus importante en Chine que ce qui aurait normalement été le cas compte tenu du poids relatif du Canada sur la scène internationale (entrevues Balloch; Caron; CPM Chrétien).

Ces contacts fréquents et cordiaux entre dirigeants chinois et canadiens ont opéré une boucle de rétroaction qui renforça la représentation idéationnelle de Jean Chrétien face à la Chine. Cette boucle de rétroaction s'incarne à travers les contacts de Jean Chrétien auprès des dirigeants chinois, avec son ambassadeur en Chine, et avec les membres de son entourage, particulièrement liés au CCBC et à la communauté d'affaires canadienne. L'ensemble des intervenants interrogés à ce sujet sont unanimes, il n'y avait pas d'opposition au Cabinet, dans le caucus libéral et même dans l'*establishment* du gouvernement et du MAECI à la politique développée par le gouvernement Chrétien envers la Chine. Évidemment, cette conviction de l'unanimité autour du premier ministre cache fort probablement des motivations politiques. D'une part, ceux qui étaient en désaccord avec le premier ministre n'avaient pas intérêt à ébruiter leur opposition, considérant la mainmise du premier ministre sur le Cabinet et son caucus dans le système politique canadien qui n'encourage pas la dissension (Savoie 1999). D'autre part, l'illusion de l'unanimité est une manière rétrospective de cristalliser l'image de puissance du premier ministre et de ceux qui faisaient partie de son entourage. En fait, il semble que ceux qui étaient en désaccord avec la politique du Canada envers la Chine, ou à tout le moins inconfortable envers celle-ci n'avaient simplement pas de place autour de « la table de discussions », comme ce fut le cas de Lloyd Axworthy (entrevues Balloch; CPM Chrétien). Jean Chrétien recevait aussi les mêmes signaux des élites et des gens d'affaires canadiens concernant les intérêts canadiens en Chine,

principalement à travers ses contacts avec le CCBC (entrevues Balloch; Austin; Dobson 2011). Cette exclusion des opinions défavorables ainsi que le renforcement positif des opinions conformes à la pensée dominante créa un phénomène similaire à la pensée de groupe (*Group Think*) (Janis 1982; Schafer et Crichlow 2010). L'information que Jean Chrétien recevait de son entourage renforçait avec peu de nuances sa représentation idéationnelle envers la Chine¹⁰².

Il faut également souligner que les signaux que Jean Chrétien recevait des dirigeants chinois renforçaient également sa vision de la politique du Canada envers la Chine. Les discussions de Jean Chrétien avec Jiang Zemin, Li Peng et Zhu Rongji confirmaient que les efforts du Canada en matière de commerce avec la Chine, de paix et de sécurité et les initiatives en matière de bonne gouvernance et de l'état de droit avaient des retombées positives (Balloch 2013; Paltiel 2010; Evans 2014, 50-51). Jean Chrétien s'assura donc de développer de bonnes relations interpersonnelles avec les leaders chinois, ce qui lui donnait un accès privilégié à l'establishment chinois et qui permettait par la suite aux représentants canadiens d'avoir également un accès du même ordre avec leurs homologues chinois (entrevues Balloch; Caron; Goldenberg; Austin; Chrétien 2010, 355). Les relations que Jean Chrétien entretenait avec les dirigeants chinois permettaient au Canada d'obtenir l'écoute des institutions chinoises impliquées dans les initiatives canadiennes. Jiang Zemin affirma que le premier ministre Chrétien était un « vieil ami » (*lao peng you*), signalant l'importance du Canada à l'appareil gouvernemental chinois :

When former Chinese President Jiang Zemin referred to former Canadian Prime Minister Chrétien as *lao pengyou* or “old friend” this carried operational significance in the signal it sent to officials of lower rank. It meant that cultivating relations with Canadians would be viewed with favour. (Patiel 2010, 2)

De même, certains irritants dans la relation, tels que le cas Lai Changxing accusé de corruption qui s'était réfugié au Canada, auraient potentiellement causé davantage de problèmes sans la confiance développée par Jiang Zemin et Zhu Rongji et même Li Peng envers le premier ministre canadien (entrevues Balloch; Goldenberg)¹⁰³. Lorsque Jean Chrétien désamorça la colère

¹⁰² Les membres de son entourage (Sharp, Pelletier, Goldenberg, Austin, A. Desmarais, Balloch, et plusieurs de ses ministres) avaient tous une vision positive de la Chine, les voix discordantes étant rares ou n'atteignant pas le premier ministre (entrevues Balloch; Cabinet Chrétien; CPM Chrétien; Austin; Goldenberg).

¹⁰³ En effet, les explications répétées qu'offrait Jean Chrétien au sujet de la séparation du pouvoir judiciaire au Canada et la nécessité de laisser le processus judiciaire suivre son cours dans le cas de Lai, étaient davantage crédibles dans la mesure où les dirigeants chinois pouvaient avoir confiance que Jean Chrétien ne souhaitait pas utiliser ce cas contre le régime du PCC (entrevue Goldenberg). En fait, il semble que grâce aux relations privilégiées du premier ministre et de certains membres de la communauté d'affaires canadienne en Chine avec les dirigeants

de Li Peng devant des manifestants afin d'éviter qu'il quitte prématurément Montréal en 1995, c'était en grande partie attribuable au lien personnel qu'ils avaient déjà établi (entrevues Goldenberg; CPM Chrétien; Bartleman 2005, 231-232; Chrétien 2010, 344-345). Malgré les limites de l'efficacité économique des efforts de Jean Chrétien avec la Chine, les dirigeants chinois exprimaient publiquement leur amitié pour le Canada et leur appréciation de la relation avec le Canada, référant le Canada comme un exemple de coopération et d'amitié à long terme et un partenaire plutôt qu'un rival (Gilley 2008; Burton 2009a; 2011; Evans 2014, 50-51; Paltiel 2010, 8-9). Ces informations avaient largement convaincu le premier ministre que sa stratégie portait fruit (entrevues Balloch; Goldenberg; Cabinet Chrétien).

Les cinq visites officielles de Jean Chrétien en Chine et ses nombreux contacts avec les dirigeants chinois et les élites de la communauté d'affaires ont contribué à renforcer sa représentation idéationnelle de cette relation de 1994 à 2003. Ces relations constantes et positives de Jean Chrétien avec les dirigeants chinois et les élites de la communauté d'affaires canadienne favorables à la Chine agissent à la manière d'une boucle de rétroaction renforçant sa représentation idéationnelle qui demeura constante de 1993 à 2003. Cette influence des dirigeants et des élites façonna la stabilité de sa vision des relations sino-canadiennes, ce qui explique que la politique du gouvernement libéral envers la Chine demeura stable durant cette même période, conformément aux hypothèses 1 et 2 du cadre théorique¹⁰⁴.

5.5 – Les élites commerciales et la représentation idéationnelle de Paul Martin

Paul Martin n'entama pas une rupture de la politique canadienne envers la Chine lorsqu'il devint premier ministre en décembre 2004. Il choisit plutôt d'augmenter les échanges commerciaux et l'intégration économique afin d'étendre les relations avec la Chine qu'il considérait être « une puissance majeure » (Evans 2014, 51-59). Il continua la tradition des visites à haut niveau, la promotion des relations commerciales et d'une position conciliante concernant les droits de la personne en Chine (Evans 2014, 51-59; Labrecque 2016, 136-137). Il fit de la

chinois, certains prisonniers politiques chinois furent même extradés discrètement au Canada durant les années 90 (entrevue Austin; Marissal 1997).

¹⁰⁴ H1 : Une modification de la représentation idéationnelle du premier ministre est nécessaire et suffisante pour créer un changement significatif de la politique étrangère du Canada. H2 : La représentation idéationnelle du premier ministre ne subira une modification que sous l'influence des élites de l'entourage du premier ministre ou des dirigeants d'autres pays ayant tissé des liens avec celui-ci. Dans ce cas, Jean Chrétien ne fut pas influencé par de nouvelles élites et sa représentation idéationnelle ne subit pas de changement significatif.

Chine la destination de sa première visite à titre de premier ministre en janvier 2004, où il argumenta que la relation du Canada avec la Chine devait aller au-delà du commerce et inclure des questions liées à la santé publique, l'environnement, les droits de la personne et la culture (Labrecque 2016, 136). Bien que Paul Martin rencontra le Dalai-Lama alors qu'il était premier ministre, cette rencontre eut lieu chez l'archevêque d'Ottawa, fut considérée explicitement comme de nature privée, religieuse et non officielle et fut rapportée par les médias canadiens comme n'ayant pas porté sur le statut politique du Tibet (Valpy 2004; Cordon 2004). Paul Martin expliqua qu'il allait soulever la question des droits de la personne en privé avec ses homologues, comme le prônait son prédécesseur (Freeze 2004). Lors de sa visite en Chine, il adopta une position discrète envers les droits de la personne, évitant d'aborder le sort du ministre déchu après Tiananmen, Zhao Ziyang, et critiquant le député conservateur Jason Kenney d'avoir tenté de rencontrer des membres de la famille de Zhao (Labrecque 2016, 137).

En 2005, le gouvernement Martin mit en place une série d'initiative en collaboration avec le gouvernement chinois, dont la porte d'entrée de l'Asie Pacifique (*Asia-Pacific Gateway and Corridor Initiatives*) et des groupes de travail interministériels sur la coopération en matière de tourisme et d'énergie (Evans 2006, 158). Ces nouvelles avenues dans les relations du Canada avec la Chine aboutirent à l'entente sur la formation d'un partenariat stratégique entre le Canada et la Chine. Cette offre faite par Hu Jintao lors de sa visite en 2005 signalait dans le langage diplomatique chinois que la Chine souhaitait augmenter ses liens économiques et culturels avec le Canada (Paltiel 2010, 5). Toutefois, la chute du gouvernement Martin à l'automne 2005 fit en sorte que la substance exacte de ce nouveau partenariat ne fut jamais connue. À tout le moins, il semble que le gouvernement Martin était prêt à ouvrir la voie pour un dialogue plus complet avec la Chine et une intensification des intégrations économiques entre les deux pays.

Comme ce fut le cas sous Jean Chrétien, ce ne fut pas les ministres des Affaires étrangères qui prirent le contrôle de la politique envers la Chine, mais bien le premier ministre. Impliquée personnellement dans plusieurs décisions de politique étrangère durant son court mandat (Michaud 2011), la relation sino-canadienne figurait comme une des priorités de Paul Martin (entrevue Evans; CPM Martin). Tout comme Jean Chrétien, il avait accumulé une certaine expérience politique avant de devenir premier ministre et il avait des croyances bien définies en ce qui concernait les relations internationales du Canada (Kirton 2007; Martin 2008). Il semble

d'ailleurs qu'il opéra aussi un contrôle des politiques de son gouvernement, dirigeant le gouvernement comme un PDG d'entreprise (Simpson 2005a; Savoie 2010, 230).

Malgré la rivalité entre Jean Chrétien et Paul Martin, les deux étaient des politiciens issus des rangs libéraux et leur entourage se recoupait, particulièrement au niveau des influences sur les relations sino-canadiennes. Jack Austin était l'un des partisans politiques de Paul Martin et il intégra le Cabinet du gouvernement Martin à titre de leader du gouvernement au Sénat (Korbin 2006). Paul Martin avait aussi eu des liens avec Power Corporation et la famille Desmarais, alors qu'il était déjà chez Power Corporation en 1968 lorsque Paul Desmarais acheta cette compagnie (S. Martin 2013). En 1974, Paul Desmarais le nomma président de la compagnie *Canada Steamship Lines* et lui vendit cette même compagnie en 1981, aidant Paul Martin à devenir l'un des hommes les plus fortunés au Canada (Greber 1987, 282; Francis 2003; Breton 2013). Paul Martin était issu de la même communauté d'affaires canadienne que les élites proches de Jean Chrétien et partageait aussi des liens étroits avec celles-ci (Dobbin 2004), ce qui faisait de lui un allié naturel du CCBC.

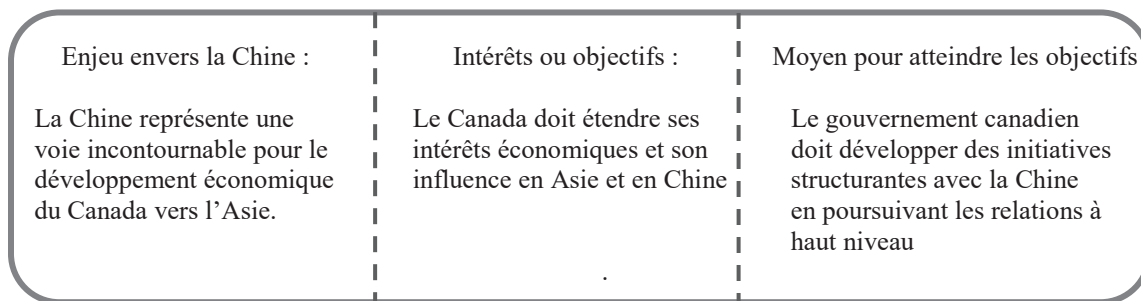
Paul Martin avait eu certains contacts avec les dirigeants chinois à titre de ministre des Finances lors des rencontres du G20 et s'était rendu quelques fois en Chine (Evans 2014, 51). Son père avait été l'un des ardents défenseurs de l'inclusion de la Chine à l'ONU et de la reconnaissance éventuelle par le Canada (English 1985; Evans 1985; St-Amour 1985; Beecroft 1985). Selon certaines sources, dont le spécialiste de l'Asie Paul Evans qui fut directeur de la Fondation de l'Asie Pacifique du Canada à l'époque, Paul Martin croyait que la relation avec la Chine était l'une des plus importantes pour le Canada, particulièrement dans l'optique de sa politique de la porte d'entrée du Pacifique (Michaud 2011; Chase 2004; Evans 2008; entrevue Evans). En effet, Paul Martin considérait que la « Chine allait devenir l'économie la plus importante du 21^{ème} siècle » et qu'elle était « au centre des chaînes de production régionale et mondiale vitale pour l'économie canadienne » (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 2005; entrevues Evans; CPM Martin). Paul Martin souhaitait augmenter l'influence du Canada sur la Chine concernant les questions de droits de la personne, de gouvernance, de politiques environnementales, d'échanges culturels et de culture politique (entrevues Caron; Cabinet Chrétien; CPM Martin; Evans). Paul Martin choisit de faire de la relation avec la Chine un dossier à être géré par son bureau et dans lequel il devait s'impliquer directement (entrevues Evans; Austin; CPM Martin; Caron). Le changement qu'opéra Paul

Martin tenait plutôt à une intensification et à une étendue de la sphère d'influence de la politique du Canada envers la Chine, plutôt qu'à un changement fondamental. Paul Martin avait une vision globale de la Chine et souhaitait créer un véritable partenariat avec ce pays (entrevue Evans; Evans 2006, 158). Après sa visite en Chine, il expliqua :

We seek to enhance our engagement with China, to foster a real partnership that encompasses not just economic pursuits, but also the global political agenda: public health, environmental issues human rights and culture. In essence, we strive to more closely connect our two nations, encouraging the two-way flow of capitals, goods and services, while at the same time expanding our dialogue, our exchange of ideas and beliefs. For that is how friendships are deepened and the world made stronger. (Canada, Prime Minister's Office 2005)

Le court temps de Paul Martin au pouvoir, soit deux ans et deux mois, compliqué par deux cycles électoraux et un gouvernement minoritaire, a limité sa capacité à avoir un impact durable sur les relations sino-canadiennes. Il est tout de même possible de considérer que Paul Martin avait la représentation idéationnelle suivante des relations sino-canadiennes : *La relation sino-canadienne est une opportunité pour le Canada d'augmenter son influence sur la scène internationale et d'étendre les relations économiques avec l'Asie au-delà de la simple promotion du commerce par une série d'initiatives gouvernementales structurantes.*¹⁰⁵

Figure 16 : Composantes de la représentation idéationnelle de Paul Martin en 2004



Paul Martin choisit de faire sa première visite à l'étranger à titre de premier ministre en Chine et accepte l'offre du gouvernement chinois de travailler à la mise sur pied d'un nouveau partenariat stratégique.

Certainement, Paul Martin ne souhaitait pas réduire l'intensité des échanges commerciaux et désirait accélérer le commerce entre les deux pays à travers le projet de la porte d'entrée du Pacifique. N'ayant pas opéré de revirement dans la politique envers la Chine et étant également

¹⁰⁵ Quelques intervenants rencontrés et ayant collaboré avec Paul Martin ont confirmé que cette description de la représentation idéationnelle de Paul Martin était juste (entrevues Caron; Cabinet Chrétien; CPM Martin; Evans; Balloch).

près des élites de la communauté d'affaires, telles que le Conseil canadien des chefs d'entreprise (Dobbin 2004), Paul Martin partageait une représentation idéationnelle similaire à celle de Jean Chrétien concernant les relations sino-canadiennes. Paul Martin adapta sa vision envers la Chine en fonction de sa plus grande intégration au système commercial international et son importance perçue pour les intérêts commerciaux canadiens. L'importance de la Chine pour le CPM ne fut donc pas affectée par le changement de locataire en décembre 2003.

Conclusion

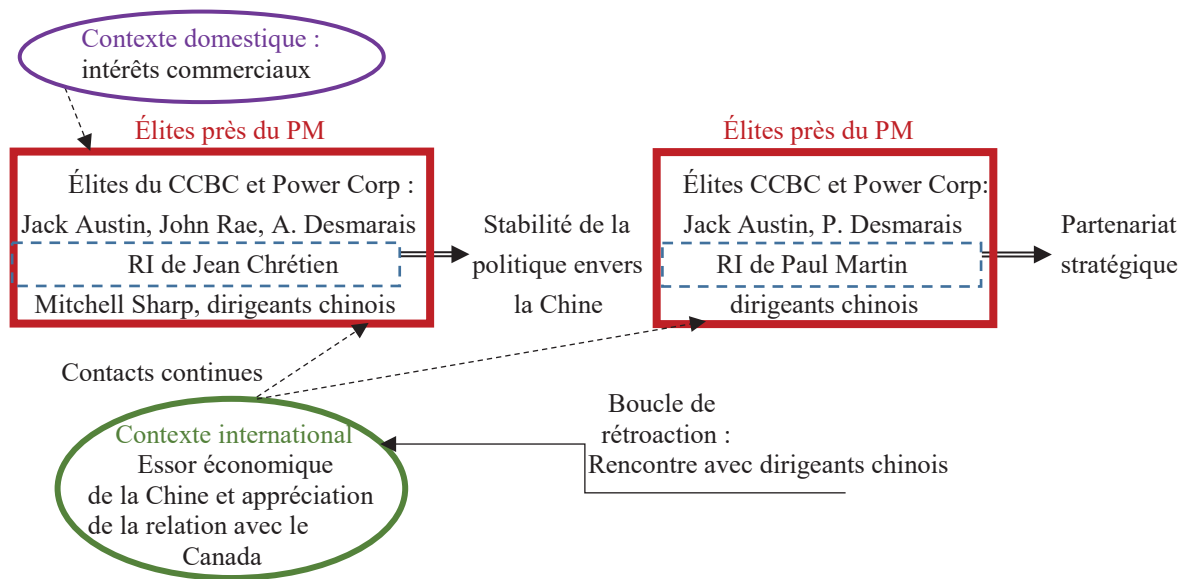
Alors que la crise de Tiananmen avait provoqué un revirement dans la politique du Canada envers la Chine entre 1989 et 1992, la politique de relations constructives et de promotion des échanges commerciaux des gouvernements Chrétien et Martin put se poursuivre sans interruption de novembre 1993 à janvier 2006. Bien que l'aspect commercial ne fût pas une composante significative dans la décision de reconnaître la Chine en 1970, les réformes économiques chinoises et le développement économique fulgurant de ce pays dans les années 1990 ont fait de l'aspect commercial une dimension incontournable de la politique canadienne envers la Chine.

Contrairement à Brian Mulroney en 1984, Jean Chrétien n'eut pas à attendre deux ans avant d'être en contact direct avec les dirigeants chinois. Il fut en contact avec le président Jiang Zemin et avec la ministre du Commerce extérieur de la Chine Wu Yi dès le mois de novembre 1993, en plus de recevoir le vice-premier ministre Zou Jiahua à l'hiver 1994 (Balloch 2013, 354; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 1993; Canada Department of Foreign Affairs and International Trade 1994b). Jean Chrétien et Jiang Zemin eurent au moins une autre conversation entre janvier et mars 1994 en vue de la préparation de la visite de novembre 1993, la Chine se montrant enthousiaste aux propositions du Canada de reprendre la relation avec des contacts à haut niveau et une mission commerciale (Canada, Chambre des Communes 1994; Evans 2014, 50-51; entrevues Goldenberg; Balloch). La volonté de Jean Chrétien de mener une importante mission commerciale en Chine tombait à point pour les dirigeants chinois qui cherchaient à relancer les réformes économiques, à envoyer un signal à de l'importance du commerce international pour la Chine et à mettre l'épisode de Tiananmen derrière eux (Balme 2004). Chrétien et Jiang développèrent une excellente relation qui sera qualifiée plus tard comme une véritable amitié (Chrétien 2008, 353-355; Sirois 2008; IBP 2015, 66; entrevues Balloch;

Goldenberg; Austin; CPM Chrétien). Ces contacts de Jean Chrétien avec les dirigeants chinois incarnaient une boucle de rétroaction positive envers les relations sino-canadiennes.

En plus de son expérience politique préalable favorable à la Chine dans les années 70 et 80, Jean Chrétien fut exposé avant même son accession au poste de premier ministre à d'importantes influences favorables à la Chine à travers ses contacts avec Mitchell Sharp, des élites de la communauté d'affaires canadienne, telles que John Rae, Jack Austin et son gendre André Desmarais, tous trois liés au CCBC et à Power Corporation. Ces contacts continuèrent à influencer Jean Chrétien de 1994 à 2003 à la manière d'une boucle de rétroaction, renforçant sa représentation idéationnelle des relations sino-canadiennes.

Figure 17 : L'influence des élites et des dirigeants chinois sur la représentation idéationnelle de Jean Chrétien et de Paul Martin de 1994 à 2006



Comme illustré à la figure 17, cette période des relations sino-canadienne en fut une de statu quo ou de continuité, alors que le Canada poursuit sa politique des quatre piliers envers la Chine même après le tournant du millénaire. Influencé par les mêmes élites et conservant la même représentation idéationnelle, la Chine est demeurée une priorité du gouvernement Chrétien et une priorité personnelle de Jean Chrétien sur la scène internationale (Chrétien 2008, 352). Le changement de premier ministre en décembre 2003 n'amena pas une rupture dans la politique du Canada envers la Chine. Paul Martin souhaitait étendre davantage les relations entre les deux pays, le partenariat stratégique offert par la Chine s'inscrivant dans la

suite logique des relations des dix années précédentes. Tout comme Jean Chrétien, Paul Martin poursuivait les contacts à haut niveau avec les dirigeants chinois et fut entouré des mêmes élites canadiennes liées au CCBC.

Cette politique de relations constructives et de promotion du commerce n'était pas que le résultat de forces impersonnelles qui dictaient la formulation de politique étrangère ni de réflexions stratégiques provenant du ministère des Affaires étrangères. Les efforts pour tisser des liens à haut niveau avec la Chine étaient le fruit des visions bien concrètes de Jean Chrétien et Paul Martin sous l'influence de leurs contacts soutenus et directs avec les dirigeants chinois et de leurs liens personnels avec les mêmes élites commerciales et financières canadiennes associés au CCBC et de leurs liens privilégiés avec la famille fondatrice de celui-ci. Les représentations idéationnelles des relations sino-canadiennes de Paul Martin, Jean Chrétien et même de Brian Mulroney préalablement à cette période, aussi acrimonieuses leurs relations partisans aient pu être, furent bâties les unes sur les autres, en grande partie en raison de leur appartenance à une même sphère d'influence composée des élites de la communauté d'affaires canadienne favorables aux bonnes relations avec la Chine.

À l'aube de l'élection de janvier 2006, les gouvernements Mulroney, Chrétien et Martin avaient successivement bâti une solide relation diplomatique avec la Chine, un *modus operandi* basé sur les relations à haut niveau, les échanges commerciaux et l'intensification progressive des liens institutionnels afin d'assister la Chine dans sa quête de se doter d'institutions modernes (Paltiel 2010; Evans 2014; Lefrançois 2016). Le partenariat stratégique annoncé par Hu Jintao et Paul Martin était en voie de faire du Canada et de la Chine ni plus ni moins que des alliés, du moins du point de vue économique. La réalité des échanges entre les deux pays, la position des dirigeants chinois et de la communauté d'affaires canadienne et le statut de puissance de la Chine ne se sont pas transformés quelque part en janvier 2006. Pourtant, la politique du Canada envers la Chine allait subir un revirement majeur dès l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur de Stephen Harper à la fin de janvier 2006.

Chapitre 6 – La confrontation sous le gouvernement Harper de 2006 à 2008

Le 23 janvier 2006, le Parti conservateur mené par Stephen Harper remportait l'élection fédérale afin de former le gouvernement de la 39^{ème} législature canadienne. Bien que minoritaire, cette victoire mit fin à douze années consécutives de gouvernement libéral et annonça l'arrivée d'une nouvelle élite politique au pouvoir. En effet, ayant été créé suite à la fusion du Parti progressiste-conservateur et l'Alliance canadienne, elle-même créée sur les bases du Parti réformiste, le Parti conservateur de Stephen Harper représentait l'arrivée des forces de droites de l'Ouest du Canada à Ottawa. Lors de son discours de victoire le soir du 23 janvier 2006, Stephen Harper commença en affirmant « *Tonight friends, our great country as voted for change* »¹⁰⁶.

Ce chapitre présente la première phase de la politique canadienne envers la Chine sous le gouvernement Harper qui fut marqué par des relations acrimonieuses et tendues. De l'hiver 2006 à l'été 2008, le gouvernement de Stephen Harper mis en place une approche beaucoup moins conciliante face à la situation des droits de la personne, des libertés civiles et de l'absence d'un système et de valeur démocratique en Chine. Le gouvernement Harper installa un climat de méfiance envers la fonction publique canadienne ce qui amena une perte d'influence du MAECI et des élites canadiennes favorables aux relations économiques avec la Chine (Evans 2011; Nossal et Sarson 2014). Motivé par une idéologie manichéenne inspirée par les élites de la droite religieuse canadienne et de la droite socio-économique, Stephen Harper donna le ton à la politique de son gouvernement à coup de réactions et de déclarations fracassantes, laissant sa vision de la relation sino-canadienne déterminer la forme et la substance de la politique du Canada envers la Chine. Ce chapitre démontrera ainsi comment Stephen Harper, entouré d'élites faisant partie d'une communauté bien différente de celle ayant influencé les premiers ministres précédents, adopta une représentation idéationnelle négative de la relation sino-canadienne.

6.1 – Les tensions entre la Chine et le Canada de 2006 à 2008

Lors de la campagne électorale de l'automne-hiver 2005-2006, Stephen Harper avait exprimé son intention de s'éloigner de la politique étrangère de ses prédécesseurs afin de concentrer ses efforts sur les enjeux de sécurité et de souveraineté (Kirton 2013). La plateforme

¹⁰⁶ Discours de victoire électorale de Stephen Harper prononcé dans la soirée du 23 janvier 2006 (<https://www.c-span.org/video/?c4551812/harper-speech-canada-election-night-coverage> (page consultée le 21 mars 2017).

électorale du Parti conservateur critiquait la politique étrangère du gouvernement précédent, mais ne comportait que 171 mots sur les questions de politique étrangère (Nossal et Sarson 2014). Les Conservateurs promettaient une politique étrangère fondée sur les valeurs « démocratiques, l'état de droit, les droits de la personne et le libre marché » (Conservative Party of Canada 2006). En 2004, alors dans l'opposition, le Parti conservateur avait dénoncé avec véhémence des opérations d'espionnages alléguées au gouvernement chinois au Canada (Fife 2004; 2005).

Le gouvernement conservateur ne tarda pas à transformer la politique du Canada envers la Chine, alors que de l'aveu même de l'ambassadeur du Canada en Chine à l'époque, « il n'y avait aucun doute que la relation était tendue » (entrevue Wright). D'abord, le gouvernement Harper mit fin au dialogue bilatéral sur les droits de la personne qui avait été instauré en 1996 (Evans 2011). Les Conservateurs purent s'appuyer sur les conclusions d'un rapport rédigé par Charles Burton qui constatait l'inefficacité de ce forum (Burton 2006)¹⁰⁷. En avril 2006, le ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay, affirma que le gouvernement canadien était très préoccupé par l'espionnage économique de la Chine contre des compagnies canadiennes (Jiang 2006, 257)¹⁰⁸. Malgré les doléances contre ces accusations de la part de l'ambassadeur chinois au Canada, Stephen Harper défendit les propos de son ministre en affirmant que ceux-ci étaient « bien-fondés » (CTV News 2006a; Nossal et Sarson 2014) Quelques jours plus tard, le gouvernement Harper annonça que le dissident chinois Lu Decheng, que les autorités chinoises accusaient de corruption, s'était vu offrir le statut de réfugié politique par le Canada (Chong 2009; Evans 2014, 62-63). En juin 2006, un député conservateur déposa une motion à la Chambre des communes offrant la citoyenneté honoraire au Dalai-Lama, motion approuvée unanimement malgré l'opposition du gouvernement chinois. Le Dalai-Lama reçut cet honneur du ministre de l'Immigration lors de son passage à Vancouver en septembre 2006 (La Presse Canadienne 2006; Jiang 2006; Jiang 2009; Mei Ping 2010; Evans 2011; 2014, 64). Il fut rapporté par la suite que Peter MacKay refusa jusqu'en septembre 2006 de rencontrer les représentants du gouvernement chinois qui souhaitaient comprendre la position du gouvernement conservateur, malgré leurs

¹⁰⁷ L'auteur argumentait que le gouvernement chinois n'écoutait plus réellement les critiques formulées par le Canada à ce forum, critiques qui étaient répétitives. De plus, les interlocuteurs chinois étaient issus du ministère des Affaires internationales, ministère qui n'avait pas de juridiction sur les questions internes à la Chine, minant davantage la crédibilité de ce forum (Burton 2006a;b; 2009).

¹⁰⁸ Selon un ancien agent du service canadien de renseignement et de sécurité (SCRS), ces allégations étaient basées sur un rapport de 2004 dans lequel l'accusation envers la Chine avait été retirée à la demande du gouvernement libéral de l'époque afin « de ne pas indisposer le deuxième partenaire économique du Canada » (CTV News 2006a).

demandes répétées (Jiang 2009; Evans 2014; Burton 2015). Leur seul contact préalable fut en juillet 2006, alors que Peter MacKay souleva le cas de Huseyincan Celil auprès du ministre des Affaires étrangères de la Chine lors du sommet de l'ASEAN. Ce dernier était un Canadien d'origine chinoise ayant obtenu le statut de réfugié politique et qui fut arrêté en Ouzbékistan, déporté en Chine et condamné à la prison à perpétuité pour des allégations de terrorisme liées à la minorité ouïgoure (El Akkad 2012a). Le gouvernement chinois refusa de reconnaître sa citoyenneté canadienne et fit la sourde oreille aux nombreuses demandes du gouvernement canadien qui souhaitait empêcher sa déportation vers la Chine et lui assurer un soutien consulaire lors de son procès. Stephen Harper aborda ce cas en octobre 2006 et souleva la question lors de sa brève rencontre avec le président chinois lors du sommet de l'APEC en novembre 2006¹⁰⁹.

En octobre 2006, Stephen Harper déclina l'offre du gouvernement chinois pour une première visite en Chine (Blanchfield 2006), alors que quatre ministres canadiens participèrent aux célébrations de la fête nationale de Taiwan (Evans 2010). L'incident le plus marquant dans les relations sino-canadiennes entre 2006 et 2008 se produit alors que le premier ministre Harper était en route pour le sommet de l'APEC au Vietnam en novembre 2006. Abord de l'avion, il apprit que le gouvernement chinois avait refusé qu'il puisse rencontrer le président chinois en marge du sommet. Selon ce qui a été rapporté par les médias, Stephen Harper souhaitait aborder la question de la détention de Huseyincan Celil, mais le gouvernement chinois refusait que ceci soit à l'ordre du jour officiel de la rencontre (CBC News 2006c; MacCharles 2006). Visiblement indisposé, le premier ministre canadien affirma que les Canadiens ne voulaient pas vendre leurs valeurs pour le « tout puissant dollar » (CBC News 2006c; Evans 2014, 63). Une brève rencontre eut finalement lieu, Stephen Harper affirmant par la suite que le gouvernement chinois avait voulu contrôler l'ordre du jour de cette rencontre informelle (City News 2006; Jiang 2009). Le ministre Mackay fit son premier voyage en Chine au printemps 2007 et souleva à nouveau le cas Celil et affirma qu'il était possible d'entretenir de bonnes relations commerciales tout en soulevant directement auprès des autorités chinoises les inquiétudes du Canada sur la question des droits de la personne et la promotion de la démocratie (Laghi 2007b). En février 2007, Stephen Harper réagit négativement aux mises en garde du gouvernement chinois concernant les impacts de

¹⁰⁹ Toujours emprisonné plus de dix ans plus tard, le cas de M. Celil fut soulevé à de nombreuses reprises par Stephen Harper et ses ministres et fut considéré comme ayant nui aux relations avec la Chine entre 2006 et 2008 (CBC News 2006a;b; BBC 2007; El Akkad 2012b; Evans 2014, 63; Amnesty International).

l'attitude du son gouvernement pour les relations commerciales entre les deux pays (Foot 2007). Au printemps 2007, plusieurs cas de violations des droits de la personne en Chine furent discutés lors des audiences du sous-comité sur les droits de la personne du Comité permanent des affaires étrangères de la Chambre des Communes. Les conclusions du sous-comité qui ne firent jamais rendues publiques étaient très négatives à l'endroit de la Chine (York 2007; Evans 2014, 64)¹¹⁰. Lors d'audiences du comité sénatorial sur la défense et la sécurité nationale en avril 2007, le directeur du SCRS affirma que la Chine était au haut de la liste des pays menant des activités d'espionnage au Canada. Le gouvernement conservateur laissa par la suite courir une rumeur selon laquelle la moitié des espions étrangers en sol canadien était chinois (Galloway 2007). Le gouvernement Harper semblait prendre tous les moyens pour ternir la relation entre les deux pays, alors considérée par plusieurs observateurs comme étant dans un piteux état (CBC News 2006c; La Presse Canadienne 2007; Galloway 2007; Jiang 2009, 903; Evans 2014 p. 62-65).

En août 2007, Stephen Harper défendit publiquement trois étudiants canadiens qui avaient été expulsés de la Chine après avoir manifesté à Beijing pour la cause des Tibétains (National Post 2007; Labrecque 2015, 191). Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, affirma qu'il allait poursuivre la politique de son prédécesseur envers la Chine et que la Chine devait respecter la Déclaration des droits de l'homme de l'ONU (Iverson 2007; Labrecque 2015, 192). En octobre 2007, Stephen Harper devint le *premier*, premier ministre canadien à rencontrer le Dalaï-Lama dans le cadre de ses fonctions officielles. Cette rencontre eut lieu à l'édifice Langevin où se situait le bureau du premier ministre, malgré les remontrances du gouvernement chinois (CBC News 2007). En guise de protestation, la Chine annula une rencontre avec des diplomates canadiens (York et Freeman 2007). Loin de minimiser l'importance de la rencontre, le premier ministre afficha un drapeau tibétain sur son bureau, signe que le Canada soutenait la cause des Tibétains exilés (Burton 2007; Evans 2014, 64; Ibbitson 2016, 325).

En mars 2008, à quelques mois des Jeux olympiques de Pékin, une sévère répression de protestations au Tibet créa une vague de violence dans cette province chinoise (Barnett 2009). La situation au Tibet attira l'attention des médias internationaux et une manifestation pro-Tibet fut

¹¹⁰ Le président du comité, Jason Kenny, affirma que le Canada devait poursuivre une politique de « principled engagement » pouvant préserver ses intérêts commerciaux sans abandonner ses convictions sur les droits de la personne et la liberté de religion (Evans 2014, 63-64).

organisée sur la colline parlementaire à Ottawa. Le gouvernement conservateur réagit rapidement par la voix d'un communiqué officiel¹¹¹. Le premier ministre enjoignit la Chine à faire preuve de retenue et à respecter les droits de la personne (CBC News 2008a), l'ambassadeur de la Chine à Ottawa qualifiant d'irresponsable la réaction du premier ministre canadien (Clark 2008b). Le 4 avril, Stephen Harper annonça qu'il ne serait pas présent lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques à Beijing. Bien qu'il affirma que cette décision n'était pas une protestation contre le régime chinois, il ajouta que la Chine se devait respecter les droits de la personne et le droit de manifestations pacifiques (Chase et Laghi 2008). Le 13 avril, une contre-manifestation en soutien au régime chinois fut tenue sur la colline Parlementaire afin de démontrer que la diaspora chinoise était d'accord avec le gouvernement chinois et souhaitait éviter tout boycott des jeux de Pékin (Leeder 2009; Zhang 2010, 29-30; Evans 2011, 222;). Quelques jours plus tard, un député conservateur affirma que la tenue des Jeux olympiques à Beijing se comparait à « cent pour cent » avec les Jeux de Berlin de 1936 (Cuthbertson et Rynor 2008). Le premier ministre ne s'est effectivement pas rendu à Beijing pour assister aux cérémonies d'ouverture ou de fermeture des Jeux et n'a pas condamné publiquement les propos de son député à ce sujet.

Après moins de deux ans au pouvoir, plusieurs observateurs affirmaient que le gouvernement conservateur de Stephen Harper avait adopté une politique basée sur l'affirmation proactive des valeurs démocratiques et la critique publique et constante du système politique de la Chine et de ses violations des droits de la personne (Jiang 2009; Evans 2011, 20-22; 2014, 64; Manicom et O'Neil 2012, 206; Nossal et Sarson 2014, 148-150; Labrecque 2016, 137-139; Ibbitson 2016, 325-326). Le gouvernement conservateur croyait possible de poursuivre la promotion des intérêts commerciaux tout en adoptant un ton critique envers le système politique chinois (Evans 2011, 20-22; Evans, 2014 61-68). Cette approche fut surnommée par Paul Evans « *cool politics, warm economics* » (politique froide, économie chaude) (Evans 2011; 2014). Cette position fut exposée par Peter Mackay lors de son passage en Chine en 2007, alors qu'il affirma :

We need to engage with China further on terms that we feel are appropriate, are positive and moving in a direction that we feel are consistent with Canadian values; that includes promotion of democracy, that includes enhanced human rights [...]

¹¹¹ Le gouvernement du Canada s'inquiète vivement de la détérioration de la situation au Tibet, y compris le nombre croissant d'incidents violents qui sont rapportés. Nous avons fait part de nos préoccupations à l'ambassadeur de Chine ainsi qu'au gouvernement chinois par l'entremise de notre ambassade à Beijing. Nous exhortons les autorités à faire preuve de retenue. J'invite le gouvernement chinois à respecter le droit des Tibétains à protester de façon pacifique et à prendre des mesures pour améliorer la situation des droits de la personne au Tibet (Bernier 2008).

Those goals can be achieved without having a deterioration in our commercial partnership or our trade relationship. (Laghi 2007a)

Le gouvernement conservateur mit fin à la politique d'engagement constructif et de partenariat stratégique élaborée par ses prédécesseurs (Evans 2014; Lefrançois 2016). Malgré les visites des ministres du Commerce international, des Finances, de l'Agriculture et des Ressources naturelles en 2007, le langage utilisé par le gouvernement conservateur demeura fortement négatif envers la Chine (Curry 2007, CTV News 2007). Alors que Jean Chrétien et Paul Martin s'étaient engagés à entretenir des relations soutenues à haut niveau avec les dirigeants chinois, Stephen Harper eut de la difficulté à obtenir un entretien substantiel avec son homologue chinois (Jiang 2009, 900). À sa deuxième rencontre avec Hu Jintao en juin 2007, au sommet du G8 en Allemagne, Stephen Harper critiqua le bilan des droits de la personne en Chine et souleva à nouveau le cas de Huseyincan Celil (Jiang 2009, 900; Laghi 2007b). Combiné à son refus d'accepter l'invitation de se rendre en Chine et son absence des cérémonies d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin, il est clair que le premier ministre avait choisi de ne pas entretenir des relations privilégiées avec les dirigeants chinois ni de faire de la relation avec la Chine une priorité de son gouvernement. Le gouvernement conservateur avait choisi de « laisser les relations entre les deux gouvernements se détériorer » (Nossal et Sarson 2014, 148).

6.2 – Un changement du contexte politique domestique ou institutionnel canadien ?

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper ne créa pas seulement une modification rapide de la politique du Canada envers la Chine, il créa une rupture dans la trajectoire des relations entre les deux pays. Le gouvernement conservateur de Stephen Harper mit en place une politique affirmée, voire dénonciatrice et choisit de ne plus consacrer les énergies « politiques » du gouvernement à la promotion des intérêts commerciaux canadiens. Quelles étaient les motivations du gouvernement Harper pour vouloir transformer la politique du Canada envers la Chine si rapidement après son élection ?

Certains observateurs ont avancé que l'approche conciliante du Canada par le passé n'avait pas réussi à créer un avantage économique dans la relation avec la Chine (Gilley 2008; Burton 2009;b; 2011; Manicom et O'Neil 2012). Face à un pays comparable tel que l'Australie, il est vrai que le Canada n'avait pas su maximiser le rendement économique avec la Chine (Manicom et O'Neil 2012). Le déficit commercial du Canada envers la Chine était un héritage pour le gouvernement conservateur (Burton 2011). Il est même possible que le gouvernement Harper ait

cru que la Chine avait besoin du commerce du Canada, les Conservateurs considérant le Canada comme une puissance énergétique et un réservoir de ressources naturelles indispensables pour la Chine (Jiang 2009; entrevues Day; Emerson; SCPM Harper; Cabinet Harper). Selon Manicom et O'Neil, le retard économique du Canada dans ses relations commerciales avec la Chine était toutefois le résultat de l'absence d'infrastructures axées vers l'Asie, le commerce canadien ayant toujours été orienté vers les É-U et l'Europe (Manicom et O'Neil 2012). À cet égard, le projet du gouvernement Martin de créer un corridor de transport vers l'Asie, l'initiative de la porte d'entrée du Pacifique, visait justement à combler ce besoin. Cette initiative fut interrompue par l'arrivée du gouvernement conservateur en 2006 (Oum et Tongzou 2007; Oum 2007; Evans 2008b).

Bien que la droite conservatrice de l'Ouest du Canada fût portée au pouvoir avec Stephen Harper en 2006, cela ne signifiait pas nécessairement que l'électorat canadien était devenu plus conservateur qu'auparavant. La victoire électorale de Stephen Harper était due en grande partie à l'effritement du support envers le Parti libéral. Le « scandale des commandites » fit perdre des appuis importants au Parti libéral au Québec et en Ontario, créant un « éclatement » des votes de centre droit, de centre gauche et de gauche entre le Parti libéral, le NPD, le Parti vert et le Bloc Québécois (Pammett et Dornan 2006). L'exagération des tendances électorales créée par le système uninominal à un tour du Canada porta les Conservateurs au pouvoir avec un mandat minoritaire, malgré une proportion du suffrage universel inférieur aux résultats des forces de droite de l'élection de l'an 2000 (Pammett et Dornan 2006)¹¹². Bien que le Parti conservateur avait en ses rangs plusieurs représentants de la droite canadienne, sa victoire électorale fut le fruit des votes de l'électorat centriste du Canada (Ellis et Woolstencroft 2006).

Il est difficile d'argumenter que la position du gouvernement Harper était causée par le besoin de représenter ce que la population canadienne souhaitait être la nouvelle politique du Canada envers la Chine. Certains sondages démontraient que les Canadiens éprouaient un malaise devant la proximité du gouvernement précédent avec la Chine (Evans 2011, 24-26). Comme l'expliqua Paul Evans, les Canadiens éprouaient de la fascination, de l'anxiété, de la peur et un sentiment d'opportunité envers la Chine (Evans 2014, 77). Toutefois, la politique du Canada envers la Chine n'était pas un enjeu électoral et les Canadiens ne portaient pas une grande

¹¹² En effet, le parti progressiste-conservateur et l'alliance canadienne avaient obtenu un total combiné de 37,68 % des voix lors des élections de l'an 2000, alors que Stephen Harper fut porté au pouvoir avec seulement 36,27 % des voix en janvier 2006 (Pammett et Dornan 2006).

attention à la politique étrangère (Ellis et Woolstencroft 2006). En ce sens, la population canadienne n'était pas devenue plus anticommuniste, proaméricaine ou antichinoise suite à l'élection de Stephen Harper. Il semble peu probable que l'attitude du gouvernement conservateur envers la Chine ait pu être le résultat de considérations purement partisans. Au contraire, il est possible d'avancer que la politique du gouvernement Harper visait justement à changer l'opinion des Canadiens envers la Chine et non à prendre une position populaire. Le gouvernement conservateur souhaitait déployer une stratégie internationale néo-containentaliste et éloigner le Canada de l'Asie, ou à tout le moins créer un rapprochement avec les É-U, l'Europe et l'Amérique latine (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 2007; Burton 2007; Liu 2011; Morin et Roussel 2013). Le constat fait par le chercheur Roland Paris en 2014 indique que le gouvernement conservateur a tenté de transformer la vision internationaliste des Canadiens en une vision affirmée des valeurs et intérêts canadiens qu'il a qualifiée de vision du Canada comme un « courageux guerrier » (Paris 2014). Le gouvernement conservateur cherchait à créer une alternative à la vision internationaliste afin de convaincre progressivement les Canadiens à adopter une politique étrangère plus conservatrice (Simpson 2007; 2008; Jiang 2009, 905; Chapnick 2011, 140-142 Nossal 2013; Paris 2014).

6.3 – Une position idéologique jamais articulée officiellement

Alors que les gouvernements libéraux et conservateurs précédents avaient présenté publiquement leur stratégie détaillée par le MAECI, le gouvernement conservateur ne déposa jamais un tel document (entrevues Cabinet Harper; SMAECI Harper; Balloch; Caron; Wright; D. Mulroney; ACDI Harper). Le gouvernement Mulroney avait formulé sa stratégie envers la Chine en 1987. Le gouvernement Chrétien articula sa relation envers la Chine en fonction de sa politique des quatre piliers. Toutefois, le gouvernement Harper ne procéda pas à une articulation explicite de la nouvelle politique du Canada envers la Chine entre 2006 et 2008 ni plus tard. Aucun document produit par le gouvernement, incluant le MAECI, entre janvier 2006 et janvier 2009 ne présente une argumentation détaillée, voire même une explication factuelle, de la politique du gouvernement Harper envers la Chine (Jiang 2009; Gecelovsky et Kukucha 2011; Evans 2011,

Evans 2014)¹¹³. Il semble que le gouvernement Harper avait choisi d'exclure complètement le MAECI et la grande majorité des hauts fonctionnaires de la formulation de l'ensemble de leur politique étrangère (Ditchburn, 2008; Evans 2011; Chapnick 2011, 140-142; Nossal et Sarson 2014, 148-150). Selon plusieurs personnes ayant vécu de près les changements apportés par les conservateurs en 2006 et 2007, les fonctionnaires du gouvernement n'étaient plus considérés comme des conseillers, mais comme de simples exécutants (entrevues Cabinet Harper; SMAECI Harper; Balloch; Caron; Wright; D. Mulrone; ACDI Harper; SCPM Harper; BCP Harper), certains allant même jusqu'à affirmer que le gouvernement conservateur considérait le MAECI comme une simple « boîte postale » (entrevue SMAECI Harper). Le gouvernement conservateur ne lança pas de révision officielle de la politique étrangère du Canada et ne déposa pas de « livre blanc » sur la position du Canada dans le monde (Nossal 2013). Le gouvernement Harper procéda plutôt à d'importantes coupures dans les budgets du MAECI, cherchant à museler toute tentative de communications vers les médias (Ditchburn 2008). La politique du gouvernement Harper envers la Chine entre 2006 et 2009 ne fut certainement pas influencée par le MAECI ou l'appareil gouvernemental en général.

Certains observateurs considèrent que des motivations idéologiques étaient à l'origine de ce changement d'attitude envers la Chine, le gouvernement conservateur adoptant une position idéologique manichéenne des relations internationales (Nossal 2012). Comme l'explique Kim Richard Nossal, l'un des objectifs du gouvernement conservateur était de faire glisser le « centre » politique canadien vers des idées conservatrices afin de faire du Parti conservateur le parti naturel du pouvoir, la politique étrangère étant vue comme un outil pour arriver à cette fin (Nossal 2013). Selon Adam Chapnick, l'inexpérience et la situation précaire d'un gouvernement minoritaire amenèrent les conservateurs à mettre l'accent sur une vision idéologique du monde (Chapnick 2011, 141). Les sections suivantes illustrent comment cette idéologie manichéenne a contribué à bâtir la représentation idéationnelle antagoniste envers la Chine de Stephen Harper de 2006 à 2008.

¹¹³ Des recherches aux archives nationales du Canada et à la Bibliothèque du siège du ministère des Affaires étrangères à Ottawa n'ont révélé aucun document stratégique, analyse de politique ou mémoire au Cabinet significatif. La grande majorité des intervenants gouvernementaux interrogés à propos de l'ère Harper considère que ce fut une époque où ce ministère a perdu presque complètement l'écoute des décideurs politiques, particulièrement lors des cinq premières années au pouvoir de Stephen Harper. Ce même constat fut également fait par plusieurs observateurs (Jiang 2009; Gecelovsky et Kukucha 2011; Evans 2011, Evans 2014).

6.4 – La vision de Stephen Harper ?

Stephen Harper faisait face à un gouvernement minoritaire où son parti se trouvait dans une situation inhabituelle selon laquelle les partis d'opposition pouvaient le défaire avec un simple vote à la Chambre des communes. Dans ce contexte, et malgré ses appels à une plus grande transparence lors de la campagne électorale et lors des années précédentes dans l'opposition, Stephen Harper choisit de garder un contrôle serré de l'agenda politique (Wells 2013; 2014; Harris 2014, chapitre 4; Ibbitson 2016, 252-274). Stephen Harper a rapidement compris que si les contraintes sur la scène domestique étaient nombreuses, la capacité d'appliquer son idéologie conservatrice sur la scène internationale était plus grande :

Though Canada's rightward turn might seem surprising to those outside the country, Harper has in fact greatly moderated his political attitudes as prime minister. [...] Foreign policy is the only area in which Harper has been able to act on his ideals, mindful as he is of Canada's profound affinity for such left-wing initiatives as universal health care, women's reproductive rights, and gay marriage. (Smith 2012, 27)

Si certains commentateurs ont affirmé que Stephen Harper avait peu d'idées sur la politique étrangère avant sa prise du pouvoir (Simpson 2007; 2008; Jiang 2009, 905), ceci a certainement changé rapidement alors qu'il affirmait dans une entrevue en 2011 sa réalisation de l'importance des affaires étrangères :

Since coming to office—in fact since becoming prime minister—the thing that's probably struck me the most in terms of my previous expectations—I don't even know what my expectations were—is not just how important foreign affairs/foreign relations are, but in fact that it's become almost everything. (Whyte 2011)

La politique étrangère est progressivement devenue un élément central de l'expérience de Stephen Harper en tant que premier ministre (Ibbitson 2016, 321) et son contrôle sur la politique du Canada envers la Chine se fit sentir dès 2006.

6.4.1 – *Stephen Harper et le contrôle de la relation sino-canadienne de 2006 à 2008*

Plusieurs membres du Cabinet ainsi que de hauts fonctionnaires ont affirmé qu'il n'y avait pas de consensus sur la position à prendre envers la Chine au sein du Parti conservateur au moment de leur prise du pouvoir en février 2006 (entrevues Day; Emerson; Cabinet Harper; Wright; D.Mulroney; SMAECI Harper; SCPM Harper; BCP Harper). La fonction publique et un certain groupe de ministres et de membres du caucus étaient plutôt favorables à une forme de continuité dans la politique envers la Chine et la notion d'engagement constructif, alors qu'un second groupe de ministres et d'élites dans l'entourage du premier ministre souhaitaient une

politique plus affirmée envers la Chine (Evans 2011; Evans 2014, entrevues Day; Emerson; Cabinet Harper; Wright; D.Mulroney; SMAECI Harper; SCPM Harper; BCP Harper). Or, Stephen Harper partageait davantage la vision affirmée envers la Chine (entrevues Cabinet Harper, SCPM Harper). À ce sujet, le ministre David Emerson affirma :

You had different opinions in the Cabinet, in the caucus, some positive about the relationship [with China] but some ministers, along with the prime minister himself had a fairly cautious view of China. That was also in tune with many of the long-term allies and friends of the prime minister. (entrevue Emerson)

Stephen Harper choisit « d’envoyer des signaux » à la Chine pour indiquer son intention de modifier la relation en mettant les questions des droits de la personne à l’avant-plan des relations entre les deux pays (entrevue Wright). Ces « signaux » étaient certainement « autorisés » par le premier ministre et son bureau dans son travail de coordination avec les ministres du gouvernement (entrevues BCP Harper; SMAECI Harper; Cabinet Harper). Selon plusieurs des intervenants rencontrés, la position envers la Chine adoptée par le gouvernement conservateur était une position qui était tout à fait en accord avec celle du premier ministre Harper (entrevues Day; Emerson; entrevue Wright; Cabinet Harper; BCP Harper, SMAECI Harper; SCPM Harper).

Stephen Harper jugea qu’il ne pouvait pas se permettre de laisser ses ministres se contredire sur la place publique et il mit donc en place un système pour contrôler l’ensemble des communications de ses ministres et même du personnel gouvernemental (Flanagan 2009, 228-90; Wells 2014, 33-38). Plusieurs anecdotes ont circulé concernant sa prépondérance dans plusieurs décisions qui lui étaient initialement soumises pour approbation par le BCP (Bureau du Conseil privé), mais qu’il modifia à son gré, parfois avec insistance, malgré l’étonnement du personnel gouvernemental (entrevues Cabinet Harper; Wright; BCP Harper; Harris 2014, chapitre 4; Wells 2014, 280-285; Savoie 2014, 129-132; Ibbistson 2016, 252-274). Par exemple, la décision d’abolir le financement public des partis politiques à la veille du budget de 2008 et qui provoqua la crise de la prorogation du parlement fut la sienne, sans que ses ministres fût mis au courant. Stephen Harper fut accusé de vouloir « tout centraliser entre ses mains » (Simpson 2008; Savoie 2014, 132; Ibbistson 2016, 275-308). À ce sujet, l’un des membres du Cabinet du gouvernement Harper affirma :

The PMO became much more empowered, public service became more constrained, briefing notes were modified by political staffers, they became more influential, more vocal and even had less experience than before, but the PM (*sic*) initially relied on their advice more than not. (entrevue Cabinet Harper)

De janvier 2006 à janvier 2009, quatre ministres des Affaires étrangères se sont succédés (Peter Mackay, Maxime Bernier, David Emerson et Laurence Cannon). Ces ministres avaient peu de temps pour apprendre leurs dossiers, particulièrement les plus visibles comme celui de la Chine. En plus de l'exclusion quasi systématique de l'appareil gouvernemental et du MAECI dans les décisions de politique étrangère et le contrôle presque absolu des interventions publiques de représentant du MAECI, il semble que même le ministre des Affaires étrangères avait peu de marge de manœuvre (Wells et Geddes 2007; Nossal et Sarson 2014, 152). Plusieurs décisions concernant la politique étrangère ont été prises sans que le ministre des Affaires étrangères et son ministère fussent mis au courant, témoignant du style de leadership du premier ministre :

To Harper's staff, the department headquarters at Fort Pearson was a supply house for the internal opposition against conservatism, and Canada's global network of embassies was a problem to be managed not an asset to be flaunted. Budgets for "public diplomacy"—art exhibits, public lectures and the other soft-sell techniques for raising Canada's image abroad—were slashed. Ambassadors were forbidden from talking to reporters without clearing everything they planned to say through Ottawa. [...] Sources say neither Peter MacKay, the defence minister, nor Canada's senior military command, had any advance word on Harper's foreign policy decisions. [...] Harper was becoming comfortable with the notion that he had no subordinate on foreign policy. (Wells et Geddes 2007)

Un membre sénior du gouvernement affirma même que c'était le premier ministre qui « dictait le pas » et certainement pas le ministre des Affaires étrangères « qui était plutôt un exécutant » (entrevue SMAECI Harper). Selon Brian Bow et David Black, Stephen Harper adopta un style de « micro management » en politique étrangère (Bow et Black 2008). Tom Flanagan, le conseiller déchu de Stephen Harper, a dépeint un portrait du premier ministre comme étant un être « contrôlant, décisif et secret » (Flanagan 2009). Stephen Harper souhaitait personnellement mettre fin à la vision de « puissance moyenne » imposée par les libéraux qu'il considérait même comme une stratégie de nation faible (Harper 2003; Harper 2006b; Nossal et Sarson 2014).

Ainsi, il est difficile d'argumenter que les propos de Peter Mackay envers l'espionnage du gouvernement chinois ou ceux concernant le cas Celil ou encore la comparaison des Jeux olympiques en Chine avec ceux de Berlin par un député conservateur comme n'ayant pas été préalablement approuvés par le premier ministre ou son bureau. Dans tous les cas, comme l'expliquent Morin et Rousell à propos de Stephen Harper, ses préférences ont pesé lourd sur la politique étrangère du gouvernement conservateur :

Sa vision conservatrice imprègne en partie sa lecture de l'environnement international, notamment en ce qui concerne la clarté morale, la nature des menaces ou l'usage de la

force. [...] Le premier ministre ayant un rôle prépondérant en politique étrangère, ses préférences sont susceptibles de peser lourd dans les orientations du gouvernement. (Morin et Roussel 2014)

Non seulement le premier ministre Harper garda un contrôle strict de l'agenda politique et des communications publiques de son gouvernement, mais ses déclarations concernant la Chine entre 2006 et 2008 exposent comment sa perception de la relation sino-canadienne est venue transformer la politique du Canada envers la Chine durant cette même période.

6.4.2 – Les propos de Stephen Harper sur la Chine de janvier 2006 au printemps 2008

Les propos de Stephen Harper de 2006 à 2008 dévoilent sa vision des relations envers la Chine à ce moment. Les premières sorties publiques critiques envers la Chine furent faites par le ministre Peter Mackay en avril 2006, mais le premier ministre supporta ces propos, affirmant :

We have some concerns with certain activities of the Chinese government in this country and we do intend to raise them at the appropriate time. (cite dans Jiang 2009, 902-903 et CTV 2006a)

Ces remarques ont eu pour effet d'enflammer les relations avec la Chine, alors que l'ambassadeur chinois au Canada condamna ces accusations quelques jours plus tard (Jiang 2009, 902-903; CTV 2006). Le 15 novembre 2006, en route vers le sommet de l'APEC au Vietnam, Stephen Harper fit une déclaration virulente au sujet de la Chine :

I think Canadians want us to promote our trade relations worldwide, and we do that, but I don't think Canadians want us to sell out important Canadian values, our belief in democracy, freedom, human rights. They don't want us to sell that out to the almighty dollar. (cité dans CBC News 2006 et Evans 2014, 63)

Selon des personnes présentes à ce moment, la réaction du premier ministre au refus du gouvernement chinois de lui accorder un entretien avec Hu Jintao dévoilait sa véritable pensée (entrevues Cabinet Harper; SCPM Harper). Après le sommet, Stephen Harper laissa entrevoir la raison pour laquelle la rencontre avait été difficile à organiser alors qu'il affirma aux médias :

They were reluctant to hear Canada's frank criticism of the country record on human rights, particularly the case of M. Celil, I was left with a distinct impression, if I can say, that the Chinese are not used to that from a Canadian government. (Woods 2006a)

Le premier ministre Harper était très direct dans ces propos envers la Chine en expliquant que la nouvelle position canadienne était une « critique franche » envers le bilan des droits de la personne en Chine. Évidemment, cette position faisait contraste avec l'attitude « discrète » adoptée par Jean Chrétien et Paul Martin dans les douze années précédentes. Deux jours seulement après la fin du sommet de l'APEC de 2006, les difficultés entre la Chine et le Canada

furent abordées à la période des questions de la Chambre des communes du Canada. L'opposition libérale critiqua l'attitude du premier ministre envers son homologue chinois. Stephen Harper répliqua avec une attaque à peine contenue sur la position libérale envers la Chine :

The position of this party and this government, which is certainly different from the last one, is that when we deal with countries around the world, and important countries like China, not only do we pursue our own economic and trade interests, but we also pursue human rights and the democracy agenda, particularly where the interests of Canadian citizens are affected. We will not back down on that. [...] When I travel and meet with leaders of other countries, I discuss not only major economic issues, but also important human rights issues. This is completely different from the Liberal Party, which denied a motion in the House of Commons to express our concern about human rights in China. (Canada, Chambre des Communes, 21 novembre 2006)

Quelques semaines plus tard, Stephen Harper exprima une position selon laquelle la Chine avait intérêt à entretenir de bonnes relations avec le Canada en raison du déficit commercial entre les deux pays qui favorisait largement la Chine :

Most of the time, China doesn't consider certain questions of human rights. [...] Obviously, I was clear that Canada always intends to discuss all the necessary questions. [...] We run a massive trade deficit with China. The fact of the matter is that neglecting human rights haven't opened a lot of doors either, so obviously we don't think that you get anywhere by short-changing your values, China is unlikely to alter the current commercial relationship because it works to China's advantage. (cité dans Woods 2006b)

En fait, Stephen Harper considérait que le Canada était une « superpuissance énergétique », ce qui permettait au Canada d'étendre son influence sur la scène internationale (Harper 2006a;b). À ce moment, la position de Stephen Harper était que la Chine « avait besoin du Canada » pour avoir accès aux ressources naturelles, particulièrement le pétrole albertain (entrevues Day, Emerson, entrevue Cabinet Harper). Puis, Stephen Harper souleva à nouveau le cas de Huseyincan Celil les 6 et 7 décembre 2006 et le 8 février 2007 (Canada, Chambre des Communes, 6 et 7 décembre 2006; 8 février 2007), expliquant que son gouvernement « soulevait à chaque opportunité » ce cas auprès des autorités chinoises afin de « demander justice ». Réagissant à une mise en garde de l'assistant du ministre des Affaires étrangères pour l'Amérique du Nord de la Chine concernant les conséquences négatives pour l'investissement et le commerce canadiens en Chine des attaques répétées de son gouvernement sur la question des droits de la personne, Stephen Harper affirma qu'il continuerait à soulever les doléances du Canada envers la Chine (Foot 2007) :

I would point out today to any Chinese official, just as a matter of fact, that China has a huge trade surplus with this country. So I think it would be in the interests of the Chinese

government to ensure that any dealings with Canada on trade are absolutely fair and above board. (cité dans Foot 2007)

Stephen Harper affirmait alors à nouveau la position exprimée en novembre 2006 concernant la soi-disant importance du Canada pour la Chine. Puis, il fit référence à nouveau au cas Celil :

We continue to protest this at every level. We will continue to vocalize these concerns. When a Canadian citizen is ill-treated and when the rights of a Canadian citizen need to be defended, I think it's always the obligation of the government of Canada to vocally and publicly stand up for that citizen. (cité dans Foot 2007)

Lors du sommet du G8 en Allemagne en juin 2007, Stephen Harper rencontra pour la seconde fois seulement le président Hu. Après cette rencontre, Stephen Harper expliqua :

I think when you open your country to the world that way and ask every television camera in the world to come in; I would think it would be in your own self-interest to make that image as positive as it can be. My view is that as that country grows in importance, it will face increasing pressure. [...] It will face increasing pressure from the world community on issues of democratic development and human rights, on issues like climate change and environmental protection, and on issues of corporate social responsibility, in particular the responsibility of Chinese enterprises and commercial activities in the Third World. (cité dans Mayeda 2007)

Puis en août 2007, réagissant cette fois à l'expulsion de trois étudiants canadiens ayant manifesté à Beijing en faveur de la cause tibétaine, Stephen Harper affirma :

We'll be doing everything we can to help and, of course, pointing out to the Chinese government, as we're entitled to do, that such expressions of opinion are a natural part of the human rights that Canadians expect in this country. (cité dans National Post 2007)

En plus des déclarations de Stephen Harper et de membres du caucus conservateur sur la question des droits de la personne en Chine, les liens entre le gouvernement de Taiwan et le Parti conservateur inquiétaient grandement le gouvernement chinois (entrevue Wright). Ce problème fut relayé à plusieurs reprises par le gouvernement chinois à l'ambassadeur du Canada en Chine, alors que Beijing s'inquiétait à savoir si le Canada allait abandonner le principe de la Chine unique (*one China policy*) (entrevue Wright). L'ambassadeur de la Chine au Canada affirma même publiquement que les visites de parlementaires canadiens à Taiwan auprès de membres du parti prônant l'indépendance de l'île et la visite de hauts responsables taiwanais au Canada faisaient partie des enjeux expliquant le refroidissement des relations entre le Canada et la Chine (Mei Ping 2010, 135-136). Malgré les avertissements communiqués par le gouvernement chinois, Stephen Harper accueillit le Dalai-Lama à son bureau (entrevue Wright; York et Freeman 2007; CBC News 2007; Burton 2007; Evans 2014, 64). Lors de sa rencontre avec le Dalai-Lama, Stephen Harper affirmait ne pas comprendre les récriminations chinoises :

I met the Dalai Lama in my office, but I meet everyone in my office. Why I would sneak off to a hotel room just to meet the Dalai Lama. You know, he's not a call girl. [...] As I say, he's a respected international spiritual leader. (cité dans Reuters 2007)

Après avoir menacé de saisir l'OMC du refus de la Chine de poursuivre les négociations pour permettre aux touristes chinois de quitter leurs pays pour visiter le Canada (Mahoney et Lilwall 2009), Stephen Harper dénonça le non-respect des droits de la personne en Chine suite à la répression de manifestations au Tibet. Dans un communiqué, il affirma que :

Canada shares the concerns about what is happening in Tibet. As His Holiness the Dalai Lama told me when I met him and as he has been saying recently, his message is one of non-violence and reconciliation and I join him in that call. Canada calls upon China to fully respect human rights and peaceful protest. Canada also calls on China to show restraint in dealing with this situation. (Harper 2008a)

Ce message fut livré de la voix du député conservateur Pierre Poilievre à des manifestants protibétains sur la colline parlementaire, mais Radio-Canada rapporta que le message lu par le député avait été « écrit à la main » par le premier ministre (CBC News 2008a). Quelques jours plus tard au sommet de l'OTAN à Bucarest en Roumanie, Stephen Harper annonça qu'il n'assisterait pas à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin, emboîtant le pas aux critiques formulées par la France et l'Allemagne entre autres. Stephen Harper affirma qu'il ne s'agissait pas de participer à un mouvement de boycottage des jeux, mais il profita tout de même de l'occasion pour critiquer à nouveau le gouvernement chinois :

I would continue to urge China to respect human rights and peaceful protests not just in Tibet but everywhere. And I would also encourage the government of China to understand that its growing wealth, its growing importance in the world and, of course, the profile of the Olympics will put a greater and greater spotlight on its record in this regard. My strong advice would be to take these concerns seriously because I think they are likely to grow rather than diminish if we see a repetition of the current pattern. (cité dans CTV 2008a et Chase et Laghi 2008)

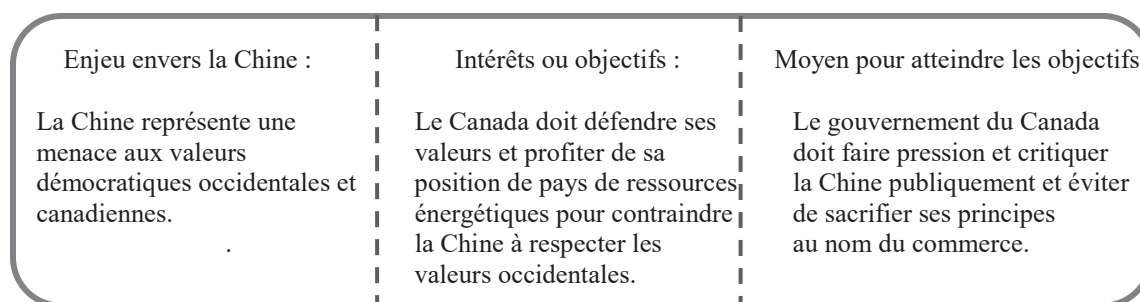
Ainsi, de janvier 2006 au printemps 2008, toutes les affirmations publiques de Stephen Harper au sujet de la Chine furent très critiques envers le régime du PCC. Malgré deux seules rencontres avec Hu Jintao et aucun contact direct avec d'autres représentants du gouvernement chinois, le premier ministre Harper demeura bien au centre de la politique du Canada envers la Chine, mais avec un contenu bien différent de celui de ses prédécesseurs.

6.4.3 – La représentation idéationnelle de la Chine de Stephen Harper

Il est clair que Stephen Harper avait choisi de rompre drastiquement avec la politique du Canada envers la Chine développée depuis 1970. Tout indique que Stephen Harper ne voulait pas

se faire le promoteur du commerce, laissant ce rôle à ses ministres et à l'appareil gouvernemental, pour plutôt se faire le défenseur des Canadiens opprimés par le régime chinois. Loin de chercher à apaiser la situation suite au conflit qui éclata au grand jour à l'APEC en 2006, les déclarations subséquentes de Stephen Harper envenimèrent la situation et poursuivirent une dynamique de confrontations et d'accusations mutuelles. Comme l'illustre la figure 18, il est possible de considérer que la représentation idéationnelle de Stephen Harper envers la Chine était la suivante : *La Chine défend des idées contraires aux valeurs canadiennes et le Canada doit prendre une position ferme et critique contre celle-ci sans crainte de conséquences économiques négatives*¹¹⁴.

Figure 18 : Composantes de la représentation idéationnelle de Stephen Harper en 2006-2008



Stephen Harper choisit de critiquer à chaque occasion les actions de la Chine et refusa de bâtir des liens de confiance avec les dirigeants chinois.

Stephen Harper considérait que la promotion du commerce pouvait être faite discrètement par l'appareil gouvernemental et diplomatique, alors que les critiques contre le régime chinois devaient être affirmées, publiques et à haut niveau (entrevues Cabinet Harper). Il s'agissait d'un renversement de la politique du gouvernement précédent qui voulait plutôt une approche discrète sur les questions des droits de la personne et une approche très affirmée et publique envers la promotion du commerce. Preston Manning, l'un des membres de l'élite politique canadienne ayant le plus influencé Stephen Harper, expliqua en ces mots la position de Stephen Harper :

The Prime Minister has been criticized for being slow to visit China and to pursue the trade opportunities that burgeoning economy represents. And what was the reason for this alleged slowness and the frosty beginning to the Harper administration's relations with the Chinese government? It was the Prime Minister's general concern over that government's "democracy doctrine", which consistently sacrifices individual rights

¹¹⁴ Une majorité des intervenants rencontrés confirme que cette vision décrit ce que Stephen Harper pensait de la relation sino-canadienne lors de son accession au pouvoir en 2006 (entrevues Cabinet Harper; Emerson; SCPM Harper; PCO Harper; SMAECI Harper).

and freedoms to collective rights arbitrarily exercised by the state, and his specific concern over particular human-rights violations, such as the case of Huseyincan Celil, a Uyghur-Canadian presently imprisoned in northwestern China. (Manning 2008)

Preston Manning précisait que ce les « inquiétudes du premier ministre » envers les violations « des droits individuels » et de la « liberté individuelle » avaient motivé la froideur dans les relations sino-canadiennes. La politique du gouvernement conservateur de 2006 à 2008 refléta donc le malaise de Stephen Harper envers le gouvernement chinois. D'autres observateurs ont souligné que « les traits de personnalité » de Stephen Harper ont eu « un impact sur ses choix de politique étrangère » (Marin et Roussel 2014). La « vision personnelle » du premier ministre sur la Chine et sa « position manichéenne » ont guidé l'abandon de la politique internationale développée par les Libéraux au profit d'une vision « traditionnellement conservatrice » et « manichéenne » de la politique internationale du Canada et envers la Chine, du moins de 2006 à 2008 (Chapnick 2011; Nossal 2013; Bloomfield et Nossal 2013; Labrecque 2015, 220-221). Cette vision du premier ministre envers la Chine n'était pas seulement la sienne. Tout comme Brian Mulroney, Jean Chrétien et Paul Martin, la représentation idéationnelle de Stephen Harper envers la Chine fut influencée par les élites présentes dans son entourage politique et personnel.

6.5 – La base idéologique de Stephen Harper : Les élites de la droite religieuse canadienne et de l'École de Calgary

Tel que mentionné précédemment, le Parti conservateur dirigé par Stephen Harper qui prit le pouvoir en janvier 2006 n'était pas le même Parti conservateur ayant été au pouvoir sous Brian Mulroney en 1984. La base de ce nouveau parti venait d'abord du Parti réformiste, devenu l'Alliance canadienne issue principalement de l'Alberta et de la Saskatchewan (Flanagan 2009; Wells et Geddes 2011; Harris 2013; Wells 2014; Jeffrey 2015; Ibbitson 2016). Parmi le caucus conservateur, certains faisaient partie d'un mouvement de droite, socialisé à des groupes religieux tels que les chrétiens évangéliques (McDonald 2010). Ce mouvement, souvent associé aux néoconservateurs et à la droite américaine (Malloy 2009), fut même spécifiquement surnommé « *Theo-Con* » par Stephen Harper. Il s'agissait d'une référence aux conservateurs « théologiques » et aux « socioconservateurs » qui souhaitaient mettre de l'avant les questions de morale, de justice et de valeurs familiales à l'agenda de la politique canadienne (McDonald 2006).

Il est possible d'identifier plusieurs ministres et membres du caucus conservateur en 2006 qui possédaient des convictions religieuses et morales pouvant être associées à la droite

conservatrice religieuse (Reimer 2003; Mackey 2006; Flanagan 2009; McDonald 2010; Nadeau 2011; Castonguay 2012; 2013; Wells 2014; Jeffrey 2014). Selon un ministre du Cabinet de Stephen Harper :

Some members of the conservative caucus and the Cabinet were part of religious and social conservative groups that were not comfortable with China because they saw it has a totalitarian, communist and anti-religious regime. (Entrevue Cabinet Harper)

Stockwell Day, ex-chef de l'Alliance canadienne, était probablement l'un des plus en vue. Lors de la campagne électorale de 2000 où il était chef de l'Alliance canadienne, il fut sévèrement critiqué par les médias et le Parti libéral du Canada en raison de sa défense du créationnisme ainsi qu'en raison de ses positions sur les mariages du même sexe et l'avortement (Gray 2000; Laird 2000; Harrison 2002; Gerson 2015b). Malgré sa défaite électorale et sa défaite lors de la course à sa propre succession face à Stephen Harper, il demeura actif autant à l'Alliance canadienne qu'au nouveau Parti conservateur et il fut nommé ministre de la Sécurité publique en 2006, avant de passer au ministère du Commerce international en 2008 et au Conseil du trésor en 2010¹¹⁵. Sa présence continue au sein du parti pourrait s'expliquer entre autres par le fait qu'il fut considéré par les membres du caucus comme étant le véritable leader de la faction la plus conservatrice et religieuse du parti (McDonald 2010, 30-35). Garry Goodyear, ministre d'État de la Science et la Technologie, a également été accusé d'être créationniste (Mcilroy 2009; Dib 2009; McDonald 2010, 170-179). Le député conservateur James Lunney affirma que d'autres membres du caucus conservateur avaient aussi de sérieux doutes sur la théorie de l'évolution¹¹⁶. Vic Toews, qui fut successivement ministre de la Justice, président du Conseil du trésor et ministre de la Sécurité publique¹¹⁷, prônait aussi des positions socioconservatrices, notamment en ce qui concerne les mariages de même sexe (Cordon 2002; Boase 2003; Winnipeg Free Press 2002; McDonald 2010, 282–284). Jason Kenney partageait également des opinions socioconservatrices et était un membre influent de la droite religieuse au sein du Parti conservateur (McDonald 2006; Castonguay 2012;2013; Bell 2016; entrevues SMAECI Harper; Cabinet Harper; SPCM Harper; Castonguay 2012; 2013).

¹¹⁵ Voir sa notice bibliographique de la Chambre des communes du Canada. En ligne : [https://www.noscommunes.ca/Parliamentarians/fr/members/Stockwell-Day\(1792\)/Roles](https://www.noscommunes.ca/Parliamentarians/fr/members/Stockwell-Day(1792)/Roles) (page consultée le 26 septembre 2017).

¹¹⁶ Ce dernier défendit même un politicien ontarien qui croyait que les étudiants devraient avoir la possibilité de se retirer de cours enseignant la théorie de l'évolution (McDonald 2010, 178; Gerson 2015a).

¹¹⁷ Voir la notice bibliographique de la Chambre des communes du Canada. En ligne : [https://www.noscommunes.ca/Parliamentarians/fr/members/Vic-Toews\(1836\)/Roles](https://www.noscommunes.ca/Parliamentarians/fr/members/Vic-Toews(1836)/Roles) (page consultée le 26 septembre 2017).

D'autres représentants de la droite religieuse avaient également une influence sur le Parti conservateur. Preston Manning, le fondateur du Parti réformiste, était en charge d'expliquer aux élus conservateurs comment marier leurs croyances religieuses et l'impératif de leur travail politique sans soulever de scandales (McDonald 2006; 2010 106-121). Preston Manning eut une influence importante sur Stephen Harper en ce qui concerne ses croyances religieuses, son implication en politique et sa capacité à harmoniser celle-ci avec son action politique (McDonald 2004; 2010; Mackey 2006, 61, 73, 122; Vastel 2006; McDonald 2010). Une autre figure de la droite religieuse canadienne, Charles McVety, président du Collège Chrétien canadien, était également un proche de plusieurs députés conservateurs et avait une influence certaine au sein du parti en 2006 (McDonald 2006; 2010 59-67). En fait, Stephen Harper avait lui-même cultivé des relations avec la droite religieuse dès qu'il avait pris les rênes de l'Alliance canadienne. Stephen Harper « émergera du milieu conservateur de droite » pour ensuite développer une alliance entre « les socioconservateurs de la droite religieuse, les conservateurs économiques et les *red Tories*¹¹⁸ » (Smith 2012). Stephen Harper a même présenté cette stratégie lors du forum Civitas de 2003 qui réunissait les penseurs canadiens des courants conservateurs et libertariens (McDonald 2010, 35-42). Selon Brooke Jeffrey (Jeffrey 2011), Stephen Harper considérait que les socioconservateurs et les conservateurs économiques devaient s'unir au sein d'un même parti politique, afin de dominer la vie politique canadienne, même au niveau de la politique étrangère :

In his seminal June 2003 speech to Civitas, a secretive group of conservative thinkers, Harper outlined his own views on how to achieve a conservative victory. Simply put, his strategy involved the merger in one political party of economic and social conservatives, or “neocons” and “theocons”. More importantly, he argued for a greater emphasis on the social conservative side of the equation because “serious conservative parties simply cannot shy away from values questions”. This in turn was because “on a wide range of public policy questions, including foreign affairs, defence, criminal justice and corrections, family and child care ... social values are increasingly the really big issues”. In fact, Harper argued the party needed to emphasize the social conservative side and stressed that emerging debates on foreign affairs should be fought on moral grounds as well. (Jeffrey 2011)

Stephen Harper souhaitait donc rassembler les forces de droite pour transformer la politique canadienne, ce qu'il fit par la fusion de l'Alliance canadienne et du Parti conservateur-progressiste. Selon plusieurs analystes, le succès de Stephen Harper fut le résultat de cette capacité à obtenir le support de la droite religieuse tout en progressant de manière incrémentale

¹¹⁸ Expression anglaise désignant des Conservateurs de centre droit ou progressistes.

dans l'application des idées de ce courant sans alerter la population canadienne à ces changements graduels (Jeffery 2011; McDonald 2011; Flanagan 2009). Tom Flanagan, conseiller et architecte de l'arrivée au pouvoir de Stephen Harper (Boily 2007), expliqua :

Small conservative measures are less likely to scare voters than grand conservative schemes, particularly in a country like Canada, where conservatism is not the dominant public philosophy. (Flanagan, 2007; 2009)

Selon certains membres en vue de la droite religieuse canadienne de l'époque, Harper faisait partie de ce courant lui-même, tel que l'affirmait David Mainse, fondateur de « *100 Huntley Street* », une émission de télévision phare de la droite religieuse canadienne (McDonald 2006). Bien que Stephen Harper abordait rarement le sujet de ses convictions religieuses, il y avait une « acceptation générale » chez les évangélistes « qu'il était lui-même un chrétien évangélique » (Malloy 2009). Dans une biographie non autorisée, Lloyd Mackay décrit Stephen Harper comme un converti au christianisme évangélique depuis l'époque où il s'était joint au Parti réformiste. Lorsqu'il s'était installé à Calgary, Stephen Harper avait commencé à fréquenter la même Église évangélique que Preston Manning et plusieurs membres de l'entourage de ce dernier affirment avoir vu les deux hommes entretenir de longues discussions au sujet de leur foi religieuse (MacKay 2006, 47; McDonald 2006). De plus, Stephen Harper fréquenta discrètement la *East Gate Alliance Church*, l'Église évangélique d'Ottawa, dès 2003 après être devenu député de l'Alliance canadienne (McDonald 2006; 2010). Certains observateurs ont proposé que Stephen Harper cachait un agenda inspiré de sa foi religieuse et influencé par la droite religieuse canadienne et américaine (Malloy 2009; Mackey 2006; McDonald 2006; 2011). Peu importe l'importance personnelle pour Stephen Harper de ses croyances religieuses, il chercha à réunir sous un même parti les socioconservateurs et la droite religieuse canadienne de toute confession. Stephen Harper expliqua lui-même cette stratégie en 2003 lors de son discours à Civitas :

The social-conservative issues we choose should not be denominational [...] but should unite social conservatives of different denominations and even different faiths. [...] I always make it clear that Christians are welcome in politics [...] and particularly welcome in our party. (cité dans McDonald 2006)

D'autres observateurs considèrent que Stephen Harper a plutôt cherché à instrumentaliser leur support à des fins électorales, mais qu'il s'assura de limiter leur influence justement pour assurer d'élargir la base de l'Alliance canadienne et du Parti conservateur par la suite (Ibbitson 2016). Selon ces commentateurs, le conservatisme économique, issu de l'influence de

« l'École de Calgary » eut la plus grande influence sur Stephen Harper, avec en tête son conseiller déchu, Tom Flanagan (Ibbitson 2016).

L'école de Calgary était un courant de pensée conservateur de droite économique s'étant d'abord formée de manière informelle au sein de professeurs et d'étudiants de l'Université de Calgary qui réclamaient moins d'intervention du gouvernement fédéral canadien, davantage d'autonomie pour les provinces de l'Ouest du Canada, davantage de libre marché et un rapprochement avec les É-U (Rovinsky 1997; Dart 2004; McDonald 2004; Dart 2004; Koyzis 2005; Boily 2007; Boerger 2007; Flanagan 2009; 2010; Drury 2011). À bien des égards, l'émergence du Parti réformiste fut inspirée en partie par ce courant de pensée, Preston Manning ayant lui-même participé à ce courant (Flanagan 2013; Singh 2013). Stephen Harper fut lui-même influencé par cette École de pensée lors de ses études en économie à l'Université de Calgary et par le développement de ses liens avec Preston Manning et Tom Flanagan (Mcintosh 2012; Flanagan 2013; Hopper 2015). Lors de son accession au pouvoir, Stephen Harper fut justement accompagné de deux membres importants de l'École de Calgary, Tom Flanagan et Ian Brodie (entrevues SCPM Harper). Tom Flanagan était « un conseiller incontournable » de Stephen Harper et « l'un des principaux architectes du renouveau de la droite auprès de Stephen Harper » (Boily 2007, 32). Il a longuement été considéré comme l'un « des proches confidents » de Stephen Harper, Preston Manning considérant qu'ils étaient sur « la même longueur d'onde et se renforçaient mutuellement » (McDonald 2004). Ian Brodie, lui-même professeur à l'Université de Calgary, fut le premier chef de Cabinet de Stephen Harper. Stephen Harper fut donc influencé par l'École de Calgary à travers ses fréquentations avec Preston Manning, Tom Flanagan, Ian Brodie et d'autres professeurs liés à ce courant de pensée (Boily 2007, 37-39; entrevues SCPM Harper; BCP Harper). Ted Byfield, l'un des représentants influents de la droite canadienne issue de l'Alberta, affirmait en 2004 :

All these positions which Harper cherishes are there because of a group of people in Calgary, Flanagan most prominent among them [...] I don't think he knows how to compromise. It's not in his genes. The issue now is: how do we fool the world into thinking we're moving to the left when we're not? People with ideas are dangerous. If Harper gets elected, he'll make a helluva change in this country. (cité dans McDonald 2004)

Peu importe lequel de ces groupes eut le plus d'influence sur Stephen Harper, la droite religieuse ou l'École de Calgary, l'alliance de ceux-ci au sein du Parti conservateur et la présence d'élites représentant ces deux factions dans l'entourage du premier ministre firent en sorte qu'ils

eurent une influence sur Stephen Harper. Plusieurs des politiques que Stephen Harper mit en place durant ses deux premiers mandats peuvent être attribuées à l'influence de ces groupes :

Funding for stay-at-home mothers; funding (for the first time in Canada) for Christian post-secondary education; a criminal justice system based on an-eye-for-an-eye; thousands of appointments to senior positions in the bureaucracy and to judicial bodies; positions of power in the Cabinet, in the PMO and among his personal staff; and speeches that ended in "God bless Canada." One can understand the appeal of each of these to biblical literalists, social conservatives and right-wing Christians. But Harper gave them one more gift: an unreserved, uniquely government policy on Israel. (Milner 2009)

D'autres décisions, telles que l'abolition d'un plan pour le financement de garderie pour enfants à l'échelle nationale, les coupures dans des programmes progressistes pour les droits des femmes et l'aide aux artistes peuvent être attribuées aux influences des socioconservateurs religieux et aux conservateurs de l'École de Calgary (Malloy 2009).

6.5.1 – L'entourage idéologique de Stephen Harper et la politique étrangère canadienne

L'influence de la droite religieuse canadienne et de l'École de Calgary sur le gouvernement conservateur fait l'objet de débats en ce qui concerne leur impact réel sur les politiques mises de l'avant par le gouvernement Harper (Milner 2009; Malloy 2009; Bloomfield et Nossal 2013; Morin et Roussel 2014; Kalina 2014; Gruda 2014; Pelletier 2014; Nelson 2015). S'il semble exagéré de considérer que Stephen Harper a systématiquement appliqué un « agenda secret » basé sur ses convictions religieuses et les idées plus ou moins radicales de l'École de Calgary, il est toutefois raisonnable d'affirmer que puisque ces groupes faisaient partie à la fois de son entourage et de sa base politique albertaine, une influence certaine s'est fait sentir dans les politiques mises de l'avant par son gouvernement. L'influence de la droite religieuse et de l'École de Calgary s'est certainement fait remarquer en ce qui concerne la politique étrangère du gouvernement de Stephen Harper dès ses premières années comme premier ministre du Canada (Smith 2012, 27).

D'une part, les membres de l'École de Calgary considéraient que la politique étrangère canadienne était en fort déclin en raison de l'approche du gouvernement libéral de Jean Chrétien et Paul Martin. Le Canada devait renforcer sa relation avec les É-U, défendre sa souveraineté, restaurer les forces armées afin de donner plus de « puissance » au Canada et lui permettre de mettre en place une politique affirmée sur la scène internationale (Boerger 2007). Conformément à cette vision, lorsque les conservateurs prirent le pouvoir en 2006, ils abandonnèrent une vision internationaliste de la politique étrangère en faveur d'une position beaucoup plus manichéenne et

axée sur la confrontation (Chapnick 2012, 142; Nossal 2013, 22). Le gouvernement conservateur voulait abandonner la « neutralité canadienne » et appliquer une politique affirmée et revendicatrice de valeurs bien définies, telles que les valeurs démocratiques, les droits de la personne, la liberté religieuse, la défense du mode de vie nord-américain et de la souveraineté canadienne (Chapnick 2012, 140-145). Cette importance des valeurs inspirées par les croyances chrétiennes était articulée dans la plateforme du Parti conservateur en 2006 :

Canadians are rightly proud of our values of freedom, fairness, and compassion. [...] A conservative government will: Articulate Canada's core values of freedom, democracy, the rule of law, human rights, free markets, and free trade—and compassion for the less fortunate—on the international stage. (Conservative Party of Canada 2006, 44–45)

Une fois au pouvoir, la rhétorique présentée par le premier ministre continua à se baser sur cette vision manichéenne. Lors d'un discours de Stephen Harper concernant la politique étrangère en 2006, le premier ministre mit l'accent sur ses valeurs et principes et sur l'importance pour le Canada de bâtir la capacité de projeter ses valeurs sur la scène internationale :

That objective is to make Canada a leader on the international stage. We want to ensure that we can preserve our identity and our sovereignty, protect our key interests and defend those values we hold most dear on the international scene. [...] We will lead Canada toward that better world. We will build the relationships and the capabilities which will allow us to preserve our sovereignty, to protect our interests, and to project our values. (Harper 2006b)

Le Canada devait selon Stephen Harper abandonner son rôle de médiateur pour plutôt défendre et promouvoir activement ses valeurs, ses intérêts et sa souveraineté. Stephen Harper considérait que le Canada ne pouvait plus simplement jouer un rôle secondaire dans les institutions multilatérales, mais devait plutôt prendre une vision affirmée de ses intérêts. Le Canada ne devait plus « *go along to get along* », pour reprendre les mots du premier ministre (Iverson 2015; Hillmer 2016, 259). Dans ce discours de 2006, Stephen Harper articula également clairement sa vision manichéenne des relations internationales à travers sa discussion des luttes historiques contre les ennemis des États anglo-saxons et sa caractérisation des dangers sur la scène internationale, reprenant une vision partagée par la droite religieuse et l'École de Calgary :

We belong to the world's most important military alliance, NATO, due to our disproportionate role in the struggles against both fascism and communism. [...] In my lifetime, these nations were stuck in what we all believed were hopeless futures of oppression and stagnation. But we never gave up our opposition to the Soviet empire, and they never gave up hope, and today those countries are growing democracies [...] But in a shrinking, changing, dangerous world, our government must play a role in the world. And I believe that Canadians want a significant role — a clear, confident and influential role. As proud citizens, they don't want a Canada that just goes along; they

want a Canada that leads. They want a Canada that doesn't just criticize, but one that can contribute. They want a Canada that reflects their values and interests, and that punches above its weight. (Harper 2006b)

L'importance attachée aux valeurs, à la liberté, aux droits de la personne et l'état de droit, combinée à une vision d'un monde « dangereux », à la lutte contre l'oppression communiste et à la capacité du Canada de « frapper plus fort que son poids » étaient conformes à une vision motivée par une idéologie chrétienne, où le Canada est dans le clan des nations justes. La vision manichéenne de Stephen Harper était donc en harmonie avec une vision moraliste des élites de la droite religieuse de son entourage et qui devait forcément regrouper de « bonnes nations » contre les « nations voyous » (entrevues SMAECI Harper; Cabinet Harper). Cette vision s'harmonisait également avec celle de l'École de Calgary où le Canada doit « choisir son camp » auprès des sociétés occidentales industrialisées et s'allier fermement auprès des É-U (Boerger 2007, 145).

Cette vision ne fut pas seulement une rhétorique, mais eut un impact sur le positionnement du gouvernement Harper sur la scène internationale. Bien que déjà entamé par son prédécesseur, Harper fit de la mission du Canada en Afghanistan une priorité de son gouvernement, qualifiant cette mission d'une occasion pour le Canada de prendre un « rôle de leadership en politique mondiale » afin de se « tenir debout pour les valeurs canadiennes » (Harper 2006a; Boucher et Nossal 2016). Cette position n'était pas surprenante considérant que Stephen Harper avait espéré en 2003 que le Canada se joigne aux É-U pour son offensive militaire en Irak (Harper et Day 2003). Le gouvernement conservateur prolongea ainsi la mission en Afghanistan en 2006 et en 2008, malgré une opposition grandissante (Smith 2012, 22). Le budget des forces armées canadiennes passa de 14,8 milliards de dollars en 2006 à 21,8 milliards en 2012 (Smith 2012, 23).

Cette position affirmée du gouvernement conservateur face à l'Afghanistan et le Moyen-Orient contrastait avec la position neutre plus traditionnelle au Canada, le Canada ayant d'ailleurs participé à la coalition internationale lors de la guerre de la Libye en 2011 (Zahar 2007; Martin 2010; Rashid 2013)¹¹⁹. Cette nouvelle position fut particulièrement forte à travers le support

¹¹⁹ Voir également : National Defence and the Canadian Forces, Operation MOBILE. National Defence and Canadian Forces Response to the Situation in Libya. Archivé en ligne : <https://web.archive.org/web/20130615053655/http://www.forces.gc.ca/site/feature-vedette/2011/02/libya-libye-eng.asp>; <https://web.archive.org/web/20110309222211/http://www.cefcom-comfec.forces.gc.ca/pa-ap/ops/mobile/index-eng.asp> (pages consultées le 30 septembre 2017).

inconditionnel de Stephen Harper à Israël¹²⁰ (Bloomfeild et Nossal 2010; Smith 2012; Champion-Smith 2012; Berman 2014; Chapnick 2016b). En 2007, Stephen Harper reçut la médaille du *B'nai B'rith International*, récompensant la personnalité étrangère ayant le plus défendu la cause d'Israël (Smith 2012, 25). Puis il reçut en 2008 un prix de leadership décerné par une organisation israélienne américaine pour son support à l'État hébreu (Smith 2012, 25). Cette importance pour Stephen Harper du support inconditionnel devant Israël évoque autant l'importance de la politique affirmée, presque militariste et surtout proaméricaine décrite par l'École de Calgary, que l'importance spirituelle d'Israël pour la droite religieuse (Boerger 2007; Milner 2009; Kennedy 2014; Chapnick 2016b). Lors d'un discours prononcé à Toronto en 2008 dans le cadre de célébrations du 60^{ème} anniversaire de l'État israélien, Stephen Harper expliqua :

All of my life, Israel has been a symbol — a symbol of the triumph of hope and faith. [...] They led the world back to the light. From shattered Europe and other countries near and far, the descendants of Abraham, Isaac, and Jacob made their way home. Their pilgrimage was the culmination of a two-thousand-year-old dream; it is a tribute to the unquenchable human aspiration for freedom, and a testament to the indomitable spirit of the Jewish people. [...] The source of Israel's strength and success, in my view, is its commitment to the universal values of all civilized peoples: freedom, democracy, human rights and the rule of law... Unfortunately, Israel at 60 remains a country under threat — threatened by those groups and regimes who deny to this day it's right to exist. And why? Make no mistake; look beyond the thinly veiled rationalizations: because they hate Israel, just as they hate the Jewish people. Our government believes that those who threaten Israel also threaten Canada, because, as the last world war showed, hate-fuelled bigotry against some is ultimately a threat to us all, and must be resisted wherever it may lurk. In this ongoing battle, Canada stands side-by-side with the State of Israel, our friend and ally in the democratic family of nations. We have stood with Israel even when it has not been popular to do so, and we will continue to stand with Israel, just as I have always said we would. (Harper 2008b; Chase 2010)

Les références religieuses et morales venaient justifier l'appui affirmé du Canada envers Israël, en plus de dépeindre une vision manichéenne entre les supporteurs de l'État hébreu et ses ennemis qui sont forcément en guerre contre la démocratie, la liberté, les droits de la personne et l'état de droit pour Stephen Harper. Selon Adam Chapnick, la politique du gouvernement conservateur envers Israël fut la conséquence directe de la position de Stephen Harper sur cette question, motivée en grande partie par ses convictions personnelles et religieuses issues de ses liens avec la droite religieuse canadienne et l'École de Calgary (Chapnick 2016b, 260-269).

¹²⁰ L'une des premières actions sur la scène internationale du gouvernement Harper fut de rompre contact avec l'autorité palestinienne suite à la victoire électorale du Hamas en 2006 (Bloomfeild et Nossal 2010; Smith 2012). Le gouvernement Harper supporta par la suite la campagne militaire d'Israël contre le Hezbollah au Liban en 2006 et dans la Bande de Gaza en 2012 (Bloomfeild et Nossal 2010; Champion-Smith 2012; Berman 2014; Chapnick 2016b).

6.5.2 – Les élites de l’entourage de Stephen Harper et leur vision de la Chine

Les partisans de la droite religieuse canadienne et de l’École de Calgary dans le caucus conservateur et l’entourage de Stephen Harper considéraient que le gouvernement chinois représentait un régime « inculte » et « anti-occidental » (entrevues Cabinet Harper, SMAECI Harper; Cuthbertson et Rynor 2008; Edwards 2009, 309; Evans 2011, 21). Le régime communiste chinois autoritaire, avec ses restrictions aux libertés de cultes, d’associations et de déplacements, sa politique de contrôle des naissances, son oppression de la population tibétaine et son bilan concernant les droits de la personne et l’état de droit peu reluisant, ne faisait pas partie de la « famille » des nations démocratiques, anglo-saxonnes et chrétiennes que le Canada devait défendre (entrevues Cabinet Harper; SMAECI Harper; Conservative Party of Canada 2006, 44–45; Harper 2006b Harper 2008). Un grand nombre de militants conservateurs influents dans l’entourage du premier ministre, particulièrement les membres les plus près du conservatisme religieux et du conservatisme américain, considérait la Chine comme une menace pour le Canada et devant être l’objet de critiques et d’une méfiance certaine (Lee 2012). Cette vision de la Chine fut exprimée assez directement par quelques membres du Parti conservateur entre 2006 et 2009. Par exemple, le député conservateur Rob Anders compara le régime chinois au nazisme suite aux révoltes tibétaines au printemps 2008 (Cuthbertson et Rynor 2008)¹²¹. Certains conservateurs allaient même jusqu’à affirmer en privé que la Chine était un « pays totalitaire inculte qui pointe ses armes nucléaires sur nous »¹²² (Evans 2011, 21). Dans un article publié en 2009, Preston Manning expliqua que Stephen Harper voulait mettre un terme à la complaisance des gouvernements précédents :

Contrast [Harper’s approach] with the approach of the previous Liberal administration under Jean Chrétien and Lloyd Axworthy. There were frequent visits to China all right, but much smoke and mirrors on both human rights and trade. There were apologetic explanations to the Chinese (with a few ingratiating anti-American sideswipes thrown in) that it was necessary to say something on human rights for consumption back home. So, please, “let us say something” (nudge, nudge, wink, wink) and help us get it over with as quickly and innocuously as possible so we can get on to the real reason for being here—trade! “Trade” including the staged contract-signing ceremonies that often characterized Team Canada missions. This was a Canada-China policy characterized by what? Hypocrisy. [...] You may or may not agree with the particulars of the Conservative government’s positions on human rights, trade with China, or the environment as expressed by Mr. Harper on his recent visits to Beijing, Shanghai and

¹²¹ Anders affirma même que la Chine était « le pire abuseur des droits de la personne dans le monde et pas seulement contre les Tibétains, mais contre son propre peuple » (Cuthbertson et Rynor 2008).

¹²² Traduction de l’auteur de la citation originale anglaise : « Godamn totalitarian regimes with nukes aimed at us ».

Copenhagen. But surely the modesty, honesty and transparency he demonstrated on these issues is preferable to policies tainted by hypocrisy if Canada truly aspires to be a “moral beacon” on the global stage. (Manning 2009)

Lors du voyage de Paul Martin en Chine en 2004, Jason Kenney s’était rendu sous son propre chef à la rencontre des proches du réformateur déchu de la crise de Tiananmen, Zhao Ziyang. Ce dernier était décédé quelques jours auparavant à son domicile, là où il avait été confiné depuis plus de quinze ans (Fife 2005; Jiang 2006). Ce coup d’éclat médiatique, Kenney étant le premier dignitaire étranger à tenter de transmettre ses condoléances à la famille de Zhao, avait comme objectif de démontrer le support du Parti conservateur aux dissidents chinois et de condamner les restrictions des libertés politiques et civiles par le régime chinois (Laghi 2005). La position de Jason Kenney s’inscrivait dans les critiques de la mouvance idéologique de la droite conservatrice contre le régime communiste de Beijing. Or, Jason Kenney était un des membres du caucus conservateur et de l’élite politique représentant la droite religieuse le plus influente auprès du premier ministre (McDonald 2006;2010; Castonguay 2012;2013; Bell 2016; entrevues SMAECI Harper; Cabinet Harper; SCPM Harper). Selon Jeffrey Simpson, la position de Jason Kenney envers la Chine fut particulièrement influente auprès du premier ministre Harper, puisque Jason Kenney jouissait de l’écoute et du respect de Stephen Harper comme aucun autre membre du caucus conservateur. Comme l’explique Marci McDonald :

Kenney may have more clout than any minister, playing emissary to groups with whom Harper doesn’t wish to leave prime ministerial fingerprints, above all on the religious right. Despite being a Catholic, Kenney is a regular on the evangelical circuit, turning up at so-con confabs and orchestrating discreet meetings with the boss. “Jason,” says one Ottawa insider, “has a lot more influence than you might think”. (McDonald 2006)

Jeffrey Simpson considérait que la politique initiale du gouvernement conservateur envers la Chine était « l’approche Kenney-Harper » (Simpson 2007). Ce fut d’ailleurs Jason Kenney qui pilota les audiences du sous-comité sur les droits de la personne des affaires étrangères où plusieurs cas de violations des droits de la personne en Chine furent discutés et dont les conclusions très négatives à l’endroit de la Chine ne furent jamais rendues publiques (York 2007; Evans 2014, 64). Considérant l’influence de ce dernier, il n’est pas surprenant que plusieurs intervenants de l’époque considèrent que son opinion envers la Chine eut un impact sur la position de Stephen Harper (entrevues Cabinet Harper; SCPM Harper; SMAECI Harper; Simpson 2007).

Le ministre Stockwell Day, lui aussi un membre de l’élite politique de la droite religieuse, considérait aussi que son gouvernement devait rompre avec la complaisance envers la Chine

établie par le Parti libéral. En tant que ministre de la Sécurité publique en 2006, il considérait que la Chine posait un risque pour le Canada du point de vue de la cybersécurité et de l'espionnage industriel (entrevue Day). Certains considèrent que sa vision religieuse a « certainement affecté » son opinion envers la Chine et qu'il était « l'un des plus réticents à entretenir de bonnes relations avec celle-ci en 2006 » (entrevue SMAECI Harper). Stockwell Day affirma que lui et plusieurs membres du Cabinet considéraient que la politique du Canada envers la Chine devrait être plus affirmée en raison de considérations religieuses entre autres :

When we came into power, we wanted more public denunciations of China's Human Rights record. Some of us in the Cabinet wanted more focus on the Human Rights issue and the lack of religious freedom. (entrevue Day)

Selon l'un des ministres de l'époque, les membres du caucus proches de la droite religieuse étaient majoritairement opposés à une politique d'engagement constructif avec la Chine en 2006 :

There was a lot of discomfort within the religious and most conservative group in the caucus about China and the lack of religious freedom in that country. Caucus played quite a significant role on the issue of China since there was a very hard-core resolute group outspoken on this issue. It became quite an important factor in shaping the policy toward China. [...] Caucus cannot make policy, but they can constrain it and influence the PMO and the PM himself. (Entrevue Cabinet Harper)

Très peu avaient une expérience avec la Chine et ils conservaient une vision idéologique de celle-ci, basée sur leur foi et certains clichés provenant de la guerre froide (entrevues Wright, D. Mulroney, Cabinet Harper; SMAECI Harper). Selon l'ambassadeur du Canada en Chine en 2006, le gouvernement conservateur avait « une conception erronée » de l'évolution de la Chine, qu'ils percevaient comme « le régime communiste des années 1970 » (entrevue Wright). En plus, ils avaient une évaluation erronée du poids du Canada face à la Chine (entrevues Cabinet Harper). La Chine avait beaucoup à gagner en 1970, dans les années 1980 et au début des années 1990 à avoir de bonnes relations politiques et économiques avec le Canada. Toutefois, la Chine était en 2006 une puissance en Asie et pleinement intégrée aux institutions internationales; elle n'avait plus besoin du Canada pour redorer son image internationale (Evans 2006; Paltiel 2011). Or, plusieurs membres du gouvernement Harper considéraient que le Canada était une « superpuissance énergétique » et pouvait « frapper plus fort que son poids » pour mettre fin à une stratégie de puissance moyenne qu'ils considéraient comme une stratégie de nation faible (Harper 2003; Harper 2006b; Nossal et Sarson 2014). À ce titre, Stockwell Day admit que lui-même et plusieurs de ses collègues considéraient que la Chine « avait besoin du Canada ». Il affirme avoir

réalisé plus tard que si la Chine appréciait sa relation avec le Canada, « elle n'avait pas besoin de nous autant que nous avons besoin d'elle » (entrevue Day). David Emerson, ministre de 2006 à 2008, renchérit dans le même sens lorsqu'il affirme que le gouvernement conservateur dû se rendre à l'évidence que la Chine « n'avait plus besoin de nous autant qu'auparavant et que nous devons travailler plus fort pour conserver notre position face à la Chine » (entrevue Emerson). Cette vision de la Chine partagée par plusieurs membres du Cabinet et de l'entourage de Stephen Harper rendit le gouvernement plus réceptif aux accusations provenant des services de renseignements (entrevues Day; Emerson; Wright; D. Mulroney).

Ainsi, les discussions internes au sein du Parti conservateur et dans l'entourage de Stephen Harper amenèrent le premier ministre à prendre une vision manichéenne de la politique étrangère du Canada en général et envers la Chine. Le gouvernement Harper voulait baser sa politique étrangère avec la Chine sur la notion d'une relation « basée sur des principes moraux (*principled based policy*) » (Nossal et Sarson 2014), convaincu que ces principes pouvaient être imposés en raison du besoin de la Chine d'obtenir les ressources canadiennes. Ces influences auprès du premier ministre se firent au détriment d'autres groupes qui étaient favorables à une politique étrangère plus modérée envers la Chine.

6.6 – La perte d'influence de groupes éloignés de l'entourage du premier ministre

L'entourage personnel et politique de Stephen Harper eut un impact certain sur le premier ministre, car celui-ci teinta les discussions sur la Chine au sein du gouvernement. Cet entourage n'eut pas seulement un effet direct, mais aussi en effet indirect en venant délégitimer le discours pro-engagement envers la Chine venant de certains membres de son Cabinet et de son caucus, des élites de la fonction publique et de celles de la communauté d'affaires canadienne.

6.6.1 – La marginalisation des Conservateurs favorable à la Chine

Les membres plus progressistes, les *red Tories*, dont certains étaient issus du Parti progressiste-conservateur et même du Parti libéral, tel David Emerson¹²³, souhaitaient poursuivre une politique positive avec la Chine (entrevues Emerson; Cabinet Harper; SCPM Harper,

¹²³ David Emerson était un député libéral élu une première fois lors des élections de 2004 puis réélu en 2006 et ministre de l'industrie du gouvernement Martin. En janvier 2006, il accepta une offre du premier ministre Harper pour rejoindre le Cabinet du gouvernement conservateur minoritaire et les rangs du parti conservateur. Il ne se représenta pas toutefois lors des élections suivantes à l'automne 2008 (Woods et MacCharles 2008).

SMAECI Harper). Selon David Mulroney¹²⁴, il n'y avait pas de consensus sur la Chine lorsque les Conservateurs prirent le pouvoir (entrevue D. Mulroney). Certains ministres, tels que Jim Flaherty, David Emerson, John Baird, Maxime Bernier, Laurence Cannon et Michael Fortier étaient favorables à poursuivre une politique constructive envers la Chine (entrevues Cabinet Harper; BCP Harper; SCPM Harper; CTV 2007; CBC News 2009; McCarthy et Curry 2012).

Les tenants de l'approche constructive envers la Chine faisaient partie d'un groupe plus près de la communauté d'affaires de l'est du Canada et de la fonction publique canadienne. Maxime Bernier et Laurence Cannon étaient des députés québécois, Michael Fortier, sénateur-ministre était également issu du Québec. Jim Flaherty avait été ministre du Travail sous le gouvernement conservateur de Mike Harris en Ontario alors que John Baird fut député pour les progressistes-conservateurs de 1995 à 2005, ayant été ministre également sous le gouvernement Harris (Diebel 2009; Do 2014). David Emerson avait été élu comme député libéral en Colombie-Britannique en 2004 et en 2006, avant de « traverser la Chambre » à la demande de Stephen Harper en février 2006 (Woods et MacCharles 2008). Ces ministres étaient plus près de « *l'establishment canadien* » pour reprendre les propos de personnes rencontrées (entrevues Cabinet Harper; SMAECI Harper). Toutefois, ils avaient vraisemblablement moins d'influence sur la position du premier ministre envers la Chine à l'époque (entrevues Cabinet Harper).

Lors de son passage en Chine en janvier 2007, le ministre des Finances Jim Flaherty souleva la question des droits de la personne et de Huseyincan Celil, mais affirma également qu'il souhaitait « restaurer de bonnes relations avec les dirigeants chinois » (CTV 2007). Il avait été décidé que les ministres et les responsables gouvernementaux se devaient de faire ces rappels et d'aborder les questions des droits de la personne lors de leurs contacts avec le gouvernement chinois (entrevue Emerson). David Emerson, le membre du caucus de Stephen Harper probablement le moins conservateur, semble avoir été l'un des plus défavorables à la position de son gouvernement envers la Chine. En janvier 2008, il alla même à contre-courant en affirmant publiquement que la Chine était prête à entendre des commentaires constructifs et positifs :

China, in my opinion, is as open as (it has) ever been to hearing our concerns and being prepared to listen to positive and constructive commentary about areas for improvement whether it's in the legal system or in dealing with electoral kinds of issues and democracy issues and economic freedoms (La Presse Canadienne 2008). [...] I just

¹²⁴ David Mulroney eut plusieurs responsabilités sous le gouvernement Harper : sous-ministre aux affaires étrangères, Sherpa du premier ministre au G8, sous-ministre au groupe de travail de l'Afghanistan au Conseil privé et ambassadeur du Canada en Chine.

didn't think it was on topic, and I didn't think this was the audience I needed to lecture on human rights, [...] I made my points on human-rights issues with Minister Chen and I didn't think it needed to be repeated in public. (York 2008a)

Ces deux ministres favorables aux relations avec la Chine respectaient ainsi la « forme » de la directive du CPM exigeant qu'ils soulèvent la question des droits de la personne lors de leurs rencontres avec leurs homologues chinois, mais ils tentaient également de créer un dialogue pour renverser la situation. S'il y avait absence de consensus au sein du Cabinet et du caucus conservateur, les tenants de l'approche plus affirmée envers la Chine eurent « gain de cause », laissant les partisans de l'approche conciliante obligés de respecter des directives contraignantes provenant du CPM (entrevues D. Mulroney; Wright; Cabinet Harper).

6.6.2 – La marginalisation de la fonction publique des affaires étrangères

Non seulement l'influence des élites de la droite conservatrice fut ressentie directement auprès du premier ministre, du Cabinet et du caucus conservateur, mais elle eut aussi un impact dans les processus au sein de l'appareil gouvernemental. Alors que les employés du MAECI tentaient de présenter ce qui avait été la politique du Canada envers la Chine depuis plus de 30 ans, l'entourage du premier ministre considérait que ceux-ci ne faisaient que relayer une vision partisane développée sous les libéraux et qui avait « infiltré » le ministère des affaires étrangères (entrevues Cabinet Harper; BCP Harper; SCPM Harper; SMAECI Harper). Le processus de réflexion gouvernemental sur la politique étrangère du Canada envers la Chine fut complètement coupé (entrevues SMAECI Harper). Il semble que le premier ministre et son entourage considéraient que l'appareil gouvernemental était libéral et qu'il n'était pas digne de confiance. Tentant d'expliquer cette méfiance, Stockwell Day expliqua :

When a bureaucracy has been under one party for a number of years they began to take on some of the characteristic and thinking of that party. The foreign policy administration started to think like liberals. Some of the bureaucracy thought that because we were a minority government, it was only a lapse and the Liberal and the old way would come back. (entrevue Day)

Un autre ministre aborda dans le même sens, expliquant que le personnel politique du premier ministre partageait cette méfiance du caucus conservateur envers la fonction publique et particulièrement celle du ministère des affaires étrangères :

After many years of Liberal rule, political staffers around the PM who could give advice on foreign policy considered that the Foreign Affairs Department were “snobbish”, career oriented and not commercially minded. There was unease with the Foreign Service that got lots of “legs” under the conservative (*sic*). (entrevue Cabinet Harper)

L'opinion de la fonction publique n'était pas bien accueillie par le premier ministre et son entourage (entrevues Cabinet Harper; SMAECI Harper; BCP Harper). Un membre sénior du MAECI considérait que son ministère était devenu « une boîte postale » (entrevue SMAECI Harper). L'ambassadeur du Canada en Chine considérait que les élus conservateurs étaient suspicieux des conseils prodigués par son ministère :

When the conservative came in they were very suspicious about who they were dealing with in the foreign affairs community. I felt that I always had a fair hearing, but that did not mean they agreed, and that was their prerogative. (entrevue Wright)

L'un des membres du Cabinet Harper affirma que le personnel dans l'entourage de Stephen Harper partageait cette vision négative envers la Chine et supplantait le MAECI.

All of a sudden political staffers who did not have important access to information before are now being empowered by the information available, you do not need to rely only on the public service to get advice. In 2006, the political staffers in the PMO had a real sense that the public servant were Liberals. The PMO became more empowered, public service became more constrained, briefing notes were modified by political staffers, and they became more influential, more vocal. Even if they had less experience than before, the PMO relied on their advice more than not. (entrevue Cabinet Harper)

L'ambassadeur canadien en Chine, Robert Wright, considérait aussi que la concentration du pouvoir au sein du CPM s'accrut sous le gouvernement Harper :

The progressive power in the hand of the PM and of the PMO that started long ago but that continued to increase under the conservative was more intense than before. This meant more coordination necessary with the PMO, more resource in the PMO for policy development and so less latitude for the department of foreign affairs and its minister, it was very unfortunate. (entrevue Wright)

Il semble même que le personnel politique récrivait les mémos et mémoires à être présentés au Cabinet, au premier ministre et au ministre des Affaires étrangères en fonction de leur vision et dénaturait les documents préparés par l'appareil public (entrevue SMAECI Harper). Ainsi, le premier ministre et plusieurs membres de son entourage se méfiaient des recommandations de la fonction publique du MAECI et ne prirent pas sérieusement leur mise en garde concernant l'application d'une politique affirmée envers la Chine.

6.6.3 – La marginalisation des élites de la communauté d'affaires favorable à la Chine

La communauté d'affaires canadienne œuvrant en Chine qui avait été si présente dans le paysage politique de la relation sino-canadienne durant les années 80 et 90 fut également perçue avec suspicion par le gouvernement Harper. Plusieurs ont évoqué des motivations partisans pour expliquer cette méfiance (entrevues Cabinet Harper; SMAECI Harper; BCP Harper; ACIDI

Harper; Wright; D. Mulroney). Selon l'ambassadeur Robert Wright, les liens du CCBC avec le Parti libéral ont fait diminuer l'influence des élites de la communauté d'affaires :

The CCBC did play an influential role for a long time and they had close ties with the Liberals. With the Conservatives, there was a period when the CCBC lost some of its influence with the government of Canada. Also the conservative government did not reach outside for advice. (entrevue Wright)

Les liens entre la famille Desmarais et Jean Chrétien étaient bien connus et ont contribué à la méfiance envers le CCBC (entrevues Cabinet Harper, SMAECI Harper). En 2006, le gouvernement conservateur ferma des bureaux commerciaux conjoints en Chine entre le MAECI et CCBC, car le gouvernement craignait que ceux-ci représentaient le lobby des entreprises canadiennes davantage que les intérêts du Canada (Mackinnon 2009). En décembre 2008, le CCBC dut se résigner à entreprendre une mission commerciale avec le Conseil de la fédération, des représentants des gouvernements provinciaux, en l'absence de support du gouvernement fédéral (Wahl 2008). Un des membres du Cabinet de Stephen Harper expliqua que pour l'entourage du premier ministre, le CCBC était perçu comme un lobby prochinois :

The business community part of Team Canada became known pejoratively as the "China lobby". Political staffers of the PMO and some influential people around the PM disliked the pro-engagement with the Chinese community. Before they even got in the door to express their views, they were received with stereotyped views and were not taken seriously for a while. (entrevue Cabinet Harper)

La communauté d'affaires et la fonction publique avaient pourtant conservé leur influence lors des transitions entre le gouvernement Turner-Mulroney et Mulroney-Chrétien qui étaient aussi des transitions partisans. Alors que Brian Mulroney et Jean Chrétien avaient des liens avec des élites issues de la communauté d'affaires et de la fonction publique, les liens préalables de Stephen Harper avec ces deux communautés étaient beaucoup plus ténus, sinon inexistantes (Reimer 2003; Mackey 2006; Flanagan 2009; McDonald 2010; Wells et Geddes 2011; Nadeau 2011; Jeffrey 2011; 2015; Castonguay 2012; 2013; Harris 2013; Wells 2014; Ibbitson 2016). Alors que Mulroney, Chrétien et Martin avaient des liens avec la famille Desmarais, Power Corporation et plusieurs entreprises canadiennes œuvrant en Chine, les liens de Stephen Harper avec la communauté d'affaires se trouvaient davantage dans l'industrie pétrolière albertaine et les élites de l'École de Calgary (Mackey 2006, 17-18; Johnson 2009, 7-23; Ibbitson 2016, 21-38; Flanagan 2009; McDonald 2010; Wells et Geddes 2011; Nadeau 2011; Jeffrey 2011; 2015; Harris 2013; Wells 2014; Ibbitson 2016, 21-38). Témoinant de cette distinction dans le parcours

de Stephen Harper, ce dernier affirma lui-même n'avoir eu aucun lien avec Paul Desmarais avant d'être devenu premier ministre (CBC News 2013). Ainsi, ce ne fut pas seulement en raison de l'aspect partisan que le gouvernement conservateur prêta peu d'écoute aux élites canadiennes ayant influencé les premiers ministres précédents, ce fut également en raison du fait que très peu de ces élites avaient tissé des liens directs avec Stephen Harper avant 2006.

6.6.4 – La faiblesse des liens avec les dirigeants chinois

Alors que Jean Chrétien et Paul Martin avaient su cultiver des liens privilégiés avec les hauts dirigeants chinois et que Brian Mulroney eut des contacts forts positifs avec ces mêmes dirigeants, les premiers rapports entre Stephen Harper et ses homologues chinois furent passablement difficiles. Seulement deux rencontres furent organisées en 2006 et 2007 entre Stephen Harper et les hauts dirigeants chinois. La première fut la rencontre au sommet de l'APEC en 2006 qui fut presque annulé, en plus d'être l'occasion pour Stephen Harper de critiquer la Chine publiquement. La seconde rencontre lors du G8 de 2007 semble avoir été moins acrimonieuse, mais fut tout de même relativement « froide » (entrevue SMAECI; Jiang 2009, 900). Puis, Stephen Harper ne rencontra pas les membres du gouvernement chinois lors de leurs visites au Canada entre février 2006 et l'automne 2008. Le ministre du Commerce de la Chine de l'époque, Bo Xilai, ne rencontra pas Stephen Harper lors de sa visite en 2008 (Jiang 2009, 901). Le ministre Bo, qui avait des liens avec le CCBC et la famille Desmarais depuis 1997 (Clark 2012), rencontra plutôt David Emerson et affirma que la relation entre les deux pays avait « reculé sous Harper » et avait besoin d'une « meilleure confiance mutuelle » (Evans 2011, 22). Les seules visites significatives de ministres canadiens en Chine durant cette époque furent celle de Flaherty et Emerson en 2007 (CTV 2007), de Mackay en 2007 (Xinhua 2007; Mahoney et Lilwall 2009) et de Emerson, à nouveau en 2008 (La Presse Canadienne 2008; Evans 2011, 21).

L'ambassadeur de la Chine au Canada se plaignit en 2006 de la difficulté de rencontrer le ministre Peter Mackay et critiqua l'approche du gouvernement canadien envers son pays (Laghi 2006; Evans 2011, 21-22). Le ministre des Affaires étrangères de la Chine fut également critique en 2007 (Evans 2011, 2007; Foot 2007). L'ex-ambassadeur de la Chine au Canada, Mei Ping, considérait que le Canada avait perdu de vue les enjeux importants pour se concentrer sur des « enjeux à court terme, des disputes et des « cas individuels » (Ping 2010). Les contacts directs entre Stephen Harper et les dirigeants chinois avaient été aussi peu nombreux que difficiles.

Sous l'influence des élites de son entourage, Stephen Harper avait choisi de ne pas entretenir de bonnes relations avec les dirigeants chinois, créant davantage de tensions et d'incompréhensions entre les deux pays. Selon David Mulroney, il y avait «un déficit de confiance et d'accès à haut niveau» entre les deux pays et «une confusion sur la nature de ces liens au sein du bureau du premier ministre» (entrevue D. Mulroney). Or, les relations interpersonnelles sont centrales dans la culture politique chinoise (Guo 2001; Fan 2002; Wei et coll. 2010), ce que l'ambassadeur en Chine de 2006 et 2008, Robert Wright, confirme en affirmant que peu de gens peuvent comprendre l'importance de la confiance et des relations interpersonnelles dans la culture chinoise sans y avoir été exposés (entrevue Wright). Stephen Harper n'avait justement jamais été exposé à cette culture et était réticent à écouter les recommandations provenant de ses conseillers du SMAECI, de certains ministres progressistes et des élites associées au CCBC (entrevues SMAECI Harper; BCP Harper).

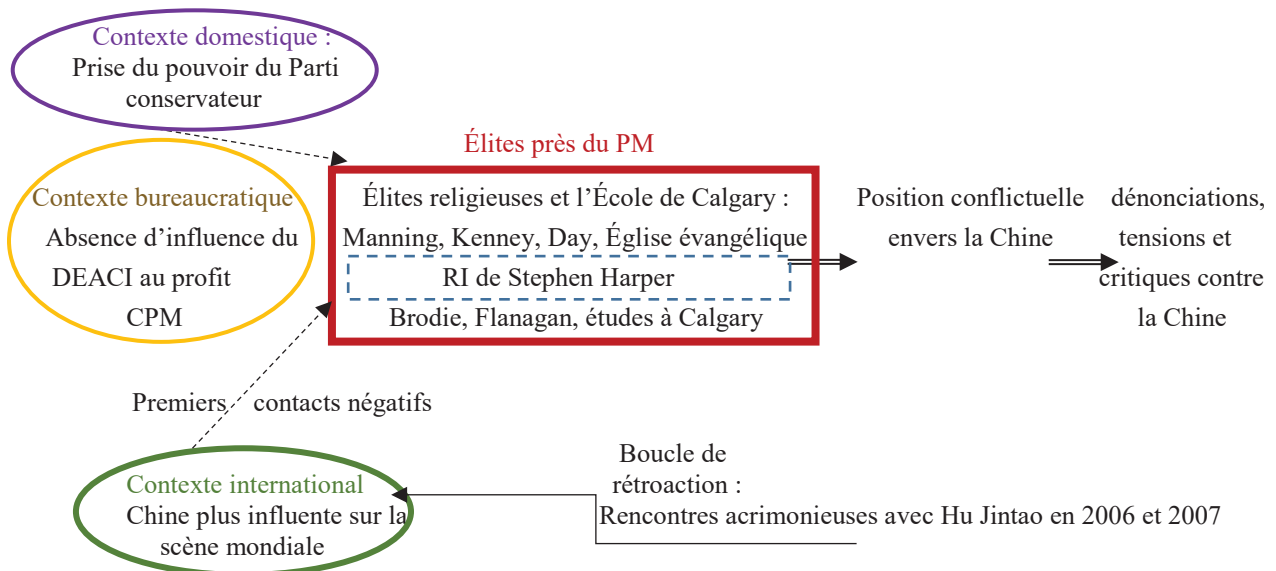
La faible fréquence de ces relations et leurs natures peu cordiales de 2006 à 2008 créèrent une boucle de rétroaction renforçant une vision négative de la Chine chez Stephen Harper. Plusieurs des intervenants rencontrés affirment que cette situation a enlevé des opportunités d'affaires à des entreprises canadiennes et fit en sorte que la position du Canada en Chine prit du recul (entrevues Wright; Emerson; SMAECI Harper; Cabinet Harper; Harder). Selon l'ambassadeur canadien de l'époque, ces problèmes étaient «des enjeux de grandes tensions, la relation ne progressait plus» (entrevue Wright).

Conclusion

Dès la prise de pouvoir par les Conservateurs, la représentation idéationnelle de Stephen Harper envers la Chine, fortement influencée par les élites de la droite conservatrice canadienne et leur vision manichéenne du monde, doublée par les relations difficiles avec les dirigeants chinois, amena le Canada dans une impasse dans ses relations avec la Chine. Stephen Harper avait des liens avec des élites fort différentes de celles ayant été dans l'entourage des premiers ministres Martin, Chrétien et Mulroney. Les membres de son caucus, du gouvernement et de l'élite de la communauté d'affaires canadienne favorables à de bonnes relations avec la Chine n'avaient pas de chemin facile pour influencer directement le premier ministre lorsqu'il décida de mettre en place un changement important dans la politique du Canada envers la Chine. Ce chapitre a démontré comment l'arrivée d'un premier ministre possédant une représentation idéationnelle

influencée par de nouvelles élites peut amener un changement significatif de politique étrangère, conformément au cadre théorique présenté au chapitre 1. Face à la quasi-exclusion d'une large frange de la fonction publique du processus de formulation de la politique étrangère, la position du gouvernement conservateur envers la Chine fut grandement influencée par la représentation idéationnelle du premier ministre, ses réactions aux tensions entre les deux pays, les accusations d'espionnage provenant de la communauté des services de renseignement et l'incompatibilité générale de l'idéologie socioconservatrice de Stephen Harper et de son entourage avec le régime de Beijing. La concentration du pouvoir au sein du CPM accentua également la conséquence d'un manque d'expérience sur la scène internationale du premier ministre lui-même et de plusieurs membres de son entourage. Les élites influentes dans l'entourage de Stephen Harper provenaient des milieux conservateurs de la scène politique, économique et intellectuelle canadienne. Les membres de l'École de Calgary, tels que Tom Flanagan et Ian Brodie, les membres de la droite religieuse, dont Preston Manning, Jason Kenney et Stockwell Day ont eu une influence sur la politique du Canada envers la Chine de par leur lien direct avec le premier ministre. Tel qu'illustré à la figure 19, les élites qui entouraient Stephen Harper et formaient la base politique de son parti étaient présentes au sein du caucus conservateur, du Cabinet, du CPM et dans l'entourage personnel du premier ministre.

Figure 19 : L'influence des élites sur la représentation idéationnelle de Stephen Harper en 2006-2008.



Si la droite canadienne souhaitait une position plus affirmée envers la Chine, ce ne fut pas à travers des pressions publiques qu'elle obtint une modification de la politique du Canada envers la Chine, mais bien à travers les contacts directs du premier ministre avec des élites issues des courants de droite. La politique affirmée du gouvernement conservateur envers la Chine déployée en 2006 est le résultat de la position personnelle de Stephen Harper soutenue par les élites de la droite canadienne largement hostile au régime communiste de la Chine. Toutefois, le Cabinet et le caucus conservateur de Stephen Harper n'étaient pas unanimes sur cet enjeu. L'entrée progressive de nouvelles élites dans son entourage, une modification de la situation économique mondiale, les pressions de la communauté d'affaires et de meilleurs rapports avec les dirigeants chinois amenèrent le premier ministre Harper à reconsidérer sa vision des relations sino-canadiennes dès l'été 2008. Ce tournant pragmatique chez Stephen Harper en rapport à la relation sino-canadienne est expliqué dans le chapitre suivant.

Chapitre 7 – Le virage de la politique étrangère du Canada envers la Chine 2008-2012

La politique élaborée par le gouvernement Harper envers la Chine de février 2006 au printemps 2008 fut revendicatrice, voire acrimonieuse, mais celle-ci commença à s'adoucir progressivement dès l'été 2008. Malgré les critiques du gouvernement concernant la crise au Tibet au printemps 2008 et l'absence du premier ministre lors des cérémonies d'ouverture des Jeux olympiques, certains observateurs ont noté une amélioration, du moins dans le ton, des relations entre les deux pays (Evans 2011; Evans 2014; Jiang 2009; Manicom et O'Neil 2012; Nossal et Sarson 2014). En juillet 2008, Stephen Harper et Hu Jintao se rencontrèrent lors du sommet du G8 à Tokyo, rencontre qui fut considérée positive (Liu 2010). Stephen Harper put s'entretenir à nouveau avec Hu Jintao en marge du sommet du G20 et au sommet de l'APEC en novembre 2008. Puis en 2009, les ministres Day, Cannon, Baird et Flaherty firent des visites remarquées en Chine (Evans 2011, 23). Après avoir rencontré le ministre des Affaires étrangères chinois en juin 2009 (La Presse Canadienne 2009), Stephen Harper se rendit pour la première fois en Chine en décembre 2009. Quelques mois plus tard, en marge du sommet du G20 à Toronto, Hu Jintao fit à son tour une première visite au Canada depuis l'accession au pouvoir de Stephen Harper (Evans 2011, 23). En février 2012, Stephen Harper fit une seconde visite en Chine, cette fois accompagné par une délégation commerciale composée de plusieurs représentants d'entreprises canadiennes (Walker 2012). De l'été 2008 à l'hiver 2012, le gouvernement Harper effectua donc ce que plusieurs analystes ont considéré comme un virage à 180 degrés dans sa politique envers la Chine (Evans 2011; Lo 2011; Manicom et O'Neil 2012; Nossal et Sarson 2014). Lors de cette période, le gouvernement conservateur abandonna progressivement sa position affirmée envers la Chine, basée sur les principes de défense des valeurs canadiennes, au profit d'un engagement constructif orienté principalement vers le commerce et les intérêts économiques. Comment expliquer ce renversement de la politique du gouvernement Harper ?

Selon Nossal et Sarson, trois facteurs principaux ont déclenché ce changement, soit (1) le calcul de l'intérêt électoral domestique à amener la diaspora chinoise à voter pour le Parti conservateur, (2) les pressions provenant de la communauté d'affaires canadiennes œuvrant en Chine et (3) les conséquences négatives de la crise financière internationale sur l'économie canadienne (Nossal et Sarson 2014). Toutefois, il sera démontré dans ce chapitre que ces forces n'ont pas agi de manière impersonnelle sur la politique du gouvernement du Canada en Chine.

Ce fut plutôt les arguments perçus à ce sujet par Stephen Harper à travers ses discussions et contacts directs avec des élites de son entourage favorables à de meilleures relations avec la Chine qui ont amené Stephen Harper à reconsidérer sa vision de celle-ci. Cette « construction de confiance » (*confidence building*) entre Stephen Harper et les dirigeants chinois, particulièrement avec Hu Jintao, fut identifiée par plusieurs des personnes impliquées auprès du gouvernement comme un élément essentiel ayant permis un rapprochement entre les deux pays (entrevues Day, Emerson, Wright, D.Mulroney, SMAECI Haper, Cabinet Harper). Ces nouveaux liens ont amené une transformation de la représentation idéationnelle de Stephen Harper envers la Chine. Ce ne fut qu'après ce changement que le Canada s'engagea dans des discussions pour signer de nouveaux accords commerciaux avec la Chine, que la promotion du commerce, les rencontres à haut niveau et l'abandon des critiques directes concernant les droits de la personne sont devenus des éléments de la politique étrangère du gouvernement conservateur envers la Chine. Conformément au cadre théorique proposé, la reconstruction de la chronologie des relations sino-canadiennes entre 2008 et 2012 présentée dans ce chapitre révèle que cette modification de l'orientation du gouvernement conservateur envers la Chine s'est fait suite à une transformation de la représentation idéationnelle du premier ministre sous l'influence de ses nouveaux contacts avec des élites de la communauté d'affaires canadienne et les dirigeants chinois.

7.1 – Premiers signes de transformation au printemps et à l'été 2008

En mars 2008, le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, réaffirma le support du gouvernement du Canada à la politique de « la Chine unique » et s'opposa à l'initiative du Parti démocratique progressiste de Taiwan à tenter un retour au sein de l'ONU (Clark 2008a; Bériault 2010; Labrecque 2015, 195). Le gouvernement Harper n'avait jamais indiqué qu'il avait choisi d'abandonner le principe de la Chine unique, mais plusieurs élus conservateurs entretenaient des relations privilégiées avec Taiwan (entrevue Day; Evans 2011, 21). Toutefois, cette réaffirmation de la position canadienne envers Taiwan n'annonçait pas forcément un changement dans sa politique envers la Chine. D'une part, une majorité de la communauté internationale, dont les É-U, ne supportait pas l'idée d'un retour de Taiwan à l'ONU (Reuters 2008; Winkler 2012). Puis, une telle position de support envers Taiwan et l'abandon de la politique de la Chine unique auraient fort probablement créé un incident diplomatique majeur. Cette position ne représentait pas un changement dans la politique du gouvernement conservateur

envers la Chine, mais plutôt faisait partie des limites dans lesquelles celles-ci opéraient (Evans 2011, 21; entrevue Day). Le 16 mars 2008, le ministre Bernier émit un communiqué dénonçant la répression chinoise au Tibet. Le 4 avril Stephen Harper prit également le temps de critiquer la Chine à ce sujet et d'annoncer son absence à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin (Bernier 2008; Chase et Laghi 2008). Ce ne fut qu'à partir du mois de mai 2008 que quelques éléments pointèrent vers un changement de la position envers la Chine.

Le 12 mai 2008, un séisme de magnitude 8 sur l'échelle de Richter frappa la province du Sichuan dans le sud-ouest de la Chine. Cette catastrophe causa la mort de près de 88 000 personnes et déclencha une vague de sympathie à l'échelle internationale, alors que plus de 457 millions de dollars américains furent obtenus en dons seulement quelques mois après la tragédie (Hilgers 2008). Selon certaines sources, les dons provenant de Canadiens placèrent le Canada au second rang des pays donateurs avec 72 millions de dollars en aide humanitaire (O'Hara-Byrne 2009). Le Canada avait un consulat à Chengdu, tout près de l'épicentre du tremblement de terre, qui forma une cellule de crise pour fournir de l'aide au gouvernement chinois, alors que l'ambassadeur du Canada en Chine se rendit lui-même au Sichuan pour prêter main forte aux autorités (entrevue Wright). Des ministres canadiens émirent des communiqués pour offrir leur sympathie à la Chine et le Canada offrit également de l'aide humanitaire à travers l'ACDI (CBC News 2008; Day 2008; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade, 2008a;b).

Les informations provenant de l'ambassade du Canada en Chine concernant la situation au Sichuan et les efforts mis par le gouvernement chinois et sa population pour sauver les personnes prises dans des villages isolés amenèrent une impression positive de la Chine auprès de certains membres du gouvernement conservateur (entrevues Day, Emerson, Wright, Evans, Cabinet Harper). Seulement quelques jours après la catastrophe, David Emerson, ministre du Commerce international, fit une visite en Chine durant laquelle il fut mis au courant par le personnel de l'ambassade du Canada des efforts du gouvernement chinois devant la tragédie (entrevue Emerson). Le ministre Stockwell Day affirma que la générosité des Canadiens et l'effort du gouvernement chinois suite à ce tremblement de terre eurent un impact « clé » sur le gouvernement conservateur dans sa compréhension de sa relation avec la Chine (Entrevue Day).

Durant sa visite en Chine du 21 au 23 mai 2008, David Emerson rencontra le vice-premier ministre chinois et signa un accord sur la coopération en matière de développement d'infrastructures, en plus de participer à un forum sur le transport et la logistique entre le Canada

et la Chine organisé en lien avec le CCBC. Le ministre Emerson évoqua des initiatives rapprochant les deux gouvernements :

Je suis fier de constater que le gouvernement du Canada mise sur un partenariat de travail fructueux avec la Chine relativement à des projets liés à l'Initiative de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique. Et je suis heureux de savoir que notre dialogue avec la Chine contribuera à renforcer les relations commerciales avec le Canada et l'Amérique du Nord. (Canada, Cabinet du ministre du Commerce international et ministre de la Porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler 2008)

Le ministre Emerson, qui était l'un des membres du Cabinet Harper les plus favorables à une politique plus constructive envers la Chine (entrevues Emerson; Cabinet Harper), affirma aux médias canadiens qui le questionnèrent à propos des droits de la personne :

I would say this, that China, in my opinion, is as open as it has ever been to hearing our concerns and being prepared to listen to positive and constructive commentary about areas for improvement whether it's in the legal system or in dealing with electoral kinds of issues and democracy issues and economic freedoms. [...] I just didn't think it was on the topic, and I didn't think this was an audience I needed to lecture on human rights, [...] I made my points on human-rights issues with Minister Chen and I didn't think it needed to be repeated in public. (York 2008a; La Presse Canadienne 2008)

David Emerson défendait ici une position davantage discrète qu'affirmée sur la question des droits de la personne. À ce titre, le ministre Emerson enf्रेignit la position qui avait été décrétée par le CPM. En effet, l'un des ministres du Cabinet de l'époque expliqua en entrevue :

We had an obligation on each occasion to criticize China's human right record, because that's what the PM wanted its policy on China to be. We were not all in agreement with this, but we had to follow these orders, at least for a while before 2009. (Entrevue Cabinet Harper)

Selon l'ambassadeur du Canada en Chine à l'époque, Robert Wright, ce fut justement au courant de l'été 2008 que le gouvernement Harper commença à changer son approche envers la Chine. Selon l'ambassadeur, le gouvernement décida de réduire l'intensité de ses attaques et de tenter d'entretenir des relations « plus normales » avec les dirigeants chinois (entrevue Wright).

Parallèlement à ces développements, la communauté d'affaire canadienne favorable à la Chine commença à se faire de plus en plus impatiente devant le manque de support du gouvernement Harper. Alors que la communauté d'affaires avait tenté de faire des pressions discrètes auprès du gouvernement conservateur (entrevue SMAECI Harper), celle-ci choisit d'encourager publiquement le gouvernement Harper à changer sa politique. Dans un article publié le 24 mai 2008 dans le *The Globe and Mail*, le président du CCBC de l'époque, Peter Harder,

avança une série de critiques contre la position du gouvernement Harper envers la Chine et une aussi longue série d'arguments en faveur d'une position de promotion des intérêts commerciaux canadiens en Chine (Harder 2008). Au même moment où la communauté d'affaires intensifiait ses pressions, la situation économique aux É-U, liée à la dévaluation du secteur immobilier, commençait à se dégrader. Les premières discussions liées à une possible conséquence canadienne liée à cette crise furent produites par la Banque du Canada au printemps et à l'été 2008 (Wells 2014, 197), précisant que plusieurs banques et fonds d'investissement canadiens possédaient dans leurs actifs le fameux « papier commercial » qui deviendrait un produit financier toxique. Cette situation amena les conservateurs à considérer une élection à l'automne afin d'éviter les conséquences électorales négatives d'une mauvaise tournure économiques (Wells 2014, 195-197). De plus, les conséquences d'une économie américaine au ralentie eurent un impact sur la perception de l'importance de mousser les relations économiques avec la Chine.

C'est dans ce contexte qu'eut lieu la troisième rencontre entre Stephen Harper et Hu Jintao en marge du sommet du G8 au Japon en juillet 2008¹²⁵. Cette rencontre fut selon certaines sources davantage cordiale et productive que les deux précédentes (entrevue SMAECI Harper; Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2008; La Presse Canadienne 2009; Liu 2010; 2011). Le gouvernement chinois émit un communiqué suite à cette rencontre qui confirma l'aspect positif de celle-ci¹²⁶. Selon ce communiqué, Stephen Harper aurait affirmé vouloir reprendre un dialogue constructif avec la Chine :

Echoing Hu's views on bilateral ties, Harper said Canada, which highly values the development of Sino-Canadian ties, is ready to open comprehensive dialogues with China on the basis of mutual respect. He expressed hope that the two countries would strengthen co-operation in such fields as environmental protection, investment, science and technology, health and tourism and endeavour to make greater progress on the existing basis. (Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2008)

¹²⁵ Bien que la Chine ne faisait pas partie du G8 en 2008, la Chine faisait partie du « G8+5 », un groupe restreint de 5 pays invités à participer à certaines discussions, essentiellement les membres du BRICS ne faisant pas partie du G8 au contraire de la Russie, soit le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

¹²⁶ Le communiqué indiqua que Hu Jintao avait exprimé ses remerciements à Stephen Harper pour les condoléances envoyées au gouvernement chinois suite au séisme du Sichuan et l'assistance généreuse offerte par le Canada et les Canadiens. Puis, le communiqué expliqua que les deux leaders étaient conscients de leurs différends, mais que le gouvernement chinois espérait pouvoir coopérer malgré tout et bâtir une relation de « confiance politique mutuelle » pour assurer une « croissance stable et bénéfique de la relation bilatérale » (Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2008).

Toutefois, cette rencontre qui n'a pas été fortement médiatisée au Canada fut plutôt rapportée par ces mêmes médias canadiens comme ayant été l'occasion pour Stephen Harper de soulever à nouveau des « enjeux de droits de la personne » et de solliciter l'accès consulaire du Canada à Huseyincan Celil et à sa famille, comme l'avait soulevé Stephen Harper à plusieurs reprises lors des trois dernières années (Whittington 2008). Il semble en effet que Stephen Harper souleva la question des droits de la personne et celle de Huseyincan Celil, mais que le tout fut fait sur un ton plus posé, alors que Stephen Harper exprima son désir de trouver un terrain d'entente pour reprendre davantage d'initiatives économiques (entrevue SMAECI Harper; Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2008). Signe du rapprochement, le gouvernement chinois rappela l'ambassadeur de la Chine au Canada, Lu Shimin, quelques semaines après cette rencontre. Lu Shimin avait participé à la confrontation verbale avec Stephen Harper et n'était pas particulièrement apprécié par le gouvernement conservateur (entrevues SMAECI Harper). La nomination de Lan Lijun pour le remplacer fut fort probablement faite dans le but de poursuivre le début d'une meilleure coopération entre les deux pays, tel que rapporté en juin 2009 par un quotidien chinois, le journal *Ming Pao* (cité dans La Presse Canadienne 2009).

7.2 – Transformation de la politique envers la Chine de l'automne 2008 à l'hiver 2012

Devant ce changement de ton du premier ministre, certains membres du Cabinet favorables à la Chine, tels que David Emerson, et des membres de la fonction publique du Canada et de la Chine se sont mis à tenter de trouver des manières de « rebâtir la confiance et d'améliorer la relation » en planifiant une série de visites en vue d'un sommet entre les dirigeants des deux pays (Evans 2011, 23). Les pressions en faveur d'une plus grande ouverture du premier ministre Harper face à la Chine se poursuivirent après la rencontre de juillet 2008 entre Harper et Hu, alors que les critiques contre l'absence du premier ministre lors des Jeux olympiques se multiplièrent dans les médias canadiens et chinois (CTV news 2008b). Critiqué publiquement par Jean Chrétien au sujet de son absence à ces cérémonies, Stephen Harper affirma qu'il n'avait jamais assisté à de telles cérémonies par le passé et qu'il avait du « travail important à accomplir au Canada », rappelant au passage que Jean Chrétien avait aussi été absent d'une majorité de ces cérémonies lorsqu'il était au pouvoir (CBC News 2008b)¹²⁷.

¹²⁷ Jean Chrétien assista en effet aux cérémonies d'ouverture des Jeux d'Atlanta, mais fut absent des quatre autres jeux ayant été tenus lors de ses mandats comme premier ministre (CBC News 2008b).

En septembre 2008, le Canada extrada l'un réfugié chinois accusés de fraude en Chine, Deng Xinzhi, geste qui fut considéré par Beijing comme un signe de rapprochement additionnel (York 2008b; entrevue Day). Laissant de côté la rhétorique de confrontation, le gouvernement chinois changea également sa stratégie et mit une pression plus « positive » afin d'inviter le gouvernement Harper à une meilleure relation avec la Chine. Mei Ping, ex-ambassadeur de la Chine au Canada, prononça un discours au Canada en octobre 2008 indiquant l'ouverture du gouvernement chinois à reprendre de meilleures relations avec le gouvernement Harper dès que celui-ci voudrait bien reprendre une relation plus coopérative (Ping 2010). Mei Ping publia même un article dédié à convaincre les Canadiens de l'importance de reprendre la relation sino-canadienne dans l'ouvrage *Canada Among Nations 2009-2010* (Ping 2010)¹²⁸.

Après sa réélection à l'automne 2008, Stephen Harper rencontra deux fois son homologue chinois lors de deux sommets internationaux majeurs entre le 14 et 23 novembre 2008 (entrevues SMAECI Harper; Cabinet Harper). Dans un article paru en décembre 2008, des membres du CCBC expliquèrent à nouveau que les entreprises canadiennes en Chine commençaient à souffrir de l'absence de liens à haut niveau entre leur gouvernement et celui de la Chine (Wahl 2008). Puis, en février 2009, André Desmarais fit une rare sortie publique réclamant un changement de ton de la part du premier ministre envers la Chine (cité dans Tanguay 2009).

7.2.1 – Les visites ministérielles de 2009 et la fin de la politique affirmée envers la Chine

En avril 2009, le ministre du Commerce international, Stockwell Day, fit une visite accompagnée par 16 entreprises membres du CCBC (entrevues Day; Harder; Cabinet Harper; Emerson; SMAECI Harper; Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade, 2009). Le ministre Day inaugura six bureaux commerciaux du Canada dans six villes d'importance, là où ceux-ci avaient été fermés par le gouvernement conservateur en 2006, car considérés comme ayant des liens trop étroits avec le CCBC (Mackinnon 2009). Or, ces mêmes bureaux reprenaient vie, témoignant du vent de changements dans la politique envers la Chine.

Le ministre Day se rendit également sur les lieux du tremblement de terre du Sichuan pour offrir ses sympathies et constater en personne l'importance de la catastrophe, mais aussi les efforts de reconstruction (entrevue Day). Stockwell Day annonça des accords sur la science et la

¹²⁸ Ce texte fut publié quelques semaines après la visite de Stephen Harper en Chine en décembre 2009, mais fut écrit quelques mois avant celle-ci (Ping 2010).

technologie et il tenait un discours positif envers la Chine, malgré qu'il avait été l'un des plus critiques envers la Chine et qu'il avait entretenu des liens avec Taiwan par le passé (Ping 2010, 142; Evans 2011, 22–23; entrevues SMAECI Harper; Day). Le ministre affirma durant sa visite :

When we talk about trade our friends in the media will say what about human rights. And when we talk about human rights our friends in the media say what about trade. [...] We're talking about the whole relationship. We're talking about the fact that China's economy will continue to grow this year and the opportunities for Canadian companies, for Canadian workers, are significant. And we want to make sure that those doors are open. (cité dans CTV News 2009)

Au même moment où le ministre Day visita la Chine, le gouvernement conservateur préparait un changement de garde à l'ambassade de Beijing. Il fut annoncé que David Mulroney succéderait à Robert Wright, qui lui avait été nommé par le gouvernement libéral précédent. Non seulement David Mulroney avait été consul à Shanghai et maîtrisait le mandarin, mais en plus il avait été l'un des directeurs exécutifs du CCBC à la fin des années 1990 (Mackinnon 2009). De plus, il semble qu'il était l'un des hommes de confiance de Stephen Harper dans l'appareil gouvernemental¹²⁹. Il fut même rapporté dans les médias canadiens que la nomination d'un ambassadeur « *probusiness* » était le signe que le gouvernement conservateur commençait à percevoir la relation avec la Chine de la même façon que le CCBC (Mackinnon 2009). En mai 2009, Lawrence Canon, alors ministre des Affaires étrangères, se rendit à son tour en Chine où il put rencontrer le vice-premier ministre, autre signe de l'amélioration de la relation (Ping 2010, 142). Plusieurs accords furent signés dans divers domaines lors de cette visite¹³⁰.

¹²⁹ David Mulroney avait été le conseiller de Stephen Harper au BCP pour les affaires étrangères et la défense et son représentant personnel lors de sommets du G8. Par la suite Stephen Harper le nomma sous-ministre responsable du groupe de travail sur l'Afghanistan du BCP, l'une des priorités de Stephen Harper entre 2006 et 2009 (Nossal et Sarson 2014, 152; Mackinnon 2009; entrevue D. Mulroney).

¹³⁰ Liste des protocoles d'ententes (*MOU*) conclus selon les sources documentaires consultées sur place à la bibliothèque de l'Édifice Pearson, siège du MAECI : Memorandum of Understanding between the Department of Agriculture and Agri-Food Canada and the Ministry of Education of the People's Republic of China on Scientific and Technical Co-operation and Personal Training, Memorandum of Understanding between the Department of the Environment, the Department of Foreign Affairs and International Trade and the Department of Natural Resources of Canada and the National Development and Reform Commission of the People's Republic of China on Climate Change Co-operation, Memorandum of Understanding between the Department of Foreign Affairs and International Trade of Canada and the National Department and Reform Commission of the People's Republic of China on Collaboration in Civil Aviation and Co-operation in Trade Logistics, Memorandum of Understanding between the Department of Natural Resources of Canada and the State Forestry Administration of the People's Republic of China on Collaboration in the Field of Forestry, Memorandum of Understanding on Cultural Co-operation Protocol Amending the Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China on Maritime Transport, Memorandum of Understanding between Transport Canada and the National Development and Reform Commission of the People's Republic of China on Trade Logistics Co-operation.

Le ministre affirma que les relations entre les deux pays se dirigeaient vers de « très, très bonnes relations » (Schiller 2009). Le ministre affirma également :

I want to propose a mechanism whereby everybody will feel comfortable as we move forward. Canada and China have a long-standing relationship it has gone through ups and down. Canada is committed to a frank friendly and forward looking relationship with China that will allow for discussions on human rights, but at the same time expand its trading relationship with China. (cité dans O'Hara-Byrne 2009)

Il précisa avoir soulevé les inquiétudes du gouvernement canadien en matière de droits de la personne en privé avec ses homologues chinois, dont les arrestations arbitraires, les détentions administratives et les emprisonnements sans procès, mais sans faire référence à des cas précis publiquement (O'Hara-Byrne 2009). Ces discussions furent qualifiées de franches et productives par l'ex-ambassadeur de la Chine au Canada (Ping 2010, 142). Le 23 juin 2009, Stephen Harper reçut officiellement pour la première fois en plus de trois ans un représentant du gouvernement chinois à son bureau, le ministre des affaires étrangères chinois, Yang Jeichi (Burton 2009b). Durant cette rencontre, Harper et Yang se dirent confiants de pouvoir étendre les relations commerciales entre les deux pays pour « contrer la propagation de la crise financière internationale » alors que Stephen Harper demanda à trois reprises devant les caméras au ministre d'exprimer ses salutations à Hu Jintao (La Presse Canadienne 2009). Les médias affirmèrent que cette rencontre chaleureuse faisait oublier le froid passé dans les relations entre les deux pays (La Presse Canadienne 2009). Le ministre Yang fit également un discours à un évènement organisé par le CCBC auquel assista le ministre John Baird (La Presse Canadienne 2009; Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, 2009). Cette visite du ministre des affaires étrangères chinois avait été organisée en collaboration avec le CCBC et faisait partie des efforts continus de la communauté d'affaires canadienne afin de convaincre le gouvernement Harper de reprendre de bonnes relations avec le gouvernement chinois (Burton 2009b).

En juillet 2009, les ministres John Baird et Jim Flahery firent à leur tour des visites officielles en Chine (Wheeler 2009; CBC News 2009). Jim Flahery affirma durant sa visite que le potentiel de croissance pour les entreprises canadiennes était « énorme » en Chine. Sa visite avait comme objectif d'attirer au Canada des investisseurs chinois et il fut accompagné du gouverneur de la Banque du Canada et d'autres dirigeants de banques canadiennes en collaboration avec le CCBC. Il fut rapporté dans les médias canadiens que la visite servait également à préparer la venue de Stephen Harper en Chine plus tard durant l'année 2009 (CBC

News 2009 ; Rennie 2009). En septembre 2009, Stephen Harper ne rencontra pas le Dalai-Lama lors de sa visite à Ottawa, évitant de créer de nouvelles tensions avec la Chine (Evans 2011, 23).

7.2.2 – La visite de Stephen Harper en Chine et la visite retour de Hu Jintao

Stephen Harper fit finalement une première visite officielle en Chine en décembre 2009. Comme l'explique Paul Evans, cette visite symbolisait le virage de la politique du gouvernement Harper envers la Chine (Evans 2011, 23). Le communiqué conjoint officiel lors de la visite annonçait la reprise des groupes de travail stratégique ministériel et identifiait la gouvernance, les droits de la personne et l'état de droit comme l'un des domaines nécessitant un dialogue constructif (Evans 2011, 23). Des protocoles d'ententes concernant les changements climatiques, les ressources minières, la culture, l'agriculture et l'éducation furent signés. De plus, la Chine annonça vouloir octroyer au Canada le statut de destination approuvée, autorisant ses citoyens à se rendre au Canada comme touristes plus facilement (Evans 2011, 23).

En juin 2010, en marge du sommet du G20 à Toronto, Hu Jintao fit à son tour une première visite au Canada depuis l'accession au pouvoir de Stephen Harper. Cette visite fut annoncée comme un « nouveau point de départ historique vers le développement à un nouveau niveau des relations » entre les deux pays par le gouvernement chinois (Schiller 2010). La Chine annonça la ratification du statut de destination approuvée pour le Canada et rouvrit le marché chinois aux importations de bœufs canadiens (Rabinovith 2010). Plusieurs accords et protocoles d'ententes furent signés, témoignant de la relation renouvelée entre les pays (Lo 2011, 70)¹³¹.

Hu Jintao, offrit une vision fort positive de la relation avec le Canada, souhaitant intensifier le commerce entre les deux pays et étendre la coopération dans divers domaines (Galloway 2010; Hu 2010). Le président chinois précisa souhaiter « avancer le partenariat stratégique à partir d'un nouveau point de départ » (Galloway 2010), signalant clairement le début d'une nouvelle ère de

¹³¹ Selon la documentation consultée à la bibliothèque de l'Édifce Pearson siège du MAECI : Agreement between the Canadian Securities Regulators, the China Banking Regulatory Commission, the Chinese Insurance Regulatory Commission and the China Securities Regulatory Commission under the People's Republic of China's Qualified Institutional Investor Program, Canada-China Approved Destination Status designation Memorandum of Understanding between the Department of the Environment of Canada and the Ministry of Environmental Protection of the People's Republic of China on Environmental Co-operation, Memorandum of Understanding between the Department of Natural Resources of Canada, the Government of British Columbia and the Ministry of Housing and Urban-Rural Development of China to Promote Wood-Frame Construction as a Means of Improving Energy Efficiency in China's Construction Sector, Memorandum of Understanding between the Ministry of Agriculture and Agri-Food Canada and the Ministry of Agriculture of the People's Republic of China on Co-operation in the Field of Agriculture and Allied Sectors.

collaboration entre son gouvernement et celui de Stephen Harper. Puis, lors d'une cérémonie célébrant le 40^{ème} anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays, l'ambassadeur au Canada de la Chine affirma que la relation entre les deux pays était essentiellement rétablie :

The growth of China-Canada relations have brought tangible benefits to our two peoples and strongly promoted peace, stability and development of the Asia-Pacific Region and the world beyond. President Hu Jintao's state visit to Canada this June and Right honourable Prime Minister, your visit to China last December has greatly enhanced our bilateral relationship to a new height. (Lan 2010)

7.2.3 – La consolidation du rapprochement avec la Chine de 2011 à l'hiver 2012.

Le 2 mai 2011, le gouvernement conservateur fut réélu à nouveau, cette fois obtenant sa première majorité parlementaire. Dans les mois qui suivirent, le rapprochement entre Ottawa et Beijing se poursuivit. John Baird, nouveau ministre des Affaires étrangères du Canada, affirma en juin 2011 que la Chine était « une priorité » pour son gouvernement et l'économie du Canada et qu'il souhaitait un « engagement de haut niveau » avec la Chine (Evans 2011, 26). Le premier voyage à l'étranger de John Baird à titre de ministre des Affaires étrangères fut en Chine. Avant de s'y rendre, il qualifia la Chine d'un « ami du Canada » et « un allié important » (Clark 2011; Hoffman et Mackinnon 2012; Labrecque 2015, 198). Il affirma que son gouvernement devait projeter les valeurs canadiennes et poursuivre ses intérêts économiques en « engageant directement la Chine » et non en « restant à Ottawa » (Liu 2011; Jiang 2011a). Quelques jours après cette visite de John Baird en Chine, le Canada extrada Lai Changxing, ce citoyen chinois réfugié au Canada depuis plusieurs années et accusé de fraude en Chine (Lo 2011, 75-77; Jiang 2011a). Tel que convenu plusieurs années auparavant, il ne fut pas condamné à la peine de mort par le gouvernement chinois suite à son extradition (Balloch 2013, 624; Mickleburgh 2011; Mackinnon 2012b). Alors que le gouvernement conservateur lui avait accordé un permis de travail en 2009, cette fois le ministre des Affaires étrangères John Baird affirma que « ni les Canadiens ni les Chinois n'ont du temps à perdre avec des fraudeurs à collet blanc » (Clark 2011). Le lendemain du retour de la visite de John Baird en Chine, Lai fut extradé.

Des discussions concernant l'achat d'entreprises canadiennes et des coentreprises dans le domaine de l'énergie se multiplièrent, alors que la société d'investissement chinoise (*China Investment Corporation - CIC*) choisit Toronto pour installer ses premiers bureaux en Amérique du Nord (Jiang 2011a; Jiang 2011b). En novembre 2011, en raison entre autres des longs délais dans la décision du gouvernement américain d'approuver ou non la construction de l'oléoduc

Keystone entre l'Alberta et le Texas, le gouvernement Harper décida de poursuivre davantage les relations avec la Chine en vue de la vente des ressources énergétiques canadiennes (Press 2011; Cattaneo 2013; Bloomberg News 2014; Wells 2014, 369; Ibbitson 2014). Le Canada souhaitait alors attirer des investissements chinois au Canada afin de rattraper le retard dans les liens économiques avec la Chine (Woo 2011)

Cette décision de courtiser la Chine dans l'industrie des ressources pétrolières canadiennes mit la table pour la seconde visite du premier ministre Harper en Chine, cette fois en février 2012. Stephen Harper rencontra à nouveau les hauts dirigeants chinois, le président Hu, le premier ministre Wen et le président du comité permanent du congrès national du peuple, Wu Bangguo. Accompagné d'une délégation commerciale d'environ 40 dirigeants d'entreprises, dont des hauts dirigeants de Bell, Telus, Cameco et Bombardier, il assista et prononça un discours lors du 5^e forum sur le commerce entre la Chine et le Canada organisé par le CCBC (Arkin 2012). Il fit une visite à Chongqing, capitale de la province du Sichuan, pour rencontrer celui qui était alors considéré comme l'un des successeurs potentiels au président Hu, Bo Xilai (Clark 2012). Le Canada et la Chine signèrent également un accord bilatéral sur la protection et la promotion des investissements étrangers (*Foreign Investment Protection and Promotion Agreement*, FIPPA), permettant d'assurer un environnement légal favorable à l'investissement étranger dans chacun des deux pays (Thibeault 2012; La Presse Canadienne 2012b; Radio-Canada 2012a; Canada 2012). Cet accord témoignait du renversement de la politique du gouvernement conservateur envers la Chine, dont l'un des objectifs était maintenant d'attirer davantage d'investissements chinois au Canada. Le gouvernement de Stephen Harper, qui en 2006 avait affirmé ne pas vouloir sacrifier les valeurs canadiennes sur l'hôtel du profit, tentait maintenant de conserver les clauses de cet accord confidentielles et refusa de débattre de celles-ci avec les partis d'opposition (Radio-Canada 2012a;b; Brown 2014). De nombreux autres accords furent signés lors de cette visite¹³². Le premier ministre Wen Jiabao contemplant même publiquement la possibilité d'un accord de libre-échange entre le Canada et la Chine (Akin 2012).

¹³² Liste des accords signés selon les informations consultées à la bibliothèque de l'Édifce Pearson : Supplementary Protocol to the Nuclear Agreement and the Protocol Administrative Arrangement, Canada-China Foreign Investment Promotion and Protection Agreement: conclusion of the substantive negotiations, Canada-China Scholars' Exchange Program (1973, renewed in 2012), Memorandum of Understanding between Parks Canada and the People's Republic of China's State Forestry Administration on Protected Areas and Parks, Memorandum of Understanding between the Department of Natural Resources of Canada and the Academy of Sciences of the

À bien des égards, le gouvernement Harper reprenait la politique développée sous les libéraux, utilisant la « diplomatie discrète » pour aborder la question des droits de la personne et mettant l'accent sur la promotion des intérêts économiques canadiens. Le gouvernement Harper misait non seulement sur le commerce et la présence d'entreprises canadiennes en Chine, mais en plus sur l'investissement de la Chine dans l'exploitation de ressources naturelles au Canada (Paltiel 2011b, 274-278). Avec trois visites bilatérales des deux dirigeants en 15 mois, soit la visite de Stephen Harper en décembre 2009, de Hu Jintao en juin 2010 et à nouveau de Stephen Harper en février 2012, le gouvernement conservateur reprenait la tradition des visites à haut niveau entre les deux pays. Ainsi, le gouvernement Harper effectua ce que plusieurs analystes ont considéré comme un virage à 180 degrés dans sa politique envers la Chine qui s'amorça à la fin de 2008 et qui culmina avec la seconde visite de Stephen Harper en Chine en février 2012 (Evans, 2011; Manicom et O'Neil 2012; Nossal et Sarson 2014). Alors que Stephen Harper avait multiplié les sorties publiques ouvertement critiques envers la Chine, il considérait maintenant que son séjour en Chine en 2012 avait été un « grand succès » (Mackinnon 2012a).

7.3 – La nouvelle vision de Stephen Harper et le virage des relations avec la Chine

La reconstruction minutieuse de la chronologie des relations sino-canadiennes révèle donc une période de modifications progressives de l'orientation du gouvernement conservateur envers la Chine dès le printemps 2008 et une consolidation de ce revirement jusqu'à l'hiver 2012. L'abandon de la position affirmée envers la Chine basée sur la défense des valeurs canadiennes au profit d'un engagement constructif orienté principalement vers les intérêts économiques fut déclenché par la combinaison d'une nouvelle stratégie électorale favorable aux communautés ethniques, la pression de la communauté d'affaires et les impératifs économiques devant la crise économique (Nossal et Sarson 2011). Toutefois, ces facteurs n'agirent que dans la mesure où le premier ministre modifia progressivement sa représentation idéationnelle envers la Chine.

People's Republic of China Concerning Co-operation in Sustainable Development of Natural Resources, Memorandum of Understanding between the Department of Natural Resources of Canada and the National Energy Administration of the People's Republic of China Concerning Co-operation in the Field of Energy (2001, renewed in 2006 and 2012), Memorandum of Understanding between the Department of Natural Resources of Canada and the National Development and Reform Commission of the People's Republic of China on Building the Dialogue Mechanism for Co-operation on Mineral Resources (2009, renewed in 2012), Memorandum of Understanding between the Department of Natural Resources of Canada and the Ministry of Housing and Urban-Rural Development of the People's Republic of China on Co-operation in the Technology Development of Eco-Cities in China.

En effet, la représentation idéationnelle de Stephen Harper se transforma progressivement de 2008 à 2012 suite au développement de ses nouveaux liens avec des élites de la communauté d'affaires à l'intérieur et à l'extérieur de son caucus et du gouvernement ainsi qu'à travers la construction de liens de confiance avec les dirigeants chinois. Avant de voir comment ces élites ont réussi à influencer le premier ministre, cette section retrace la modification de la représentation idéationnelle de Stephen Harper de 2008 à 2012.

7.3.1 – Les premiers signes d'un changement chez Stephen Harper en 2008-2009

Cette progression dans la vision de Stephen Harper est perceptible à travers la progression de ses discours, ses remarques et ses décisions à propos de la Chine. D'abord en juillet 2008, Stephen Harper aborda les questions des droits de la personne auprès de Hu Jintao, tout en évitant de créer un évènement médiatique. Selon les sources chinoises, la conversation avec Hu Jintao fut cordiale et les deux dirigeants étaient d'accord pour travailler conjointement sur les questions économiques (Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2008; Ping 2010). Selon des sources près du premier ministre à l'époque, celui-ci considérait également que cette rencontre avait été positive (entrevues Cabinet Harper; SMAECI Harper). Stephen Harper rencontra à deux reprises Hu Jintao en novembre 2008 en marge de réunions internationales qui portaient principalement sur la crise économique internationale. Cette fois, aucune information n'indique que Stephen Harper ait soulevé les questions de droits de la personne ou le cas de Huseyin Celil (entrevues Cabinet Harper; Ping 2010, 141).

En mars 2009, après la sortie publique d'André Desmarais, Stephen Harper nomma David Mulroney au poste d'ambassadeur en Chine. En tant qu'ancien directeur du CCBC, David Mulroney représentait à la fois un ambassadeur « *probusiness* » et une personne respectée et bien connectée dans le monde des entreprises canadiennes œuvrant en Chine (Mackinnon 2009). Il est important de noter que celui-ci entretenait des liens professionnels importants avec Stephen Harper depuis 2006, ayant été son conseiller sur la politique étrangère, son « sherpa » lors du sommet du G8 et le sous-ministre responsable du groupe de travail gouvernemental sur l'Afghanistan. Tout indique que Stephen Harper choisit personnellement David Mulroney justement en raison de leurs liens de confiance. (Mackinnon 2009; entrevue SMAECI Harper). Après plusieurs visites de ministres canadiens en Chine, Stephen Harper reçut en juin 2009 le ministre des Affaires étrangères de la Chine et affirma que cette visite « était très utile et qu'il

appréciait ce geste » (cité dans La Presse Canadienne 2009). Aucune mention directe concernant les droits de la personne et les doléances canadiennes envers le système politique ou judiciaire chinois ne fut faite à cette occasion (La Presse Canadienne 2009).

Puis, la première visite du premier ministre Harper en Chine fut annoncée en octobre 2009. Il affirma alors que les deux pays formaient un « partenariat grandissant » et partageaient des intérêts « significatifs dans le commerce et l'investissement, l'environnement et la sécurité régionale » (cité dans Clark 2009). Il ajouta que le Canada était engagé dans une « forte relation avec la Chine » conséquence de leur « respect mutuel » et leur « besoin de coopération » (cité dans Clark 2009). Lors de sa première visite en Chine en décembre 2009, Il put s'entretenir davantage avec les dirigeants chinois et prendre connaissance lui-même de ce que représentent l'évolution et le développement économique chinois et des efforts déployés par le gouvernement chinois pour tenter tant bien que mal d'élever le niveau de vie de ses milliards d'habitants (entrevue SMAECI Harper). Lors de cette visite, Stephen Harper qualifia la Chine comme un « partenaire important » du Canada (cité dans Evans 2011, 23 via Ibbitson 2009c). Stephen Harper affirma également :

In the 19th and 20th centuries our economy was built largely on trans-Atlantic trade. But it is clear that in the 21st century, trans-Pacific trade will increasingly fuel our economic growth. [...] A mutually beneficial economic relationship is not incompatible with a good and frank dialogue on fundamental values like freedom, human rights and the rule of law. [...] In relations between China and Canada, we will continue to raise issues of freedom and human rights, and be a vocal advocate and an effective partner for reform, just as we pursue the mutually beneficial economic relationship desired by both our countries. (cité dans Ibbitson 2009b)

Stephen Harper n'avait pas encore abandonné totalement sa vision de défense des valeurs canadiennes et de la promotion des droits de la personne, mais celle-ci était maintenant accompagnée de la promotion des relations économiques à un même niveau. En fait, le ton utilisé par Stephen Harper avait changé puisque contrairement aux critiques directes et spécifiques adressées entre 2006 et 2008, il abordait maintenant les questions des droits de la personne en affirmant vouloir être un « défenseur » de ces « enjeux » et les soulever à travers un « dialogue » avec la Chine, considérant même que la Chine pouvait être un partenaire important du Canada.

Toutefois, ce fut les commentaires de Wen Jiabao, premier ministre chinois, qui retinrent le plus l'attention des médias (Arkin 2009; Ibbitson 2009a;b;c;d). Ce dernier affirma que quatre ans était « une trop longue période d'attente » pour les relations sino-canadiennes et que c'était pour cela que des médias chinois considéraient que sa visite « aurait dû avoir lieu plus tôt » (Arkin

2009; Ibbitson 2009a). Les médias canadiens rapportèrent qu'il s'agissait d'une « rebuffade » diplomatique, alors que la visite reçut que très peu d'attention médiatique en Chine (Evans 2011, 23; Arkin 2009; Ibbitson 2009a). Étonnamment, Stephen Harper et ses porte-parole ne firent pas de cas de cet incident, témoignant de la détermination du premier ministre à reprendre de meilleures relations avec la Chine (Ibbitson 2009a; Evans 2011, 23).

Au contraire, les termes utilisés dans les discours de Stephen Harper lors de ce voyage indiquaient la progression de son gouvernement dans sa politique envers la Chine. Dans une allocution livrée à Shanghai, il dressa un portrait détaillé des relations sino-canadiennes, retournant jusqu'à l'époque de la vente de blé du gouvernement de Diefenbaker lors de la famine causée par les politiques du Grand bond en avant et discutant de « l'histoire partagée entre les deux pays » (cité dans Evans 2011, 23). Cette visite eut donc un impact sur la vision de la Chine de Stephen Harper, non sans rappeler l'impact de la visite en Chine de Brian Mulroney. Le journaliste John Ibbitson qui accompagnait le premier ministre lors de ces voyages souligna que Stephen Harper fut « converti à l'importance de l'Asie » (Ibbitson 2009c; Evans 2011, 23). Ibbitson ajouta que Stephen Harper cherchait une « relation revitalisée » avec la Chine et souhaitait « miser beaucoup sur le rapprochement envers la Chine » (Ibbitson 2009d; Evans 2011, 23). Stephen Harper fit même référence à cette visite comme une occasion pour lui de découvrir « le panorama futuriste de Shanghai et d'apprécier son magasinage pour se procurer de l'excellent thé chinois » (Blanchfeild 2009). Malgré la rebuffade du premier ministre chinois Wen Jiabao, Stephen Harper ne tenta pas d'expliquer le froid dans les relations entre 2006 et 2008 et resta stoïque devant cette critique (Ibbitson 2009a). Il resta respectueux devant les dirigeants chinois et aborda les questions de violations des droits de la personne en privé seulement (Arkin 2009). Stephen Harper ne croyait donc plus que les violations des droits de la personne devaient être mentionnées à chaque opportunité comme il avait exigé en 2006 (Entrevue Cabinet Harper).

7.3.2 – La concrétisation du changement chez Stephen Harper en 2010-2012

Après cette visite, Stephen Harper continua à adoucir son discours envers la Chine, voyant maintenant l'empire du Milieu comme un partenaire économique du Canada pour soutenir entre autres, l'industrie des ressources et de l'énergie au Canada. Pendant la visite de Hu Jintao à l'été 2010 en marge du sommet du G20 à Toronto, le premier ministre Harper exprima lors d'un évènement organisé par le CCBC sa nouvelle perception de la relation sino-canadienne :

Power comes not from arms but from economic power and the stockpile of moral authority a nation builds up when it upholds the universal values of freedom, democracy, human rights and the rule of law. China and Canada have begun a frank dialogue about these values. Continuing it will bring us closer together as friends and strategic partners. (Harper 2009 cité dans Evans 2011, 23)

Certainement, Stephen Harper considérait toujours à ce moment que le Canada devait continuer à faire valoir ses valeurs auprès de la Chine. Toutefois, l'approche utilisée tenait maintenant du « dialogue » et de « l'amitié ». Le premier ministre canadien utilisa pour la première fois le terme « partenariat stratégique » pour qualifier les relations sino-canadiennes, reprenant le concept annoncé par Hu Jintao lors de sa visite auprès de Paul Martin en 2005 (Evans 2011, 23). Stephen Harper évoquait alors la possibilité d'un « dialogue franc » afin de poursuivre « les liens d'amitié » avec la Chine (Chine 2010; Evans 2011, 23).

Quelques jours avant la visite de Hu Jintao au Canada, le directeur du Service canadien de renseignements (SCRS), Richard Fadden, fit une sortie dans les médias accusant le gouvernement chinois « d'influencer au moins deux ministres dans des Cabinets provinciaux », ajoutant que le gouvernement chinois était « agressif » dans son espionnage au Canada (cité dans CBC News 2010). L'ambassade de la Chine au Canada fut même accusée d'avoir organisé des protestations contre des politiques du Canada envers la Chine (CBC News 2010; Lo 2011, 72). Or, Stephen Harper n'aborda pas ces questions lors de la visite de Hu Jintao et s'assura même que les médias canadiens ne puissent pas poser des questions lors de la conférence de presse avec les dirigeants chinois (Delacourt 2010; Spector 2010a). Le gouvernement chinois aurait même obtenu certaines garanties directement du CPM, assurant que le président chinois ne soit pas accueilli par des manifestants protestant contre le régime communiste chinois, alors que les partisans du Falun Dafa furent gardés loin des endroits visités par le président sur la colline parlementaire à Ottawa (Delacourt 2010).

Lors de la cérémonie célébrant le 40^{ème} anniversaire des relations entre le Canada et la République populaire de Chine, Stephen Harper affirma que le Canada était dans une « position privilégiée pour coopérer avec la Chine », invitant les investisseurs chinois à collaborer avec les compagnies canadiennes (cité dans Radio-Canada 2010). La nouvelle vision de Stephen Harper envers la Chine était alors à se concrétiser. Durant cette cérémonie, le premier ministre expliqua :

As the structure of the world economy changes, more and more, we are in a position to cooperate for our mutual benefit. [...] China needs a stable source of energy to fuel its continuing growth; Canada is an emerging energy superpower. [...] In other words,

in the context of global economic developments, it is clear that the strategic partnership between Canada and China has never been more promising. Our countries have both performed relatively well in the global recession, and we have been on the right side in the crucial deliberations in the G20 over the past two years. [...] Canada has low and falling tax rates, a low debt-to-GDP ratio, and an environment welcoming to foreign investment. Chinese exporters seek fast and efficient access to North American markets. (cité dans Blanchfeild 2010)

Stephen Harper considérait maintenant que le Canada devait poursuivre un dialogue avec la Chine et non une confrontation sur les questions des droits de la personne :

The friendship between Canada and China has also grown in recent years in the context of a frank and respectful dialogue on the universal principles of human rights, and the rule of law. Canada can talk to China about human rights in a “respectful” manner that does not harm trade relations. (cité dans Blanchfeild 2010)

La vision de Stephen Harper envers la Chine en était maintenant une de recherche d'influence positive bien plus que de critique publique et de distinction dichotomique entre les échanges économiques et les valeurs canadiennes. Le discours de Stephen Harper lors de la visite de Hu Jintao démontre qu'il souhaitait maintenant entretenir en engagement constructif et non une approche conflictuelle et dénonciatrice.

En novembre 2011, le gouvernement Harper apprenait que le processus d'évaluation de l'oléoduc Keystone aux É-U ne se dénouerait pas avant les élections présidentielles de 2012. Selon des informations obtenues par le journaliste Paul Wells, dès le lendemain, Stephen Harper annonça à son comité des priorités du Cabinet que le Canada faisait maintenant de l'exportation de l'énergie, essentiellement de l'énergie fossile il faut comprendre, la nouvelle « priorité stratégique de son gouvernement » (Wells 2014, 369). Surtout, il précisa que l'Asie était maintenant la cible d'exportations de choix, avec la Chine comme destination privilégiée (Wells 2014, 369). Stephen Harper acquiesçait alors à une demande de l'industrie pétrolière albertaine qui cherchait désespérément de nouvelles sources d'investissement et de nouveaux marchés pour ses produits devant le ralentissement économique américain et l'indécision du président américain concernant Keystone (Wells 2014; 369 Ibbitson 2014). Devant ce refus du président au sujet de ce pipeline, Stephen Harper entrevoyait une « calamité économique pour le Canada » et considérait qu'il n'avait d'autre choix que de se tourner vers l'Asie (Press 2011; Cattaneo 2013; Bloomberg News 2014). Cette vision de Stephen Harper de la Chine comme un partenaire économique du Canada fut dévoilé publiquement lors de sa visite de février 2012 en Chine. Stephen Harper expliqua lors de cette visite :

Simply put, China needs energy and Canada has natural resources to sell. We are an emerging energy superpower, we want to sell our energy to people who want to buy our energy. It's that simple. Canadians also demand that their government be a responsible global citizen in dealing with the peace and security challenges that confront the world and, wherever we can urge other governments, including global actors like China, to do the same. (cité dans CTV news 2012b)

Lors de cette même visite en Chine en février 2012, Stephen Harper adopta une approche concernant les droits de la personne et les libertés civiles en Chine beaucoup moins affirmée qu'auparavant. Prônant une vision bien plus proche de la politique développée sous les gouvernements précédents, il affirma à ce sujet dans un discours lors d'un événement organisé par le CCBC prononcé à Guangzhou :

Canadians believe, and have always believed, that the kind of mutually beneficial economic relationship we seek is also compatible with a good and frank dialogue on fundamental principle. And they demand that their government—and their businesses—uphold these national characteristics in all our dealings. Therefore, in relation between China and Canada, you should expect us to continue to raise issues of fundamental freedoms and human rights, and to be a vocal advocate for these just as we will be an effective partner in our growing and mutually beneficial economic relationship. (CTV news 2012; Mackinnon 2012a)

Deux changements sont notables dans ce discours. D'une part, bien qu'il indique que les questions de principe demeurent importantes, celles-ci étaient maintenant des « enjeux » (*issues*) que le Canada devaient « promouvoir » (*advocate*). En 2007, Stephen Harper affirmait plutôt vouloir exprimer « continuellement » les « inquiétudes » (*concerns*) du Canada par rapport au « mauvais traitement » (*ill-treatment*) des droits fondamentaux en Chine (cité dans Foot 2007). La critique directe par rapport aux droits de la personne est abandonnée au profit de la promotion « positive » de ceux-ci. Puis, Stephen Harper n'aborda pas directement des cas précis, préférant laisser ces discussions privées. En effet, alors que des médias canadiens soulevèrent les cas spécifiques de violations de droits, dont celui de Huseyincan Celil, Stephen Harper évita de mentionner ce cas ou d'autres (Mackinnon 2012a).

7.3.3 – La nouvelle représentation idéationnelle de Stephen Harper envers la Chine

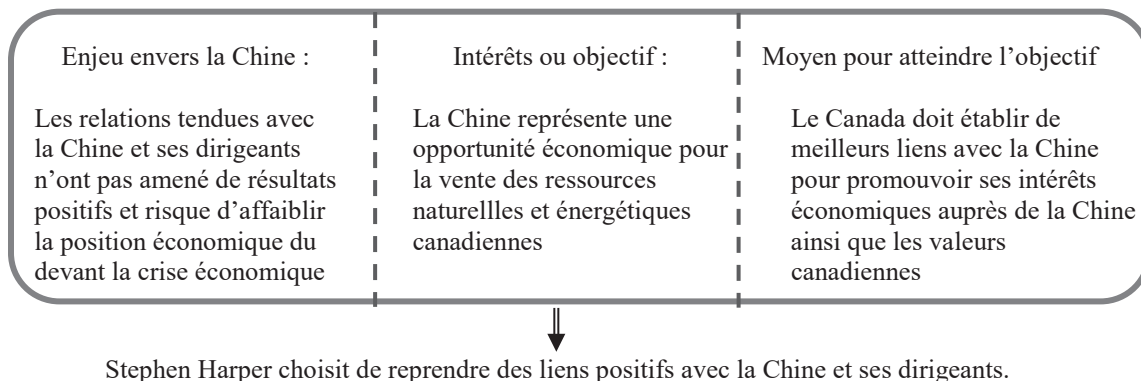
Selon plusieurs ministres conservateurs de l'époque, Stephen Harper avait compris l'importance de la Chine pour le Canada et l'avantage de créer un respect et une confiance mutuelle avec les dirigeants chinois pour aborder discrètement les questions plus difficiles (entrevues Cabinet Harper). Par exemple, David Emerson affirma que le premier ministre Harper lui-même avait « fait du chemin » pour reconnaître l'importance de la Chine (entrevue Emerson).

Ainsi, Stephen Harper parlait alors de la Chine comme d'un ami du Canada et faisait preuve d'optimisme dans la poursuite des relations sino-canadiennes :

The 10-year-loan of the pandas, besides being an obvious gesture of friendship, the length of that loan indicates the degree of commitment that the Chinese really do have, and the optimism that they have for the relationship going forward. [...] I think this really is a trip that is really moving us to a totally new level in our relationship, one that is going to be very good for both of our countries, particularly good for the creation of jobs and opportunities in the future. (cité dans Mackinnon 2012a)

Ainsi, la représentation idéationnelle de Stephen Harper subit une transformation importante entre 2008 et 2012 comme en témoignent l'évolution ses propos envers la Chine. Tel qu'illustré à la figure 20, il est possible de considérer que la représentation idéationnelle de Stephen Harper concernant la politique étrangère du Canada envers la Chine était alors la suivante : *En raison de la crise économique (de 2008), le Canada doit promouvoir les intérêts commerciaux et les valeurs canadiennes de manière constructive directement auprès des dirigeants chinois pour profiter des opportunités commerciales avec la Chine*¹³³.

Figure 20 : Composantes de la représentation idéationnelle de Stephen Harper en 2008-2012



Dans une rare entrevue de fond accordée à un média canadien, Stephen Harper affirma en 2011 suite à sa victoire électorale que le Canada devait apprendre à travailler avec plusieurs partenaires économiques sur la scène internationale :

Yeah, we have a strong economy, but really we have a stronger Canadian economy within a world economy. [...] But nevertheless, we're just a piece of the global economy. That's the first thing, and whether you go to security matters or pandemics, it's all international. I'm not saying it is not necessary to have good relations with a

¹³³ Dix des intervenants rencontrés considèrent qu'il s'agissait de la vision de Stephen Harper entre 2009 et 2012, trois considèrent que cette vision de Stephen Harper était motivée uniquement par des calculs politiques (entrevues ACIDI Harper; Cabinet Harper; SMAECI Harper; D. Mulroney; Wright; Day; Emerson; PCO Harper; SCPM Harper, Saint-Jacques).

lot of people; in fact, having good relations, first and foremost, with our most critical ally, the United States, is essential to Canada's well-being, as are our good relations or good dimensions of relations with a large number of other players. But it isn't enough, in this day and age, to say we get along with people. We have to have a clear sense of where we want to be and where we would like our partners to go into the various challenges that are in front of them. (Whyte 2011)

Tout indique qu'entre 2008 et 2012 la Chine est devenue aux yeux de Stephen Harper l'un de ses partenaires économiques incontournables. Ainsi, Stephen Harper laissa de côté sa vision manichéenne envers la Chine. Est-ce que sa vision était essentiellement pragmatique afin de maximiser les profits commerciaux du Canada ou est-ce qu'il croyait sincèrement que la Chine pouvait être compatible avec ses valeurs ? Initialement en 2008-2009, il est fort probable que son changement de vision fut pragmatique par calcul politique, autant au niveau électoral que pour aider à préserver l'économie canadienne. Toutefois, ses contacts répétés avec les dirigeants chinois et ses visites en Chine en 2009 et 2012 semblent indiquer qu'il avait probablement modifié sa perception de la Chine de manière un peu plus substantielle, notamment en raison de ses nouveaux liens avec les dirigeants chinois.

7.4 – L'influence de nouveaux liens tissés par Stephen Harper

La modification de la représentation idéationnelle de Stephen Harper envers la Chine subit une modification significative entre 2008 et 2012. Ce changement coïncide avec le rapprochement de Stephen Harper auprès de certains individus appartenant à l'élite de la communauté d'affaires canadienne. Alors que le caucus conservateur était divisé sur la position à prendre envers la Chine en 2006, Stephen Harper fut influencé par les élites de la droite conservatrice canadienne qui avaient peu d'estime pour le régime du Parti communiste chinois. Stephen Harper entretenait des liens avec ces élites depuis son arrivée en Alberta et son implication au sein du Parti progressiste conservateur et réformiste par la suite (McDonald 2004; 2010). Toutefois, à partir de 2008, ces élites commencèrent à perdre de l'influence au profit de celles qui souhaitaient de meilleures relations avec la Chine. Les groupes qui étaient favorables à la Chine reprirent progressivement l'influence perdue entre 2006 et 2008. Cette section explique comment cette situation s'est produite.

7.4.1 – La construction de liens de confiance avec les dirigeants chinois

Selon le modèle théorique proposé, en plus des élites nationales, les dirigeants des autres pays peuvent avoir un impact sur la représentation idéationnelle du premier ministre canadien. La relation privilégiée de leader à leader, les deux partageant une position et une réalité politique quotidienne relativement unique, fait en sorte que lorsqu'un lien de confiance se tisse entre eux les informations qu'ils échangent deviennent importantes dans leur évaluation de la relation entre leur pays. Cette relation agit à la manière d'une boucle de rétroaction sur la politique étrangère. Cette boucle de rétroaction a agi sur Brian Mulroney lors de sa visite en Chine en 1986 et les multiples rencontres de Jean Chrétien avec les dirigeants chinois agirent aussi à la manière d'une boucle de rétroaction renforçant sa représentation idéationnelle des relations sino-canadienne. Le chapitre 6 a permis de démontrer que Stephen Harper avait rencontré le président chinois qu'à deux reprises en 2006 et 2007 et ces rencontres avaient été difficiles. Toutefois, la relation devint plus cordiale par la suite (entrevues Emerson; Day; Cabinet Harper; Harder). En effet, les rencontres de Stephen Harper avec Hu Jintao se multiplièrent, si bien que les deux leaders eurent plus d'une douzaine de rencontres officielles de juillet 2008 à l'hiver 2012¹³⁴. Or, la transformation de la représentation idéationnelle de Stephen Harper commença en juillet 2008 et se poursuivit parallèlement à ce rapprochement avec Hu Jintao durant les trois années suivantes.

Il est également important de comprendre le contexte dans lequel ces rencontres entre Hu Jintao et Stephen Harper eurent lieu en 2008. En pleine campagne électorale, celle-ci ayant été déclenchée de manière anticipée en septembre 2008, la crise financière déclenchée par la chute du marché immobilier et les papiers commerciaux y étant associés aux É-U atteignit des proportions inattendues et commença à menacer la stabilité financière de l'économie mondiale (Shiller 2012). La faillite de Lehmann Brothers le 14 octobre 2008 créa un vent de panique dans les places financières et les capitales à travers le monde alors que le gouvernement américain intervint le lendemain pour sauver AIG de la faillite, la plus importante compagnie d'assurance américaine (Grunwald 2014). À quelques semaines des élections canadiennes, le 29 septembre 2008, la bourse de New York connaît sa plus grande chute lors d'une même journée. Stephen Harper, pris de court par la situation et malgré sa promesse de ne pas engager le Canada vers un déficit, réussit malgré tout à remporter une seconde victoire minoritaire (Curry et

¹³⁴ Les deux leaders eurent des rencontres lors des sommets du G8+5 de 2008, du G20 de 2008, 2009, 2010 et 2011, les sommets de l'APEC de 2008, 2009, 2010 et 2011, en plus des visites officielles de 2009, 2010 et 2012.

McKenna 2014). Quelques jours après cette réélection, Stephen Harper participa à deux rencontres internationales qui portaient sur la gestion mondiale de cette crise financière.

Devant l'accélération de la crise financière internationale en septembre 2008 et les rencontres des ministres des Finances des pays du G7 et du G20 au début d'octobre à Washington, la possibilité de tenir un sommet spécial dédié à gérer la crise commença à circuler (Kirton et Guebert 2009). Le président français, Nicolas Sarkozy, fut le premier dirigeant à soulever publiquement cette possibilité de tenir un sommet « G8+5 » sur la crise. Stephen Harper s'annonça favorable à cette initiative lors de sa rencontre avec Nicolas Sarkozy en marge du sommet de la Francophonie à Québec, à quelques jours de l'élection de 2008. Bien que les résultats de ce sommet tenu les 14 et 15 novembre à Washington furent mitigés, ce fut tout de même l'occasion pour les dirigeants des 20 plus importantes économies de discuter de solutions à la crise économique mondiale qui se dessinait (Kirton et Guebert 2009). Puis, le 22 et 23 novembre 2008, Stephen Harper participa au sommet de l'APEC au Pérou durant lequel les discussions furent également orientées vers la crise économique de 2008 (Reuters 2008).

Lors de ces deux forums internationaux, Stephen Harper put aussi avoir des discussions avec son homologue chinois Hu Jintao. La Chine jouissait alors d'une bonne réputation en matière de réactions à une crise financière internationale, suite à sa bonne tenue lors de la crise asiatique de 1997-1998 et fut très active dans ces deux forums pour tenter de trouver des mesures atténuantes contre la crise (Ping 2010, 141).

Selon des sources à l'interne du gouvernement Harper, le premier ministre canadien fut impressionné par les compétences économiques déployées par ses homologues chinois durant ces rencontres (entrevues SMAECI Harper; SCPM Harper). Les rencontres bilatérales entre Hu Jintao et Stephen Harper en marge de ces sommets furent positives (entrevues Cabinet Harper; Ping 2010, 141). De plus le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, avait indiqué au premier ministre la gravité de la situation et l'importance pour le Canada de diversifier son économie afin d'éviter d'être entraîné dans une spirale descendante par son voisin américain (Wells 2014, 194-197). Quelques mois plus tard, le ministre des Affaires étrangères de la Chine en voyage au Canada affirma devant les médias dans le bureau du premier ministre Harper que ces rencontres avaient « donné le ton » à la nouvelle relation positive entre les deux pays (La Presse Canadienne 2009) Liu Xuecheng, alors chercheur sénior au *China Institute of international studies* et vice-président exécutif au *Centre for China-US relations*, rapporta en

2010 autant dans un média chinois que dans une publication canadienne que la relation entre Hu Jintao et Stephen Harper vécut un virage lors de leur rencontre au sommet du G8 au Japon en juillet 2008 :

Their relations did not turn around until July 2008, when President Hu Jintao and Prime Minister Stephen Harper met on the sidelines of the Group of Eight outreach sessions in Japan. At the meeting, the leaders reached major agreements on re-boosting China-Canada relations, which gave impetus to improving their bilateral relations. (Liu 2010; 2011)

Le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon affirma que les rencontres entre Stephen Harper et Hu Jintao en 2008 avaient contribué aux changements dans la relation :

The change grew out of a recent meeting about money between Harper and Hu Jintao. They sat down at a meeting a few months ago to discuss the world economic crisis and the challenges that lay ahead and I got the distinct feeling from the leadership that meeting went off very well. (cité dans O'Hara-Byrne 2009)

De même, l'ex-ambassadeur de la Chine au Canada, Mei Ping, identifia ces rencontres comme des signes démontrant le retour progressif de la relation sur la bonne voie (Ping 2010, 141). En fait, Stephen Harper se mit à utiliser la Chine comme un exemple à suivre pour affronter la propagation de la crise économique. Lors d'un discours au parlement canadien visant à justifier la possibilité que son gouvernement soit obligé de stimuler l'économie canadienne pour faire face à la crise, Stephen Harper utilisa comme exemple l'investissement d'un demi-milliard de dollars annoncé par la Chine (Wells 2014, 198-200; Akin 2008; Canada. Chambre des Communes 2008). Ce fut d'ailleurs en marge du sommet de l'APEC qu'il envisagea publiquement pour la première fois la possibilité de devoir contracter un déficit (Wells 2014, 194-200)¹³⁵. Stephen Harper, qui n'avait rencontré que deux fois Hu Jintao entre février 2006 et juin 2008, venait d'avoir trois entretiens privés avec le président chinois en moins de cinq mois. De plus, il citait maintenant la Chine comme un exemple pour justifier la nécessité d'investir davantage dans l'économie canadienne.

La Chine offrait un endroit où le Canada pouvait diversifier son économie et les discussions en ce sens entre Hu Jintao et Stephen Harper lors de ces trois rencontres furent positives et amena Stephen Harper à revoir sa position envers la Chine (entrevues SDEACI Harper; Cabinet Harper).

¹³⁵ La mise à jour financière publiée par son gouvernement le 27 novembre 2008 ne contenait pas suffisamment d'initiatives de stimulation économique et trop de mesures controversées aux yeux des partis d'opposition, ce qui plongea le Canada dans la crise de politique de la prorogation de décembre 2008 (Banack 2008; Davison 2009; Whelldon et McBrien 2014).

La représentation idéationnelle de Stephen Harper commença à se transformer seulement lorsqu'il développa de nouveaux liens de confiance avec le président chinois Hu Jintao. À travers ses conversations avec les dirigeants chinois il put constater que le régime communiste n'était peut-être pas comme il le croyait en 2006 et 2008. C'est à ce moment qu'il put commencer à croire que la Chine pouvait être un « allié » économique du Canada. Ce développement de confiance avec les dirigeants chinois fut jugé comme ayant été un élément important pour comprendre le revirement de la politique du gouvernement Harper par plusieurs des acteurs interrogés (entrevues D. Mulroney, Wright, Day, Emerson, Cabinet Harper, SMAECI Harper, SCPM Harper, BCP Harper, ACDI Harper). Ces nouveaux liens agissent comme une boucle de rétroaction initiant un changement de la représentation idéationnelle de Stephen Harper.

7.4.2 – Les ministres favorables à la Chine et proches des élites d'affaires canadiennes

À son arrivée au pouvoir en 2006, Stephen Harper s'est entouré de ministres qui faisaient partie de la droite conservatrice canadienne, plusieurs d'entre eux étant issus du Parti réformiste. Comme expliqué au chapitre 6, Stephen Harper réussit à fusionner l'Alliance canadienne et le Parti progressiste-conservateur afin d'unir tous les courants de la droite au Canada. Les élites proches de Stephen Harper, telles que Preston Manning, son lieutenant politique Jason Kenney, ses collègues de l'École de Calgary et les pasteurs de la droite religieuse qu'il avait côtoyés avant de devenir premier ministre étaient des élites de la droite conservatrice religieuse et économique canadienne (Mackey 2006, 61, 73, 122; Vastel 2006; McDonald 2010; Jeffrey 2011, Smith 2012; entrevues Cabinet Harper, BCP Harper, SMAECI Harper). Une fois devenu premier ministre, Stephen Harper fut amené à côtoyer des élites beaucoup plus près de la communauté d'affaires canadiennes, de « *l'establishment* canadien » (entrevues Cabinet Harper, BCP Harper, SMAECI Harper, SCPM Harper). Profitant de l'ouverture de Stephen Harper envers la Chine grâce à ses contacts avec Hu Jintao en 2008, ces élites purent à leur tour influencer le premier ministre.

D'abord, les ministres Emerson, Bernier, Flaherty, Baird, Cannon, Moore et Ritz, tous favorables à une politique plus engagée envers la Chine, purent étoffer leurs arguments en faveur de la Chine en raison de la crise financière et de l'intensification des doléances de la communauté d'affaires canadienne. D'ailleurs, tous ont participé à des événements organisés par le CCBC entre 2006 et 2008 (entrevues SMAECI Harper; SCPM; Harper; documents consultés lors de ces entrevues), alors même que le CPM semblait méfiant envers cette organisation. Ces ministres

purement progressivement faire pression subtilement sur le premier ministre pour qu'il modifie la position de son gouvernement envers la Chine. Selon David Emerson, le tremblement de terre au Sichuan amena le premier ministre Harper à écouter d'autres opinions concernant la Chine :

The Sichuan earthquake was an event that had a human and emotional context, such events are very persuasive and caused people to think differently, it had an impact. The reality is that political leaders are just ordinary people and they are affected just like others by these kinds of events. I think it made a real difference and it probably helped to unease some of the tension. [...] Colleagues in the Cabinet who came to power with very cautious views on China, saw on the ground that things were not what they thought. Some became advocate for better relations with China and this situation also affected the Prime Minister's views on China and help him start considering different options from people with positive ties to China. (entrevue Emerson)

Suite à sa visite en Chine quelques jours après ce séisme, David Emerson fut nommé le 26 mai 2008 ministre intérimaire des Affaires étrangères, poste qu'il occupa jusqu'à l'élection du second gouvernement minoritaire de Stephen Harper en octobre suivant. Cette nomination de David Emerson à ce poste, quelques jours après qu'il ait affirmé que le Canada devait reprendre un dialogue positif avec la Chine indique que le premier ministre n'était plus totalement en désaccord avec la position prônant un plus grand engagement et moins de critiques publiques envers la Chine (entrevues Emerson, Cabinet Harper). David Emerson expliqua aussi en entrevue qu'il tenta de convaincre le premier ministre et son lieutenant politique, Jason Kenney, de faire preuve d'une plus grande ouverture envers la Chine :

I presented a proposal to bring a more pro-engagement policy towards China that started to get more attention from the Prime Minister after the [Sichuan] earthquake and my trip [to China]. Some of the discussion were pretty sparky, but with my riding in B.C. having a large Chinese population and my wife being of Chinese origin, I could persuade the government that we had to be careful of our relationship with China. Jason Kenney eventually listen to my political presentation, and we started to encourage more sensitivity, looking at the Chinese-Canadian has a potential political base in certain key areas towards which we needed to be more sensitive. (Entrevue Emerson.)

David Emerson expliqua que contemplant la possibilité d'une élection anticipée avant la fin de l'année, Stephen Harper se mit à être plus sensible à la possibilité de gain électoral auprès de la diaspora chinoise canadienne (entrevue Emerson). Jason Kenney avait reçu le mandat explicite de la part du premier ministre d'utiliser des méthodes de statistiques avancées pour bâtir une stratégie électorale afin de courtiser davantage les « nouveaux » Canadiens à voter pour le Parti conservateur (Castonguay 2013). Jason Kenney, lui-même un membre de la droite religieuse du parti, fut donc amené à revoir sa rhétorique face au régime communiste afin de ne pas nuire à sa

stratégie envers les communautés culturelles et la diaspora chinoise. Stephen Harper fut éventuellement convaincu que « les Canadiens d'origine chinoise représentaient une population de nouveaux électeurs pour le Parti conservateur » (Nossal et Sarson 2014, 156; Castonguay 2013). Selon David Emerson, qui quitta la politique lors du déclenchement des élections de l'automne 2008, cette stratégie électorale fut déterminante pour expliquer le changement d'attitude du gouvernement Harper et du premier ministre envers la Chine.

Le rôle de Jason Kenney à ce niveau ne doit pas être sous-estimé. Non seulement ce dernier faisait partie de la garde très rapprochée de Stephen Harper (Castonguay 2013; McDonald 2004; 2010), mais en plus il avait été l'un des plus sévères critiques à l'endroit du régime chinois pas le passé (Fife 2004; 2005). Comme l'explique Nossal et Sarson, il a travaillé à ajuster le message des conservateurs envers la Chine de manière à maximiser le support électoral de la minorité chinoise qui n'était pas favorable à une critique directe du gouvernement chinois (Nossal Sarson 2014, 156-157). Durant la campagne électorale de l'automne 2008, Stephen Harper mentionna même dans une entrevue accordée à un quotidien canadien de langue chinoise, *Sing Tao*, qu'il avait « hâte de visiter la Chine éventuellement » et ajouta même qu'il souhaitait « un dialogue avec ses homologues chinois à tous les niveaux » (cité dans Wahl 2008; Laghi et Chase 2008). Cette sortie faisait vraisemblablement partie de la stratégie électorale visant les Canadiens d'origine chinoise (Laghi et Chase 2008).

Avant la campagne électorale de l'automne 2008, David Emerson continua à mettre subtilement de la pression politique sur Stephen Harper. Présent à Beijing lors des Jeux olympiques, il dénonça l'utilisation du drapeau canadien par une manifestante protibétaine durant une compétition à Hong Kong, souhaitant que la politique ne soit pas mêlée aux Jeux olympiques. David Emerson ajouta également :

China has reduced poverty more than any other country in the history of the world, Have they reached the nirvana, the pinnacle of where we'd like them to be in terms of democracy and human rights? No, but they've come a long, long way. (cité dans Mickleburgh 2008)

Puis, lors de la cérémonie d'ouverture il tenut des propos qui démontraient clairement sa position à propos de l'absence de Stephen Harper :

It would be very, very nice to see the Prime Minister come to China, but I don't want to get the cart ahead of the horse. One thing at a time. (cité dans Mickleburgh 2008)

Selon plusieurs des intervenants de l'époque, d'autres ministres favorables à la Chine gagnèrent également de l'influence auprès du premier ministre, particulièrement en regard de la crise économique mondiale qui exigea de Stephen Harper de se rapprocher des ministres plus près de la communauté d'affaires canadienne. C'est ainsi que Jim Flaherty, John Baird, James Moore, Laurence Canon et Jim Prentice pour en nommer quelques-uns, virent leur influence grandir auprès du premier ministre (entrevues Cabinet Harper; SCPM Harper).

Stockwell Day fut un autre membre de la droite religieuse qui devint un défenseur de meilleures relations avec la Chine suite à sa visite du printemps 2009. Alors qu'il était l'un des plus opposés au rapprochement envers la Chine, Stockwell Day était revenu de la Chine avec une appréciation renouvelée de l'empire de milieu, affirmant pouvoir prendre le téléphone pour tenter de régler directement des différends commerciaux avec son homologue chinois (Clark 2009; entrevue Day). Il semble même que Stockwell Day développa des liens de confiance et de proximité avec certains membres du gouvernement chinois, dont Bo Xilai (Clark 2012). Le ministre réalisa que contrairement à ce qu'il croyait, « le Canada avait besoin de la Chine bien davantage que le contraire » (entrevue Day). En fait, il expliqua que l'amélioration des rapports interpersonnels entre les leaders des deux pays et la réalisation que le Canada avait bien plus d'intérêts économiques à tirer dans sa relation avec la Chine que le contraire furent l'une des raisons principales du renversement de politique envers la Chine de son gouvernement (Entrevue Day). L'ambassadeur du Canada en Chine considère que Stockwell Day a joué un certain rôle dans le changement d'approche du gouvernement envers la Chine :

Stockwell Day was the first member of a foreign government to go to Sichuan. He did a full trip in China and had a full day in the zone affected by the earthquake. He had an impact on the Chinese and his visit certainly affected his own vision of China and also the vision of the political leadership in Ottawa. Day had been very skeptical about the relationship in the past but he took back a strong message of compassion and a human understanding of China. He repeated to his colleagues that the Chinese were doing a remarkable job in the reconstruction efforts, that this country was changing, that we can work with these guys, that we have important interest in this country and that the way to influence them is to engage with them, having ministerial contacts, sending ministers over and not a confrontational approach. He came back from his trip with a strong message that Canada had to do more. (Entrevue Wright)

Stockwell Day considère lui-même que cette visite eut un effet fondamental sur la transformation de sa vision et celle de son gouvernement sur la Chine :

This visit to the earthquake zone had a profound impact. The first thing I did is go to the earthquake site. Walk among the ruins. I was the first foreign minister to make a

trip to the devastated area and I think that went a long way into building an appreciation for our government and some renewed trust between our two countries. It gained a lot of good will. I then developed a good relationship with the Chinese minister of trade. [...] This relationship and trust building help create a better understanding, we did have our differences and we could express them without reservation, but we would do it in a way that was more in the line of how they would conduct diplomacy. (Entrevue Day)

Ceci rejoint les propos de David Emerson qui affirma que le tremblement de terre eut un impact significatif sur la perception de ses collègues envers la Chine (entrevue Emerson). Au printemps 2009, Stockwell Day passa le week-end de Pâque en Chine et put assister à une messe dans la capitale chinoise (Mackinnon 2009), il fit également la connaissance de l'un des rares chrétiens influents en Chine, l'économiste Zhao Xiao, qui était également impliqué dans les efforts de reconstruction au Sichuan. Or, ce dernier créa ensuite un partenariat avec le Trinity Western University, institution canadienne ayant des liens avec plusieurs membres de la droite conservatrice, dont Preston Manning, pour former des dirigeants du Parti communiste chinois à « l'éthique chrétienne du capitalisme » (McDonald 2011, 356; Smith 2011). Stockwell Day trouvait ainsi un lien avec ces convictions religieuses en Chine, réconfortant davantage sa conversion en faveur de la Chine. Stockwell Day, autrefois l'un des opposants à l'intérieur du caucus et du Cabinet Harper à des relations cordiales avec la Chine, devint l'un des défenseurs de la position plus constructive et conciliante envers la Chine (Mackinnon 2009; entrevues Cabinet Harper; entrevue Wright). Durant sa visite en Chine, il affirma même vouloir « confirmer que le Canada considère la Chine comme un partenaire économique clé » (Radio-Canada 2009). Après sa carrière politique en 2011, il devint membre de la Fondation de l'Asie Pacifique du Canada et du CCBC¹³⁶.

Stephen Harper vit en les personnes de Kenney et Day, deux membres très influents de la droite religieuse de son parti argumenter pour une relation plus cordiale avec la Chine. Stephen Harper fut ainsi amené progressivement en 2008 et 2009 à écouter la position de ministres étant plus près des élites de la communauté d'affaires canadienne favorable aux bonnes relations avec la Chine (entrevues Cabinet Harper; Day; Emerson). Ce fut à ce moment que la représentation idéationnelle du premier ministre envers la Chine se transforma plus favorablement.

¹³⁶ En date du 1er juillet 2017, Stockwell Day était toujours membres du conseil d'administration du CCBC et un fellow associé à la fondation Asie Pacifique : <https://www.ccbc.com/board-members/stockwell-day> ; <https://www.asiapacific.ca/about-us/distinguished-fellows/stockwell-day> (pages consultées le 1er juillet 2017).

7.4.3 – Le retour de la communauté d'affaires et du CCBC auprès du premier ministre

Les élites membres de la communauté d'affaires et du CCBC ont aussi retrouvé progressivement une influence auprès du premier ministre, ce qu'ils avaient perdu après la prise de pouvoir du Parti conservateur. D'abord, le président du CCBC, Peter Harder, affirma en 2008 que les entreprises canadiennes commençaient à perdre des opportunités d'affaires en raison « du froid entre les leaders les plus séniors » de la Chine et du Canada. Le président du CCBC dénonçait l'absence de défense des intérêts commerciaux canadiens par les dirigeants canadiens comparativement à ceux des « É-U, de la France, de la Russie, de l'Allemagne, de l'Afrique et de l'Amérique latine », tentant de démontrer que le Canada faisait cavalier seul contre la Chine (Harder 2008). Le CCBC souhaitait le retour de la politique d'engagement constructif :

Over the years, Canadian prime ministers, Cabinet ministers and their officials, myself included, have not shied away from discussing with Chinese leaders the importance that Canadians place in the respect for human rights in China and around the world. In face-to-face meetings with China's most senior leaders, Canada has helped influence Chinese thinking on issues of accountability, the rule of law, transparency and good government. [...] The United Nations Development Program tells us that 200 million people in China have been lifted above the UN poverty line. [...] If we do not re-engage China at the most senior political level, we will be disengaging ourselves from any role in the integration of China into global economic and geopolitical institutions. [...] China's unprecedented candor and openness to foreign assistance in response to last week's earthquake is evidence of how much Premier Wen Jiabao and his ministers have learned from their clumsy media management of Tibet and how resolved they are that China be looked upon as a "normal" member of the international community. A positive consequence of this horrific tragedy is that Canadians have seen the people of China and their government manage this crisis in the shared experiences of grief, empathy, urgent response and determination to carry on. These events and their aftermath are an opportunity for Canadians to recover some of what we have lost in the past two years. (Harder 2008)

Peter Harder défendait l'idée selon laquelle la Chine continuait à faire du progrès et que le Canada devait poursuivre son engagement auprès des dirigeants chinois, utilisant l'exemple du tremblement de terre au Sichuan pour argumenter que le gouvernement Harper pouvait trouver un terrain d'entente pour coopérer positivement avec Beijing. Ce texte est d'autant plus significatif que son auteur était aussi un ancien membre haut placé du MAECI ayant été entre autres sous ministre des Affaires étrangères auprès de Peter Mackay (entrevue Harder). Des membres du caucus conservateur près de cette communauté, tels que David Emerson, John Baird et Jim Flaherty ont aussi relayé au premier ministre les doléances de la communauté d'affaires canadienne afin d'encourager une modification dans l'approche du gouvernement conservateur

envers la Chine (Entrevue Cabinet Harper, entrevue Emerson). Puis, André Desmarais s'adressa publiquement à Stephen Harper à l'hiver 2009 :

Stephen Harper doit se rendre en Chine le plus tôt possible, afin que le gouvernement chinois sache toute l'importance que les Canadiens accordent à nos relations bilatérales. [...] Nous ne devons pas gaspiller ce précieux actif. Si nous commettions cette erreur, la perte serait irrécupérable, il y aurait un risque de gâchis. (cité dans Tanguay 2009)

Sachant que certains membres du MAECI travaillaient déjà depuis quelques mois avec leurs homologues chinois afin de «rebâtir la confiance» entre les deux dirigeants en vue d'une éventuelle visite officielle (Evans 2011, 23; entrevue SMAECI Harper), il semble que cette sortie publique de la part d'André Desmarais fut faite au moment où Stephen Harper devait considérer sérieusement cette possibilité, l'ayant lui-même évoqué en octobre 2008 (Wahl 2008). Par la suite, les visites ministérielles en Chine furent organisées avec des événements liés au CCBC (Entrevue D. Mulroney; Day; SMAECI Harper; Cabinet Harper; Clark 2012; Hu 2010; Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2010; documentation du CCBC consulté à la bibliothèque du MAECI¹³⁷). De plus, les nouveaux bureaux commerciaux du MAECI ouverts à partir de 2009 ont repris leur collaboration avec le CCBC (Mackinnon 2009). Les ministres des Affaires étrangères David Emerson, Lawrence Cannon et John Baird avaient des préjugés favorables envers la communauté du CCBC, de même que le ministre des Finances Jim Flaherty (entrevues Cabinet Harper). À ce titre, Stockwell Day participa à une conférence du CCBC en novembre 2011 à Chongqing lors duquel il fit un discours en l'honneur de Bo Xilai où étaient également présents Jean Chrétien et André Desmarais (Clark 2012). Ce rapprochement de Stockwell Day auprès de dirigeants chinois et de membres du CCBC illustre bien l'influence renouvelée de la communauté d'affaires canadienne favorable à la Chine auprès du gouvernement Harper. Lorsque David Emerson quitta la vie politique active en 2008, et lorsque Stockwell Day fit de même en 2011, les deux se joignirent au conseil de direction du CCBC. Le CCBC qui était associé davantage au Parti libéral eut donc en ses rangs d'anciens ministres conservateurs.

La visite du ministre chinois Yang Jiechi en juin 2009 à Ottawa fut organisée en collaboration étroite avec le CCBC (Burton 2009). Cette visite de Yang Jiechi s'inscrivait dans

¹³⁷ Documentation consultée à la bibliothèque de l'édifice Pearson, siège du MAECI; Site Web du CCBC, voire entre autres : <http://www.ccbc.com/events/beijing-the-ccbc-canada-china-business-forum-leaders-luncheon-banquet/> (page consultée le 15 février 2016).

les efforts de la communauté d'affaires canadienne visant à convaincre le premier ministre d'organiser une première visite officielle en Chine et consolider la reprise des contacts à haut niveau réguliers avec le gouvernement chinois (entrevue Harder; SMAECI Harper; Emerson, Day; Cabinet Harper). Ces contacts étaient jugés très importants dans la conduite des relations d'affaires avec les entreprises chinoises (entrevue Kutulakos). Ces efforts ont porté fruit alors que lors de la visite officielle au Canada en juin 2010 de Hu Jintao, autant Stephen Harper que Hu Jintao firent des discours lors d'un banquet dans le cadre du 4^e forum commercial Canada-Chine organisé en collaboration avec le CCBC (Hu 2010; Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China 2010). Puis, lors des visites de Stephen Harper en Chine en 2012 et 2014, ce dernier participa à des événements organisés par le CCBC (entrevue Harder).

Stephen Harper accepta de se prêter aux activités organisées par le CCBC comme Jean Chrétien et Paul Marin l'avaient fait auparavant. De plus lors de ses visites en 2012 et 2014, des délégations commerciales accompagnèrent le premier ministre, non sans rappeler les délégations qui avaient accompagné Jean Chrétien et Paul Martin. Ces délégations étaient certes de moindre envergure que celles de *Team Canada*, mais elles témoignent tout de même de l'importance renouvelée de la communauté d'affaires canadienne et des intérêts commerciaux dans la politique étrangère du gouvernement Harper envers Chine. Lors de sa visite en Chine en 2012, Stephen Harper fit même un détour vers Chongching afin de rencontrer personnellement Bo Xilai qui entretenait depuis plusieurs années des contacts avec le CCBC et Power Corporation (Clark 2012). Durant ces visites, il ne fait aucun doute que Stephen Harper put tisser de nouveaux liens avec certains de ces individus membres de l'élite de la communauté d'affaires canadienne (entrevues SCPM Harper; SMAECI Harper; Cabinet Harper; D.Mulroney)

L'ambassadeur nommé par Stephen Harper en 2009, David Mulroney, avait également des liens étroits avec le CCBC, ayant été l'un des directeurs de l'organisation dans les années 1990. Considérant les rôles qui lui ont été attribués par le premier ministre Harper, il semble que celui-ci jouissait d'une confiance certaine de la part du premier ministre. En fait, il est même possible de tracer un parallèle entre l'ambassadeur David Mulroney et l'ambassadeur Howard Balloch. Tous deux furent issus de la fonction publique du MAECI et avaient de l'expérience en Asie du

Nord et en Chine¹³⁸. Ils accompagnèrent leur premier ministre respectif lors de leur début sur la scène des forums internationaux, Balloch avec Chrétien à l'APEC et Mulroney avec Harper lors des G8. Puis, ils furent nommés à des postes importants auprès du BCP qui les amenèrent à collaborer étroitement avec le premier ministre, Balloch sur le dossier de l'unité nationale et le référendum de 1995 et Mulroney comme conseiller des affaires étrangères et de défense auprès de Stephen Harper et comme responsable du groupe de travail gouvernemental sur l'Afghanistan. Ils furent ensuite nommés ambassadeurs en Chine alors qu'ils avaient un préjugé favorable envers la communauté d'affaires canadienne en Chine avec qui ils avaient eu des contacts préalables.

À bien des égards, les deux hommes permettaient de créer un lien de communication entre l'ambassade à Beijing, le CPM/BCP et la communauté d'affaires canadienne sans avoir à passer directement par les processus bureaucratiques du MAECI. Les deux hommes ont reconnu que leurs liens avec leur premier ministre avaient certainement facilité leur travail (entrevue Balloch; entrevue D. Mulroney). Howard Balloch fut recommandé au BCP par la communauté d'affaires et le CCBC, plus précisément par Jack Austin et André Desmarais (Balloch 2013, 410-413). Il n'a pas été possible de déterminer avec certitude si la communauté d'affaires près du CCBC eut une influence sur la nomination de David Mulroney. Toutefois, il est clair que la nomination de David Mulroney faisait partie de la stratégie du gouvernement Harper pour modifier sa relation avec Beijing et se rapprocher de la communauté d'affaires canadienne œuvrant en Chine. Paul Evans considérait même que « personne n'avait été plus important [que David Mulroney] pour paver la fondation pour une relation plus positive envers la Chine à l'époque de Stephen Harper » (cité dans Hoffman et Mackinnon 2012).

Le 1^{er} janvier 2011, Stephen Harper nomma un nouveau chef de Cabinet en la personne de Nigel Wright. Il était un riche et influent homme d'affaires canadien qui avait des liens de longue date avec le parti réformiste, Preston Manning et Stephen Harper (Chase 2013; Vanderklippe 2013). Nigel Wright était très près de la communauté d'affaires canadienne et jouissait de la confiance du premier ministre qui prenait ses opinions très sérieusement (Chase 2013). Défenseur du libre-marché, il percevait d'un bon œil les relations économiques avec la Chine et souhaitait encourager des investissements chinois dans le secteur de l'énergie au

¹³⁸ Alors que David Mulroney était consul à Shanghai, Howard Balloch était l'ambassadeur du Canada en Chine. Lorsque David Mulroney devint ambassadeur à son tour en 2009, Howard Balloch était devenu à son tour l'un des directeurs du CCBC (Wheeler 2009).

Canada (entrevue Cabinet Harper; Vanderklippe 2013; Chase 2013). Nigel Wright était donc une autre élite de la communauté d'affaires dans l'entourage du premier ministre et qui put influencer la représentation idéationnelle de Stephen Harper. Ainsi, les efforts du CCBC auprès de plusieurs ministres du gouvernement Harper, les discussions de Stephen Harper avec certains chefs de grandes entreprises canadiennes dans le contexte de la crise économique de 2008, la nomination de David Mulroney à titre d'ambassadeur du Canada en Chine et celle de Nigel Wright au CPM sont des exemples qui démontrent le rapprochement de Stephen Harper avec certaines élites de la communauté d'affaires canadienne favorable à la Chine.

7.4.4 – Des liens directs entre Stephen Harper et la famille Desmarais ?

Contrairement à Brian Mulroney, Jean Chrétien et Paul Martin, Stephen Harper avant son accession au pouvoir n'avait pas de lien significatif avec la communauté d'affaire canadienne favorable au commerce avec la Chine ni avec la famille Desmarais. Les liens personnels avec des élites de cette communauté dans les entourages des trois premiers ministres précédents avaient contribué à influencer leur représentation idéationnelle des relations sino-canadiennes. Paul Desmarais était un collègue de longue date de Brian Mulroney, voire un ami, et la collaboration entre Mulroney et la famille Desmarais se poursuivit bien après la retraite politique de Brian Mulroney (Yakabuski 2004). Jean Chrétien avait des liens familiaux avec André Desmarais, des liens professionnels et politiques avec Power Corporation, notamment en la personne de John Rae et impliqua le CCBC à travers notamment le sénateur Jack Austin dans la conduite de sa relation avec la Chine. Paul Martin avait été membre de conseils d'administration d'entreprises détenues par Power Corporation, avait acquis la *Canada Steamship Lines* de Paul Desmarais et avait des liens politiques étroits avec le sénateur Jack Austin (entrevue Austin; Breton 2013; S. Martin 2013).

Stephen Harper n'avait pas ce type de liens et comme le mentionna l'ex-ambassadeur du Canada en Chine, Howard Balloch, « il ne faisait pas partie de *l'establishment canadien* » (Entrevue Balloch). Il semble plutôt que lors de son accession au pouvoir en 2006, Stephen Harper considérait que la communauté d'affaires et les personnes actives à travers le CCBC étaient des « partisans ennemis » associés au Parti libéral (entrevue Cabinet Harper). Ce « lobby chinois » était même perçu comme ayant coopté les fonctionnaires du MAECI impliqués dans les relations sino-canadiennes (entrevue Cabinet Harper; entrevue Wright; Mackinnon 2009).

Toutefois, certains éléments circonstanciels permettent de spéculer sur de possibles rapprochements entre Stephen Harper et la famille Desmarais. D'abord, certaines informations indiquent qu'une rencontre entre un membre de la famille Desmarais et Stephen Harper aurait été organisée avant les élections de l'hiver 2006 (Yakabuski 2006). Il est d'ailleurs intéressant de préciser que lors de la campagne électorale de l'hiver 2006, l'appui éditorial (*endorsement*) du quotidien La Presse, propriété de Gesca elle-même propriété de Power Corporation, avait été donné au Parti conservateur de Stephen Harper, malgré l'allégeance traditionnelle du quotidien envers le Parti libéral (Yakabuski 2006; Pratte 2008).

Puis, en juin 2006, Stephen Harper nomma Paul Desmarais Jr au *North American Competitiveness Council*. Cette organisation avait un accès aux représentants seniors des gouvernements et avait le mandat de fournir des recommandations sur la réglementation et l'accessibilité des frontières, les performances commerciales des secteurs de l'automobile, des services liés aux transports et du secteur manufacturier (Suncor Energy 2006).

Questionné à savoir si des personnes affiliées au CCBC ou des entreprises membres de cette organisation, voir même la famille Desmarais avaient tenté d'obtenir l'écoute du premier ministre Harper, la majorité des intervenants se sont révélés peu bavard, ne voulant pas dévoiler des informations de nature privée. La directrice exécutive du CCBC, Sarah Kutulakos, affirma que son organisation n'était pas un « lobby », donc ne pouvait pas faire des représentations politiques auprès du gouvernement (entrevue Kutulakos). Peter Harder, président du CCBC en 2008 et préalablement sous-ministre des Affaires étrangères, affirma qu'il n'était pas au courant de rencontres impliquant la famille Desmarais et Power Corporation, seulement des activités officielles du CCBC. Une majorité des ex-ministres interrogés n'ont pas voulu commenter à ce sujet. Quelques intervenants rencontrés ont affirmé qu'André Desmarais n'aurait jamais fait une sortie publique adressée à Stephen Harper sans avoir préalablement eu des discussions privées à ce sujet avec le premier ministre (entrevues SMAECI Harper, CPM Chrétien, Cabinet Chrétien). Un ex-ministre conservateur affirma que considérant la place centrale du CCBC et de ses membres dans les relations bilatérales avec la Chine, il semble impossible de prétendre qu'aucune personne liée à cette organisation n'ait jamais réussi à obtenir un entretien quelconque avec le premier ministre (entrevue Cabinet Harper). Deux autres sources ayant requis l'anonymat complètent également affirmé que la sortie publique d'André Desmarais en février 2009 ne pouvait avoir été faite sans un « travail politique préalable » et qu'André et Paul Desmarais

devaient « certainement avoir discuté de telles questions avec le premier ministre lors d'activités où ils se sont croisés »¹³⁹. En janvier 2009, quelques semaines avant la sortie publique d'André Desmarais enjoignant Stephen Harper de se rendre en Chine, Stephen Harper prit part à une table ronde avec les dirigeants de grandes entreprises québécoises en vue de la préparation du budget de 2009 devant faire face à la crise économique. Parmi ces dirigeants, Paul Desmarais Jr. représentait Power Corporation était présent (Authier 2009).

De plus, les bonnes relations entre Stephen Harper et Nicolas Sarkozy peuvent avoir également amené Stephen Harper à considérer la famille Desmarais comme un allié politique. Nicolas Sarkozy et Stephen Harper, deux politiciens de droite, eurent plusieurs rencontres et développèrent une bonne collaboration (Rioux 2006; Radio-Canada 2007; Cornut 2014). En effet, Harper et Sarkozy avaient plusieurs caractéristiques communes et ils eurent d'excellentes relations politiques selon Jeremy Cornut :

Nicolas Sarkozy est philoaméricain et a, à plusieurs reprises, exprimé sa fascination pour le monde anglo-saxon et la culture nord-américaine, ce qui le rapproche de Harper. Le parti de Nicolas Sarkozy, l'Union pour un Mouvement populaire (UMP) est, comme le Parti conservateur de Harper, membre de l'Union démocrate internationale (UDI). Il y a ainsi une proximité idéologique entre les deux hommes de droite, qui les conduit à partager certaines analyses quant aux solutions pour remédier à la crise économique de 2008 [...] À la tête d'un gouvernement minoritaire, Harper est en difficulté, Sarkozy choisit de l'inviter aux cérémonies commémoratives du soixante-cinquième anniversaire du débarquement en Normandie, espérant rehausser son image aux yeux des Canadiens. C'est également pendant la présidence de Sarkozy que la France ouvre pour la première fois un consulat à Calgary (Cornut 2014, 90-91).

Or, Nicolas Sarkozy avait entretenu des relations étroites avec Paul Desmarais. Ce dernier était un ami personnel de Sarkozy et semble avoir été à l'origine de sa décision de se lancer dans la course aux élections présidentielles françaises. Nicolas Sarkozy choisit de remettre la Légion d'honneur française à Paul Desmarais en 2008, un honneur très rare pour un étranger (Bonanza 2008; La Presse Canadienne 2013b; Cornut 2014, 91). Influencé par ses sympathies envers Paul Desmarais, dont les prédispositions fédéralistes ne font pas de doute (Duguay 2010, 56), Nicolas Sarkozy changea même la position traditionnelle de la France envers la possible indépendance du Québec en se rapprochant d'une position fédéraliste (Cornut 2014, 91). Comme l'explique Jérémie Cornut, il n'est pas surprenant que les relations franco-canadiennes sous

¹³⁹ Ces informations ont été d'abord dévoilées de manière confidentielle (*off the record*), mais l'auteur a obtenu la permission d'y faire référence en n'indiquant aucun détail de ces deux sources.

Harper et Sarkozy aient été « très bonnes », les deux dirigeants étant en accord sur la présence militaire en Afghanistan et l'intervention en Libye en 2011 (Cornut 2014, 91).

Alors que Nicolas Sarkozy fut influencé par Paul Desmarais en ce qui concerne le Québec, il n'est pas impossible que sa position envers la Chine puisse avoir également subi une telle influence. En effet, après avoir laissé entendre qu'il ne se rendrait pas à Beijing pour les cérémonies des Jeux olympiques de Pékin suite aux répressions du régime chinois au Tibet au printemps 2008, il se ravisa et choisit de s'y rendre pour avoir de bonnes relations avec la Chine par la suite (Brousseau 2012). Certes, Stephen Harper ne s'est pas rendu à Beijing en août 2008. Toutefois, la chronologie du changement de position de son gouvernement envers la Chine démontre qu'à l'été 2008, la position de son gouvernement envers la Chine débuta une transformation, alors même que Nicolas Sarkozy révisa également sa position envers la Chine.

Considérant la bonne relation entre Harper-Sarkozy et Sarkozy-Desmarais, il n'est pas impossible que le président français ait eu de bons mots pour la famille Desmarais, facilitant un certain rapprochement entre celle-ci et Stephen Harper. Plusieurs intervenants rencontrés ont affirmé que les dirigeants des pays font partie d'un club sélect et unique par leur position et leur responsabilité. Partageant des expériences similaires en ce qui concerne les défis politiques qu'ils ont à surmonter, ils peuvent partager une affinité qui les amène à s'influencer mutuellement (entrevue Mulroney, entrevue Burney, entrevue Goldenberg, entrevue Balloch, entrevue Clark, entrevue Wright, entrevue D. Mulroney, entrevue Day). D'autres intervenants ont mentionné que Stephen Harper avait appris à mieux connaître les représentants de la communauté d'affaires canadienne les plus importants lors de voyages à l'étranger et à travers ses discussions avec des dirigeants étrangers (entrevues Cabinet Harper). Considérant que Paul Desmarais était de loin le Canadien le plus influent dans l'entourage de Nicolas Sarkozy, il serait surprenant que celui-ci n'ait jamais été mentionné lors des conversations entre Nicolas Sarkozy et Stephen Harper.

Un dernier élément tend à démontrer que Stephen Harper ait eu des contacts directs avec la famille Desmarais. Suite au décès de Paul Desmarais en novembre 2013, tout comme Nicolas Sarkozy et plusieurs hommes politiques canadiens et étrangers, Stephen Harper était présent lors des funérailles de cet homme respecté et influent. Durant la cérémonie, Stephen Harper prit la parole pour présenter son eulogie au défunt. Durant celle-ci, il affirma :

The Paul Desmarais I came to know, and now full discloser, I did not meet him until after I became Prime Minister, that Paul Desmarais was, of course, world renowned, wealthy and connected, but he was also open and frank, and he was completely

unpretentious. [...] He never once raised the personal business interests with me, indeed, the one and only common theme of every subject we ever discussed was his county, Canada. Its uniqueness, its prosperity, its challenges, its unity. Paul Desmarais's business empire had long outgrown the frontier of our dominion, but Canada remains his largest passion. [...] As an entrepreneur, Paul Desmarais saw opportunity within Canada and well beyond our borders. He foresaw the rise of China as a great trading nation and he got there long before others. (Harper 2013)

De son propre aveu, Stephen Harper a donc eu des contacts avec Paul Desmarais après son accession au pouvoir, confirmant qu'il tissait de nouveaux liens avec des élites différentes de celles qu'il avait côtoyées avant son accession au pouvoir. Considérant les relations difficiles de Stephen Harper avec la Chine entre 2006 et 2008 et les pressions publiques exercées par la communauté d'affaires, il ne semble pas déraisonnable de déduire que Paul Desmarais a pu discuter des relations sino-canadiennes avec le premier ministre Harper lors de leurs rencontres. À ce titre, Stephen Harper, devant les caméras des médias canadiens, prit soin de mentionner l'importance pionnière de Paul Desmarais dans les relations avec la Chine dans son eulogie à ce dernier. Sans soulever ses propres intérêts commerciaux, il est possible que Paul Desmarais ait tenté de convaincre le premier ministre Harper qu'il était à l'avantage de la prospérité du Canada d'entretenir de bonnes relations avec le gouvernement chinois. Ceci semble d'autant plus probable considérant que le CCBC retrouva une place de choix auprès du gouvernement Harper après le virage effectué dans sa politique envers la Chine. Lorsque Hu Jintao visita le Canada en juin 2010, lors de la réception en l'honneur du président chinois, Stephen Harper fut assis à une table avec Hu Jintao et à ses côtés se trouvait André Desmarais (Spector 2010b; McLeod 2010).

Stephen Harper n'avait aucun lien préalable avec la famille Desmarais et avait une opinion péjorative du CCBC en 2006. Toutefois, les élites d'affaires canadiennes purent se trouver un chemin jusqu'au premier ministre entre 2008 et 2012. À travers quelques-uns de ses ministres, un membre sénior du BCP qui devint ambassadeur du Canada en Chine et son chef de cabinet, Stephen Harper développa des liens avec cette communauté favorable à une approche engagée envers la Chine. La famille Desmarais a aussi entretenu certains liens avec le premier ministre Harper, bien que la nature exacte de ceux-ci soit difficile à élucider.

Conclusion

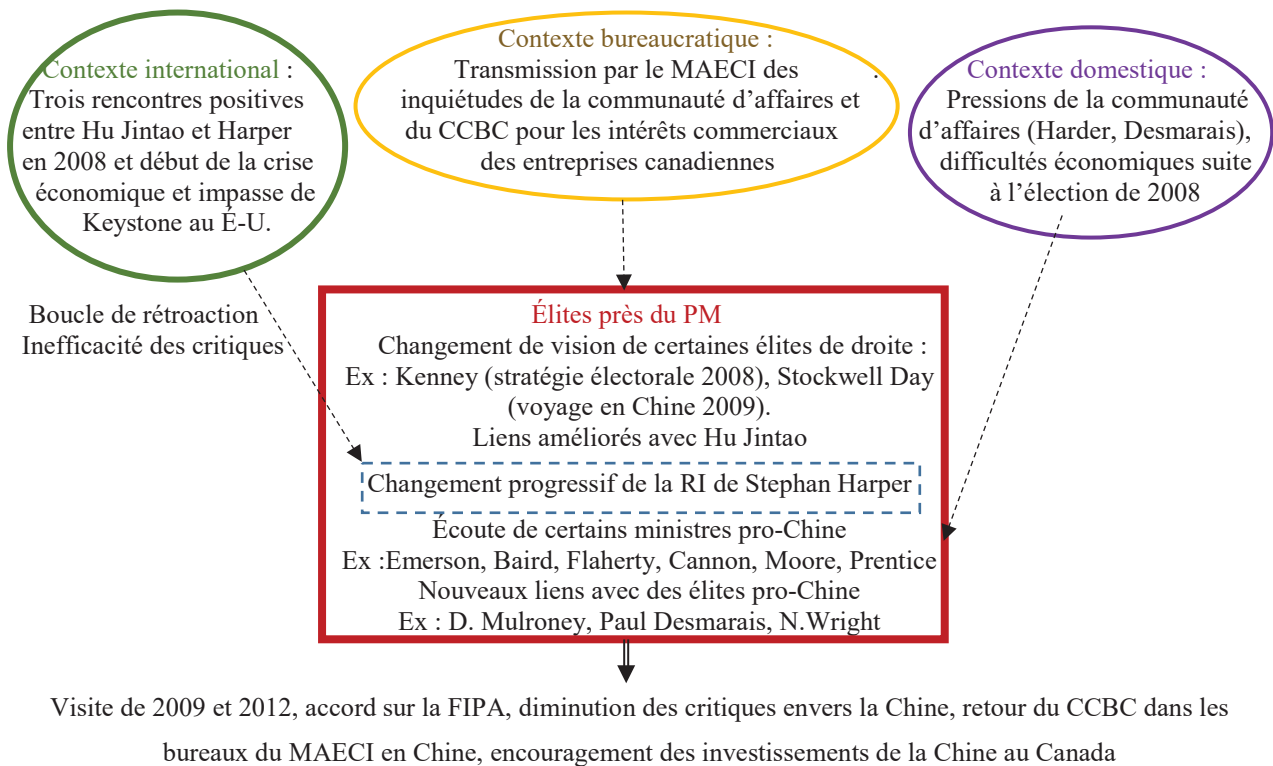
La politique revendicatrice envers la Chine du gouvernement Harper de 2006 à 2008 fut mise en œuvre en quelques mois en raison de la représentation idéationnelle négative de Stephen

Harper envers la Chine. Toutefois, l'important virage effectué par son gouvernement dans sa politique envers la Chine qui débuta à l'été 2008 fut plus progressif. Ce changement dut attendre la modification de la représentation idéationnelle du premier ministre lui-même sous l'impulsion de ses nouveaux contacts avec les dirigeants chinois et son rapprochement avec les élites de la communauté d'affaires favorable à la Chine. Malgré des efforts initiaux de la part de la bureaucratie et de certains ministres plus favorables à la Chine, les relations entre Ottawa et Beijing se sont améliorées que Stephen Harper lui-même eut pris conscience de la nécessité d'un changement. Par exemple, Maxime Bernier avait rapidement rencontré son homologue chinois après avoir été nommé ministre des Affaires étrangères en 2007 et le MAECI avait tenté de remettre sur pied les groupes de travail stratégiques intergouvernementaux avec la Chine, mais leurs efforts ne purent aboutir à un changement d'orientation du gouvernement à cette époque (Evans 2011, 21-22).

La modification de la perception du premier ministre Harper ne s'est pas effectuée d'un seul coup. Chronologiquement, il fallut attendre que le premier ministre développe de meilleures relations avec les dirigeants chinois et change son discours et son ton avant que les autres ministres du gouvernement Harper puissent poursuivre un agenda proactif en Chine. En effet, ce ne fut que suite aux rencontres positives de Stephen Harper avec Hu Jintao en 2008 que des visites ministérielles plus importantes et fréquentes purent avoir lieu en Chine en 2009. Par la suite, les expériences positives de ses ministres en Chine, dont la visite de Stockwell Day suite au séisme au Sichuan, les discussions avec ses ministres près de la communauté d'affaires et son rapprochement avec les élites de la communauté d'affaires ont déclenché une transformation de la représentation idéationnelle de Stephen Harper.

Alors que la crise économique battait son plein à l'automne 2008, Stephen Harper dut choisir des mesures économiques difficiles et consulta plusieurs élites de la communauté d'affaires avant de développer ses plans de sauvetage économique (entrevues BCP Harper, SCPM Harper; Cabinet Harper). Il tissa donc simultanément de nouveaux liens avec les dirigeants chinois, ses ministres, d'autres leaders ayant déjà des relations avec certaines élites d'affaires canadiennes, tels que Nicolas Sarkozy, et les élites d'affaires canadiennes favorables aux bonnes relations avec la Chine, dont la famille Desmarais. Ces nouveaux liens ont fait contrepoids aux élites de la droite conservatrice, alors que l'annonce d'un budget déficitaire fut faite en 2009 au grand désespoir de certaines élites de l'École de Calgary (Flanagan 2009; 2010).

Figure 21 : La transformation de la représentation idéationnelle de Stephen Harper de 2008 à 2012



Comme l'illustre la figure 21, ce changement dans l'entourage de Stephen Harper a amené le premier ministre à changer sa représentation idéationnelle de la relation sino-canadienne. Sa vision fut à ce point modifiée que lorsque'il apprit que Barak Obama ne supporterait pas la construction du pipeline Keystone, il considéra que la Chine était la meilleure alternative stratégique pour la vente de ressources énergétiques canadiennes. Comme l'illustre la figure 20, ce chapitre a permis d'entrevoir comment le changement de la politique étrangère du Canada envers la Chine entre 2008 et 2012 fut principalement attribuable à la modification de la représentation idéationnelle du premier ministre Harper. Conformément au cadre théorique proposé, cette modification s'est opérée alors que le premier ministre se rapprochait progressivement des élites de la communauté d'affaires canadienne favorable aux bonnes relations avec la Chine.

Chapitre 8 – La position ambivalente de Stephen Harper envers la Chine de 2012 à 2015—

À la suite de la visite de février 2012 en Chine de Stephen Harper, les relations du gouvernement conservateur avec la Chine étaient bien meilleures qu'en 2006-2008. La multiplication des visites ministérielles, des accords bilatéraux, les invitations répétées de la part du gouvernement canadien afin d'encourager l'investissement et la vente des ressources énergétiques canadiennes à la Chine et le rapprochement de Stephen Harper avec les dirigeants chinois signalaient une relation renouvelée. Toutefois, l'appétit économique de la Chine envers le Canada commença à soulever des craintes au sein du gouvernement et de certains groupes. L'accord bilatéral sur la protection et la promotion des investissements étrangers (*Foreign Investment Protection and Promotion Agreement*, ci-après FIPPA) annoncé lors de la visite de 2012 souleva des inquiétudes en ce qui concernait l'arrivée dans certains secteurs d'activités d'entreprises contrôlées par le gouvernement chinois (Thibeault 2012; La Presse canadienne 2012b; Brown 2014). Malgré la conversion de Stockwell Day, plusieurs membres du caucus conservateur près de la droite religieuse et de l'École de Calgary avaient conservé une opinion négative envers la Chine (Fekete 2014; La Presse Canadienne 2014a). Des tensions refirent surface dès l'été 2012, notamment entourant la vente de la compagnie pétrolière canadienne Nexen à la chinoise CNOOC. Parallèlement à cette recrudescence des tensions entre les deux pays, certains ministres du gouvernement Harper continuèrent à promouvoir les relations économiques avec la Chine et Stephen Harper se rendit une dernière fois en Chine en novembre 2014. Ultimement, cette période fut marquée par l'instabilité des relations entre les deux pays, le Canada succédant les critiques contre la Chine et les accords économiques avec celle-ci.

Ce chapitre analysera comment les élites de la droite conservatrice ont profité du malaise entourant la vente de Nexen à CNOOC pour produire une levée de bouclée afin de réobtenir l'écoute du premier ministre, créant un second revirement de la représentation idéationnelle de Stephen Harper sur la relation sino-canadienne. En effet, si la relation fut « très froide » de l'hiver 2006 au printemps 2008, puis beaucoup plus « chaleureuse » de l'été 2008 au printemps 2012, la relation connut une période plus confuse et instable de l'été 2012 jusqu'à la défaite électorale du Parti conservateur en 2015. Ce chapitre expliquera comment cette confusion est attribuable à la représentation idéationnelle de Stephen Harper durant cette même période qui est devenue ambiguë en raison des influences opposées des élites de la communauté d'affaires et de

la droite conservatrice ainsi qu'en raison d'une longue période d'absence de contacts de haut niveau avec la nouvelle génération de dirigeants chinois.

8.1 – Les tensions entre le gouvernement Harper et la Chine de 2012 à 2014

Considérant le changement de cap du gouvernement conservateur entre 2008 et 2012, le gouvernement chinois semblait croire que le Canada était alors « ouvert pour affaires ». Selon le quotidien chinois *China Daily*, le premier ministre chinois, Wen Jiabao, affirma en février 2012 que la Chine était prête à avoir des « discussions de faisabilité » avec le Canada concernant un accord de libre-échange (Akin 2012). Questionné à ce propos par les journalistes canadiens, Ed Fast, ministre du Commerce international, affirma « qu'il ne fallait pas aller trop vite »¹⁴⁰ (CTV news 2012a). Malgré l'annonce de la FIPPA en février 2012 et sa signature par Stephen Harper et Hu Jintao en septembre suivant, le Parti conservateur prit près de deux ans avant de ratifier cet accord. Ce retard démontrait les divisions internes au sein du parti par rapport à cet accord qui annonçait l'arrivée de capitaux et d'entreprises chinoises en sol canadien (Brown 2014).

La crainte d'un envahissement du marché canadien par des entreprises contrôlées par le gouvernement chinois n'a pas eu besoin d'attendre la ratification de cet accord pour se manifester. Le 23 juillet 2012, la compagnie d'État chinoise CNOOC (*China National Offshore Oil Corporation*) annonça son intention d'acheter une part majoritaire de la compagnie Nexen, une entreprise albertaine œuvrant dans l'industrie pétrolière. Suite à l'annonce de cette offre estimée à 15 milliards de dollars, des médias canadiens révélèrent que le Bureau du Premier ministre Harper avait peine à réagir à cette transaction importante (Mayeda et Argritis 2012). Alors que le premier ministre sembla émettre des commentaires positifs à l'endroit de la transaction le 20 août, d'autres informations indiquaient qu'un débat intense se dessinait au sein du Parti conservateur et du gouvernement par rapport à l'approbation ou le rejet de celle-ci (Mayeda 2012).

Le 29 août, alors que la transaction était toujours en attente d'une décision gouvernementale, le gouvernement chinois suspendit tout autre investissement important de cette nature au Canada, possiblement pour intensifier la pression sur le gouvernement du Canada. Un mois plus tard, malgré l'approbation par les actionnaires de Nexen, la transaction était encore en attente d'une révision officielle de la part du gouvernement canadien (Meister Roy 2013, 15-17).

¹⁴⁰ La citation exacte en anglais : Let's not get ahead of ourselves, what we've done here is achieved a milestone, which is the foreign investment protection agreement (CTV News 2012b).

Lors du sommet de l'APEC de septembre 2012, où eut lieu une rencontre bilatérale entre Hu Jintao et Stephen Harper, ce dernier déclara que les entreprises chinoises « devaient respecter les règles canadiennes lorsqu'elles font des affaires au Canada » (La Presse Canadienne 2012b).

Après deux extensions du délai original de 30 jours pour procéder à l'évaluation de la transaction, celle-ci fut finalement approuvée le 7 décembre 2012. Stephen Harper annonça que de nouvelles règles seraient créées pour évaluer des transactions impliquant des entreprises contrôlées par des États étrangers, précisant que ce type de transactions serait « davantage scruté et accepté seulement dans des circonstances exceptionnelles » (Dobson 2014). Les médias rapportèrent que le gouvernement chinois mit beaucoup de pression pour s'assurer que la transaction soit approuvée (Beltrame 2012; Cattaneo 2014). Or, les nouvelles exigences mises en place laissaient peu de doute sur l'intention du gouvernement Harper de ne plus laisser le gouvernement chinois prendre contrôle de grandes entreprises canadiennes (Whittington 2012a; Dobson 2014). L'hésitation du gouvernement Harper, les difficiles négociations avec le gouvernement chinois et l'annonce que ce type de transactions ne serait accepté que dans des circonstances exceptionnelles, créa alors un nouveau « froid » dans les relations sino-canadiennes.

L'épisode CNOOC-Nexen coïncidait avec la transition au sein du gouvernement chinois entre le président sortant Hu Jintao et le nouveau président Xi Jinping (Lescot 2013). Ainsi, les premières interactions entre le gouvernement Harper et le gouvernement Xi furent sous le signe de la controverse entourant cette transaction. Cet épisode envoya des signaux confus à la Chine, alors que le gouvernement Harper accepta la transaction, mais choisit de rendre d'autres transactions du même type beaucoup plus complexes (Dobson 2014). David Mulroney qui venait de quitter son poste d'ambassadeur en Chine quelques mois auparavant affirma que le gouvernement canadien devait justement éviter d'envoyer des signaux contradictoires à la Chine :

In any general area, sometimes it is more damaging to confuse the Chinese than to say no to them. If you say no to them and they understand why and they were taking a gamble but they know what the playing field is like, it's a bumpy ride but you get beyond it. When they start to get confused then they start to lose interest. [...] We have to work hard to make sure that Canada remains predictable. That doesn't mean we don't impose restrictions or think hard about certain sectors, but we communicate those openly and reassure the Chinese we are going to be clear about them [...] One of the things we want to do is invite the new leadership to Canada to make sure we've met with them. It's a little too early to see whether there are advantages or disadvantages with the new group. It's up to us to build the relationship. (cité dans Hoffman 2012)

Or, le Stephen Harper tarda à rencontrer officiellement le nouveau président Chinois, ne tissant pas de liens de confiance avec les nouveaux dirigeants. En effet, lors du sommet de l'APEC de 2013 en Malaisie, Stephen Harper n'a pas eu de rencontre bilatérale avec le président chinois Xi Jinping (entrevue SMAECI Harper). En fait, la première rencontre bilatérale entre les deux dirigeants n'eut lieu qu'à l'occasion d'une visite officielle de Stephen Harper en Chine en marge du sommet de l'APEC en novembre 2014. La relation entre le Canada et la Chine semblait « au neutre » selon certains commentateurs (Berthiaume 2013; Fisher 2013)¹⁴¹.

Alors que Stephen Harper fit une « visite de courtoisie » au Dalaï-Lama lorsque ce dernier fut de passage à Ottawa au printemps 2012 (Radio-Canada 2012), le nouvel ambassadeur du Canada en Chine, Guy Saint-Jacques, se fit refuser l'accès au Tibet en février 2013, contrairement à ses prédécesseurs qui avaient pu s'y rendre (La Presse Canadienne 2013; Blanchfield 2013). En janvier 2014, l'ambassadeur St-Jacques déplora publiquement l'emprisonnement de Xu Zhiyong, un militant chinois dénonçant des cas de violation des droits des personnes en Chine. L'ambassadeur implora le gouvernement chinois de cesser de « harasser et de détenir sans procès équitable les dissidents chinois », tels que Liu Xiaobo qui avait obtenu le prix Nobel de la paix en 2010 (Hui 2014). Rejoint en entrevue, Guy St-Jacques confirma qu'en sa qualité d'ambassadeur, ses déclarations publiques « exprimaient les positions officielles du gouvernement du Canada, puisque l'ambassadeur est en quelque sorte la voix de celui-ci en Chine » (entrevue Saint-Jacques). Sa déclaration concernant les activistes avait donc fort probablement été planifiée avec une autorisation politique.

En plus de l'absence de contacts de haut niveau et ces nouvelles critiques concernant les droits de la personne, des accusations d'espionnage refirent également surface. En juillet 2014, le gouvernement Harper annonça que le Conseil national de recherche du Canada (CNRC) avait été victime d'une cyberattaque chinoise sophistiquée. Le communiqué émis par le gouvernement affirmait que cette attaque avait été financée par l'État chinois et que l'objectif de celle-ci était de l'espionnage industriel et commercial (Godbout 2014; La Presse Canadienne 2014d). Alors que Stephen Harper affirma qu'il ne faisait « aucun doute » que la Chine était à l'origine de l'attaque,

¹⁴¹ Contrastant avec cette période sans contact entre Stephen Harper et la nouvelle direction du gouvernement chinois, le premier ministre australien Tony Abbott annonça lors du sommet de l'APEC de 2013 que le président chinois l'avait invité à visiter la Chine accompagnée d'une importante mission commerciale (Fisher 2013).

le gouvernement chinois accusa à son tour le Canada de faire des allégations « irresponsables » et « sans aucune preuve » (cité dans Bronskill 2014).

Quelques jours plus tard, deux Canadiens furent arrêtés par les autorités chinoises près de la frontière avec la Corée du Nord sous des allégations d'espionnage (Vanderklippe et Mackinnon 2014). Kevin Garratt, un missionnaire entretenant des liens avec des organisations humanitaires venant en aide à des Nord-Coréens, et sa conjointe, furent détenus pendant près de deux ans. Avant leur arrestation, ils auraient été rencontrés par des agents des services de renseignements du Canada, car ceux-ci craignaient que leurs activités d'aide humanitaire près de la frontière nord-coréenne mettent leur sécurité en danger. Or, ces activités et leur rencontre avec les services de renseignements furent vraisemblablement interprétées comme des preuves d'espionnage par les services de contre-espionnage chinois. De plus, leur arrestation est survenue quelques jours après la cyberattaque du CNRC et fut considérée par certains médias comme une réplique de la Chine aux allégations d'espionnage du gouvernement canadien contre la Chine. D'autres informations indiquent que leur arrestation fut aussi utilisée comme monnaie d'échange pour éviter la déportation vers les É-U d'un ressortissant chinois accusé d'espionnage aux É-U (Andrew-Gee 2016; Vanderklippe et Stone 2016; Walkom 2016; Levin 2017)¹⁴². En septembre 2014, après avoir supporté publiquement le mouvement de la révolution des parapluies à Hong Kong¹⁴³ par la voix du ministre des Affaires étrangères, le gouvernement Harper refusa de délivrer des visas à des dirigeants de l'agence spatiale chinoise souhaitant participer à un congrès de l'industrie aérospatiale à Toronto (Chase 2014a; Radio-Canada 2014a). Ces intrigues dignes d'un roman d'espionnage indiquaient une recrudescence des tensions entre le Canada et la Chine. Kevin Garratt fut éventuellement déportés au Canada quelques mois après son épouse et la prise de pouvoir des libéraux de Justin Trudeau (Vanderklippe et Stone 2016).

Ainsi, plusieurs ombres au tableau des relations sino-canadiennes apparurent entre 2012 et 2015. La réaction ambivalente du gouvernement canadien face aux relations commerciales avec la Chine semble avoir été l'un des éléments déclencheurs de ces nouvelles tensions. De plus, les questions de « sécurité nationale » eurent un écho important chez plusieurs membres du Cabinet Harper. Le gouvernement Harper avait alors de la difficulté à réconcilier ses intérêts économiques avec les enjeux de sécurité, alors que ceux-ci constituaient selon plusieurs le défi principal auquel

¹⁴² Le Canadien Su Bin fut accusé du vol informatique de secrets militaires américains (Chase 2014b).

¹⁴³ Protestations des factions prodémocratiques contre le gouvernement communiste à Hong-Kong.

devait faire face le gouvernement Harper durant cette période (entrevues Day, Emerson, Cabinet Harper; D. Mulroney; Saint-Jacques).

8.2 – Visites et promotion du commerce malgré les tensions

Alors que des éléments de frictions émergèrent entre 2012 et 2015, le gouvernement Harper poursuivit parallèlement une politique axée vers le commerce, bien que plus modestement. Au même moment où le gouvernement conservateur était en réflexion au sujet de l'achat de Nexen par CNOOC, Stephen Harper et Hu Jintao eurent une rencontre bilatérale en septembre 2012 en marge du sommet de l'APEC. Des pourparlers préliminaires concernant un traité de libre-échange furent même entamés, malgré les réticences évoquées publiquement par le Canada (Iverson 2012). Lors de cette même rencontre, les deux dirigeants signèrent formellement l'accord conclu en février 2012 concernant la protection des investissements étrangers (FIPPA) (Brown 2014). À l'hiver 2013, le ministre du Commerce international se rendit en Chine pour y rencontrer son homologue chinois et diriger une mission commerciale, alors que John Baird, ministre des Affaires étrangères, fit deux voyages en Chine en juillet et octobre 2013 (Chine, Embassy of the People's Republic of China in Canada Christian 2013; MAECI 2013; Canada 2013). Lors de l'une de ses visites, le ministre Baird souligna la nécessité d'approfondir les relations entre les deux pays en raison de l'importance stratégique de celles-ci pour le Canada (Baird 2013).

D'autres visites ministérielles furent par la suite organisées en 2014, dont celles du ministre du Commerce international, du ministre de l'Agriculture et encore une fois de John Baird (Canada, Department of Foreign Affairs and International Trade 2014; Chase et Freeze 2014). En juillet 2014, alors qu'une visite de Stephen Harper en Chine était en processus de planification, les discussions au sein du gouvernement Harper se poursuivaient en vue de la ratification de la FIPPA (Fekete 2014; entrevue SMAECI). Cet accord fut finalement ratifié en septembre 2014 quelques semaines avant la dernière visite de Stephen Harper en Chine (Fekete 2014).

Malgré les accusations d'espionnage lancées de part et d'autre dans les mois précédents, la visite de Stephen Harper en novembre 2014 fut positive (Brean 2014; Thibeault 2014a;b;c La Presse Canadienne 2014c). Le premier ministre canadien rencontra officiellement le président chinois Xi Jinping pour une première fois deux ans après sa nomination et une vingtaine d'accords commerciaux d'une valeur de 2,5 milliards furent signés entre les deux pays (Brean 2014). Stephen Harper souleva en privé avec les dirigeants chinois les enjeux de liberté de religion et de

respect des droits de la personne, tout en évitant d'aborder directement ces questions en public (Brean 2014; La Presse Canadienne 2014b). Durant cette visite, Stephen Harper fut à nouveau accompagné d'une délégation de chefs d'entreprises et participa à des activités organisées avec le CCBC. Des accords en lien avec la conversion de devises, la coopération en matière de finance, d'énergie nucléaire et de transport aérien furent signés (Thibeault 2014a;b;c La Presse Canadienne. 2014 c). Le Canada et la Chine acceptèrent également d'ouvrir un centre de conversion de devises à Toronto, le premier en Amérique du Nord, permettant d'éviter aux compagnies canadiennes de devoir convertir leur devise en argent américain avant d'investir en Chine et vice-versa. (Thibeault 2014c; Evans 2015). Le Canada fit passer de 11 à 14 le nombre de bureaux commerciaux en Chine pour supporter les entreprises canadiennes voulant y faire affaire (Thibeault 2014b). Puis, des discussions furent amorcées afin de conclure une entente sur un processus de rapatriement de sommes et de biens obtenus par corruption en Chine, mais transférés au Canada par des criminels chinois (Côté 2014).

Cette période en fut donc une de relations instables et ambiguës. Alors que les relations semblaient relativement au neutre avec la nouvelle direction du gouvernement chinois, Stephen Harper décida finalement de se rendre en Chine en 2014 pour une visite officielle auprès de Xi Jinping, ratifiant quelques semaines au préalable l'accord sur l'investissement étranger. Le gouvernement Harper mit près de cinq mois avant d'approuver la transaction CNOOC-Nexen et sembla tout aussi ambivalent concernant les négociations en vue d'un accord de libre-échange. La FIPPA tarda à être ratifiée et des allégations d'espionnage furent lancées par les deux gouvernements. Alors que l'un des ministres séniors du cabinet Harper défendait l'importance stratégique de la Chine pour le Canada, l'ambassadeur du Canada en Chine critiquait ouvertement des cas précis de violations des droits de la personne. Le gouvernement Harper semblait prêt à recevoir des investissements importants de la Chine au début de l'année 2012, mais recula suite à l'achat de Nexen par CNOOC. Les tensions concernant les allégations d'espionnage et la dénonciation des violations des droits et libertés semblaient diriger les deux pays vers une nouvelle confrontation, alors que Stephen Harper choisit finalement de se rendre en Chine et de faire abstraction de ces événements dans ses déclarations publiques. Ainsi, tensions et promotion du commerce se côtoyèrent entre 2012 et 2015, présentant une politique canadienne envers la Chine pour le moins ambivalente.

8.3 – L’ambivalence de Stephen Harper envers la Chine de 2012 à 2015

Alors que Stephen Harper a modifié sa représentation idéationnelle envers la Chine de manière positive entre l’été 2008 et le printemps 2012, sa position envers la Chine de l’été 2012 à la fin de son mandat fut particulièrement ambivalente et confuse. Évidemment, la proximité de Stephen Harper avec la Chine n’a jamais atteint celle présente sous Jean Chrétien. Sous la gouverne de Stephen Harper, le commerce était le seul objectif positif de la politique du Canada envers la Chine et les autres composantes, les échanges culturels, l’aide au développement et l’environnement ont été bien moins importants que lors des années au pouvoir des Libéraux (Fekete 2014; Evans 2014, 76). En fait, Stephen Harper afficha à travers ses discours et commentaires publics une position ambivalente envers la Chine, souhaitant à la fois des investissements d’entreprises chinoises au Canada tout en les craignant.

D’abord, Stephen Harper tenta de refroidir les ardeurs du gouvernement chinois en réaction aux discussions concernant un possible accord de libre-échange avec la Chine, affirmant :

It would be premature to talk about a free-trade agreement today. There obviously would be considerable steps and some obstacles and questions that would have to be addressed. But what we have committed to do is move our economic and trading relationship to the next level. So this is a serious discussion we will be having with the Chinese over the next few months and then we will examine what the next potential step is. (cité dans Mackinnon 2012a)

Suite à l’annonce de l’achat de Nexen par CNOOC, Stephen Harper affirma devant un public de gens d’affaires le 7 septembre 2012 que la Chine devait convenir à entretenir une relation bénéfique pour les deux pays :

I think it’s incumbent upon the Chinese to indicate, as the relationship goes forward, their willingness to play by the same rules. [...] We want to deepen economic relations with China but that relationship must be a two-way street, or “win-win to use the Chinese expression. [...] I am not afraid to further our own interests and to raise our own concerns on things like human rights. [...] Canada has “important things that the Chinese want. (Blanchfield 2012)

Cette déclaration fut interprétée comme l’expression de craintes relative à l’insertion « d’éléments chinois » dans le commerce et le secteur de l’énergie canadien (La Presse Canadienne 2012a;b; McCarthy 2012; Ljunggren 2012). Quelques jours plus tard, lors du sommet de l’APEC de novembre 2012, Stephen Harper affirma qu’il ne craignait pas l’arrivée de compagnies chinoises sur le marché canadien, en autant qu’ils agissaient comme des compagnies privées :

I'm not a Canadian who worries about foreigners buying into Canadian companies but I would like to see them behave like private companies and I would like to see some reciprocity. (cité dans Ivison 2012)

Après la signature par Stephen Harper et Hu Jintao de la FIPPA, les médias canadiens rapportèrent que Stephen Harper était maintenant prêt à ouvrir des négociations en vue d'un traité de libre-échange avec la Chine (Ivison 2012). Les médias chinois rapportèrent que Stephen Harper souhaita poursuivre les contacts à haut niveau, accélérer le dialogue politique et les communications avec les dirigeants chinois ainsi que la coordination sur les enjeux internationaux et économiques (Xinhua 2012). Or, contrairement aux propos tenus par Stephen Harper lors de cette rencontre, le premier ministre canadien n'eut pas de contacts avec le président chinois ou le premier ministre chinois pendant plus de deux ans (Fekete 2014; entrevues SMAECI Harper).

Stephen Harper annonça l'approbation de la transaction CNOOC-Nexen le 7 décembre 2012 avec une réticence apparente. Il affirma que l'industrie des sables bitumineux avait atteint la limite acceptable du contrôle par des gouvernements étrangers, tout contrôle supplémentaire ne pouvant pas représenter un «bénéfice net pour le Canada» (cité dans La Presse Canadienne 2012c). Lors de cette annonce, Stephen Harper semblait même mettre en garde le gouvernement chinois contre d'autres achats dans le domaine des ressources naturelles :

To be blunt, Canadians have not spent years reducing the ownership of sectors of the economy by our own government only to see them bought and controlled by foreign governments instead. [...] When we say Canada is open for business, we do not mean that Canada is for sale to foreign governments. (cité dans McCarthy et Chase 2012)

Le premier ministre canadien envoyait ainsi un message confus à la Chine. Semblant initialement favorable à poursuivre un développement des relations commerciales lors du sommet de l'APEC de novembre 2012, il annonça des mesures restreignant la possibilité pour les entreprises d'État chinoises de faire d'autres acquisitions au Canada en décembre 2012.

En 2013, Stephen Harper ne rencontra pas son homologue chinois lors du sommet de l'APEC et sa seule sortie d'envergure concernant la Chine fut lors de l'arrivée de deux pandas chinois au zoo de Toronto (Berthiaume 2013). Stephen Harper fit lui-même une sortie publique pour dénoncer la cyberattaque contre le CNRC en juillet 2014, sans toutefois aborder publiquement le cas Garratt (Bronskill 2014). Des informations transmises par des fonctionnaires des gouvernements canadiens et chinois en septembre 2014 aux médias canadiens indiquèrent que Stephen Harper tentait de rendre conditionnelle à la libération de Kevin et Judy Garratt sa participation au sommet de l'APEC de novembre 2014 à Beijing et la tenue d'une visite officielle

en Chine en marge du sommet (Vanderklippe 2014b). Selon les informations publiées dans le quotidien anglophone *The Globe and Mail* le 12 septembre 2014, le gouvernement Harper était dans un « bras de fer » avec le gouvernement chinois, les deux parties échangeant les menaces à propos du couple canadien détenu depuis juillet 2014 (Chase 2014b; Vanderklippe 2014b). Selon d'autres informations, les pressions canadiennes pour la libération du couple et les menaces de l'absence du premier ministre étaient étroitement gérées par le Bureau du Premier ministre (CPM), dont le chef de cabinet Ray Novak (entrevue SMAECI Harper; Vanderklippe 2014b). En fait, Stephen Harper semblait peu pressé de se rendre en Chine une troisième fois, la Chine ayant offert une invitation pour une visite en 2013, mais le CPM refusait d'accepter une visite bilatérale officielle en Chine et semblait vouloir éviter les contacts avec les dirigeants chinois depuis décembre 2012 (Fekete 2014; Burton 2014; Vanderklippe 2014b; La Presse Canadienne 2014a; Wells 2014, 398-399; entrevue SDEACI Harper).

Toutefois, dans les heures suivant la publication de l'article du *Globe and Mail* du 12 septembre 2014, le gouvernement Harper annonça la ratification de la FIPPA et annonça prévoir une visite officielle en Chine en marge du sommet de l'APEC de 2014 (La Presse Canadienne 2014a; La Presse 2014; Brown 2014). En octobre, suite à l'incident impliquant la mort d'un soldat au Monument commémoratif de guerre et la fusillade dans l'édifice principal du parlement, le CPM annonça l'annulation de la visite du premier ministre en Chine et de sa participation à l'APEC avant de se raviser quelques jours plus tard et annoncer que le premier ministre se rendrait finalement en Chine au moment prévu (Chase 2014b; Burton 2014; Lunn 2014). Le premier ministre était donc hésitant à se rendre en Chine en 2014, alors que la visite tarda à être annoncée et fut presque annulée (Burton 2014). Ces hésitations du premier ministre pouvaient être perçues comme annonçant une visite difficile, mais celle-ci se déroula sans accrochage avec le gouvernement chinois. Le premier ministre Harper ne souleva pas publiquement les cas de violation des droits de la personne, ni même le cas de Kevin et Judy Garratt (Burton 2014; Radio-Canada 2014b). Les propos du premier ministre Harper durant cette visite reprirent essentiellement ses discours tenus lors de ses visites de 2009 et 2012, mettant l'accent sur le commerce. À la fin de la visite, il qualifia même la relation commerciale comme ayant atteint un nouveau sommet :

The numerous business agreements signed today illustrate that Canadian and Chinese companies and organizations are eager to do business together and take bilateral commercial ties to new heights. (cité dans Brean 2014)

Lors d'un évènement organisé par le CCBC dans le cadre de cette visite, Stephen Harper aborda les droits de la personne, mais sans soulever des critiques précises :

Canada's prosperity and the widespread sharing of our population in that prosperity is rooted not only in economic freedom and the power of the market place, but also in respect for the rule of law, for democracy, and for human rights. As Canadians we cannot and should never ignore these principles while doing business. They are not separable concerns. They are the pathway not only to growth in the short run but to a more just, secure and prosperous world for all peoples over time, and it is all those things that we should strive for. Ladies and gentlemen, the potential for jobs and growth that come from doing business with China is really only beginning to reveal itself. (Harper 2014)

Bien que le premier ministre affirma qu'il « insistait » auprès du gouvernement chinois pour que « tous soient sur la table » (cité dans Brean 2014), le discours de Stephen Harper revenait vers une politique discrète en ce qui concerne les droits de la personne.

8.3.1 – La représentation idéationnelle de Stephen Harper de 2012-2015

Ainsi, les déclarations de Stephen Harper envers la Chine de 2012 à 2015 furent ambivalentes, alors qu'après deux ans de tensions croissantes et une longue hésitation avant d'accepter de se rendre en Chine, le premier ministre fit une visite somme toute positive en novembre 2014. Selon certaines sources, Stephen Harper ressentait une ambivalence profonde envers la Chine suite à la transaction CNOOC-Nexen et était préoccupé par les violations des droits de la personne en Chine et les allégations d'espionnage (Vanderklippe et Chase 2014; entrevues SCPM Harper; Cabinet Harper). De même, le traitement des dissidents chinois et l'attitude sans scrupule de la Chine sur les questions économiques n'étaient pas appréciés par Stephen Harper. Toutefois, il était conscient de l'importance de la Chine pour l'économie canadienne (Vanderklippe et Chase 2014; entrevues SCPM Harper; Cabinet Harper).

Lors d'une seconde rare entrevue accordée à un média canadien, Stephen Harper se défendit contre l'idée que son gouvernement envoyait des signaux contradictoires envers la Chine (Chase 2014c). Stephen Harper tenta d'argumenter que son gouvernement voulait trouver le bon équilibre pour les intérêts des Canadiens :

Our goal is to make sure that we are enhancing a balanced relationship that is, as the Chinese like to say, win-win. [...] When we came to office, over 80 percent of the trade was the Chinese way [was imports from China]. Over 80 percent. There were no efforts whatsoever to assert our interests in this relationship. [...] Our objective is Canadian interests, but in an enlightened way. We expect that in a relationship the interests have to work both ways. But we clearly have to be leery and we have seen in

the past with the relationship with China and some other relationships where the interests were all one way. (cité dans Chase 2014d)

Malgré la tentative du premier ministre d'expliquer que la position de son gouvernement était uniquement basée sur les intérêts canadiens, une partie de ses propos dévoila sa propre ambiguïté envers la Chine.

So, look, it's a delicate relationship. But we've done this before, right? We have a relationship with the United States. Now obviously on the level of values and security and the nature of the economy, we are a lot similar. But our whole country's history is surviving and thriving as a unique country beside a giant. So if we can do it beside the United States, I think we can do it with China. So we have to go in with eyes wide open, and we have to stand up for ourselves. (cité dans Chase 2014d)

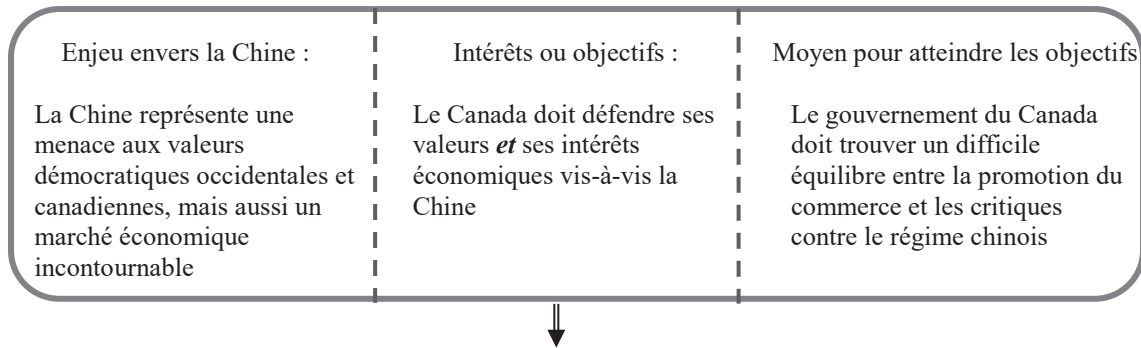
Tenant ainsi de comparer la difficulté d'entretenir une relation avec la Chine à la difficulté d'entretenir une relation avec les É-U, Stephen Harper affirmait implicitement que les valeurs chinoises étaient bien moins proches des valeurs canadiennes. Puis, toujours lors de cette même entrevue, Stephen Harper dévoila qu'il était parfois difficile de justifier les efforts envers la Chine pour les intérêts économiques canadiens devant les grandes disparités entre les valeurs canadiennes et chinoises :

At the same time, we know that on a level of values, democratic values, on a level of security threats and interests, there are some very real challenges in this relationship. And those challenges cannot just be pretended away. As I said, it's complicated and so there are a lot of contradictory thoughts one has when one considers the issue. You sometimes wonder if it's worth it. You look at our top exports to China: slag metal, wood pulp, grains and oilseeds. Are we getting enough out of this relationship? Um (*sic*), we would like to get more out of it. It's a growing relationship. And it is a growing relationship on both sides and frankly the growth on both sides has been more even than it was in the past. So I think we are getting more out of it. (cité dans Chase 2014b)

Ces propos de Stephen Harper illustrent son propre questionnement sur la justification de sacrifier les valeurs canadiennes et d'entretenir une relation de proximité avec la Chine en retour de bénéfices économiques qu'il jugeait parfois insuffisants. Il affirmait lui-même avoir des « pensées contradictoires » concernant la Chine. Stephen Harper dévoila ainsi sa position concernant la Chine après près de neuf années à titre de premier ministre du Canada. À la lumière de cette entrevue et de ses autres affirmations tenues sur la Chine entre 2012 et 2014, il est possible d'affirmer que la représentation idéationnelle de Stephen Harper envers la Chine était la suivante : *L'incompatibilité des valeurs canadiennes avec le régime chinois et les intérêts*

commerciaux obligent le Canada à chercher un équilibre entre rapprochement et distance avec la Chine¹⁴⁴.

Figure 22 : Composantes de la représentation idéationnelle de Stephen Harper de 2012-2015



Les critiques contre la Chine s'enchaînent aux visites ministérielles visant la promotion du commerce, laissant des relations instables et empreintes d'ambiguïtés.

Stephen Harper n'était donc plus dans le mode de « séduire » le gouvernement chinois en tentant d'éviter de soulever des tensions. Il cherchait plutôt l'équilibre entre la promotion des intérêts économiques et la défense de ses convictions par rapport aux valeurs de liberté et des droits de la personne, comme l'illustre la figure 21. Il s'agissait d'une position mitoyenne entre la défense des valeurs canadiennes adoptée de 2006 à 2008 et la position axée vers la promotion des intérêts économiques adoptée de 2008 à 2012.

Alors que Stephen Harper semblait prêt à concevoir un dialogue constructif avec la Chine même sur les questions de valeurs dès 2008, sa vision de la Chine redevint davantage manichéenne, se résignant à traiter avec la Chine et ses dirigeants pour des raisons essentiellement économiques et pragmatiques. Stephen Harper était lui-même tourmenté par la nécessité de collaborer économiquement avec la Chine puisqu'il ne semblait plus être en mesure de concevoir une affinité potentielle au niveau des valeurs avec le régime du Parti communiste chinois (entrevues SMAECI Harper).

Lorsque l'ex-ministre conservateur de l'agriculture Gary Ritz défendit le bilan de Stephen Harper envers la Chine en 2017, il argumenta que le « froid » allégué par le gouvernement Trudeau contre son prédécesseur « l'amusait », affirmant que Stephen Harper avait fait

¹⁴⁴ Les intervenants rencontrés ayant œuvré auprès de Stephen Harper ont confirmé que ceci représentait bien ce qui semblait être la position personnelle de Stephen Harper concernant la relation sino-canadienne (entrevues SMAECI Harper; SCPM Harper; Cabinet Harper; PCO Harper).

« beaucoup pour les relations entre les deux pays », même s'il y avait aussi eu d'autres priorités à gérer (Blatchford 2016). Selon Gordon Betcherman de l'Université d'Ottawa, Stephen Harper avait une antipathie idéologique envers la Chine qui s'estompa graduellement, mais jamais complètement (cité dans Goodman 2014). Après sa carrière politique, Stephen Harper s'est associé au Cabinet d'avocats Dentons qui était devenu en 2015 le plus actif en Chine suite à sa fusion avec une firme chinoise (Gough 2015; La Presse Canadienne 2016). Est-ce que Stephen Harper était favorable ou défavorable à la Chine ? Cela dépend du moment dont il est question. Le concept de la représentation idéationnelle permet de concevoir cette variabilité dans la position de Stephen Harper face à la Chine. Après avoir eu une représentation idéationnelle négative envers la Chine à son arrivée au pouvoir en 2006 et avoir changé celle-ci pour une vision beaucoup plus positive entre 2008 et 2012, la représentation idéationnelle de Stephen Harper fut ambivalente après 2012, voyant les bons et les mauvais côtés des liens avec un pays qu'il considérait loin des valeurs canadiennes. Qu'est-ce qui explique ce changement ? Certainement, les événements de 2012 à 2014 ont contribué à cette ambivalence chez Stephen Harper, mais comme cela fut le cas entre 2006 et 2012, Stephen Harper subit également l'influence des élites présentes dans son entourage, ce qui sera démontré dans la section suivante.

8.4 – Les tensions entre des élites de deux communautés dans l'entourage de Stephen Harper

Le modèle conceptuel de cette thèse prévoit que la représentation idéationnelle du premier ministre devrait être en grande partie le résultat de ses contacts avec certaines élites ayant une influence sur ce dernier. La position de Stephen Harper devrait donc selon ce modèle être le résultat de ses contacts avec des élites. Alors que Stephen Harper s'était rangé avec les élites réticentes à entretenir une relation de proximité avec la Chine entre 2006 et 2008 et que les élites favorables à une plus grande proximité envers la Chine ont influencé la vision du premier ministre entre 2008 et 2012, l'achat de Nexen par CNOOC et la signature de l'entente de protection des investissements étrangers ont lancé un débat entre ces deux clans au sein de l'entourage de Stephen Harper.

8.4.1 – Les factions opposées au rapprochement envers la Chine

Comme l'explique Paul Evans, plusieurs députés conservateurs, tels qu'Harold Albrecht, Russ Hiebert, LaVar Payne et James Bezan exprimèrent publiquement leur opposition à l'achat

de Nexen par CNOOC (Evans 2014, 79). Leur opposition était basée sur la violation des droits de la personne et des libertés fondamentales de la part du régime chinois et leurs doutes sur des violations similaires de l'entreprise CNOOC elle-même (Evans 2014, 79). Harold Albrecht écrivit une lettre au premier ministre et au ministre de l'Industrie pour exprimer ses doléances contre cette transaction pour des raisons « pratiques et philosophiques » :

As a conservative, I believe in free and fair trade, and a limited role for governments in the economy [...] To allow the China National Offshore Oil Corporation to purchase Nexen would not demonstrate examples of free trade or fair trade [...] Worse, this is an example of the most unfair trade possible: expecting job-creating entrepreneurs to compete against the full resources of a global superpower that appears able to flout the disciplines of currency markets and the most basic standards of human rights. (cité dans Harris 2013)¹⁴⁵

Le député Russ Hiebert écrivit également au premier ministre, demandant un changement aux lois sur l'investissement étranger pour assurer que le Canada pouvait considérer les droits de la personne lors de telles transactions, en plus d'exprimer ses craintes que les relations économiques avec la Chine ne soient pas réciproques :

I am concerned that our trading and investing relationship with China is one-sided and that an investment proposal of a similar magnitude and nature by a Canadian company in China would simply not be welcomed by the Chinese. (cité dans Harris 2013)

Puis, le député conservateur LaVar Payne exprima également ses doléances dans une lettre adressée au ministre de l'Industrie :

It is my belief that Canadian laws must prevail, and that if we were to allow a state-owned company of a foreign nation that brutally represses its own citizens to buy a strategic asset here, we would be setting a very dangerous precedent. [...] I do believe that the Chinese administration has little to no regard for environmental preservation, and this is another area of concern. (cité dans Harris 2013)

Dans une entrevue en septembre 2012, le député conservateur Rob Anders affirma :

For Canadian hard assets I am concerned about any acquisition by a foreign state... I have even greater concerns when it comes to China [...] There is also the issue of intellectual property. Alberta has a somewhat difficult resource basin that has inspired innovations we should market abroad rather than sell to China. (cité dans Fekete 2012)

Questionné à savoir si le caucus conservateur était divisé sur la politique du gouvernement envers la Chine, un autre député conservateur, Brent Rathgeber, déclara simplement qu'il partageait « les inquiétudes de certains de ses collègues du caucus conservateur en ce qui concerne

¹⁴⁵ Les lettres intégrales des députés sont disponibles ici : <http://www.cbc.ca/news/politics/3-conservative-mps-raised-concerns-about-cnooc-nexen-deal-1.1386871> (page consultée le 15 juillet 2017).

le bilan des droits de la personne du gouvernement chinois » (cité dans Curry 2012). Jason Kenney, qui avait adouci sa position envers la Chine en 2008, exprima aussi des réserves concernant cette transaction et l'accord de protection des investissements étrangers (Palmer 2012). En septembre 2012, il affirma que le Cabinet du gouvernement conservateur avait eu de « robustes » discussions à propos de cette transaction, ajoutant que :

Most Canadians want to ensure that the government applies a rigorous lens to acquisitions of large Canadian resource companies, particularly by state-owned enterprises. [...] Our government has articulated a balanced approach in Canada-China relations, one that advances both our interests, such as trade and commerce, and our values, such as the importance of human rights. (cité dans Reuters 2012)

Après l'annonce de l'approbation de la transaction, Jason Kenney expliqua que ce type d'achat par des entreprises d'État chinoises serait essentiellement impossible dans le futur :

We've clarified the rules to say that this is the end of a trend ... not the beginning of one. We will not permit foreign governments to establish control of Canada's energy industry and the oil sands in particular [...] If we see that there is a foreign state-owned company that is clearly tightly controlled by a foreign government and they would have a disproportionately large influence on an industry in Canada like oil and gas, we would be disinclined to approve such an acquisition. (cité dans La Presse Canadienne 2012d)

Le quotidien *The Globe and Mail* rapporta que Jason Kenney avait tenté de forcer le gouvernement canadien d'obtenir certaines garanties concernant le comportement de la firme chinoise en territoire canadien et qu'il avait de « grandes réserves » face à cette transaction (McCarthy et Curry, 2012). Des sources ont indiqué à des médias que la visite de Stephen Harper en Chine en 2014 fut presque annulée en raison de l'opposition virulente de Jason Kenney à celle-ci sans une remise en liberté des Garratt (Hopkins 2014; Vanderklippe 2014a; Ljunggren 2014). Tout indique que Jason Kenney reprit une position beaucoup plus critique envers la Chine.

En plus de membres du caucus et du Cabinet du gouvernement Harper, d'autres membres influents de l'entourage de Stephen Harper firent des pressions pour tenter de faire avorter la transaction ou à tout le moins imposer certaines conditions. Preston Manning, l'une des élites de la droite conservatrice à l'extérieur du gouvernement, fit même une sortie publique contre la transaction dans le quotidien *The Globe and Mail* :

If we believe in market-driven capitalism, we should resist state ownership of the means of production, whether by our own governments or agencies of foreign governments. If we believe in citizen-driven democracy, whatever decision is ultimately made on the CNOOC-Nexen deal, it must ultimately be capable of carrying the judgment of a majority of Canadians. [...] But takeovers by state-owned enterprises, especially those owned by a government whose values are at fundamental

variance with our own, should be opposed on principle. [...] More than 60 percent of Canadians currently oppose what they know of the deal [...]. Adherence to the principles of citizen-driven democracy means that ultimately any government approval or disapproval of the CNOOC-Nexen deal must carry the judgment of the Canadian people. (Manning 2012)

De plus, les services de renseignements canadiens firent également pressions auprès du premier ministre pour qu'il refroidisse les relations avec la Chine. En plus de l'accusation publique d'influence auprès de politiciens provinciaux et de la cyberattaque contre le CNRC, des sources gouvernementales ont révélé que Richard Fadden, directeur du SCRS puis nommé en 2015 conseiller à la sécurité nationale au BCP par Stephen Harper, fit des représentations directement auprès du premier ministre contre l'achat d'entreprises canadiennes par des entreprises d'État chinoises (Reuters 2012b; Tasker 2016; entrevues SMAECI Harper; SCPM Harper). Une source près du SCRS affirma aux médias que les services de renseignements canadiens étaient inquiets de l'implication de firmes chinoises dans l'économie canadienne :

CSIS did not like the Nexen bid and thought it was a bad idea for Chinese firms to be investing in the oil sands. It all played into their greater fears about firms like Huawei, said one person familiar with the agency's concerns. They do not want to wake up one day and realize a crucial sector of the economy is under the control of foreign interests. [...] By pushing back aggressively, CSIS ensured that it got foreign investment policy tightened significantly to deter similar such takeovers by companies under the sway of foreign governments. (cité dans Ljunggren 2012)

Un ancien assistant-directeur du SCRS, Ray Boisvert, affirma également que la décision du gouvernement Harper de restreindre la capacité d'entreprises chinoises à faire des acquisitions importantes au Canada reflétait les inquiétudes des services de renseignements canadiens et américains concernant le vol de propriété intellectuelle, d'espionnage, de cyberattaque et d'influence induite dans l'économie d'un autre État (Ljunggren 2012). Alors que le gouvernement du Canada évaluait la transaction CNOOC-Nexen, un membre de la chambre des représentants des É-U, Mike Rogers, fit pression pour que le Canada ne laisse pas une autre firme chinoise, le géant des télécommunications Huawei, obtenir des contrats importants de réseaux de communications gouvernementales nord-américains. Selon Fen Hampson, directeur du *Global Security Program* du Centre pour la gouvernance et l'innovation internationale de Waterloo, d'autres membres des services de renseignements américains se rendirent à Ottawa pour discuter des risques liés aux acquisitions potentielles d'entreprises canadiennes par des entreprises d'État chinoises, dont le cas CNOOC-Nexen (Ljunggren 2012). Le Canada décida en effet de ne pas octroyer des contrats de télécommunication gouvernementaux à Huawei. Selon une source près

de la transaction CNOOC-Nexen citée dans les médias, le premier ministre se mit à considérer les entreprises d'État chinoises comme des menaces à la souveraineté et la sécurité canadienne (Ljunggren 2012; entrevues SMAECI Harper). Alors que les questions de cybersécurité et d'espionnage étaient devenues les principaux obstacles dans les relations des pays industrialisés avec la Chine (Gutnman 2010), le conseiller numéro un de Stephen sur les questions de sécurité, Richard Fadden, développa un lien de confiance direct avec le premier ministre et put obtenir une influence sur la position du premier ministre envers la Chine entre 2012 et 2015 (entrevues Cabinet Harper; SDEACI Harper; SCPM Harper; Cabinet Harper; D. Mulroney). Ainsi, la transaction CNOOC-Nexen et l'accord sur la FIPPA amenèrent les opposants au rapprochement avec la Chine au sein du Cabinet, du caucus et de la communauté des services de renseignements à mener une offensive publique et privée pour refroidir les ardeurs du gouvernement Harper dans ses liens avec la Chine. Selon le journaliste Paul Wells, ces résistances eurent un impact sur l'attitude de Stephen Harper envers la Chine dès l'automne 2012 (Wells 2014, 398-399).

8.4.2 – Les pressions des élites de la communauté d'affaires en faveur de la Chine

Alors même que le Canada examinait la transaction CNOOC-Nexen, Stephen Harper fut pressé par une partie de la communauté d'affaires à accueillir ce type d'investissement positivement (Bloomberg 2012; Lee 2012; McCarthy et Curry 2012; Chase 2012; Whittington 2012b). Le président du Conseil canadien des chefs d'entreprises et ancien ministre libéral, John Manley, affirma que le gouvernement canadien devait éviter de surprendre le gouvernement chinois ou de cacher ses véritables intentions, argumentant pour une approbation de la transaction (Whittington 2012b). Même la classe politique conservatrice albertaine fit pression sur Stephen Harper pour que son gouvernement ne rejette pas de tels investissements provenant de la Chine (Cryderman 2012). La première ministre de l'Alberta de l'époque, la conservatrice Alison Redford, affirma que la transaction serait « bénéfique pour le Canada et l'Alberta » (Cryderman 2012). La première ministre albertaine expliqua :

Whether an investor is coming from another part of Canada, or another part of the world they are simply buying leases to extract our resources on our terms. [...] We welcome foreign investment. Our energy industry would not have grown without foreign investment and technological development. (cité dans Cryderman 2012)

L'ancien ministre conservateur fédéral et futur premier ministre albertain, Jim Prentice, supportait également la transaction, voyant un refus potentiel comme « un danger pour la relation

stratégique et vitale pour l'économie canadienne avec la Chine » (cité dans Cryderman 2012). La décision subséquente de restreindre d'autres transactions du même type fut également critiquée par plusieurs représentants de la communauté d'affaires canadienne (Hopkins 2014). Un rapport publié par l'Université de Calgary décrivait les désavantages économiques d'empêcher des entreprises d'État d'investir dans le secteur des ressources naturelles canadiennes (Dobson 2014). En octobre 2014, le gouvernement albertain pressa le gouvernement Harper à revoir sa position, expliquant que les nouvelles règles n'avaient pas clarifié la situation et avaient refroidi les investissements étrangers dans l'industrie pétrolière (CBC News 2014). Stockwell Day, alors ex-ministre du gouvernement conservateur, affirma que le Canada devait répondre aux demandes de la communauté d'affaires et du gouvernement albertain à ce sujet (CBC News 2014).

Un ancien membre du gouvernement Mulroney, Perrin Beatty, alors président exécutif de la Chambre de Commerce du Canada, fit également des pressions publiquement pour tenter de ramener Stephen Harper vers une relation positive avec la Chine en 2013 :

There is a lot of work to do to brand Canada as a serious player in the international market. The rest of the world is here [in China], they're branding themselves and doing so effectively. [...] The federal government should take more leadership in presenting Canada as a cohesive country. [...] Canada is much more engaged in China now but is still under pressure and has to step it up. [...] Foreign companies can help raise working standards and have a positive effect on how China does business, cutting off China because of how it conducts itself would be a terrible mistake. You don't isolate China, you isolate yourself. This is an economy that is going to be the number one economy in the world, it is the largest country in the world today by the population and its influence in every sphere is increasing dramatically. You want to be engaged with somebody like that, you don't want to assume that they're going to be begging to do business with you if you don't make the effort yourself. (Fitzpatrick 2013)

Le président de la Chambre de commerce du Canada souhaitait davantage de leadership du gouvernement du Canada avec la Chine, alors que le gouvernement tardait à organiser une première rencontre avec le nouveau président Xi Jinping. Le président du Conseil canadien des chefs d'entreprises argumenta également en faveur d'une plus grande proximité avec la Chine :

Canada can continue to have a dialogue with China on human rights, regional security and cyberspying while promoting stronger economic ties at the same time. [...] New Zealand—a country that places a high value on human rights, rule of law and democracy, as Canada does—has benefited enormously under a free-trade agreement with China. Australia, meantime, is negotiating a free-trade pact. [...] You have to be able to do both things at the same time in a complex bilateral relationship. (cité dans Goodman 2014)

La communauté d'affaires canadienne œuvrant en Chine fut aussi active afin d'éviter un retour à la période de relations froides de 2006 à 2008. Peter Harder, président du CCBC et ex-sous-ministre du MAECI lors du premier mandat de Stephen Harper, exhorta publiquement le gouvernement Harper à reprendre une politique constructive envers la Chine :

The two pillars of any Canadian Asia strategy should be a commitment to political security issues and engagement through state-to-state relationships. Canada should restore its regional presence through sustained, high-level relationship building. [...] In the long term, Canada should diversify its trade with China by increasing its exports of knowledge-based goods and services. A China roadmap should address mutual interests: ours in trade liberalization, investors and intellectual property protections, sector priorities and China in flows of people, food security, market access to energy and natural resources, and the development of services such as education. [...] Let's ratify the FIPPA [Foreign investment promotion and protection agreement]. China is ready to begin the long and difficult negotiation towards a comprehensive economic framework agreement. It is time for Canada to say yes. (Harder 2013)

Le président du CCBC demandait ainsi publiquement au gouvernement Harper de ratifier l'accord sur la protection des investissements étrangers et d'entamer des négociations vers un accord de libre-échange. Peter Harder semblait même s'adresser aux membres du caucus conservateur favorables à la Chine, voire peut-être à Stephen Harper lui-même, en affirmant qu'il devait y avoir une volonté politique pour permettre de mener à bien ces ententes :

I am confident that the political will exists in Ottawa to make the very toughest of decisions in respect of these negotiations. [...] I would encourage the government of Canada to energetically develop and sustain a "whole of government" approach to our China engagement. We need to bring together and achieve greater synergy from the multitude of governmental relationships. [...] Similarly, the federal government has an obligation to lead a "whole of Canada" strategy for Asia generally and China in particular [...] no relationship holds more opportunities for Canada than China. But we must become more strategic in our policy intent, more coordinated in our actions; we must mitigate the risks and build on the opportunities. (Harder 2013)

David Mulroney, ex-ambassadeur du Canada en Chine et ancien conseiller du premier ministre Harper au BCP exprima également sa vision de la situation dans un article du quotidien *The Globe and Mail* :

There are no shortcuts. We need to spend a lot more time and effort trying to understand China, its language and culture. [...] The China relationship is above all one that needs to be managed. How and when we deliver messages, and who delivers them, matter a lot. This doesn't mean we can't speak frankly. But we need to deliver tough messages in ways that maximize the chances of being heard. Canada has many voices, but we need to ensure that our high-level messaging is consistent and coherent. [...] The coming days bring leadership change in China. But we can't sit back and assume this will make managing the relationship any easier. We need to work a lot harder at understanding China, warts and all. We need to think carefully about where

we want to go and the risks entailed in getting there. And we need to bring patience, competence and confidence to managing our engagement with a dynamic, perplexing and increasingly important partner. (Mulroney 2012)

David Mulroney argumentait pour le développement d'une politique transparente avec la Chine et contre une réaction de peur devant les investissements chinois au Canada. Il envoya même un message à la communauté des services de renseignements qui faisait pression auprès du premier ministre contre le rapprochement économique avec la Chine :

While we can't ignore security concerns, we need to be clear about where the risks are and, importantly, about options for risk mitigation. Our security agencies need to work with players, including the provinces and the private sector, to find sensible ways to manage risk, other than the unrealistic option of closing our doors. (Mulroney 2012)

Selon d'autres sources, plusieurs membres de la communauté d'affaires ont fait savoir discrètement, mais personnellement au premier ministre qu'un refus d'accueillir des investissements chinois au Canada serait perçu par le gouvernement chinois comme un « soufflet au visage » et aurait des conséquences négatives à long terme sur les bénéfices économiques des relations avec la Chine (entrevues Cabinet Harper; SMAECI Harper; SCPM Harper).

Durant cette même période, des membres du Cabinet et du caucus de Stephen Harper favorables à la Chine ont continué à faire pression sur le premier ministre (entrevues Cabinet Harper; SDEACI Harper). Les visites ministérielles en Chine se poursuivirent, le ministre des Affaires étrangères, John Baird, affirma en 2013 que la Chine était un allié du Canada (Baird 2013). Plusieurs ministres tels que John Baird, James Moore, Ed Fast, Garry Ritz et Jim Flaherty, ce dernier ayant même fait des relations commerciales avec la Chine une priorité personnelle, étaient favorables à l'augmentation des relations commerciales avec la Chine entre 2012 et 2015 (McCarthy et Curry 2012; entrevues Cabinet Harper). D'autres membres de l'entourage du premier ministre purent également défendre la perspective de la communauté d'affaires (Fekete 2014; La Presse Canadienne 2014a; entrevues Cabinet Harper; SDEACI Harper). Par exemple, le chef de Cabinet de Stephen Harper à l'époque, Nigel Wright, était un membre bien en vue de la communauté d'affaires canadienne, « une élite de Bay Street » (entrevue Cabinet Harper). Il était un défenseur d'une approche économique ouverte à la Chine (Chase 2013; Vanderklippe 2013; entrevues Cabinet Harper; Harder). Comme l'expliqua le président du groupe Hill and Knowlton inc., la firme de lobbyistes ayant représenté CNOOC lors la transaction avec Nexen, Nigel Wright amenait une perspective économique très forte dans l'entourage de Stephen Harper et joua un rôle positif dans l'approbation de cette transaction :

Mr. Wright, a Harvard-educated lawyer, had gone to Ottawa from Onex Corp., where he had brokered substantial deals as managing director. He brought a unique, valued and very timely perspective, given the focus on the economy to the intersection of business and politics, and the loss of that insight will be hard to replace. As much as any one person can influence the policy directions of a prime minister and a government, Nigel Wright was perhaps the most impactful prime minister's chiefs of staff we have seen in some time. (cité dans Vanderklippe 2013)

David Emerson affirma aussi qu'il amenait une présence rassurante auprès du gouvernement :

Having Mr. Wright there provided industry a sense of relief, he was a very reassuring presence. [...] You would know that the prime minister would have at least one adviser around him that would really understand global business and the reaction of global business in terms of public policy decision-making. And usually those types of people are pretty cool customers, and are not prone to making emotional decisions in a hurry. (cité dans Vanderklippe 2013)

Nigel Wright était l'une des personnes les plus influentes auprès de Stephen Harper pour présenter les intérêts économiques canadiens selon une perspective non partisane et peu influencée par l'idéologie de la droite conservatrice morale et religieuse, ayant même été identifié comme l'architecte de l'approbation de la transaction CNOOC-Nexen (Vanderklippe 2013; Chase 2013). Or, il quitta le gouvernement Harper dans la tourmente en 2013 en raison du scandale du sénateur Mike Duffy. Ce départ coïncida avec le retour de discours plus critiques de Stephen Harper contre la Chine et le refus de Stephen Harper de rencontrer officiellement le président chinois Xi Jinping en 2013.

8.4.3 – Stephen Harper déchiré entre les élites pour et contre les relations avec la Chine

Comme l'explique Paul Evans, le Cabinet et le caucus conservateur étaient fortement divisés sur la question de la Chine (cité dans Fekete 2014 et dans La Presse Canadienne 2014a). La décision concernant la transaction CNOOC Nexen illustre ce point, la transaction ayant été approuvée comme le demandaient plusieurs membres de l'entourage de Stephen Harper favorables à la Chine, mais les nouvelles règles restreignaient de futures transactions similaires, répondant aussi aux craintes des partisans de la ligne dure contre la Chine dans l'entourage de Stephen Harper. Cette décision ambiguë du premier ministre fit des mécontents dans les deux camps. L'approbation inquiéta les élites inconfortables avec la Chine, alors que le fait de restreindre de futures transactions indisposait les élites de la communauté d'affaires et les membres du caucus conservateur favorables à la Chine. Cette position de compromis de Stephen Harper fit donc plus de tort que de bien (Coyne 2012). Stephen Harper, lui-même tourmenté sur

la position à prendre envers la Chine, subit donc de fortes pressions autant favorables que défavorables à un accroissement des relations avec la Chine de 2012 à 2015. Comme l'expliquait Paul Evans lors d'une entrevue accordée à La Presse Canadienne en novembre 2014, l'ambiguïté de Stephen Harper et de son parti affecta les relations avec la Chine :

I think the invitation has been on the table for a year and a half, and there was no decision until very recently; it was on again, off again [...] It's extraordinary that there seems to have been no decision until very recently. [...] That Harper publicly went loud and large on the espionage accusations is indicative of just how conflicted the Conservatives remain about China. [...] China is difficult for any government anywhere; it's really complicated and high-stake terrain. But in Canada, you have a significant portion of the Cabinet, caucus and the Conservative base itself that is very negative about China. (cité dans Goodman 2014)

Stephen Harper, ambivalent devant la question de la Chine, se trouva face à deux camps tout aussi en conflit sur cette relation. En l'absence d'un consensus dans son entourage et d'un lien de confiance avec les nouveaux dirigeants chinois, Stephen Harper adopta une représentation idéationnelle ambivalente envers la Chine qui créa une politique envers la Chine tout aussi confuse jusqu'à la fin de son mandat à l'automne 2015.

8.5 – La politique du Canada envers la Chine, la politique de Stephen Harper ?

La représentation idéationnelle de Stephen Harper envers la relation sino-canadienne après 2012 illustre sa vision ambivalente à la recherche d'un difficile équilibre entre des intérêts et une évaluation contradictoire de la relation sino-canadienne et de la Chine. La recherche de cet équilibre semble avoir été faite au cas par cas. C'est ainsi que Stephen Harper pouvait se montrer tantôt très ouvert envers les dirigeants chinois et sur les questions commerciales, et plus tard paraître beaucoup plus fermé concernant ces mêmes questions commerciales. Stephen Harper souhaitait une réciprocité dans les relations économiques avec la Chine, mais sans jamais avoir clairement expliqué quel type de réciprocité il souhaitait. Alors qu'il se désolait à la fin de 2014 que les exportations du Canada vers la Chine étaient essentiellement des ressources naturelles (Chase 2014b), il avait pourtant travaillé pour promouvoir de tels investissements chinois au Canada entre 2008 et 2012 avant de faire marche arrière après l'achat de Nexeen par CNOOC.

La représentation idéationnelle de Stephen Harper envers la Chine amena son gouvernement à tenter de développer une politique à la fois constructive et critique envers la Chine, position qui demeura difficile à gérer et qui exigeait des ajustements constants selon les situations. Plusieurs sources ont indiqué que la décision entourant l'approbation de la transaction

CNOOC-Nexen et les nouvelles règles subséquentes furent prises essentiellement par le CPM (Krugel 2012; Scoffeild et Levitz 2012; Vanderklippe 2013; Dobson 2014). Comme l'affirmait l'ex-sous-ministre de l'industrie, responsable de l'application de l'Acte sur l'investissement étranger au Canada, cette décision fut de la « pure politique » (cité dans Scoffeild et Levitz 2012),

À ce titre, plusieurs informations ont circulé dépeignant le premier ministre Harper comme étant « contrôlant » et voulant s'assurer que les politiques de son gouvernement étaient essentiellement les siennes (Mansbridge 2015; Wells 2013; 2014, 398; Murray 2013). Par exemple, le prêt par la Chine de deux pandas au Canada fut étroitement négocié sous surveillance du premier ministre lui-même, information que le CPM tenta de dissimuler lors d'une demande d'accès à l'information par *Postmedia* (Nelson 2013; De Souza 2013). À bien des égards, Stephen Harper voulait s'assurer de contrôler l'ensemble des contacts significatifs de son gouvernement avec certains pays. Comme l'explique Adam Chapnick, bien que le premier ministre ne puisse pas contrôler l'ensemble des relations entre deux pays, la conduite de certaines relations était essentiellement dictée par la volonté du premier ministre (Chapnick 2016b).

Ces éléments indiquent que les ajustements de la position canadienne envers la Chine étaient sous la responsabilité du premier ministre lui-même. En fait, il est difficile de séparer la politique du gouvernement conservateur envers la Chine de la position personnelle de Stephen Harper envers la Chine. Durant les 10 ans au pouvoir de Stephen Harper, très peu de documents furent produits exposant la politique étrangère du Canada en général (Chapnick 2016a; Morin et Roussel 2014, 2; Nossal, Roussel et Paquin 2015, 283) et encore moins concernant la Chine, contrairement aux nombreux documents produits sous les gouvernements Chrétien et Martin. Comme plusieurs sources l'ont indiqué, le MAECI ne fut jamais considéré par le gouvernement conservateur comme un outil pour créer et articuler la politique étrangère du Canada, seulement pour la mettre en œuvre (Chapnick 2016a; Hillmer 2016; entrevues SMAECI Harper, SCPM Harper, Cabinet Harper, Balloch; Wright; Caron). Le fait de passer d'un gouvernement minoritaire à majoritaire n'a pas coïncidé avec un changement dans la politique étrangère du Canada envers la Chine. Les changements sont venus près de trois ans avant et près de deux ans après l'accession à la majorité du gouvernement Harper. Comme la majorité des analyses contenues dans un ouvrage abordant l'impact des minorités parlementaires sur plusieurs cas de politique étrangère du gouvernement Harper, l'accession à la majorité n'a pas produit de changements significatifs (Chapnick 2016a; Hillmer 2016). Ceci signifie que l'explication de la

nécessité de contrôler le message dans un gouvernement minoritaire n'est pas suffisante; le style de leadership de Stephen Harper ayant été l'explication première de la centralisation des décisions de politique étrangère à son bureau (Chapnick 2016a; Hillmer 2016). Comme l'explique Norman Hillmer, la politique étrangère du Canada sous Stephen Harper fut truffée de contradictions et d'incohérences et fut fortement influencée, voire parfois substituée directement par la vision négative, divise et « anti-establishment » du premier ministre lui-même (Hillmer 2016, 269).

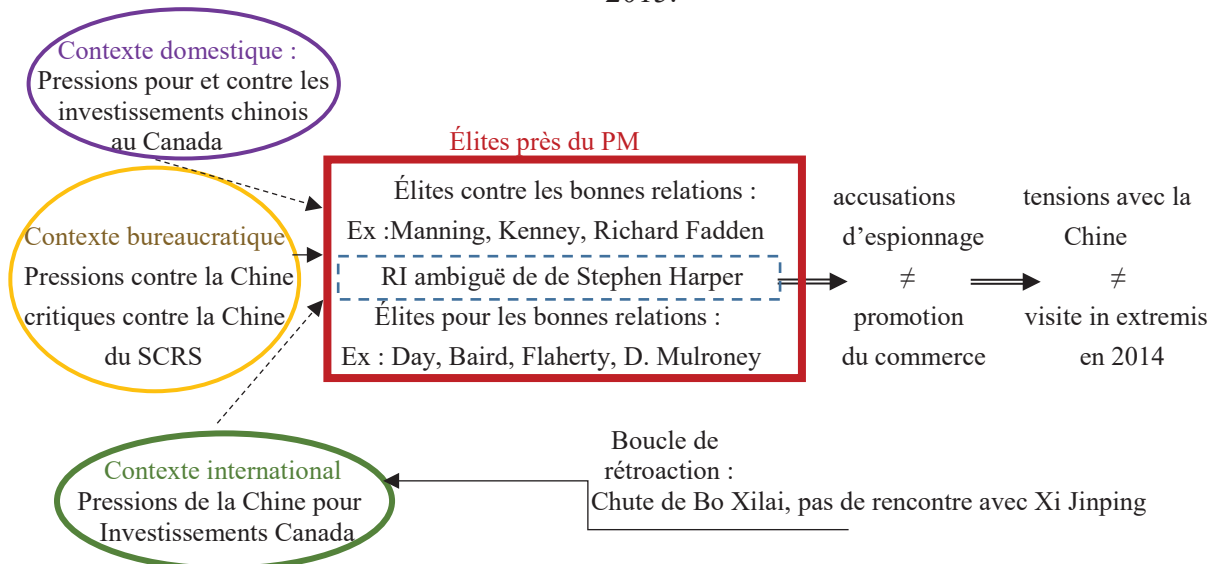
En raison du contrôle accru de la politique du Canada envers la Chine par Stephen Harper, celle-ci suivit de très près les changements de représentations idéationnelles du premier ministre. La politique du Canada envers la Chine sous le gouvernement conservateur fut donc essentiellement la politique de Stephen Harper, confirmant l'accroissement de la centralité du premier ministre dans la formulation de la politique étrangère du Canada envers la Chine (Morin et Roussel 2014, 7-8). Toutefois, cette centralité ne signifie pas pour autant que d'autres acteurs ne pouvaient pas avoir une influence, mais celle-ci devait se faire sentir directement auprès du premier ministre lui-même à travers ses contacts avec les élites de son entourage.

Conclusion

Selon certains auteurs, les politiques étrangères du gouvernement conservateur indiquent que Stephen Harper resta très retransché dans ses convictions manichéennes par rapport à la politique étrangère, entamant progressivement étape par étape ce que certains ont qualifié d'une révolution conservatrice en politique étrangère (Hillmer 2016, 266; Smith 2012). Or, si la vision de la place du Canada dans le monde de Stephen Harper n'a pas changé durant ses dix années au pouvoir, s'il fut « solide comme le roc » dans ses convictions (Hillmer 2016, 266-267), comment expliquer qu'il changea à deux reprises sa vision de la Chine et la politique du Canada envers ce pays ? La réponse semble être dans le fait que la politique étrangère du Canada envers la Chine fut largement dictée non pas par l'idéologie générale de Stephen Harper, mais par sa représentation idéationnelle fluctuante des relations sino-canadiennes. En effet, Stephen Harper adopta parfois une vision manichéenne, parfois conciliante et parfois pragmatique envers la Chine, selon les périodes et surtout selon les décisions qu'il devait prendre. D'abord acrimonieuse entre 2006 et 2008, puis progressivement plus cordiale de 2008 à 2012 pour finalement être ambivalente entre 2012 et 2014, la politique du Canada envers la Chine suivit les humeurs du premier ministre et ses réactions aux événements qui influencèrent les relations sino-canadiennes.

Cette situation fut exacerbée dès 2012 par l'absence de liens directs entre Stephen Harper et la nouvelle génération de dirigeants chinois. Ces derniers sont entrés en fonction alors même que la question de la vente de Nexen à CNOOC créait un litige entre le Canada et la Chine. En plus, Xi Jinping prit le pouvoir en Chine après avoir supplanté son plus proche rival au sein du PCC, Bo Xilai, qui était lui plus près de la communauté d'affaires canadienne et que Stephen Harper avait rencontré personnellement en février 2012 (Clark 2012; entrevue SMAECI Harper). Ceci créa un manque de confiance entre les dirigeants des deux pays qui eut un impact sur la relation entre 2012 et 2014 tout particulièrement (entrevue D.Mulroney). Le caucus conservateur est demeuré divisé face à la Chine, alors que ni les factions favorables ni les factions défavorables envers la Chine au sein du Parti conservateur ne furent en mesure de garder le contrôle sur cette politique, tel que l'expliqua Paul Evans (Evans 2014, 79-82; cité dans La Presse Canadienne 2014; cité dans Fekete 2014; cité dans Goodman 2014). Comme l'illustre la figure 23, tout comme le caucus de son parti et les élites avec qui il tissa des liens avant et durant son mandat comme premier ministre, Stephen Harper avait une vision contradictoire de la Chine. Influencée par les élites de la communauté d'affaires, telles que Jim Flaherty, Nigel Wright et la famille Desmarais, la représentation idéationnelle de Stephen Harper face à la Chine considérait le commerce comme la principale motivation des relations sino-canadiennes. Toutefois, influencé par les élites de la droite conservatrice, telles que Preston Manning, Jason Kenney et Tom Flanagan, Stephen Harper considérerait également que la Chine ne respectait pas les valeurs canadiennes.

Figure 23 : L'influence des élites sur la représentation idéationnelle de Stephen Harper en 2012-2015.



En l'absence d'une stratégie claire envers la Chine, le MAECI n'ayant jamais développé une réflexion pour conduire les relations avec la Chine en l'absence de l'écoute du gouvernement Harper, l'ambivalence du premier ministre s'est traduite directement dans la politique du Canada envers la Chine. Alors que Brian Mulroney fit produire par le MAECI une stratégie articulée en 1987, que le gouvernement libéral de Jean Chrétien produit de nombreux documents exposant sa politique et que le gouvernement Martin s'apprêtait à construire un partenariat stratégique avant sa chute, le gouvernement Harper ne produisit que très peu de documents d'orientations et de réflexions sur sa politique envers la Chine. David Mulroney affirma que cette absence de vision stratégique était l'une des sources de difficultés dans les relations avec la Chine (entrevue D. Mulroney). Alors que la Chine souhaitait un partenariat stratégique, certainement motivé par ses propres intérêts commerciaux et géopolitiques, le Canada, aux dires de David Mulroney, présentait une stratégie qui était simplement un inventaire des liens avec la Chine (entrevue D. Mulroney). En l'absence d'une direction structurée du gouvernement canadien, la politique envers la Chine fut construite en fonction des réactions du premier ministre lui-même, influencées par les élites qu'il consultait, membres de l'une ou l'autre des communautés d'affaires ou de la communauté de la droite conservatrice (entrevues SMAECI Harper; Cabinet Harper).

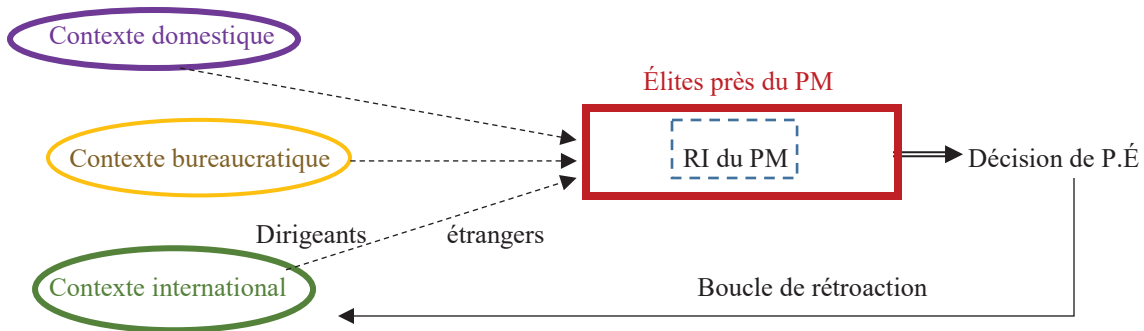
Cette centralisation des décisions auprès du premier ministre est venue accroître l'influence des groupes qui avaient accès directement à ce dernier. En effet, si un processus de formulation de politique étrangère oblige les acteurs de la société à utiliser des canaux institutionnalisés et réglementés pour influencer la politique étrangère, l'absence d'un tel processus, ou à tout le moins la perte de « pouvoir » des institutions gouvernementales au profit du premier ministre et de son bureau, font en sorte que seulement les groupes pouvant trouver un chemin jusqu'au premier ministre peuvent affecter les décisions de politique étrangère. Ce phénomène crée un gouvernement de « cour », tel que Donald Savoie nomme ce style de gouvernance, qui s'éloigne des idéaux de transparence et de démocratie (Savoie 2008). À l'instar du rôle primordial de Stephen Harper dans la définition de la relation du Canada avec Israël (Chapnik 2016), la relation du Canada avec la Chine fut grandement influencée par la position personnelle du premier ministre Harper. Tout comme la représentation idéationnelle des premiers ministres avait donné le ton à la politique du Canada envers la Chine sous les gouvernements Mulroney, Chrétien et Martin, la représentation idéationnelle changeante de Stephen Harper, influencée par deux communautés distinctes d'élites canadiennes, fit de même sous sa gouverne.

Chapitre 9 – 30 ans de politique étrangère du Canada envers la Chine, 30 ans d’influence du premier ministre et des élites de son entourage

À travers neuf législations, dont trois gouvernements minoritaires successifs, trois différents partis au pouvoir et quatre premiers ministres, la politique étrangère du Canada envers la Chine traversa la fin de la guerre froide, le début de l’ouverture de la Chine, la crise de Tiananmen, la croissance fulgurante de l’économie chinoise dans les années 1990, l’accession de la Chine à l’OMC, une crise économique mondiale et l’arrivée de la Chine comme une puissance majeure sur la scène internationale. Certainement, ces événements ont eu un impact sur les relations sino-canadiennes. Le Canada n’aurait pas été en mesure de poursuivre une politique axée sur le commerce si la Chine ne s’était pas ouverte sur le monde. Les craintes concernant la puissance de la Chine et ses violations des droits de la personne n’auraient pas été les mêmes si la Chine avait entrepris une transition démocratique. La présente thèse n’affirme pas que ces facteurs contextuels et tendances lourdes n’ont pas d’impact sur la politique étrangère du Canada. Toutefois, pour comprendre la nature des décisions prises par le Canada durant ces années, ce qui les a motivées et les moments où elles ont été prises, il faut se pencher sur la chronologie exacte et les facteurs expliquant la prise de décision. Pourquoi est-ce que le Canada fut considéré comme le « meilleur ami de la Chine » dans les années 1990 ? Pourquoi est-ce que le gouvernement Harper vécut une période de tensions avec la Chine avant de subir un revirement important vers un rapprochement avec la Chine ? Pour y arriver, il a été nécessaire de reconstruire, grâce à la reconstitution de processus, les histoires narratives présentées dans les chapitres précédents.

Le modèle théorique proposé place le premier ministre au cœur de la prise de décision de politique étrangère. L’utilisation d’un nouveau concept, la représentation idéationnelle, illustre de manière simple « l’idée » du premier ministre et sa perception sur un enjeu de politique étrangère, les intérêts et la solution qui y sont associés. Cet outil théorique permet d’entrevoir l’impact de la vision du premier ministre sans recours à une analyse psychologique ou biographique. À la manière des croyances causales et du modèle idéationnel développé par Jeffery Legro (Legro 2005), mais appliqué à un individu en particulier et un enjeu précis de politique étrangère et non la stratégie globale d’un État sur la scène internationale, ce cadre conceptuel prévoit que la représentation idéationnelle est nécessaire pour comprendre la politique étrangère du Canada envers la Chine. Le modèle théorique proposé est illustré à nouveau ci-dessous :

Figure 8 : Cadre théorique complet



À partir de ce modèle théorique, trois hypothèses ont été formulées : (H1) une modification de la représentation idéationnelle du premier ministre est nécessaire et suffisante pour créer un changement significatif de décision de politique étrangère du Canada; (H2) la représentation idéationnelle du premier ministre ne subira une modification que sous l'influence des élites de l'entourage du premier ministre ou des dirigeants d'autres pays ayant tissé des liens avec le premier ministre; (H3) l'implication directe du premier ministre est nécessaire pour qu'il y ait une modification significative de politique étrangère, sans quoi seulement des ajustements incrémentaux seront possibles ou le maintien du statu quo. Ces hypothèses présentent un mécanisme de causalité selon lequel le premier ministre canadien, sous l'influence de liens et contacts avec des élites canadiennes et les dirigeants chinois, adopte une certaine représentation idéationnelle (ci-après RI) des relations sino-canadiennes. Cette RI détermine l'orientation de la politique envers la Chine, celle-ci subissant un changement significatif que si la RI du premier ministre se modifie. En fonction de l'hypothèse secondaire, l'absence de l'implication du premier ministre dans la prise de décision par rapport à la politique étrangère du Canada envers la Chine cause nécessairement une situation de continuité ou de statu quo. L'analyse présentée dans cette thèse a été menée de manière inductive, laissant une grande place aux propos des intervenants impliqués dans les relations sino-canadiennes et la formulation de la politique du Canada envers la Chine. Utilisant une méthodologie qualitative basée sur la reconstitution de processus à l'aide d'analyses de sources primaires, secondaires et d'entrevues semi-dirigées avec 38 acteurs directement impliqués dans les relations sino-canadiennes, un découpage historique a été effectué pour illustrer la prise de décision à travers les périodes charnières de la politique étrangère du Canada envers la Chine de 1984 à 2015. Ce dernier chapitre présente une évaluation de la pertinence des hypothèses formulées par le cadre théorique proposé à l'égard des onze périodes

significatives dans les relations sino-canadiennes qui ont été identifiées et étudiées en profondeur dans les sept chapitres précédents.

Tableau I : Liste des chapitres et du découpage historique

Chapitre 2 — Les relations sino-canadiennes sous le gouvernement Mulroney	1. 1984-1986 :	Le statu quo à l'arrivée du gouvernement Mulroney
	2. 1986-1989 :	La stratégie Canada-Chine de 1987
Chapitre 3 — L'impact de la crise de Tiananmen sur les relations sino-canadiennes	3. 1989 :	La réaction du Canada à la crise de Tiananmen
	4. 1990-1992 :	L'attente suite à la crise de Tiananmen
	5. 1992-1993 :	La reprise des contacts de hauts niveaux
Chapitre 4 — L'établissement de la politique du gouvernement Chrétien envers la Chine	6. 1993-1994 :	La mise en place de la politique des quatre piliers sous Jean Chrétien
Chapitre 5 — La mise en œuvre de la politique du Parti libéral du Canada envers la Chine	7. 1994-2003 :	L'application de la stratégie libérale
	8. 2004-2005 :	La tentative du partenariat stratégique sous Paul Martin
Chapitre 6 — La confrontation sous le gouvernement Harper	9. 2006-2008 :	Les tensions avec la Chine sous le gouvernement Harper
Chapitre 7 — Le virage de la politique étrangère conservatrice envers la Chine	10. 2008-2012 :	Le rapprochement avec la Chine du gouvernement Harper
Chapitre 8 — Une position ambivalente envers la Chine	11. 2012-2015 :	L'ambiguïté envers la Chine du gouvernement Harper à la fin du mandat du gouvernement conservateur

9.1.1 – 1984-1986 : Le statu quo face à la Chine sous Mulroney

De 1984 à 1986, la Chine n'était pas à l'agenda politique de Brian Mulroney. Comme démontré au chapitre 2, après sa prise de pouvoir en 1984, le gouvernement conservateur de Brian Mulroney a poursuivi la politique déjà en place. Les différentes initiatives en cours se sont poursuivies, dont le déploiement du programme de l'ACDI en Chine et les stratégies commerciales modestes mises en place par le ministère des Affaires étrangères et le ministère du Commerce international. En 1985, Brian Mulroney reçut la visite du premier ministre chinois Zhao Ziyang, tel que convenu par le gouvernement libéral précédent. Le groupe de travail interministériel sur la Chine au sein de l'appareil gouvernemental continua à se réunir sans

toutefois causer un impact significatif sur la politique du Canada envers la Chine. En fait, la politique étrangère du Canada envers la Chine traversa initialement le changement de gouvernement Trudeau-Turner à Mulroney sans véritablement être affectée, alors que la relation était gérée essentiellement par le MAE. L'absence d'une implication du premier ministre fit en sorte de préserver le statu quo, conformément à l'hypothèse secondaire.

9.1.2 – La stratégie Canada-Chine de 1987 sous le gouvernement Mulroney

L'élaboration de la nouvelle stratégie envers la Chine sous le gouvernement Mulroney est un second cas qui se conforme fortement au modèle théorique. Cette stratégie a été élaborée sous l'impulsion du premier ministre dont la RI envers la Chine fut affectée par sa visite de 1986 en Chine. Alors que le gouvernement Mulroney avait jusque-là laissé le MAE gérer la relation avec la Chine selon les objectifs élaborés sous le gouvernement précédent, Brian Mulroney fut impressionné lors de son séjour en Chine par la détermination des dirigeants chinois de poursuivre et accélérer leurs réformes économiques. Lors de cette visite, Brian Mulroney participa également aux événements organisés par le CCBC et fut mis en contact directement avec la communauté d'affaires canadienne œuvrant en Chine. Il retrouva dans cette communauté des élites avec qui il avait déjà des liens personnels à travers la famille Desmarais et Power Corporation. Brian Mulroney décida alors de s'impliquer une première fois dans la prise de décision concernant la politique du Canada envers la Chine afin que son gouvernement développe davantage ses relations « commerciales, politiques, scientifiques et culturelles » avec la Chine (entrevue Mulroney). Ses liens avec des élites commerciales canadiennes, particulièrement Paul et André Desmarais, eurent un impact significatif sur sa RI concernant les relations sino-canadiennes en 1986¹⁴⁶. Après cette visite, Brian Mulroney donna le mandat à Joe Clark de piloter une révision complète de la stratégie de son gouvernement envers la Chine et le groupe de travail interministériel sur la Chine put écrire une stratégie adoptée par le Cabinet en 1987.

Cette stratégie se justifiait par le changement du contexte international ou plus précisément en fonction des occasions d'affaires présentes en Chine dans le contexte de leurs réformes économiques. Toutefois, cette situation était présente depuis le début des années 1980 et plusieurs

¹⁴⁶ Celle-ci passa d'une volonté de conserver le statu quo à l'importance grandissante de la Chine obligeant le Canada à bâtir des liens à haut niveau avec ce pays afin de maximiser les intérêts commerciaux du Canada et l'ouverture progressive de la Chine sur le monde.

membres du MAE tentaient depuis quelques années d'amener le gouvernement à développer une nouvelle stratégie avec la Chine (Frolic 2011; entrevue Drake; entrevue DAN). Ce ne fut pas un changement soudain du contexte chinois ni un engouement soudain de la communauté d'affaires canadienne qui encouragea le développement de la stratégie de 1987 envers la Chine. Ce fut plutôt la réalisation par Brian Mulroney des opportunités commerciales qu'offrait la Chine grâce à l'information qu'il obtint à travers ses contacts avec les dirigeants chinois et des élites de la communauté d'affaires canadienne. Conformément aux hypothèses présentées, le contexte domestique (les intérêts de la communauté d'affaires canadienne à avoir un plus grand accès au marché chinois), le contexte international (les réformes économiques chinoises) et le contexte bureaucratique (la réflexion du groupe de travail sur la Chine) n'eurent un effet qu'à travers le changement de la RI de Brian Mulroney sous l'influence de ses contacts avec des élites de son entourage et les dirigeants chinois. Brian Mulroney mit donc la Chine à l'agenda de ses priorités et ce fut son implication qui permit au gouvernement de produire une nouvelle politique axée sur le commerce et un arrimage des efforts de tous les intervenants canadiens en Chine.

9.1.3 – La crise de Tiananmen en juin 1989

La réaction du Canada à la crise de Tiananmen est le cas qui se conforme le moins bien au modèle théorique. L'horreur de la répression armée contre les protestataires ne pouvait que commander une réaction sans équivoque du Canada. La réaction rapide face à la crise et les communications entre le BCP, le CPM, le MAE et le premier ministre ont laissé peu de place à d'autres membres de l'entourage de ce dernier d'influencer la réponse du gouvernement. L'analyse conduite au chapitre 3 indique que la gestion de la crise et la formulation exacte de la réponse du Canada furent en partie sous la responsabilité de Joe Clark et du MAE. Ce dernier jouissait alors de la confiance du premier ministre et les deux hommes étaient d'accord pour répondre fermement au régime chinois tout en évitant des actions qui mettraient en péril la relation à long terme. Toutefois, plusieurs éléments de la gestion de cette crise démontrent que Joe Clark s'assura que la réponse de son ministère respectait en tout point la position de Brian Mulroney.

Brian Mulroney s'assura de modérer la réponse contre la Chine afin de ne pas mettre en péril une reprise éventuelle des relations normales avec celle-ci. Brian Mulroney considérait qu'il n'était pas possible d'isoler la Chine et espérer un changement positif. Comme il avait expliqué à Deng Xiaoping, il souhaitait que la Chine poursuive ses réformes économiques et non pas

entreprendre rapidement de grandes réformes politiques en raison du risque d'instabilité d'une telle transformation (entrevues Mulroney; Clark; SCPM Mulroney; SMAE Mulroney). Il affirma en 1991, défendant la poursuite de certains programmes de son gouvernement avec la Chine, qu'ignorer la Chine serait l'équivalent de fermer les frontières du Canada avec les É-U (Canada, Chambre des Communes 1991). Bien que les diplomates canadiens devaient rappeler à leur homologue chinois la désapprobation du Canada contre la violente répression des manifestations de 1989, plusieurs programmes, dont des crédits pour des projets commerciaux, des activités d'échanges culturels, des projets d'aide au développement, des échanges académiques et des programmes d'aides aux entreprises canadiennes en Chine furent maintenus. De même, le premier ministre résista à l'idée poussée par certains membres du gouvernement d'exiger le rappel officiel de l'ambassadeur du Canada en Chine.

Brian Mulroney fut contraint de modifier sa RI des relations sino-canadiennes en raison des événements de Tiananmen. Conformément à l'hypothèse secondaire et l'hypothèse 1, le premier ministre conserva une influence décisive sur la réaction du Canada face à cette. L'influence des élites canadiennes et ses contacts avec les dirigeants chinois avaient cimenté en Brian Mulroney la croyance en l'importance de la Chine pour le Canada et en l'importance de la réalisation de réformes économiques progressives en Chine. Cette position assura que sa RI au lendemain de la crise ne fut pas antagoniste envers la Chine, mais plutôt « attentiste », prudente et patiente¹⁴⁷. Malgré tout, la reconstitution de processus présentée au chapitre 3 ne démontre pas que le premier ministre fut influencé significativement par les élites de son entourage au moment de la crise.

9.1.4 – 1990-1992 : L'attente suite à la crise de Tiananmen

De 1990 à 1992, suite à la mise en place de la réponse du gouvernement Mulroney à la crise de Tiananmen, la politique du Canada envers la Chine en fut une autre de statu quo. Suite à la décision de mettre sur la glace les rencontres de haut niveau et de suspendre la stratégie de 1987, les diplomates canadiens durent rappeler à leurs homologues chinois lors de chaque rencontre le mécontentement du Canada envers le sort réservé aux manifestants chinois présents sur la place Tiananmen au printemps 1989. Cette situation se poursuivit jusqu'en 1992. Joe Clark choisit de

¹⁴⁷ RI après la crise de Tiananmen : La répression du gouvernement chinois envers sa population exige la mise en place de mesures temporaires pour condamner le régime communiste, mais le Canada ne doit pas rompre complètement la relation afin de ne pas sacrifier ses intérêts économiques et les progrès réalisés auprès de la Chine.

ne pas informer le premier ministre des pressions de la communauté d'affaires et du gouvernement chinois en faveur d'une reprise de la relation. Barbara McDougall qui succéda à Joe Clark au poste de secrétaire des Affaires étrangères, était plutôt hostile au régime chinois et s'opposa à un rapprochement envers la Chine. Brian Mulroney ne fut pas impliqué significativement dans la prise de décision de la politique du Canada envers la Chine de l'automne 1989 à février 1992. Conformément à l'hypothèse secondaire et aux hypothèses 1 et 2, l'absence d'une implication du premier ministre et l'absence d'une modification de sa RI à être initiée par les élites de son entourage expliquent le statu quo qui perdura durant cette période.

9.1.5 – La reprise des contacts de haut niveau sous Mulroney en 1992-1993

Un quatrième cas qui se conforme aux hypothèses avancées est la reprise des contacts de haut niveau avec la Chine en 1992-1993. La modification de la RI du premier ministre¹⁴⁸ qui amena sa décision de reprendre les relations de haut niveau, fut la conséquence directe d'interventions de membre de son entourage et de contacts avec les dirigeants chinois. Le gouvernement chinois et la communauté d'affaires canadienne s'impatientaient face au retard de la reprise de ses relations avec la Chine par rapport aux autres membres du G7. Malgré la reprise des réformes chinoises et des contacts d'autres pays industrialisés avec le régime chinois, Brian Mulroney ne fut pas mis au courant de la situation avant qu'il ne soit mis directement en contact avec l'ambassadeur chinois en 1992 (entrevues SMAE Mulroney; Mulroney).

Lors d'une rencontre au 24 Sussex, Brian Mulroney fut informé par l'entremise de l'ambassadeur chinois Zhang Yujun que la crise Tiananmen était considérée par le gouvernement chinois comme un incident de parcours déplorable et que la Chine était engagée à poursuivre son ouverture économique. Après cette rencontre, Brian Mulroney annonça à son Cabinet que les contacts avec la Chine pouvaient reprendre graduellement, autorisant par la suite son ministre du commerce international et son ministre sénior Joe Clark à se rendre en Chine (entrevue SMAE Mulroney). Puis, Brian Mulroney rencontra le premier ministre chinois l'année suivante lors d'une rencontre organisée par l'entremise de Paul Desmarais qui confirma la reprise de réformes économiques chinoises. Aux dires de Brian Mulroney, cette rencontre se voulait le signal public

¹⁴⁸ RI de 1992 à 1993 : En raison de la reprise des réformes économiques chinoises, le Canada doit reprendre la poursuite de ses intérêts commerciaux en Chine en réhabilitant les relations entre les deux pays grâce au renouvellement des contacts à haut niveau.

et politique de la fin du « *deep freeze* » entre les deux pays (entrevue Mulroney). Lors de ces rencontres où André Desmarais était également présent, Brian Mulroney obtient de l'information de première main venant de représentants du gouvernement chinois. Ces discussions agissent à titre de boucle de rétroaction informant le premier ministre que le moment était convenable pour mettre fin à la politique instaurée après Tiananmen.

La reprise des liens avec la Chine et le moment exact pour opérer ce changement fut le résultat d'une décision du premier ministre Mulroney suite à des informations qu'il obtint non pas par l'entremise des processus gouvernementaux, mais bien par ses contacts directs avec des dirigeants chinois et des membres de l'élite canadienne. Ces rencontres avec des dirigeants chinois et des élites de son entourage amenèrent un changement de sa RI et sa réimplication dans la prise de décision afin de causer un autre changement de la politique étrangère du Canada envers la Chine, conformant aux trois hypothèses du modèle proposé.

9.1.6 – La mise en place de la politique envers la Chine sous Jean Chrétien

Un cinquième cas qui se conforme aux hypothèses proposées est la mise en place de la stratégie du gouvernement libéral de Jean Chrétien en 1993-1994. Dès son arrivée au pouvoir, Jean Chrétien fit de l'engagement économique envers la Chine l'une de ses priorités sur la scène internationale (Chrétien 2008, 339). Selon ses proches conseillers, dont Eddie Goldenberg, la Chine était une priorité personnelle de Jean Chrétien et il était déterminé à promouvoir les intérêts commerciaux du Canada en Chine (entrevue Goldenberg; Goldenberg 2006, 116-117).

Comme démontré au chapitre 4, la chronologie exacte du développement de la politique des quatre piliers envers la Chine, l'idée de tenir une mission commerciale en novembre 1994 et d'entretenir des relations directes et soutenues avec les dirigeants chinois fut développée rapidement entre novembre 1993 et mai 1994. Cette stratégie fut développée par l'entremise de quelques personnes clés (Jean Chrétien, Jack Austin, André Desmarais, Howard Balloch, Eddie Goldenberg), si bien qu'elle ne peut être attribuée à un processus formel de formulation d'une politique étrangère à l'intérieur du MAECI (Balloch 2013, 619; entrevues Austin; Goldenberg; Balloch; CPM Chrétien; Cabinet Chrétien). Au contraire, l'implication du CCBC fut déterminante dans l'élaboration de cette politique, alors que les liens de Jean Chrétien avec les élites liées aux CCBC et à Power Corporation, particulièrement la famille Desmarais, expliquent en grande partie l'influence de la communauté d'affaires canadienne. De plus, Jean Chrétien tissa

rapidement des liens de confiance avec les dirigeants chinois, particulièrement le président Jiang Zemin. Ces liens ont agi à titre de boucle de rétroaction de politique étrangère, renforçant la RI de Jean Chrétien¹⁴⁹ concernant les relations sino-canadiennes. Lors de ses premières rencontres avec les dirigeants chinois, de novembre 1993 à novembre 1994, Jean Chrétien et ses conseillers politiques furent impressionnés par la candeur et l'engagement de ceux-ci envers les réformes économiques, l'économie de marché et le commerce international (Goldenberg 2006, 116-117).

La RI de Jean Chrétien n'était pas fortement différente de celle de Brian Mulroney de 1992 à 1993, mais son engagement envers la relation sino-canadienne était certainement plus prononcé. Jean Chrétien et Brian Mulroney avaient tous deux des élites similaires dans leur entourage, ayant des liens personnels avec Power Corporation, le CCBC et la famille Desmarais. Ces liens étaient particulièrement forts pour Jean Chrétien, par l'entremise de son gendre André Desmarais. Jean Chrétien affirma qu'il « connaissait beaucoup l'activité économique en Chine par l'intermédiaire de [son] gendre, André Desmarais », considérant que la Chine allait devenir un « grand pays » (Sirois 2008). La position de Jean Chrétien envers la Chine était encore plus favorable que celle de Brian Mulroney, mais pas qualitativement différente. Tout comme Brian Mulroney, Jean Chrétien vit également sa RI influencée par des élites de la communauté d'affaires et les dirigeants chinois. Conformément aux hypothèses du cadre théorique, la formulation de la politique étrangère du Canada envers la Chine en 1993-1994 fut largement dictée par la RI de Jean Chrétien qui se forma à travers ses contacts avec des membres de l'élite économique canadienne et ses liens avec les dirigeants chinois.

9.1.7 – 1994-2003 : L'application de la politique envers la Chine sous Jean Chrétien

De 1994 à 2003, la politique du Canada envers la Chine suivit l'orientation donnée par le premier ministre, assurant l'importance du commerce et du dialogue constant entre les hauts dirigeants des deux pays. Jean Chrétien rencontra à plusieurs reprises le président et le premier ministre chinois et développa même une certaine amitié avec Jiang Zemin. Jean Chrétien choisit d'appliquer une politique discrète face aux droits de la personne en Chine, ses déclarations sur ces questions ayant été modestes et jamais spécifiquement critiques envers les dirigeants chinois

¹⁴⁹ RI de Jean Chrétien en 1993-1994 : La Chine est une puissance économique incontournable avec laquelle le Canada doit entretenir des contacts au plus haut niveau afin d'y faire la promotion des échanges commerciaux et influencer positivement les réformes chinoises.

ou des cas précis de violations des libertés fondamentales en Chine. À ce titre, Lloyd Axworthy, qui eut un impact significatif sur plusieurs politiques étrangères du Canada à l'époque, n'a pas réussi à hausser l'importance de ces questions dans la politique du Canada envers la Chine.

Comme démontré au chapitre 5, aucune décision significative dans la politique du Canada envers la Chine ne fut prise sans l'implication de Jean Chrétien. Même lorsque Jean Chrétien n'était pas impliqué précisément sur un dossier, le MAECI déployait des actions largement en harmonie avec l'orientation dictée par le premier ministre. Il n'est pas possible d'affirmer que cette période en fut une parfaitement de statu quo, mais les décisions quotidiennes prises par la fonction publique s'inscrivaient à l'intérieur de l'orientation de la politique décidée par Jean Chrétien dans les premiers mois de son mandat en 1993-1994. La vente des réacteurs CANDU, l'organisation des missions d'Équipe Canada en Chine, l'accord du Canada en vue de l'accession de la Chine à l'OMC, les nombreuses initiatives de l'ACDI en Chine, le développement de bureaux commerciaux du Canada en Chine et ainsi de suite étaient des initiatives sous le signe de la continuité de la position développée par Jean Chrétien. Cette période est conforme à l'hypothèse 1 dans la mesure où sans changement de la RI du premier ministre Chrétien, il n'eut pas de modification significative de la politique étrangère du Canada envers la Chine durant cette période. Les élites favorables aux bonnes relations avec la Chine continuèrent à influencer le premier ministre, mais afin que sa RI des relations sino-canadiennes demeure stable. Ainsi, en l'absence d'une modification de la RI de Jean Chrétien sous l'influence des élites souhaitant protéger le statu quo, cette décennie en fut une de continuité et de stabilité pour la politique du Canada envers la Chine, conformément aux hypothèses 1 et 2.

9.1.8 – Le partenariat stratégique sous Paul Martin en 2004 et 2005

La politique du gouvernement Martin envers la Chine est un cas plus difficile à évaluer. D'une part, Paul Martin dut négocier avec deux élections fédérales lors de son passage comme premier ministre qui ne dura que 25 mois, limitant sa capacité à élaborer de grands changements de politique étrangère. Prenant la succession de Jean Chrétien à la fin décembre 2003, il déclencha des élections à la fin du printemps de 2004 et fut élu comme premier ministre à la tête d'un gouvernement minoritaire qui fut presque défait en mai 2005 (CBC News 2005; Richer 2005).

Malgré tout, Paul Martin choisit la Chine comme destination de sa première visite officielle en tant que premier ministre en janvier 2004. Paul Martin souhaitait une approche distincte de

celle de Jean Chrétien envers la Chine, n'étant pas un partisan des grandes missions commerciales et souhaitant bâtir des initiatives plus durables (York 2005). Paul Martin avait dans son entourage les mêmes élites que Jean Chrétien, les deux hommes étant issus du Parti libéral du Canada et ayant entretenu des liens avec la famille Desmarais, Power Corporation et des membres du CCBC, notamment à travers Jack Austin. À titre de ministre des Finances, il avait rencontré plusieurs dirigeants chinois et était donc familier avec la situation de la Chine. La politique du Canada envers la Chine lors de son court séjour au 24 Sussex s'alignait sous le signe de la continuité avec son prédécesseur.

Tel qu'expliqué au chapitre 5, il est possible de concevoir que sa RI n'était pas fortement différente de celle de Jean Chrétien, la différence principale étant liée à sa volonté de créer des initiatives structurantes afin d'étendre les relations économiques avec la Chine au-delà de la simple promotion du commerce entre les deux pays. Le véritable changement qu'aurait pu opérer Paul Martin dans la politique envers la Chine aurait été à travers le partenariat stratégique annoncé lors de la visite de Hu Jintao au Canada en 2005. Toutefois, le gouvernement Martin n'eut pas le temps de mettre en œuvre ni même d'élaborer cette nouvelle politique. En ce sens, la conformité de ce cas au modèle proposé est moyenne, puisque l'impact de la RI de Paul Martin et l'impact de l'influence des élites de son entourage sur les relations sino-canadiennes furent interrompu par la chute et la défaite électorale de son gouvernement, limitant les données disponibles.

9.1.9 – Les relations tendues de 2006-2008 sous Stephen Harper

La politique conflictuelle du gouvernement Harper de 2006 à 2008 se conforme aussi avec les hypothèses proposées. Lorsque Stephen Harper prit le pouvoir, sa RI des relations sino-canadiennes était alors particulièrement négative¹⁵⁰, influencée par les élites de la droite conservatrice avec qui il entretenait des liens depuis plusieurs années. Alors que le Canada venait d'entamer l'élaboration d'un partenariat stratégique avec la Chine, le gouvernement Harper fit un virage à 180 degrés, adoptant une attitude dénonciatrice contre la Chine, abandonnant les contacts de haut niveau, les groupes interministériels et les dialogues sur les droits de la personne.

L'analyse approfondie de cette période réalisée dans le chapitre 6 démontre que cette décision est attribuable en premier lieu à la RI de Stephen Harper. Son contrôle accru sur les

¹⁵⁰ RI de 2006 à 2008 : La Chine défend des idées contraires aux valeurs canadiennes et le Canada doit prendre une position ferme et critique contre celle-ci sans crainte de conséquences économiques négatives.

communications de son gouvernement et de ses ministres, son implication quotidienne dans une multitude de décisions et ses commentaires sur la Chine, dont celui devant les médias dans l'avion le menant à sa première rencontre de l'APEC, démontrent que la RI de Stephen Harper et son implication directe dans la formulation de cette nouvelle politique envers la Chine sont les causes principales de ce changement. La RI de Stephen était largement tributaire de la communauté des élites qu'il côtoyait depuis nombres d'années qui provenaient des milieux les plus conservateurs de la scène politique, économique et intellectuelle canadienne. Ses liens avec des élites de l'École de Calgary, telles que Tom Flanagan et Ian Brodie, ses liens avec des élites de la droite religieuse, dont Preston Manning, Jason Kenney et Stockwell Day ont influencé sa vision de la Chine. Les élites qui entouraient alors Stephen Harper et qui formaient la base de son parti étaient présentes au sein du caucus conservateur, du Cabinet, du CPM et de son entourage personnel.

À son arrivée au pouvoir, il n'y avait pas de changement significatif de l'environnement international qui pouvait expliquer autrement ce changement dans la politique du Canada envers la Chine. Le seul changement notable était l'arrivée du Parti conservateur après 13 ans de règne du Parti libéral. Toutefois, ce changement était le résultat de l'exagération des tendances électorales par le système canadien, d'une stratégie électorale tentant de présenter le Parti conservateur comme étant résolument centriste et du rapport Gomery sur le scandale des commandites affaiblissant grandement le Parti libéral (Pammett et Dornan 2006; Ellis et Woolstencroft 2006). La victoire électorale de Stephen Harper fut relativement mince et fut minoritaire, alors que les questions de politique étrangère ne furent pas des enjeux significatifs de cette campagne électorale. À ce titre, il est intéressant de mentionner que Brian Mulroney fut porté au pouvoir en 1984 avec une coalition conservatrice, mais dans laquelle le premier ministre était plus près des élites commerciales canadiennes centristes que des élites conservatrices de la droite économique et religieuse de l'Ouest du Canada, contrairement à Stephen Harper. Le gouvernement Mulroney ne créa pas de rupture avec la politique envers la Chine du gouvernement libéral précédent, alors que ce fut le cas du gouvernement Harper initialement.

En fait, la modification du contexte domestique, l'arrivée en place d'un parti politique orienté vers la droite, s'est incarnée à travers Stephen Harper et les élites ayant une influence sur sa pensée avant et pendant ces deux premières années au pouvoir. Si la droite canadienne souhaitait une position plus affirmée envers la Chine, ce ne fut pas à travers des pressions publiques qu'elle obtint une modification de la politique du Canada envers la Chine, mais bien à

travers les contacts directs du premier ministre avec les élites influentes de celle-ci. Ainsi, la politique affirmée du gouvernement conservateur envers la Chine déployée en 2006 est le résultat de la RI de Stephen Harper, motivée par les élites hostiles au régime communiste chinois.

9.1.10 – Le rapprochement Canada-Chine sous Stephen Harper

Le renversement de la politique du gouvernement Harper envers la Chine de 2008 à 2012 est un huitième cas qui se conforme au modèle présenté. Comme démontré au chapitre 7, Stephen Harper révisa progressivement sa RI envers les relations sino-canadiennes, réduisant sa vision manichéenne de la Chine pour une vision davantage pragmatique¹⁵¹. Ce changement amena son gouvernement à promouvoir les échanges commerciaux et l'investissement étranger entre les deux pays, Stephen Harper allant même jusqu'à négocier un accord formel avec la Chine à ce sujet. La modification de la RI de Stephen Harper s'opéra à travers ses contacts avec les dirigeants chinois et l'influence des élites de son entourage favorables à la communauté d'affaires canadienne œuvrant en Chine. Stephen Harper fut encouragé par ses rencontres avec Hu Jintao entre juillet et novembre 2008 dans le contexte de la crise financière internationale et il constata, comme Brian Mulroney et Jean Chrétien auparavant, que les dirigeants chinois n'adoptaient pas une attitude socialiste face à l'économie, mais bien une perspective proche du capitalisme, discutant de politique fiscale, d'investissement et de lutte contre le protectionnisme (Chine, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, 2008; 2009; 2010; 2011; Akin 2008; Canada. Chambre des Communes 2008; O'Hara-Byrne 2009; Liu 2010; 2011; Ping 2010, 141; Wells 2014, 194-197; entrevues SMAECI Harper; SCPM Harper).

Suite à ses rencontres avec les dirigeants chinois, Stephen Harper fut même enclin à se rendre en Chine accompagné d'une mission commerciale. Certains représentants de la droite religieuse de son parti, dont Stockwell Day, furent moins antagonistes face à la Chine après 2008 (entrevues Day; Cabinet Harper). Les doléances du gouvernement chinois et les informations circulant concernant l'impact négatif sur le commerce canadien des nombreuses critiques du gouvernement Harper face à la Chine ont contribué au changement de la politique du gouvernement Harper envers ce pays. Toutefois, ces critiques ont trouvé leur chemin jusqu'au

¹⁵¹ RI de Stephen Harper de 2008 à 2012 : En raison de la crise économique (de 2008), le Canada doit promouvoir les intérêts commerciaux et les valeurs canadiennes de manière constructive directement auprès des dirigeants chinois pour profiter des opportunités commerciales avec la Chine.

premier ministre à travers la boucle de rétroaction incarnée par ses liens avec les dirigeants chinois et les voix en faveur d'un rapprochement au sein du caucus et de l'entourage de Stephen Harper.

La politique du Canada envers la Chine fut donc déterminée par une modification de la RI des relations sino-canadiennes de Stephen Harper, alors qu'il choisit de se rapprocher du gouvernement chinois et de s'investir dans la promotion des intérêts commerciaux canadiens auprès de la Chine. L'influence des élites de la communauté d'affaires, particulièrement de la famille Desmarais, fut moins directe que ce qu'elle avait été lors des gouvernements Mulroney, Chrétien et Martin. En ce sens, si ce cas respecte très bien l'hypothèse 1 et l'hypothèse secondaire, l'influence de ces élites commerciales sur Stephen Harper semble moindre. La communauté d'affaires dut d'abord se trouver un chemin à travers des membres du caucus conservateur, tels que David Emerson, John Baird et Stockwell Day, ainsi que des élites ayant des postes officiels dans l'entourage du premier ministre, telles que Nigel Wright et David Mulroney. Tout de même, en raison de l'influence des contacts de Stephen Harper avec les dirigeants chinois et l'influence des membres de son entourage liés aux élites de la communauté d'affaires favorable à la Chine, ce cas se conforme à l'hypothèse 2 du modèle proposé.

9.1.11 – L'ambiguïté dans les relations Canada-Chine sous Harper de 2012 à 2015

La dernière phase des relations sino-canadiennes sous le gouvernement Harper après l'hiver 2012 se conforme en partie au modèle suggéré. Alors que la première annonce de l'accord sur la FIPPA en février 2012 indiquait l'ouverture du gouvernement Harper envers les investissements chinois au Canada, la controverse entourant l'achat de la compagnie albertaine Nexen par l'entreprise chinoise CNOOC entraîna une vague de protestations contre l'approche favorable envers la Chine auprès des élites et des membres de la droite conservatrice dans l'entourage du premier ministre Harper.

La première sortie publique de Stephen Harper sur cette transaction était favorable à la prise de contrôle par l'entreprise chinoise, mais plusieurs députés, dont Jason Kenney et des élites de la droite conservatrice, telles que Preston Manning, émirent des réserves importantes. De plus, les services de renseignements canadiens, avec en tête Richard Fadden, firent pression sur le premier ministre pour empêcher le gouvernement chinois de prendre contrôle d'entreprises canadiennes stratégiques. Confronté à des pressions divergentes provenant de la Chine, de la population canadienne, de la base de son parti et de la communauté des services de

renseignements, Stephen Harper accepta avec de grandes réserves cette transaction. Il prit alors une position ambiguë envers la relation sino-canadienne, à la fois inquiet de l'éloignement de la Chine des valeurs canadiennes et de sa puissance sur la scène internationale tout en espérant obtenir des gains économiques auprès de la Chine.

Stephen Harper modifia sa RI des relations sino-canadiennes, prenant une position hésitante envers la Chine¹⁵². Il refusa de rencontrer les dirigeants chinois après l'hiver 2012 et tenta d'obtenir la libération de Kevin Garratt avant de s'y rendre, pour finalement se raviser et faire une visite officielle en 2014 malgré les tensions présentes en 2013 et 2014. La nouvelle garde politique à Beijing ne jouissait pas alors de la confiance du premier ministre Harper, contrairement à celle qu'il avait développée pour Hu Jintao. Stephen Harper fut au centre de la décision de refroidir à nouveau les relations avec la Chine à la fin de 2012 tout en poursuivant plus discrètement les efforts en vue de meilleures relations commerciales. L'achat de Nexen par CNOOC, les accusations mutuelles d'espionnage et la question de la démocratisation à Hong Kong créèrent des situations modifiant significativement le contexte international et domestique auxquelles le gouvernement Harper devait réagir. Ces événements causèrent une nouvelle levée de boucliers contre la Chine, divisant davantage le caucus conservateur sur cette question.

Conformément à l'hypothèse 1 et à l'hypothèse secondaire, tentant de concilier deux visions opposées de la relation sino-canadienne défendue par des élites de deux communautés différentes, la RI ambiguë de Stephen Harper amena une même ambiguïté de la politique du Canada envers la Chine, accentuée par l'absence d'une politique détaillée du MAECI. Toutefois, il serait également possible de considérer que les facteurs domestiques, bureaucratiques et internationaux ont amené Stephen Harper à « jouer un jeu à deux niveaux », tel que les réalistes néo-classiques pourraient l'argumenter, tentant de balancer les intérêts économiques internationaux et la politique domestique dans la relation avec la Chine. En ce sens, ce cas se conforme que modérément à l'hypothèse 2 du cadre théorique, puisque Stephen Harper ne fut pas influencé décisivement par les élites de la communauté d'affaires ou de la droite conservatrice.

¹⁵² RI de Stephen Harper de 2012 à 2015 : L'incompatibilité des valeurs canadiennes avec le régime chinois et les intérêts commerciaux obligent le Canada à chercher un équilibre entre rapprochement et distance avec la Chine.

9.2 – Un modèle théorique pertinent

En examinant la chronologie des relations sino-canadiennes à travers une démarche historique et traçant les processus et événements ayant amené les décisions les plus importantes dans la politique étrangère du Canada envers la Chine, il est possible de conclure que cette politique étrangère bilatérale est grandement affectée par la RI du premier ministre du Canada. De plus, les informations obtenues et exposées dans cette thèse démontrent que les liens directs et interpersonnels du premier ministre avec des élites de son entourage et ses contacts avec les dirigeants de la Chine expliquent les changements de sa RI. Le tableau 2 (à la page suivante) récapitule les résultats en fonction des hypothèses proposées.

L'hypothèse secondaire concernant la centralité du premier ministre comme décideur de la politique étrangère est confirmée par chacun des cas. Lorsque les premiers ministres ne furent pas impliqués dans la prise de décision, la politique du Canada envers la Chine suivit le statu quo. À l'inverse, les huit changements significatifs de politique envers la Chine furent précédés d'une implication importante du premier ministre dans la prise de décision. L'hypothèse 1 concernant la nécessité de modification de la RI des premiers ministres pour amener un changement dans la politique étrangère est également largement confirmée. Sept cas ont vu un changement de politique envers la Chine être précédé d'un changement de la RI du premier ministre, alors que la RI de Paul Martin similaire à celle de Jean Chrétien créa aussi un changement modéré dans la politique envers la Chine. L'hypothèse 2, postulant que l'influence des contacts directs des élites et des dirigeants étrangers avec le premier ministre ont un impact décisif sur la RI du premier ministre est aussi confirmée. Six cas ont connu une RI du premier ministre influencée par des élites et l'absence d'influence des élites eut pour conséquence que le premier ministre ne changea pas de RI pour deux autres cas. Le cas qui se conforme le moins bien avec le cadre théorique expose tout de même des dynamiques similaires. La crise de Tiananmen, événement à ramifications internationales majeures, créa une modification du contexte international et domestique qui obligea le Canada à modifier sa politique envers la Chine sans qu'une influence des élites sur la représentation idéationnelle du premier ministre ait été nécessaire. Toutefois, bien que Brian Mulroney fût contraint de modifier la politique du Canada envers la Chine, ses contacts préalables et ses liens avec la famille Desmarais ont contribué à ce que sa représentation idéationnelle demeure favorable aux relations avec la Chine, empêchant un renversement total de la politique envers celle-ci. À ce titre, Brian Mulroney s'assura que la communauté internationale,

particulièrement les É-U, prenne une position semblable à celle adoptée en juin 1989 par son gouvernement.

Tableau II — Les cas de changement et les hypothèses du cadre théorique

Variables :		indépendantes			dépendante	Résultats :
		Influence des élites et des dirigeants chinois (H2)	Changement de la RI (H1)	Implication du PM (HS)	Changement de politique envers la Chine	Conformité au modèle conceptuel du chapitre 1
1984-1986 :	Le statu quo à l'arrivée du gouvernement Mulroney	Non	Non	Non	Non	Forte
1986-1989 :	La stratégie Canada-Chine de 1987	Oui	Oui	Oui	Oui	Forte
1989 :	La réaction du Canada à la crise de Tiananmen	Non	Oui (mais le contexte influence aussi)	Oui	Oui	Faible
1990-1992 :	L'attente suite à la crise de Tiananmen	Non	Non	Non	Non	Forte
1992-1993 :	La reprise des contacts de haut niveau	Oui	Oui	Oui	Oui	Forte
1993-1994 :	La mise en place de la politique des quatre piliers sous Jean Chrétien	Oui	Oui	Oui	Oui	Forte
1994-2003 :	L'application de la stratégie libérale	Oui, (pour assurer le statu quo)	Non	Oui (pour assurer le statu quo)	Non	Forte
2004-2005 :	La tentative de partenariat stratégique sous Paul Martin	Non concluant	Oui (mais similaire à celle de Chrétien)	Oui	Oui (était prévu)	Moyenne
2006-2008 :	Les tensions avec la Chine sous le gouvernement Harper	Oui	Oui	Oui	Oui	Forte
2008-2012 :	Le rapprochement avec la Chine du gouvernement Harper	Oui	Oui	Oui	Oui	Forte
2012-2015 :	L'ambiguïté envers la Chine du gouvernement Harper	Oui (mais tensions entre différentes élites)	Oui (mais le contexte influence aussi)	Oui	Oui (instabilité)	Moyenne

Conclusion – Contribution de la thèse: centralité des premiers ministres, influence des élites

Cette thèse démontre que les premiers ministres furent impliqués dans les modifications significatives de la politique du Canada envers la Chine de 1984 à 2015. Les résultats démontrent également que les élites ayant des contacts avec les premiers ministres ont une influence sur les idées et les décisions de politique étrangère de ceux-ci. Le concept de représentation idéationnelle s'avère un outil utile pour illustrer les idées précises des premiers ministres par rapport à une relation bilatérale. Les facteurs contextuels tels que les contextes internationaux, domestiques et bureaucratiques ont également une influence, mais ceux-ci sont filtrés et modulés par les élites et les perceptions du premier ministre. On peut souhaiter que d'autres études utilisant ce cadre théorique soient réalisées pour analyser d'autres politique étrangères et déterminer si les idées du premier ministre du Canada, conçues comme une représentation idéationnelle, ainsi que les élites qui l'entourent influencent tout autant ces autres enjeux de politiques étrangères.

Cette thèse apporte une contribution à la littérature sur la politique étrangère canadienne en offrant un nouveau cas d'analyse historique et un modèle théorique original qui répond à un certain besoin de théorisation identifié par certains auteurs (Hawes; 1984; Appel Molot 1990; Black et Smith 1993; Bow 2010). En plus d'avoir présenté une rare étude historique reposant sur un même cadre conceptuel des relations sino-canadiennes, celle-ci s'ajoute aux conclusions d'autres auteurs étudiant les relations internationales du Canada identifiant le premier ministre comme jouant un rôle significatif dans l'élaboration de la politique étrangère (Berry et McChesny 1988; Gecelovsky 2006; 2009; Michaud 2006; 2011; Barrat 2006; Kirton 2007; Noble 2008; Nossal, Roussel et Paquin 2015, 184-185; Labrecque 2015). En effet, il est possible d'observer une intensification de la centralisation de la prise de décision dans l'entourage du premier ministre de 1984 à 2015.

Brian Mulroney fut le déclencheur des changements entre 1986 et 1993. Toutefois, il laissa en 1987 le soin à l'appareil gouvernemental de développer les détails de la nouvelle stratégie envers la Chine. De même, il fut informé des développements de la crise de Tiananmen et fut à l'origine de la décision de suspendre les relations « normales » avec la Chine, mais la substance de cette décision fut pilotée par l'appareil gouvernemental. L'implication de Jean Chrétien fut plus substantielle. D'une part, la décision de tenir des rencontres avec les dirigeants chinois annuellement fut prise par lui et quelques membres de son entourage, principalement Jack Austin

et André Desmarais. Sa présence dans les relations fut certainement plus intense que celle de Brian Mulroney et l'influence sur les relations sino-canadiennes de ses ministres des affaires étrangères, incluant Lloyd Axworthy fut moindre que celle de Joe Clark et Barbara McDougall. La doctrine selon laquelle le Canada devait être « poli » en abordant les questions des droits humains avec les dirigeants chinois, voire éviter le sujet lorsque possible, était essentiellement la sienne. Puis, les initiatives pour diversifier les relations avec la Chine sous le gouvernement Martin furent faites sous l'impulsion de Paul Martin lui-même qui souhaitait faire des relations avec la Chine l'une des priorités de son gouvernement sur la scène internationale.

L'époque Harper vit une intensification de la gestion de la politique du Canada envers la Chine par le premier ministre, celui-ci y étant impliqué presque continuellement. Par exemple, il accusa à plusieurs reprises la Chine de ne pas respecter les valeurs démocratiques, la liberté de religion et les droits de la personne en général, souleva à plusieurs reprises le cas de Huseyin Celil, fut impliqué personnellement dans la négociation de la FIPPA, de l'approbation de la transaction Nexen-CNOOC, dénonça lui-même des cas d'espionnage informatique et industriel de la Chine au Canada, fut impliqué dans les négociations des termes de la location de pandas à des zoos canadiens et des termes de sa visite en Chine en 2014. Combinée à la perte d'influence du MAECI et de la fonction publique en général, la prise de décision en politique étrangère, du moins en regard de la relation sino-canadienne, subit une centralisation, voire l'avènement d'une forme de personnalisation progressive chez les premiers ministres du Canada entre 1984 et 2015, tel qu'observé plus généralement en politique canadienne par Donald Savoie (Savoie 1999a; 1999b; 2008; 2010).

Là où cette thèse se démarque particulièrement des études sur la politique étrangère canadienne est dans l'identification de l'influence des élites membres de l'entourage des premiers ministres sur leurs idées de politiques étrangères. Alors que des études ont identifié certains courants de pensée en politique internationale canadienne, tels que l'idéalisme canadien (Stairs 2003; Gotlieb 2005; Nossal 2007, 273-277) ou la culture stratégique canadienne (Nossal 2004; Roussel 2007; Tremblay et Bentley 2015), les résultats présentés dans ce chapitre démontrent comment un groupe restreint de personnes appartenant à l'élite d'une communauté peut influencer la politique étrangère canadienne grâce à un accès direct au premier ministre.

Ce résultat contribue au champ de l'analyse de la politique étrangère (APE) qui présente des analyses multiniveaux et ancrées chez les acteurs humains pour expliquer la formulation de

la politique étrangère (Hudson 2005). Tel que décrite au chapitre 1, alors que plusieurs études ont recours à des concepts cognitifs¹⁵³ ou des concepts idéationnels collectifs¹⁵⁴, cette thèse a plutôt illustré comment l'idée du décideur de politique étrangère et les influences extérieures s'incarnent dans ses contacts directs avec les élites influentes et les dirigeants des autres pays. De plus, le concept de représentation idéationnelle et la nécessaire implication du premier ministre placent la volonté humaine du leader au centre de la formulation de la politique étrangère, conformément à l'un des principes importants de l'APE (Hudson 2005; Beasley et Snarr 2011, 345). Toutefois, l'influence des élites permet d'éviter de considérer que le premier ministre explique à lui seul les décisions de politique étrangère. Les contraintes sur le libre arbitre des premiers ministres s'incarnent dans l'influence qu'ils subissent par leurs liens directs et personnels avec des élites de certaines communautés d'intérêts, conformément à la théorie des élites rarement utilisée en politique étrangère (Pareto 1935; Pakulski 2008; Higley 2010; Dye 2015). Alors que le réalisme néo-classique considère que les leaders s'inscrivent dans la boîte noire du FPE (Lobell, Ripsman et Taliaferro 2009), cette thèse a regardé au-delà de ce concept pour identifier les individus et les groupes d'individus qui ont réellement influencé les premiers ministres canadiens.

En effet, il est nécessaire de constater que les élites économiques canadiennes représentant les intérêts des plus grandes entreprises du Canada ont joué un rôle influent auprès des premiers ministres Mulroney, Chrétien, Martin et Harper. Dans les cas de Mulroney et Chrétien, tous deux affirmèrent eux-mêmes candidement et publiquement que Paul et André Desmarais eurent une influence significative dans leur approche envers les relations sino-canadiennes (entrevues Mulroney; Balloch; Goldenberg; 2008 Bonazza 2008; Sirois 2008). Mulroney, Chrétien et Martin avaient une relation personnelle avec Power Corporation et la famille Desmarais et le CCBC. Tous les trois participèrent régulièrement aux événements organisés par le CCBC, organisation qui put développer une relation presque symbiotique avec les départements responsables de la Chine au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ainsi qu'auprès de l'ambassade, des consulats et des bureaux commerciaux du gouvernement du

¹⁵³ Shapiro and Bonham 1973; Axelrod 1976; Stewart 1977; Kahneman, Slovic, et Tversky 1982; Simon 1985; Jervis, Lebow, et Stein, 1985; Larson, 1985; Cottam, 1986; Holsti 1989; Lebow and Stein, 1990; Walt, 1992; Khong 1992; Mercer, 1996; Goldgeier 1997; Heuer 1999 Mintz 2004; Dacey et Carlson 2004; Schafer et Crichlow 2010.

¹⁵⁴ Tel que discuté au chapitre 1, voir : Wendt 1987; Garrett et coll. 1993; Goldstein et Keohane 1993; Hays 1994; Johnston 1996; Lapid et Kratochwil 1996; Katzenstein 1996; DiMaggio 1997; Archer 1999; Nye 2004; Legro 2005.

Canada en Chine. L'engagement des membres de la famille Desmarais et de Power Corporation à développer des relations d'affaires avec la Chine, mais également leur attachement à la culture chinoise¹⁵⁵ et aux développements des liens personnels avec plusieurs dirigeants chinois ont fait d'eux des élites des plus importantes au sein de la communauté d'affaires pour défendre le développement de liens étroits entre le Canada et la Chine. Grâce à l'empire financier bâti par Paul Desmarais et l'implication de ses fils et de sa fille dans l'entreprise familiale, la famille Desmarais fut certainement l'une des familles les plus prospères du Canada au tournant du millénaire. De Pierre Trudeau, à Brian Mulroney, à Jean Chrétien et jusqu'à Paul Martin, cette famille put également faire partie de l'élite canadienne ayant un accès personnel aux premiers ministres canadiens. Lorsque Stephen Harper prit le pouvoir en 2006, il s'agissait alors du *premier*, premier ministre en plus de 20 ans à ne pas avoir de liens préalables avec la famille Desmarais. Stephen Harper appartenait à un groupe composé d'autres élites canadiennes, ceux de la droite religieuse et économique conservatrice de l'Ouest du Canada. Conformément à la vision de cet autre groupe, Stephen Harper prit une approche fort différente face à la Chine jusqu'à ce que l'élite corporatiste du Canada réussisse à influencer sa position en 2008.

En 2015, Justin Trudeau devint premier ministre du Canada. Il ne tarda pas à annoncer une nouvelle ère dans les relations entre le Canada et la Chine. Justin Trudeau fit l'une de ses premières visites internationales en Chine et le Canada semble avoir retrouvé la politique des relations à haut niveau comme cela était le cas dans les années 1990. Est-ce que Justin Trudeau est influencé par les mêmes élites que celles ayant influencé les gouvernements Mulroney, Chrétien et Martin ? Est-ce que la politique envers la Chine est déterminée par la représentation idéationnelle de Justin Trudeau ? Une nouvelle analyse de la politique étrangère du Canada envers la Chine sous le gouvernement de Justin Trudeau révélera sans doute que ces tendances sont encore bien présentes.

¹⁵⁵ À titre d'exemple, André Desmarais apprit à parler le mandarin et la salle de réception du siège social de Power Corporation à Montréal arborait une thématique chinoise dans les années 1990 (Balloch 2013).

Références

Entretiens :

ACDI Harper. *Discussions et observations avec plusieurs employés membres du programme de la Chine de l'ACDI lors d'un stage de l'auteur au programme de la Chine de l'ACDI.*

Ottawa : mars à septembre 2007.

ACDI Mulroney. *Entrevues et discussions avec des employés de l'ACDI présent lors de la crise de Tiananmen et les années suivantes.* Ottawa : mars à septembre 2007.

AP. *Entrevue avec un analyste de politique du ministère des Affaires étrangères de 1992 à 1998.* Ottawa : 12 septembre 2015.

Austin. *Entrevue téléphonique avec le sénateur Jack Austin, chef de Cabinet de P.E. Trudeau, ex-président du CCBC de 1992 à 1995 et leader du gouvernement au Sénat sous Paul Martin.* 31 mars 2013.

Balloch. *Entrevue avec Howard Balloch, ambassadeur du Canada en Chine de février 1996 à juillet 2001.* Montréal : 2 octobre 2014.

BCP Harper. *Entrevue téléphonique avec un membre du Bureau du Conseil privé de la Reine sous le gouvernement Harper.* 25 avril 2017.

Bild. *Entrevue avec Fred Bild, ambassadeur du Canada en Chine de l'automne 1990 à décembre 1994.* Montréal : 5 janvier 2012.

Burney. *Entrevue téléphonique réalisée avec Derek Hudson Burney, chef du Cabinet de Brian Mulroney de 1987 à 1989.* 13 mars 2014.

Cabinet Chrétien. *Entrevues avec trois ministres et secrétaires d'État sous le gouvernement libéral de Jean Chrétien et Paul Martin.* Ottawa, Toronto et Montréal. 4 janvier 2013, 8 juin 2013, 2 juin 2017.

Cabinet Harper. *Entrevues réalisées avec trois membres du Cabinet Harper.* Ottawa, Toronto et Montréal. 4 janvier 2013, 8 juin 2013, 5 juin 2017.

Caron. *Entrevue téléphonique avec Joseph Caron, ambassadeur du Canada en Chine de 2001 à 2005.* 29 mars 2013.

Clark. *Entrevue avec le très honorable Charles Joseph (Joe) Clark, 16^{ème} Premier ministre du Canada (1979-1980) et secrétaire des Affaires extérieures du Canada de 1984 à 1991.* Ottawa : 12 octobre 2014.

CPM Chrétien. *Entrevues avec deux membres du Bureau du Premier ministre Jean Chrétien.* Ottawa et Montréal : 4 janvier 2013 et 22 février 2015.

CPM Martin. *Entrevue avec un membre du Bureau du Premier ministre Paul Martin.* Montréal : 25 janvier 2013.

D. Mulroney. *Entrevue téléphonique réalisée avec David Mulroney, ambassadeur du Canada en China de 2009 à 2012.* 4 avril 2014.

DAN Mulroney. *Entrevue avec l'un des directeurs de la division de l'Asie du Nord-Est au ministère des Affaires extérieures du Canada sous le gouvernement Mulroney.* Montréal : 11 octobre 2014.

Day. *Entrevue téléphonique avec l'honorable Stockwell Day, ministre de la Sécurité publique, ministre du Commerce international et de la Porte d'entrée du Pacifique et ministre du Trésor sous le gouvernement Harper.* 4 juin 2013.

Drake. *Entrevue téléphonique avec Earl Gordon Drake, ambassadeur du Canada en Chine de l'automne 1987 à l'automne 1990.* 24 novembre 2013.

Emerson. *Entrevue réalisée avec l'honorable David Emerson, ministre du Commerce international et ministre des Affaires étrangères sous le gouvernement Harper.* Montréal : 24 avril 2013.

Evans. *Discussions et entrevue téléphonique avec Paul Evans, spécialiste des relations internationales du Canada avec l'Asie et professeur titulaire à l'Université de Colombie-Britannique.* Régina et Montréal : 6-9 octobre 2011 et 30 octobre 2012.

Goldenberg. *Entrevue avec Eddie Goldenberg, conseiller sénior et chef de Cabinet du Bureau du Premier ministre Jean Chrétien.* Ottawa : 14 décembre 2013.

Harder. *Entrevue téléphonique avec le sénateur Peter Harder, sous-ministre du MAECI sous le gouvernement Martin et Harper, président du CCBC.* 21 avril 2017.

Heinbecker. *Entrevue téléphonique avec Paul Heinbecker, directeur de la division des É-U du MAE, ambassadeur aux É-U et en Allemagne, rédacteur de discours pour P.E. Trudeau, Joe Clark et Brian Mulroney, conseiller aux affaires étrangères et à la défense de Brian Mulroney et sous-ministre du ministre des Affaires étrangères sous Lloyd Axworthy.* 9 juin 2013.

Kutulakos. *Entrevue avec Sarah Kutulakos, Directrice exécutive du CCBC.* Montréal : 24 novembre 2014.

Mulroney. *Entrevue avec le très honorable Brian Mulroney, 18^{ème} Premier ministre du Canada (1984-1993).* Montréal : 19 août 2014.

SAMAE Mulroney. *Entrevues avec deux sous-ministres adjoints du ministère des Affaires étrangères du Canada sous le gouvernement de Brian Mulroney.* Ottawa et Montréal : 12 septembre et 3 octobre 2014.

Saint-Jacques. *Entrevue téléphonique et discussions publiques avec Guy Saint-Jacques, ambassadeur du Canada en Chine pour le gouvernement de Stephen Harper de 2012 à 2016.* Montréal : Mars et avril 2014.

SCPM Harper. *Entrevues téléphoniques avec deux membres du Bureau du Premier ministre Harper et de l'équipe de transition de 2005-2006.* Mars 2013 et avril 2017.

SCPM Mulroney. *Entrevue avec un membre sénior du Bureau du Premier ministre Brian Mulroney.* Toronto : 8 juin 2013.

SMAE Mulroney. *Entrevues avec trois membres séniors du ministère des Affaires étrangères du Canada sous le gouvernement progressiste-conservateur de Brian Mulroney.* Toronto, Ottawa et Montréal : 15 janvier 2012, 14 décembre 2013 et 4 octobre 2014.

SMAECI Harper. *Entrevues avec quatre membres séniors du ministère des Affaires étrangères du Canada et membres du corps diplomatique du Canada en Chine.* Ottawa, Beijing et Montréal : 4 janvier 2013, 20 novembre 2016, 22 avril 2017 et 8 juin 2017.

Wright. *Entrevue téléphonique avec Robert Wright, ambassadeur du Canada en Chine de 2005 à 2009.* 9 avril 2014.

Références documentaires

- Akin, David. 2008. « Harper urges APEC to limit trade barriers ». *Calgary Herald* (Calgary), 23 novembre : A6.
- Akin, David. 2009. « Excuse me for being impertinent but China has no right to be rude to our PM ». *David akin's On the Hill*. 3 décembre. En ligne : <http://blogs.canoe.com/davidakin/2009/12/03/> (page consultée le 20 mars 2017).
- Akin, David. 2012. « Free trade and a praying PM: Canada is front page news in China ». *David akin's On the Hill*. 8 février. En ligne : <http://blogs.canoe.com/davidakin/politics/free-trade-and-a-praying-pm-canada-is-front-page-news-in-china/comment-page-1/> (page consultée le 15 mars 2017).
- Allan, Ted et Sydney Gordon. 2009. *The Scalpel, the Sword: The Story of Doctor Norman Bethune*. Toronto : Dundurn.
- Allison, Graham et Philip Zelikow. 1999. *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*. 2^{ème} édition. New-York : Longman.
- Amnesty International. 2015. *Free Huseyin Celil. Amnesty International Canada*. En ligne : <https://www.amnesty.ca/our-work/individuals-at-risk/huseyin-celil> (page consultée le 22 septembre 2017).
- Anadón, Martha et François Guillemette. 2006. « La recherche qualitative est-elle nécessairement inductive ? ». *Recherches qualitatives* 5 (no 1) : 26-37.
- Andrade, Antonio Díaz. 2009. « Interpretive research aiming at theory building: Adopting and adapting the case study design ». *The Qualitative Report* 14 (no 1) : 42-60.
- Andrew, Arthur. 1993. *The Rise And Fall Of A Middle Power: Canadian Diplomacy From King to Mulroney*. Toronto: James Lorimer.
- Andrew-Gee, Eric. 2016. « Garratts recount dark odyssey through China's security apparatus ». *The Globe and Mail*, 7 décembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/world/garratts-ordeal-in-china-is-over-but-troubling-questions-remain/article33259694/> (page consultée le 15 juillet 2017).
- Archer, Margaret. 1996. *Culture and Agency: The Place of Culture in Social Theory*. New York : Cambridge University Press.

- Asia Pacific Foundation of Canada. 2009. *The Jack Austin Centre for Asia Pacific Business Studies*. Press release. 8 octobre. En ligne : <http://www.sici.org/news/article/jack-austin-centre-for-asia-pacific-business-studies-opens-today/> (page consultée le 20 mars 2017).
- Asia Pacific Foundation of Canada. 2010. *Jack Austin Awarded the Order of British Columbia*. Vancouver : Fondation Asie Pacifique du Canada. 10 août : En ligne <https://www.asiapacific.ca/news/jack-austin-awarded-order-british-columbia> (page consultée le 15 septembre 2017).
- Aucoin, Peter. 1986 « Organizational change in the machinery of Canadian government: From rational management to brokerage politics ». *Journal of Political Science* 19 (no 1) : 3-28.
- Authier, Philip. 2009. « Harper promises strong action ». *Montreal Gazette* (Montréal), 10 janvier 2009 : C3
- Axelrod, Robert. 1976. *Structure of decision: The cognitive maps of political elites*. Princeton : Princeton University press.
- Axworthy, Lloyd. 2002. *Navigating a New World: Canada's Global Future*. Toronto : Knopf Canada.
- Baird, John 2013. *Opening Keynote Address to CCBC 35th AGM and Policy Conference*. Beijing. 16 octobre. En ligne : <http://www.ccbc.com/wp-content/uploads/2013/11/The-Honourable-John-Baird-35th-AGM.pdf> (page consultée le 27 juillet 2017).
- Bakvis, Herman et David MacDonald. 1994. « The Canadian Cabinet: Organization, Decision-Rules, and Policy Impact ». *Governing Canada: institutions and public policy* : 47-80.
- Balloch, Howard. 2013. *Semi-Nomadic Anecdotes*. Raleigh (Caroline du Nord) : Lulu publishing services.
- Balme, Stéphanie. 2004. *Entre soi, L'élite du pouvoir dans la Chine contemporaine*. Paris : Fayard.
- Banack, Clark. 2008. « Government for the people, not by the people ». Dans Teresa Healy, dir., *The Harper Record*. Ottawa: Canadian Centre for Policy Alternatives. 89-106.
- Barnett, Robert. 2009. « The Tibet Protests of Spring, 2008 ». *China Perspectives* (no 3) : 6-23.

- Barratt, Bethany. 2006. « Canadian Foreign Policy and International Human Rights ». Dans Patrick James, Nelson Michaud et Marc O'reill, dir., *Handbook of Canadian Foreign Policy*. Toronto : Lexington Books, 235-264.
- Bartleman, James K. 2005. *Rollercoaster: My Hectic Years as Jean Chretien's Diplomatic Advisor, 1994-1998*. Toronto : McClelland & Stewart.
- Bastide, Julien. 1996. *Le G7 et la Chine : Tiananmen juin 1989*. (article présenté lors de la conférence sur le G7 de 1996, à Lyon, organisé par l'Institut d'Études politiques de Lyon). Lyon : 6 mai 1996.
- Battistella, Dario. 2015. *Théories des relations internationales*. 5^{ème} édition. Paris : Presses de Sciences Po.
- Baum, Richard. 2012. « The Impact of China's 1989 Tiananmen Massacre ». *The China Quarterly* 209 : 234-36.
- Bazerman, Max H. 2017. *Judgment and decision making*. 7^{ème} édition. New York : Wiley.
- BBC News. 2007. « Canada angry at Uighur sentence 2007 ». *BBC News*, 20 avril. En ligne : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6574517.stm> (page consultée le 21 mars 2017).
- Beasley, Ryan K et Michael T. Snarr. 2001. « Comparing Contemporary Foreign Policies ». Dans Ryan K. Beasley, Juliet Kaarbo, Jeffrey S. Lantis et Michael T. Snarr, dir., *Foreign Policy Comparative Perspective: Domestic and International Influences on State Behavior*. Washington : CQ Press. 345.
- Beecroft, Stephen. 1985. « Canadian Policy towards China, 1949-1957: The Recognition Problem ». Dans Paul Evans et Michael Frolic, dir., *Reluctant Adversaries : Canada and The People's Republic of China*. Toronto: University of Toronto Press. 43-72.
- Bell, David. 2016. « Jason Kenney says he has Stephen Harper's support in uniting Alberta's right ». *CBC News Calgary*, 8 juillet. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/canada/calgary/kenney-harper-support-1.3671651> (page consultée le 6 novembre 2017).
- Bell, Michael et Michael J. Molloy. 2013. « Crisis Decision-Making in Canadian Foreign Policy: Diplomatic Representation in the Levant, 1984–1986 ». *International Journal* 68 (no 2) : 378–394.

- Beltrame, Julian. 2012. « Nexen CNOOC Deal: If Ottawa Says No To China, There Will Be A Price, Experts Say ». *Huffington Post*, 1^{er} décembre. En ligne : http://www.huffingtonpost.ca/2012/11/01/nexen-cnooc-deal_n_2054888.html (page consultée le 27 juillet 2017).
- Bergère, Marie-Claire. 2004. *La Chine populaire de 1949 à aujourd'hui*. Paris : Armand Colin.
- Bergeron, Maxime. 2013. « Paul Desmarais: un pionnier du marché chinois ». *La Presse.ca*, 10 octobre. En ligne : <http://affaires.lapresse.ca/economie/201310/10/01-4698339-paul-desmarais-un-pionnier-du-marche-chinois.php> (page consultée le 20 mars 2017).
- Bériault, Jean. 2011. « Les relations Canada-Chine à l'heure des jeux olympiques de Pékin 2010 ». *Radio-Canada International*, 11 août. En ligne : <http://www.rcinet.ca/francais/archives/chronique/tam-tam--le-bloc-notes-de-jean-beriault/les-relations-canada-chine-a-l-heure-des-jeux-olympiques-de-pekin/> (page consultée le 20 mai 2008).
- Berman, Lazar. 2014. « Harper : Support for Israel is morally and strategically right ». *The Times of Israel*, 20 janvier. En ligne : <https://www.timesofisrael.com/harper-canada-stands-for-israel-because-it-is-right-to-do-so/> (page consultée le 30 septembre 2017).
- Bernasconi, Gabriel. 2003. « La politique olympique et sportive chinoise ». *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* 16 (automne) : 143-156.
- Bernier, Maxime. 2008. *Déclaration du ministre Bernier au sujet des troubles actuels au Tibet*. 16 mars. Canada : Foreign Affairs Media relations Office. En ligne : <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2008/03/declaration-ministre-bernier-sujet-troubles-actuels-tibet.html?=&wbdisable=true> (page consultée le 15 mars 2017).
- Berry, Victoria, et Allan McChesney. 1988. « Human Rights and Foreign Policy-Making ». Dans Robert Matthews et Cranford Pratt, dir., *Human Rights in Canadian Foreign Policy*. Kingston et Montreal: McGill-Queen's University Press.
- Berthiaume, Lee. 2013. « It's been two years, and Harper still hasn't had a bilateral meeting with China's president. Is there a deeper issue? » *National Post*, 19 novembre. En ligne : <http://nationalpost.com/news/canada/its-been-two-years-and-harper-still-hasnt-had-a-bilateral-meeting-with-chinas-president-is-there-a-deeper-issue/wcm/d28cb33b-e4bf-46a3-8e59-6af6c2bbd1d5> (page consultée le 20 juin 2017).

- Besley, Timothy, et Marta Reynal-Querol. 2011. « Do Democracies Select More Educated Leaders? » *American Political Science Review* 105 (no 3) : 552–566.
- Black, David et Heather Smith. 1993. « Notable exceptions? New and arrested directions in Canadian foreign policy literature ». *Canadian Journal of Political Science* 26 (no 4) : 745–774.
- Black, David. 2000. « La politique du gouvernement Mulroney à l'égard de l'Afrique du Sud : précurseur de la "sécurité humaine durable" ». *Études internationales* 31 (no 2) : 291-310.
- Blanchfield, Mike. 2006. « China invites PM, cabinet to visit nation, 'change minds' » *Ottawa Citizen* (Ottawa), 24 octobre : A4.
- Blanchfield, Mike. 2010. « PM Hails close ties with China ». *The Globe and Mail*, 13 octobre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/pm-hails-close-ties-with-china/article4190526/> (page consultée le 22 juin 2017).
- Blanchfield, Mike. 2012. « Onus is on China to play by the rules in trade deals: Harper ». *La Presse Canadienne*, 7 septembre. En ligne : <https://www.canadianmanufacturing.com/manufacturing/onus-is-on-china-to-play-by-the-rules-in-trade-deals-harper-76817/> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Blanchfield, Mike. 2013. « China Bars New Canadian Ambassador From Visiting Tibet ». *Huffington Post*, 26 février. En ligne : http://www.huffingtonpost.ca/2013/02/26/china-canada-ambassador_n_2768156.html (page consultée le 25 juillet 2017).
- Blatchford, Andy. 2016. « Relations Canada-Chine: un ex-ministre défend le bilan de Harper ». *La Presse.ca*, 30 août. En ligne : <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201608/30/01-5015379-relations-canada-chine-un-ex-ministre-defend-le-bilan-de-harper.php> (page consultée le 15 mars 2017).
- Bloomberg News. 2012. « Scotiabank in China Influences Harper on Nexen ». *Bloomberg*, 6 septembre. En ligne : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2012-09-06/scotiabank-in-china-influences-harper-on-nexen-corporate-canada> (page consultée le 28 juillet 2017).
- Bloomberg News. 2014. « How Keystone XL soured the 'special relationship' between Stephen Harper and Barack Obama ». *The National Post*, 24 avril. En ligne : <http://nationalpost.com/news/politics/how-keystone-xl-soured-the-special-relationship->

[between-stephen-harper-and-barack-obama/wcm/8f9604b5-f486-4b80-923d-ed44eef8056c](http://www.cbc.ca/between-stephen-harper-and-barack-obama/wcm/8f9604b5-f486-4b80-923d-ed44eef8056c) (page consultée le 22 juin 2017).

- Bloomfeild, Alan et Kim Richard Nossal. 2013. « A Conservative Foreign Policy? Canada and Australia Compared ». Dans James Farney et David Rayside dir., *Conservatism in Canada*. Toronto : Toronto University Press : 139-164.
- Blyth, Mark M. 1997. « Any More Bright Ideas? The Ideational Turn of Comparative Political Economy ». *Comparative Politics* 29 (no 2) : 229-250.
- Boase, Sharon. 2003. « Protection of gays pits the Bible vs. Bill C-250 ». *Hamilton Spectator* (Hamilton, Ontario), 3 février : A1.
- Boerger, Anne. 2007. « Rendre au Canada sa puissance : La politique étrangère et de défense canadienne vue de l'Ouest ». Dans Frédéric Boily dir., *Stephen Harper - De l'école de Calgary au Parti conservateur : Les nouveaux visages du conservatisme canadien*. Lévis (Québec) : Les Presses de l'Université Laval : 121-145.
- Boily, Frédéric. 2007. « Le néoconservatisme au Canada : faut-il craindre l'École de Calgary? ». Dans Frédéric Boily dir., *Stephen Harper - De l'école de Calgary au Parti conservateur : Les nouveaux visages du conservatisme canadien*. Lévis (Québec) : Les Presses de l'Université Laval. 27-54.
- Bonazza, Patrick. 2008. « Une légende du monde des affaires parle », *le Point*, 26 juin. En ligne : <http://www.lepoint.fr/actualites-economie/2008-06-26/une-legende-du-monde-des-affaires-parle/916/0/255995> (page consultée le 20 mars 2017).
- Bonham, G. Matthew, Victore. M. Sergeev et Pavel B. Parshin. 1997. « The Limited Test-Ban Agreement: Emergence of New Knowledge Structures in International Negotiation ». *International Studies Quarterly* 41 (no 2) : 215-240.
- Boucher, Jean-Christophe et Kim Richard Nossal. 2016. « Did Minority Government Matter ? Thinking Counterfactually about the Canadian Mission in Afghanistan ». Dans Adam Chapnick et Christopher J. Kukucha, dir., *The Harper Era in Canadian Foreign Policy*. Vancouver : UBC Press. 73-88.
- Bourgault, Jacques. 2007. « Les facteurs contributifs au leadership du Greffier dans la fonction publique du Canada ». *Canadian Public Administration* 50 (no 4) : 541-571.

- Bow, Brian et David Black. 2009. « Does Politics Stop at the Water's Edge in Canada? Party and Partisanship in Canadian Foreign Policy ». *International Journal* 64 (no 1) : 7-27.
- Bow, Brian et Jean-Christopher Boucher. 2014. « The State of the Field: Canadian Foreign Policy ». *OpenCanada*. En ligne : <https://www.opencanada.org/indepth/canadian-academia-in-foreign-policy/> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Bow, Brian. 2010. « Paradigms and paradoxes: Canadian foreign policy in theory, research, and practice ». *International Journal* 46 (no. 3) : 371–380.
- Bowen, Glenn A. 2009. « Document analysis as a qualitative research method ». *Qualitative research journal* 9 (no 2) : 27-40.
- Brawley, Mark R. 2009. « Neoclassical Realism and strategic calculations ». Dans Lobell, Steven E., Norrin M. Ripsman et Jeffrey W. Taliaferro dir., *Neo-classical Realism, the State and Foreign Policy*. Cambridge : Cambridge University Press. 75-98.
- Brean, Joseph. 2014. « Harper signs \$2.5B deals with China, and raises human rights issues — signalling new era of cooperation ». *National Post*, 9 novembre. En ligne : <http://news.nationalpost.com/2014/11/09/harper-signs-2-5b-deals-with-china-and-raises-human-rights-issues-signalling-new-era-of-cooperation/> (page consultée le 25 mars 2015).
- Breton, Pascale. 2013. « Paul Desmarais: intégrité et simplicité, dit Paul Martin ». *La Presse.ca*, 10 octobre. En ligne : <http://www.lapresse.ca/actualites/national/201310/10/01-4698336-paul-desmarais-integrite-et-simplicité-dit-paul-martin.phpn> (page consultée le 20 mars 2017).
- Bronskill, Jim. 2014. « La cyberattaque au CNRC a touché un système de données personnelles ». *La Presse.ca*, 31 juillet. En ligne : <http://www.lapresse.ca/actualites/national/201407/31/01-4788308-la-cyberattaque-au-cnrc-a-touche-un-systeme-de-donnees-personnelles.php> (page consultée le 25 juin 2017).
- Brooks, Stephen G. 1997. « Duelling Realisms ». *International Organization* 51 (no 3) : 445-477.
- Brousseau, François. 2012. « Stephen Harper et le réalisme commercial ». *Radio-Canada.ca*. 10 février. En ligne : <http://blogues.radio-canada.ca/correspondants/2012/02/10/stephen-harper-realisme-commercial/> (page consultée le 24 mars 2014).

- Brown, Patrick. 2014. « FIPA agreement with China: What's really in it for Canada? ». *CBC News*. 19 septembre. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/canada/fipa-agreement-with-china-what-s-really-in-it-for-canada-1.2770159> (page consultée le 22 juin 2017).
- Bull, Hedley et Adam Watson. 1984. *The expansion of international society*. Oxford : Oxford University Press,
- Bull, Hedley. 1977/2002. *The Anarchical Society : A Study of Order in World Politics*. New York : Columbia University Press.
- Burney, Derek. 2005. *Getting it done: a memoir*. Montréal et Kington : McGill-Queen's University Press.
- Burton, Charles. 2006a. *Assessment of the Canada-China bilateral human rights dialogue. Draft report*. Ottawa : Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Burton, Charles. 2006b. *Assessment of the Canada-China bilateral human rights dialogue. Final version*. Ottawa : Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Burton, Charles. 2007. « A "Principled Approach", Quiet Diplomacy and the Prime Minister's Message to Beijing ». *Embassy: Canada's Foreign Policy Newsletter* (Ottawa), 14 novembre.
- Burton, Charles. 2009a. « A reassessment of Canada's interests in China and options for renewal of Canada's China policy ». *Canadian Foreign Policy Priorities 4*, Toronto: Canadian International Council.
- Burton, Charles. 2009b « Comment on Chinese FM Visit to Ottawa ». 21 juin 2009. En ligne : <http://charlesburton.blogspot.ca/2009/06/> (page consultée le 2 novembre 2017).
- Burton, Charles. 2011. « The Canadian Policy Context of Canada's China Policy since 1970 ». Dans Huhua Cao et Vivienne Poy, dir., *The China Challenge: Sino-Canadian Relations in the 21st Century*. Ottawa : University of Ottawa Press. 32–46.
- Burton, Charles. 2014. « Why did Harper go to China? The ethnic vote. And money ». *The Globe and Mail*, 10 novembre 2014. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/opinion/why-is-harper-in-china-the-ethnic-vote-and-money/article21519254/> (page consultée le 2 avril 2017).

- Burton, Charles. 2015. « Canada's China policy under the Harper government ». *Canadian Foreign Policy Journal* 21 (no 1) : 45-63.
- Callick, Rowan. 1998. *Comrades & Capitalists: Hong Kong Since the Handover*. Sydney : University of South Wales Press.
- Campion-Smith, Bruce. 2012. « Prime Minister Stephen Harper backs Israel in Gaza conflict ». *Thestar.com*, 16 novembre. En ligne : https://www.thestar.com/news/canada/2012/11/16/prime_minister_stephen_harper_backs_israel_in_gaza_conflict.html (page consultée le le 30 septembre 2017).
- Canada China Business Council. 2014. *Council Overview*. En ligne : <http://www.ccbc.com/about/council-overview/> (page consultée le 25 mars 2012).
- Canada China Trade Council. 1990. *Special Report: Assessing Canada's China Policy: Is it Time for a Change?*. Toronto, Montréal et Beijing: Canada China Trade Council.
- Canada. 2003. *Le Canada et la Chine signent des accords bilatéraux – Communiqué de presse*. En ligne : <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2003/12/canada-chine-signent-accords-bilateraux.html> (page consultée le 20 mars 2017).
- Canada. Agence canadienne de développement international. 1985. *Établissement du programme d'aide en Chine*. Gatineau : Agence canadienne de développement international.
- Canada. Agriculture and Agri-food Canada. 2014. *Minister Ritz Concludes Agriculture Agreements in China*. 18 juin. Ottawa : Agriculture and Agri-food Canada. En ligne via la Fondation Asie Pacifique du Canada : <http://www.asiapacific.ca/news/minister-ritz-concludes-agriculture-agreements-china> (page consultée le 27 juillet 2017).
- Canada. Atomic Energy of Canada Limited. 1997. *AECL Annual Report 1996-1997*. (CC1-1997E). Ottawa: Atomic Energy of Canada Limited, Supply and Services Canada.
- Canada. Cabinet du ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler. 2008. *Le ministre Emerson termine une visite couronnée de succès en Chine. Communiqué de presse No GC 001/08*. 23 mai. En ligne : <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2008/05/ministre-emerson-termine-visite-couronnee-succes-chine.html?=&wbdisable=true#wb-info> (page consultée le 12 mars 2017).
- Canada. Cabinet of Canada. 1987. *Memorandum to the Cabinet of Canada : "Canadian Strategy for China"*. PNRE-0194, Dossier 20-1-2 China, Volume 38, 1987. Ottawa : Cabinet du Canada.

- Canada. Cabinet of the Honorable André Ouellet. 1994. *Notes for an address by the Honorable André Ouellet, Minister of Foreign Affairs, to the National Capital Chapter of the Canadian Institute for International Affairs Ottawa, Statement 94/25, May 31st 1994.* Ottawa: Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Canadian Centre for Foreign Policy Development. 1996. *Canada-China Relations. Consultation Summary.* Ottawa: Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Canadian International Development Agency. 1994. *Country Programming Framework : China 1994-1999.* Gatineau : Canadian International Development Agency.
- Canada. Canadian International Development Agency. 1999. *Country Programming Framework : China 1994-1999.* Gatineau : Canadian International Development Agency.
- Canada. Canadian International Development Agency. 2005a. *Country Programming Framework : China 2005-2010.* Gatineau : Canadian International Development Agency.
- Canada. Canadian International Development Agency. 2005b. *Governance, CIDA'S program in China.* Gatineau : Canadian International Development Agency.
- Canada. Canadian International Development Agency. 2006. *Financial Program Report, China Program.* Gatineau : Canadian International Development Agency.
- Canada. Canadian International Development Agency. 2007. *China.* En ligne : <http://www.acdi-cida.gc.ca/china> (page consultée le 28 janvier 2008).
- Canada. Chambre des Communes. *Débats de la Chambre des Communes*, Vol. 1, 1^{ère} session, 23^{ème} législature, 1^{er} novembre 1957, p. 689.
- Canada. Chambre des Communes. *Débats de la Chambre des Communes*, Vol. 5, 1^{ère} session, 33^{ème} législature, 11 octobre 1985, p. 7584-7585.
- Canada. Chambre des Communes. *Débats de la Chambre des Communes*, Vol. 3, 1^{ère} session, 34^{ème} législature, 21 octobre 1991, p.3729-3734.
- Canada. Chambre des Communes. *Débats de la Chambre des Communes*, Vol. 2, 1^{ère} session 35^{ème} législature, 17 mars 1994. p. 2395-2468.
- Canada. Chambre des Communes. *Débats de la Chambre des Communes*, Vol. 2, 1^{ère} session 35^{ème} législature, 22 mars 1994. p. 2581-2662.
- Canada. Chambre des Communes. *Débats de la Chambre des Communes*, Vol. 141, 1^{ère} session, 39^{ème} législature, 21 novembre 2006. p. 5141.
- Canada. Chambre des Communes. *Débats de la Chambre des Communes*, Vol. 141, 1^{ère} session, 39^{ème} législature, 6 décembre 2006. p. 5691.
- Canada. Chambre des Communes. *Débats de la Chambre des Communes*, Vol. 141, 1^{ère} session, 39^{ème} législature, 7 décembre 2006. p. 5804.

- Canada. Chambre des Communes. *Débats de la Chambre des Communes*, Vol. 141, 1^{ère} session, 39^{ème} législature, 8 février 2007. p. 6584.
- Canada. Chambre des Communes. *Débats de la Chambre des Communes*, Vol. 143, 1^{ère} session, 40^{ème} législature. 20 novembre 2008. p. 1055.
- Canada. Ministère des affaires extérieures. 1969. *Dossier 20-Chine-14*. Ottawa : Ministère des affaires étrangères et du commerce.
- Canada. Department of External Affairs. 1968. *Prime minister's policy statement of May 29th 1968 and the secretary of external affairs press conference of May 29th 1968*. Ottawa : Department of External Affairs.
- Canada. Department of External Affairs. 1984. *Dossier RG25-A-4. Supplementary background briefing book - Visit to Japan of the secretary of state for external affairs, the right honourable Joe Clark : December 18-22, 1984*. Ottawa : Department of External Affairs.
- Canada. Department of External Affairs. 1985. *Competitiveness and Security : Directions for Canada's International Relations*. Présenté par Joe Clark, Secrétaire des Affaires extérieures du Canada, Ottawa : Department of External Affairs.
- Canada. Department of External Affairs. 1986a. *Policy Statements of the Prime minister's 1986 visit to the People's Republic of China*. Ottawa: Department of External Affairs.
- Canada. Department of External Affairs. 1986b. *Prime Minister Brian Mulroney's visit to Asia 1986 – Agenda and Briefing notes*. Ottawa: Department of External Affairs.
- Canada. Department of External Affairs. 1989. *Prime Minister Brian Mulroney's visit to Asia 1986 – Agenda and Briefing notes*. Ottawa: Department of External Affairs.
- Canada. Department of External Affairs. 1990. *Asia-Pacific Security Dialogue Proposals August 13th 1990*. Ottawa: Department of External Affairs.
- Canada. Department of External Affairs. 1992. *Policy Planning Staff Paper No. 92/3, January 1992 : Canada and Asia Pacific security, the North Pacific Cooperative Security Dialogue*. Ottawa: Department of External Affairs.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 2008a. *Canada Offers Condolences to China After Sichuan Earthquake, May 12th 2008*. En ligne : <http://www.marketwired.com/press-release/canada-offers-condolences-to-china-after-sichuan-earthquake-855402.htm> (page consultée le 22 juillet 2017).
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 2008b. *Canada Announces Additional Support for Victims of the Earthquake in China's Sichuan Province, May 16th 2008*. En ligne : <http://www.marketwired.com/press-release/canada-announces-additional-support-victims-earthquake-chinas-sichuan-province-857819.htm> (page consultée le 22 juillet 2017).

- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 2012. *Agreement Between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China for the Promotion and Reciprocal Protection of Investments*. Ottawa : Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 2014. *Minister fast announces four new trade offices in China, 19 mai 2014*. En ligne. <https://www.canada.ca/en/news/archive/2014/05/minister-fast-announces-four-new-trade-offices-china.html?=&wbdisable=true> (page consultée le 27 juillet 2017).
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 1994b. *Visit to Canada of His Excellency Zou Jiahua Vice Premier of The People's Republic of China*. Ottawa : Office of Protocol, Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 1993. *Visit to Canada of Her Excellency Wu Yi Minister of Foreign Trade and Economic Cooperation of The People's Republic of China*. Ottawa : Office of Protocol, Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 1994a. *Policy Staff Paper No. 94/10 China 2000. May 1994: The Nature of Growth and Canada's Economic Interests*. Rédigé par Stephen Lavergne. Ottawa : Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 1994c. *Visit by Minister of Foreign Affairs Andre Ouellet to Japan, Korea, China, Hong Kong and to the ASEAN PMC, Thailand : July 18th to August 1st 1994*. Ottawa : Foreign Policy Communications Division, Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 1994d. *Visit to China and Hong Kong by Prime Minister Jean Chrétien and Team Canada, November 5th to 13th 1994*. Ottawa : Office of Protocol, Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 1995a. *Canada in the World*. Ottawa : Canadian Foreign Policy Review, Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 1995b. *Team Canada Mission to China one Year Later*. Ottawa : Canada Communications Group
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 1996a. *Visit to Canada by Qiao Shi Chairman of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China, April 11th to 20th 1996*. Ottawa : Office of Protocol, Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 1996b. *China and Hong Kong Trade Action Plan*. Ottawa : China Division, Department of Foreign Affairs and Trade.

- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 1999. *Visit to Canada by Li Ruihuan President of the National People's Congress of The People's Republic of China*. Ottawa : Office of Protocol, Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 1997a. *Visit to Canada by Jiang Zemin President of The People's Republic of China*. Ottawa : Office of Protocol, Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 1997b. *Report on Canada's Year of Asia Pacific*. Ottawa : Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 1997c. *Team Canada: Achievements*. Ottawa : Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 1998. *China and Hong Kong Trade Action Plan*. Ottawa : China Division, Department of Foreign Affairs and Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 2000. *China and Hong Kong Trade Action Plan*. Ottawa : China and Mongolia Division, Department of Foreign Affairs and Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 2001. *Opening Doors to the World: Canada's International Market Access Priorities – 2001*. Ottawa : Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 2003a. *Visit to China by Prime Minister Jean Chrétien – October 22th and 23rd 2003*. Ottawa : Office of Protocol, Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 2003b. *Visit to Canada of His Excellency Wen Jiabao Premier of The People's Republic of China*. Ottawa : Office of Protocol, Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 2005. *Canada's international policy statement: A role of pride and influence in the world*. Ottawa : Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 2007. *Notes for an Address by the Honourable Maxime Bernier, Minister of Foreign Affairs, to the House of Commons "The Americas as a Priority" 2007/32 October 19, 2007*. Ottawa: Department of Foreign Affairs and International Trade.
- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 2009. *Minister Day Concludes Successful Trade Mission to Japan and China. Office of the Minister of International Trade and Minister of the Asia Pacific Gateway, April 16th 2009*. Ottawa : Government of Canada. En ligne : <http://news.gc.ca/web/article-en.do?m=/index&nid=443809> (page consultée le 2 avril 2017).

- Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. 2013. *Baird to Make Visit to China's Interior Cities*. Ottawa : Media Relations Office, Department of Foreign Affairs and International Trade. En ligne : <http://www.international.gc.ca/media/aff/news-communiques/2013/10/09b.aspx?lang=eng> (page consultée le 15 juillet 2017).
- Canada. DFAIT, CIDA and APFC, 1994. *Canada and the Challenge of Asia Pacific, June 30th 1994*. Ottawa : Joint review by the Department of Foreign Affairs and International Trade, the Canadian International Development Agency and the Asia Pacific Foundation of Canada.
- Canada. Équipe Canada inc. 1996. *Le Plan d'action commercial pour la Chine et Hong Kong. Stratégie canadienne pour le commerce international 1996-1997, novembre 1996*. Ottawa : Équipe Canada inc., Gouvernement du Canada.
- Canada. *Loi visant à appuyer le développement de la porte d'entrée canadienne du Pacifique*, Projet de loi C-68 (première lecture le 26 octobre 2005), 1^{ère} session, 38^{ème} législature.
- Canada. Ministère des Approvisionnements et Service Canada. 1995. *Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Chine en matière d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. En vigueur le 7 novembre 1994*, (Recueil des traités E3-19994/27). Beijing et Ottawa : Ministère des Approvisionnements et Service Canada.
- Canada. Prime Minister's Office. 1986. *Prime Minister Brian Mulroney's visit to Asia : Japan, May 7-8, China, May 8-12, Korea, May 12-15*. Ottawa: Prime Minister's Office.
- Canada. Prime Minister's Office. 1989. *Letter from the Prime Minister of Canada, Brian Mulroney, to the Secretary General of the United Nations, His Excellency Javier Perez de Cuellar, June 7th 1989*. Ottawa : Prime Minister's Office.
- Canada. Prime Minister's Office. 2005. *Address by Prime Minister Paul Martin to the Canada-China Business Council Dinner. Beijing, January 21st 2005*. Ottawa : Prime Minister's Office.
- Canada. SCIC. 2004. *Conférences des Premiers Ministres 1906–2004*. Ottawa : Secrétariat des Conférences Intergouvernementales Canadiennes.
- Canada. The Governor General of Canada. 2013. *Canadian Delegates to Accompany Governor General on State Visit to China, October 16th 2013*. Ottawa : Rideau Hall Press Office. En ligne <http://www.gg.ca/document.aspx?id=15361> (page consultée le 25 juillet 2017).
- Cao, Huhua et Vivienne Poy, dir. 2011a. *The China Challenge: Sino-Canadian Relations in the 21st Century*. Ottawa : University of Ottawa Press.

- Cao, Huhua et Vivienne Poy. 2011b. « Introduction: Canada's Response to China's Increasing Role in the World ». Dans Huhua Cao et Vivienne Poy, dir., *The China Challenge: Sino-Canadian Relations in the 21st Century*. Ottawa : University of Ottawa Press. 1–10.
- Cao, Huhua, et Jeremy Paltiel, dir. 2016. *Facing China as a New Global Superpower Domestic and International Dynamics from a Multidisciplinary Angle*. Singapour : Springer.
- Capoccia, Giovanni et Daniel R. Kelemen. 2007. « The study of critical junctures: Theory, narrative, and counterfactuals in historical institutionalism ». *World politics* 59 (no 3) : 341-369.
- Carnes, Lord. 1985. « American Strategic Culture ». *Comparative Strategy* 5 : 269-293.
- Castonguay, Alec. 2012. *Le super ministre: comment Jason Kenney change le Canada avec les immigrants*. Montréal : L'actualité.
- Castonguay, Alec. 2013. « The inside story of Jason Kenney's campaign to win over ethnic votes : The secret to the success of Canada's immigration minister ». *Macleans's* (Toronto), 2 février. En ligne : <http://www.macleans.ca/news/canada/welcome-to-my-world/> (page consultée le 24 avril 2017).
- Cattaneo, Claudia. 2013. « If Obama says 'no' to Keystone XL, Harper must turn to Plan B ». *Financial Post*, 4 octobre. En ligne : <http://business.financialpost.com/commodities/energy/if-obama-says-no-to-keystone-xl-harper-must-turn-to-plan-b/wcm/207c40e7-cce1-42da-9ae7-1127aa3d683b> (page consultée le 22 juin 2017).
- Cattaneo, Claudia. 2014. « Two years in, Nexen deal still a tough swallow for state-owned CNOOC ». *Financial Post*, 13 décembre. En ligne : <http://business.financialpost.com/commodities/energy/two-years-in-nexen-deal-still-a-tough-swallow-for-state-owned-cnooc/wcm/a679e972-f7c8-4764-b6a9-3aa90071f4f2> (page consultée le 20 juin 2017).
- CBC News. 1983. « Pierre Trudeau's peace mission reaches China ». *CBC Digital Archives*. En ligne : <http://www.cbc.ca/archives/entry/1983-trudeau-on-peking-peace-mission> (page consultée le 28 août 2017).

- CBC News. 2005. *CBC.ca*, <http://www.cbc.ca/news/canada/conservative-stonach-joins-liberals-1.545840> (page consultée le 22 juillet 2017).
- CBC News. 2006. « Won't 'sell out' on rights despite China snub: PM ». *CBC.ca*, 15 novembre. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/world/won-t-sell-out-on-rights-despite-china-snub-pm-1.570708> (page consultée le 22 mai 2008).
- CBC News. 2006a. « Family of Canadian citizen in Chinese prison begs for help ». *CBC.ca*, 17 octobre. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/world/family-of-canadian-citizen-in-chinese-prison-begs-for-help-1.614843> (page consultée le 9 novembre 2017).
- CBC News. 2006b. « Canadian diplomacy taking tougher approach: Harper ». *CBC.ca*, 19 novembre. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/world/canadian-diplomacy-taking-tougher-approach-harper-1.601869> (page consultée le 9 novembre 2017).
- CBC News. 2007. « Harper hosts the Dalai Lama despite stern warning from China ». *CBC.ca*, 29 octobre. En ligne <http://www.cbc.ca/news/canada/harper-hosts-the-dalai-lama-despite-stern-warning-from-china-1.660791> (page consultée le 21 février 2015).
- CBC News. 2008a. « Harper urges China to 'show restraint' in Tibet ». *CBC.ca*, 20 mars. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/canada/harper-urges-china-to-show-restraint-in-tibet-1.700310> (page consultée le 22 juillet 2017).
- CBC News. 2008b. « Chrétien's Olympic criticism was hypocritical : Harper ». *CBC.ca*, 19 août. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/canada/chr%C3%A9tien-s-olympic-criticism-was-hypocritical-harper-1.697542> (page consultée le 22 juillet 2017).
- CBC News. 2008c. « Canadian doctors head to China quake zone ». *CBC.ca*, 18 mai. En ligne : <http://www.cbc.ca/beta/news/canada/canadian-doctors-head-to-china-quake-zone-1.709579> (page consultée le 22 juillet 2017).
- CBC News. 2009. « Flaherty makes investment pitch in China ». *CBC.ca*, 10 août 2009. En ligne : <http://www.cbc.ca/beta/news/business/flaherty-makes-investment-pitch-in-china-1.780397> (page consultée le 22 juillet 2017).
- CBC News. 2012. « Tory MP calls Bethune memorial a 'bow' to China ». *CBC.ca*, 14 janvier. En ligne: <http://www.cbc.ca/news/politics/tory-mp-calls-bethune-memorial-a-bow-to-china-1.1204755> (page consultée le 26 février 2017).

- CBC News. 2014. « Alberta says federal rules discourage oilpatch investment ». *CBC.ca*, 31 octobre. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/business/alberta-says-federal-rules-discourage-oilpatch-investment-1.2820140> (page consultée le 28 juillet 2017).
- Chan, Ming K. 2011. « Friends across the Pacific : Links between Canada and Hong Kong in Historical and Contemporary Perspectives ». Dans Huhua Cao et Vivienne Poy, dir., *The China Challenge: Sino-Canadian Relations in the 21st Century*. Ottawa : University of Ottawa Press. 81-99.
- Chapnick, Adam et Christopher J. Kukucha. dir. 2016. *The Harper Era in Canadian Foreign Policy*. Vancouver : UBC Press.
- Chapnick, Adam. 2012. « Diplomatic counter-revolution: Conservative foreign policy ». *International Journal* 67 (no 1) : 137-154.
- Chapnick, Adam. 2016a. « Introduction ». Dans Adam Chapnick et Christopher J. Kukucha, dir., *The Harper Era in Canadian Foreign Policy*. Vancouver : UBC Press. 258-269.
- Chapnick, Adam. 2016b. « Stephen Harper's Israel policy ». Dans Adam Chapnick et Christopher J. Kukucha, dir., *The Harper Era in Canadian Foreign Policy*. Vancouver : UBC Press. 105-120.
- Charles, James. 2006. « Call me Eddie ». *National Post* (Toronto), 25 août : B6.
- Charmaz, Kathy, et Liska Belgrave. 2012. « Qualitative interviewing and grounded theory analysis ». Dans Jaber F. Gubrium, James A. Holstein, Amir B. Marvasti et Karyn D. Mckinney, dir., *The SAGE handbook of interview research: The complexity of the craft. Second Edition*. Londres : Sage. 347-365.
- Charmaz, Kathy. 1995. « Grounded theory ». *Rethinking methods in psychology* 24 : 27-49.
- Chase, Steven et Brian Laghi. 2008. « PM won't attend Beijing Olympic curtain raiser ». *The Globe and Mail*, 4 avril. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/national/pm-wont-attend-beijing-olympic-curtain-raiser/article17983184/> (page consultée le 20 mars 2017).
- Chase, Steven et Brian Laghi. 2008. « PM won't attend Beijing Olympic curtain raiser ». *The Globe and Mail*, 4 avril. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/news/national/pm->

[wont-attend-beijing-olympic-curtain-raiser/article17983184/](#) (page consultée le 25 mars 2017).

Chase, Steven et Colin Freeze. 2014. « Chinese hacked government computers, Ottawa says ». *The Globe and Mail*, 29 juillet. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/national/chinese-hacked-government-computers-ottawa-says/article19818728/> (page consultée le 27 juillet 2014).

Chase, Steven. 2004. « Ottawa puts emerging giants in trade sights ». *The Globe and Mail* (Toronto), 27 août : B1.

Chase, Steven. 2010. « An Attack on Israel Would Be Considered an Attack on Canada ». *The Globe and Mail*, 16 février. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/ottawa-notebook/an-attack-on-israel-would-be-considered-an-attack-on-canada/article4187892/> (page consultée le 20 mars 2017).

Chase, Steven. 2012. « Inside Ottawa's decision on foreign takeovers ». *The Globe and Mail*, 7 décembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/globe-investor/inside-ottawas-decision-on-takeovers/article6131817/> (page consultée le 28 juillet 2017).

Chase, Steven. 2013. « Who is Nigel Wright, the man who bailed out Mike Duffy? ». *The Globe and Mail*, 18 mai. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/national/who-is-nigel-wright-the-man-who-bailed-out-mike-duffy/article12005408/?page=all> (page consultée le 15 juillet 2017).

Chase, Steven. 2014a. « Ottawa 'supportive' of demonstrations in Hong Kong ». *The Globe and Mail*, 29 septembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/ottawa-supportive-of-demonstrations-in-hong-kong/article20837632/> (page consultée le 15 juillet 2017).

Chase, Steven. 2014b. « Harper will skip APEC summit to attend Remembrance Day ceremony ». *The Globe and Mail*, 27 octobre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/harper-will-skip-apec-summit-to-attend-remembrance-day-ceremony/article21323442/> (page consultée le 27 juillet 2017).

Chase, Steven. 2014c. « Challenges with China can't 'just be pretended away,' Harper says in one-on-one interview ». *The Globe and Mail*, 17 décembre. En ligne :

<https://www.theglobeandmail.com/news/politics/canadas-challenges-with-china-cant-just-be-pretended-away-harper-says/article22131506/> (page consultée le 20 mars 2016).

Chase, Steven. 2014d. « Transcript: Harper explains why he still wants to be prime minister ». *The Globe and Mail*, 17 décembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/transcript-harper-explains-why-he-still-wants-to-be-prime-minister/article22129003/> (page consultée le 25 juin 2017).

Chen, Duanjie. 2013. « China's state-owned enterprises: How much do we know? From Cnooc to its siblings ». *The School of Public Policy Research Papers* 6 (Issue 19 – juin). Calgary: University Calgary. 1-27.

Cheng, Chu-yüan et Zhuyuan Zheng. 1990. *Behind the Tiananmen massacre: Social, political, and economic ferment in China*. Boulder (Colorado) : Westview Press.

Chine. Embassy of the People's Republic of China in Canada. 2003. *President Jiang Zemin Meets Canadian Prime Minister Jean Chretien 2001-02-13*. En ligne: <http://ca.china-embassy.org/eng/zjgx/Activities/t37679.htm> (page consultée le 20 mars 2017).

Chine. Embassy of the People's Republic of China in Canada. 2013. *State Councilor Yang Jiechi Meets with Foreign Minister John Baird of Canada*. En ligne : <http://ca.china-embassy.org/eng/zjwl/t1056571.htm> (page consultée le 15 juillet 2017).

Chine. Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. 2005. *Review of China and Canada bilateral political relations*. Beijing: China information center. En ligne : <http://www.china.org.cn/english/features/American/141197.htm> (page consultée le 6 novembre 2017).

Chine. Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. 2003. *Li Peng Met with Speaker of Canadian House of Commons (2002-03-30)*. En ligne : <http://ca.china-embassy.org/eng/zjgx/Activities/t37683.htm> (page consultée le 25 février 2017).

Chine. Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. 2008. *President Hu Jintao Meets with Canadian Prime Minister Harper*. En ligne : <http://www.chinaconsulatesf.org/eng/xw/t455686.htm> (page consultée le 6 novembre 2017).

- Chine. Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. 2009. *Work Together for a Better Future of China-Canada Relations*. En ligne : http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/wjdt_665385/zyjh_665391/t570250.shtml (page consultée le 25 mars 2017).
- Chine. Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. 2010. *Hu Jintao Attends Welcome Banquet Hosted by Canadian Prime Minister Harper and Delivers an Important Speech*. En ligne : http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/topics_665678/hjtfwjnd4thG20_665786/t712064.shtml (page consultée le 22 juillet 2017).
- Chine. Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. 2011. *Hu Jintao Meets with Canadian Prime Minister Harper*. Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China. 13 novembre. En ligne : http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/topics_665678/hjtAPEC_665728/t877240.shtml (page consultée le 11 décembre 2017).
- Chong, Denise. 2009. « Egg on Mao: The Story of an Ordinary Man who Defaced an Icon and Unmasked a Dictatorship ». Toronto : Random House of Canada.
- Chrétien, Jean. 1994. *Dans la fosse aux lions*. Montréal : Édition de l'Homme.
- Chrétien, Jean. 1998. *Canada's China policy: business, reform and frank discussion*. (discours lors de l'Assemblée du CCBC le 20 novembre 1998). Beijing. Cité dans Charles-Louis Labrecque. 2015. *L'évolution des politiques du Canada à l'égard des droits de la personne en Chine (1984-2014) : L'influence des premiers ministres*. Thèse de doctorat. Ministère de science politique. Université Laval.
- Chrétien, Jean. 2008. *Jean Chretien - My Years as Prime Minister*. Toronto: Vintage Canada, Random House of Canada.
- Christiansen, Peter Munck, Birgit Möller, et Lise Togeby. 2001. *Den danske elite*. (L'élite danoise). Copenhague : Hans Reitzels Forlag.
- Chu, Alvin H. 2001. « Vindicating the Tiananmen Square Massacre : The Case against Li Peng ». Wisconsin. *International Law Journal* 20 : 199-228.
- City News. 2006. « Chinese president changes mind Agrees to meet Harper at APEC Summit ». *City news.ca*, 16 novembre En ligne : <http://www.citynews.ca/2006/11>

[/16/chinese-president-changes-mind-agrees-to-meet-harper-at-apec-summit/](#) (page consultée le 6 novembre 2017).

Clark, Cambell. 2011. « Calling China an “important ally,” Baird turns cold shoulder to fugitive ». *The Globe and Mail*, 18 juillet. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/ottawa-notebook/calling-chinaan-important-ally-baird-turns-cold-shoulder-to-fugitive/article616561/> (page consultée le 6 novembre 2017).

Clark, Campbell 2012. « Bo Xilai's ouster severs vital Canada-China ». *The Globe and Mail*, 15 mars. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/bo-xilais-ouster-severs-vital-canada-china-link/article4101472/> (page consultée le 11 mai 2017).

Clark, Campbell. 2008a. « Canada subtly signaling change of policy toward China ». *The Globe and Mail* (Toronto), 18 mars : A7.

Clark, Campbell. 2008b. « Chinese ambassador rejects criticisms on Tibet » *The Globe and Mail*, 26 mars. En ligne : <https://sec.theglobeandmail.com/news/national/chinese-ambassador-rejects-criticisms-on-tibet/article669600/> (page consultée le 2 novembre 2017).

Clark, Campbell. 2009. « Stephen Harper heads to China ». *The Globe and Mail*, 28 octobre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/stephen-harper-heads-to-china/article4196239/> (page consultée le 22 juin 2017).

Clark, Joe. 1989a. *Statement, 89/26, May 30th 1989: Statement by the Right Honorable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs*. Ottawa : Department of External Affairs.

Clark, Joe. 1989b. *Statement, 89/28, June 5th. 1989: Statement by the Right Honorable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs during an emergency debate on the situation in China*. Ottawa : Department of External Affairs.

Clark, Joe. 1989c. *Statement 89/18: China and Canada: The Months Ahead. Statement by the right Honorable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, June 30th 1989*. Ottawa : Department of External Affairs.

Clarke, Kevin A. et David M. Primo. 2012. *A Model Discipline : Political Science and the Logic of Representations*. Oxford : Oxford University Press.

- CNN. 1999. « China one step closer to joining WTO ». *CNN*, 26 novembre. En ligne : <http://www.cnn.com/WORLD/americas/9911/26/china.canada.trade/index.html> (page consultée le 20 mars 2017).
- Cohen, Andrew. 2003. *While Canada slept: how we lost our place in the world*. Toronto: McClelland & Stewart.
- Colgan, Jeff D. 2016. « Where Is International Relations Going? Evidence from Graduate Training ». *International Studies Quarterly* 60 (no 3) : 488-498.
- Collier, David. 2011. « Understanding process tracing ». *PS: Political Science & Politics* 44 (no 4) : 823-830.
- Conservative Party of Canada. 2006. *Stand Up For Canada: Federal Election Platform*. Ottawa : Conservative Party of Canada.
- Cooper, Andrew F. 1995. « In search of niches: saying 'yes' and saying 'no' in Canada's international relations ». *Canadian Foreign Policy* 3 (3) : 1-13.
- Cordon, Sandra. 2002. « Gays, lesbians slam Ottawa for appeal of same-sex marriage ruling ». *La Presse Canadienne*, 29 juillet.
- Cordon, Sandra. 2004. « Martin says he expects to discuss human rights in meeting with Dalai Lama ». *La presse Canadienne*, 23 avril. En ligne : <http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=6689&t=1> (page consultée le 6 novembre 2017).
- Cornut, Jérémie. 2014 « La fin des relations triangulaires Ottawa-Québec-Paris? Harper, la « diplomatie robuste » et les relations France-Canada ». *Canadian Foreign Policy Journal* 20 (no 1) : 86-95.
- Côté, Yvan. 2014. « Le Canada aura à l'oeil les Chinois corrompus ». *Radio-Canada.ca*. 19 décembre. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/698724/ottawa-pekin-entente-rapatrier-argent-regime-communiste> (page consultée le 20 mars 2016).
- Cotlieb, Allan. 2005. « Romanticism and realism in Canada's foreign policy ». *Policy Options* 26 (février) : 16-27.

- Cottam, Martha L. 1986. *Foreign Policy Decision-Making: The Influence of Cognition*. Boulder (CO) : Westview Press.
- Cottam, Richard W. 1977. *Foreign Policy Motivation: A General Theory and a Case Study*. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press.
- Cox, Bob. 1994. « Chrétien reçoit un accueil empressé de ses hôtes chinois ». *La Presse* (Montréal), 5 novembre : A1.
- Coyne, Andrew. 2012. « Andrew Coyne: Stephen Harper compromises on Nexen and everyone gets half a baby ». *National Post*, 10 décembre. En ligne : <http://nationalpost.com/opinion/andrew-coyne-stephen-harper-compromises-on-nexen-and-everyone-gets-half-a-baby/wcm/e37e4f24-4d29-4533-990f-903d4fe14bd9> (page consultée le 28 juillet 2017).
- Crane, David. 1993. « Liberal policy to push trade with China, MacLaren says ». *Toronto Star* (Toronto), 15 novembre : B1 et B6. Cité dans Jeremy Paltiel, 1995. « Negotiating human rights with China ». Dans Maxwell A Cameron et Maureen Appel Molot, dir., *Canada Among Nations, 1995: Democracy and Foreign Policy*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press. 172-182.
- Cryderman, Kelly. 2012. « Nexen-China deal beneficial, Premier Redford says ». *Calgary Herald*, 1^{er} octobre. En ligne : <http://www.calgaryherald.com/business/Nexen+deal+beneficial+Redford+says/7323127/story.html> (page consultée le 28 juillet 2017).
- CTV News. 2006a. « Chinese ambassador rejects espionage claims ». *CTV news.ca*, 20 avril. En ligne via les archives du *Canadian Intelligence Resource Centre* : <http://circ.jmellon.com/docs/view.asp?id=893> (page consultée le 21 mars 2017).
- CTV News. 2007. « Flaherty vows to raise rights issues in China ». *CTV news.ca*, 17 janvier. En ligne : <http://www.ctvnews.ca/flaherty-vows-to-raise-rights-issues-in-china-1.224754> (page consultée le 21 mars 2017).
- CTV News. 2008a. « Harper suggests talk of Olympic Boycott premature ». *CTV news.ca*, 3 avril. En ligne via le blogue de David Kilgour : http://www.david-kilgour.com/2008/Apr_03_2008_02.htm (page consultée le 6 novembre 2017).

- CTV News. 2008b. « Harper's Olympic absence noticed in Beijing ». *CTV news.ca*, 11 août. En ligne : <http://www.ctvnews.ca/harper-s-olympic-absence-noticed-in-beijing-1.315178> (page consultée le 6 novembre 2017).
- CTV News. 2009. « Day trumpets trade opportunities with China ». *CTV news.ca*, 12 avril. En ligne : <http://www.ctvnews.ca/mobile/day-trumpets-trade-opportunities-with-china-1.388677> (page consultée le 2 avril 2017).
- CTV News. 2012a. « Canada cautious about China's free-trade musings ». *CTV Ottawa*, 2 octobre. En ligne via *Internet Archives* : <https://web.archive.org/web/20120211080701/http://ottawa.ctv.ca/servlet/an/local/CTVNews/20120209/canada-china-free-trade-talks-120209/20120209/?hub=OttawaHome> (page consultée le 16 juillet 2017).
- CTV News. 2012b. « Harper mixes oil and human rights in China speech ». *CTV news.ca*, 10 février. En ligne : <http://www.ctvnews.ca/harper-mixes-oil-and-human-rights-in-china-speech-1.766681> (page consultée le 22 juin 2017).
- Curry, Bill et Barrie McKenna. 2014. « Stimulus gamble: How Ottawa saved the economy – and wasted billions ». *The Globe and Mail*, 8 février. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/stimulus-gamble-how-ottawa-saved-the-economy-and-wasted-billions/article16760149/?page=all> (page consultée le 22 juin 2017).
- Curry, Bill. 2007. « Emerson to head trade visit to China; Trip by senior minister represents first high-level relations since PM's public tiff ». *The Globe and Mail* (Toronto), 4 janvier : A4.
- Curry, Bill. 2012. « 'Non-benevolent' China a concern in Nexen deal: Tory MP ». *The Globe and Mail*, 17 septembre. En ligne : <https://beta.theglobeandmail.com/news/politics/non-benevolent-china-a-concern-in-nexen-deal-tory-mp/article4549293/?ref=http://www.theglobeandmail.com&> (page consultée le 6 novembre 2017).
- Cuthbertson, Richard et Becky Rynor. 2008. « Calgary MP compares China to Nazi regime ». *Vancouver Sun*, 17 avril. En ligne :

<http://www.vancouver.sun.com/sports/calgary+compares+china+nazi+regime/452916/story.html> (page consultée le 10 novembre 2017).

Dacey, Raymond et Lisa J. Carlson. 2004. « Traditional Decision Analysis and the Polyheuristic Theory of Foreign Decision Making ». *The Journal of Conflict Resolution* 48 (no 1) : 38-55.

Dart, Ron. 2004. *The American Empire, Canadian Compradors, and the Calgary School: A Tory Talks Back*. 8 janvier. En ligne : http://www.clarion-journal.com/clarion_journal_of_spirit/2006/06/the_american_em.html (page consultée le 20 décembre 2012).

Davison, Charles B. 2009. « Prorogation: A Powerful Tool Forged by History ». *LawNow* 34 : 13.

Day, Stockwell. 2008. *Le ministre Day présente ses condoléances au peuple chinois. 21 mai 2008*, Ottawa : Gouvernement du Canada. En ligne : <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2008/05/ministre-day-presente-condoleances-peuple-chinois.html?=&wbdisable=true> (page consultée le 21 mars 2017).

De Souza, Mike. 2013. « Stephen Harper personally asked for China's pandas, memo says ». *Postmedia News*. 22 mars. En ligne : <http://o.canada.com/business/stephen-harper-personally-asked-for-chinas-pandas-memo-says> (page consultée le 28 juillet 2017).

Delacourt, Susan. 2010. « Harper helps Hu keep critics away ». *Thestar.com*, 25 juin. En ligne : https://www.thestar.com/news/gta/g20/2010/06/25/harper_helps_hu_keep_critics_away.html (Consultée le 6 novembre 2017).

Delvoie, Louis A. 1996. « Bilateralism in Foreign Policy: Canada and the Maghreb Countries ». *Canadian Foreign Policy Journal* 4 (no 2) : 55-69.

Der Derian, James et Michael J. Shapiro. 1989. *International/Intertextual Relations : Postmodern Readings of World Politics*. New York : Lexington Books.

Desch, Michael C. 1996. « Why Realists Disagree about the Third World ». *Security Studies* 5 (printemps) : 358-381.

Desch, Michael C. 1998. « Culture Clash: Assessing the Importance of Ideas in Security Studies ». *International Security* 23 (été) : 141-170.

- Dewey, John et Jo Ann Boydston. 1984. *The later works of John Dewey, 1925-1953 Volume 4*. Carbondale : Southern Illinois University.
- Dib, Lina. 2009. « Des communicateurs scientifiques réclament la démission du ministre Goodyear ». *La Presse.ca*, 19 mars. En ligne : <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/200903/19/01-838280-des-communicateurs-scientifiques-reclament-la-demission-du-ministre-goodyear.php> (page consultée le 28 juillet 2017).
- Dicko, Saidatou. 2012. *Un conseil d'administration fortement réseauté pour une Power Corporation*. Saint-Denis (France) : Les éditions Publibook.
- Diebel, Linda. 2009. « 'Pit Bull' John Baird bred for political life ». *Thestar.com*, 1^{er} août En ligne: https://www.thestar.com/news/canada/2009/08/01/pit_bull_john_baird_bred_for_political_life.htm (page consultée le 30 septembre 2017).
- DiMaggio, Paul. 1997. « Culture and Cognition ». *Annual Review of Sociology* 23 (no 1) : 263-287.
- Dion, Jean. 1994. « Bouchard accuse Chrétien d'avoir dressé "un écran de fumée" ». *Le Devoir* (Montréal), 15 novembre : A4.
- Ditchburn, Jennifer. 2008. « Diplomats face communications crackdown ». *The Globe and Mail*, 8 octobre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/national/diplomats-face-communications-crackdown/article20402986/> (page consultée le 15 août 2017).
- Dittmer, Lowell. 1977. « Political Culture and Political Symbolism ». *World Politics* 29 (no 4) : 552-83.
- Do, Trinh Theresa. 2014. « Jim Flaherty's 20 years in politics ». *CBC News.ca*, 18 mars. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/politics/jim-flaherty-s-20-years-in-politics-1.2577577> (page consultée le 30 septembre 2017).
- Dobbin, Murray. 2004. *Un PDG à la barre*. Montréal : Écosociété.
- Dobson, Wendy. 2011. *Canada, China and rising Asia: A strategic proposal*. Toronto : Canada China Business Council et Canadian Council of Chief Executives.

- Dobson, Wendy. 2014. « China's state-owned enterprises and Canada's FDI Policy ». *The School of Public Policy Research Papers* 7 (Issue 10). Calgary: University Calgary. 1-25.
- Doeser, Fredrik. 2011. « Domestic politics and foreign policy change in small states: the fall of the Danish 'footnote policy' ». *Cooperation and Conflict* 46 (no 2) : 222-241.
- Dogan, Mattei, dir. 2003b. *Elite configurations at the apex of power*. Boston: Brill.
- Dogan, Mattei. 2003a. « Is there a ruling class in France? ». *Comparative Sociology* 2 (no 1) : 17-89.
- Domhoff, William et Thomas Dye, dir. 1987. *Power Elites and Organizations*. Newbury Park (CA) : Sage Publications.
- Domhoff, William. 2006. *Who Rules America? Power, Politics and Social Change*. New York : Vintage.
- Donaghy, Greg et Michael D. Stevenson. 2009. « The limits of alliance: Cold War solidarity and Canadian wheat exports to China, 1950-1963 ». *Agricultural history* 83 (hiver) : 29-50.
- Dornan, Chris et Jon H. Pammett. 2004. *The Canadian General Election of 2004*. Toronto : Dundurn.
- Down, Maureen. 1989. « 2 U.S. Officials Went to Beijing Secretly in July ». *The New York Times*, 18 décembre. En ligne : <http://www.nytimes.com/1989/12/19/world/2-us-officials-went-to-beijing-secretly-in-july.html> (page consultée le 12 septembre 2017).
- Drake, Earl. 1999. *A stubble-jumper in striped pants: Memoirs of a prairie diplomat*. Toronto : University of Toronto Press.
- Droits et démocratie. 2001. *The bilateral human rights dialogue with China: Undermining the international human rights regime*. Ottawa: Rights and Democracy.
- Droits et démocratie. 2005. *Summary of Canada's Trade Promotion and Human Rights Activities in China*. Montréal and Ottawa : Rights and Democracy.
- Drury, Shadia B. 2011. « The rise of neoconservatism in Canada ». *Humanist* 177 : 8-15
- Dunn, David H. dir. 2016. *Diplomacy at the Highest Level: The evolution of international summitry*. Londres : Macmillan Press .

- Dunne, Timothy. 1998. *Inventing international society: a history of the English School*. London : Springer.
- Dye, Thomas R. 2002. *Who's running America? The Bush restoration*. Upper Saddle River (NJ) : Prentice-Hall.
- Dye, Thomas R. 2015. *Who's Running America ? : The Obama Reign*. New York : Routledge.
- Dymond, Bill and Michael Hart. 2003. « The Potemkin village of Canadian foreign policy ». *Policy Options* 25 (no 1) : 39-45.
- Dyson, Stephen Benedict et Thomas Briggs. 2017. « Leaders and Foreign Policy: Surveying the Evidence ». *Oxford Research Encyclopedia of Politics Political Psychology*. Oxford : Oxford University Press.
- Edwards, Fred. 2009. « Chinese Shadows ». Dans Robert Bothwell et Jean Daudelin, dir., *Canada among Nations 2008: 100 Years of Canadian Foreign Policy*. Montréal et Kingston : McGill Queen's University Press. 293-313.
- Edwards, Lee. 2010. « Ronald Reagan and the Fall of Communism ». *Heritage Lectures* (no 1141) : 1-5.
- Eisenhardt, Kathleen M. 1989. « Building theories from case study research ». *Academy of management review* 14 (no 4) : 532-550.
- Eisenhardt, Kathleen M. et Melissa E. Graebner. 2007. « Theory building from cases: Opportunities and challenges ». *Academy of management journal* 50 (no 1) : 5-32.
- El Akkad, Omar. 2012a. « As Ottawa fumbled, Husseyin Celil languished in China's court system ». *The Globe and Mail*, 10 février. En ligne : <https://beta.theglobeandmail.com/news/politics/as-ottawa-fumbled-husseyin-celil-languished-in-chinas-court-system/article4171496/?ref=http://www.theglobeandmail.com&> (page consultée le 22 septembre 2017).
- El Akkad, Omar. 2012b. « Timeline: The Celil affair ». *The Globe and Mail*, 10 février. En ligne : <https://beta.theglobeandmail.com/news/world/timeline-the-celil-affair/article4171399/?ref=http://www.theglobeandmail.com&> (page consultée le 22 septembre 2017).

- Elkins, David et Richard Simeon. 1979. « A Cause in Search of its Effect, or What Does Political Culture Explain ». *Comparative Politics* 11 (no 2) : 127-145.
- Ellis, Faron et Peter Woolstencroft. 2006. « A change of Government not of Country ». Dans Chris Dornan et Jon H. Pammett, dir., *The Canadian General Election of 2006*. Toronto : Dundurn. 58-92.
- Ellis, Faron et Heather MacIvor. 2008. *Parameters of power*. Toronto: Nelson.
- Elman, Miriam Fendius. 1995. « The foreign policies of small states: Challenging neorealism in its own backyard ». *British Journal of Political Science* 25 (no 2) : 171-217.
- English, John. 1985. « Lester B. Pearson and China ». Dans Paul M. Evans et Michael Frolic, dir., *Reluctant Adversaries : Canada and The People's Republic of China*. Toronto: University of Toronto Press. 133-147.
- États-Unis. The Joint Economic Committee of the Congress of the United States. 2016. *China's Economic Dilemmas in the 1990s: The Problem of Reforms, Modernization and Interdependence*. Washington : Routledge.
- Evans, Paul M. et Daphne Gottlieb Taras. 1985. « Looking (Far) East: Parliament and Canada-China Relations, 1949-1982. » Dans David Taras, dir., *Parliament and Canadian Foreign Policy*. Toronto: Canadian Institute of International Affairs.
- Evans, Paul M. et Michael Frolic, dir., 1985. *Reluctant Adversaries : Canada and The People's Republic of China*. Toronto: University of Toronto Press.
- Evans, Paul M. 2005. « Canada and Global China : Engagement recalibrated ». Dans Andrew F. Cooper et Dane Rowlands, dir., *Canada Among Nations 2005 : Split Images*. Ottawa : Carleton University Press. 150-68.
- Evans, Paul M. 2006. « Canada, meet Global China ». *International Journal*, 61 (no 2) : 283-298.
- Evans, Paul M. 2008a. « Getting China just right; 'Cool politics, warm economics' is the wrong recipe for Sino-Canadian relations ». *The Globe and Mail* (Toronto), 20 octobre : A17.
- Evans, Paul M. 2008b. « The Asia Pacific Gateway and the Reconfiguration of North America ». *Canadian Political Science Review* 2 (no 4) : 93-98.

- Evans, Paul M. 2009. « Canada and Asia Pacific's track-two diplomacy ». *International Journal* 64 (no 4) : 1027-1038.
- Evans, Paul M. 2011. « Engagement with Conservative Characteristics: Policy and Public Attitudes, 2006–2011 ». Dans Pitman B. Potter et Thomas Adams, dir., *Issues in Canada – China Relations 2011*. Toronto : Canadian International Council. 19-28.
- Evans, Paul M. 2014. « Engaging China: Myth, Aspiration, and Strategy in Canadian Policy from Trudeau to Harper ». Toronto : University of Toronto Press.
- Evans, Pete. 2015. « Toronto becomes first renminbi trading hub in North America ». *CBC news.ca*. 23 mars. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/business/toronto-becomes-first-renminbi-trading-hub-in-north-america-1.3005726> (page consultée le 27 juillet 2017).
- Fan, Ying. 2002. « Ganxi's consequences: Personal gains at social cost ». *Journal of Business Ethics* 38. (no 4) : 371-380.
- Feigon, Lee. 1999. *China rising: The meaning of Tiananmen*. Chicago : Ivan R Dee Publisher.
- Fekete, Jason. 2012. « Battle over CNOOC's proposed Nexen takeover heats up in Ottawa ». *Financial Post*, 17 septembre. En ligne : <http://business.financialpost.com/commodities/energy/battle-over-cnoocs-proposed-nexen-takeover-heats-up-in-ottawa> (page consultée le 27 juillet 2017).
- Fekete, Jason. 2014. « Harper poised for possible state visit to China : experts ». *Ottawa Citizen*, 7 Juillet. En ligne : <http://ottawacitizen.com/news/national/harper-poised-for-possible-state-visit-to-china-experts> (page consultée le 15 mars 2017).
- Fewsmith, Joseph. 2001. *China since Tiananmen: The politics of transition*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Fife, Robert. 2004. « Cut aid to Chinese 'spies' – opposition ». *CanWest News Services*, 31 décembre. En ligne : <http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=8697&t=1> (page consultée le 6 novembre 2017).
- Fife, Robert. 2005. « Kenney questions PM on espionage ». *National Post* (Toronto) 3 février : A10.
- Finnemore, Martha. *National Interests in International Society*. Cornell University Press, 1996.

- Fischer, Beth A. 2000. *The Reagan reversal: Foreign policy and the end of the Cold War*. Columbia : University of Missouri Press.
- Fisher, Matthew. 2013. « APEC meeting highlights shift toward China ». *Montreal Gazette*, 11 octobre. En ligne <https://www.pressreader.com/canada/montreal-gazette/20131011/281745562110138> (page consultée le 20 juin 2017).
- Fitzgerald, Frances. 2001. *Way out there in the blue: Reagan, Star Wars and the end of the Cold War*. New York : Simon and Schuster.
- Fitzpatrick, Meagan. 2013. « Canada playing 'catch up' in China's booming market ». *CBC news.ca*, 12 février. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/world/canada-playing-catch-up-in-china-s-booming-market-1.1364398> (page consultée le 28 juillet 2017).
- Flanagan, Tom, 2013. « Legends of the Calgary School: Their Guns, Their Dogs, and the Women Who Love Them ». Dans Thomas Heilke et John von Heyking, dir., *Hunting and Weaving: Empiricism and Political Philosophy*. South Bend (Indiana) : St. Augustine's Press. 21-40.
- Flanagan, Tom. 2007. « Thou shalt not lean too far to the right ». *The Globe and Mail*, 22 septembre. En ligne: <https://beta.theglobeandmail.com/news/national/thou-shalt-not-lean-too-far-to-the-right/article20402137/?ref=http://www.theglobeandmail.com&> (page consultée le 28 septembre 2017).
- Flanagan, Tom. 2009. *Harper's Team: Behind the Scenes in the Conservatives' Rise to Power*. Montreal : McGill Queen's University Press.
- Flanagan, Tom. 2010. « Advice to Progressives from the Calgary School ». *Literary Review of Canada* 18 (no 10) : 21.
- Foot, Richard. 2007. « Harper will continue to criticize China's human rights record ». *Regina Leader-Post* (Regina), 10 février : A5.
- Francis, Diane. 2003. « Chrétien's family ties ensnare Martin: Son in Law Desmarais worked with PM-in-waiting ». *National Post*, (Toronto) 17 avril : FP3.
- Frank P. Harvey. 2005. « Canada addiction to American security: the illusion of choice in the war on terrorism ». *American review of Canadian studies* 35 (été) : 265-295.

- Frankel, Benjamin. 1995. « The Reading List: Debating Realism ». *Security Studies* 5 (automne) : 85-87.
- Frankel, Joseph. 1963. *The making of foreign policy: an analysis of decision making*. Oxford : Oxford University Press.
- Fraser, Graham. 2004. « Liberal Continuities : Jean Chrétien Foreign Policy 1993-2003 ». Dans David Carment, Fen Osler Hampson et Norman Hiller, dir., *Canada Among Nations 2004 : Setting Priorities Straight*. Kingston et Montréal : McGill-Queen's University Press. 171-186.
- Freeman, Alan. 2004. « Mulroney tells of bond with Reagan ». *The Globe and Mail*, 11 juin. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/world/mulroney-tells-of-bond-with-reagan/article1134048/> (page consultée le 15 mars 2017).
- Freeze, Colin. 2004. « China trade linked to rights ». *The Globe and Mail*, 7 décembre. En ligne : <https://beta.theglobeandmail.com/news/national/china-trade-linked-to-rights/article18278806/?ref=http://www.theglobeandmail.com&> (page consultée le 21 septembre 2017).
- Freire, Lucas G. et Marjo Koivisto. 2012. *State Theory in International Relations*. Oxford : Oxford University Press.
- Freeze, Colin. 2004. « Martin to lobby Beijing on the rule of law, environment, 'respect for people' ». *The Globe and Mail* (Toronto), 7 décembre : A5.
- Frizzell, Alan et Anthony Westell. 1985. *The Canadian General Election of 1984: Politicians, Parties, Press and Polls*. Ottawa : Carleton University Press.
- Frolic, Michael. 1985. « The Trudeau Initiative ». Dans Paul Evans et Michael Frolic, dir., *Reluctant Adversaries : Canada and The People's Republic of China*. Toronto: University of Toronto Press, 189-190.
- Frolic, Michael. 1997. « Re-engaging China : Striking a Balance between Trade and Human Rights ». Dans Fen Osler Hampson, Maureen Appel Molot et Martin Rudner, dir., *Canada Among Nations 1997 : Asia Pacific Face-Off*. Ottawa : Carleton University Press. 323-348.

- Frolic, Michael. 1999. *Six Observations about Sino-Canadian Relations since Tiananmen*. (article présenté le 5 juin 1999 dans le cadre de la conférence: China Ten Years After Tiananmen) Toronto: University of Toronto - York University Joint Center for Asia Pacific Studies.
- Frolic, Michael. 2000. « Six Observations about Sino-Canadian Relations since Tiananmen ». *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* 10 (automne) : 27-39.
- Frolic, Michael. 2011. « Canada and China: The China Strategy of 1987 ». Dans Huhua Cao et Vivienne Poy, dir., *The China Challenge: Sino-Canadian Relations in the 21st Century*. Ottawa : University of Ottawa Press. 47–65.
- Gabriel, Christina et Laura Macdonald. 2014. « Chrétien and North America: Between Integration and Autonomy ». Dans Lois Harder et Steve Patten, dir., *The Chrétien Legacy: Politics and Public Policy in Canada*. Montréal: McGill-Queen's Press. 71-108.
- Galasso, Vincenzo et Tommaso Nannicini. 2011. « Competing on Good Politicians ». *American Political Science Review* 105 (no 1): 79–99.
- Galloway, Gloria. 2007. « Half of foreign spies in Canada work for China, MPs told ». *The Globe and Mail* (Toronto) 1^{er} juin : A4.
- Garrett, Geoffrey et Barry Weingast. 1993. « Ideas, Interests, and Institutions ». Dans Judith Goldstein et Robert Keohane, dir., *Ideas and Foreign Policy*. Ithaca: Cornell University Press.
- Gecelovsky, Paul et Christopher J. Kukucha. 2011. « Foreign Policy Reviews and Canada's Trade Policy: 1968–2009 ». *American Review of Canadian Studies* 41 (no 1) : 37-52.
- Gecelovsky, Paul et T. A. Keenleyside. 1995. « Canada's international human rights policy in practice: Tiananmen Square ». *International Journal* 50 (no 3) : 564-593.
- Gecelovsky, Paul. 2001. « The Canadian response to the Tiananmen Square massacre: An interactive explanation ». *Canadian Foreign Policy Journal* 8 (no 3) : 75-97.
- Gecelovsky, Paul. 2006. « Of legacies and lightning bolts: the prime minister and Canadian foreign policy ». Dans: Duane Bratt et Christopher John Kukucha, dir., *Readings in Canadian foreign policy : Classic debates and new ideas*. Oxford: Oxford University Press. 196–205.

- George, Alexander et Richard Smoke. 1974. *Deterrence in American Foreign Policy: Theory and Practice*. New York: Columbia University Press.
- George, Alexander L. et Andrew Bennett. 2005. *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*. Cambridge: MIT Press.
- George, Richard L. et Thomas P. D'aquino. 2003. « Memo to the Prime Minister: building our country, and shaping Canada's role in the world ». *Policy Options* 25 (no 1) : 68-73.
- Gerson, Jen. 2015a. « National post Link Byfield dead at 63: Wildrose Party founder remembered as one of Alberta's key conservative iconoclasts ». *National Post*, 26 janvier. En ligne : <http://news.nationalpost.com/news/canada/canadian-politics/link-byfield-dead-at-63-wildrose-party-founder-remembered-as-one-of-albertas-key-conservative-iconoclasts> (page consultée le 28 juillet 2017).
- Gerson, Jen. 2015b. « Being a creationist conservative in Canada 'gives your opponents a tremendous amount of ammunition ». *National Post*, 12 mars. En ligne : <http://news.nationalpost.com/news/canada/creationist-conservatives-in-canada> (page consultée le 9 novembre 2017).
- Gibbens, B.G. 1989 « The Desmarais Connection », *Asia Pacific Business* 3 (no 1) : 5-9.
- Gilley, Bruce. 2008. « Reawakening Canada's china policy ». *Canadian Foreign Policy Journal* 14 (no 2) : 121-130.
- Gillies, David. 1996. *Between Principle and Practice: Human Rights in North-South Relations*. Montreal & Kingston : McGill-Queen's University Press.
- Gil-Pareja, Salvador, Rafael Llorca-Vivero et José Antonio Martínez Serrano. 2008 « Measuring the impact of regional export promotion: the Spanish case ». *Papers in Regional Science* 87 (no 1) : 139-146
- Gil-Pareja, Salvador, Rafael Llorca-Vivero et José Antonio Martínez-Serrano. 2008. « Trade effects of monetary agreements: evidence for OECD countries ». *European Economic Review* 52 (no 4) : 733-755.
- Glaser, Charles L. 1996. « Realists as optimists: Cooperation as self-help ». *Security Studies* 5 (no 3) : 122-163.

- Godbout, Marc. 2014. « Cyberattaque chinoise contre le Conseil national de recherches ». *Radio-Canada.ca*, 29 juillet. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/678001/cnrc-cyberattaque-chinoise> (page consultée le 20 mars 2016).
- Gold, Thomas, Doug Guthrie, and David Wank, eds. *Social connections in China: Institutions, culture, and the changing nature of guanxi*. Vol. 21. Cambridge University Press, 2002.
- Goldenberg, Eddie. 2009. *The Way It Works: Inside Ottawa*. Toronto : McClelland & Stewart.
- Goldgeier, James M. 1997. « Psychology and Security ». *Security Studies* 6 (été) : 137-166.
- Goldstein, Judith et Robert Keohane. 1993. *Ideas and Foreign Policy: Beliefs, Institutions and Political Change*. Ithaca : Cornell University Press.
- Goodman, Lee-Ann. 2014. « Stephen Harper heading to China to mend strained ties ». *Metro News*. 3 novembre. En ligne : <http://www.metronews.ca/news/canada/2014/11/03/stephen-harper-heading-to-china-to-mend-strained-ties.html> (page consultée le 15 mars 2017).
- Gotlieb, Allan. 2005. « Romanticism and realism in Canada's foreign policy ». *Policy Options* 26 (no 2) : 16-27.
- Gough, Neil. 2015. « Dentons to Merge With Dacheng of China to Create World's Largest Law Firm ». *The New Times* (New York), 28 janvier : B7.
- Graham T. Allison et Morton H. Halperin, 1972. « Bureaucratie Politics: A Paradigm and Some Policy Implications ». *World Politics : A Quarterly Journal of International Relations* 24 : 40-79.
- Gray, Colin S. 1981. « National Style in Strategy: The American Example ». *International Security* 6 (no 2) : 21-47.
- Gray, Colin S. 1986. *Nuclear Strategy and National Style*. Lanham (MD) : Hamilton Press.
- Gray, Colin S. 1990. *War, Peace and Victory: Strategy and Statecraft for the Next Century*. New York : Simon and Schuster.
- Gray, Colin S. 1999. « Strategic Culture as Context: The First Generation of Theory Strikes Back ». *Review of International Studies* 25 (no 1) : 49-69.

- Gray, Jeff. 2000. « Tone it down, Chrétien tells all sides in campaign ». *The Globe and Mail*, 15 novembre. En ligne : http://v1.theglobeandmail.com/servlet/RTGAMArticleHTMLTemplate?tf=realtime/fullstory_Election.html&cf=realtime/config-neutral&slug=wday15novfront&date=20001115 (page consultée le 9 novembre 2017).
- Greber, Dave. 1987. *Paul Desmarais, un homme et son empire*. Montréal : Les Éditions de l'Homme.
- Greenhill, Robert. 2005. « The decline of Canada's influence in the world—what is to be done for it? ». *Policy Options* 26 (2) : 34-39.
- Grieco, Joseph M. 1997. « Realist International Theory and the Study of World Politics » Dans Michael W. Doyle et G. John Ikenberry, dir., *New Thinking in International Relations Theory*. Boulder (Colorado) : Westview Press.
- Gruda, Agnès, 2014. « La foi de Stephen Harper » *La Presse.ca*, 22 janvier : <http://www.lapresse.ca/debats/chroniques/agnes-gruda/201401/22/01-4731174-la-foi-de-stephen-harper.php> (page consultée le 9 novembre 2017).
- Grunwald, Michael. 2014. « The Real Truth About the Wall Street Bailouts ». *Time*, 30 septembre. En ligne : <http://time.com/3450110/aig-lehman/> (page consultée le 16 octobre 2017).
- Guillemette, F. 2006. « L'approche de la Grounded Theory pour innover ? » *Recherches Qualitatives* 26 (no 1) : 32-50.
- Gulbrandsen, Trygve, Fredrik Engelstad, Trond Beldo Klausen, Hege Skjeie, Mari Teigen et Øyvind Østerud. 2002. *Norske makteliter*. (Les élites du pouvoir norvégien) Oslo: Gyldendal.
- Guo, Xuezhhi. 2001. « Dimensions of guanxi in Chinese elite politics ». *The China Journal* (no 46) : 69-90.
- Gutmann, Ethan. 2010. « Hacker Nation: China's Cyber Assault ». *World Affairs* 173 (no 1) : 70-79.
- Gvalia, Giorgi, Bidzina Lebanidze et Zurab Iashvili. 2011. *Political Elites, Ideas and Foreign Policy: Explaining and Understanding the International Behavior of Small States in the Former Soviet Union* Tbilisi (Georgie) : Ilia State University Press.

- Gwyn, Richard. 1985. *The 49th Paradox: Canada in North America*. Toronto: McClelland and Stewart.
- Hafner-Burton, Emilie M., Alex D. Hughes et David G. Victor. 2013. « The Cognitive Revolution and the Political Psychology of Elite Decision Making ». *Perspectives on Politics* 11 (no 2) : 368–386.
- Hafner-Burton, Emilie M., Brad L. LeVeck et David G. Victor. 2012. « Strategic Enforcement: Results from an Elite Survey Experiment on International Trade Agreements » (actes du colloque *2012 Annual Meeting of the American Association of Political Science*, 20 août 2012). En ligne https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2132948 (page consultée le 9 novembre 2017).
- Halperin, Morton H. 1974. *Shaping the flow of information : Bureaucratic power in national politics*. Boston : Little Brown.
- Halperin, Morton H. et Priscilla Clapp. 2007. *Bureaucratic Politics and Foreign Policy*. 2^{ème} édition. Washington : Brookings Institution Press.
- Handel, Michael I. 1990. *Weak states in the international system*. Londres : Frank Cass.
- Harder, Peter 2008. « Canada: China ». *The Globe and Mail*, 24 mai. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/opinion/canada-china/article719911/?page=all> (page consultée le 15 juin 2017).
- Harder, Peter. 2013. *Canada-China: Opportunities in Transition. An address to the Canadian International Council (CDFAI)*. Mars 2013. En ligne : http://www.cgai.ca/canada_china_opportunities_in_transition (page consultée le 31 mars 2017).
- Harper, Stephen et Stockwell Day. 2003. « Canadians Stand With You ». *Wall Street Journal*, 28 mars. En ligne: <https://www.wsj.com/articles/SB104881540524220000> (page consultée le 20 mars 2017).
- Harper, Stephen. 2006a. « Address by the Prime Minister to the Canadian Armed forces in Afghanistan ». Ottawa : Prime Minister's Office. 13 mars. En ligne. <http://www.pm.gc.ca/eng/media.asp?category=2&id=1056> (page consulté le 24 février 2014).

- Harper, Stephen. 2006b. *Prime Minister Stephen Harper's speech on Reviving Canadian Leadership in the World. October 5th 2006*. Ottawa : Prime Minister's Office. En ligne via CBC News.ca : http://www.cbc.ca/news2/background/harper_stephen/foreignpolicyspeech.html (page consultée le 9 novembre 2017).
- Harper, Stephen. 2008a. *Statement From Prime Minister Harper on the Situation in Tibet. March 20th 2008*. Ottawa : Prime Minister's Office. En ligne : <https://www.canada.ca/en/news/archive/2008/03/statement-prime-minister-harper-situation-tibet.html> (page consultée le 20 mars 2017).
- Harper, Stephen. 2008b. *Prime Minister's Speech for Israel's 60th Anniversary, May 8th 2008*. Ottawa : Prime Minister's Office. En ligne : <https://www.canada.ca/en/news/archive/2008/05/public-events-may-8-2008-397189.html?=&wbdisable=true> (page consultée le 15 janvier 2014). (Aussi disponible via Clanton Park Synagogue. *Mosaic* 1 (Issue 1) : 13 En ligne : <http://www.clantonpark.com/pdf/mosaic1.pdf> page consultée le 9 novembre 2017).
- Harper, Stephen. 2009. *Speech to the Canada-China Business Council, June 24th 2010*. Cité dans Paul M. Evans. 2011. « Engagement with Conservative Characteristics: Policy and Public Attitudes, 2006–2011 ». Dans Pitman B. Potter et Thomas Adams, dir., *Issues in Canada-China Relations*. Toronto: Canadian International Council. 23.
- Harper, Stephen. 2013. « Stephen Harper on Paul Desmarais ». *CBC news.ca*, 3 décembre 2013. Extrait vidéo en ligne : <http://www.cbc.ca/news/canada/montreal/stephen-harper-on-paul-desmarais-1.2449695> (page consultée le 9 novembre 2017).
- Harper, Stephen. 2014. *PM delivers remarks at a welcoming luncheon hosted by the Canada China Business Council, Beijing November 8th 2014*. Beijing : Prime Minister's Office. En ligne : <https://web.archive.org/web/20150711183518/http://pm.gc.ca/eng/news/2014/11/08/pm-delivers-remarks-welcoming-luncheon-hosted-canada-china-business-council> (page consultée le 2014). (Aussi disponible via Internet Archive.org. En ligne : <https://web.archive.org/web/20150711183518/http://pm.gc.ca/eng/news/2014/11/08/pm-delivers-remarks-welcoming-luncheon-hosted-canada-china-business-council> page consultée le 28 juillet 2014).

- Harris, Kathleen. 2013. « Conservative MPs raised concerns about CNOOC-Nexen deal ». *CBC news.ca*, 29 janvier. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/politics/3-conservative-mps-raised-concerns-about-cnooc-nexen-deal-1.1386871> (page consultée le 31 juillet 2017).
- Harris, Michael. 2014. *Party of One: Stephen Harper and Canada's Radical Makeover*. Toronto : Penguin Canada.
- Harrison, Trevor. 2002. *Requiem for a Lightweight: Stockwell Day and Image Politics*. Montréal : Black Rose Books Ltd.
- Hawes, Michael K. 1984. *Principal Power, Middle Power, or Satellite?* Toronto : York Research Programme in Strategy Studies.
- Hays, Sharon. 1994. « Structure and Agency and the Sticky Problem of Culture », *Sociological Theory* 12 (no 1) : 57-72.
- Head, Keith, et John Ries. 2010. « Do trade missions increase trade? ». *Canadian Journal of Economics* 43 (no 3) : 754-775.
- Hébert, Jacques et Pierre Elliot Trudeau. 1961. *Deux innocents en Chine rouge*. Montréal: Les Éditions de l'Homme.
- Hermann, Margaret G. et Joe D. Hagan. 1998. « International decision making: Leadership matters ». *Foreign Policy* (no 110) : 124-137.
- Hermann, Margaret G., Thomas Preston, Baghat Korany et Timothy Shaw. 2001. « Who Leads Matters: The Effects of Powerful Individuals ». *International Studies Review* 3 (no 2) : 83-131.
- Hérvouet, Gérard. 1981. *Le Canada face à l'Asie de l'Est, 1968-1980*. Québec: Les Éditions Nouvelle Optique.
- Heurer, Richards J. 1999. *The Psychology of Intelligence Analysis*. Washington : Government Printing Office.
- Higley, John, Desley Deacon et Don Smart. 1979. *Elites in Australia*. Londre et Boston : Routledge et Kegan Paul.

- Higley, John. 2010. « Elite Theory and Elites ». Dans Kevin T Leicht et Craig J. Jenkins, dir., *Handbook of politics: state and society in global perspective*. New York : Springer Science & Business Media. 161-176.
- Hilgers, Lauren. 2008. Giving in China. *Balkinization*, 11 août. En ligne : https://balkin.blogspot.ca/2008/08/giving-in-china_11.html (page consultée le 28 octobre 2017).
- Hill, Christopher. 2003. *The Changing politics of Foreign Policy*. New York: Palgrave.
- Hillmer, Norman et Adam Chapnick. 2001. « The Axworthy revolution ». Dans Fen Osier Hampson, Norman Hillmer et Maureen Appel Molot, dir., *Canada Among Nations 2001: The Axworthy Legacy*. Oxford : Oxford University Press. 67-88.
- Hillmer, Norman. 2016. « Concluding Thoughts: The Prime Minister of the Few ». Dans Adam Chapnick et Christopher J. Kukucha, dir., *The Harper Era in Canadian Foreign Policy*. Vancouver : UBC Press. 258-268.
- Hodgetts, J.E. 2006. « Prime Minister's Office ». *The Canadian Encyclopedia*. Toronto : Historica Canada.
- Hoffman, Andy et Mark Mackinnon. 2012. « Harper's ambassador to China set to leave post ». *The Globe and Mail*, 11 mai. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/harpers-ambassador-to-china-set-to-leave-post/article4170270/> (page consultée le 28 mars 2014).
- Hoffman, David. 2009. *The Dead Hand: The Untold Story of the Cold War Arms Race and its Dangerous Legacy*. New York : Knopf Doubleday Publishing Group.
- Hoffman, Andy. 2012. « Former ambassador David Mulroney ‘a bit cautious’ on China’s new leadership ». *The Globe and Mail*, 16 novembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/international-business/asian-pacific-business/former-ambassador-david-mulroney-a-bit-cautious-on-chinas-new-leadership/article5362459/> (page consultée le 20 mars 2016).
- Hoffmann-Lange, Ursula. 1992 *Eliten, macht und konflikt in der Bundesrepublik*. (Élites, pouvoir et conflit en République Fédérale). Berlin : Springer VS.

- Hogg, William. 2004. « Plus Ça Change: Continuity, Change and Culture in Foreign Policy White Papers ». *International Journal* 59 (no. 3) : 521-536.
- Holden, Michael. 2004. *Canada's Trade Policy and Economic Relationship with China*. Ottawa : Parliamentary Information and Research Service.
- Holsti, Ole R. 1989. « Crisis Decision Making ». Dans, Philip E. Tetlock, Jo L. Husbands, Robert Jervis, Paul. C. Stern et Charles Tilly, dir., *Behavior, Society, and Nuclear War*. Oxford : Oxford University Press. 8–84.
- Hopkins, Andrea. 2014. « Canada's Harper, in China, under pressure from all sides ». *Reuters*, 6 novembre. En ligne : <http://uk.reuters.com/article/uk-canada-china-harper-idUKKBN0IQ24Z20141106> (page consultée le 29 juillet 2017).
- Hoppe, Hans-Hermann. 2001. *Democracy—The God That Failed: The Economics and Politics of Monarchy, Democracy, and Natural Order*. Piscataway (New Jersey) : Transaction Publishers.
- Hopper, Tristin. 2015. « The nerd who came from nowhere: Stephen Harper knows you don't need to like a politician to elect him ». *National Post*, 13 août. En ligne : <http://nationalpost.com/news/politics/the-nerd-who-came-from-nowhere-stephen-harper-knows-you-dont-need-to-like-a-politician-to-elect-him> (page consultée le 15 janvier 2018).
- Hsiao, Hsin-Huang Michael et Cheng-Yi Lin, dir. 2009. *Rise of China: Beijing's Strategies and Implications for the Asia-Pacific*. Londres et New York : Routledge.
- Hu, Jintao. 2010. « Promote the All-round Development of the China-Canada Strategic Partnership: Speech at the Banquet Hosted by Prime Minister Stephen Harper by Hu Jintao, President of the People's Republic of China in Ottawa, June 24, 2010 ». *Beijing Review* 28. En ligne : http://www.bjreview.com/document/txt/2010-07/22/content_286489_2.htm (page consultée le 20 juin 2017).
- Hudson, Valerie. 2002. « Foreign Policy Decision-Making » Dans Richard Synder, Bruck Sapin et Valerie Hudson, dir., *Foreign Policy Decision-Making (Revisited)*. New York : Palgrave Macmillan.

- Hudson, Valerie. 2005. « Foreign Policy Analysis: Actor-Specific Theory and the Ground of International Relations ». *Foreign policy analysis* 1 (no 1) : 1-30.
- Hui, Ann. 2014. « Canadian ambassador rebukes China for jailing rights activists ». *The Globe and Mail*, 26 janvier. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/national/canadas-ambassador-to-china-criticizes-jailing-of-xu-zhiyong/article16505333/> (page consultée le 14 juillet 2017).
- Human Rights in China. 2004. « Human Rights In China— Looking Ahead ». *China Rights forum* (no 3) : 85-89.
- Ibbitson, John. 2009a. « China publicly scolds Harper for taking too long to visit ». *The Globe and Mail*, 3 décembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/china-publicly-scolds-harper-for-taking-too-long-to-visit/article4312718/> (page consultée le 20 mars 2017).
- Ibbitson, John. 2009b. « Harper vows to promote human rights ». *The Globe and Mail*, 4 décembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/harper-vows-to-promote-human-rights/article4294566/> (page consultée le 20 mars 2017).
- Ibbitson, John. 2009c. « For Harper, Canada's future is Asian ». *The Globe and Mail*, 7 décembre 2009. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/for-harper-canadas-future-is-asian/article1390903/> (page consultée le 20 mars 2017).
- Ibbitson, John. 2009d. « A new era for Canada rises in the East ». *The Globe and Mail*, 8 décembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/a-new-era-for-canada-rises-in-the-east/article1392258/> (page consultée le 20 mars 2017).
- Ibbitson, John. 2014. « Obama, Harper don't like each other, and only a new leader can thaw relations ». *The Globe and Mail*, 21 novembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/obama-harper-dont-like-each-other-and-only-a-new-leader-can-thaw-relations/article21691812/> (page consultée le 9 novembre 2017).
- Ibbitson, John. 2016. *Stephen Harper*. Toronto : Signal.
- IBP (International Business Publications). 2015. *President Jiang Zemin Handbook – Strategic information and materials*. Washington : International Business Publications.

- Ikegami, Masako. 2009. « China's grand strategy of « peaceful rise » : a prelude to a new Cold War? ». Dans Hsin-Huang Hsiao, Michael et Cheng-Yi Lin, dir., *Rise of China: Beijing's Strategies and Implications for the Asia-Pacific* Londres et New York : Routledge. 21-54.
- Isaac, Jeffrey C. 1987. « Beyond the Three Faces of Power: A Realist Critique ». *Polity* 21 (no 1) : 4-31.
- Iverson, John. 2007. « Signs hint of new approach to Chinese relations; A Question Of Rights » *National Post* (Toronto), 27 septembre : A6.
- Iverson, John. 2012. « Ottawa eyeing full-blown free trade agreement with China ». *National Post*, 11 septembre. En ligne : <http://news.nationalpost.com/news/canada/ottawa-eyeing-full-blown-free-trade-agreement-with-china> (page consultée le 15 mars 2017).
- Iverson, John. 2015. « Harper's foreign policy principles tempered by economic needs ». *National Post*, 13 avril. En ligne : <http://nationalpost.com/opinion/john-iverson-harpers-foreign-policy-principles-tempered-by-trade-needs> (page consultée le 30 septembre 2017).
- Jackson, Patrick Thaddeus. 2004. « Bridging the Gap: Towards a Realist-Constructivist Dialogue » *International Studies Review* 6 (no 2) : 337-352.
- Jackson, Robert et Georg Sorenson. 2007. *Introduction to International Relations*. 3^{ème} édition. Oxford: Oxford University Press.
- Jacobsen, Carl G., dir. 1990. *Strategic Power USA/USSR*. New York : Palgrave Macmillan.
- James, Paul. 1997. « Postdependency? The Third World in an era of globalism and late-capitalism ». *Alternatives* 22 (no 2): 205-226.
- Janis, Irving L. 1982. *Groupthink: psychological studies of policy decisions and fiascos*. 2^{ème} édition. Boston : Houghton Mifflin.
- Jeffrey, Brooke. 2011. *The Harper Minority and the Majority Myth: Implementing the Conservative Agenda*, (présentation lors du colloque 2011 Canadian Political Science Association Annual Meeting, à Waterloo Ontario le 18 mai 2011).
- Jeffrey, Brooke. 2015. *Dismantling Canada: Stephen Harper's New Conservative Agenda*. Montréal et Kingston : McGill Queen's University Press.

- Jervis, Robert, Richard Ned Lebow et Janice Groos Stein, dir. 1985. *Psychology and Deterrence*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- Jervis, Robert. 1976. *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton : Princeton University Press.
- Jiang, Wenran. 2006. « Meeting the China Challenge: Developing a China Strategy ». Dans Andrew F. Cooper et Dane Rowlands, dir., *Canada Among Nations 2005 : Split Images*. Ottawa : Carleton University Press. 251-268.
- Jiang, Wenran. 2009. « Seeking a Strategic Vision for Canada-China Relations ». *International Journal* 64 (no 4) : 891-909.
- Jiang, Wenran. 2011a. « Sino-Canadian relations: 'Strategic Partnership' II ». *The star.com*, 23 juillet. En ligne : https://www.thestar.com/opinion/editorialopinion/2011/07/23/sinocanadian_relations_strategic_partnership_ii.html (page consultée le 9 novembre 2017).
- Jiang, Wenran. 2011b. « The Dragon Returns: Canada in China's Quest for Energy Security ». Dans Pitman B. Potter et Thomas Adams, dir., *Issues in Canada – China Relations 2011*. Toronto : Canadian International Council. 165-197.
- Jiaqi, Yan, et Gao Gao, dir., 1996. *Turbulent Decade: A History of the Cultural Revolution*. Honolulu : University of Hawai'i Press, 1996.
- Jockel, Joe et Joel Sokolsky 2001. « Lloyd Axworthy's Legacy: Human Security and the Rescue of Canadian Defence Policy » *International Journal* 56 (no 1) : 1-18.
- Johnson, William. 2009. *Stephen Harper and the future of Canada*. Toronto : Douglas Gibson Books.
- Johnston, Alastair Iain, 1995b. « Thinking about Strategic Culture ». *International Security* 19 (no 4): 32-64.
- Johnston, Alastair Iain. 1995a. *Cultural Realism: Strategic Culture and Grand Strategy in Chinese History*. Princeton : Princeton University Press.

- Johnston, Alastair Iain. 1996. « Cultural Realism and Strategy in Maoist China ». Dans Peter J. Katzenstein dir., *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*. New York : Columbia University Press. 216-268.
- Kahler, Miles. 1992. « Multilateralism with Small and Large Numbers ». *International Organization* 46 (no 3) : 681-708.
- Kahneman, Daniel et Gary Klein. 2009. « Conditions for intuitive expertise: A failure to disagree ». *American Psychologist*. 64 (no 6) : 515–526.
- Kahneman, Daniel, Paul Slovic et Amos Tversky, dir. 1982. *Judgment under Uncertainty: Heuristics and Biases*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Kalina, Jon. 2014. *La droite religieuse au Canada*. Documentaire audiovisuel. Montréal : InformAction Films. Disponible en ligne : <http://www.informactionfilms.com/fr/productions/la-droite-religieuse-canada.php> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Katzenstein, Peter. 1996. *The Culture of National Security: Norms, Identity, and World Politics*. New York : Columbia University Press.
- Kaufman, Robert G. 1994. « A Two-Level Interaction: Structure, Stable Liberal Democracy, and U.S. Grand Strategy ». *Security Studies* 3 (no 4) : 678-717.
- Kaufman, Michael T. 1984. « Zhao Addresses Canada Assembly ». *The New York Times*. 18 janvier. En ligne : <http://www.nytimes.com/1984/01/18/world/zhao-addresses-canada-assembly.html> (page consultée le 11 décembre 2017).
- Keating, Tom. 2004. « A passive internationalist: Jean Chrétien and Canadian foreign policy ». *Review of Constitutional Study* 9 : 115.
- Keith, Ronald C. 1992. « China and Canada's Pacific 2000 Strategy », *Pacific Affairs* 65 (no 3) : 319-333.
- Kennedy, Mark. 2014. « The Harper Doctrine: Why Canada's Prime Minister supports Israel ». *Ottawa Citizen*, 3 août. En ligne : <http://ottawacitizen.com/news/national/the-harper-doctrine-why-canadas-prime-minister-supports-israel> (page consultée le 30 septembre 2017).

- Keohane, Robert O. 1984. *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*. Princeton Princeton : University Press.
- Keohane, Robert O. 1990. « Multilateralism: An Agenda for Research ». *International Journal* 45 (no 4) : 731–764.
- Keohane, Robert O. 2009. « The old IPE and the new ». *Review of International Political Economy* 16 (no 1) : 34-46.
- Keohane, Robert O. et Joseph Nye. 1989. *Power and Interdependence: World Politics in Transition*. Boston : Little, Brown and Company.
- Khondaker, Jafar. 2007. « Commerce du Canada avec la Chine : 1998 à 2006 ». *Faits saillants du commerce Canadien* (65-508-XIF, 14 décembre). Ottawa : Division du commerce international, Statistique Canada.
- Khong, Yuen Foong. 1992. *Analogies at War: Korean, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam Decisions of 1965*. Princeton : Princeton University Press.
- Kingston, Anne. 2014. « The politics of Jean Chrétien’s ‘cross-partisan’ birthday party ». *Macleans*’s, 22 janvier. En ligne : <http://www.macleans.ca/news/canada/jean-chretiens-cross-partisan-political-birthday-party/> (page consultée le 20 mars 2017).
- Kinsman, Jeremy. 2002. « Who is my neighbour? Trudeau and foreign policy ». *International Journal* 57 (no 1) : 57-77.
- Kirton, John et Jenilee Guebert. 2009. *A Summit of Substantial Success: The performance of the G20 in Washington in 2008*. Toronto : G20 Research Group, University of Toronto.
- Kirton, John. 1986. « The Foreign Policy Decision Process ». Dans Brian Tomlin et Maureen Appel Molot, dir., *Canada Among Nations 1985: The Conservative Agenda*. Toronto : James Lorimer & Company. 25-45.
- Kirton, John. 1988. « Managing Global Conflict: Canada and International Summitry ». Dans Maureen Appel Molot et Brian Tomlin, dir., *Canada Among Nations 1987: A World of Conflict*. Toronto : James Lorimer & Company. 22-40.
- Kirton, John. 2007. *Canadian Foreign Policy in a Changing World*. Toronto: Thomson & Nelson.

- Kirton, John. 2013. « The Harper Years, Canadian Foreign policy », (présentation à l'Université de Toronto le 26 novembre 2013). Toronto : University of Toronto.
- Korbin, Kelly. 2007. « A lifetime in the public eye: Retiring senator shares high points; his hopes for Canada ». *Jewish Independent Online*, 10 février. En ligne via Internet Archives.org : <https://web.archive.org/web/20120207013020/http://www.jewish-independent.ca/Archives/Feb06/archives05Feb10-02.html> (page consultée le 6 mars 2017).
- Koyzis, David T. 2005. « The Calgary School And The Future Of Canada ». *Comment Magazine* 23 issue 2 (Winter) : 6-10.
- Krasno, Jean et Sean LaPides. 2015. *Personality, Political Leadership, and Decision Making: A Global Perspective*. Santa-Barbara : ABC CLIO.
- Kratochwil, Friedrich V. 1991. *Rules, norms, and decisions: on the conditions of practical and legal reasoning in international relations and domestic affairs*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Kristof, Nicholas D. 1992. « China Expels Three Canadians on Rights Mission ». *The New York Times* (New York), 8 janvier : 23.
- Krugel, Lauren. 2012. « Nexen CNOOC Takeover: China's Largest-Ever Overseas Deal Shook Oilpatch and Ottawa ». *Huffington Post*. 13 décembre. En ligne : http://www.huffingtonpost.ca/2012/12/13/nexen-cnooc-takeover-shook-ottawa-oilpatch_n_2290611.html (page consultée le 28 juillet 2017).
- La Presse Canadienne. 1993a. « Chretien steps on world stage, talks rights ». *The Daily News* (Halifax), 20 novembre : 8.
- La Presse Canadienne. 1993b. « Maintenant que Washington a ratifié l'ALENA, le Canada va chercher à promouvoir son commerce sur trois front ». *Le Devoir* (Montréal), 22 novembre : A4.
- La Presse Canadienne. 1994a. « Désormais, Ottawa n'évoquera les droits de l'Homme qu'en coulisse, surtout avec des clients potentiels ». *La Presse* (Montréal), 16 mars : B5.
- La Presse Canadienne. 1994b. « IN BRIEF: Chretien to visit China to expand Canada's trade ». *The Daily News* (Halifax), 16 mars : 11.

- La Presse Canadienne. 1996. « Chrétien rencontre Jiang : brève allusion au respect des droits de la personne ». *La Presse* (Montréal), 24 novembre : A6.
- La Presse Canadienne. 1997. « Chinese president ends Canada visit with warm sendoff ». *The Daily News* (Halifax), 30 novembre : 11.
- La Presse Canadienne. 2006. « House of Commons grants Dalai Lama honorary Canadian citizenship ». *La presse Canadienne*, 22 juin. En ligne via international Campaign for Tibet : <https://www.savetibet.org/canada-to-bestow-top-honor-to-the-dalai-lama/> (page consultée le 10 novembre 2017).
- La Presse Canadienne. 2007. « China is top espionage risk to Canada: CSIS ». *CTV news.ca*, 30 avril. En ligne : <http://www.ctvnews.ca/china-is-top-espionage-risk-to-canada-csis-1.239466> (page consultée le 10 novembre 2017).
- La Presse Canadienne. 2008. « China rights issues, business both on the table for Canada: Emerson ». *The Globe and Mail*, 8 janvier. En ligne : https://beta.theglobeandmail.com/news/world/china-rights-issues-business-both-on-the-table-for-canada-emerson/article1049881/?ref=http://www.theglobeandmail.com&reqid=%257B%257Brequest_id%257D%257D (page consultée le 10 novembre 2017).
- La Presse Canadienne. 2009. « Harper, Chinese foreign minister share warm moment for cameras ». *CBC news.ca*, 23 juin. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/canada/harper-chinese-foreign-minister-share-warm-moment-for-cameras-1.863291> (page consultée le 10 novembre 2017).
- La Presse Canadienne. 2012a. « La Chine doit respecter les mêmes règles que le Canada, soutient Harper ». *Radio-Canada.ca*, 7 septembre. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/regions/colombie-britannique/2012/09/07/002-chine-respect-memes-regles-canada-harper-apec.shtml> (page consultée le 20 mars 2016).
- La Presse Canadienne. 2012b. « Un accord Canada-Chine pourrait nuire aux provinces, selon Thomas Mulcair ». *Radio-Canada.ca*, 13 novembre. En ligne : <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2012/11/13/011-accord-canada-chine-nefaste-provinces-thomas-mulcair.shtml> (page consultée le 20 mars 2016).

- La Presse Canadienne. 2012c. « Ottawa autorise le rachat de Nexen par CNOOC ». *Journal Métro.com*, 7 décembre. En ligne : <http://journalmetro.com/actualites/national/204000/ottawa-autorise-le-rachat-de-nexen-par-cnooc/> (page consultée le 27 juillet 2017).
- La Presse Canadienne. 2012d. « Jason Kenney confident CNOOC will abide by undertakings in Nexen deal ». *Maclean's*, 17 décembre. En ligne : <http://www.macleans.ca/general/jason-kenney-confident-cnooc-will-abide-by-undertakings-in-nexen-deal/> (page consultée le 29 juillet 2017).
- La Presse Canadienne. 2013a. « L'ambassadeur canadien en Chine s'est vu fermer la porte du Tibet ». *Radio-Canada.ca*, 27 février. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/National/2013/02/27/001-ambassadeur-canadien-pek-in-tibet-interdiction.shtml> (page consultée le 20 février 2014).
- La Presse Canadienne. 2013b. « Sarkozy and Harper among slew of dignitaries attending Desmarais tribute ». *Maclean's*, 3 décembre. En ligne : <http://www.macleans.ca/news/canada/sarkozy-and-harper-among-slew-of-dignitaries-attending-desmarais-tribute> (page consultée le 10 novembre 2017).
- La Presse Canadienne. 2014a. « Harper s'envolera sous peu vers la Chine ». *Radio-Canada.ca*, 3 novembre. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/692250/harper-chine-visite> (page consultée le 15 mars 2017).
- La Presse Canadienne. 2014b. « Harper évoque la liberté de culte avec un dignitaire chinois ». *Radio-Canada.ca*, 7 novembre. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/international/2014/11/07/014-stephen-harper-chine-liberte-religion-demolition-eglises-croix.shtml> (page consultée le 27 juillet 2017).
- La Presse Canadienne. 2014c. « Canada-China agreements and initiatives ». *National Newswatch*, 8 novembre. En ligne : <http://www.nationalnewswatch.com/2014/11/08/canada-china-agreements-and-initiatives/#.WXoFKdXhC03> (page consultée le 27 juillet 2014).
- La Presse Canadienne. 2014d. « Cyberattaque contre le CNRC : les pirates chinois ont eu recours à l'hameçonnage ». *Radio-Canada.ca*, 13 décembre. En ligne : <http://ici.radio->

canada.ca/nouvelle/698183/cyberattaque-cnrc-details-rapport-gouvernement (page consultée le 20 mars 2016).

La Presse Canadienne. 2016. « Harper se joint au cabinet Dentons ». *Radio-Canada.ca*, 12 septembre. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/802486/stephen-harper-associates-dentons-cabinet-avocats-calgary> (page consultée le 28 juillet 2017).

La Presse. 2014. « Accord Canada-Chine sur les investissements étrangers ». *La Presse* (Montréal), 13 septembre : Affaires 2.

Labelle, Aurélie. 2006. « L'âge d'or des relations franco-canadiennes ». *L'express*, 14 novembre. En ligne : <https://l-express.ca/lage-dor-des-relations-franco-canadiennes/> (page consultée le 15 mars 2017).

Labrecque, Charles-Louis. 2015. *L'évolution des politiques du Canada à l'égard des droits de la personne en Chine (1984-2014) : L'influence des premiers ministres*. Thèse de doctorat. Ministère de science politique. Université Laval.

Labrecque, Charles-Louis. 2016. « The Evolution of Canada's Policy Towards Human Rights in China Since 1970 ». Dans Huhua Cao et Jeremy Paltiel, dir., *Facing China as a New Global Superpower Domestic and International Dynamics from a Multidisciplinary Angle*. Singapour : Springer. 81-107.

Labs. Eric J. 1997. « Beyond Victory: Offensive Realism and the Expansion of War Aims », *Security Studies* 6 (no 4) : 1-49.

Laghi, Brian et Steven Chase. 2008. « Harper commits to China visit ». *The Globe and Mail*, 24 septembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/national/harper-commits-to-china-visit/article660015/> (page consultée le 22 juillet 2017).

Laghi, Brian. 2001a. « Chrétien turns up the heat on China ». *The Globe and Mail*, 15 février. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/chretien-turns-up-the-heat-on-china/article1030192/> (page consultée le 20 mars 2017).

Laghi, Brian. 2001b. « Pm takes a bold step in China ». *The Globe and Mail*, 19 février. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/news/national/pm-takes-bold-step-in-china/article25432729/> (page consultée le 20 mars 2017).

- Laghi, Brian. 2005. « Tory MP honours Chinese reformer ». *The Globe and Mail* (Toronto), 22 janvier : A4.
- Laghi, Brian. 2006. « Harper promises he won't 'sell out' on rights; Moral stand trumps trade with China, PM says after snub ». *The Globe and Mail* (Toronto), 16 novembre : A1.
- Laghi, Brian. 2007a. « Relations with China need nurturing, MacKay says ». *The Globe and Mail*, 23 avril. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/national/relations-with-china-need-nurturing-mackay-says/article683791/> (page consultée le 15 mai 2017).
- Laghi, Brian. 2007b. « Harper urges China to improve image ». *The Globe and Mail*, 9 juin. En ligne : <https://beta.theglobeandmail.com/news/world/harper-urges-china-to-improve-image/article687503/?ref=http://www.theglobeandmail.com&> (page consultée le 6 juin 2017).
- Laird, Gordon. 2000. « Can Stockwell Day separate church from state? ». *The Globe and Mail*, 17 juillet. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/opinion/can-stockwell-day-separate-church-from-state/article768825/> (page consultée le 15 mars 2017).
- Lake, David A. Power. 1988. *Protection and Free Trade: International Sources of US Commercial Strategy*. Ithaca (New York) : Cornell University Press.
- Lan, Lijun. 2010. *Remarks by H.E. Ambassador Lan Lijun at the Reception celebrating 40th Anniversary of China-Canada Diplomatic Relations in Ottawa*. En ligne : <https://cloudfront.ualberta.ca/-/media/china/media-gallery/conferences/2010-40th-canada-china/201040threlationsamblanremarks.pdf> (page consultée le 22 juin 2017).
- Lapid, Yosef et Friedrich V. Kratochwil. 1996. *The Return of Culture and Identity in International Relations Theory*. Boulder (Colorado) : Lynne Rienner.
- Larson, Deborah Welch. 1985. *Origins of Containment: A Psychological Explanation*. Princeton : Princeton University Press.
- Larson, Deborah Welch. 1993. *Reagan, Bush, and Gorbachev: Changing Images and Building Trust*. (présentation lors du colloque 1993 Annual Meeting of the International Studies Association tenu à Acapulco au Mexico du 23 au 27 mars 1993).
- Lasswell, Harold D. et Daniel Lerner. 1952. *The Comparative Study of Elites*. Stanford : Stanford University Press.

- Lau, Patricia, 2001. « Chretien leaves with \$3.46bn in deals ». *CNN Word*, 19 février. En ligne : [http://edition.cnn.com/2001/WORLD/asiapcf/east/02/19/chretien.deals. business/](http://edition.cnn.com/2001/WORLD/asiapcf/east/02/19/chretien.deals.business/) (page consultée le 20 mars 2017).
- Lebow, Rrichard N. et Janice G. Stein. 1990. « Deterrence: The Elusive Dependent Variable ». *World Politics* 42 (no 3) :336–369.
- Leduc, Louise. 2013. « Paul Desmarais: je l'aimais comme un frère, Brian Mulroney ». *La Presse*, 10 octobre. En ligne : <http://www.lapresse.ca/actualites/national/2013/10/10/01-4698320-paul-desmarais-je-laimais-comme-un-frere-brian-mulroney.php> (page consultée le 15 mars 2017).
- Lee, Peter. 2012. « China's Nexen Deal Tangled Up With Keystone Pipeline ». *Asia times online*, 6 octobre. En ligne : http://www.atimes.com/atimes/China_Business/NJ06Cb01.html (page consultée le 28 juillet 2017).
- Leeder, Jessica. 2009. « Chinese-Canadian Diaspora Fostering Bond ». *The Globe and Mail*, 31 mars. Cité dans Kenny Zhang. 2011a. « Flows of People and the Canada-China Relationship ». Dans Pitman B. Potter et Thomas Adams, dir., *Issues in Canada – China Relations 2011*. Toronto : Canadian International Council. 198-232.
- Lefrançois, Eric. 2016. « Canada's Foreign Policy Toward the People's Republic of China: Continuity and Change Since 1949 ». Dans Huhua Cao et Jeremy Paltiel, dir., *Facing China as a New Global Superpower Domestic and International Dynamics from a Multidisciplinary Angle*. Singapour : Springer. 81-107
- Legro, Jeffrey W. 1996. « Culture and Preferences in the International Cooperation Two-Step ». *The American Political Science Review* 90 (no 1) : 118-137.
- Legro, Jeffrey W. 2000. « The Transformation of Policy Ideas ». *American Journal of Political Science* 44 (no 3) : 419-432.
- Legro, Jeffrey W. 2005. *Rethinking the World: Great Power Strategies and International Order*. Ithaca (NY) : Cornell University Press.
- Legro, Jeffrey W. et Andrew Moravcsik. 1999. « Is Anybody Still a Realist? ». *International Security* 24 (no 2) : 5-55.

- Legro, Jeffrey W., Andrew Moravcsik, Peter D. Feaver, Gunther Hellman, Randall L. Schweller, Jeffrey W. Taliaferro et William C. Wohlforth. 2000. « Brother Can You Spare a Paradigm? (Or Was Anybody Ever a Realist?) ». *International Security* 25 (no 1) : 165-193.
- Lehne, Stefan. 2015. *Are Prime Ministers Taking Over EU Foreign Policy?* Washington : Carnegie Endowment for International Peace.
- Lentner, Howard H. 1976. « Foreign Policy Decision Making: The Case of Canada and Nuclear Weapons ». *World Politics* 29 (no 1) : 29–66.
- Lescot, Patrick. 2013. « Xi Jinping devient le président de la Chine ». *La Presse.ca*, 14 mars. En ligne : <http://www.lapresse.ca/international/asie-oceanie/201303/14/01-4630956-xi-jinping-devient-le-president-de-la-chine.php> (page consultée le 27 juillet 2014).
- Levin, Dan. 2017. « Couple held as spies by Chinese speak out ». *The Toronto Star* (Toronto), 2 janvier : A2.
- Levy, Jack S. 2013. « Psychology and Foreign Policy Decision-Making ». Dans Leonie Huddy, David O. Sears et Jack S. Levy, dir., *The Oxford Handbook of Political Psychology*, 2^{ème} édition. Oxford : Oxford University Press. 301-333.
- Li, Minqi. 1996. « China: six years after Tiananmen ». *Monthly Review* 47 (no 8) 1-9.
- Liberal Party of Canada, 1993. *The Liberal party of Canada Red Book - Creating Opportunity: The Liberal Plan for Canada*. En ligne via Internet Archive : https://web.archive.org/web/19961109140129/http://www.liberal.ca/english/policy/red_book/chapter8.html (page consultée le 20 mars 2017).
- Liu, Xuecheng. 2010. « A Boost for Sino-Canadian Ties. Beijing Review ». *Beijing Review* 27. En ligne: http://www.bjreview.com/Cover_Story_Series_2010/2010-07/05/content_283024.htm (page consultée le 15 juin 2017).
- Liu, Xuecheng. 2011. « CIIS Comment: China and Canada in the Global Arena ». Dans Pitman B. Potter et Thomas Adams, dir., *Issues in Canada – China Relations 2011*. Toronto : Canadian International Council. 388-396.
- Ljunggren, David. 2012. « CSIS warning on China security threat dogged CNOOC-Nexen debate in Canada ». *Financial Post* (Reuters). 24 décembre. En ligne :

<http://business.financialpost.com/commodities/energy/csis-warning-on-china-security-threat-dogged-cnooc-nexen-debate-in-canada/wcm/9c7adddf-c787-46c3-b359-b16ac685a8f2> (page consultée le 25 juin 2017).

Ljunggren, David. 2014. « Spying case heightens China-Canada tensions, reflects split in Ottawa ». *Reuteurs*, 6 août. En ligne : <https://www.reuters.com/article/us-china-canada-investigation-tensions/spying-case-heightens-china-canada-tensions-reflects-split-in-ottawa-idUSKBN0G607R20140806> (page consultée le 27 juillet 2017).

Lo, Sonny Shiu-Ling. 2011. « The Politics of Soft Power in Sino-Canadian Relations: Stephen Harper's Visit to China and the Neglected Hong Kong Factor ». Dans Huhua Cao et Vivienne Poy, dir., *The China Challenge: Sino-Canadian Relations in the 21st Century*. Ottawa : University of Ottawa Press. 66–80.

Lobell, Steven E. 2009. « Threat assessment, the state, and foreign policy : a neoclassical realist model ». Dans Steven E. Lobell, Norrin M. Ripsman et Jeffrey W. Taliaferro, dir., *Neo-classical Realism, the State and Foreign Policy*. Cambridge : Cambridge University Press : 42-74.

Lobell, Steven E. 2012. « Power disparities and strategic trade ». Dans Kristen P. Williams, Steven E. Lobell et Jesse G. Neal, dir., *Beyond Great Powers and Hegemons: Why Secondary States Support, Follow, or Challenge*. Stanford : Stanford University Press. 81-96.

Lobell, Steven E., Norrin M. Ripsman et Jeffrey W. Taliaferro, dir. 2009. *Neo-classical Realism, the State and Foreign Policy*. Cambridge : Cambridge University Press.

Luckerhoff, Jason et François Guillemette, dir. 2012. *Méthodologie de la théorisation enracinée : Fondements, procédures et usages*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Lukes, Steven. 1974. *Power: A Radical View*. London : Macmillan.

Lundy, Matt. 2013. « The life of Paul Desmarais: from bus operator to connected billionaire ». *The Globe and Mail*, 9 octobre 2013. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/the-life-of-paul-desmarais-from-bus-operator-to-connected-billionaire/article14787238/> (page consultée le 20 mars 2017).

- Lunman, Kim. 2004. « Mitchell Sharp dies at 92 ». *The Globe and Mail*, 20 mars. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/news/national/mitchell-sharp-dies-at-92/article20429078/> (page consultée le 20 mars 2017).
- Lunn, Susan. 2014. « Stephen Harper heads to China to 'reanimate' trade relations ». *CBC News.ca*, 5 novembre. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/politics/stephen-harper-heads-to-china-to-reanimate-trade-relations-1.2823836> (page consultée le 28 juillet 2017).
- Lüthi, Lorenz M. 2010. *The Sino-Soviet split: Cold War in the communist world*. Princeton : Princeton University Press.
- MacCharles, Tonda. 2006. « Harper downplays rebuff ». *The Toronto Star* (Toronto), 16 novembre : A3.
- Mackerras, Colin, Donald Hugh McMillen et Donal Andrew Watson. 1998. *Dictionary of the Politics of the People's Republic of China*. Londres : Routelage. 1998.
- Mackey, Lloyd. 2006. *The Pilgrimage of Stephen Harper*. Toronto : ECW Press.
- Mackinnon, Mark 2009. « Selection of envoy signals thawing ties with China ». *The Globe and Mail*, 11 avril. En ligne <https://www.theglobeandmail.com/news/world/selection-of-envoy-signals-thawing-ties-with-china/article1196262/> (page consultée le 22 juin 2017).
- Mackinnon, Mark. 2012a. « Beyond the pandas, Stephen Harper's China visit heavy on trade, light on human rights ». *The Globe and Mail*, 11 février. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/beyond-the-pandas-stephen-harpers-china-visit-heavy-on-trade-light-on-human-rights/article2335106/> (page consultée le 22 juin 2017).
- Mackinnon, Mark. 2012b. « Lai's sentencing marks the end of China's Great Gatsby ». *The Globe and Mail*, 18 mai. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/news/world/lai-sentencing-marks-the-end-of-chinas-great-gatsby/article4186792/> (page consultée le 20 mars 2017).
- Mahoney, Jill et Scott Lilwall. 2009. « A chronology of Canada-China relations ». *The Globe and Mail*, 3 décembre. En ligne : <https://beta.theglobeandmail.com/news/world/a-chronology-of-canada-china->

[relations/article4294370/?ref=http://www.theglobeandmail.com&](http://www.theglobeandmail.com/relations/article4294370/?ref=http://www.theglobeandmail.com&) (page consultée le 22 juillet 2017).

- Malloy, Jonathan. 2009. « Bush/Harper? Canadian and American Evangelical Politics compared ». *American Review of Canadian Studies* 39 (no 4) : 352-363.
- Manicom, James et Andrew O'Neil. 2012. « China's rise and middle power democracies: Canada and Australia compared ». *International Relations of the Asia Pacific* 12 (no 2) : 199-228.
- Manning, Preston. 2009. « Honesty is the best policy ». *The Globe and Mail*, 28 décembre 2009. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/opinion/honesty-is-the-best-policy/article4297187/> (page consultée le 20 mars 2017).
- Manning, Preston. 2012. « Principles, not mere pragmatism, should drive the Nexen decision ». *The Globe and Mail*, 22 novembre 2012. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/opinion/principles-not-mere-pragmatism-should-drive-the-nexen-decision/article5538105/> (page consultée le 25 juillet 2017).
- Mansbridge, Peter. 2015. « Full text of Peter Mansbridge's interview with Stephen Harper ». *CBC news.ca*, 7 septembre. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/politics/canada-election-2105-full-text-of-peter-mansbridge-s-interview-with-stephen-harper-1.3218399> (page consultée le 22 mars 2016).
- Manulak, Michael W. 2009. « Canada and the Kosovo Crisis: A 'Golden Moment' in Canadian Foreign Policy? ». *International Journal* 64 (no 2) : 565–581.
- Marissal, Vincent, 1997. « Sans tambour ni trompette, Ottawa travaille à la libération de dissidents chinois ». *La Presse* (Montréal), 31 octobre : B7.
- Martin, Lawrence 2003. *Iron Man: The Defiant Reign of Jean Chretien*. Toronto : Viking.
- Martin, Patrick. 2010. « Canada and the Middle East ». Dans Fen Osler Hampson et Paul Heinbecker, dir., *Canada Among Nations 2009-2010: As Others See Us*. Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press. 195–201.
- Martin, Paul. 2005. « Address to the Canada-China Business Council, Beijing January 21st 2005 ». Cité dans Paul Evans. 2014. *Engaging China: Myth, Aspiration, and Strategy in Canadian Policy from Trudeau to Harper*. Toronto: University of Toronto Press, 52-53.

- Martin, Paul. 2008. *Paul Martin : Contre vent et marées*. Montréal : Fides.
- Martin, Sandra 2013. « Behind the scenes, Paul Desmarais was a force in Canadian politics ». *The Globe and Mail*, 9 octobre. En ligne : <https://beta.theglobeandmail.com/report-on-business/behind-the-scenes-paul-desmarais-was-a-force-in-canadian-politics/article14768860/?ref=http://www.theglobeandmail.com&> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Mason, Mark. 2010. « Sample size and saturation in PhD studies using qualitative interviews ». *Forum: qualitative social research* 11 (no 3).
- Massie, Justin. 2013. « Canada's War for Prestige in Afghanistan: A Realist Paradox? ». *International Journal* 68 (no 2) : 274-288.
- Matlock, Jack F. 2005. *Reagan and Gorbachev: How the cold war ended*. New York : Random House.
- Maureen Appel Molot. 1990. « Where do we, should we, or can we sit? A review of Canadian foreign policy literature ». *Journal of Canadian Studies* 1 (no 2) : 77-96.
- Mayada, Andrew. 2012. « Nexen shows no confidence yet in Harper assent ». *Bloomberg News*, 8 août. En ligne : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2012-08-20/nexen-shows-no-confidence-yet-in-harper-assent> (page consultée le 20 mars 2016).
- Mayeda, Andrew et Theophilos Argitis. 2012. « CNOOC-Nexen bid tests Harper's China policy ». *Financial post* (Bloomberg News), 8 août 2012. En ligne : <http://business.financialpost.com/commodities/energy/cnooc-nexen-bid-tests-harpers-china-policy/wcm/81260072-146b-45ad-9a42-0e929ef48fe6> (page consultée le 27 juillet 2017).
- McCarthy, Shawn et Bill Curry. 2012. « Looming Nexen deal reveals fault lines in Tory camp ». *The Globe and Mail*, 14 septembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/looming-nexen-deal-reveals-fault-lines-in-tory-camp/article4547337/> (page consultée le 20 juillet 2017).
- McCarthy, Shawn et Steven Chase. 2012. « Ottawa approves Nexen, Progress foreign takeovers ». *The Globe and Mail*, 7 décembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/globe->

[investor/ottawa-approves-nexen-progress-foreign-takeovers/article6107548/](http://www.theglobeandmail.com/globe-investor/ottawa-approves-nexen-progress-foreign-takeovers/article6107548/) (page consultée le 20 juillet 2017).

McCarthy, Shawn. 2012. « CNOOC's bid for Nexen fuels security concerns ». *The Globe and Mail*, 17 octobre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/globe-investor/cnoocs-bid-for-nexen-fuels-security-concerns/article4619564/> (page consultée le 28 juillet 2017).

McDonald, Marci. 2004. « The Man behind Stephen Harper ». *The Walrus*, 12 octobre. En ligne : <https://thewalrus.ca/the-man-behind-stephen-harper/> (page consultée le 10 novembre 2017).

McDonald, Marci. 2006. « Stephen Harper and the Theo-cons : The rising clout of Canada's religious right ». *The Walrus*, 12 octobre. En ligne : <https://thewalrus.ca/stephen-harper-and-the-theo-cons/> (page consulté le 25 mars 2017).

McDonald, Marci. 2010. *The Armageddon Factor: The Rise of Christian Nationalism in Canada*. Toronto : Random House.

McDorman, Ted L. 1997. « Canada and Conflict Resolution in the South China Sea ». Dans Fen Osler Hampson, Maureen Appel Molot et Martin Rudner, dir., *Canada Among Nations 1997: Asia Pacific Face-Off*. Ottawa : Carleton University Press 281-98.

Mcilroy, Anne. 2009. « Science minister won't confirm belief in evolution ». *The Globe and Mail* (Toronto), 17 mars. En ligne : <https://beta.theglobeandmail.com/news/national/science-minister-wont-confirm-belief-in-evolution/article17940499/?ref=http://www.theglobeandmail.com&> (page consultée le 28 mars 2017).

Mcintosh, Andrew R. 2012. « Stephen Harper ». The Canadian Encyclopedia. Toronto : Historica Canada. En ligne : <http://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/stephen-joseph-harper/> (page consulté le 15 janvier 2018).

McLellan, Wendy. 1989. « Beijing Ambassador's Withdrawal Called For ». *Vancouver Sun* (Vancouver), 12 juin : B1.

McLeod, Judi. 2010. « Globe and Mail hyperventilating on Harper picture misses the real news : Epoch Times and Tang Dynasty barred from coverage ». *Canada Free Press*, 25 juin. En

ligne : <http://canadafreepress.com/article/globe-and-mail-hyperventilating-on-harper-picture-misses-the-real-news> (page consultée le 25 juin 2015).

- Mearsheimer, John J. 1994. « The False Promise of International Institutions ». *International Security* 19 (no 3) : 5-49.
- Mearsheimer, John J. 2003. *The Tragedy of Great Power Politics (Updated Edition)*. New York : WW Norton & Company.
- Mearsheimer, John J. 2006. « China's Unpeaceful rise ». *Current History* 105 (no 690) : 160-162.
- Mearsheimer, John J. 2010. « The Gathering Storm: China's Challenge to US Power in Asia ». *The Chinese Journal of International Politics* 3 (no 4) : 381–396.
- Meister Roy, Jason Alexander. 2013. *An Event Study Analysis of the Nexeen-CNOOC Takeover: Implications for the Canadian Market*. Mémoire de maîtrise. Département d'économie. Université d'Ottawa.
- Melakopides, Costas. 1998. *Pragmatic Idealism Canadian Foreign Policy, 1945-1995*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press.
- Melissen, Jan. 2003. « Summit diplomacy coming of age ». *Netherlands Institute of International Relations – Discussion Papers in Diplomacy* (Mai 2003) : 1-24.
- Mercer, Jonathan. 1996. *Reputation and International Politics*. Ithaca (New York) : Cornell University Press.
- Michaud, Nelson et Kim Richard Nossal. 2000. « Les nouveaux espaces de la politique étrangère canadienne (1984-1993) ». *Études internationales* 31 (no 2) : 241-252.
- Michaud, Nelson. 2006. « The Prime Minister, PMO and PCO: Makers of Canadian Foreign Policy ». Dans Patrick James, Nelson Michaud et Marc O'Reilly, dir., *Handbook of Canadian Foreign Policy*. Toronto : Lexington Books.
- Michaud, Nelson. 2011. « Setting the Canadian Foreign Policy Agenda, 1984–2009: Prime Ministers as Prime Actors? » Dans Greg Donaghy et Michael K. Carroll. *In the National Interest. Canadian Foreign Policy and the Department of Foreign Affairs and International Trade, 1909-2009*. Calgary : University of Calgary Press. 181-205.

- Mickelburg, Rob. 1996. « Tough Chinese Premier thaws Chretien allows himself some modest shenanigans with Li Peng on visit to Shanghai ». *The Globe and Mail*, (Toronto), 27 novembre : A18.
- Mickleburgh, Rob. 2011. « Coincidence? Decision to deport fugitive comes as Baird off to Beijing ». *The Globe and Mail*, 14 juillet. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/news/british-columbia/coincidencedecision-to-deport-fugitive-comes-as-baird-off-to-beijing/article626323/> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Mickleburgh, Rod. 2008. « No plans yet for Harper appearance at Games ». *The Globe and Mail*, 9 août. En ligne : <http://v1.theglobeandmail.com/servlet/story/RTGAM.20080809.wolym-harper-09/front/Front/Front/> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Mills, Charles. Wright. 1956. *The Power Elite*. New York : Oxford University Press.
- Milner, Arthur. 2011. « The Christian right, Israel and Stephen Harper ». *Inroad Journal* 29 (été/automne) : 8-11.
- Mintz, Alex. 2004. « How do Leaders Make Decision?: A Poliheuristic Perspective ». *The Journal of Conflict Resolution* 48 (no 1) : 3-13.
- Moens, Alexander. 2008. « Afghanistan and the Revolution in Canadian Foreign Policy ». *International Journal* 63 (no 3) : 569–586.
- Morgenthau, Hans J.. 1948. *Politics Among Nations*. Boston : McGraw Hill.
- Morgenthau, Hans. 1973. *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*. New-York : Knopf.
- Morin, David et Stéphane Roussel. 2014. « Autopsie de la politique étrangère de Stephen Harper: un examen préliminaire ». *Canadian Foreign Policy Journal* 20 (no 1) : 1-8.
- Morrison, David R. 1994. « The Choice of Bilateral Aid Recipients », Dans Cranford Pratt, dir., *Canadian International Development Assistance Policies : An Appraisal*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press. 123-155.

- Morrison, David R. 1998. *Aid and Ebb Tide*, Waterloo (Ont) : Wilfrid Laurier University Press and the North-South Institute.
- Morse, Janice M. « The significance of saturation ». *Qualitative Health Research* 5 (no 2) : 147-149.
- Mousseau, Michael. 2003. « The Nexus of Market Society, Liberal Preferences, and Democratic Peace: Interdisciplinary Theory and Evidence ». *International Studies Quarterly* 47 (4): 483–510.
- Mujahid, Ghazy, Ann H. Kim et Guida C. Man. 2011. « Transnational Intergenerational Support: Implications of Aging in Mainland China for the Chinese in Canada ». Dans Huhua Cao et Vivienne Poy, dir., *The China Challenge: Sino-Canadian Relations in the 21st Century*. Ottawa : University of Ottawa Press. 183–204.
- Mulroney, Brian. 2011. *Memoirs*. Toronto : McClelland & Stewart.
- Mulroney, David. 2012. « There's no shortcut to China ». *The Globe and Mail*, 6 novembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/opinion/theres-no-shortcut-to-china/article4947073/> (page consultée le 28 juillet 2017).
- Murray, Lowell. 2013. « Harper is controlling, but don't think Trudeau or Mulcair would be better ». *The Globe and Mail*, 11 septembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/harper-is-too-controlling-but-dont-think-trudeau-or-mulcair-would-be-better/article14241397/> (page consultée le 28 juillet 2017).
- Nadeau, Christian. 2011. *Rogue in power: Why Stephen Harper is remaking Canada by stealth*. Toronto : James Lorimer & Company.
- National Post. 2007. « Three Canadian demonstrators deported to Hong Kong after being detained in China ». *National Post* (Toronto). 9 août : A3.
- Neill, Brennan. 2015. « Brian Mulroney, Ronald Reagan private chat uncovered ». *CBC News*, 24 janvier. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/canada/montreal/brian-mulroney-ronald-reagan-private-chat-uncovered-1.2932750> (page consultée le 15 mars 2017).
- Nelson D. Schwartz et Rachel Abrams. 2015. « Advisers Work to Calm Fearful Investors ». *The New York Times*. 24 août. En ligne :

<https://www.nytimes.com/2015/08/25/business/dealbook/advisers-work-to-calm-fearful-investors.html> (page consultée le 10 novembre 2017).

Nelson, Miranda. 2013. « Memo says Stephen Harper personally asked China for panda loan ». *The Georgia Straight*. 22 mars. En ligne : <http://www.straight.com/blogra/364896/memo-says-stephen-harper-personally-asked-china-panda-loan> (page consultée le 28 juillet 2017).

Neufeld, Mark. 1995. « Hegemony and foreign policy analysis : The Case of Canada as middle power ». *Studies in political economy* 48 (automne) : 6-29.

Newman, Peter C. 2006. *The secret Mulroney tapes: unguarded confessions of a Prime Minister*. Toronto : Vintage Canada.

Newman, Peter C. 2014. *The Canadian Establishment*. Toronto : McClelland & Stewart.

Nitsch, Volker. 2007. « State visits and international trade ». *World Economy* 30 (no 12) : 1797-1816.

Noble, John J. 2008. « PMO/PCO/DFAIT: Serving the Prime Minister's Foreign Policy Agenda ». Dans Jean Daudelin et Daniel Schwanen, dir., *Canada Among Nations 2007: What Room for Manoeuvre*. Kingston et Montréal : McGill-Queen's University Press : 38-65.

Nossal, Kim Richard et Leah Sarson. 2014. « About face: explaining changes in Canada's China policy, 2006–2012 ». *Canadian Foreign Policy Journal* 20 (no 2) : 146-162.

Nossal, Kim Richard, Stéphane Roussel et Stéphane Paquin. 2015. *The politics of Canadian foreign policy*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press.

Nossal, Kim Richard. 1994. *Rain dancing: Sanctions in Canadian and Australian foreign policy*. Toronto: University of Toronto Press.

Nossal, Kim Richard. 1997. *The politics of Canadian foreign policy*. 3^{ème} édition. Scarborough (Ontario) : Prentice Hall Canada.

Nossal, Kim Richard. 2003. « The Mulroney Years: Transformation and Tumult ». *Policy Options* 24 (no 6) : 76-81.

- Nossal, Kim Richard. 2004. « Defending the "Realm": Canadian Strategic Culture Revisited ». *International Journal* 59 (no 3) : 503-520.
- Nossal, Kim Richard. 2007. « Right and Wrong in Foreign Policy 40 Years on: Realism and Idealism in Canadian Foreign Policy ». *International Journal* 62 (no 2) : 263-277.
- Nossal, Kim Richard. 2013. « The Liberal Past in the Conservative Present: Internationalism in the Harper Era ». Dans Heather A. Smith and Claire Turenne Sjolander, dir., *Canada in the World: Internationalism in Contemporary Canadian Foreign Policy*. Toronto : Oxford University Press : 21-35.
- Nye, Joseph. 2004. *Soft Power: the Mean to Success in World Politics*. New-York : Public Affairs.
- O'Brien, Maire. 1992. *Canada China Policy in the Aftermath of Tiananmen: A Bureaucratic Politics Perspective*. (article présenté lors du 64th Annual Meeting of the Canadian Political Science Association, à Charlottetown, du 31 au 2 juin 1992).
- O'Reilly, Michelle et Nicola Parker. 2013. « 'Unsatisfactory Saturation': a critical exploration of the notion of saturated sample sizes in qualitative research ». *Qualitative research* 13 (no 2) : 190-197.
- Oberdorfer, Don. 1998. *From the Cold War to a new era: the United States and the Soviet Union, 1983-1991*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- O'Hara-Byrne, Ben. 2009. « Canada, China agree to renew human rights talks ». *Vancouver Sun* (Vancouver), 13 mai : B7.
- Oliver, Dean. 1998. « External affairs and defence ». Dans David Leyton-Brown, dir., *Canadian Annual Review of Politics and Public Affairs 1992*. Toronto : University of Toronto Press. 78-160.
- ONU. 1951. Résolution 498 de l'Assemblée générale sur l'intervention en Corée du Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine. A/RES/498. (V). 332^{ème} séance plénière. 5 novembre 1951.
- Oum, Tae H. 2007. « We must act now on Pacific gateway ». *The Globe and Mail*, 13 août. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/we-must-act-now-on-pacific-gateway/article1079938/> (page consultée le 10 novembre 2017).

- Oum, Tae H. et Jose Tongzon. 2007. *The role of port performance in gateway logistics* (actes du colloque *1st International Conference on Gateways and Corridors. Canada's Asia-Pacific*, Vancouver).
- Page, Don. 1985. « The Representation of China in the United Nations : Canadian Perspectives and Initiatives, 1949-1971 ». Dans Paul Evans et Michael Frolic, dir., *Reluctant Adversaries : Canada and The People's Republic of China*. Toronto : University of Toronto Press, 73-105.
- Pailé, Pierre. 2010. « Une enquête de théorisation ancrée : les racines et les innovations de l'approche méthodologique de Glaser et Strauss ». Dans Barney. G. Glaser et Ansel A. Strauss, dir., *La découverte de la théorie ancrée*. Paris : Armand Colin. 23-77.
- Pakulski, Jan. 2008. « Elite Theory ». Dans William A. Darity Jr., dir., *International Encyclopedia of the Social Sciences*. Detroit : Macmillan Reference : 562-564.
- Palan, Ronen. 2000. « A world of their making: An evaluation of the constructivist critique in International Relations ». *Review of International Studies* 26 (no 4) : 575-598.
- Palmer, Randall. 2012. « On CNOOC-Nexen deal, Canada minister points to investment pact ». *Reuteurs*, 30 novembre. En ligne : <http://ca.reuters.com/article/businessNews/idCABRE8AT0SR20121130> (page consultée le 31 juillet 2017).
- Paltiel, Jeremy. 1990. « Rude Awakening : Canada and China Following Tiananmen ». Dans Maureen Appel Molot et Fen Osler Hampson, dir., *Canada Among Nations 1989: The Challenge of Change*. Ottawa : Carleton University Press. 43-57.
- Paltiel, Jeremy. 1995. « Negotiating Human Rights with China ». In Maxwell A. Cameron et Maureen Appel Molot, dir., *Canada among Nations 1995: Democracy and Foreign Policy*. Ottawa : Carleton University Press. 172-182.
- Paltiel, Jeremy. 2010. *Canada in China's Grand Strategy*. Toronto : Canadian international Council – China papers (no 6).
- Paltiel, Jeremy. 2011a. « Structure and Process in Chinese Foreign Policy: Implications for Canada ». Dans Pitman B. Potter et Thomas Adams, dir., *Issues in Canada – China Relations 2011*. Toronto : Canadian International Council. 89-106.

- Paltiel, Jeremy. 2011b « Conclusion: Reimagining Canada's Present and Future in the Shadow of the Rise of China ». Dans Huhua Cao et Vivienne Poy, dir., *The China Challenge: Sino-Canadian Relations in the 21st Century*. Ottawa : University of Ottawa Press. 268–279.
- Pammett, Jon H et Christopher Dornan, dir. 2006. *The Canadian Federal Election of 2006*. Toronto : Dundurn.
- Pareto, Vilfredo. 1935. *The Mind and Society*. Volume 4. New York : Harcourt Brace.
- Paris, Roland. 2014. « Are Canadians still liberal internationalists? Foreign policy and public opinion in the Harper era ». *International Journal* 69 (no 3) : 274-307.
- Parry, Geraint. 1969. *Political Elites*, New York : Praeger.
- Parti progressiste conservateur du Canada. 1984a. *Politiques du Parti PC : La plate-forme du Parti PC du Canada*. Ottawa : Parti progressiste conservateur du Canada. En ligne : https://www.poltext.org/sites/poltext.org/files/plateformes/can1984pc_plt_14112008_181934.pdf (page consultée le 20 juillet 2017).
- Parti progressiste conservateur du Canada. 1984b. *On the Issues : Brian Mulroney and the Progressive Conservative Agenda. Statements of Policy and Principle*. Ottawa : Parti progressiste conservateur du Canada. En ligne : https://www.poltext.org/sites/poltext.org/files/plateformes/can1984pc_plt_en_12072011134814.pdf (page consultée le 20 juillet 2017).
- Paseta, Senia. 1999. *Before the Revolution: Nationalism, Social Change and Ireland's Catholic Elite 1879–1922*. Cork (Irlande) : Cork University Press.
- Pelletier, Francine. 2014. « Harper, L'évangéliste ». *Le Devoir*, 27 août. En ligne : <http://www.ledevoir.com/politique/canada/416895/harper-l-evangeliste> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Pierson, Paul. 2004. *Politics in Time: History, Institutions, and Social Analysis*. Princeton : Princeton University Press.
- Ping, Mei. 2010. « Return to Realism and Restart the Relationship ». Dans Paul Heinbecker et Fen Osler Hampson, dir., *Canada Among Nations, 2009-2010: As Others See Us*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press. 132–143.

- Polkinghorne, Donald E. 1952. « Narrative configuration in qualitative analysis ». *International journal of qualitative studies in education* 8 (no 1) : 5-23.
- Potter, Pitman B. 2003. « Trade & Human Rights Practices in China : prospects for Canadian Influence ». *Canada in Asia, foreign Policy Dialogue Series*. Vancouver : Asia Pacific Fondation of Canada.
- Potter, Pitman B. 2011. « Introduction : Changing dimensions of Canada-China Relations ». Dans Pitman B. Potter et Thomas Adams, dir., *Issues in Canada – China Relations 2011*. Toronto : Canadian International Council. 1-19.
- Powell, Robert. 1994. « Anarchy in International Relations Theory: The Neorealist-Neoliberal Debate ». *International Organization* 48 (no 2): 313–344.
- Power Corporation du Canada. *Conseil d'administration*. En ligne : <https://www.powercorporation.com/fr/gouvernance/conseil-dadministration/> (page consultée le 20 mars 2017).
- Power Corporation du Canada. *Équipe de direction*. En ligne : <https://www.powercorporation.com/fr/gouvernance/equipe/> (page consultée le 20 mars 2017).
- Pratte, André. 2008. « Élections : pourquoi La Presse prend-elle position? ». *La Presse.ca* 9 octobre. En ligne : <http://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/andre-pratte/200810/09/01-27865-elections-pourquoi-la-presse-prend-elle-position.php> (page consultée le 24 juillet 2017).
- Press, Jordan. 2011. « No Keystone pipeline, no problem: 'I am very serious about selling our oil off this continent,' Stephen Harper says ». *National Post*, 19 décembre. En ligne : <http://nationalpost.com/news/canada/no-keystone-no-problem-i-am-very-serious-about-selling-our-oil-off-this-continent-harper-says/wcm/b5d34bb7-2f34-4fdf-99ac-b3d0f8d23580> (page consultée le 22 juin 2017).
- Prindle, David F. 1991. « Head of State and Head of Government in Comparative Perspective ». *Presidential Studies Quarterly* 21 (no 1) : 55–71.
- Putnam, Robert D. 1988. « Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games ». *International Organization* 42 (no 3) : 427-460.

- Putnam, Robert. D. 1976. *The Comparative Study of Political Elites*. Englewood Cliffs (NJ) : Prentice-Hall.
- Pye, Lucian W. 1995. « Factions and the politics of guanxi: paradoxes in Chinese administrative and political behaviour ». *The China Journal* (no 34) : 35-53.
- Rabinovith, Simon. 2010. « China seeks to double trade with Canada ». *The Globe and Mail*, 25 juin. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/economy/china-seeks-to-double-trade-with-canada/article1373870/> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Radio-Canada. 2007. « Rencontre privée Harper-Sarkozy ». *Radio-Canada.ca*, 1^{er} juin. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/355707/sarkozy-rencontre-harper> (page consultée le 25 juin 2017).
- Radio-Canada. 2009. « Stockwell Day en Chine ». *Radio-Canada.ca*, 11 avril. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/432236/stockwell-day-chine?ref=rss#> (page consultée le 2 avril 2017).
- Radio-Canada. 2010. « Harper courtise la Chine ». *Radio-Canada.ca*, 13 octobre. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/490130/harper-chine> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Radio-Canada. 2012. « Stephen Harper reçoit le dalaï-lama à Ottawa ». *Radio-Canada.ca*, 27 avril. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/559423/dalai-lama-harper-chine> (page consultée le 20 mars 2016).
- Radio-Canada. 2014a. « Des délégués russes et chinois exclus d'un congrès sur l'aérospatiale à Toronto ». *Radio-Canada.ca*, 30 septembre. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/686927/toronto-russes-chinois-exclus-congres> (page consultée le 20 février 2016).
- Radio-Canada. 2014b. « Harper pressé d'aborder la question des droits de la personne avec Pékin ». *Radio-Canada.ca*, 6 novembre. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/692738/harper-visite-droites-personnes-chine> (page consultée le 20 mars 2016).

- Ralston, David. A., Jane Terpstra-Tong, Robert H. Terpstra, Xueli Wang et Carolyn Egri. 2006. « Today's state-owned enterprises of China: are they dying dinosaurs or dynamic dynamos? ». *Strategic Management Journal* 27 (no 9) : 825-843.
- Rapport, Aaron. 2017. « Cognitive Approaches to Foreign Policy Analysis ». *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. Mars 2017. En ligne : <http://politics.oxfordre.com/view/10.1093/acrefore/9780190228637.001.0001/acrefore-9780190228637-e-397> (page consultée le 15 décembre 2017).
- Rashid, Sid. 2013. « Preventive diplomacy, mediation and the responsibility to protect in Libya: a missed opportunity for Canada? ». *Canadian Foreign Policy Journal* 19 (no 1) : 39-52.
- Reimer, Sam. 2003. *Evangelicals and the continental divide: The conservative Protestant subculture in Canada and the United States*. Montréal et Kingston : McGill Queen's University Press.
- Rennie, Steve. 2009. « Flaherty urges China to cash in with Canada ». *Thestar.com* (La Presse Canadienne), 10 août. En ligne : https://www.thestar.com/news/canada/2009/08/10/flaherty_urges_china_to_cash_in_with_canada.html (page consultée le 22 juin 2017).
- Reuters. 2007. « Dalai Lama “is not a call girl”, says Canada’s PM ». *Reuters*, 20 décembre 2007. En ligne : <http://ca.reuters.com/article/domesticNews/idCAN2019182420071220> (page consultée le 22 juillet 2017).
- Reuters. 2008a. « U.N. again throws out Taiwan bid for recognition ». *Reuters*, 18 septembre. En ligne : <http://www.reuters.com/article/us-taiwan-un-idUSTP7324920080918> (page consultée le 22 juillet 2017).
- Reuters. 2008b. « APEC leaders pledge to push world trade, reform lenders ». *Reuters*, 22 novembre. En ligne : <http://www.reuters.com/article/financial-apec-declaration-idUSN2250713720081122> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Reuters. 2012. « Canadian minister warns Nexen takeover bid needs close scrutiny ». *Reuters*, 24 septembre. En ligne : <http://www.reuters.com/article/nexen-cnooc-idUSL1E8KOBRE20120924> (page consultée le 1er août 2017).

- Richer, Shawna. 2005. « Belinda Stronach's full 48 hours ». *The Globe and Mail*, 19 mai. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/national/belinda-stronachs-full-48-hours/article980758/> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Rieckpf, Harald von. 1987. « The structure of foreign policy decision making and management ». Dans Brian Tomlin et Maureen Appel Molot, dir., *Canada Among Nations 1986: Talking Trade*. Toronto : James Lorimer & Company. 14-30.
- Rioux, Jean-François et Robin Hay. 1998. « Canadian Foreign Policy: From Internationalism to Isolationism? ». *International Journal* 54 (no 1) : 57-75.
- Rioux, Christian. 2006. « Sarkozy déroule le tapis rouge pour Harper ». *Le Devoir*, 6 juin. En ligne : <http://www.ledevoir.com/politique/canada/146377/sarkozy-deroule-le-tapis-rouge-pour-harper> (page consultée le 25 juin 2017).
- Robbins, Alexandra. 2002. *Secrets of the Tomb: Skull and Bones, the Ivy League, and the Hidden Paths of Power*. New York : Little, Brown, and Company.
- Rochette, Marc. 2013. « Jean Chrétien et l'Irak » : C'est pas compliqué, j'ai dit non ». *Le Nouvelliste*, 15 mars. En ligne : <http://www.lapresse.ca/le-nouvelliste/actualites/201303/15/01-4631422-jean-chretien-et-lirak-cest-pas-complique-jai-dit-non.php> (page consultée le 25 août 2017).
- Rose, Andrew K. 2007. « The foreign service and foreign trade: embassies as export promotion ». *The World Economy* 30 (no 1) : 22-38.
- Rose, Andrew. 2007. « The foreign service and foreign trade: embassies as export promotion ». *World Economy* 30 (no 1) : 22-38.
- Rose, Gideon. 1998. « Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy ». *World Politics* 51 (no 1) : 144-172.
- Rosenau, James N. « Pre-theories and Theories of Foreign Policy ». Dans Robert Barry Farrell, dir., *Approaches to comparative and international politics*. Evanston (Illinois) : Northwestern University Press. 27-50.
- Roussel, Stéphane, dir. 2007. *Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne*. Montréal : Athéna.

- Rovinsky, David. 1998. « The Ascendancy of the West in Canadian Policymaking ». *Policy Papers on the Americas IX, Study 2*. Center for Strategic and International Studies.
- Rudner, Martin. 1994. « Canadian Development Cooperation with Asia : Strategic Objectives and Policy Goals ». Dans Cranford Pratt, dir., *Canadian International Development Assistance Policies : An Appraisal*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press. 292-312.
- Ruggie, John Gerard. 1998. « What Makes the World Hang Together? Neo-utilitarianism and the Social Constructivist Challenge ». *International Organization* 52 (no 4) : 855-885.
- Rusk, James. 1986. « Greater sense of well-being evident in China, PM says ». *The Globe and Mail* (Toronto), 13 mai : A5.
- Russett, Bruce et John Oneal. 2001. *Triangulating peace: Democracy, interdependence, and international organizations*. New York: W. W. Norton.
- Russett, Bruce. 1994. *Grasping the Democratic Peace: Principles for a Post-Cold War World*. Princeton : Princeton University Press.
- Sallot, Jeff. 1991. « Canada, China may be ready to improve ties ». *The Globe and Mail* (Toronto), 4 octobre : A5.
- Samet, Gérard. 2011. « Power Corporation et la Chine : une relation de longue date ». *TVA Nouvelles*, 22 août. En ligne : <http://www.tvanouvelles.ca/2011/08/22/power-corporation-et-la-chine--une-relation-de-longue-date> (page consultée le 20 mars 2017).
- Savoie, Donald. J. 1999a. *Governing from the Centre: The Concentration of Power in Canadian Politics*. Toronto : University of Toronto Press.
- Savoie, Donald J. 1999b. « The Rise of Court Government in Canada ». *Canadian Journal of Political Science* 32 (no 4) : 635-664.
- Savoie, Donald. J. 2008. *Court Government And The Collapse Of Accountability In Canada And The United Kingdom*. Toronto : University of Toronto Press.
- Savoie, Donald. J. 2010. *Power: Where is it?* Montréal et Kingston : McGill-Queen's Press.
- Sawatsky, John. 1992. *Mulroney: the politics of ambition*. Toronto : McClelland & Stewart Ltd.

- Schafer, Mark et Scott Crichlow. 2010. *Groupthink Versus High-Quality Decision-Making in International Relations*. New York : Columbia University Press.
- Schiller, Bill. 2009. « Minister foresees good relations with China ». *Thestar.com*, 13 mai. En ligne : https://www.thestar.com/news/2009/05/13/minister_foresees_good_relations_with_china.html (page consultée le 23 avril 2017).
- Schiller, Bill. 2010. « New, historic starting point' for Canada, China ». *Thestar.com*, 18 juin. En ligne : https://www.thestar.com/news/world/2010/06/18/new_historic_starting_point_for_canada_china.html# (page consultée le 20 mars 2017).
- Schumpeter, Joseph. 1974. *Capitalism, Socialism and Democracy*. London : Allen & Unwin.
- Schweller, Randall L. 1996. « Neorealism's Status Quo Bias: What Security Dilemma? ». *Security Studies* 5 (no 3) : 90-121.
- Schweller, Randall L. 2009. « Neoclassical realism and state mobilization: expansionist ideology in the age of mass politics ». Dans Steven E. Lobell, Norrin M. Ripsman et Jeffrey W. Taliaferro dir., *Neo-classical Realism, the State and Foreign Policy*. Cambridge : Cambridge University Press : 227-250.
- Scoffeild, Heather et Stephanie Levitz. 2012. « Decision on CNOOC-Nexen takeover pivotal for Harper agenda ». *The Globe and Mail*, 4 novembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/decision-on-cnooc-nexen-takeover-pivotal-for-harper-agenda/article4905299/> (page consultée le 28 juillet 2014).
- Shan, Hongxia. 2016. « Changing Practices and Shifting Perceptions: Chinese Immigrants “Integrating” into the Engineering Profession in Canada ». Dans Huhua Cao et Jeremy Paltiel, dir., *Facing China as a New Global Superpower Domestic and International Dynamics from a Multidisciplinary Angle*. Singapour : Springer. 147-159.
- Sharp, Mitchell et Peter Miller. 1994. *Which Reminds Me: A Memoir*. Toronto: University of Toronto Press.
- Sharp, Mitchell. 1969. *Canada and The Pacific, Speech by the Honourable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs – No 69/9 Foreign Correspondents' Club, April 15th 1969*. Tokyo : Department of External Affaires : Information division.

- Sharp, Mitchell. 1972. *Canada and The New World, A Statement by the Honourable Mitchell Sharp, Secretary of State for External Affairs – No 72/21 Ontario Region - The Canadian Junior Chamber of Commerce*. 14 octobre. Toronto : Department of External Affaires : Information division.
- Shibley Telhami et Michale Barnett. 2002. « Introduction: Identity and Foreign Policy in the Middle East ». Dans Shibley Telhami et Michael Barnett, dir., *Identity and Foreign Policy in the Middle East*. Ithaca et Londres : Cornell University Press. 1-25.
- Shiller, Robert J. 2012. *The subprime solution: how today's global financial crisis happened, and what t do about it*. Princeton Princeton : University Press.
- Shin, Dong-Min. 2015. « A Critical Review of the Concept of Middle Power ». *E-International Relations* 4. En ligne : <http://www.e-ir.info/2015/12/04/a-critical-review-of-the-concept-of-middle-power/> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Simon, Herbert A. 1985. « Human Nature in Politics: The Dialogue of Psychology with Political Science ». *American Political Science Review* 79 (no 2) : 293–304.
- Simpson, Jeffery. 2005a « From Pariah to messiah : send in the clerk ». *The Globe and Mail*, 9 mars. En ligne : <https://beta.theglobeandmail.com/news/politics/from-pariah-to-messiah-send-in-the-clerk/article735056/?ref=http://www.theglobeandmail.com&> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Simpson, Jeffrey. 2001. *The Friendly Dictatorship*. Toronto : McClelland & Stewart.
- Simpson, Jeffrey. 2005. « Connecting Canada to the world: enhancing interests, projecting values ». *Policy Options* 26 (no 2) : 51-55.
- Simpson, Jeffrey. 2007. « Domestic politics mustn't drive our China policy ». *The Globe and Mail* (Toronto), 25 avril : A21.
- Simpson, Jeffrey. 2008. « After the storm ». *The Globe and Mail*, 5 décembre. En ligne : <https://beta.theglobeandmail.com/opinion/after-the-storm/article1067501/?ref=http://www.theglobeandmail.com&> (page consultée le 25 février 2016).
- Simpson, Jeffrey. 2008. « Ottawa should hit the restart button on relations with China ». *The Globe and Mail* (Toronto), 29 octobre : A17.

- Singh, Brian. 2013. « In Calgary's mayor race, the old-guard right learns from the new-school left ». *The Globe and Mail*, 21 octobre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/opinion/in-calgarys-mayor-race-the-old-guard-right-learns-from-the-new-school-left/article14957077/> (page consultée le 15 janvier 2018).
- Sinha, Radha. 2003. *Sino-American Relations: Mutual Paranoia*. New York : Palgrave Macmillan.
- Sirois, Alexandre. 2008. « Jean Chrétien, celui qui n'a pas peur de la Chine ». *La Presse.ca*. 12 novembre. En ligne : <http://www.lapresse.ca/dossiers/les-grandes-entrevues/200811/12/01-800102-jean-chretien-celui-qui-na-pas-peur-de-la-chine.php> (page consultée le 11 décembre 2017).
- Smith, Andrea. 2011. « Walk the Talk: MA leadership launches program in China taught in Mandarin ». *Trinity western Magazine* (no. 21). En ligne : <https://www8.twu.ca/sites/magazine/no-21/campus-chronicle/walking-the-talk.html> (page consultée le 24 juillet 2017).
- Smith, Jordan Michael. 2012. « Reinventing Canada: Stephen Harper's Conservative Revolution ». *World Affairs* 174 (no. 6) : 21-28.
- Snyder, Jack L. 1977. *The Soviet Strategic Culture: Implications for Limited Nuclear Operations*. R-2154-AF. Santa Monica (CA) : Rand Corporation.
- Snyder, Jack L. 1991. *Myths of Empire: Domestic Politics and International Ambition*. Ithaca (NY) : Cornell University Press.
- Snyder, Richard, Henry W. Bruck et Burton Sapin. 1954. *Decision Making as an Approach to the Study of International Politics*. Oxford : Princeton University Organizational.
- Snyder, Richard, Henry W. Bruck et Burton Sapin. 2002. « Decision-making as an Approach to the Study of International Politics ». Dans Richard Synder, Bruck Sapin et Valerie Hudson, dir., *Foreign Policy Decision-Making (Revisited)*. New York : Palgrave Macmillan. 21-152.
- So, Alvin Y. 1990. *Social change and development: Modernization, dependency and world-system theories*. Londres : Sage.

- Spector, Norman 2010a. « Why Harper and Hu stiffed the press ». *The Globe and Mail*, 25 juin. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/second-reading/why-harper-and-hu-stiffed-the-press/article1373828/> (page consultée le 22 juin 2017).
- Spector, Norman. 2010b. « The Photo Harper doesn't want you to see ». *The Globe and Mail*, 25 juin. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/second-reading/spector-vision/the-photo-harper-doesnt-want-you-to-see/article1617411/> (page consultée le 25 juin 2017).
- Sprout, Harold Hance et Margaret Sprout. 1965. *Man–Milieu Relationship Hypotheses in the Context of International Politics*. Center for international Studies. Princeton : Princeton University.
- Stairs, Denis. 2001a. « The Changing Office and the Changing Environment of the Minister of Foreign Affairs in the Axworthy Era ». Dans Fen Osler Hampson, Norman Hillmer et Maureen Appel Molo, dir., *Canada among Nations 2001: The Axworthy Legacy*. Oxford: Oxford University Press. 19-38.
- Stairs, Denis. 2003 « Myths, Morals, And Reality In Canadian Foreign Policy ». *International Journal* 58 (no 2) : 239-256.
- St-Amour, Norman. 1985. « Sino-Canadian Relations 1963-1968: The American Factor ». Dans Paul M. Evans et Michael Frolic, dir., *Reluctant Adversaries : Canada and The People's Republic of China*. Toronto : University of Toronto Press. 106-129.
- Stanford, P. Kyle. 2006. « Instrumentalism ». Dans Sahotra Sarkar et Jessica Pfiffer, dir., *The Philosophy of Science: An Encyclopedia*. Londres : Routledge. 403-404.
- Sterling-Folker, Jennifer 2002. « Realism and the Constructivist Challenge: Rejecting, Reconstructing, or Rereading ». *International Studies Review* 4(no 1) : 73–97
- Sterling-Folker, Jennifer. 2009. « Neoclassical realism and identity: peril despite profit across the Taiwan Strait ». Dans Steven E. Lobell, Norrin M. Ripsman et Jeffrey W. Taliaferro dir., *Neo-classical Realism, the State and Foreign Policy*. Cambridge : Cambridge University Press. 99-138.

- Stewart, Louis H. 1977. « Birth Order and Political Leadership ». Dans Margaret G. Hermann et Thomas W. Milburn, dir., *A Psychological Examination of Political Leaders*. New York: Free Press. 206–236.
- Suncor Energy. 2006. « Prime Minister announces Canadian membership of North American Competitiveness Council ». *Marketwired*, 13 juin. En ligne : <http://www.marketwired.com/press-release/prime-minister-announces-canadian-membership-north-american-competitiveness-council-1095297.htm> (page consultée le 25 juin 2017).
- Taliaferro, Jeffrey W., Steven E. Lobell et Norrin M. Ripsman. 2009. « Introduction ». Dans Steven E. Lobell, Norrin M. Ripsman et Jeffrey W. Taliaferro, dir., *Neo-classical Realism, the State and Foreign Policy*. Cambridge : Cambridge University Press. 1-41.
- Tanguay, Louis. 2009. « André Desmarais presse Harper de soigner les rapports Canada-Chine ». *Le Soleil*, 10 février. En ligne <http://www.lapresse.ca/le-soleil/affaires/actualite-economique/200902/09/01-825719-andre-desmarais-presse-harper-de-soigner-les-rapports-canada-chine.php> (page consultée le 20 février 2015).
- Tannenwald, Nina. 2005. « Ideas and Explanation: Advancing the Theoretical Agenda ». *Journal of Cold War Studies*, 7 (no 2) : 13-42.
- Tansey, Oisín. 2017. « Process tracing and elite interviewing: a case for non-probability sampling ». *PS: Political Science & Politics* 40 (no 4) : 765-772.
- Tasker, John Paul. 2016. « Richard Fadden, Stephen Harper's top national security adviser, is retiring ». *CBC news.ca*, 31 mars. En ligne : <http://www.cbc.ca/news/politics/richard-fadden-security-advisor-retires-1.3514346> (page consultée le 29 juillet 2017).
- Tetlock, Philip E. et Charles McGuire. 1986. « Cognitive perspectives on foreign policy ». Dans Samuel Long, dir., *Political Behavior Annual*. Boulder (Colorado) : Westview Press. 147-179.
- Thaddeus Jackson, Patrick, dir. 2004. « Bridging the Gap: Towards a Realist-Constructivist Dialogue ». *International Studies Review* 6 (no 2) : 337-352 ;

- The Economist. 2002. « Canada's political conflict Jean Chrétien vs Paul Martin: now it's really war ». *The Economist*, 6 juin. En ligne : <http://www.economist.com/node/1169236> (page consultée le 10 novembre 2017).
- The Guardian. 2014. « From the archive, 31 may 1989 : Liberty goddess riles leaderships », *The Guardian*, 31 mai : En ligne : <https://www.theguardian.com/theguardian/2014/may/31/tiananmen-square-liberty-goddess-archive> (page consultée le 11 septembre 2017).
- The province. 1989. « 5,000 Here China », *The Province* (Vancouver), 7 juin : 4.
- Thibeault, Daniel. 2012. « Traité d'investissement avec la Chine : l'opposition veut débattre ». *Radio-Canada.ca*, 29 octobre. En ligne : <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2012/10/29/004-chine-canada-traite.shtml#commenter> (page consultée le 20 mars 2016).
- Thibeault, Daniel. 2014a. « Stephen Harper amorce une mission économique en Chine ». *Radio-Canada.ca*, 5 novembre. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/economie/2014/11/05/001-harper-voyage-chine-accord.shtml> (page consultée le 15 mars 2017).
- Thibeault, Daniel. 2014b. « Harper conclut une vingtaine d'ententes commerciales en Chine ». *Radio-Canada.ca*, 8 novembre. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/politique/2014/11/08/002-harper-chine-ententes.shtml> (page consultée le 27 juillet 2017).
- Thibeault, Daniel. 2014c. « Harper veut faciliter l'accès au marché chinois aux entrepreneurs canadiens ». *Radio-Canada.ca*, 7 novembre. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/692816/harper-mission-economique-chine-hangzhou> (page consultée le 27 juillet 2017).
- Thompson, Alexander et Daniel Verdier. 2014. « Multilateralism, Bilateralism, and Regime Design ». *International Studies Quarterly* 58 (no 1) : 15-28.
- Thorun, Christian. 2009. *Explaining Change in Russian Foreign Policy: The Role of Ideas in Post-Soviet Russia's Conduct Towards the West*. Basingstoke (Royaume-Uni) : Palgrave Macmillan.

- Toupin, Gilles. 1997. « Le dissident Harry Wu reproche au Canada sa politique chinoise ». *La Presse* (Montréal), 28 novembre : B4.
- Tremblay, Éric et Bill Bentley. 2015. « Canada's Strategic Culture: Grand Strategy and the Utility of Force ». *Canadian Military Journal* 15 (no 3) : 5-17.
- Troy, Gil et Ian MacDonald. 2011. « US presidents and Canadian prime ministers: Good vibes, or not » *Policy Options*, Mars 2011 : 27-35.
- United Press International. 1985. « Canadian prime minister to visit China in 1986 ». *UPI Archives* 15 juillet. En ligne : <http://www.upi.com/Archives/1985/07/15/Canadian-prime-minister-to-visit-China-in-1986/8995490248000/> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Useem, Michael. 1982. « Classwide Rationality in the Politics of Managers and Directors of Large Corporations in the United States and Great Britain ». *Administrative Science Quarterly* 27 (no 1) : 199–226.
- Valiani, Salimah. 2012. « The Articulation of an Independent Foreign Policy: Canada and Latin America in the Early Twentieth Century ». *Latin American Perspectives* 39 (no 6) : 165–180.
- Valpy, Michael. 2004. « Politicians to tread lightly when meeting Dalai Lama ». *The Globe and Mail* (Toronto), 16 avril : A3.
- Vanderklippe, Nathan et Laura Stone. 2016. « Kevin Garratt free after high-stakes negotiation with China ». *The Globe and Mail*, 15 septembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/national/kevin-garratt-back-in-canada-says-family/article31907639/> (page consultée le 15 juillet 2017).
- Vanderklippe, Nathan et Mark Mackinnon. 2014. « China probes two Canadians for alleged theft of state secrets ». *The Globe and Mail*, 4 août. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/world/china-probes-two-canadians-for-alleged-theft-of-state-secrets/article19908947/> (page consultée le 15 juillet 2017).
- Vanderklippe, Nathan et Steven Chase. 2014. « In China trade talks, Alibaba tells Harper: 'We want your cherries' ». *The Globe and Mail*, 7 novembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/international-business/in-canada->

[china-talks-alibaba-tells-harper-we-want-your-cherries/article21512009/?page=all](http://www.theglobeandmail.com/china-talks-alibaba-tells-harper-we-want-your-cherries/article21512009/?page=all) (page consultée le 20 mars 2016).

Vanderklippe, Nathan. 2013. « PMO loses key business advocate ». *The Globe and Mail*, 19 mai. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/pmo-loses-key-business-advocate/article12022934/> (page consultée le 28 juillet 2017).

Vanderklippe, Nathan. 2014a « Canadians' detention fuels China's spy spat with Ottawa ». *The Globe and Mail*, 12 septembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/world/canadians-detention-seen-as-chinese-retaliation/article19928897/> (page consultée le 28 juillet 2017).

Vanderklippe, Nathan. 2014b. « Ottawa threatens to snub Beijing over Garratt couple's arrest ». *The Globe and Mail*, 12 septembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/world/ottawa-threatens-to-snub-beijing-over-couples-arrest/article20591393/> (page consultée le 28 juillet 2017).

Vastel, Michel 1994a. « Miss Canada fait le grand ménage ». *L'actualité* 19 (no 17). 31 octobre : 28.

Vastel, Michel 1994b. « Chrétien hausse le ton sur le respect des droits en Chine ». *Le soleil*, 7 novembre : A5.

Vastel, Michel. 2006. « Harper, le converti ». *L'actualité*, 1^{er} mars. En ligne : <http://lactualite.com/politique/2006/03/01/harper-le-converti/> (page consultée le 10 novembre 2017).

Vastel, Michel. 2013. « Le secret de Paul Desmarais ». *L'actualité*, 9 octobre. En ligne : <http://www.lactualite.com/societe/le-secret-de-paul-desmarais/> (page consultée le 20 mars 2017).

Wahl, Andrew. 2008. *Mission to China*. *Canadian Business*. 8 décembre 2008. En ligne : <http://www.canadianbusiness.com/business-strategy/mission-to-china/> (page consultée le 20 mars 2017).

Walfom, Thomas. 2016. « The tale of two wrongfully imprisoned Canadians in China ». *Thestar.com*, 19 septembre. En ligne :

<https://www.thestar.com/opinion/commentary/2016/09/19/the-tale-to-two-wrongfully-imprisoned-canadians-in-china-walkom.html> (page consultée le 15 juillet 2017).

- Wallerstein, Immanuel. 1974. *The Modern World-System I: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*. New York : Academic Press.
- Walsham, Geoff. 1995. « Interpretive case studies in IS research: nature and method ». *European Journal of information systems* 4 (no 2) : 74-81.
- Walt, Stephen M. 1992. « International Relations: One World, Many Theories ». *Foreign Policy* 110 (printemps) : 26-46.
- Walt, Stephen M. 1992. « Revolution and War ». *World Politics* 44 (no 3) : 321-368.
- Walter, Carl, and Fraser Howie. Red capitalism: the fragile financial foundation of China's extraordinary rise. John Wiley & Sons, 2012.
- Waltz, Kenneth. 1959. *Man, the State and War: a Theoretical Analysis*. New York : Columbia University Press.
- Waltz, Kenneth. 1979. *Theory of international politics*. Boston : Addison-Wesley.
- Wang, Dong. 2013. « U.S.-China Trade, 1971–2012: Insights into the U.S.-China Relationship ». *The Asia-Pacific Journal* 11, Issue 24 (no 4) : 1-15.
- Weber, Max. 1919/2015. *"Politics as Vocation" in Weber's Rationalism and Modern Society*. Traduit par Tony Waters et Dagmar Waters. New York : Palgrave.
- Webster, David. 2010. « Canada and bilateral human rights dialogues ». *Canadian Foreign Policy Journal* 16 (no 3) : 43-63.
- Wei, Li-Qun, Jun Liu et Yuan-Yi Chen. 2010. « Political skill, supervisor–subordinate guanxi and career prospects in Chinese firms ». *Journal of Management Studies* 47 (no 3) : 437-454.
- Weiss, Thomas George. 2011. *Thinking about global governance: why people and ideas matter*. New York : Routledge.
- Weldes, Jutta. 1996. « Constructing National Interests ». *European Journal of International Relations* 2 (no 3) : 275-318.

- Weller, Patrick. 1983. « Do Prime Ministers' departments Really Create Problems? ». *Public Administration* 61 (no 1) : 59-78.
- Wells, Paul et John Geddes. 2011. « What you don't know about Stephen Harper: His backroom battles, diplomatic scraps, betrayals and secret insecurities ». *Macleans's*, 31 janvier. En ligne : <http://www.macleans.ca/news/canada/what-you-dont-know-about-stephen-harper/> (page consultée le 1er mars 2017).
- Wells, Paul. 2013. « How the control freak lost control ». *Macleans's*, 22 juin. En ligne : <http://www.macleans.ca/news/canada/how-the-control-freak-lost-control/> (page consultée le 28 juillet 2017).
- Wells, Paul. 2014. *The longer I am Prime minister*. Toronto : Random House of Canada.
- Welsh, Jennifer M. 2005. « Fulfilling Canada's global promise ». *Policy Options* 26 (no 2) : 56-59.
- Wendt, Alexander, 1992. « Anarchy is What States Make of it: The Social Construction of Power Politics ». *International Organization* 46 (no 2) : 391-425.
- Wendt, Alexander. 1999. *Social Theory of International Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Wheeldon, Johannes et Alex McBrien. 2014. « (Mis) Representing the 2008 Prorogation: Agendas, Frames, and Debates in Canada's Mediocracy ». *Canadian Journal of Communication* 39 (no 3) : 431-448.
- Wheeler, Carolynne. 2009. « Baird aims to allay 'Buy Chinese' fears ». *The Globe and Mail*, 14 juillet. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/baird-aims-to-allay-buy-chinese-fears/article4213090/> (page consultée le 10 novembre 2017).
- Whittington, Lee. 1994. « Mister pragmatic “You have your strength” ». *The Daily News* (Halifax), 22 mars : 17.
- Whittington, Les. 2008. « Harper has changed Canada's image at the G8 ». *The Toronto Star* (Toronto), 10 juillet : A21.
- Whittington, Lee. 2012a. « Closer trade and investment ties to China turning into a big headache for Stephen Harper ». *Thestar.com*, 4 novembre. En ligne : https://www.thestar.com/news/canada/2012/11/04/closer_trade_and_investment_ties_to_c

[hina turning into a big headache for stephen harper.html](#) (page consultée le 28 juillet 2017).

Whittington, Lee. 2012b. « Prime Minister Stephen Harper vows Chinese takeover of oil firm Nexen ‘the end of a trend’ ». *Thestar.com*, 7 décembre. En ligne : https://www.thestar.com/news/canada/2012/12/07/prime_minister_stephen_harper_vows_chinese_takeover_of_oil_firm_nexen_the_end_of_a_trend.html (page consultée le 20 juin 2017).

Whyte, Kenneth. 2011. « In conversation: Stephen Harper ». *Macleans's*, 15 juillet. En ligne : <http://www.macleans.ca/general/how-he-sees-canadas-role-in-the-world-and-where-he-wants-to-take-the-country-2/> (page consultée le 24 mars 2014).

Williams, Michael C. 2005. « What is the National Interest? The Neoconservative Challenge in IR Theory ». *European Journal of International Relations* 11 (no 3) : 307-337.

Wilson, Jennifer. 2001. *A history of CIDA's China Program*. Ottawa : Canadian International Development Agency.

Winkler, Sigrid. 2012. « Taiwan's UN Dilemma: To be or not to be ». *Taiwan-U.S. Quarterly Analysis* 9 (juin). En ligne : <https://www.brookings.edu/opinions/taiwans-un-dilemma-to-be-or-not-to-be/> (page consultée le 27 avril 2017).

Winnipeg Free Press. 2002. « Camp should have right to deny gays: Alliance MP ». *Winnipeg Free Press* (Winnipeg), 22 novembre : A5.

Wolfers, Arnold. 1965. *Discord and collaboration: essays on international politics*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.

Wong, John. 2016. *Zhu Rongji and China's Economic Take-Off*. Londres : Imperial College Press.

Woo, Yuen Pau, Jack Austin, Donald Campbell, Joe Clark et Wendy Dobson. 2009. « Conversation on Canada-Asia relations ». *International Journal* 64 (no 4) : 953-971.

Woo, Yuen Pau. 2011. « Canada and China after the Global Financial Crisis: A Speech to the Canada–China Business Forum at the Fairmont Royal York Hotel, Toronto, September 15, 2009 ». Dans Huhua Cao et Vivienne Poy, dir., *The China Challenge: Sino-Canadian Relations in the 21st Century*. Ottawa : University of Ottawa Press. 122–12.

- Woodman, Sophia et Carole Samdup. 2005. *Canada's Bilateral Human Rights Dialogue with China: Considerations for a Policy Review*. Montréal et Ottawa : Droits et Démocratie.
- Woods, Allan. 2006a. « PM holds 'frank' talk with Chinese president: Harper, Hu Jintao agree to strengthen countries' relationship ». *The Ottawa Citizen* (Ottawa), 19 novembre : A3.
- Woods, Allan. 2006b. « Previous leaders too cozy with China, Harper says: Chinese 'not used to' my kind of tough talk, prime minister says ». *The Ottawa Citizen* (Ottawa), 20 novembre : A1.
- Woods, Allan et Tonda MacCharles. 2008. « PM stresses experience in shuffle ». *The Star.com*, 26 juin. En ligne : https://www.thestar.com/news/canada/2008/06/26/pm_stresses_experience_in_shuffle.html (page consultée le 11 décembre 2017).
- Wright, Gerald. 2004. « Mitchell Sharp: Legacy of a Foreign Policy Icon ». *International Journal* 59 (no 3) : 597-612.
- Wu, Wendy. 2017. « How the Communist Party controls China's state-owned industrial titans ». *South China Morning Post*, 17 juin 2017. En ligne : <http://www.scmp.com/news/china/economy/article/2098755/how-communist-party-controls-chinas-state-owned-industrial-titans> (page consultée le 10 septembre 2017).
- Wu, Yanrui. 2004. *China's Economic Growth: A Miracle with Chinese Characteristics*. Londres : Routledge.
- Wylie, Raymond F. 1973. « Canada's Relations with China: A Brief Survey ». Dans Raymond F. Wylie, dir., *China Today: An Introduction for Canadians*. Toronto : Peter Martin Associates. 137-158.
- Xinhua. 2007. « Canadian foreign minister ends first China visit ». *People's Daily Online*, 1^{er} mai. En ligne : http://en.people.cn/200705/01/print20070501_371276.html (page consultée le 27 février 2017).
- Xinhua. 2012. « Chinese president, Canadian PM discuss cooperation ». *Sina English*, 8 septembre. En ligne : <http://english.sina.com/china/2012/0908/504648.html> (page consultée le 28 juillet 2017).

- Yakabuski, Konrad. 2004. « The Prime of Brian Mulroney ». *The Globe and Mail*, 30 avril. En ligne : <https://beta.theglobeandmail.com/report-on-business/rob-magazine/the-prime-of-brian-mulroney/article998044/?ref=http://www.theglobeandmail.com&> (page consultée le 24 janvier 2014).
- Yakabuski, Konrad. 2006. « Like Father, like sons » *The Globe and Mail*, 26 mai 2006. En ligne : <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/rob-magazine/like-father-like-sons/article18163858/?page=all> (page consultée le 20 mars 2017).
- Yeliv, Steve. 2004. *Explaining Foreign Policy: US Decision-Making and the Persian Gulf War*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- Yin, Robert K. 2013. *Case Study Research: Design and Methods, Essential guide to qualitative methods in organizational research. Fifth Edition*. Londres : Sage.
- Yin, Robert K. 2015. *Qualitative research from start to finish*. New York : Guilford Publications.
- York, Geoffrey 2007. « Ministers pledge to continue fight on Celil prison case » *The Globe and Mail*, 18 janvier. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/sports/ministers-pledge-to-continue-fight-on-celil-prison-case/article17989341/> (page consultée le 16 juin 2017).
- York, Geoffrey et Alan Freeman. 2007. « Sino Canadian relations dealt severe blow ». *The Globe and Mail*, 9 novembre. En ligne : <https://beta.theglobeandmail.com/news/world/sino-canadian-relations-dealt-severe-blow/article697295/?ref=http://www.theglobeandmail.com&> (page consultée le 21 février 2015).
- York, Geoffrey. 2003. « PM wants greater slice of Chinese import trade ». *The Globe and Mail* (Toronto), 23 octobre : B3.
- York, Geoffrey. 2008b. « Chinese fugitive's deportation hailed as landmark move ». *The Globe and Mail*, 4 septembre. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/world/chinese-fugitives-deportation-hailed-as-landmark-move/article1060299/> (page consultée le 16 juin 2017).

- York, Geoffrey. 2008a. « Emerson opts not to 'lecture' on rights to Chinese. *The Globe and Mail*, 11 janvier. En ligne : <https://www.theglobeandmail.com/news/world/emerson-opts-not-to-lecture-on-rights-to-chinese/article1050198/> (page consultée le 20 mars 2017).
- Zahar, Marie-Joëlle. 2007. « Talking One Talk, Walking Another: Norm Entrepreneurship and Canada's Foreign Policy in the Middle East ». Dans Paul Heinbecker et Bessma Momani, dir., *Canada and the Middle East in Theory and Practice*. Waterloo : Wilfrid Laurier University Press. 45-72.
- Zakaria, Fareed. 1999. « From wealth to power: The unusual origins of America's world role ». Princeton : Princeton University Press.
- Zha, Qiang. 2011. « Canadian and Chinese Collaboration on Education: From Unilateral to Bilateral Exchanges ». Dans Huhua Cao et Vivienne Poy, dir., *The China Challenge: Sino-Canadian Relations in the 21st Century*. Ottawa : University of Ottawa Press. 100-121).
- Zhang, Kenny. 2011a. « Flows of People and the Canada-China Relationship ». Dans Pitman B. Potter et Thomas Adams, dir., *Issues in Canada – China Relations 2011*. Toronto : Canadian International Council. 198-232.
- Zhang, Kenny. 2011b. « Chinese in Canada and Canadians in China: The Human Platform for Relationships between China and Canada ». Dans Huhua Cao et Vivienne Poy, dir., *The China Challenge: Sino-Canadian Relations in the 21st Century*. Ottawa : University of Ottawa Press. 158–182.
- Zhao, Suisheng. 1993. « Deng Xiaoping's southern tour : elite politics in post-Tiananmen China ». *Asian Survey* 33 (no 8) : 739-756.
- Zhu, Yuchao. 2001. « Making sense of human rights policy on China ». *Canadian Foreign Policy* 8 (no 2) : 103-23.
- Zussman, David. 2013. *Off and running: The Prospects and Pitfalls of Government Transitions in Canada*. Toronto: University of Toronto Press.
- Zweig, David. 2002. *Internationalizing China: domestic interests and global linkages*. Ithaca (NY) : Cornell University Press.